

# *Prestations familiales* *2011*



ISSN 0184-6469

Direction des statistiques, des études et de la recherche

## **Statistiques nationales**

Caisse nationale des allocations familiales

Direction des statistiques, des études et de la recherche



# **Prestations familiales 2011**

## **Statistiques nationales**

Pour tous renseignements complémentaires, joindre  
**Catherine Boissières** (01 45 65 53 40, [Catherine.BOISSIERES@cnaf.fr](mailto:Catherine.BOISSIERES@cnaf.fr)).

Décembre 2012

## Avant-Propos

Quelques notions pour faciliter la lecture de cette brochure :

- les définitions des **prestations** et les **sigles** figurent respectivement aux pages 8 et 7 ;
- des définitions de notions sous-jacentes à la politique familiale (**Cnaf, fonds, régimes, prestations Famille, minima sociaux, aides à l'emploi, risques...**) figurent au chapitre 7 de la brochure PF2010.

Les comptes de la branche Famille sont commentés « **en bref** » page 11.

Les données **2011 tous régimes** (métropole et Dom) figurent en page 12. *Elles intègrent les dépenses de prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales mais ne relevant pas de la branche Famille.* Le tableau de la page 64 présente les dépenses de prestations et les bénéficiaires correspondants.

*\* Depuis la brochure PF2010, les dépenses de prestations hors Fnpf intègrent les créances et les indus dans les séries. Une estimation des indus a été intégrée sur la période, depuis la création des différentes prestations.*

*\* Les commentaires de cette brochure portent sur les données tous régimes (métropole et Dom) en euros courants et **en euros constants estimés en « 2011 ».***

*Sigles utilisés : M€2011 pour millions d'euros 2011 ; Md€2011 pour milliards d'euros 2011.*

o O o

Le chapitre 1 diffuse **les données de la branche Famille agrégées à l'ensemble des dépenses du fonds national d'aide au logement (Fnal), des minima sociaux (Rsa, Rso) et des différentes aides à l'emploi...**

alors que le chapitre 6 présente les **recettes et les dépenses de la branche Famille** (hors Fnal, Rsa, Rso et hors aides à l'emploi).

o O o

Les **prestations directes** tous fonds confondus sont étudiées :

- dans le chapitre 2 sur dix ans ;
- dans le chapitre 3.1 **depuis 1951**. Ce chapitre présente :
  - . l'évolution des dépenses de prestations **en pourcentage du Pib** ;
  - . la part des prestations versées **avec condition de ressources** dans l'ensemble des prestations Famille.

o O o

Le chapitre 4 suit les dépenses d'assurance vieillesse des parents au foyer (**Avpf**) depuis 1973 : ces prestations indirectes correspondent à un **transfert à la Cnav**.

o O o

Le chapitre 1 analyse le **financement par l'Etat** rapporté :

- . d'une part, à l'ensemble des prestations légales (directes et indirectes) et des prestations d'action sociale ;
- . et d'autre part, aux produits de la branche Famille agrégés aux remboursements des prestations hors Fnpf.  
*(Par ailleurs, les données d'action sociale sont agrégées aux prestations légales par type de prestation. Le financement par l'Etat regroupe celui de la branche Famille, du Fnal, de l'Alt et les remboursements des minima sociaux et des aides.)*

Une troisième approche du financement de l'Etat est présentée au chapitre 6 : ce financement (hors Fnal, Rsa, Rso et aides à l'emploi) est comparé aux recettes de la branche Famille.

o O o

Les données agrégées sur les **bénéficiaires tous régimes** sont présentées au chapitre 5.

- Des données plus fines relatives aux bénéficiaires des **Caf** sont diffusées dans le fascicule statistique en ligne sur le site de la Cnaf ([www.caf.fr](http://www.caf.fr)). *Elles servent à estimer certaines données tous régimes.*
- Les régimes spéciaux ne regroupent plus que la Sncf, Edf-Gdf, la Ratp.  
*L'Education nationale a été rattachée aux Caf en juillet 2005, La Poste en juillet 2004, France Télécom et les fonctionnaires hors Education nationale en janvier 2005. Les données Caf sont homogènes depuis 2005.*
- La Caisse centrale de la mutualité sociale agricole diffuse les données concernant les **régimes agricoles**.

o O o

La **législation** relative à la politique familiale est retracée à travers :

- l'évolution de la législation relative aux **prestations depuis 1945** : au chapitre 8.1 pour la **métropole** et au chapitre 8.2 pour les **Dom**. *Le coût des mesures depuis 1997 figure à la fin du chapitre 8.1 ;*
- l'évolution du **taux de cotisation Af** et de la législation relative aux **recettes** qui figure au chapitre 8 de la brochure PF2006 ;
- des séries longues du chapitre 9 relatives aux **barèmes** (montants et plafonds de prestations), Smic, prix, Pib.

Le tableau de la page 9 (*TIPF 7902011*) présente **les montants des prestations et les plafonds de ressources en pourcentage du Smic**.

# Sommaire de la brochure

## *Prestations Familiales 2011*

### *Statistiques nationales*

Avant-Propos : <i>une autre analyse du contenu</i>	4
Sigles	7
Définition des prestations existant au 1 <sup>er</sup> juillet 2011	8
Montants des prestations et des plafonds de ressources en pourcentage du Smic	9
<i>Figure 0.1 : 77,1 milliards d'euros de charges en 2011 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rsa, du Rso et des aides à l'emploi</i>	10
2011 en bref	11
 <b><i>Prestations directes et indirectes – Dépenses tous fonds</i></b>	
<b>1</b> 85,8 milliards d'euros de <b>charges pour la branche Famille, le Fnal, les minima et les aides à l'emploi</b> versées par les organismes débiteurs des prestations familiales 38 % des prestations légales directes ne relèvent pas de la branche Famille Le financement par l'Etat et les départements (41 milliards d'euros) représente 49 % des produits tous fonds, soit 45 % des dépenses de logement hors Alf, 52 % des dépenses de minima sociaux, 33 % des recettes de la Cnaf	13
<b>2</b> <b>Evolution des dépenses en volume en 2011 : – 0,4 % pour les prestations Famille, + 0,7 % pour les aides au logement et + 4,3 % pour les minima sociaux,</b> <i>Quelques rubriques clefs : Bmaf, Af, prestations jeune enfant, Cf, Ars, Asf, Aeeh, App, logement, minima sociaux, frais de tutelle, non-résidence en France, prestations Dom, remboursement de la dette sociale (Crds).</i> <i>Figures 2.1 : 64,2 milliards de prestations directes, en progression en volume de + 19 % depuis 2001</i> <i>Figure 2.2 : 12,4 milliards pour les allocations familiales (– 4,9 % en volume depuis 2001), 17,0 milliards de minima sociaux et d'aides à l'emploi (+ 50 %), 16,5 milliards pour le logement (+9,3 %)</i> <i>Figures 2.4-2.5 : 12,6 milliards de prestations jeune enfant, en progression en volume de + 40 % depuis 2001</i> <i>Figure 2.6 : 5,6 milliards de prestations Famille hors Af et hors jeune enfant, + 7 % en volume depuis 2001</i>	19
<b>3</b> <b>Les prestations Famille depuis 1951</b> 1972, tournant de la politique sociale – D'autres dates marquantes : 1972, 1978, 1985, 1991 et 2004 Prestations d'entretien spécifiques aux <b>familles de deux enfants et plus</b> : 45,9 % des prestations Famille <b>Naissance - Accueil des jeunes enfants : 41,4 % des prestations Famille</b> 12,7 % des prestations Famille correspondent aux prestations d'entretien versées <b>dès le premier enfant</b> <i>Figure 3.4 : 26,3 % des prestations Famille sont sous condition de ressources contre 23 % en 1973</i> <i>Figure 3.6 : 1,53 % du Pib en 2011 pour les prestations directes Famille, 0,46 % du Pib pour les prestations indirectes, soit 1,99 % pour la Famille contre 3,7 % en 1951</i>	61
<b>4</b> <b>Cotisations vieillesse des parents au foyer</b> prises en charge par la Cnaf : 4,4 milliards en 2011 <i>Encadré 1 relatif aux autres prestations financées mais non versées par la branche Famille : la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus, le congé de paternité...</i>	79

<b>5</b>	La branche Famille couvre 11,9 millions d'allocataires et 13,8 millions d'enfants	93
	<i>Quelques rubriques clefs</i> : allocataires, Fnpf, doubles comptes, prestations Famille, démographie, familles nombreuses, Af, Paje, non-indexation du plafond de ressources sur le salaire moyen, Cf, Ars, Asf, Aeeh, minima sociaux, Api, Aah, Rmi, logement.	
	<i>Figure 5.1: Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille</i>	
	<i>Figure 5.2 : Naissances depuis 1984</i>	
	<i>Encadré 1 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations (données Caf)</i>	
	<i>Encadré 2 : Ventilation des naissances selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf)</i>	
	<i>T2PF 151 : Part des enfants couverts par les AF dans la population française de 0 à 19 ans (données Caf)</i>	
	<i>Exploitation détaillée des données Caf relatives aux bénéficiaires</i>	

## Les produits et les charges de la branche Famille (hors Fnh, Fnal, Rmi, Rso, aides à l'emploi...)

<b>6</b>	52,98 milliards d'euros de produits et 55,57 milliards de charges en 2011	135
	<i>Quelques rubriques clefs</i> : financement par l'Etat, Csg, cotisations prises en charge par l'Etat, par la Cnam, cotisations, environnement économique, action sociale, Fnas, gestion, Fnga, convention d'objectifs et de gestion (Cog), droits constatés, différentes présentations des comptes de la branche, résultat et solde cumulé.	

## Législation – Définitions – Barèmes

<b>7</b>	Quelques définitions...	161
	<i>Quelques rubriques clefs</i> : branche Famille : risque, régimes, fonds (Fnpf, Fnas, Fnga, Fipe, Aei, Fnal), versements de prestations hors Fnpf pour le compte de l'Etat (logement : Apl, Als, Alt ; minima sociaux : Rsa, Rso ; aides à l'emploi), organismes payeurs (Caf, Ccmsa et régimes spéciaux), choix de l'allocataire, population inactive, frais de gestion, contribution Cnaf.	
<b>8.1</b>	Evolution de la législation familiale en <b>métropole</b> depuis 1945	165
	<i>Le coût des mesures de 1997 à 2011 en millions d'euros constants 2011</i>	195
<b>8.2</b>	Evolution de la législation familiale dans les <b>Dom</b> depuis 1945	197
	<i>Tableau récapitulatif de la création et de la suppression des principales prestations depuis 1946 en métropole et dans les Dom</i>	204
<b>9</b>	Montants et plafonds de prestations, Smic, prix, Pib	205
<b>10</b>	<b>Liste exhaustive de l'ensemble des tableaux disponibles</b>	242

La version Pdf de la brochure et les fichiers excel retraçant les dépenses et les bénéficiaires de prestations sont disponibles sous [caf.fr](http://caf.fr) Qui sommes-nous ? Données statistiques tous régimes.

L'ensemble des fichiers Excel de la brochure 2011 est disponible sur le site <ftp://userdser:dser@platineprod.csn.cnaf:6370/BrochurePF/PF2011.zip>

Après **décompression** du fichier récupéré, il est possible d'accéder aux tableaux Excel en utilisant le fichier « Asource\_liste\_tableaux.xls » qui donne la liste exhaustive des tableaux disponibles (avec en colonne de gauche, le nom du fichier où se trouve le tableau).

**En cas de problème** (lorsque le site professionnel de l'utilisateur interdit l'accès au Certi de Nice), il est actuellement conseillé de consulter le site à son domicile et de rapatrier les données sur son lieu de travail.

Pour tous renseignements complémentaires, joindre Catherine Boissières  
(01 45 65 53 40, [catherine.boissieres@cnaf.fr](mailto:catherine.boissieres@cnaf.fr)).

## *Liste des sigles utilisés*

<b>Aah</b>	Allocation aux adultes handicapés
<b>Aas</b>	<i>Aide à la scolarité (ancienne prestation)</i>
<b>Ad(i)</b>	Allocation différentielle
<b>Aeeh (Aes)</b>	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé ( <i>remplace l'allocation d'éducation spéciale, Aes</i> )
<b>Af</b>	Allocations familiales
<b>Afeama</b>	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (cf. Cmg Paje)
<b>Aged</b>	Allocation de garde d'enfant à domicile (cf. Cmg Paje)
<b>Ajpp</b>	Allocation journalière de présence parentale
<b>Alf</b>	Allocation logement familiale
<b>Aline</b>	<i>Allocation d'installation étudiante (2006, jusqu'en juin 2008)</i>
<b>Als</b>	Allocation logement sociale
<b>Alt</b>	Allocation logement temporaire (Fnal)
<b>Alv</b>	Allocation logement virtuelle (financement par la Cnaf de l'Apl)
<b>Apa</b>	Allocation personnalisée d'autonomie
<b>Ape</b>	<i>Allocation parentale d'éducation (cf. Clca Paje)</i>
<b>Api</b>	Allocation de parent isolé
<b>Apje</b>	<i>Allocation pour jeune enfant (cf. Paje Ab)</i>
<b>Apl</b>	Aide personnalisée au logement
<b>Ars</b>	Allocation de rentrée scolaire
<b>Asf (Ao)</b>	Allocation de soutien familial ( <i>remplace l'allocation orphelin</i> )
<b>Aspa</b>	Allocation de solidarité aux personnes âgées ( <i>depuis janvier 2007, à la place du minimum vieillesse</i> )
<b>Ass</b>	Allocation spécifique de solidarité
<b>Avpf</b>	Assurance vieillesse des parents au foyer
<b>Bmaf</b>	Base mensuelle de calcul des allocations familiales
<b>Cades</b>	Caisse d'amortissement de la dette sociale
<b>Cav</b>	Contrat d'avenir
<b>Ccmsa</b>	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
<b>Ccs</b>	Commission des comptes de la Sécurité sociale
<b>Cdaph</b>	Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ( <i>remplace la Cotorep</i> )
<b>Cdc</b>	Caisse des dépôts et consignations
<b>Cesu</b>	Chèque emploi services universel
<b>Cf</b>	Complément familial
<b>Cirma (Rma)</b>	Contrat d'insertion - Revenu minimum d'activité
<b>Cnaf</b>	Caisse nationale des allocations familiales
<b>Cnam</b>	Caisse nationale d'assurance maladie
<b>Cnav</b>	Caisse nationale d'assurance vieillesse
<b>Csa (Cnsa)</b>	Contribution de solidarité pour l'autonomie (Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)
<b>Crds</b>	Contribution au remboursement de la dette sociale
<b>Cr(ph)</b>	Complément de ressources des personnes handicapées
<b>Csf</b>	Congé soutien familial
<b>Csg</b>	Contribution sociale généralisée
<b>Cui</b>	Contrat unique d'insertion
<b>Dna</b>	Déclaration nominative annuelle
<b>Esat</b>	Etablissement et service d'aide par le travail (<- <i>Cat, centre d'aide par le travail</i> )
<b>Eti</b>	Employeurs et travailleurs indépendants
<b>Facej</b>	Fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse
<b>Fapaippe</b>	Fonds d'abondement du plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance ( <i>LC 2008 098</i> )
<b>Faso</b>	Fonds d'action sociale obligatoire (Dom)
<b>Fastif</b>	Fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille
<b>Fipe</b>	Fonds d'investissement pour la petite enfance
<b>Fipsa (Bapsa)</b>	Fonds de financement des prestations sociales agricoles (à la place du Bapsa)
<b>Fnal (Fnh)</b>	Fonds national d'aide au logement ( <i>fusionné avec le Fonds national de l'habitat en 2006</i> )
<b>Fnas, Fnga</b>	Fonds national d'action sociale, Fonds national de la gestion administrative
<b>Fnfpe</b>	Fonds national de la protection de l'enfance
<b>Fnpf</b>	Fonds national des prestations familiales
<b>Fnsa</b>	Fonds national Rsa
<b>Fsv</b>	Fonds national de solidarité vieillesse
<b>Grph</b>	Garantie de ressources des personnes handicapées
<b>Isu</b>	Interlocuteur social unique ( <i>cf. recettes des Eti</i> )
<b>Lfss</b>	Loi de financement de la Sécurité sociale
<b>Mam</b>	Maison d'assistants maternels
<b>Md€2010 - M€2010</b>	Milliards d'euros constants 2010 - Millions d'euros constants 2010
<b>Mva</b>	Majoration pour la vie autonome (Aah)
<b>Pah – Pah Am</b>	Prêt à l'amélioration de l'habitat - <i>Prêt à l'amélioration de l'habitat assistant(e) maternel(le)</i>
<b>Paippe</b>	Plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (2007)
<b>Pala</b>	Prêt à l'amélioration du lieu d'accueil ( <i>depuis septembre 2011, à la place Pah Am</i> )
<b>Paje Ab</b>	Allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant
<b>Paje C(o)lca</b>	Complément (optionnel) libre choix d'activité de la prestation d'accueil du jeune enfant
<b>Paje Cmg</b>	Complément libre choix du mode de garde de la prestation d'accueil du jeune enfant
<b>Paje Pn</b>	Prime de naissance ou d'adoption de la prestation d'accueil du jeune enfant
<b>Pars</b>	Prestation d'aide à la restauration scolaire (Dom)
<b>Pch</b>	Prestation de compensation du handicap
<b>Rmi</b>	Revenu minimum d'insertion
<b>Rsa</b>	Revenu de solidarité active
<b>Rso</b>	Revenu de solidarité (versé dans les Dom, hors Fnpf)

## Définition des prestations en métropole existant au 1<sup>er</sup> juillet 2011

### Un enfant est considéré comme à charge au sens des prestations :

- jusqu'au mois précédant les 25 ans pour le Rsa ;
- jusqu'au mois précédant les 21 ans pour l'ouverture du droit au Cf et aux aides au logement ;
- **jusqu'au mois précédant les 20 ans** pour les autres prestations ;
- dans la mesure où les revenus des jeunes n'excèdent pas 61 % du Smic 35 heures.

### Prestations « Famille »

**Af :** allocations familiales, versées à partir de deux enfants à charge, avec majorations pour les enfants de plus de 14 ans (sauf pour l'aîné d'une famille de deux enfants) ; allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans. Les majorations de plus de 11 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants âgés de moins de 11 ans au 30 avril 2008.

**Ars :** allocation de rentrée scolaire, modulée en fonction de l'âge des enfants (6-11 ans, 11-15 ans et 15-18 ans), versée sous condition de ressources (Cr).

**Cf :** complément familial, versé sous condition de ressources aux familles d'au moins trois enfants de plus de 3 ans.

**Asf :** allocation de soutien familial, versée pour un enfant recueilli par des tiers ou pour un enfant élevé par seulement un de ses parents. (Il s'agit d'enfant orphelin, d'enfant non reconnu par l'autre parent, d'enfant dont le parent s'est soustrait au versement d'une pension alimentaire mise à sa charge par décision de justice ou dont le parent est hors d'état de faire face à son obligation d'entretien).

**Aeeh :** allocation d'éducation de l'enfant handicapé, destinée à couvrir une partie des frais qu'entraîne la charge d'un enfant handicapé de moins de 20 ans. Elle peut être majorée par un complément qui varie en fonction : de la cessation d'activité (totale ou partielle) et/ou de l'embauche ou non d'une tierce personne rémunérée et/ou des frais engagés. Une majoration pour parent isolé est ouverte au bénéficiaire d'un complément attribué pour recours à une tierce personne (y compris lorsque ce recours est effectué par le parent lui-même).

**Ajpp :** allocation journalière de présence parentale au profit des parents qui cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé (et qui bénéficient d'un congé parental : trois cent dix jours ouvrés au sein d'une période maximale de droit de trois ans). Un complément pour frais, soumis à condition de ressources, peut être versé en fonction des dépenses engagées dans le mois. Les bénéficiaires de l'App peuvent choisir de continuer à bénéficier de cette prestation.

**Paje prime à la naissance :** versée sous condition de ressources au septième mois de grossesse.

**Paje prime d'adoption :** versée sous condition de ressources le mois suivant celui de l'arrivée de l'enfant au foyer.

**Paje Ab :** allocation de base versée sous Cr, pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer).

**Paje Clca :** complément de libre choix d'activité attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples ou d'adoption simultanée d'au moins trois enfants). Il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité ou adoption). Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant.

**Paje Colca :** les familles susceptibles de bénéficier d'un Clca à taux plein, à la suite d'une cessation de leur activité pour s'occuper d'au moins trois enfants peuvent choisir ce complément optionnel d'un montant plus important que le Clca à taux plein, versé pendant une période maximale de douze mois décomptés à partir de la naissance de l'enfant de rang 3 ou plus ou de son arrivée au foyer dans le cadre d'une procédure d'adoption.

**Paje Cmg :** complément libre choix du mode de garde attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par un(e) assistant(e) maternel(le) agréé(e), une garde d'enfant à domicile ou une micro crèche. La famille doit remplir une condition de revenu ou d'activité le mois du début de la garde ou, à défaut le mois suivant

\* Lorsque la famille est l'employeur direct, le Cmg comporte deux composantes :

- . 1<sup>re</sup> composante : prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle agréé(e) et partielle pour la ou le garde d'enfant à domicile (50 % dans la limite d'un plafond) ;
- . 2<sup>e</sup> composante : une prise en charge partielle de la rémunération versée à la personne assurant la garde. Le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limitée à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

\* Lorsque la famille n'est pas l'employeur direct, le Cmg consiste en une prise en charge partielle du coût de la garde facturé à la famille par la structure. Le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du lieu de garde de l'enfant, du nombre et de l'âge de ces derniers et est limité à 85 % du coût facturé. L'aide est versée les mois au cours desquels le nombre d'heure de garde est au moins égal à 16 heures.

Dans ces cas, sous certaines conditions, le montant de la prise en charge de la rémunération ou du coût facturé peut être majoré lorsque la famille fait garder son enfant sur des horaires spécifiques.

### Logement : aides sous conditions de ressources

Le montant des aides varie en fonction de la dimension de la famille, de ses revenus, du niveau du loyer ou de la mensualité de remboursement du prêt ainsi que de la localisation du logement. Un barème unique location a été mis en place en 2002.

**Apl :** aide personnalisée au logement, attribuée lorsque le logement répond à certaines caractéristiques : s'il s'agit d'un logement locatif, il doit avoir fait l'objet d'une convention entre l'Etat et le bailleur ; s'il s'agit d'une opération d'accession, elle doit bénéficier d'un prêt aidé, conventionné, ou d'un prêt à l'accession sociale.

**Alf :** allocation de logement à caractère familial, versée aux familles ayant un ou plusieurs enfants ou personnes à charge et aux jeunes couples mariés, ne pouvant ouvrir droit à l'Apl.

**Als :** allocation de logement à caractère social versée à toute personne disposant de faibles ressources et ne pouvant prétendre à l'une des deux autres prestations de logement.

**Alt 1 :** aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, d'un montant dépendant du nombre de logements et de la capacité d'accueil.

**Alt 2 :** aide versée aux communes ou personnes morales pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. Le montant est forfaitaire et dépend du nombre de places.

### Autres prestations : minima sociaux, aides à l'emploi...

**Aah :** allocation destinée à assurer un revenu minimum aux personnes de 20 jusqu'à l'âge légal de départ en retraite ayant un taux d'incapacité supérieur à 80 % ou compris entre 50 et 80 % et reconnues dans l'incapacité de se procurer un emploi. Peut également être versé, sans cumul possible, une majoration pour vie autonome (**Mva**) ou un complément de ressources (**Crph**) permettant d'assurer la garantie de ressources des personnes handicapées (**Grph**).

**Rsa métropole :** revenu de solidarité active, versé à des allocataires de plus de 18 ans depuis septembre 2010.

**Rsa socle :** montant forfaitaire (= Rmi).

**Rsa activité** calculé en tenant compte de 62 % des revenus professionnels du foyer, pour les travailleurs pauvres.

**Rsa majoré** pour les personnes isolées (= Api).

### Transferts - Prestations financées par la Cnaf

**Avpf :** assurance vieillesse du parent au foyer, correspondant à l'affiliation gratuite à l'assurance vieillesse des personnes bénéficiaires du Cf, de l'allocation de base ou du complément de libre choix d'activité de la Paje, de l'Ajpp, d'un congé de soutien familial ou des personnes ayant un handicapé à charge.

**Majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents de trois enfants et plus :** prise en charge de 85 % du financement de cette mesure par la Cnaf en 2010 et de 100 % à partir de 2011.

**Congé de paternité** (de onze jours consécutifs au plus) destiné au père à la naissance de son enfant et indemnisé comme les indemnités journalières d'assurance maternité.



**TIPF 79-2011 : Montants 2011 des prestations "Famille" et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC**

Regroupement des prestations de sans CR à avec CR		Montant 2011 après CRDS		Rapport des ressources correspondant au plafond de ressources au SMIC 2009** selon la taille de la famille					
* Prestation sans condition de ressources (CR)		en % du Smic 2011*		F 1 E, 1 revenu	F 2 E, 1 revenu	F 3 E, 1 revenu	F 1 E, 2 revenus	F 2 E, 2 revenus	F 3 E, 2 revenus
Allocation de soutien familial taux partiel, par enfant		7,4 %							
Allocation de soutien familial taux plein, par enfant		9,9 %							
Allocations familiales : pour chacun des 2 premiers enfants d'une famille de 2 enfants		5,3 %							
Allocations familiales : par enfant, au-delà du 2 <sup>e</sup> enfant		13,5 %							
Majoration par enfant plus de 14 ans sauf aîné des familles de 2 enfants (mai 2008)		5,3 %							
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (sans complément, par enfant)		10,6 %		Ainsi, l'AB devient sans CR pour les familles percevant le CLCA.					
... AEEH avec le 6 <sup>e</sup> complément		97,3 %							
Complément libre choix activité PAJE (CLCA), par famille ayant droit à l'AB PAJE									
Cessation d'activité (montant pour une famille n'ayant pas droit à l'AB)		31,7 %							
Activité au plus égale à 50 % (montant pour une famille n'ayant pas droit à l'AB)		20,5 %							
50 % < activité < 80 % (montant pour une famille n'ayant pas droit à l'AB)		11,8 %							
Majoration du CLCA par famille n'ayant pas droit à l'AB PAJE		14,4 %							
* Les différentes composantes du complément mode de garde (CMG) sont regroupées en prestation modulée en fonction des ressources									
1 <sup>er</sup> volet du complément mode de garde (CMG) : prise en charge des cotisations sans CR									
AM : assistante maternelle (cas général)		100 % du montant des cotisations		Prise en charge sans condition de ressources					
Employée à domicile, enfant de [0-3] ans : 50 % du montant des cotisations plafonné à :		35,0 %		Prise en charge sans condition de ressources					
Employée à domicile, enfant de [3-6] ans : 50 % du montant des cotisations plafonné à :		17,5 %		Prise en charge sans condition de ressources					
2 <sup>e</sup> volet du complément mode de garde (CMG) : modulation en fonction des ressources									
Garde par une assistante maternelle (AM) : par enfant de moins de 3 ans		Montant CMG AM par enfant							
CMG taux minimum		37,8 %		Taux minimum sans condition de ressources					
CMG taux médian		47,2 %		3,5	4,0	4,7	3,5	4,0	4,7
CMG taux maximum		56,7 %		1,6	1,8	2,1	1,6	1,8	2,1
Garde par une assistante maternelle (AM) : par enfant de [3-6] ans									
CMG taux minimum		18,9 %		Taux minimum sans condition de ressources					
CMG taux médian		23,6 %		3,5	4,0	4,7	3,5	4,0	4,7
CMG taux maximum		28,3 %		1,6	1,8	2,1	1,6	1,8	2,1
Garde à domicile : par famille ayant un enfant de moins de 3 ans		Montant CMG à domicile par famille							
CMG taux minimum		14,2 %		Taux minimum sans condition de ressources					
CMG taux médian		23,6 %		3,5	4,0	4,7	3,5	4,0	4,7
CMG taux maximum		37,5 %		1,6	1,8	2,1	1,6	1,8	2,1
Garde à domicile : par famille ayant un enfant de moins de [3-6] ans		Montant CMG à domicile par famille							
CMG taux minimum		7,1 %		Taux minimum sans condition de ressources					
CMG taux médian		11,8 %		3,5	4,0	4,7	3,5	4,0	4,7
CMG taux maximum		18,7 %		1,6	1,8	2,1	1,6	1,8	2,1
* Prestations sous condition de ressources									
Prime de naissance de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE PN) par naissance		75,5 %		2,7	3,2	3,9	3,6	4,1	4,7
Allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE AB) par famille		15,1 %		2,7	3,2	3,9	3,6	4,1	4,7
Complément familial (CF) par famille de trois enfants et plus (sans cumul avec la PAJE)		13,7 % par famille		2,8			3,5		
Allocation de rentrée scolaire par enfant (ARS annuel /12, équivalent mensuel)									
Enfant de [6-10 ans]		2,0 %		1,8	2,3	2,7	1,8	2,3	2,7
Enfant de [11-14 ans]		2,1 %		1,8	2,3	2,7	1,8	2,3	2,7
Enfant de [15-18 ans]		2,2 %		1,8	2,3	2,7	1,8	2,3	2,7
* Montant des SMIC mensuel net de référence :		*2011	1 197	** SMIC 2009 en €2011			1 183		



Figure 0.1

**77,1 milliards d'euros de prestations en 2011 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rsa, du Rso et des aides à l'emploi versées à des allocataires bénéficiant de minima sociaux**

Dépenses en milliards d'euros, y compris créances\*, indus, frais de tutelle des prestations remboursées par l'Etat.

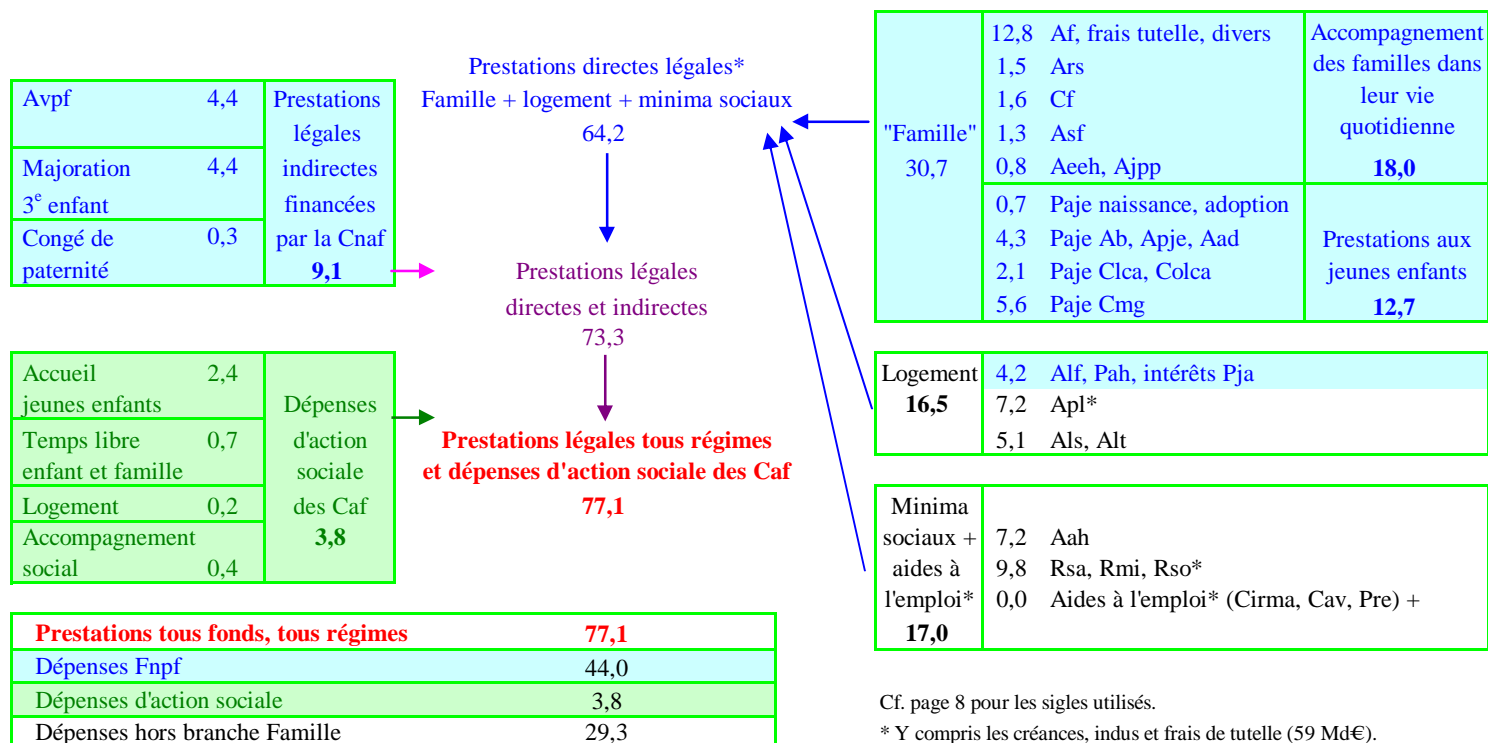
Les dépenses d'action sociale ne sont pas regroupées avec les différents types de prestations légales à la différence de la figure 1.1 du chapitre 1.

Les dépenses de prestations (77,1 Md€) se décomposent en :

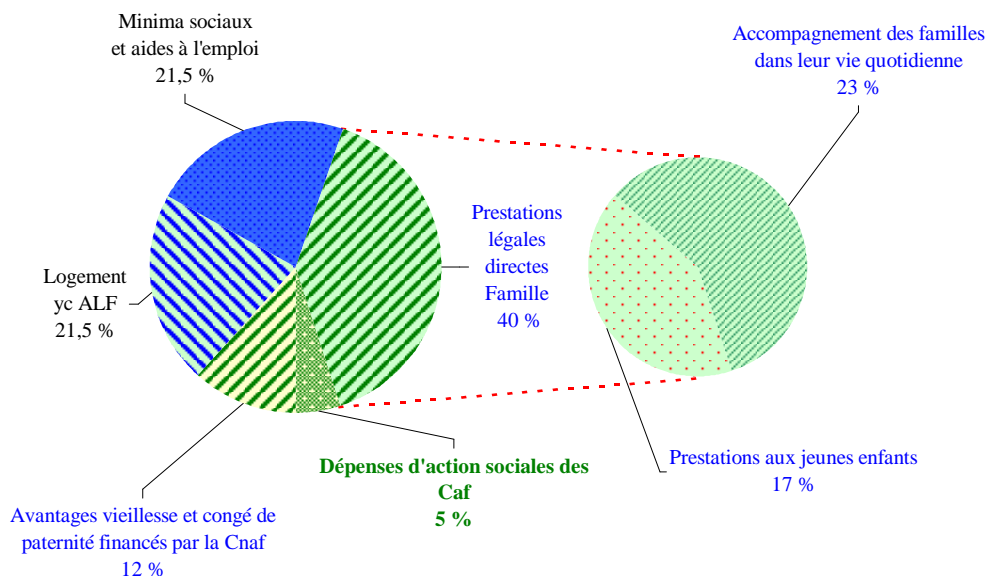
64,2 Md€ de prestations légales directes versés par les organismes débiteurs des prestations familiales ;

9,1 Md€ d'avantages vieillesse et de congé de paternité financés par la Cnaf ;

3,8 Md€ de dépenses d'action sociale des Caf.



**Ventilation des charges de la branche Famille, du Fnal, des minima sociaux et des aides à l'emploi en 2011**



## 2011 en bref<sup>1</sup>

Après s'être fortement dégradé en 2010, le déficit de la branche Famille s'est stabilisé en 2011 à 2,6 Md€ (soit une réduction de – 97 M€ par rapport à 2010). Les charges globales augmentent de + 2,72 % et les produits de + 3,05 %.

**La masse des prestations familiales** qui avait peu augmenté en 2010 (+ 0,4 %), du fait d'une revalorisation nulle de la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf), **a progressé de + 1,6 %, en 2011**, tirée par une revalorisation de + 1,5 % de la Bmaf. L'évolution des prestations familiales cache cependant des dynamiques diverses.

- Les **allocations familiales**, qui représentent près de trois quarts des allocations en faveur de la famille, ont diminué de – 1 % en 2011, suite à la réforme des majorations d'Af mise en place en 2008.

- La progression des **prestations d'accueil du jeune enfant** s'est ralentie en 2011 (+ **1,1 %** après + 2,0 % en 2010).

. La prime à la naissance et l'allocation de base sont freinées par un nombre de naissances en baisse en 2011 et en raison d'un effet plafond négatif.

. Les **compléments de libre choix du mode de garde** (+ **4,8 % en 2011**) connaissent une progression ralentie de leur montant moyen alors que le nombre de bénéficiaires continue d'augmenter à un rythme supérieur à + 3 %.

. Depuis 2008, le comportement des bénéficiaires du **complément de libre choix d'activité** (Clca) a un effet négatif sur l'évolution des dépenses, les bénéficiaires tendant à choisir plus fréquemment un Clca à taux partiel.

- Les dépenses de la Cnaf au titre des **aides au logement** – qui comprennent le financement intégral de l'allocation logement familiale et une contribution au fonds national d'aide au logement (Fnal) au titre de l'Apl – augmentent un peu plus rapidement en 2011 qu'en 2010 (+ 1,6 % après + 1,3 % en 2010). La prise en compte pour le calcul des aides des revenus de 2009, qui ont fortement ralenti du fait de la crise économique, explique une partie de cette accélération. Par ailleurs, l'augmentation des loyers plafonds de + 1,1 % (+ 0,3 % en 2010) joue aussi à la hausse sur les montants versés. La progression de la dépense d'allocations logement a toutefois été atténuée par la suppression, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, de la rétroactivité – de trois mois, au plus – du versement de l'aide, l'aide prenant désormais effet au dépôt de la demande (soit une moindre dépense estimée à 240 M€).

- Les **prestations extralégales**, composées essentiellement des dépenses d'action sociale par la dotation au Fnas, dont les dotations au fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant, augmentent rapidement en 2011 (+ 6,7 % après + 5,7 % en 2010).

- La part de la Cnaf dans le financement des majorations de pensions en faveur des parents ayant élevé trois enfants passe de 85 % en 2010 à 100 % en 2011. Ces dépenses de **transfert au fond de solidarité vieillesse** (Fsv) progressent de + **12,3 % en 2011** et expliquent plus de la moitié de l'augmentation totale des dépenses de la branche en 2011. Le **transfert à la Cnav** correspondant au financement des cotisations au titre de l'Avpf a augmenté de + **4 % en 2011**.

### Les produits ont fortement augmenté en 2011

Les produits nets ont accéléré en 2011 (+ 4,4 % après + 1,3 % en 2010) en lien avec la progression de la masse salariale. L'emploi poursuit au premier semestre 2011 sa reprise amorcée en 2010, avant que ne s'opère un retournement à la baisse. Sous l'effet conjugué d'une croissance des effectifs et surtout du salaire moyen par tête, lui-même soutenu par l'inflation et un important versement de primes au premier semestre de l'année. La croissance de la masse salariale s'accélère (+ 3,6 % en 2011 en moyenne annuelle après + 1,9 % en 2010) : cet agrégat économique est déterminant pour l'évolution des recettes des organismes de la sécurité sociale, aussi bien pour les cotisations sociales que pour la Csg.

Les cotisations sociales salariées versées à la branche Famille progressent ainsi de + 3,4 % en 2011.

S'agissant des cotisations non salariés, les recettes poursuivent leur recul : – 4,9 % en 2011 après – 6,6 % en 2010.

Suite au transfert de 0,28 point de Csg vers la Cades, le produit de la Csg diminue de – 3,4 Md€, mais il est compensé par de nouvelles recettes fiscales (notamment sur les contrats d'assurance) affectées à la branche Famille.

<sup>1</sup> Source : note 2012-140 Dser, Christine Chambaz : commentaires sur la présentation de la CCSS de juillet 2012.

Figure 1.1

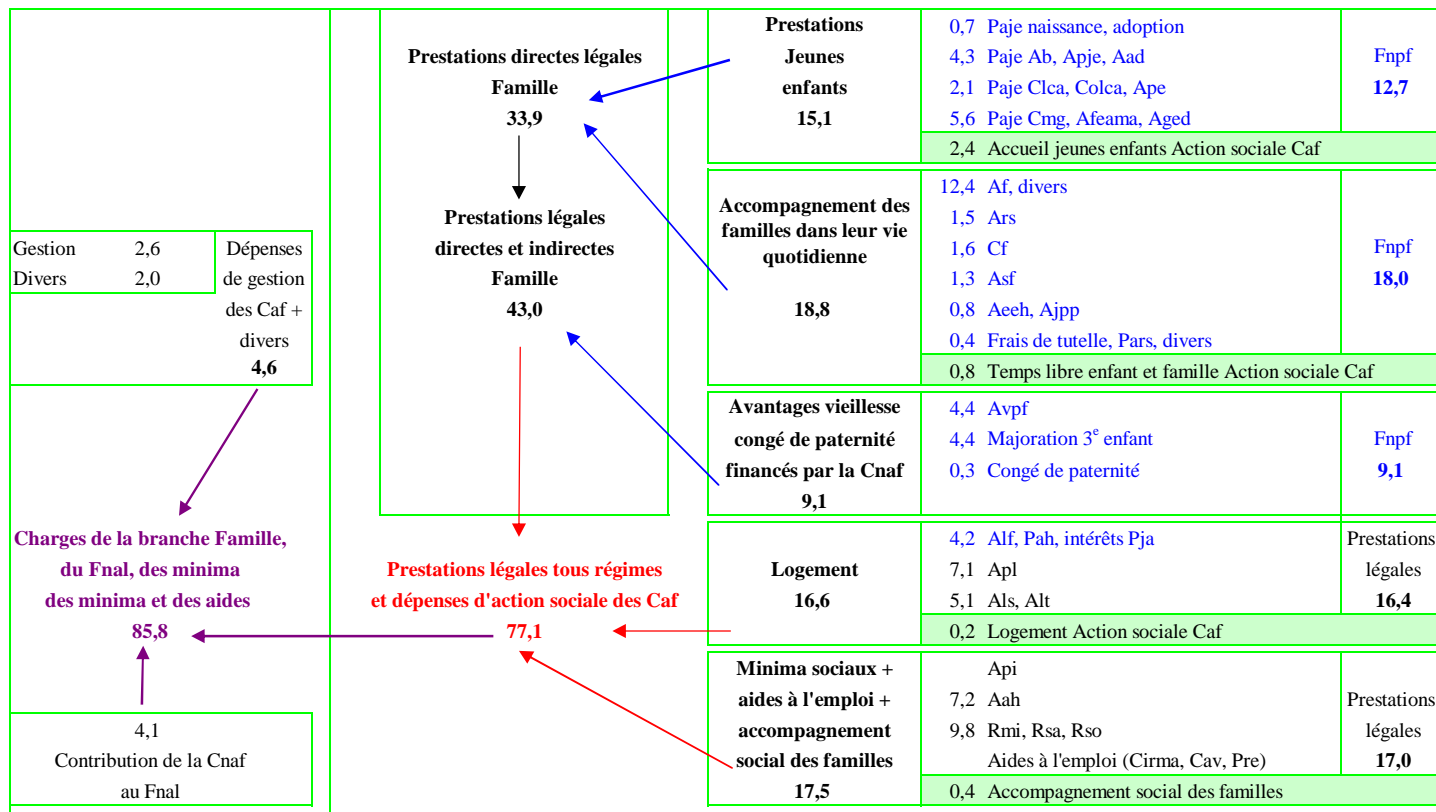
**77,1 Md€ de prestations et 85,8 Md€ de charges en 2011 pour la branche Famille et au titre du Fnal, du Rsa, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi versées à des allocataires bénéficiant de minima sociaux (1)**

Dépenses y compris les indus, en milliards d'euros

Cette présentation regroupe les dépenses d'action sociale et les prestations légales à la différence de la figure 0.1 (page 10) qui isole les dépenses d'action sociale.

Les dépenses de prestations (77,1 Md€) représentent 90,9 % de ces charges. Il s'agit :

- des prestations Famille 43 Md€ (50,7 % du total des charges) ;
- des prestations logement 16,6 Md€ (19,6 % du total) ;
- des minima et des aides 17,5 Md€ (20,6 % du total).



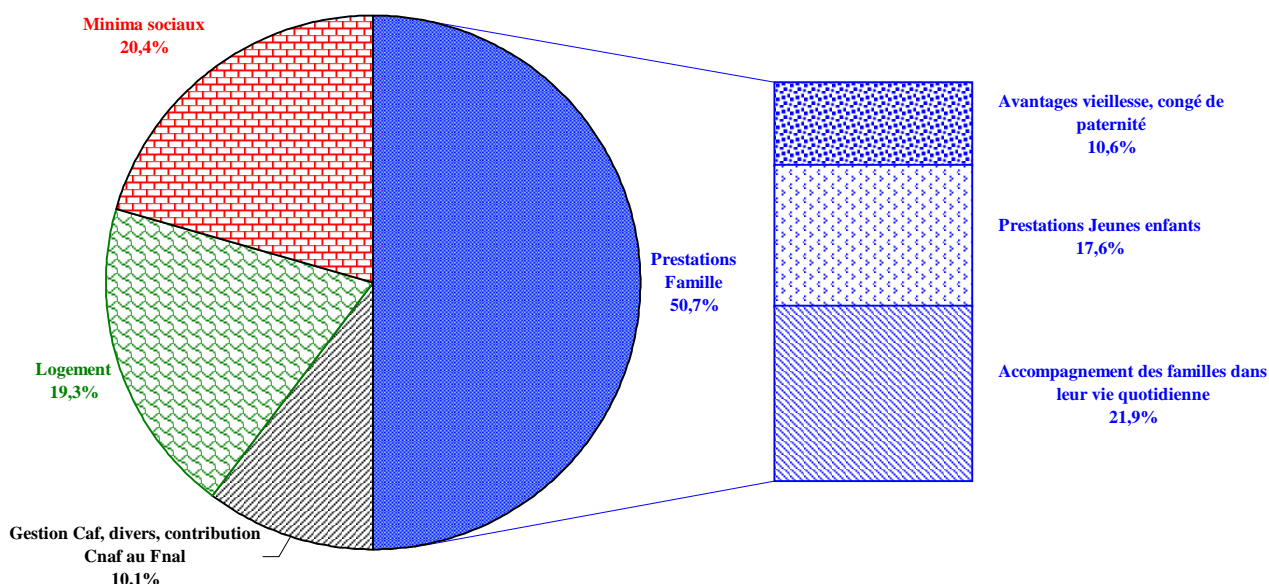
		En % du total des prestations	
Prestations versées par les organismes débiteurs	47,8	Branche Famille	44,0 Prestations directes et indirectes Fnpf 57 %
des prestations familiales	62 %		3,8 Dép. consolidées d'action sociale Caf (2) 5 %
77,1	29,3	Dépenses de prestations hors branche Famille	12,2 Logement hors Fnpf 16 %
89,9 % des charges	38 %		17,1 Minima sociaux 22 %

Cf. page 7 de la brochure pour les sigles utilisés.

(1) Y compris les créances, indus et frais de tutelle du Fnal et des minima. Y compris la contribution de la Cnaf au Fnal.

(2) Les dépenses consolidées d'action sociale retenues dans la présentation de la Ccss sont inférieures de 668,5 M€ à la ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale.

**Ventilation des charges de la branche Famille, du Fnal, des minima sociaux et des aides à l'emploi en 2011**



## 77,1 milliards d'euros de prestations, 85,8 milliards de charges en 2011 pour la branche Famille, le Fnal, les minima et les aides à l'emploi

Le présent chapitre présente les dépenses provenant de la branche Famille<sup>1</sup> :

- agrégées aux dépenses tous régimes<sup>2</sup> du fonds national d'aide au logement<sup>3</sup> (Fnal), du revenu de solidarité active<sup>4</sup> (Rsa), du revenu de solidarité dans les Dom (Rso) et d'aides au retour à l'emploi versées à des bénéficiaires des minima sociaux par les organismes débiteurs des prestations familiales,
- et aux dépenses d'allocation aux adultes handicapés qui ne relève plus du Fnfp depuis 2010.

L'ensemble ainsi défini couvre :

- 77,1 Md€ de prestations,
- 85,8 Md€ de charges et
- 83,2 Md€ de produits (cf. figure 1.1, T1PF 111 et 121). Par construction, le solde de cet ensemble correspond bien au solde de la branche Famille (- 2,6 Md€ en 2011).

### 77,1 Md€ de prestations légales et extra-légales

En 2011, **77,1 Md€ de prestations légales et extra-légales** ont été versés par les caisses d'Allocations familiales (Caf), et par les autres organismes débiteurs des prestations familiales (*caisses de la Mutualité sociale agricole, Edf-Gdf, Sncf, Ratp...*).

Les prestations représentent 90 % des dépenses, la contribution de la Cnaf au financement du Fnal 5 %, les frais de gestion 3 % et le poste « divers » 2 %.

- **51 % des dépenses concernent la Famille** (41,3 Md€, figure 1.1) dont :
  - 18 % concernent les prestations attribuées au jeune enfant (15,1 Md€) ;
  - 22 % concernent les autres prestations Famille (hors jeune enfant, 18,8 Md€) ;
  - 11 % sont des transferts (9,1 Md€) finançant des prestations non servies par la Cnaf : cotisations d'assurance vieillesse pour le compte de bénéficiaires de prestations familiales (Avpf, 4,4 Md€), du coût de la majoration de 10 % des pensions de retraite servies aux parents de trois

enfants et plus (4,4 Md€) et congé de paternité (0,3 Md€).

- **19 % des dépenses de prestations concernent le logement** (16,2 Md€, *Alf, Als, Apl, Alt, Pah*) ;
- **20 % pour les minima sociaux** et les aides au retour à l'emploi versées à des bénéficiaires des minima sociaux (16,5 Md€).

La suite du présent chapitre s'attache :

- à la part du Fnfp dans les dépenses de prestations ;
- au financement par l'Etat de l'ensemble des dépenses et de celles de la branche Famille.

### 38 % des prestations ne relèvent pas de la branche Famille

57 % des prestations (44,0 Md€) relèvent du **fonds national des prestations familiales** (Fnfp) qui finance les prestations Famille au sens strict (prestations légales directes et transferts), l'allocation de logement familiale, les prêts à l'amélioration de l'habitat, la prestation de restauration spécifique (Pars Dom).

5 % correspondent aux dépenses consolidées d'action sociale des Caf (3,8 Md€).

Autour de ce noyau initial sont venues s'agréger, au fil du temps, d'autres prestations sociales versées pour le compte de l'Etat et des départements :

- **les prestations de logement, hors Fnfp** : aide personnalisée au logement (Apl), allocation logement sociale (Als), aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), soit 12,2 Md€ correspondant à 16 % des prestations ;
- **le revenu de solidarité active<sup>5</sup>**, le revenu minimum d'insertion (Rmi), le revenu de solidarité (Rso), les aides à l'emploi : 17,1 Md€, soit 22 % des prestations légales et extra-légales.

Les prestations du Fnal et celles relevant des autres mécanismes de solidarité représentent 38 % des prestations (29,3 Md€).

### **Le financement de l'Etat et des départements représente 49,2 % des produits tous fonds**

• Le financement des dépenses de **logement** hors allocation logement familiale (12,5 Md€ y compris les régularisations sur exercices antérieurs, cf. *TIPF 13*) est assuré en 2011<sup>6</sup> à :

**45 % par l'Etat** (5,6 Md€) ;

22 % par les cotisations des employeurs versées au Fnal (2,8 Md€) ;

33 % par la contribution de la Cnaf (4,1 Md€) au financement de l'Apl et de l'Alt. En 2011, la contribution de Cnaf représente 57 % des dépenses d'Apl.

• Le financement des dépenses de minima sociaux (17,8 Md€, cf. *TIPF 13*) est assuré en 2011 à :

**52 % par l'Etat** (9,3 Md€) ;

48 % par les départements (8,5 Md€).

• **L'Etat intervient à concurrence de 33,3 % (17,6 Md€) du côté de recettes 2011 de la Cnaf** (cf. *TIPF 121-122*). On distingue :

- la contribution sociale généralisée affectée à la Cnaf<sup>7</sup> (9,3 Md€) ;

- les autres impôts et taxes affectés (7,8 Md€) ;

- les prises en charge de cotisations (0,5 Md€ en 2011, cf. *chapitre 6 pour l'évolution des recettes de la Cnaf*).

• Les produits 2011 tous fonds (83,2 Md€) sont financés à 39,0 % par l'Etat (32,5 Md€) et à 10,2 % par les départements (8,5 Md€), soit un total de **49,2 % par l'Etat et les départements** (41,0 Md€, cf. *TIPF 1232*)

#### Notes

<sup>1</sup> Le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnaf + Fnaf + Fnaf) n'est plus retenu dans le Rapport d'activité de l'Agent comptable depuis 2002. Le cadre est étendu aux comptes consolidés de la branche Famille, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnafi, des Cnati et des fédérations. Par contre, les opérations en capital ne sont pas couvertes par ce champ défini par la Ccass alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf. Les tableaux du chapitre 6 de la présente brochure reprennent les deux présentations.

Par ailleurs, il est à noter que les dépenses consolidées d'action sociale sont inférieures de 669 M€ en 2011 à la ventilation statistique des dépenses d'action sociale (source DSER). La ventilation des dépenses d'action sociale est disponible à partir de 1995.

A la différence de la figure 0.1, la présentation retenue dans ce chapitre (et la figure 1.1 page 10) intègre les dépenses d'action sociale aux différents regroupements retenus pour les prestations légales. L'action sociale prise en compte est limitée à celle des Caf (en l'absence d'une estimation de l'action sociale Famille de la Ccass).

<sup>2</sup> Il est à noter que les dépenses de prestations hors Fnaf des régimes agricoles ne sont pas retracées dans les comptes de la Cnaf (et dans son rapport d'activité). En 2011, ces dépenses s'élèvent à 777 M€.

<sup>3</sup> En janvier 2006, le Fnal et le fonds national de l'habitat (Fnhi) ont fusionné en un seul fonds d'aide au logement.

<sup>4</sup> Ainsi que du revenu minimum d'insertion (Rmi) et de l'Api avant la création du Rsa.

L'Aah et l'Api sont regroupées dans les tableaux statistiques avec les minima sociaux. L'Aah (créée en 1972) était remboursée par l'Etat depuis 1983, l'Api (créée en 1976) depuis 1999. Ces deux prestations figuraient donc en recettes et en dépenses de la Cnaf depuis la date de leur remboursement.

<sup>5</sup> Le Rsa, créé en juin 2009, se substitue au Rmi, à l'Api en métropole et à la prime de retour à l'emploi.

<sup>6</sup> D'une part, le financement du logement intègre des régularisations sur exercices antérieurs, et d'autre part, le taux de financement est calculé par rapport aux dépenses hors frais de gestion (pour être homogène par rapport aux dépenses relatives aux minima sociaux qui sont hors frais de gestion). Ceci explique des taux de financement supérieurs à 100 % (102 % en 2010).

<sup>7</sup> Le taux de Csg affecté à la Cnaf est de 1,1 % en janvier 2008, avec un élargissement de l'assiette en janvier 2008 (cf. *TIPF 78 et chapitre 6*).

**TIPF 111 : Charges de la branche Famille, des prestations de logement et de solidarité depuis 2001**

Ventilation statistique* tous régimes, métropole + DOM en millions d'euros	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Structure 2011	
												Dépenses	Prestations FNPF, AS, transferts
<b>Famille</b>	<b>28 707</b>	<b>30 350</b>	<b>31 944</b>	<b>33 463</b>	<b>35 330</b>	<b>36 944</b>	<b>38 092</b>	<b>39 282</b>	<b>40 889</b>	<b>41 349</b>	<b>43 039</b>		<b>56 %</b>
<b>1. Prestations jeune enfant</b>	<b>8 694</b>	<b>9 205</b>	<b>9 380</b>	<b>10 193</b>	<b>11 344</b>	<b>12 315</b>	<b>12 845</b>	<b>13 572</b>	<b>14 165</b>	<b>14 596</b>	<b>15 138</b>		<b>20 %</b>
FNPF	7 711	7 999	8 135	8 648	9 494	10 441	10 911	11 576	12 102	12 379	12 717		16 %
Accueil des jeunes enfants sur fonds d'action sociale	982	1 205	1 245	1 545	1 850	1 874	1 934	1 996	2 063	2 217	2 421		3 %
<b>2. Famille hors jeune enfant</b>	<b>16 102</b>	<b>16 373</b>	<b>16 713</b>	<b>17 198</b>	<b>17 711</b>	<b>17 983</b>	<b>18 381</b>	<b>18 646</b>	<b>19 143</b>	<b>18 630</b>	<b>18 814</b>		<b>24 %</b>
FNPF prestations légales, yc P. restauration spécifique (DOM)	15 539	15 791	16 098	16 475	16 841	17 113	17 411	17 598	18 037	17 896	18 058		23 %
Action sociale (dépenses consolidées AS CCSS, hors JE, logement, solidarité)	563	583	614	723	870	871	970	1 048	1 105	733	756		1 %
<b>3. Transferts Famille : financement P. indirectes par le FNPF</b>	<b>3 911</b>	<b>4 771</b>	<b>5 852</b>	<b>6 072</b>	<b>6 275</b>	<b>6 646</b>	<b>6 866</b>	<b>7 064</b>	<b>7 581</b>	<b>8 123</b>	<b>9 087</b>		<b>12 %</b>
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF)	3 474	3 670	3 749	3 885	3 959	4 212	4 323	4 414	4 434	4 261	4 432		6 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)	437	902	1 895	1 965	2 087	2 185	2 291	2 386	2 883	3 600	4 381		6 %
Congé de paternité		199	207	223	230	248	252	264	264	263	274		0 %
<b>4. Logement</b>	<b>12 955</b>	<b>13 607</b>	<b>13 569</b>	<b>14 186</b>	<b>14 081</b>	<b>14 408</b>	<b>14 502</b>	<b>15 542</b>	<b>15 922</b>	<b>16 195</b>	<b>16 638</b>		<b>22 %</b>
FNPF : ALF, PAH...	3 038	3 224	3 262	3 469	3 493	3 611	3 669	3 949	4 098	4 148	4 217		5 %
Hors FNPF : APL, ALS, ALT, ALINE	9 758	10 215	10 139	10 546	10 425	10 639	10 681	11 440	11 674	11 891	12 262		16 %
Logement sur fonds d'action sociale	158	167	168	171	164	158	152	152	150	157	160		0 %
<b>5. Contribution à la solidarité</b>	<b>10 063</b>	<b>10 604</b>	<b>11 025</b>	<b>11 890</b>	<b>12 596</b>	<b>13 281</b>	<b>13 801</b>	<b>13 997</b>	<b>16 452</b>	<b>16 441</b>	<b>17 471</b>		<b>23 %</b>
FNPF hors API, AAH	3	1	0	0									
Minima, aides à l'emploi (yc API, AAH sur toute la période)	9 653	10 196	10 603	11 450	12 155	12 847	13 362	13 557	16 014	16 001	17 025		22 %
Accompagnement social des familles sur fonds d'action sociale	407	407	421	440	441	434	439	440	439	440	446		1 %
<b>Prestations légales et extra-légales (1 + 2 + 3)</b>	<b>51 725</b>	<b>54 560</b>	<b>56 538</b>	<b>59 540</b>	<b>62 007</b>	<b>64 633</b>	<b>66 394</b>	<b>68 821</b>	<b>73 263</b>	<b>73 985</b>	<b>77 148</b>	<b>90 %</b>	100 %
Dont prestations légales directes relevant du FNPF, hors API, AAH	26 292	27 015	27 495	28 592	29 828	31 164	31 991	33 123	34 238	34 424	34 992	41 %	<b>45 %</b>
Dont prestations légales indirectes relevant du FNPF	3 911	4 771	5 852	6 072	6 275	6 646	6 866	7 064	7 581	8 123	9 087	11 %	<b>12 %</b>
Dont prestations d'action sociale (dépenses consolidées CAF, idem CCSS)	2 110	2 363	2 449	2 879	3 324	3 337	3 495	3 636	3 757	3 547	3 783	4 %	<b>5 %</b>
Dont prestations hors FNPF, hors action sociale, yc API, AAH	19 411	20 411	20 743	21 996	22 580	23 486	24 042	24 998	27 688	27 892	29 286	34 %	<b>38 %</b>
6. Gestion et transferts liés à la gestion (CAF)	1 407	1 907	1 885	1 961	2 045	2 114	2 144	2 093	2 286	2 602	2 620	<b>3 %</b>	
7. Régularisation, frais de gestion hors branche Famille (= écart financement par ex. - prestations)							260	49	323	282	962	<b>1 %</b>	
8. Contribution de la CNAF au FNAL (double compte conservé en R et en D)	3 105	3 220	3 183	3 271	3 491	3 746	3 618	3 870	3 932	4 009	4 125	<b>5 %</b>	
9. Transfert divers + contribution à l'UNAF + dépenses diverses + Rbt hors AAH, API	1 124	665	794	714	826	867	906	1 876	1 696	1 395	970	<b>1 %</b>	
10. Ajustement statistique, transferts divers + contribution à l'UNAF + dépenses diverses	-65	-56	-51	-56		3	2	-5	-22	-16	-21		
Charges branche Famille (hors remboursements AAH, API)	37 883	39 886	41 605	43 432	45 788	47 876	49 022	51 658	53 468	54 366	56 518	66 %	
<b>Charges tous fonds</b>	<b>57 294</b>	<b>60 296</b>	<b>62 348</b>	<b>65 429</b>	<b>68 368</b>	<b>71 362</b>	<b>73 324</b>	<b>76 705</b>	<b>81 478</b>	<b>82 258</b>	<b>85 804</b>	100 %	

\* Données tous régimes pour les prestations légales directes et indirectes (y compris les dépenses des régimes agricoles hors FNPF). Les dépenses d'action sociale ne concernent que les CAF.

**TIPF 112 : Ensemble des prestations par fonds et par type de prestation depuis 1978 en %**

Ventilation statistique en %	1978	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Variation en points 2011 - 2001
<b>Famille</b>	<b>75 %</b>	<b>72 %</b>	<b>65 %</b>	<b>59 %</b>	<b>61 %</b>	<b>55 %</b>	<b>55 %</b>	<b>56 %</b>	<b>57 %</b>	<b>56 %</b>	<b>57 %</b>	<b>57 %</b>	<b>57 %</b>	<b>57 %</b>	<b>56 %</b>	<b>56 %</b>	<b>55,8 %</b>	<b>0,3 %</b>
<b>1. Prestations jeune enfant</b>	<b>7 %</b>	<b>6 %</b>	<b>4 %</b>	<b>12 %</b>	<b>12 %</b>	<b>17 %</b>	<b>17 %</b>	<b>17 %</b>	<b>17 %</b>	<b>17 %</b>	<b>18 %</b>	<b>19 %</b>	<b>19 %</b>	<b>20 %</b>	<b>19 %</b>	<b>20 %</b>	<b>19,6 %</b>	<b>2,8 %</b>
FNPF	7 %	6 %	4 %	12 %	11 %	15 %	15 %	15 %	14 %	15 %	15 %	16 %	16 %	17 %	17 %	17 %	16,5 %	1,6 %
Accueil des jeunes enfants sur fonds d'action sociale					1 %	2 %	2 %	2 %	2 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3,1 %	1,2 %
<b>2. Famille hors jeune enfant</b>	<b>66 %</b>	<b>63 %</b>	<b>54 %</b>	<b>38 %</b>	<b>33 %</b>	<b>32 %</b>	<b>31 %</b>	<b>30 %</b>	<b>30 %</b>	<b>29 %</b>	<b>29 %</b>	<b>28 %</b>	<b>28 %</b>	<b>27 %</b>	<b>26 %</b>	<b>25 %</b>	<b>24,4 %</b>	<b>-6,7 %</b>
FNPF prestations légales, yc PARS (DOM)	66 %	63 %	54 %	38 %	32 %	31 %	30 %	29 %	28 %	28 %	27 %	26 %	26 %	26 %	25 %	24 %	23,4 %	-6,6 %
Action sociale (hors jeune enfant, logement, solidarité)					1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	1 %	2 %	2 %	1 %	1,0 %	-0,1 %
<b>3. Transferts : financement de prestations par le FNPF</b>	<b>1 %</b>	<b>3 %</b>	<b>7 %</b>	<b>9 %</b>	<b>15 %</b>	<b>7 %</b>	<b>8 %</b>	<b>9 %</b>	<b>10 %</b>	<b>10 %</b>	<b>10 %</b>	<b>10 %</b>	<b>10 %</b>	<b>10 %</b>	<b>10 %</b>	<b>11 %</b>	<b>11,8 %</b>	<b>4,2 %</b>
Assurance vieillesse parent au foyer	1 %	3 %	6 %	8 %	15 %	7 %	7 %	7 %	7 %	7 %	6 %	7 %	7 %	6 %	6 %	6 %	5,7 %	-1,0 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse							1 %	2 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	3 %	4 %	5 %	5,7 %	4,8 %
Congé de paternité								0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %
<b>4. Logement</b>	<b>14 %</b>	<b>16 %</b>	<b>22 %</b>	<b>23 %</b>	<b>23 %</b>	<b>25 %</b>	<b>25 %</b>	<b>25 %</b>	<b>24 %</b>	<b>24 %</b>	<b>23 %</b>	<b>22 %</b>	<b>22 %</b>	<b>23 %</b>	<b>22 %</b>	<b>22 %</b>	<b>21,6 %</b>	<b>-3,5 %</b>
FNPF : ALF, PAH...	11 %	10 %	8 %	6 %	5 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	5,5 %	-0,4 %
Hors FNPF : APL, ALS, ALT, ALINE	4 %	6 %	14 %	17 %	18 %	19 %	19 %	19 %	18 %	18 %	17 %	16 %	16 %	17 %	16 %	16 %	15,9 %	-3,0 %
Logement sur fonds d'action sociale					0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	-0,1 %
<b>5. Contribution à la solidarité</b>	<b>6 %</b>	<b>8 %</b>	<b>10 %</b>	<b>14 %</b>	<b>16 %</b>	<b>20 %</b>	<b>19 %</b>	<b>19 %</b>	<b>19 %</b>	<b>20 %</b>	<b>20 %</b>	<b>21 %</b>	<b>21 %</b>	<b>20 %</b>	<b>22 %</b>	<b>22 %</b>	<b>22,6 %</b>	<b>3,2 %</b>
FNPF ASA, hors API, AAH sur toute la période			0,06 %	0,02 %		0,01 %	0,01 %	0,00 %	0,00 %	0,00 %							0,0 %	0,0 %
Hors FNPF : RSA, RMI, RSO, CIRMA, CAV, PRE...	6 %	8 %	10 %	14 %	15 %	19 %	19 %	19 %	19 %	19 %	20 %	20 %	20 %	20 %	22 %	22 %	22,1 %	3,4 %
Accompagnement social des familles sur fonds d'action sociale					0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	-0,2 %
6. Action sociale (ventilation non disponible avant 1995)	5 %	5 %	4 %	4 %														
<b>Prestations légales et extra-légales (1 + 2 + 3)</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	
Dont prestations légales directes et indirectes du FNPF	86 %	82 %	73 %	65 %	63 %	58 %	58 %	58 %	59 %	58 %	58 %	58 %	59 %	58 %	57 %	58 %	57,1 %	-1,3 %
Dont prestations légales directes du FNPF	84 %	79 %	66 %	56 %	48 %	51 %	51 %	50 %	49 %	48 %	48 %	48 %	48 %	48 %	47 %	47 %	45,4 %	-5,5 %
Dont prestations légales indirectes du FNPF	1 %	3 %	7 %	9 %	15 %	7 %	8 %	9 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	10 %	11 %	11,8 %	4,2 %
Dont prestations d'action sociale (CAF)	5 %	5 %	4 %	4 %	3 %	4 %	4 %	4 %	4 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	4,9 %	0,8 %
Dont prestations hors FNPF, hors action sociale	10 %	14 %	23 %	31 %	33 %	38 %	38 %	37 %	37 %	37 %	36 %	36 %	36 %	36 %	38 %	38 %	38,0 %	0,4 %



### TIPF 121 : Financement de la branche Famille, de l'ensemble des fonds depuis 2007

Ventilation statistique en millions d'euros	2007	2008	2009	2010	2011
<b>1. Produits de la branche Famille</b>	<b>49 178</b>	<b>51 316</b>	<b>51 638</b>	<b>51 397</b>	<b>52 965</b>
<b>2. Produits de la branche Famille hors participation de l'Etat</b>	<b>32 869</b>	<b>34 146</b>	<b>34 825</b>	<b>34 647</b>	<b>35 350</b>
<b>3. Financement de l'Etat, du FOREC, CSG, ITAF</b>	<b>16 309</b>	<b>17 170</b>	<b>16 813</b>	<b>16 750</b>	<b>17 615</b>
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités (recettes FNPF)	707	775	692	669	549
CSG, impôts et taxes affectés (recettes FNPF)	15 602	16 395	16 122	16 081	17 066
Contribution sociale généralisée	11 657	12 171	11 979	12 164	9 311
Autres impôts et taxes affectés	3 945	4 224	4 143	3 918	7 755
<b>4. Financement du logement hors FNPF et des minima sociaux</b>	<b>24 302</b>	<b>25 047</b>	<b>28 011</b>	<b>28 174</b>	<b>30 248</b>
Contribution de la CNAF au financement de l'APL et de l'ALT	3 627	3 787	3 884	3 949	4 125
Cotisations employeurs affectées au FNAL	2 250	2 568	2 565	2 617	2 760
Financement par l'Etat	12 427	12 795	14 966	14 262	14 836
Financement par l'Etat du logement	5 065	5 135	5 548	5 607	5 590
Financement par l'Etat des minima	7 362	7 660	9 418	8 656	9 246
Financement par les départements des minima	5 999	5 898	6 595	7 346	8 527
<b>Total des produits de la branche Famille et de l'ensemble des fonds</b>	<b>73 480</b>	<b>76 363</b>	<b>79 649</b>	<b>79 571</b>	<b>83 213</b>
<b>Résultat de la branche Famille</b>	<b>156</b>	<b>-342</b>	<b>-1 830</b>	<b>-2 687</b>	<b>-2 591</b>

### TIPF 122 : Financement de la branche Famille en %

Ventilation statistique en %	2007	2008	2009	2010	2011
<b>1. Produits de la branche Famille</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>
<b>2. Produits de la branche Famille hors participation de l'Etat</b>	<b>67 %</b>	<b>67 %</b>	<b>67 %</b>	<b>67,4 %</b>	<b>66,7 %</b>
Cotisations sociales des actifs	64 %	64 %	64 %	65,0 %	64,6 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1)	1 %	1 %	1 %	0,6 %	0,5 %
Transferts reçus	0,5 %	0,5 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %
Recettes diverses	2 %	2 %	3 %	1,2 %	1,1 %
<b>3. Financement de l'Etat, du FOREC, CSG, ITAF</b>	<b>33 %</b>	<b>33 %</b>	<b>33 %</b>	<b>32,6 %</b>	<b>33,3 %</b>
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités	1 %	2 %	1 %	1,3 %	1,0 %
CSG, impôts et taxes affectés	32 %	32 %	31 %	31,3 %	32,2 %
Contribution sociale généralisée	24 %	24 %	23 %	23,7 %	17,6 %
Autres impôts et taxes affectés	8 %	8 %	8 %	7,6 %	14,6 %

### TIPF 1231 : Estimation du financement par l'Etat et les départements des produits tous fonds

Ventilation statistique en millions d'euros	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Cotisations</b>	<b>33 634</b>	<b>35 154</b>	<b>35 397</b>	<b>36 044</b>	<b>36 959</b>
<b>Divers financement de la branche Famille</b>	<b>1 485</b>	<b>1 560</b>	<b>1 993</b>	<b>1 220</b>	<b>1 151</b>
<b>Contribution de la CNAF au financement de l'APL et de l'ALT</b>	<b>3 627</b>	<b>3 787</b>	<b>3 884</b>	<b>3 949</b>	<b>4 125</b>
<b>Total du financement par l'Etat et par les départements</b>	<b>34 735</b>	<b>35 862</b>	<b>38 375</b>	<b>38 358</b>	<b>40 978</b>
<b>Financement par l'Etat</b>	<b>28 736</b>	<b>29 964</b>	<b>31 779</b>	<b>31 012</b>	<b>32 451</b>
Financement de l'Etat, du FOREC, la CSG, les ITAF de la branche Famille	16 309	17 170	16 813	16 750	17 615
Financement par l'Etat du logement	5 065	5 135	5 548	5 607	5 590
Financement par l'Etat des minima	7 362	7 660	9 418	8 656	9 246
<b>Financement par les départements des minima</b>	<b>5 999</b>	<b>5 898</b>	<b>6 595</b>	<b>7 346</b>	<b>8 527</b>
<b>Total des produits ensemble des fonds</b>	<b>73 480</b>	<b>76 363</b>	<b>79 649</b>	<b>79 571</b>	<b>83 213</b>

### TIPF 1232 : Estimation du financement par l'Etat et les départements des produits tous fonds en %

Ventilation statistique en %	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Cotisations</b>	<b>46 %</b>	<b>46 %</b>	<b>44 %</b>	<b>45,3 %</b>	<b>44,4 %</b>
Cotisations sociales des actifs (recettes FNPF)	43 %	43 %	41 %	42,0 %	41,1 %
Cotisations employeurs affectées au FNAL	3 %	3 %	3 %	3,3 %	3,3 %
<b>Divers financement de branche Famille</b>	<b>2 %</b>	<b>2 %</b>	<b>3 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>1,4 %</b>
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (recettes FNPF)	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %
Transferts reçus par le FNPF	0,3 %	0,3 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %
Recettes diverses de la branche Famille	1,4 %	1,3 %	1,6 %	0,8 %	0,7 %
<b>Financement du logement par la branche Famille</b>	<b>5 %</b>	<b>5 %</b>	<b>5 %</b>	<b>5,0 %</b>	<b>5,0 %</b>
<b>Total du financement par l'Etat et par les départements</b>	<b>47 %</b>	<b>47 %</b>	<b>48 %</b>	<b>48,2 %</b>	<b>49,2 %</b>
<b>Financement par l'Etat</b>	<b>39 %</b>	<b>39 %</b>	<b>40 %</b>	<b>39,0 %</b>	<b>39,0 %</b>
Financement de l'Etat, du FOREC, la CSG, les ITAF de la branche Famille	22 %	22 %	21 %	21,1 %	21,2 %
Financement par l'Etat du logement	7 %	7 %	7 %	7,0 %	6,7 %
Financement par l'Etat des minima	10 %	10 %	12 %	10,9 %	11,1 %
<b>Financement par les départements des minima</b>	<b>8 %</b>	<b>8 %</b>	<b>8 %</b>	<b>9,2 %</b>	<b>10,2 %</b>
<b>Total des produits ensemble des fonds</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

### TIPF 13 : Financement du logement hors FNPF et des minima depuis 2007

En millions d'euros	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Logement hors FNPF + minima sociaux : dépenses (a)</b>	24 042	24 998	27 687	27 892	30 034
<b>Financement du logement hors FNPF et des minima sociaux (b)</b>	24 302	25 047	28 011	28 174	30 248
Contribution de la CNAF au financement de l'APL (AL)	3 627	3 787	3 884	3 949	4 125
Cotisations employeurs	2 250	2 568	2 565	2 617	2 760
Financement par l'Etat	12 427	12 795	14 966	14 262	14 836
Financement par les départements	5 999	5 898	6 595	7 346	8 527
<i>Ecart = dépenses hors frais de gestion - financement (a-b)</i>	-260	-49	-323	-282	-214
<b>Financement en % des dépenses</b>	101 %	100 %	101 %	101 %	101 %
Financement Famille (FNPF) du logement hors ALF	15 %	15 %	14 %	14 %	14 %
Cotisations employeurs	9 %	10 %	9 %	9 %	9 %
Financement par l'Etat	52 %	51 %	54 %	51 %	49 %
Financement par les départements	25 %	24 %	24 %	26 %	28 %

<b>Logement : dépenses hors FNPF (APL + ALS + ALT + ALINE, hors frais de gestion)</b>	10 681	11 440	11 674	11 891	12 262
<i>Frais de gestion ALS (source Ministère compte du FNAL)</i>	124	131	134	137	143
<i>Frais de gestion ALS (source Ministère compte du FNAL)</i>	87	94	96	98	100
<i>Logement APL + ALS + ALT yc frais de gestion</i>	10 892	11 666	11 905	12 126	12 505

<b>Financement du logement en % des dépenses hors frais de gestion (T)</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
<b>Financement Famille (FNPF) du logement hors ALF</b>	33 %	33 %	32 %	32,4 %	33,1 %
<b>Cotisations employeurs</b>	21 %	22 %	21 %	21,5 %	22,1 %
<b>Financement par l'Etat</b>	46 %	45 %	46 %	46,1 %	44,8 %
Financement du logement hors FNPF (yc régularisations) (T)	10 941	11 490	11 997	12 173	12 476
Contribution de la CNAF au financement de l'APL (ALV)	3 627	3 787	3 884	3 949	4 125
Cotisations employeurs	2 250	2 568	2 565	2 617	2 760
Financement par l'Etat	5 065	5 135	5 548	5 607	5 590
Allocation personnalisée au logement (APL) hors frais de gestion	6 203	6 574	6 719	6 868	7 144
Contribution de la CNAF au financement de l'APL et de l'ALT	3 582	3 740	3 833	3 895	4 070
Financement Famille (FNPF) ALV / APL (%)	57,7 %	56,9 %	57,0 %	56,7 %	57,0 %
Allocation logement à caractère social (ALS) hors frais de gestion	4 359	4 764	4 850	4 914	5 007
Cotisations employeurs	2 250	2 568	2 565	2 617	2 760
Cotisations employeurs / ALS	52 %	54 %	53 %	53 %	55 %
Financement Etat : APL + ALS	4 996	5 086	5 496	5 553	5 535
<b>Financement Etat / (APL + ALS)</b>	47 %	45 %	48 %	47 %	46 %
ALT	91	94	105	108	110
Contribution de la CNAF au financement de l'ALT	45	46	51	54	55
<b>Financement par la Famille (FNPF) / ALT</b>	49 %	49 %	49 %	50 %	50 %
Financement Etat	41	41	52	54	55
<b>Financement par l'Etat / ALT</b>	45 %	44 %	50 %	50 %	50 %
ALINE : hypothèse d'un financement à 100 % par l'Etat	28	8	0,1	0,01	0,00

<b>Minima sociaux : dépenses hors frais de gestion, yc AAH, API sur la période (M)</b>	13 361	13 557	16 013	16 001	17 773
<b>Financement des minima en % des dépenses hors frais de gestion (M)</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
<b>Financement par l'Etat</b>	55,1 %	56,5 %	58,8 %	54,1 %	<b>52,0 %</b>
<b>Financement par les départements</b>	44,9 %	43,5 %	41,2 %	45,9 %	<b>48,0 %</b>
Financement des minima en % des dépenses hors frais de gestion (M)	13 361	13 557	16 013	16 001	17 773
Financement par l'Etat	7 362	7 660	9 418	8 656	9 246
Financement par les départements	5 999	5 898	6 595	7 346	8 527
API : financement par l'Etat à 100 %	1 075	1 024	544	147	-0,3
AAH : financement par l'Etat à 100 %	5 505	5 761	6 193	6 634	7 223
RSA			5 395	8 285	9 679
RSA financé par l'Etat			1 801	1 655	1 868
RSA financé par l'Etat / total RSA			33 %	20 %	19 %
RSA financé par les départements			3 593	6 629	7 810
RSA financé par le département / total RSA			67 %	80 %	81 %
RMI	6 289	6 278	3 050	766	766
RMI financé par l'Etat	290	380	48	49	49
RMI financé par l'Etat / total RMI	5 %	6 %	2 %	6 %	6 %
RMI financé par les départements	5 999	5 898	3 002	716	716
RMI financé par le département / total RMI	95 %	94 %	98 %	94 %	94 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA) financés par l'Etat à 100 %	491	494	832	171	106

## 2

# Evolution des dépenses en volume en 2011 : – 0,4 % pour les prestations Famille, + 0,7 % pour le logement et + 4,3 % pour les minima sociaux

La masse des prestations directes versées en métropole et dans les Dom en 2011 (64,2 milliards d'euros) a progressé de + 0,68 Md€<sup>2011</sup><sup>1</sup> par rapport à 2010, soit **une progression en volume de + 1,1 % en 2011** après une régression de – 0,8 % en 2010.

L'ensemble des dépenses relatives au **jeune enfant** a progressé de + 0,08 Md€<sup>2011</sup> (soit + 0,7 %) avec la fin de la montée en charge de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje). La décroissance des autres prestations Famille a été de – 1,2 % (– 0,22 Md€<sup>2011</sup>).

Les **minima sociaux** sont supérieurs de + 0,69 Md€<sup>2011</sup> à ceux de 2010 suite à la progression du revenu de solidarité active et de l'allocation aux handicapés adultes.

Les dépenses de **logement** sont supérieures en 2011 de + 5,8 % à celles de 2002 (avec + 0,7 % en 2011 en euros constants).

Le présent chapitre est centré sur les évolutions des dix dernières années en euros constants. Les prestations directes (64,2 milliards d'euros) versées par les organismes débiteurs des prestations familiales ont progressé en volume de + 1,1 % en 2011 après – 0,8 % en 2010 et + 6,5 % en 2009<sup>2</sup>.

On distingue ici (cf. figure 2.1) :

- les prestations Famille du Fnpf hors logement et minima sociaux, 47,8 % des prestations ;
- les prestations de logement, 25,7 % ;
- les minima sociaux et les aides à l'emploi, 26,5 % pour l'ensemble<sup>3</sup>.

Evolution en euros constants	Dépenses 2011 Md€ 2011	Ecart Md€ 2011		Rapport 2011/ 2001
		2011 - 2006	2011 - 2001	
Famille	30,7	0,98	3,37	12,3 %
Logement	16,5	1,08	1,40	9,3 %
Minima + aides	17,0	3,14	5,64	49,6 %
<b>Ensemble</b>	<b>64,2</b>	<b>5,20</b>	<b>10,41</b>	<b>19,3 %</b>

## Prestations Famille + 12,3 % en volume depuis 2001

Les prestations Famille (30,7 milliards d'euros) ont progressé de + 12,3 % en volume depuis 2001 (+ 3,37 Md€<sup>2011</sup>) suite à la **croissance des prestations versées aux jeunes enfants** (+ 3,63 milliards).

Evolution en volume (Md€ 2011)	2011 Md€	2011 - 2006	2011 - 2001	2011/2001
Af	12,4	-0,67	-0,63	-4,9 %
P. jeune enfant (Pje)	12,7	1,43	3,63	40 %
Famille - Af - Pje	5,5	0,22	0,37	1,3 %
Cf	1,7	-0,08	-0,20	-10,6 %
Ars	1,5	-0,01	-0,10	-6 %
Asf	1,3	0,08	0,17	16 %
Aeeh	0,7	0,10	0,30	74 %
Ajpp	0,06	0,01	0,05	0,0 %
Autres	0,2	0,12	0,13	56,9 %
<b>Sous-total Famille</b>	<b>30,7</b>	<b>0,98</b>	<b>3,37</b>	<b>12,3 %</b>

Cette évolution est la résultante de plusieurs facteurs :

- l'évolution de la législation et l'impact des plans famille<sup>4</sup> ;
- l'évolution démographique (qui est présentée dans le chapitre 5 relatif aux bénéficiaires) ;
- la revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales et des plafonds de ressources.

**La Bmaf 2011 en euros constants est égale à celle de 2001 (+ 0,40 €<sup>2011</sup>) et inférieure de – 0,6 % à celle de 2006 (– 2,49 €<sup>2011</sup>)**

Le montant unitaire des prestations en métropole évolue normalement en fonction de la Bmaf, à l'exception du complément mode de garde de la Paje, des prestations de logement, des minima

**Encadré 1 : Les mesures législatives relatives aux Af**

. Depuis mai **2007**, en cas de résidence alternée, les parents ont le choix du partage des allocations familiales entre les parents : **le coût de la garde partagée** représente + 0,06 point (+ 7,7 M€2010 en année pleine 2010). *Le montant des Af correspond à la configuration familiale proratisée par le nombre d'enfants pondéré (1 pour un enfant à temps complet et 0,5 pour un enfant en résidence alternée).*

. En mai **2008**, les majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des Af sont remplacées par une seule **majoration pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008. **L'économie de la mesure est de – 272 M€2011, tous régimes en année pleine 2014 (– 2,05 points, dont – 0,95 point en 2011).**

. En 2011, l'impact cumulé de ces deux mesures nouvelles est estimé à – 1,97 points de croissance par rapport à la législation en vigueur en 2000, soit – 397 M€2011.

**Historique 1998-2003**

. *Les allocations familiales ont été mises sous conditions de ressources de mars à décembre 1998 : l'économie correspondante a été de l'ordre de – 837 M€2010 sur dix mois.*

. *Les moindres dépenses entraînées par le report depuis janvier 1999 d'un an des majorations pour âge des Af de 10 à 11 ans et de 15 à 16 ans sont estimées à – 335 M€2010 (en année pleine 2000).*

. *L'âge limite de versement des prestations familiales pour les jeunes inactifs est passé de 18 à 19 ans en janvier 1998 (pour un coût de + 113 M€2010) et à 20 ans en janvier 1999 (+ 186 M€2010).*

*Le cumul des mesures de 1999-2000 représente une économie de – 36 M€2010 en année pleine.*

. *Le maintien d'un droit réduit aux Af lorsque l'aîné d'une famille de trois enfants ou plus atteint 20 ans est instauré en juillet 2003 : son coût représente + 0,96 point de croissance en année pleine 2005 (soit + 123 M€2010).*

**T3PF 011 : Impact des mesures nouvelles relatives aux allocations familiales intervenues depuis 2005**

Estimation tous régimes	Année pleine (AP)	Mesure TR		Coût TR en AP  en points	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
		AP 2014	2011													
		M€ 2011														
Impact annuel en points																
Forfait AF (juillet 2003)	2005	124,6	124,6	0,96	0,14	0,71	0,11									
Garde partagée (mai 2007)	2010	7,7	7,8	0,06					0,01	0,03	0,02	0,001				
Economie liée à la suppression des majorations [11-13] ans ([6/2008])	2012	-536,3	-530,3	-4,18						-0,27	-1,30	-1,42	-1,16	-0,10		
Dépenses supplémentaires de la majoration [14 ans ([6/2011])	2014	278,1	27,4	2,17									0,21	1,01	0,86	0,07
Solde de l'impact de la réforme des majorations pour âge (mai 2008)	2014	-258,2	-502,9	-2,05						-0,27	-1,30	-1,42	-0,95	0,90	0,86	0,07
Mesures 2003-2010			-370,6		Impact cumulé en points											
Impact cumulé depuis 2001 de l'ensemble des réformes (en points)			-1,97		0,14	0,86	0,96	0,96	0,97	0,73	-0,56	-1,97	-2,90			

**T3PF 012 : Effet volume des Af à législation constante : - 0,7 % entre 2006 et 2011, - 0,01 % en 2011**

Evolution tous régimes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Rapport		
							2011 / 2006	2006 / 2001	2011 / 2001
Dépenses € courants (1)	1,4%	1,5%	0,3%	1,6%	-1,3%	0,5%	2,6%	9,3%	12,1%
Effet prix = Bmaf (2)	1,8%	1,7%	1,0%	3,0%	0,0%	1,5%	7,4%	9,9%	18,0%
<b>Dépenses à Bmaf constante (3 = 1/ 2)</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-1,4%</b>	-1,3%	<b>-1,0%</b>	<b>-4,5%</b>	-0,5%	-5,0%
Coef. mesures nouvel. (4)	0,0%	0,01%	-0,2%	-1,3%	-1,4%	-0,9%	<b>-3,8%</b>	1,0%	-2,9%
<b>Effet volume (5 = 3/4)</b>	<b>-0,37%</b>	<b>-0,23%</b>	<b>-0,41%</b>	<b>-0,12%</b>	<b>0,07%</b>	<b>-0,01%</b>	<b>-0,7%</b>	-1,4%	-2,1%

sociaux, des aides à l'emploi, de l'allocation aux adultes handicapés et des prestations à l'étranger. Depuis 1984, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice suivant<sup>5</sup>. La Bmaf n'a pas été revalorisée en 1996 et en 2010. *A compter de 2012, la revalorisation de la Bmaf est reportée de janvier à avril. La progression de la Bmaf est fixée à + 1 % (399 euros), soit + 0,75 % en moyenne annuelle (contre + 2,1 % pour l'inflation 2011). Cette non-revalorisation permettrait d'économiser – 423 M€2012.*

La Bmaf (395,04 euros) est égale à celle de 2001 (+ 0,1 %, soit + 0,40 €2011) et est inférieure à la Bmaf de 2006 (– 0,6 %, – 2,49 €2011). Les revalorisations des dix dernières années sont les suivantes :

#### ***Evolution de la Bmaf et des prix hors tabac***

Moyenne annuelle	Evol. euros courants	Prix hors tabac	Evol. euros constants
2002	2,1 %	1,7 %	+ 0,4 %
2003	1,7 %	1,9 %	– 0,2 %
2004	1,7 %	1,7 %	+ 0,03 %
2005	2,2 %	1,7 %	+ 0,5 %
2006	1,8 %	1,7 %	+ 0,1 %
2007	1,7 %	1,7 %	+ 0,2 %
2008	1,0 %	2,8 %	– 1,7 %
2009	3,0 %	0,1 %	+ 2,9 %
2010	0,0 %	1,5 %	– 1,4 %
2011	1,5 %	2,1 %	– 0,5 %

#### ***Allocations familiales : 40,5 % des prestations Famille – 0,6 Md€2011 depuis 2001***

La part des allocations familiales (Af) diminue de 60 % des dépenses de prestations Famille en 1990 à 48 % en 2000, à 41,7 % en 2009 et à 40,5 % en 2010. Moins de 20 % de l'ensemble des dépenses de prestations sont consacrés aux Af.

L'impact des mesures législatives minore de – 1,97 points la croissance des dépenses d'Af entre 2001 et 2011 (– 396,9 M€2011, cf. encadré 1, T3PF 011), avec – 0,95 point en 2011.

L'effet volume, hors impact des revalorisations de la Bmaf et des mesures législatives, régresse de – 0,7 % entre 2006 et 2011 (avec – 0,01 % en 2011, cf. T3PF 012). Cette évolution est due à l'impact conjugué de la diminution du nombre de familles nombreuses et de la législation qui traite différemment les enfants selon leur rang et leur âge (cf. chapitre 5).

Les Af (12,4 milliards d'euros) ont régressé de – 0,6 Md€2011 au cours des dix dernières années. En 2011, les dépenses d'Af ont régressé de – 1,5 % en monnaie constante (– 0,19 Md€2011).

#### ***Prestations jeune enfant : 41,4 % des prestations Famille, + 3,6 Md€2011 depuis 2001***

Les dépenses correspondant aux prestations liées à la naissance et à la garde des jeunes enfants s'élèvent à 12,7 milliards d'euros. Elles représentent 20 % des prestations directes, 41,4 % des prestations Famille en 2011 contre 24 % en 1990, 34 % en 2003. Leur montant a progressé en volume de + 37,5 % depuis 2003, de + 40 % entre 2001 et 2011 (soit + 3,6 Md€2011).

\* La création en janvier 2004 de la **prestation d'accueil du jeune enfant** (Paje) génère un supplément de dépenses par rapport à l'ancienne législation estimé à + 299 millions en 2004, + 889 millions en 2005, + 1 604 millions en 2006, à + 1 902 millions en 2007, à + 2 407 millions en 2008, à + 2 670 millions en 2009 et à **+ 2 861 millions en 2010** (en euros courants, cf. T1PF 321).

Les anciennes prestations ont continué à être versées jusqu'en 2009 aux enfants nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004, lorsque la Paje n'est pas versée à la famille à l'occasion d'une naissance ou d'une adoption. *Les dépenses négatives correspondent à des régularisations comptabilisées depuis 2007. En décembre 2010, sept ans après la mise en place de Paje, les dépenses en année pleine de la Paje et du complément mode de garde (Cmg) sont disponibles.*

\* L'évolution de la structure des dépenses de prestations au jeune enfant selon les différents types de prestation met en évidence des modifications<sup>6</sup> importantes de la politique familiale (cf. figure 2.3).

***Les séries statistiques de dépenses d'Ape sont minorées alors que celles d'Apje sont majorées de 29 % à 30 % du montant de l'Ape (cf. T1PF 21611 et lignes en dessous du sous-total Pf jeune enfant).***

*Dans la législation de 2004, le cumul de l'allocation de base de la Paje et du Clca donne le montant de l'Ape. L'Ape n'étant pas cumulable avec l'Apje, une partie de l'Ape unitaire correspond à une Apje destinée à l'entretien des enfants.*

*- On retranche donc, des dépenses d'Ape, une Apje « virtuelle » qui aurait été perçue par la grande majorité des familles bénéficiaires de l'Ape si cette dernière prestation n'avait pas existé.*

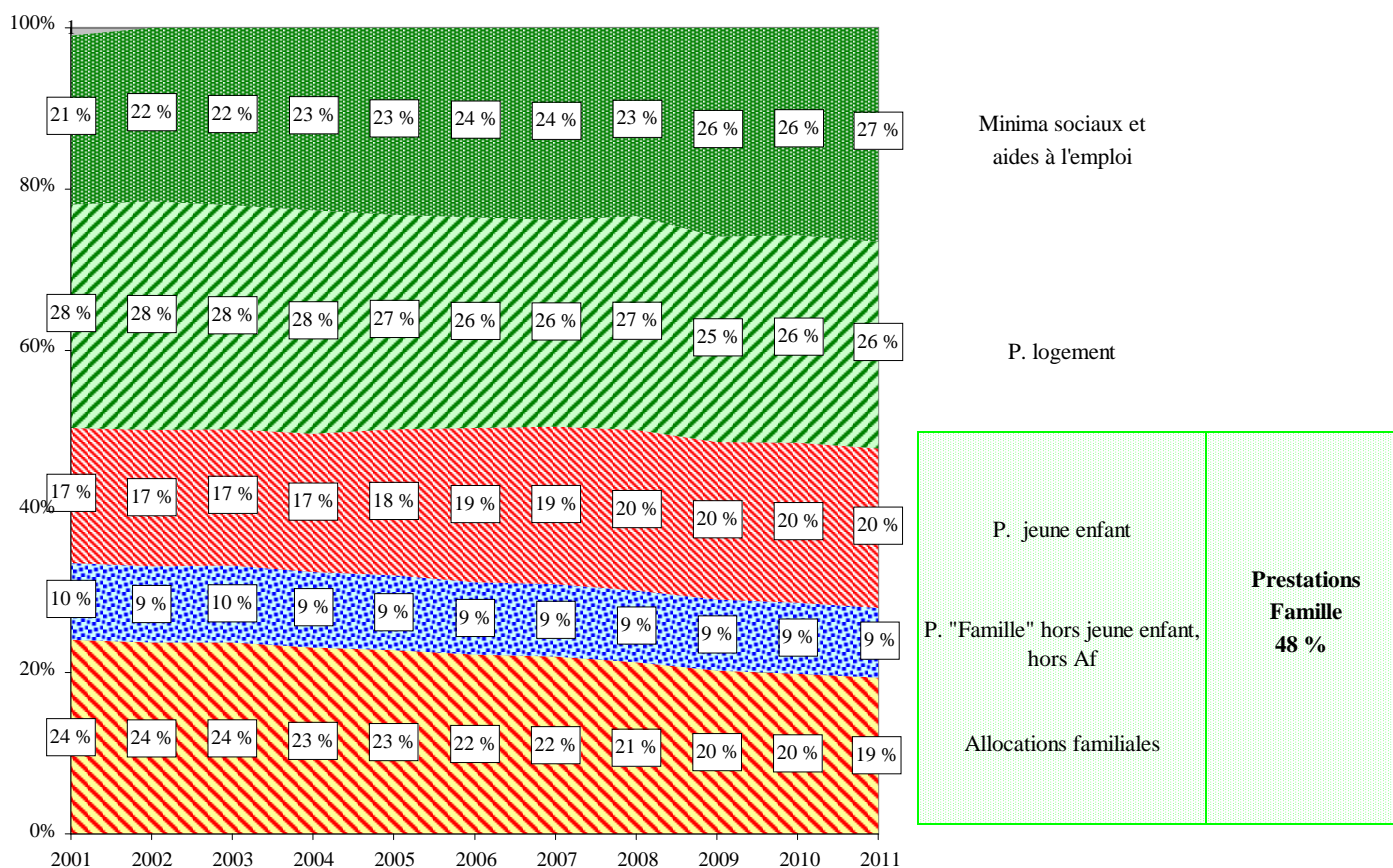
*- On ajoute ce montant aux dépenses d'Apje.*

*L'étude des prestations d'entretien et des prestations sous conditions de ressources peut se faire à partir des séries du tableau T1PF 21611.*

**64,2 milliards d'euros de prestations en progression de + 19 % en volume depuis 2001**

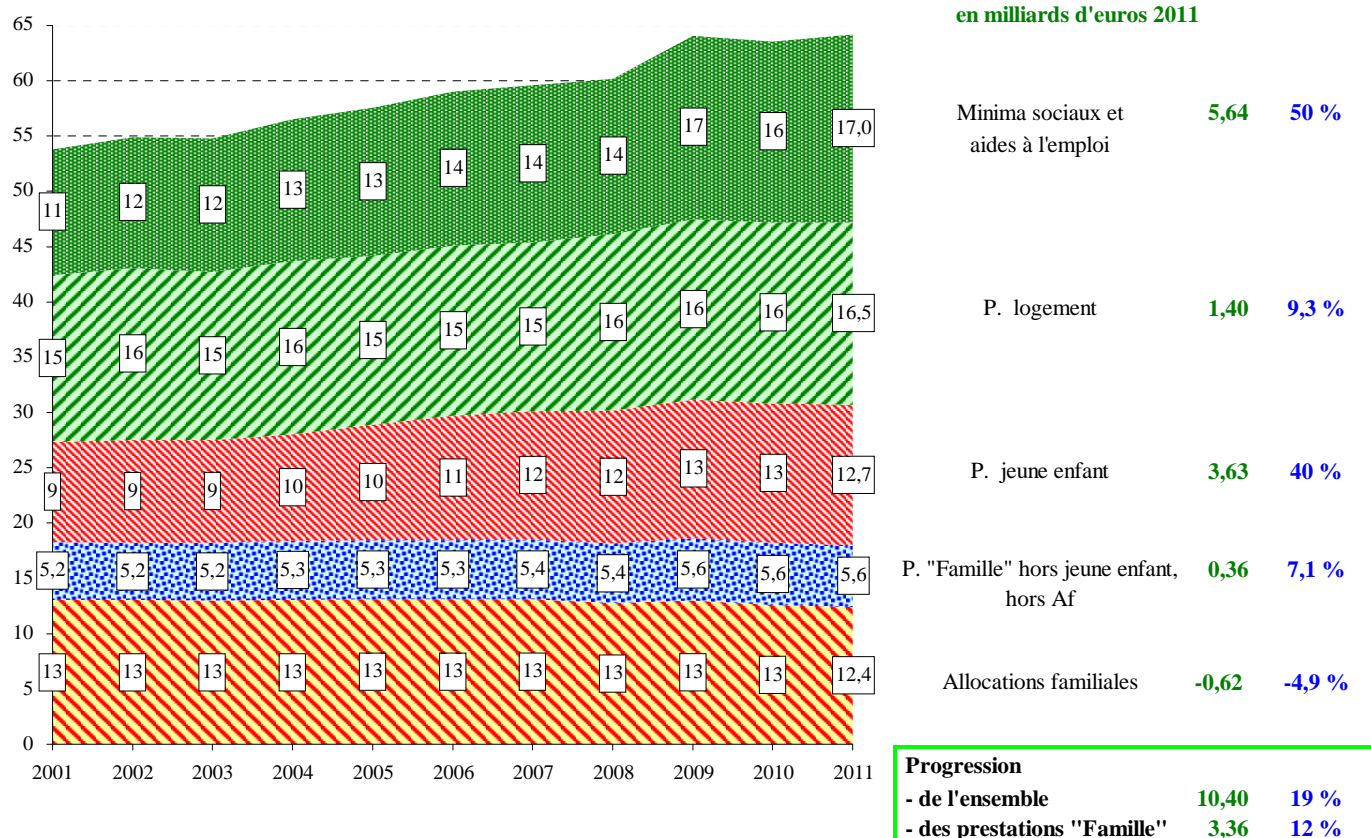
**Les prestations "Famille" représentent 48 % de cet ensemble : elles ont progressé de + 12 % en dix ans**

**Figure 2.1 : Evolution de la structure (en %) de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 2001**



**Figure 2.2 : Evolution de l'ensemble des dépenses de prestations depuis 2001**

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2011





**Progression des prestations au jeune enfant**

suite à la création de la Paje en 2004

Evolution (Md€ 2011)	2003	2011	2011/ 2010	2011/ 2003	2011- 2003
<b>P. jeune enfant</b>	<b>9,25</b>	<b>12,72</b>	<b>0,7 %</b>	<b>37 %</b>	<b>3,47</b>
Entretien	4,24	4,95	-1,1 %	17 %	0,71
Garde à l'extérieur	2,47	5,25	4,4 %	113 %	2,79
Garde à domicile	0,13	0,39	4,0 %	204 %	0,26
Arrêt de l'activité	2,41	2,12	-4,6 %	-12,3 %	-0,30

. Les dépenses en vue de l'**entretien** des jeunes enfants (4,24 milliards d'euros en 2011) ont progressé en volume de + 17 % depuis 2003 (soit + 0,71 Md€2011), avec – 1,1 % en 2010 et en 2011. La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant a très fortement régressé, passant de 49 % en 2000 à 46 % en 2003 et à 39 % en 2011 (*cf. T1PF 21312*).

. Les dépenses correspondant aux compensations financières (sans condition de ressources) versées suite à l'**arrêt (total ou partiel) de l'activité professionnelle** d'un (ou des) parent(s) ayant de jeunes enfants s'élèvent à 2,12 milliards d'euros en 2011. La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant est passée de 27 % en 2000 à 26 % en 2003 et à **17 % en 2011**. Elles ont régressé en volume de – 12,3 % depuis 2003 (avec – 4,6 % en 2011, – 5,1 % en 2010, – 4,5 % en 2008, 0 % en 2009). Ce recul des dépenses,

amorcé en 2006, correspond d'une part, à un repli global du nombre de bénéficiaires et d'autre part, à un moindre recours au complément libre choix d'activité à temps plein et un recours plus important au Clca à temps partiel.

**Comparaison du Cmg, de l'Afeama et de l'Aged**

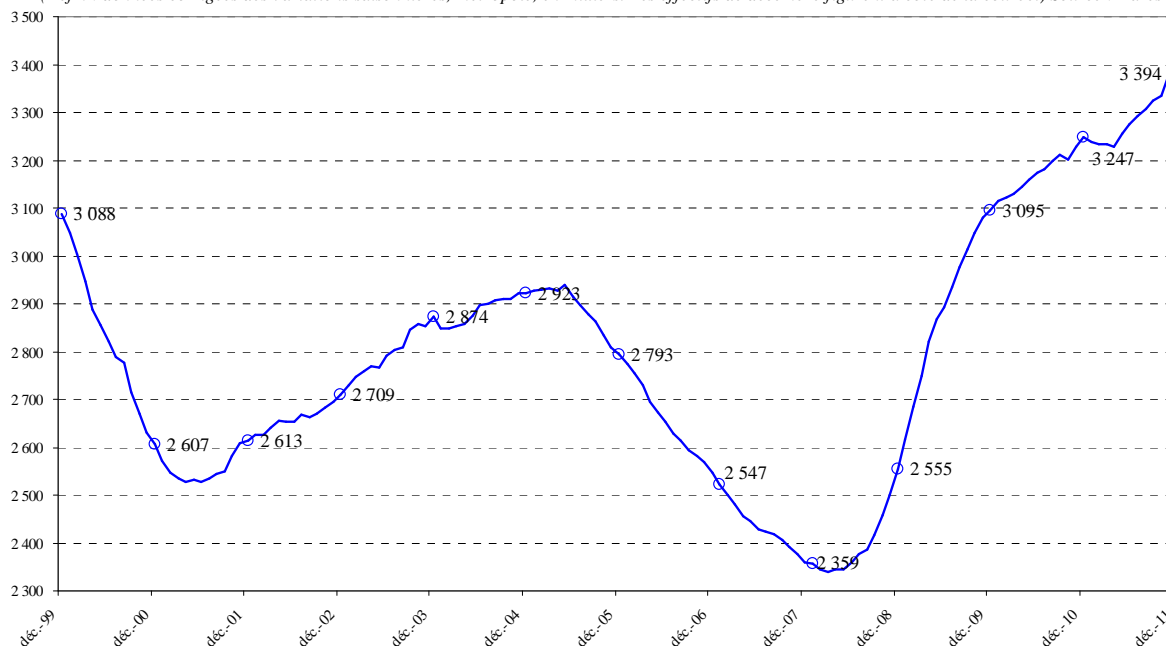
**. 84 % des familles bénéficiaires du Cmg Am ont perçu en moyenne 112 € de plus par mois que ce qu'elles auraient perçu avec l'Afeama.** Pour 16 %, il n'y aurait eu aucune différence entre le fait de percevoir l'Afeama ou le Cmg Am. Le surcoût de dépenses Caf liées à l'entrée en vigueur du Cmg Am est de l'ordre de 67,3 M€ pour le mois de décembre 2010.

**. Pour les familles bénéficiaires du Cmg à domicile, 72 % des familles sont gagnantes alors que 26 % auraient perçu plus avec l'Aged.** Le gain mensuel moyen des familles gagnantes est de 144 €. La perte mensuelle moyenne est de 96 €. Pour 2 % des bénéficiaires, il n'y aurait eu aucune différence entre le fait de percevoir l'Aged ou le Cmg.

Le surcoût de dépenses Caf liées à l'entrée en vigueur du Cmg à domicile est de l'ordre de 5,2 M€ pour le mois de décembre 2010. (*Source : Cnaf Dser note 2010-148 Dspa Muriel Nicolas, données Caf.*)

**Figure 2.3 : Demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories 1 et 6 (en milliers)**

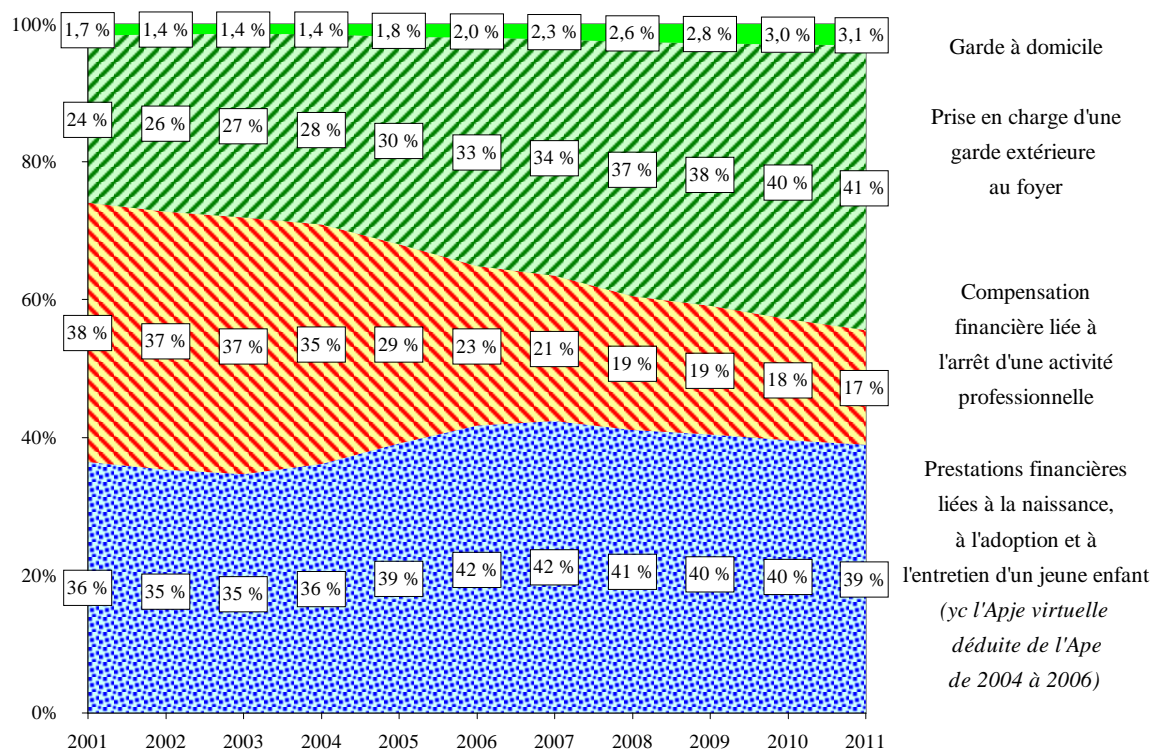
(Defm : données corrigées des variations saisonnières, métropole, en milliers. Les effectifs de décembre figurent à côté de la courbe.) Source : Dares





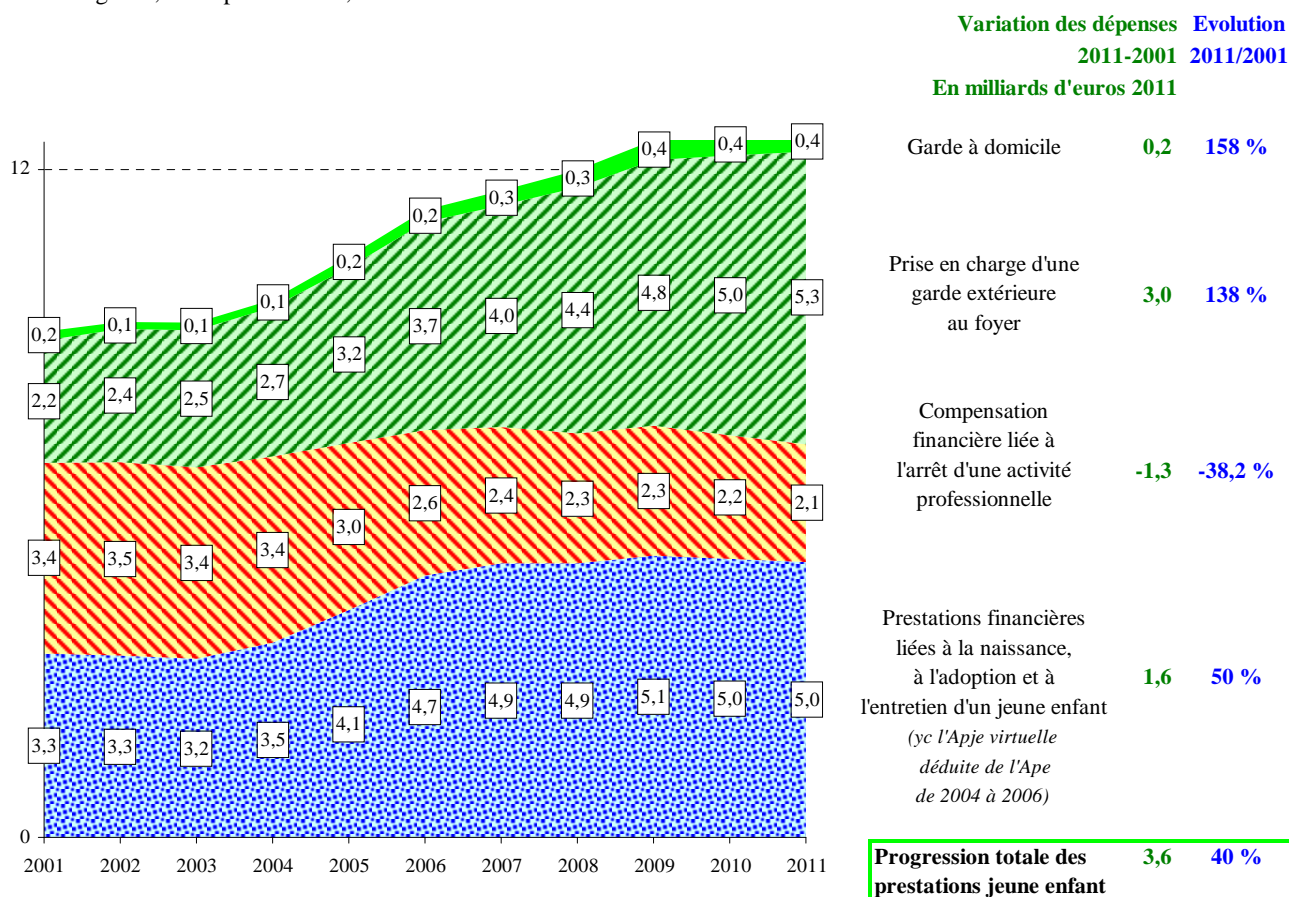
**12,6 milliards de prestations jeune enfant en 2011, soit une progression en volume de + 40 % depuis 2001**

**Figure 2.4 : Evolution de la structure (en %) des prestations jeune enfant depuis 2001**



**Figure 2.5 : Evolution en volume des dépenses relatives au jeune enfant depuis 2001**

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2011



**Encadré 2 : L'effet plafond sur cinq ans : - 1,7 % pour le Cf, - 2,1 % pour l'Ab et la prime Paje, - 4,4 % pour l'Ars**

\* En janvier 2011, les plafonds ont été revalorisés de + 0,10 % en fonction des prix 2009<sup>7</sup> (+ 0,08 %).

**Evolution des plafonds Ars, Cf, Paje Ab et prime**

Evolution	€ constants	Reval. € courants	Revenus
2007	0,2 %	1,7 % 1 <sup>er</sup> juillet	2006
2008*	0,8 %		2006
2009*	-1,3 %	1,5 % 1 <sup>er</sup> janvier	2007
2010*	2,7 %	2,8 % 1 <sup>er</sup> janvier	2008
2011*	-1,3 %	0,1 % 1 <sup>er</sup> janvier	2009
2011/2006	1,2 %		

\* Estimation en fonction des prix de l'exercice (t-1).

\* Les plafonds de ressources en vigueur en 2011 font référence aux revenus mensuels nets 2009. Les plafonds varient en fonction du nombre d'enfants et en fonction du nombre de revenus pour le Cf, la prime et l'allocation de base de la Paje (cf. TIPF 7213-14, TIPF 7323-25, TIPF 7363). Le niveau relativement bas du plafond de ressources de l'Ars en fait une prestation destinée particulièrement aux familles nombreuses (n'ayant qu'un seul revenu).

Revenus 2009 plafonds 2011	Famille 1 revenu		Famille 2 revenus	
	1 E	3 E	1 E	3 E
Ars	2 130	3 110	2 130	3 110
Cf		3 350		4 100
Prime, Ab Paje	3 191	4 595	4 216	5 620

\* Le tableau suivant présente le niveau d'exclusion des plafonds en les rapportant au Smic. Entre 2006 et 2011, la régression de ce rapport est importante.

Plafond 2011 rapporté au Smic de 2009		Régression en point Smic	
		2011-2010	2011-2006
Ars 1 E (1 ou 2 R)	1,8	-3,2	-9,8
Ars 2 E (1 ou 2 R)	2,3	-3,9	-12,1
Ars 3 E (1 ou 2 R)	2,7	-4,6	-14,4
Cf 3 E F 1 R	2,8	-4,9	-12,7
Cf 3 E F 2 R ou isolé	3,5	-6,0	-15,6
Ab 1 E F 1 R	2,7	-0,2	-12,1
Ab 1 E F 2 R, isolé	3,6	-0,3	-16,0
Ab 2 E F 1 R	3,9	-0,3	-17,4
Ab 2 E F 2 R, isolé	4,1	-0,3	-18,4
Ab 3 E F 1 R	3,9	-0,3	-17,4
Ab 3 E F 2 R, isolé	4,7	-0,4	-21,3

Ab : allocation de base, prime Paje ; R : revenus

\* **L'effet plafond** mesure l'impact du différentiel de progression des plafonds de ressources et les ressources effectives des allocataires. L'effet plafond a un impact négatif sur l'évolution des dépenses en 2011 (cf. T3PF 021 et 031).

Effet plafond	2009	2010	2011	2011/ 2006
Ars	-2,1%	0,4%	-1,1%	-4,4%
Cf	-0,7%	0,1%	-0,4%	-1,7%
Paje prime, Ab	-0,9%	0,2%	-0,5%	-2,1%

**Encadré 3 : L'impact du chômage sur les prestations sous condition de ressources et sur le recours au Clca**

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois progresse de + 8 % entre décembre 2007 et décembre 2008, de + 21 % en 2009 et de + 5 % en 2010 et de + 4,5 % en 2011 (cf. figure 2.5, TIPF 7951). Fin 2011, le chômage (3,394 millions) se situe + 33 % au-dessus de celui de 2006 (soit + 847 400 demandeurs d'emploi).

**L'effet plafond** est calculé en prenant en compte l'évolution du salaire moyen par tête corrigée par l'évolution du chômage. Il ne tient pas compte de l'évolution de la législation relative à la prise en compte du chômage dans l'attribution des prestations sociales (cf. encadré 6 sur les aides au logement).

Le **chômage non indemnisé a fortement progressé** suite à la réforme de l'assurance chômage mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

Depuis juillet 2004, deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un **abattement de ressources pour chômage**.

L'évolution du chômage peut conduire des femmes à arrêter de travailler dans un premier temps. Les difficultés financières rencontrées dans un contexte économique dégradé peuvent également les pousser à **diminuer la fréquence de leur recours au Clca Paje** à taux plein ou diminuer la durée de ce recours.

En août 2004, l'**abattement pour frais de garde pris en compte pour déterminer les ressources de l'allocataire pour le calcul des aides au logement, du Cf et de la Paje** est supprimé.

• La participation aux **frais de garde des enfants à l'extérieur du foyer** (5,25 milliards d'euros en 2011) a été multipliée par 2,13 depuis 2003 (+ 2,79 Md€2011). La part de ces dépenses dans l'ensemble des dépenses jeune enfant atteint **41 % en 2011** contre 23 % en 2000 et 27 % en 2003. Le ralentissement de la progression de ces dépenses enregistré en 2007 (+ 6,5 % en volume) se retrouve en 2010 (+ 6,4 %) et s'accroît en 2011 (+ 4,4 %, après + 8 % en 2009, + 11 % en 2008, + 19 % en 2006).

• Le soutien apporté à la **garde à domicile** des jeunes enfants (0,39 milliard d'euros en 2011) représente 3,1 % de l'ensemble des dépenses jeune enfant en 2011 contre et 1,4 % en 2003 et 1,8 % en 2000. Ce type de dépenses a été multiplié par 3 depuis 2003, tout en restant inférieur de 6 % aux dépenses maximales d'Aged enregistrées en 1997. La progression se ralentit en 2011 (+ 4,4 %) et en 2010 (+ 6,4 %) après + 13 % en 2009 et + 19 % en 2008.

**T3PF 021 : Régression de - 3,8 % des dépenses de Cf (en volume) et de - 3,1 % des familles bénéficiaires depuis 2006**

Evolution tous régimes (Tr)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011 / 2006	2006 / 2001	2011 / 2001
<b>1. Evolution des dépenses Tr à Bmaf constante</b>	-1,65%	-2,38%	-0,36%	-0,85%	0,16%	-0,38%	<b>-3,8%</b>	-7,2%	-10,7%
L'évolution des dépenses Tr s'explique par :									
. l'effet plafond	-0,5%	-0,4%	-0,3%	-0,7%	0,1%	-0,40%	-1,7%	-2,5%	-4,1%
. la prise en compte des ressources avec un décalage de 18 mois (au lieu d'un an), un contrôle supplémentaire des ressources		-0,5%	0,9%				0,4%		0,4%
. l'effet volume (EV Tr)	<b>-1,14%</b>	<b>-1,48%</b>	<b>-0,96%</b>	<b>-0,13%</b>	<b>0,03%</b>	<b>0,02%</b>	<b>-2,5%</b>	-4,8%	-7,2%
Familles bénéficiaires Cf Tr au 31/12 *	878 554	859 535	865 585	865 007	863 314	858 892			
<b>2. Familles bénéficiaires Tr</b> (effectifs moyens 31/12)	-1,7%	-2,2%	-0,7%	0,3%	-0,1%	<b>-0,4%</b>	<b>-3,1%</b>	-6,6%	-9,5%
L'évolution des effectifs Tr s'explique par :									
. l'effet plafond	-0,5%	-0,4%	-0,3%	-0,7%	0,1%	-0,4%	-1,7%	-2,5%	-4,1%
. le report de l'âge limite de 20 à 21 ans									
. la prise en compte des ressources avec un décalage de 18 mois (au lieu d'un an), un contrôle supplémentaire des ressources		-0,5%	0,9%				0,4%		0,4%
. D'autres facteurs, dont la diminution du nombre de familles nombreuses en MA... (D)	-1,2%	-1,3%	-1,3%	1,0%	-0,3%	<b>0,0%</b>	<b>-1,8%</b>	-4,2%	-6,0%
Effectif moyen de familles de 3 E et + (Tr)	-0,3%	-0,2%	-0,2%	-0,1%	0,0%	0,2%	-0,3%	-2,5%	-2,8%
Part des familles de 3 E et + percevant le Cf (Tr)	58,3 %	57,1 %	56,8 %	57,1 %	57,0 %	56,6 %	2011-2006 -1,6	2006-2001 -2,6	2011-2001 -4,2
<b>3. "Montant moyen annuel" (Mm Tr = dép./effectifs moy.)</b>	0,1%	-0,2%	0,4%	-1,2%	0,3%	-0,02%	-0,7%	-0,6%	-1,3%
On retrouve l'EV Tr = MM Tr * D	-1,1%	-1,5%	-1,0%	-0,1%	0,03%	0,02%	-2,5%	-4,8%	-7,2%
<b>4. Impact de la régression des régimes spéciaux et agricoles</b>	-1,1%	-0,2%	-0,2%	-0,3%	-0,2%	<b>-0,1%</b>	<b>-1,1%</b>	= EV Tr / EV Caf (%)	
Part des bénéficiaires Caf / Tr (effectifs moyens)	94,4 %	94,6 %	94,8 %	95,0 %	95,2 %	95,4 %	1,0	points (2011-2006)	
Part des dépenses Caf / Tr	94,4 %	94,6 %	94,8 %	95,1 %	95,3 %	95,4 %	1,0	Variation 2011-2006 en points	

**Evolution Caf** : jusqu'en 2005-2006, les évolutions sont perturbées par le rattachement des régimes spéciaux aux Caf.

<b>Effet volume (EV Caf)</b>	0,0%	-1,3%	-0,7%	0,2%	0,3%	<b>0,2%</b>	<b>-1,4%</b>	
Evolution des familles Caf (effectifs moyens 31/12)	0,2%	-2,0%	-0,6%	0,5%	0,1%	<b>-0,1%</b>	<b>-2,1%</b>	
Effectifs mensuels : évolution des moyennes annuelles (Allnat)				-1,2%	0,4%	<b>-0,2%</b>		
L'évolution des effectifs Caf s'explique par :								
. l'effet plafond	-0,5%	-0,4%	-0,3%	-0,7%	0,1%	<b>-0,4%</b>	<b>-1,7%</b>	
. la prise en compte des ressources avec un décalage de 18 mois (au lieu d'un an), un contrôle		-0,5%	0,9%				<b>0,4%</b>	
<b>Diminution du nombre de familles nombreuses Caf</b>	0,7%	-1,1%	-1,2%	1,3%	0,0%	<b>0,3%</b>	<b>-0,8%</b>	/ effectifs moyens au 31/12
"Montant moyen annuel" (Mm Caf = dép./effectifs moy.)	-0,7%	-0,2%	0,4%	-1,1%	0,3%	<b>-0,1%</b>	-0,7%	
On retrouve l'EV Caf = MM Caf * d	0,0%	-1,3%	-0,7%	0,2%	0,3%	0,2%	-1,4%	

**Contexte démographique**

Nombre d'E de 6 à 18 ans (chronique des naissances, hors immigration)	13 448 845	13 437 591	13 444 395	13 469 284	13 489 459	13 523 570	2011-2006 0,2%	2006-2001 -0,9%	2011-2001 -0,7%
Evolution du nombre d'enfants de 6 à 18 ans	-0,1%	-0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,3%			
Différentiel démographique	-0,06	-0,03	0,13	0,13	-0,04	0,10	2011-2006 -0,24	2006-2001 -0,43	2011-2001 -0,67
<b>Rapport entre le nombre d'E bénéficiaires Tr / naissances &lt; 21 ans</b> (chronique des naissances, hors immigration)	6,6 %	6,5 %	6,4 %	6,4 %	6,4 %	<b>6,4 %</b>			

**Autres prestations « Famille » :**  
**9 % des prestations,**  
**+ 7,1 % en volume depuis 2001**

Les autres prestations « Famille » hors prestations jeune enfant et hors allocations familiales représentent 8,7 % des prestations, 18 % des prestations Famille en 2011 contre 19 % en 2000. Elles ont globalement progressé de + 0,37 Md€2011 depuis 2001. Ce poste recouvre des évolutions marquées :

- avec, d'une part, une progression des prestations aux enfants handicapés (+ 74 % en volume depuis 2001, Aeeh) et aux enfants de familles mono-parentales (+ 16 %, Asf), la création de l'allocation journalière de présence parentale en 2001 (0,06 milliard) ;
- et avec, d'autre part, une régression du complément familial (– 10,6 %, Cf) et de l'allocation de rentrée scolaire (– 6,5 %, Ars).

**\* Cf : – 0,20 Md€2011 depuis 2001**

Les dépenses de Cf (1 650 millions d'euros) ont régressé en volume de – 0,9 % en 2011 et de – 4,4 % en cinq ans (– 0,08 Md€ 2011). L'effet volume atteint – 4,8 % entre 2006 et 2011, l'effet plafond – 1,7 % (avec respectivement + 0,02 % et – 0,4 % en 2011).

Les effectifs de bénéficiaires ont régressé de – 3,1 % depuis 2005 (en moyenne annuelle) avec un effet démographique de – 1,8 % (hors impact de l'effet plafond et des mesures relatives aux ressources), nettement supérieur à la régression du nombre de familles de trois enfants et plus (– 0,3 %). La part des familles de trois enfants et plus bénéficiaires du Cf (57 %) a régressé de – 2,6 points en cinq ans (– 0,3 point en 2011).

Par ailleurs, on estime à – 0,7 %<sup>8</sup> en cinq ans l'évolution du « montant moyen annuel » en euros constants (cf. T3PF 021).

**Effet volume du Cf : - 0,15 % en 2011**

Tous régimes	2011/2010	2011/2006
Evol. dépenses Cf (€ courants)	1,12%	
<b>Evol. Cf à Bmaf constante (d)</b>	<b>-0,38%</b>	<b>-3,8%</b>
<b>Effet plafond (p)</b>	<b>-0,40%</b>	<b>-1,7%</b>
Mesure sur les ressources (r)		0,4%
<b>Effet volume (EV=d/(p*r))</b>	<b>0,02%</b>	<b>-2,5%</b>
Nbre familles 31 déc. = 863 314		
Evol. moy. an. 31/12 (f)	-0,35%	-3,1%
<b>Impact "démo." (D=f/(p*r))</b>	<b>0,04%</b>	<b>-1,8%</b>
Evolution du nombre F 3 E et +	0,25%	-0,3%
<b>Montant moy. an. (MM)</b>	<b>-0,02%</b>	<b>-0,7%</b>
EV = D x MM	0,02%	-2,5%

Le montant unitaire du Cf (164,53 euros en 2011) a régressé de – 0,6 % en euros constants depuis 2001 (cf. T1PF 7311-23).

*Entre 1999 et 2001, les dépenses de Cf progressent de + 7,4 % (en euros constants), suite au relèvement de 20 à 21 ans de l'âge jusqu'auquel les enfants sont considérés comme à charge.*

**\* Ars : – 0,10 Md€2011 depuis 2001**

Depuis août 2008<sup>9</sup>, le montant de l'Ars est modulé en fonction de l'âge des enfants, soit 286,40 euros pour les enfants de 6 à 10 ans, 302,17 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 312,67 euros pour ceux de 15 à 18 ans (avant Crds). L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses (soit un coût de + 41,74 M€2011 tous régimes). C'est l'âge de l'enfant au 31 décembre de l'année de la rentrée scolaire qui conditionne le droit à l'Ars.

Depuis 2006, le montant unitaire de l'Ars en euros constants régresse de – 1,6 % pour les enfants de 6 à 10 ans, progresse de + 7,4 % pour les enfants de 15 à 18 ans et de + 3,8 % pour ceux de 11 à 14 ans (cf. T1PF 7214). Le montant moyen aurait régressé de – 0,5 % en 2011.

L'effet plafond de l'Ars est estimé à – 4,4 % en cinq ans (– 1,15 % en 2011). En conséquence, malgré la réforme de l'Ars de 2008 et la prise en compte des revenus 2009 et des plafonds 2011 pour l'attribution de la prestation, les dépenses d'Ars (1,5 milliard d'euros) sont inférieures de – 0,8 % en 2011 à celles de 2006 (avec – 2,0 % en 2011, en euros constants).

Les effectifs d'enfants bénéficiaires régressent de – 2,3 % en cinq ans avec – 1,4 % en 2011.

**Effet volume de l'Ars : + 0,01 % en 2011**

**après - 0,7 % en 2010 ( - 1,1 % entre 2006 et 2011)**

Tous régimes	2011/2010	2011/2006
Evol. dépenses Ars (€ courants)	0,33%	
<b>Evol. Bmaf constante (d)</b>	<b>-1,44%</b>	<b>-0,2%</b>
<b>Effet plafond (p)</b>	<b>-1,15%</b>	<b>-4,4%</b>
Mesures nouvelles (n)		2,9%
Mesure sur les ressources (r)		3,0%
<b>Effet volume (EV=d/(p*n*r))</b>	<b>-0,30%</b>	<b>-1,5%</b>
Nombre familles 31/12/11	-0,81%	3 021 768
Nombre enfants 31/12/11		5 070 157
Evol. nombre enfants (f)	-1,44%	-2,3%
<b>Impact "démo." (D=f/(p*r))</b>	<b>-0,30%</b>	<b>-3,5%</b>
<b>Montant moy. an. (MM)</b>	<b>-0,48%</b>	<b>2,1%</b>
EV = D x MM	-0,78%	-1,5%

**T3PF 031 : Régression de - 6,9 % des dépenses d'Ars (en volume) et de - 6,8 % des enfants bénéficiaires depuis 2005**

Evolution tous régimes	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011 / 2006	2006 / 2001	2011 / 2001
<b>1. Evolution des dépenses Tr à Bmaf constante</b>	<b>-1,1%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>6,6%</b>	<b>-2,4%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-1,44%</b>	<b>-0,2%</b>	<b>-6,7%</b>	<b>-6,9%</b>
L'évolution des dépenses Tr s'explique par :									
. l'effet plafond	-0,9%	-1,6%		-2,1%	0,4%	-1,1%	-4,4%	-6,0%	-10,1%
. l'impact des mesures nouvelles (impact sur MM)			2,9%				2,9%		2,9%
. la prise en compte des ressources avec un décalage de deux ans (au lieu d'un an), un contrôle supplémentaire des ressources		-0,5%	3,5%				3,0%		3,0%
. L'effet volume (EV Tr)	-0,3%	-0,2%	0,1%	-0,4%	-0,7%	-0,30%	-1,5%	-0,8%	-2,2%
Ars : enfants bénéficiaires Tr *	5 138 195	5 053 205	5 185 140	5 095 938	5 070 157	5 021 218			
<b>2. Evol. enfants bénéficiaires de l'Ars</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>2,6%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-1,44%</b>	<b>-2,3%</b>	<b>-7,1%</b>	<b>-9,2%</b>
L'évolution des effectifs Tr s'explique par :									
. l'effet plafond	-0,9%	-1,6%		-2,1%	0,4%	-1,15%	-4,4%	-6,0%	-10,1%
. la prise en compte des ressources avec un décalage de deux ans (au lieu d'un an), un contrôle supplémentaire des ressources		-0,5%	3,5%				3,0%		3,0%
. un effet démographique, durée des études... (D)	-0,9%	0,4%	-0,9%	0,4%	-0,9%	-0,3%	-0,8%	-1,2%	-1,9%
<b>3. L'évolution du montant moyen peut expliquer l'écart entre l'évolution des effectifs et l'évolution des dépenses à Bmaf constante (Mm Tr)</b>									
. Impact résiduel sur MM des mesures sur les ressources									
. Mesures nouvelles (impact sur MM)	Modulation Ars en 2008 :			2,9%	-0,7%	0,1%			
. Evol. MM. Pb : ajustement en 2008 et 2002	0,6%	-0,6%	-2,7%	-0,7%	0,1%	-0,5%	2,1%	0,4%	2,6%
On retrouve l'EV Tr = MM Tr * D	-0,3%	-0,2%	-0,8%	-0,4%	-0,7%	-0,8%	1,3%	-0,8%	0,6%
Ars : familles bénéficiaires Tr *	3 021 930	2 975 853	3 077 593	3 029 959	3 021 768	2 997 342			
Evolution des effectifs de familles Ars Tr	-1,7%	-1,5%	3,4%	-1,5%	-0,3%	-0,8%	-0,8%	-5,5%	-6,3%
Nbre moyen d'E par F bénéficiaires Ars (Tr)	170,03	169,81	168,48	168,19	167,79	167,39	-1,6%	-1,7%	-3,2%
Evol. nbre moyen E/F bénéficiaires Ars (Tr)	0,0%	-0,1%	-0,8%	-0,2%	-0,2%	-0,2%			
Ars : enfants bénéficiaires Ars Caf *	4 877 470	4 807 694	4 944 084	4 871 933	4 859 848	4 816 409	-1,3%	-3,4%	-4,7%
Evolution des effectifs enfants Ars Caf	-1,5%	-1,4%	2,8%	-1,5%	-0,2%	-0,9%	2010-2005	2005-2000	2010-2000
Part des Caf	94,9 %	95,1 %	95,4 %	95,6 %	95,9 %	95,9 %	1,0	3,6	4,6
Rapport entre le nombre d'E bénéficiaires Tr / naissances 6-18 ans (chronique des naissances, hors immigration)	53 %	52 %	54 %	53 %	53 %	52 %			
Ars : familles bénéficiaires Ars Caf *	2 873 708	2 835 623	2 938 833	2 900 787	2 899 407	2 877 902	0,1%	-2,0%	-1,9%
Evolution des effectifs de familles Ars Caf	-1,6%	-1,3%	3,6%	-1,3%	-0,05%	-0,74%			
Nbre moyen d'E par F bénéficiaires Ars (Caf)	169,95	169,80	168,47	168,20	167,90	167,43	-1,5%	-1,4%	-2,9%
Evol. nbre moyen E/F bénéficiaires Ars (Caf)	0,0%	-0,1%	-0,8%	-0,2%	-0,2%	-0,3%	2010-2005	2005-2000	2010-2000
Part des bénéficiaires Caf dans l'ensemble des enfants bénéficiaires	55,9 %	56,1 %	56,7 %	56,9 %	57,2 %	57,3 %	1,4	2,9	4,3
Nbre E 6 à 18 ans (naissances, hors immigration)	9 188 285	9 192 121	9 190 662	9 191 620	9 209 789	9 266 040			
Evolution du nombre d'enfants de 6 à 18 ans	0,10%	0,04%	-0,02%	0,01%	0,20%	0,61%	0,8%	-1,2%	-0,3%
Différentiel démographique	0,35	-0,06	-0,06	0,03	0,19	0,41			
Rapport entre le nombre d'E bénéficiaires Tr / naissances 6-18 ans (chronique des naissances, hors immigration)	56 %	55 %	56 %	55 %	55 %	54 %			

**T3PF 041 : Progression de + 7,3 % des dépenses d'Asf (en volume) et de + 7,2 % des enfants bénéficiaires entre 2006 et 2011**

Evolution tous régimes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011 / 2006	2006 / 2001	2011 / 2001
<b>1. Dépenses Tr à Bmaf constante</b>	<b>2,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,9%</b>	<b>0,9%</b>	<b>5,7%</b>	<b>-1,7%</b>	<b>4,0%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>7,3%</b>	8%	16%
L'évolution des dépenses Tr s'explique par :															
. la subsidiarité Asf / Api, Rsa								4,8%	-1,8%	3,7%	-0,9%	-1,8%	4,0%	4%	
. l'effet volume (EV Tr)	<b>2,6%</b>	<b>1,6%</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,9%</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,8%</b>	<b>0,1%</b>	<b>0,3%</b>	<b>0,6%</b>	<b>1,4%</b>	<b>3,2%</b>	4%	16%
<b>Asf : enfants bénéficiaires TR</b> (estim. 31/12)	981 655	1 006 575	1 024 914	1 052 933	1 071 731	1 085 816	1 091 135	1 147 022	1 136 592	1 187 373	1 179 689	1 169 890	<b>7,2%</b>	8%	16%
Evol. effectifs au 31/12			<b>1,8%</b>	<b>2,7%</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,3%</b>	<b>0,5%</b>	<b>5,1%</b>	<b>-0,9%</b>	<b>4,5%</b>	<b>-0,6%</b>	<b>-0,8%</b>			
Asf : enfants bénéficiaires TR en moyenne annuelle (MA)		994 115	1 015 744	1 038 924	1 062 332	1 078 773	1 088 475	1 119 078	1 141 807	1 161 982	1 183 531	1 174 790	7,9%	9,5%	18%
Evol. effectifs MA			2,2%	2,3%	2,3%	1,5%	0,9%	2,8%	2,0%	1,8%	1,9%	-0,7%			

**T3PF 051 : Effet volume de l'Aeeh à législation constante : + 3,7 % en 2011, + 27 % entre 2006 et 2011, avec + 28% des effectifs entre 2006 et 2011 (en MA)**

Les effectifs de décembre ne sont pas représentatifs de l'évolution des effectifs. Les séries ont été rectifiées en 2002-2005 en majorant les effectifs pour tenir compte des retours au foyer (cf. T2PF 21).

Evolution tous régimes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011 / 2006	2006 / 2001	2011 / 2001
<b>1. Dépenses Tr à Bmaf constante</b>	<b>5,3%</b>	<b>4,6%</b>	<b>8,5%</b>	<b>18,8%</b>	<b>3,4%</b>	<b>3,5%</b>	<b>7,1%</b>	<b>5,3%</b>	<b>4,9%</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,4%</b>	<b>3,7%</b>	<b>17%</b>	48%	73%
L'évolution des dépenses Tr s'explique par :															
. l'évolution de la législation			3,1%	12,7%	-1,5%	-1,9%	2,8%	0,4%	-1,2%	-6,2%	-0,9%	0,0%	-7,9%	15%	6%
. l'effet volume (EV Tr)	<b>5,3%</b>	<b>4,6%</b>	<b>5,2%</b>	<b>5,4%</b>	<b>5,0%</b>	<b>5,5%</b>	<b>4,2%</b>	<b>4,9%</b>	<b>6,2%</b>	<b>7,7%</b>	<b>2,3%</b>	<b>3,7%</b>	<b>27%</b>	28%	63%
Aeeh : effectif d'enfants Tr au 31/12						156 784	164 233	173 305	181 745	191 100	200 655	210 327	28%		
Evol. effectifs au 31/12							4,8%	5,5%	4,9%	5,1%	5,0%	4,8%			
<b>Aeeh : enfants bénéficiaires Tr en moyenne annuelle</b>							160 509	168 769	177 525	186 423	195 878	205 491	<b>28%</b>		
Evol. effectifs MA								<b>5,1%</b>	<b>5,2%</b>	<b>5,0%</b>	<b>5,1%</b>	<b>4,9%</b>			
<b>Evolution des effectifs MA Caf pondérés par le barème d'Aeeh</b>									<b>1,2 %</b>	<b>4,1 %</b>	<b>7,4 %</b>	<b>3,0 %</b>			

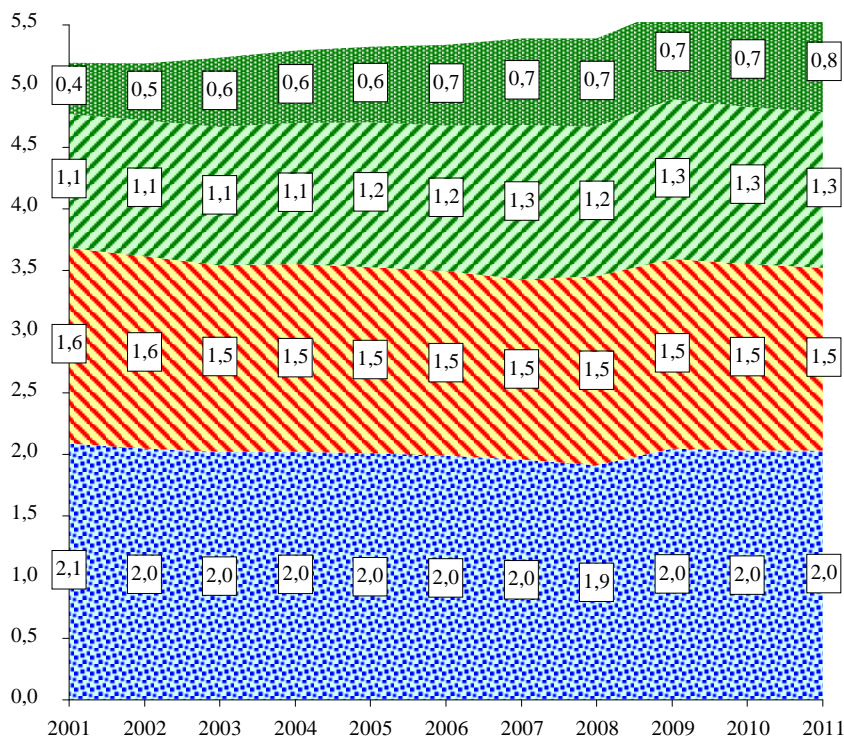
**T3PF 052 : Impact des mesures nouvelles 2002-2010 relatives à l'Aeeh (tous régimes, en euros constants)**

Les effets volume 2004-2005 négatifs sont dus à des régularisations moins importantes en 2004-2005 qu'en 2003.

												2011 = AP	
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011		En M€ 2011	En points
Six compléments à la place des trois anciens compléments d'Aes (1/04/02)	3,1%	12,7%	-1,5%	-1,9%								68,8	12,3
Majoration de l'Aeeh pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2° à 6° catégorie (01/01/06)					2,8%	0,4%						19,5	3,2
Moindres dép. générées par le droit d'option entre l'Aeeh et la Pch (prest. de compensation du handicap) (01/04/08)							-1,2%	-6,2%	-0,9%			-51,2	-8,2
<b>Ensemble des mesures nouvelles depuis 2002</b>	<b>3,1%</b>	<b>12,7%</b>	<b>-1,5%</b>	<b>-1,9%</b>	<b>2,8%</b>	<b>0,4%</b>	<b>-1,2%</b>	<b>-6,2%</b>	<b>-0,9%</b>	<b>0,0%</b>		<b>37,1</b>	<b>6,4</b>

**Figure 2.6 : Les prestations "Famille hors Af et hors jeune enfant" (5,6 milliards d'euros) ont progressé en volume de + 7 % depuis 2001**

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2011



**Variation des dépenses**  
2011-2001  
en milliards d'euros 2011

A. d'éducation spéciale +  
A. présence parentale **0,35** **85 %**

A. de soutien familial **0,17** **16 %**

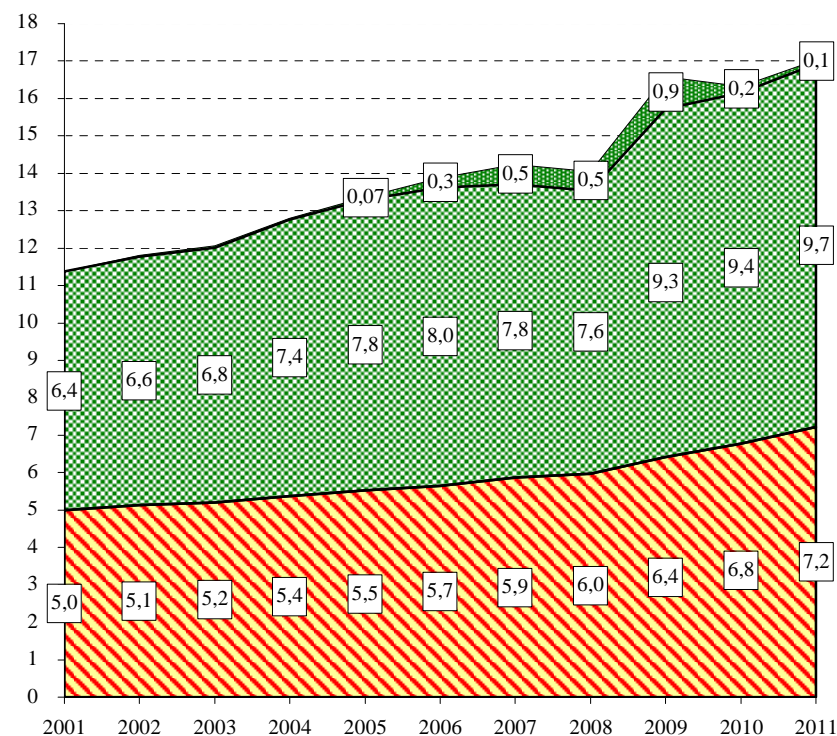
A. de rentrée scolaire +  
aide à la scolarité **-0,10** **-6 %**

Complément familial +  
divers **-0,06** **-2,7 %**

**Progression des P.** **0,37** **7,1 %**  
**"Famille" hors Af et hors P. jeune enfant**

**Figure 2.7 : Les minima sociaux et les aides à l'emploi (17 milliards d'euros en 2011) ont progressé en volume de + 50 % depuis 2001**

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliards d'euros 2011



**Variation des dépenses**  
2011-2001  
en milliards d'euros 2011

Rso et aides à l'emploi **0,10**

RSA + RMI + API **3,3** **52 %**

A. aux adultes handicapés **2,2** **45 %**

**Progression des** **5,6** **43 %**  
**minima sociaux et des aides à l'emploi**



#### **Encadré 4 : Subsidiarité Asf-Api-Rsa**

Depuis janvier 2007, les bénéficiaires de l'allocation de parent isolé ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'allocation de soutien familial.

En l'absence de dépôt de demande d'Asf, le montant de l'Api est réduit au terme du troisième mois. En l'absence d'engagement de procédure ou de demande de dispense, le montant de l'Api est réduit au terme du cinquième mois.

**En 2008, les dépenses supplémentaires d'Asf** représentent 33 % des économies d'Api.

A partir de juin 2009, les personnes isolées avec enfants à charge bénéficient, à l'ouverture du droit au **Rsa**, d'un droit automatique à l'Asf, et ce pendant quatre mois. La majoration des dépenses d'Asf devrait être de l'ordre de + 78 M€2010 en 2009, **+ 67 millions en 2010**, + 46 millions en 2011 et + 34 millions en 2012.

#### **\* Asf : + 0,2 Md€2011 depuis 2001**

L'impact de la réforme de l'Api et de la montée en charge du Rsa sur l'Asf représente + 4,8 points de croissance en 2007, – 1,8 point en 2008, + 3,7 points en 2009, – 0,9 point en 2010 et – 1,8 point en 2011 (cf. encadré 4, T3PF 041, T1PF 311). En fin de montée en charge (2012), les dépenses supplémentaires d'Asf sont estimées à + 32 M€2011.

Les dépenses d'allocation de soutien familial (1,3 milliard d'euros) ont progressé à Bmaf constante de + 16 % depuis 2001<sup>10</sup>, de + 8 % entre 2006 et 2011 avec un net ralentissement depuis deux ans (– 0,3 % en 2010 et – 0,4 % en 2011) suite à l'impact de la montée en charge du Rsa (+ 3,7 points de croissance en 2009 minorés par – 0,9 point en 2010 et – 1,8 point en 2011). Parallèlement, l'évolution des effectifs annuels d'enfants bénéficiaires a été de + 16 % depuis 2001 avec – 0,6 % en 2010 et – 0,8 % en 2011 (cf. T3PF 041).

Le montant de l'Asf unitaire (88,88 euros par Asf à taux partiel, 118,51 euros par enfant pour l'Asf à taux plein) est inférieur de – 0,63 % au niveau de 2006 en euros constants (avec – 0,5 % en 2011, cf. T1PF 7511-7512).

La part relative de l'Asf dans l'ensemble des prestations Famille a très légèrement progressé (4,1 % en 2010 contre 4,0 % en 2001). Les dépenses

d'Asf se situent à 2 % (ou plus) de l'ensemble des prestations légales depuis 1999.

#### **\* Aeesh : + 0,30 Md€2011 depuis 2001**

L'impact de l'évolution de la législation relative à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé<sup>11</sup> est estimée à + 6 points de croissance des dépenses depuis 2001 avec + 15 % entre 2001 et 2006 et – 7,9 % entre 2006 et 2011 (0 % en 2011, cf. T3PF 052).

- En avril **2002**, six nouveaux compléments de l'Aesh se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant. Le coût de la mesure est estimé à 68 millions d'euros 2009 en année pleine (soit **+ 12,3 points de croissance**, cf. T1PF 311). *Compte tenu des retards dans la montée en charge qui ont induit des régularisations très importantes, la réforme des compléments contribuerait à l'évolution des dépenses à hauteur de + 3,1 points en 2002, + 12,7 points en 2003, – 1,5 point en 2004 et – 1,9 point en 2005 ;*

- En janvier **2006**, une majoration par enfant bénéficiaire de l'Aesh<sup>12</sup> est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre des familles mono-parentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 19,3 M€2010 (**+ 3,2 points de croissance**). La majoration de l'Aesh est remboursée à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

- En avril **2008**, l'extension de la **prestation de compensation du handicap** (Pch) aux enfants handicapés de moins de 20 ans permet aux familles d'opter entre le complément d'Aesh ou la Pch. Une partie des familles bénéficiant d'un complément d'Aesh de cinquième, de sixième, voire de quatrième catégorie, devrait basculer vers la Pch (qui est à la charge de la Cnsa). L'économie de cette mesure pour la Cnaf est estimée à – 50,5 millions d'euros en année pleine 2010.

La croissance en moyenne annuelle du nombre de **bénéficiaires de l'Aesh pondérés par le barème** est estimée à + 1,2 % en 2008, à + 4,1 % en 2009, à + 7,4 % en 2010 et à + 3,0 % en 2011<sup>13</sup> (cf. T3PF 051, séries rectifiées). *Les effectifs moyens annuels progressent de + 28 % depuis 2006 (série lissée conduisant à un taux de plus de 5 % par an*

**T3PF 061 : Evolution des prestations de logement depuis 2000 : + 10,4 % pour les dépenses en volume, + 0,2 % pour les bénéficiaires (en MA)**

Evolution	2000 / 1999	2001 / 2000	2002 / 2001	2003 / 2002	2004 / 2003	2005 / 2004	2006 / 2005	2007 / 2006	2008 / 2007	2009 / 2008	2010 / 2009	2011 / 2010	2011 / 2000	2002 / 2000	2007 / 2002	2011 / 2007
<b>Dépenses volume</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>1,8 %</b>	<b>3,2 %</b>	<b>-2,1 %</b>	<b>2,9 %</b>	<b>-2,4 %</b>	<b>0,5 %</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>4,5 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>0,2 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>11,2 %</b>	5,1 %	-2,0 %	8,0 %
Accession								-9,7 %	-4,8 %	1,4 %	-6,4 %	<b>-2,3 %</b>				-11,7 %
Location, foyers								-0,2 %	5,4 %	2,4 %	0,6 %	<b>0,9 %</b>				9,6 %
ALF	2,7 %	6,3 %	4,3 %	-0,7 %	4,6 %	-1,1 %	1,7 %	0,1 %	4,7 %	3,7 %	-0,2 %	<b>-0,5 %</b>	25,0 %	10,8 %	4,6 %	7,8 %
APL	-2,0 %	-1,9 %	1,7 %	-3,4 %	1,5 %	-3,2 %	-0,7 %	-2,0 %	3,1 %	2,1 %	0,8 %	<b>1,9 %</b>	-0,3 %	-0,2 %	-7,6 %	8,1 %
ALS	-0,7 %	4,3 %	4,5 %	-1,7 %	3,8 %	-2,4 %	1,4 %	-0,1 %	6,3 %	1,7 %	-0,1 %	<b>-0,2 %</b>	19,5 %	9,4 %	0,9 %	8,3 %
Dont ALS étudiant							3,2 %	5,9 %	3,1 %	2,5 %	2,0 %	1,2 %				<b>9,0 %</b>
ALT	10,9 %	8,8 %	23,6 %	14,6 %	-5,6 %	5,5 %	-1,8 %	5,6 %	1,1 %	10,8 %	1,9 %	-0,1 %	85,6 %	36,2 %	19,2 %	14,1 %
Aide aux organismes								-1,1 %	-6,2 %	6,4 %	-2,7 %	-1,8 %	25,2 %	36,2 %	-3,5 %	-4,6 %
Accueil gens du voyage								51,8 %	34,0 %	24,6 %	14,3 %	3,8 %				98 %
Evol. effectifs TR au 31/12	0,1 %	-1,3 %	-0,5 %	-1,4 %	-0,6 %	0,3 %	-2,4 %	0,7 %	5,5 %	0,3 %	-0,6 %	1,4 %	-0,2 %	-1,8 %	-3,4 %	5,2 %
ALF	2,7 %	-0,1 %	-0,5 %	-1,3 %	0,6 %	1,7 %	-0,9 %	1,3 %	6,7 %	0,3 %	-1,6 %	-0,2 %	6,0 %	-0,7 %	1,3 %	5,3 %
APL	-1,2 %	-1,6 %	-1,6 %	-2,6 %	-2,0 %	-0,8 %	-3,2 %	0,4 %	4,8 %	-0,1 %	0,1 %	2,2 %	-6,6 %	-3,2 %	-7,9 %	4,8 %
ALS	0,3 %	-1,5 %	0,9 %	0,0 %	0,5 %	0,7 %	-2,4 %	0,5 %	5,6 %	0,7 %	-0,6 %	1,3 %	4,4 %	-0,6 %	-0,6 %	5,6 %
<b>Evol. effectifs TR en MA</b>	<b>-0,2 %</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>-0,9 %</b>	<b>-0,9 %</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>-1,1 %</b>	<b>-0,9 %</b>	<b>3,1 %</b>	<b>2,8 %</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,2 %</b>	<b>-1,5 %</b>	<b>-4,0 %</b>	<b>5,9 %</b>
ALF	1,9 %	1,3 %	-0,3 %	-0,9 %	-0,4 %	1,2 %	0,4 %	0,2 %	4,0 %	3,4 %	-0,6 %	-0,9 %	8,3 %	0,9 %	0,4 %	6,9 %
APL	-1,2 %	-1,4 %	-1,6 %	-2,1 %	-2,3 %	-1,4 %	-2,0 %	-1,4 %	2,6 %	2,3 %	-0,003 %	1,122 %	-7,2 %	-3,0 %	-8,9 %	5,0 %
ALS	0,0 %	-0,6 %	-0,3 %	0,5 %	0,3 %	0,6 %	-0,8 %	-0,9 %	3,1 %	3,1 %	0,01 %	0,35 %	4,9 %	-0,9 %	-0,4 %	6,3 %
<b>Effectifs TR (en milliers)</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>2011-2000</b>	<b>2002-2000</b>	<b>2007-2002</b>	<b>2011-2007</b>
Au 31 décembre	6 283,251	6 203,337	6 173,190	6 086,259	6 052,716	6 071,195	5 922,628	5 961,584	6 290,560	6 309,070	6 273,537	6 358,648	75,397	-110,061	-211,606	397,064
ALF	1 252,712	1 251,374	1 244,506	1 228,171	1 235,591	1 257,099	1 245,162	1 261,007	1 345,740	1 350,436	1 328,340	1 325,059	72,347	-8,206	16,501	64,052
APL	2 796,796	2 751,707	2 707,878	2 637,122	2 584,978	2 565,283	2 482,079	2 493,152	2 613,397	2 611,660	2 613,249	2 670,294	-126,502	-88,918	-214,726	177,142
ALS	2 233,743	2 200,256	2 220,806	2 220,966	2 232,147	2 248,813	2 195,387	2 207,425	2 331,423	2 346,974	2 331,948	2 363,295	129,552	-12,937	-13,381	155,870
Moyenne annuelle	6 280,736	6 243,294	6 188,264	6 129,725	6 069,488	6 061,956	5 996,911	5 942,106	6 126,072	6 299,815	6 291,303	6 316,092	<b>35,356</b>	-92,473	-246,158	373,986
ALF	1 236,404	1 252,043	1 247,940	1 236,339	1 231,881	1 246,345	1 251,130	1 253,085	1 303,374	1 348,088	1 339,388	1 326,699	90,296	11,536	5,144	73,615
APL	2 814,003	2 774,252	2 729,793	2 672,500	2 611,050	2 575,131	2 523,681	2 487,616	2 553,275	2 612,529	2 612,455	2 641,772	-172,231	-84,210	-242,177	154,156
ALS	2 230,330	2 217,000	2 210,531	2 220,886	2 226,557	2 240,480	2 222,100	2 201,406	2 269,424	2 339,199	2 339,461	2 347,622	117,292	-19,799	-9,125	146,216

**TIPF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM (hors prêts, ALINE)**

En % (total ALF+APL+ALS)	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
ALF	22,8 %	23,8 %	24,0 %	24,4 %	24,8 %	25,1 %	25,4 %	25,6 %	25,7 %	26,0 %	25,9 %	25,6 %
APL	48,3 %	46,6 %	45,9 %	45,3 %	44,7 %	44,3 %	43,8 %	43,3 %	42,7 %	42,6 %	42,8 %	43,4 %
ALS + ALT	28,9 %	29,6 %	30,1 %	30,3 %	30,5 %	30,5 %	30,8 %	31,0 %	31,6 %	31,4 %	31,3 %	31,0 %
Dt ALS étudiants				Nd	6,8 %	6,5 %	6,7 %	7,1 %	7,0 %	7,0 %	7,1 %	7,2 %
Dt logement temporaire	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %
<b>Structure ALT</b>												
Aide aux organismes						Nd	87,3 %	81,7 %	75,8 %	72,8 %	69,5 %	68,3 %
Accueil des gens du voyage						Nd	12,7 %	18,3 %	24,2 %	27,2 %	30,5 %	31,7 %

*jusqu'en 2010, + 4,9 % en 2011). La régression des dépenses relatives au premier complément et au sixième complément est compensée par l'augmentation des dépenses relatives aux autres compléments. La progression de l'effet volume, hors mesure nouvelle, atteint + 27 % depuis 2006 (+ 3,7 % en 2011, + 2,3 % en 2010 après + 7,7 % en 2009).*

Les dépenses d'Aeeh (0,72 milliard d'euros) ont progressé de + 3,2 % en 2011 après – 0,1 % en 2010 et + 4 % en 2009 en euros constants. Elles ont progressé de + 74 % depuis 2001.

La prestation unitaire de base (126,41 euros) a été perçue seule par 56,5 % des bénéficiaires contre 55,4 % en 2010 (*cf. T2PF 64*). 1,9 % des bénéficiaires perçoivent le cumul de l'Aeeh avec le sixième complément (contre 3,2 % en 2006), la prestation mensuelle atteint alors 1 186,58 euros en avril 2011.

### **\* Ajpp : 51,7 millions d'euros en 2010**

En janvier **2001**, l'allocation de présence parentale (App) est créée (*cf. chapitre 8.1*). En avril 2002, le montant de l'App est augmenté substantiellement (+ 64 %) afin d'être porté pour une interruption complète d'activité, à l'équivalent du salaire perçu par un salarié rémunéré au Smic.

En mai **2006**, l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) remplace l'App. Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés, peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans<sup>14</sup>. En 2011, pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 41,99 euros (49,89 euros pour un parent isolé) est versée en cas de suspension totale de l'activité (*cf. T1PF 7621 pour les montants correspondant au temps partiel*). Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total. Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.

- En outre, depuis mai 2006, **un complément pour frais** (d'un montant de 107,41 euros en 2011), soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit

son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.*

En 2011, les dépenses relatives à l'Ajpp atteignent 57,2 millions d'euros (soit + 34 % en euros constants depuis 2006, avec – 6,6 % en 2008, – 2,5 % en 2009, + 1,5 % en 2010 et + 8,4 % en 2011). La progression des effectifs est quant à elle de + 12 % depuis 2006, avec – 6,9 % en 2008, + 0,4 % en 2009 + 3 % en 2010 et + 9,8 % en 2011.

### **Aides au logement + 11,2 % en volume depuis 2000**

Le fonds national d'aide au logement (Fnal) et le fonds national de l'habitat<sup>15</sup> (Fnh) sont fusionnés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

- L'aide personnalisée au logement (Apl, Fnal) représente 43 % des dépenses en prestations directes de logement (*cf. T1PF 2133*) ;
- l'allocation logement sociale et l'allocation logement temporaire (Als + Alt, Fnal), 31 % ;
- l'allocation logement familiale (Alf) du fonds national des prestations familiales, 26 %.

En 2011, les prestations de logement atteignent 16,48 milliards d'euros, soit 25,7 % des prestations.

**Entre 2000 et 2002**, les dépenses des prestations logement ont globalement progressé en volume de + **5,1 %** : suite aux fortes progressions de l'Als (+ 9,4 %) et d'Alf (+ 11 %). Toutefois, le total des bénéficiaires régresse de – 1,5 % en moyenne annuelle (*Ma, cf. T3PF 061*).

**Entre 2002 et 2007**, les dépenses des prestations logement régressent en volume de – **2 %**, suite à la **régression de l'Apl de – 7,6 %** pour l'Als. La progression de l'Alf et de l'Als s'infléchissent : avec respectivement + 4,6 % et + 0,9 %. Globalement, les effectifs régressent de – 4 % en moyenne annuelle, Ma).

**Entre 2007 et 2011**, la progression des dépenses de logement atteint + **8,0 %** ce qui permet d'atteindre une progression des dépenses en volume de + **11,2 % depuis 2000**. Les effectifs de bénéficiaires (en Ma) sont supérieurs de 35 400 à leur niveau de 2000 (+ 0,2 %).

**Depuis 2006**, les dépenses relatives à la **location** de logement ont progressé en volume de + **9,4 %** (+ 0,9 % en 2011) alors que les dépenses destinées à **l'accession ont régressé de – 20 %** (avec – 2,3 % en 2011 après – 6,4 % en 2010).

### Encadré 5 : Barèmes logement 2004-2008

La croissance relativement élevée des dépenses **en 2004** (+ 2,9 % en monnaie constante) doit beaucoup à la revalorisation des aides<sup>16</sup> qui n'est intervenue qu'au printemps 2004 mais avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 2003, et s'est donc imputée sur les comptes 2004.

**En 2005**, les dépenses régressent de - 2,6 % en euros constants par rapport aux dépenses comptabilisées en 2004. Les barèmes n'ont pas été revalorisés au titre de 2004 et la revalorisation 2005 est intervenue en septembre, sans effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 2005. Les mesures d'économie décidées entre juin et août 2004 n'ont un impact en année pleine qu'en 2005.

**En janvier 2007**, la revalorisation des barèmes est sans effet rétroactif à juillet 2006. Le **seuil de non-versement** des aides au logement est abaissé à 14 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004). La part des allocataires en dessous du seuil de non-versement passe de 4,9 % en décembre 2004 à 2,7 % en 2007 (cf. T2PF 3.2, chapitre 5, données Caf).

L'augmentation enregistrée **en 2008** est due à la prolongation de la prise en compte des **ressources 2006** pour le calcul des aides au logement jusqu'en décembre 2008. L'impact de la mesure sur les dépenses est de l'ordre de 220 millions d'euros en 2008 et 110 millions en 2009.

### Encadré 6 : Législation « Logement »

Les loyers plafonds de l'Alf et de l'Als sont alignés sur ceux de l'Apl en trois ans à compter de juillet 1999. **La mise en place d'un barème unique** des aides au logement en secteur locatif intervient en deux étapes en janvier **2001 et 2002**.

En janvier **2000**, **l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans** pour l'ensemble des aides au logement, avec un coût en année pleine estimé à 73,2 millions d'euros.

En avril **2002**, l'évaluation forfaitaire pour les jeunes concernant le calcul des aides au logement est supprimée, avec effet rétroactif à juillet 2001.

En décembre **2001**, un **abattement double résidence** est instauré pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement.

L'impact des mesures d'économie mises en place en **2004** serait de l'ordre de 161,4 M€2003 en année pleine (89 millions en 2004) :

- le seuil de non-versement des aides est relevé de 15 euros à 24 euros entre juin 2004 et janvier 2007 ;

- l'abattement pour frais de garde pour le calcul des aides au logement, du Cf et de la Paje est supprimé en août 2004 ;

- le délai de carence pour l'application de l'abattement de 30 % sur les ressources des chômeurs indemnisés est allongé d'un mois en août 2004.

En janvier 2009, la participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 33 euros par an (contre 31 euros en 2008).

En janvier 2011 :

- la rétroactivité de trois mois pour les **aides au logement** lorsque les conditions d'ouverture de droit sont remplies antérieurement à la demande est supprimée (soit une moindre dépense estimée à 240 M€2011) ;

- la participation personnelle minimale des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est portée à 33,47 euros par an ;

- les seuils d'exonération de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes de moins de 25 ans sont augmentés : 1 222,87 euros (au lieu de 1 204,8 euros) pour une personne seule, 1 834,31 euros (au lieu de 1 807,2 euros) pour un couple.

### Encadré 7 : Prévisions « Logement »

Les prévisions réalisées sur l'ensemble des aides personnelles au logement<sup>17</sup> font apparaître un trend estimé à environ + 1,5 % de croissance annuelle en volume entre juillet 1993 et décembre 2009. Cette tendance peut refléter notamment :

- la croissance du nombre des ménages imputable notamment à la croissance de la population (+ 0,5 % par an environ) et à des ruptures d'union plus fréquentes. Cette évolution du nombre des ménages a été, d'une part, freinée par une décohabitation juvénile plus tardive (études plus longues, accès plus difficile au marché du travail) et, d'autre part, accélérée par le gonflement de la population étudiante ;

- l'ouverture de l'éventail des revenus, qui s'est produite au cours des années 1990, s'est stabilisée à partir de 2000. Cette ouverture de l'éventail des revenus est le résultat de la faible dynamique des salaires réels des non-qualifiés, de l'accroissement du chômage, du développement du travail à temps partiel et des contrats de courte durée.

**En 2010**, la faible progression en volume (+ 0,2 %) s'explique par la revalorisation modérée des barèmes (+ 0,32 % en euros courants) et la prise en compte des ressources de l'année 2008 peu impactées par la crise économique<sup>18</sup>.

**En 2011**, la progression en volume (+ 0,7 %) légèrement supérieure à celle de 2010, s'explique par le contexte économique et notamment par l'augmentation importante du nombre de chômeurs donnant lieu à neutralisation ou abattement de ressources<sup>19</sup>.

Depuis juillet 2004, **deux mois de chômage total** sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour chômage pour l'ensemble des prestations. Le nombre d'allocataires qui bénéficient de ce dispositif au niveau des aides au logement a régressé de – 37 % entre 2004 et 2008. Leur part parmi l'ensemble des bénéficiaires d'une prestation de logement passe de 15 % en 2004 à 9 % en 2008.

**Abattements ou neutralisations des ressources des allocataires bénéficiaires d'une prestation logement pour situation de chômage**

Données Caf métro. + Dom	Bénéficiaires mesures pour chômage en milliers		En % du nbre bénéficiaires P. logement
2004	863	Variation	14,9 %
2005	717	-146	12,4 %
2006	618	-99	10,9 %
2007	559	-58	9,8 %
2008	548	-12	9,1 %
2008-2004	-37 %	-315	
2009	694	146	12,2 %
2009-2004	-20 %	-169	

**\* L'aide personnalisée au logement** (7,1 milliards d'euros, Apl) a progressé de + 0,11 Md€2011 entre 2001 et 2011 (+ 1,6 %), avec + 0,13 Md€2011 en 2011 (+ 1,9 %). L'Apl est remboursée à la Cnaf. Par ailleurs, la Cnaf verse, au fonds national d'aide au logement, l'allocation de logement familiale virtuelle (Alv) dont le montant correspond à l'économie réalisée par le Fnpf en terme d'Alf du fait de l'existence de l'Apl (cf. *TIPF 6711 et chapitre 7*). En 2011, cette participation de la Cnaf au financement du Fnal s'élève à 4,1 milliards d'euros.

\* En 2010, les dépenses d'**allocation logement familiale**<sup>20</sup> (4,2 milliards d'euros, Alf) se situent 18 % au-dessus de leur niveau de 2001 (+ 0,63 Md€2011), avec – 0,02 milliard en 2011.

**\* L'allocation logement sociale**<sup>21</sup> (5,0 milliards d'euros, Als) se caractérise par une progression de + 0,6 Md€2011 sur la période 2001-2011 (+ 14 %) avec – 0,01 milliard en 2011.

La généralisation de l'Als a bénéficié en particulier aux étudiants ne résidant pas chez leurs parents et déclarant ne disposer d'aucun revenu personnel : l'Als leur est attribuée au taux maximum, avec toutefois un correctif, dit du « revenu plancher ». **L'Als étudiant**<sup>22</sup> (1,2 milliard) représente 7,2 % du total des dépenses de logement : elle progresse en volume de + 1,2 % en 2011 (+ 16 % depuis 2006).

\* 110,3 millions d'euros ont été versés sous forme d'**aide aux associations**<sup>23</sup> logeant à titre transitoire des personnes défavorisées dans l'attente d'un logement autonome (Alt) : les dépenses d'Alt ont été multipliées par 1,7 depuis 2001 (avec – 0,1 % en 2011, + 10,8 % en 2009). Les dépenses concernant l'accueil des gens du voyage ont été multipliées par 3 depuis 2006 (passant de 11,6 M€2011 à 35 millions). Elles représentent 32 % des dépenses d'Alt (en 2011 contre 12 % en 2006), le reste étant versé sous forme d'aide à des organismes qui ont régressé de – 5,7 % depuis 2006.

*\* En 2007, 27 millions d'euros ont été versés au titre de l'allocation d'installation étudiante (Aline) à des étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois. Cette allocation, instaurée en juillet 2006, est supprimée en juillet 2008. En 2008, 7,5 millions d'euros de reliquat ont été comptabilisés.*

\* En avril 2008, les **prêts « jeunes avenir » (Pja)** sont créés à l'attention des jeunes salariés de 18 à 25 ans accédant à un nouvel emploi. Ces prêts, soumis à des conditions de ressources, sont destinés à financer les différents investissements nécessaires lors de l'accès à l'emploi : moyen de locomotion, matériels de travail, équipement, logement. Le Pja équivaut à un prêt à taux zéro, remboursable sur une durée de vingt-quatre à soixante mois. Les intérêts et la garantie du prêt (0,34 million d'euros en 2010) sont financés par le Fnpf.

\* Le montant des **prêts à l'amélioration de l'habitat** (Pah, généralisés en 1955, 13,56 millions en 2010) est inférieur aux remboursements des prêts (17,86 millions en 2010) : le solde Pah (– 4,19 millions) tient compte de 0,11 million d'intérêts. Par ailleurs, 0,89 million ont été comptabilisés suite à la création, en juin 2010, d'un **Pah à taux zéro aux assistants maternels**<sup>24</sup>.



## Minima sociaux et aides à l'emploi : + 50 % en volume depuis 2001 + 4,3 % en 2011

Les dépenses d'Aah, des compléments d'Aah et d'Api sont remboursées par l'Etat depuis 1983 pour l'Aah (créée en 1972) et depuis 1999 pour l'Api (créée en 1976). Ces deux prestations ne relèvent plus du Fnpf à partir de 2010. Les autres minima sociaux n'ont jamais relevé du Fnpf.

### \* Rsa, Rmi et Api

- Le revenu de solidarité active est versé depuis juin 2009 en métropole et depuis janvier 2011 dans les Dom (cf. encadré 9). Les dépenses relatives au Rsa s'élèvent à 5,5 Md€2011 en 2009, à 8,5 Md€2011 en 2010 et à 9,68 Md€ en 2011.

- Suite à la montée en charge du Rsa, les dépenses relatives au revenu minimum d'insertion passent de 3,1 Md€2011 en 2009, à 0,8 Md€2011 en 2010 et à 17,5 millions d'euros en 2011 (cf. encadré 10).

- Les dépenses d'allocation de parent isolé (Api) dans les Dom (155,2 M€2010) ont été multipliées par 5 entre 2000 et 2010, en euros constants. Le Rsa majoré remplace l'Api en métropole<sup>25</sup> à compter de juin 2009<sup>26</sup> et depuis janvier 2011 dans les Dom (cf. encadré 8).

Le barème du Rsa majoré est identique à celui de l'Api en juin 2009. Suite à la revalorisation du Rsa en janvier 2010, le Rsa majoré devient supérieur à l'Api Dom. Le montant 2011 s'élève à 799,56 euros pour un isolé ayant un enfant (cf. T1PF 7622).

### \* Les autres minima et aides à l'emploi

- 7,6 millions d'euros ont été versés en 2011 au titre de la **prime de retour à l'emploi** (contre 245 M€2011 en 2008). *Créée en octobre 2006, elle était versée à des bénéficiaires du Rmi, de l'Api et de l'allocation spécifique de solidarité<sup>27</sup> (Ass), au quatrième mois d'une reprise d'activité égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures. Son financement était assuré par l'Etat.*

- 2,2 millions d'euros ont été versés en 2011 au titre du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité** (Cirima, contre 41 M€2011 en 2008). *Créé en janvier 2004 et réformé en mars 2005, le Cirima était réservé au secteur marchand et est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi<sup>28</sup>.*

### Encadré 8 : Réformes de l'Api depuis 1997

L'impact des réformes en année pleine représente – **101,72 M€2010**:

- depuis **avril 1997**, un **forfait logement** est applicable aux nouvelles demandes d'Api lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (non prise en compte dans le calcul des revenus) ou d'un logement gratuit. Les moindres dépenses correspondant à cette mesure sont estimées en année pleine à – 67,9 M€ 2010, soit – **7,5 points de croissance** (cf. T1PF 311) ;

- de 2001 à 2007, + **9,2 points** de croissance sont générés par l'**harmonisation** du montant de l'Api **dans les Dom** par rapport à celui de la métropole (+ 1 point en 2001 et en 2002, autour de + 1,3 point par an entre 2003 et 2005 et + 1,4 point entre 2006 et 2007). Le coût de la mesure en année pleine est estimé à + 87 M€2010 ;

- en janvier 2007, le **forfait logement** de l'allocation de parent isolé est aligné sur celui du Rmi, soit une économie de l'ordre de – 7,9 M€2010, représentant – 0,7 point de croissance ;

- la **subsidiarité Asf-Api** (cf. encadré 4) génère une économie de l'ordre de – 4,9 points de croissance en 2007, – **10,1 points** en année pleine 2008 (– 110 M€2010).

Le **revenu de solidarité active majoré** remplace l'Api en métropole à compter de juin 2009 et l'Api Dom, en janvier 2011.

### Les mesures d'intéressement Api

Pour les activités débutées antérieurement au 30 septembre 2006, ces mesures variaient selon la nature de l'activité (cf. T1PF 7623).

**En octobre 2006**, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place :

- pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement l'Api et son revenu ;
- du quatrième au douzième mois d'activité :
  - si son activité est inférieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'un abattement de 50 % sur ses rémunérations ;
  - si l'activité de l'allocataire est égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'une prime forfaitaire (de 225 euros). Une prime de retour à l'emploi (de 1 000 euros) est versée au quatrième mois d'activité.

### Encadré 9 : Généralisation du Rsa<sup>29</sup>

- **Juin 2009** : le Rsa se substitue au Rmi, à l'Api<sup>30</sup> en **métropole** (et aux dispositifs d'intéressement liés à ces prestations), aux dispositifs liés aux contrats (Cirma, Cav) et aux expérimentations Rsa (sauf conditions particulières). Son montant correspond à la différence entre un revenu garanti et l'intégralité des ressources du foyer. La part financée par le département est appelée Rsa socle, celle financée par l'Etat, Rsa activité<sup>31</sup>.

. Les personnes dépourvues de revenus professionnels ont un revenu garanti forfaitaire en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge (ancien Rmi = **Rsa socle**).

. Le **Rsa activité** permet de compléter les revenus de travailleurs ayant de faibles revenus d'activité, supérieurs cependant au seuil du Rsa socle. Le revenu garanti est calculé en faisant la somme d'une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer, et d'un montant forfaitaire, qui varie en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge.

Un bénéficiaire du Rsa peut bénéficier du Rsa socle seulement, du Rsa activité seulement ou bien des deux composantes simultanément.

. Le montant du Rsa est majoré pendant une période déterminée pour les personnes isolées (ancienne Api = **Rsa majoré**).

On peut estimer que **la transition entre le Rmi-Api et le Rsa socle contribue pour environ 0,5 point à la hausse du nombre de bénéficiaires du Rsa** entre juin 2009 et juin 2010.

- **Septembre 2010** : le Rsa est étendu aux jeunes âgés de 18 à 25 ans.

- **Janvier 2011** : mise en place du Rsa dans les **Dom**.

#### Différence entre le Rsa majoré et l'Api<sup>32</sup>

Le périmètre réglementaire du Rsa socle non majoré est identique à celui du Rmi. En revanche, il existe quatre différences entre le Rsa socle majoré et l'Api qui conduisent à une légère extension du champ des bénéficiaires :

. les enfants sont considérés comme à charge jusqu'à l'âge de 25 ans contre 20 ans pour l'Api ;

. les majorations pour âge des Af ne figurent pas dans les ressources prises en compte pour le calcul

du Rsa majoré alors qu'elles étaient intégrées dans les ressources Api ;

. l'attribution de la majoration d'isolement est automatique pour les bénéficiaires du Rsa dès lors qu'ils font connaître leur situation d'isolement à l'organisme payeur du Rsa. Auparavant, il était nécessaire d'effectuer une demande d'Api ;

. une mesure temporaire de gestion, appliquée entre juin et octobre 2009, a conduit à apprécier la condition d'isolement de façon plus large qu'en Api.

#### Fin des mécanismes d'intéressement

Avec le Rsa socle, les dispositifs d'intéressement disparaissent et les revenus d'activité sont simplement pris en compte dans le calcul du droit avec application de la pente de 62 %<sup>33</sup>.

### Encadré 10 : Législation Rmi depuis 1999

. Depuis 1999, une **prime exceptionnelle** a été **versée en décembre** aux Rmistes (152,45 euros pour une personne seule).

. Depuis janvier 1999, il est possible de cumuler les majorations pour âge des Af et le Rmi. (*Il est à noter que les majorations d'Af ont continué à être prises en compte pour le calcul de l'Api. Elles ne sont pas prises en compte dans le calcul du Rsa.*)

. En janvier 2002, l'alignement du montant du Rmi des **Dom** sur celui de la métropole a été réalisé.

Pour les activités débutées entre septembre 2001 et septembre 2006, **les mesures d'intéressement** variaient selon la nature de l'activité (*cf. TIPF 7745*). En octobre 2006, un nouveau dispositif d'intéressement a été mis en place :

- pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement le Rmi et son revenu ;

- du quatrième au douzième mois d'activité :

. si son activité est inférieure à soixante-dix-huit heures, l'allocataire bénéficie d'un abattement de 50 % sur ses rémunérations ;

. si l'activité de l'allocataire est égale ou supérieure à soixante-dix-huit heures, il bénéficie d'une prime forfaitaire : 150 euros pour un isolé, 225 euros pour un couple ou un isolé avec personne(s) à charge) ; une prime de retour à l'emploi<sup>34</sup> (de 1 000 euros) est versée au quatrième mois d'activité.

. **Le Rmi est remplacé par le Rsa en métropole en juin 2009 et en janvier 2011 dans les Dom.**



**T2PF 9.7 : Minima (hors Aah), aides à l'emploi et prime exceptionnelle Ars**

En millions d'euros 2011	Ecart					2001	2006	2008
	2006 - 2001	2008 - 2006	2011 - 2008	2011 - 2006	2011 - 2001			
Rsa			9 679	9 679	9 679			
Rsa non majoré			8 004	8 004	8 004			
Rsa socle non majoré (département)			6 599	6 599	6 599			
Rsa activité non majoré (Etat)			1 342	1 342	1 342			
Rsa majoré			1 370	1 370	1 370			
Rsa socle majoré (département)			1 209	1 209	1 209			
Rsa activité majoré (Etat)			160	160	160			
Rsa primes et divers			367	367	367			
Autres (hors prime Ars)	239	251	-388	-137	102	3	243	494
Api	311	-40	-1 025	-1 064	-754	754	1 064	1 024
Rmi	1 648	-32	-6 260	-6 292	-4 644	4 662	6 310	6 278
<b>Sous-total (hors Aah et prime Ars)</b>	<b>2 198</b>	<b>179</b>	<b>2 005</b>	<b>2 185</b>	<b>4 383</b>	<b>5 419</b>	<b>7 617</b>	<b>7 796</b>
Prime exceptionnelle Ars			0,2	0,2	0,2			
<b>Minima (hors Aah) + autres</b>	<b>2 198</b>	<b>179</b>	<b>2 006</b>	<b>2 185</b>	<b>4 383</b>	<b>5 419</b>	<b>7 617</b>	<b>7 796</b>
Dont Rsa majoré + Api	311	-40	345	305	616	754	1 064	1 024

En euros constants	Rapport				
	2006 / 2001	2008 / 2006	2011 / 2008	2011 / 2006	2011 / 2001
<b>Minima (hors Aah) + autres</b>	<b>41%</b>	<b>2%</b>	<b>26%</b>	<b>29%</b>	<b>81%</b>
Dont Rsa majoré + Api	41%	-4%	34%	29%	82%

• 22,9 millions d'euros ont été versés en 2011 au titre du **contrat d'avenir** (contre 130 M€2011 en 2008). Créé en mars 2005<sup>35</sup>, le Cav était réservé au secteur non marchand.

• Par ailleurs, 72,6 millions d'euros ont été versés en 2011 dans les Dom à 12 100 bénéficiaires du **revenu de solidarité**<sup>36</sup> (Rso). La réforme 2004 du Rso (créé en 2001) a généré une progression des dépenses de 77 % depuis 2001, avec - 3,1 % en 2011 en euros constants. Le montant maximal du Rso (483,81 euros) est supérieur de 3,2 % à celui du Rsa (cf. T1PF 7731).

• Une **prime exceptionnelle** de 150 euros par famille est versée en juin 2009, aux familles ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire au titre de la rentrée scolaire 2008-2009, soit 2,9 millions de familles environ. Les dépenses correspondant à cette prime exceptionnelle Ars s'élèvent à 461,73 milliards d'euros en 2009. Cette prime n'est pas reconduite en 2010.

L'ensemble des minima (hors Aah) et des aides à l'emploi ont progressé en euros constants de :

+ 4,4 Md€2011 depuis 2001 (+ 81 %) avec :

+ 2,2 Md€2011 entre 2001 et 2006 (+ 41 %) ;

+ 2,2 Md€2011 entre 2006 et 2011 (+ 29 %).

Le cumul des dépenses Rsa majoré et Api a progressé de + 85 % en euros constants :  
+ 616 M€2011 depuis 2001 avec :  
+ 311 M€2011 entre 2001 et 2006 (+ 41 %) ;  
+ 305 M€2011 entre 2006 et 2011 (+ 29 %).

**\* Aah : + 2,23 Md€ 2011 depuis 2001**

AAH de base en euros courants	Reval. AAH de base	Revalorisation en %	Montant moyen annuel AAH DC	Evol. an. AAH base DC
janvier 2007	621,27		621,27	
janvier 2008	628,10	1,1%		
septembre 2008	652,60	3,9%		
<b>2008</b>			636,27	2,4%
avril 2009	666,96	2,2%		
septembre 2009	681,63	2,2%		
<b>2009</b>			668,26	5,0%
avril 2010	696,63	2,2%		
septembre 2010	711,95	2,2%		
<b>2010</b>			697,99	4,4%
avril 2011	727,61	2,2%		
septembre 2011	743,62	2,2%		
<b>2011</b>			729,03	4,4%
avril 2012	759,98	2,2%		
septembre 2012	776,59	2,2%		
<b>2012</b>			761,43	4,4%
<b>Evol. 2012/2007</b>	<b>25,0 %</b>		22,6 %	

Le montant de l'Aah de base (729,03 euros à taux plein, en moyenne annuelle 2011, en droits constatés Dc) a progressé de + 4,4 % par rapport à 2010. Sa revalorisation entre 2007 et 2012 devrait atteindre 25 % en euros courants. L'Aah de base a progressé en volume de + 10,3 % depuis 2006 (+ 10,8 % depuis 2001, en Dc, cf. T1PF 772).

A compter de juillet 2005, le plafond de l'Aah est égal à douze fois l'Aah mensuelle : en conséquence le plafond est revalorisé comme l'Aah en janvier et en septembre 2011. Les revenus mensuels 2009 correspondant au plafond de ressources moyen annuel 2011<sup>37</sup> pour une personne seule (1 033 euros en moyenne annuelle) représentent 86,1 % du Smic net de 2009 (contre 90 % du Smic en 2000, cf. T1PF 7731-32).

Les comparaisons annuelles de l'Aah en Dc<sup>38</sup> sont perturbées entre 2007 et 2009 par l'impact des charges à payer comptabilisées en fin 2007 et fin 2008 (ces Cap ayant été estimées selon des méthodes différentes et disparaissant en 2009).

Les dépenses d'Aah de base atteignent 6,9 milliards en 2011. **Leur progression en volume est de + 6,9 % en 2011 et de + 44 % depuis 2001.**

En juillet 2005, deux nouveaux compléments<sup>39</sup> d'Aah, non cumulables, sont créés. Il s'agit de :

- la **majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace peu à peu l'ancien complément créé en 1993. Les conditions d'attribution de la Mva sont quasiment les mêmes (la personne doit bénéficier d'une aide au logement) et à ces conditions s'ajoute l'absence de revenus d'activité. Compte tenu de l'effort de revalorisation de l'Aah de base, le montant mensuel de la Mva (104,77 euros depuis janvier 2008) ne devrait pas être revalorisé d'ici avril 2013 ;

- la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph, 908,34 euros en moyenne annuelle 2011) : un complément de ressources (179,31 euros, stable de juillet 2006 à avril 2013, cf. T1PF 7661-51) s'ajoute à l'Aah pour constituer la Grph qui a progressé de + 7,3 % entre 2006 et 2011 en euros constants. Pour bénéficier de la Grph, la personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de + 90 millions d'euros.

Depuis janvier 2007, le Crph et la Mva peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité.

Les dépenses relatives à la Crph atteignent 140,76 millions d'euros en 2011 (+ 3,1 % en monnaie constante), celles concernant la Mva 181,41 millions (+ 1,5 %).

En 2011, **l'allocation aux adultes handicapés et ses compléments** (7,22 milliards d'euros) représentent 11,2 % des prestations directes. L'accroissement en euros constants de ces dépenses globales a été de + 0,35 milliard en 2010 (+ 5,6 %), de + 1,6 M€2011 depuis 2006 (+ 28 %) avec + 2,2 M€2011 en dix ans (+ 45 %).

## Autres prestations

- En 2011, les 340,68 millions d'euros de **frais de tutelle**<sup>40</sup> relevant du Fnpf se ventilent à concurrence de 81 % pour la tutelle Aah (contre 60 % en 2006) et de 19 % pour les prestations familiales. La réforme de 2007 des tutelles (qui s'est appliquée en 2009) a prévu que le financement des tutelles pour les incapables majeurs passe à l'organisme payant la prestation la plus importante, la part de Sécurité sociale augmente donc. Les frais de tutelle ont progressé en monnaie constante de + 43,8 % en 2009 + 2,7 % en 2010 et de + 1,1 % en 2011 (de + 77 % en 2009, + 4 % en 2010 et de + 1 % en 2011 pour ceux relatifs à l'Aah et de – 17 % en 2009, de – 2,5 % en 2010 et de + 1,6 % en 2011 pour ceux relatifs aux prestations familiales). L'effectif global, estimé à 344 427 bénéficiaires en 2011, est en progression de + 13,7 % depuis 2006 (avec + 3,5 % en 2011, + 2 % en 2010 et + 0,3 % en 2009).

- En 2011, 5,4 millions d'euros de **prestations hors métropole** ont été versés aux **familles d'allocataires étrangers qui résident hors métropole, hors Dom et hors Cee** contre 20,2 M€211 en 2011. La masse des prestations hors métropole a régressé de – 73 % en euros constants depuis 2001. La diminution du nombre de familles bénéficiaires atteint de – 81 % (avec – 17 % en 2011 à 5 218).

- **Les accords Cee** : depuis le 1<sup>er</sup> avril 1990, **tout travailleur d'un Etat de la Cee exerçant une activité** ou poursuivant des études en France ou étant en situation de chômage indemnisé ouvre droit, pour sa famille résidant dans un autre Etat membre, aux Af, à l'Apje longue, à la Paje (allocation de base et complément libre choix d'activité), au Cf, à l'Asf, à l'Aeeh, à l'Api et à l'Ars. *L'impact de la mesure était estimé à 100 millions en 1991, mais les sommes versées étant imputées directement aux prestations concernées et non aux accords Cee*, l'impact réel de la mesure ne peut être apprécié et est sans rapport avec les 3,7 millions d'euros comptabilisés en 2011 à ce titre.

• **L'allocation différentielle** est versée à la famille résidant en France alors que le chef de famille travaille à l'étranger et perçoit les prestations familiales du pays d'emploi. Elle représente 31,1 millions d'euros en 2011 et concerne 11 660 bénéficiaires (+ 17 % depuis 2006). Les dépenses 2011 progressent de + 72 % en 2011 et de + 57 % depuis 2006.

• Par ailleurs, **une famille française résidant à l'étranger** est soumise au système des prestations familiales du pays où est exercée l'activité.

### Les prestations Dom : progression de + 35 % en volume depuis 2001

Il est intéressant de rappeler que la structure et la dynamique des prestations dans les Dom diffère profondément de celle de la métropole.

Structure des prestations 2011	Métropole	Dom
<b>Structure dép. Jeune enfant</b>	100 %	100 %
Entretien	38 %	71 %
Frais de garde à l'extérieur	42 %	15 %
Frais de garde à domicile	3 %	2 %
Compensation arrêt de l'activité	17 %	12 %
<b>Structure dépenses Famille</b>	100 %	100 %
AF + divers (1 % en métropole)	42 %	47 %
CF	5 %	3 %
ARS	5 %	7 %
ASF	4 %	16 %
AEEH + AJPP	3 %	3 %
Jeune enfant	42 %	23 %
<b>Structure ensemble prestations</b>	100 %	100 %
Famille	48 %	36 %
Dont prestations jeune enfant	20 %	8 %
Logement	26 %	21 %
Minima sociaux, aides à l'emploi	26 %	43 %
Evolution en € constants	Métro. + Dom	Dom
<b>Rapport 2011/2010</b>	1,1 %	2,1 %
Famille	-0,4 %	-1,7 %
Dont prestations jeune enfant	0,7 %	-0,8 %
Logement	0,7 %	2,0 %
Minima sociaux, aides à l'emploi	4,3 %	5,6 %
<b>Rapport 2011/2001</b>	19,3 %	34,6 %
Famille	12,3 %	7,5 %
Dont prestations jeune enfant	39,9 %	15,6 %
Logement	9,3 %	58,0 %
Minima sociaux, aides à l'emploi	49,6 %	56,4 %

Cette situation résulte notamment des améliorations substantielles apportées à la législation dans les Dom afin de la rapprocher de celle de la métropole, les mesures récentes portant sur les minima sociaux. La mise en place du Rsa dans les Dom est reportée à janvier 2011 (cf. encadré 11, tableau législatif à la fin du chapitre 8.1, chapitre 8.2).

Les dépenses dans les Dom atteignent 3,16 milliards d'euros en 2011. Elles représentent 4,9 % des prestations « métropole + Dom » depuis 2002 (contre 4,1 % en 2000). Elles ont été multipliées par 1,34 en euros constants depuis 2001, soit + 812 M€2011 (dont + 80 M€2011 pour les prestations Famille). En 2011, la progression en volume des dépenses est de – 1,7 % pour la Famille, de + 2,0 % pour le logement et de + 5,6 % pour les minima et autres aides (soit + 2,1 % pour l'ensemble).

### Encadré 11 : Législation DOM

• L'harmonisation du montant de l'Api avec celui de la métropole a été réalisée sur sept ans à compter de janvier 2001. Les dépenses d'Api (155,2 millions d'euros en 2010) ont été multipliées par 5,1 depuis 2000 en monnaie constante. Elles progressent de – 0,6 % en 2008, suite à l'application de la subsidiarité de l'Api sur l'Asf en année pleine, de + 4,9 % en 2009 et + 1 % en 2010.

• Depuis janvier 2002, le **montant du Rmi des Dom** est aligné sur celui de la métropole. Les dépenses du Rmi (745,6 millions d'euros) ont progressé de + 46 % depuis 2003 en monnaie constante (– 4,1 % en 2008).

• En janvier 2011, le **Rsa** est étendu aux Dom et remplace le Rmi et l'Api.

• Créé en 2001, réformé en 2005, le **revenu de solidarité** (Rso, 73,5 millions d'euros) progresse en volume de + 1,4 % en 2010.

• La réforme des prestations dans les Dom a également entraîné la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (Faso) qui y prenait en charge le coût du fonctionnement des cantines scolaires. Ce fonds a été remplacé, en janvier 1993, par la **prestation de restauration scolaire**<sup>41</sup> (Pars, 63,94 millions d'euros en 2010), versée par les Caf, et non plus par les communes comme c'était le cas pour le Faso (cf. TIPF 671).

## Progression de la part des Caf dans les dépenses tous régimes

• Pour l'ensemble des prestations directes Famille (métropole et Dom), la part des versements des Caf est passée de 72 % des dépenses de prestations en 1978 à 85 % en 1991, à 90 % en 1999 et à 96,6 % en 2011 (cf. T1PF 2132).

L'ensemble des agents relevant des offices et établissements publics de l'Etat ont été rattachés au régime général en 1991, la Banque de France et le Cea en 1994. Le transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des régimes spéciaux se poursuit :

- 1<sup>er</sup> juillet 2004 : La Poste ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2005 : France Telecom, fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
- 1<sup>er</sup> juillet 2005 : l'Education nationale<sup>42</sup>.

La Sncf, l'Edf-Gdf et la Ratp continuent à verser les prestations familiales, hors prestation logement pour l'Edf-Gdf et hors Afeama, Aged et Paje (sauf pour la Sncf qui verse la Paje à l'exception du Cmg).

En 2011, les **régimes spéciaux** (147 millions d'euros) représentent 0,4 % des prestations du Fnpf en métropole, les caisses de la **mutualité sociale agricole** 5,7 % (1 898 millions d'euros dont 1 121 millions pour le Fnpf).

## Remboursement de la dette sociale

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997, les prestations sont soumises à la contribution au remboursement de la dette sociale (Crds, taux de 0,5 %) : en sont exemptés l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée de base et les cotisations prises en charge au titre du complément mode de garde de la Paje, l'allocation de parent isolé, l'allocation d'éducation spéciale, la prime de déménagement, l'allocation aux adultes handicapés, les minima sociaux, les aides à l'emploi et les prêts. Les prestations de logement sont intégrées dans l'assiette du remboursement de la dette sociale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Les sommes sont reversées par la Cnaf à l'Acos qui les verse à la Cades (caisse d'amortissement de la dette sociale).

**Les dépenses de prestations qui figurent dans les tableaux sont les montants avant prélèvement de la Crds.** La Crds (au taux de 0,5 %) est appliquée à l'Alf dès février 1996, aux autres prestations à partir de janvier 1997 (y compris l'Ajpp, à l'exception des cotisations Cmg, de l'Aeeh, de l'Aah et des minima).

Le montant de la Crds prélevée pour le compte de l'Etat atteint 212,4 millions d'euros en 2011 (cf. T1PF 6841).

<sup>1</sup> Sauf exception, les comparaisons sont faites en volume, les séries étant calculées en monnaie constante 2011. On utilise les abréviations « Md€2011 » pour milliard d'euros 2011, « M€2011 » pour million d'euros 2011.

<sup>2</sup> Afin de faciliter les comparaisons, on calcule, à partir des dépenses estimées en euros constants 2011, soit des taux d'évolution (en %), soit des rapports. Il est peu fait référence à des taux d'évolution moyens annuels, ces derniers semblant minimiser les évolutions.

<sup>3</sup> Allocation de parent isolé, allocation aux adultes handicapés, revenu de solidarité active, revenu minimum d'insertion, revenu de solidarité versé dans les Dom, contrat d'insertion - revenu minimum d'activité, contrat avenir, prime de retour à l'emploi.

<sup>4</sup> Les chapitres 8.1 et 8.2 précisent l'ensemble des réformes depuis 1945 en métropole et dans les Dom. Les tableaux T1PF 3112-3122 à la fin du chapitre 8.1 retracent le coût des mesures intervenues depuis 1997.

<sup>5</sup> Cf. chapitre 10.

<sup>6</sup> Cf. brochure PF2003, pour l'analyse de l'évolution des dépenses de prestations jeune enfant entre 1993 et 2003.

<sup>7</sup> Depuis juillet 1997, les plafonds sont revalorisés comme les prix. Les plafonds de juillet 2007 ont été revalorisés au 1<sup>er</sup> juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006, selon le système en vigueur depuis 1997 : ils sont restés en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 (appliqués aux revenus 2006).

Les plafonds de janvier 2009 (appliqués aux ressources 2007) ont été revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007 (+ 1,5 %). Ce décalage de juillet 2008 à janvier 2009 permet aux Caf d'obtenir directement par les services des impôts le montant des revenus t-2 (revenus 2007 en janvier 2009) pour apprécier le niveau de ressources des allocataires.

Les plafonds 2007 et 2008 sont estimés en euros constants dans les tableaux statistiques en appliquant le coefficient de prix 2007. Ainsi, entre 2007 et 2008, le plafond de l'Ars est resté stable en euros constants, ceux du Cf et de la Paje ont progressé de + 0,8 % en moyenne annuelle (cf. T1PF 7325, 7351 et 7363).

Le plafond de l'Ars est resté stable entre juillet 2007 et juillet 2008. Pour les autres prestations sous CR, le plafond 2008 se situe au-dessus du plafond 2007 (moyenne entre les plafonds de juillet 2007 et de juillet 2008).

**Les plafonds 2010 sont estimés en euros constants en fonction des prix 2009.**

<sup>8</sup> Le rapport entre les dépenses et les effectifs moyens annuels (calculés à partir des données au 31 décembre) donne une estimation d'un montant moyen annuel (MM), qui inclut la variation de la durée de perception du Cf. Le rapport de ce montant moyen (MM) et de l'« effet démographique » permet de retrouver l'effet volume.

<sup>9</sup> Jusqu'en 1989, seuls les enfants (scolarisés) âgés de moins de 16 ans pouvaient ouvrir droit à l'Ars. En 1990, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de 16 à 18 ans.

Les dépenses d'Ars n'ont progressé :

- ni en 1999 (– 1,4 % en volume), alors que le droit à l'Ars a été ouvert pour la première fois à quelque 180 000 familles avec un seul enfant qui ne percevaient pas d'autres allocations des organismes débiteurs des prestations familiales ;

- ni en 2002 (– 1,6 % en volume), malgré l'attribution d'une allocation différentielle pour les 47 000 personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. Le coût de ces deux mesures est estimé à + 38,5 millions d'euros 2007 (T1PF 3112) : + 1,99 % point de croissance en 1999 et + 0,47 % point en 2002.

<sup>10</sup> La croissance des dépenses avait été fortement freinée, en 1987, par la mise en place du système permettant aux Caf de recouvrer les créances alimentaires impayées, lorsqu'elles versent l'Asf à titre d'avance aux enfants dont un des parents ne remplit pas son obligation alimentaire.

<sup>11</sup> Par ailleurs, en octobre 1991, un troisième complément de l'Aes est créé. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne pour s'occuper d'un enfant atteint d'un handicap justifiant de soins continus de haute technicité.

<sup>12</sup> L'Aes (allocation d'éducation spéciale) devient l'Aeesh.

<sup>13</sup> Les séries « d'effectifs » moyens annuels rectifiés (pour tenir compte de l'impact de la prise en compte des retours au foyer) sont disponibles depuis 2002 ; les effectifs pondérés par le barème le sont depuis 2006.

<sup>14</sup> Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an (cf. T1PF 3112).

<sup>15</sup> Jusqu'en décembre 2005, l'aide personnalisée au logement relevait du Fnh, l'Als du Fnal. L'Alf relève du Fnpf.

<sup>16</sup> Les barèmes logement ont été revalorisés en juin 2004 (avec effet rétroactif à juillet 2003), en septembre 2005 (sans effet rétroactif à juillet 2005) et en janvier 2007 (sans effet rétroactif à juillet 2006). Aucune revalorisation n'a eu lieu au titre de 2004.

<sup>17</sup> Cf. note 53 Dspa, 28 avril 2011, S. Cazain et I. Siguret.

<sup>18</sup> Source des données Caf : Cnaf Dser Chantal Salesses, « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2010 », page 97.

<sup>19</sup> Source des données Caf : Cnaf Dser Chantal Salesses, « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2011 », page 97.

<sup>20</sup> A compter du 1<sup>er</sup> février 1995, des mesures ont freiné la croissance de l'Apl et de l'Alf :

- l'avancement de la date de réduction ou de fin de droit à l'Apl et le report de la date du fait générateur ouvrant droit à l'Apl : cette réforme (applicable depuis 1982-1983 aux autres prestations) réduit de deux mois la durée effective de versement de l'Apl ;

- la réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'Alf ou à l'Apl.

Depuis 1996, la progression du nombre de bénéficiaires de l'Apl accession est freinée par le développement des prêts à taux zéro qui ouvrent droit à l'Alf et non à l'Apl.

Les évolutions de l'Alf et de l'Apl s'expliquent aussi par des flux importants de bénéficiaires qui entrent dans le champ de la prestation ou qui en sortent, et qui ont les uns par rapport aux autres des caractéristiques très différentes. Par exemple, les nouveaux bénéficiaires sont souvent des jeunes familles en cours de constitution mais qui paient des loyers supérieurs à la moyenne.

<sup>21</sup> Initialement destinée aux personnes âgées, aux infirmes et aux jeunes travailleurs, l'Als a progressivement été étendue dans certains cas de chômage (1986) aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (1988), à ceux de l'allocation d'insertion (1990), puis finalement à toutes les personnes exclues du bénéfice de l'Alf ou de celui de l'Apl. La généralisation sous seule condition de ressources a été réalisée en trois étapes : l'Île-de-France en 1991, les agglomérations de plus de 100 000 habitants en 1992, l'ensemble de la population en 1993.

<sup>22</sup> Incluse dans les dépenses d'Als.

<sup>23</sup> L'Alt a été créée en avril 1993.

<sup>24</sup> Ce prêt a pour objectif de financer des travaux au domicile des assistants maternels afin d'améliorer l'accueil, la santé ou la sécurité des enfants accueillis. Il est d'un montant maximum de 10 000 euros (au lieu de 1 067 euros pour les allocataires actuels) avec un échancier porté à 120 mois maximum (contre 36 mois). Le coût de la mesure devrait s'élever à 47,5 M€2010.

<sup>25</sup> Par ailleurs, – 8,5 millions d'indus, de créances ont été comptabilisés en 2010 au titre de l'Api en métropole.

<sup>26</sup> Cf. brochures antérieures pour l'évolution des dépenses d'Api et un encadré retraçant les quatre réformes de l'Api depuis 1997.

<sup>27</sup> Depuis 1984, l'allocation spécifique de solidarité est versée après la fin des droits au chômage.

<sup>28</sup> En janvier 2004, le **Cirma** ouvre droit à un contrat de travail à temps partiel à durée déterminée, assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi. Il garde son droit ouvert au Rmi. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion. En mars 2005, le Cirma est réformé. Le Cirma est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au **secteur marchand** (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Cnasea pour le compte de l'Etat, par le département ou son délégataire, selon l'allocation activée) reste égale au Rmi de base.

<sup>29</sup> 22,39 millions d'euros ont été versés en 2008 dans le cadre de l'expérimentation du Rsa dans trente-quatre départements.

<sup>30</sup> Sauf pour certains allocataires qui bénéficient de mesures d'intéressement.

<sup>31</sup> Source Cnaf Dser F. Mathieu, T. Van Wassenhove, M.-J. Robert, C. Salesses : « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2010 », page 137.

<sup>32</sup> Source Drees, études et résultats, n°744, novembre 2010, Les bénéficiaires du Rsa fin juin 2010, A. Périgord, S. Donné, F. Mathieu, page 3.

<sup>33</sup> Cf. encadré 1 du document cité à la note précédente.

<sup>34</sup> Cette prime de 1 000 euros est comptabilisée à part.

<sup>35</sup> En mars 2005, le **Cav** est créé. Il est destiné aux mêmes bénéficiaires que le Cirma, mais ne peut être conclu que dans le **secteur non marchand**. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.

<sup>36</sup> Sont éligibles au Rso les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi.

<sup>37</sup> Il est à noter qu'à partir de 2008, les tableaux statistiques présentent les plafonds de l'ensemble des prestations sous Cr estimés en monnaie constante à partir des prix (t-1) et non (t) afin de retracer une « progression » du plafond résultant de la prise en compte des revenus 2006 jusqu'à la fin de l'année 2008 et ensuite du décalage de deux ans des revenus (en 2011, revenus 2009, prix 2010 pour estimer le plafond en monnaie constante).

<sup>38</sup> A compter de 2010, les prévisions de dépenses de l'Aah et de ses compléments sont réalisées **en encaissements-décaissements (Ed)** et non plus en droits constatés, Dc). Il est à noter que les séries d'Aah de la brochure 2009 étaient en Ed. Cette solution a toutefois été abandonnée.

Un effet volume (en Ed ou en Dc) ne peut être calculé qu'à partir de 2010, les séries mensuelles en Ed étant affectées jusqu'en avril 2008 inclus par les Cap comptabilisées par la Cnaf et les Caf en décembre 2007.

<sup>39</sup> Créé en janvier 1993, le complément d'Aah était versé aux bénéficiaires de l'Aah à taux plein ou en complément d'un avantage vieillesse ou invalidité ou d'une rente accident du travail, ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives). Il est à noter que les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au Fnfp.

<sup>40</sup> On distingue quatre grands types de tutelle, pour lesquels le type d'indemnisation perçue par le tuteur varie (et dont la combinaison conduit à des cas mixtes) :

- . tutelles sociales familiales ;
- . tutelles individuelles uniquement Aah ;
- . tutelles civiles ou curatelles renforcées, relatives à l'ensemble des prestations (Fnfp, Aah, Rmi, Apl ou Als hors tiers payant) ; c'est le seul cas où les Caf n'interviennent pas du tout, l'indemnisation étant versée par l'Etat ;
- . tutelles individuelles uniquement Rmi.

A compter de 2009, la réforme de la protection juridique des majeurs devrait entraîner + 27 millions d'euros de dépenses à la charge de la Cnaf.

<sup>41</sup> La Pars est agrégée aux « autres prestations » du Fnfp dans la présentation de la Ccss et dans les tableaux de dépenses de la branche.

<sup>42</sup> Au 1<sup>er</sup> janvier 2010, les fonctionnaires travaillant à l'étranger.

Les tableaux insérés sont dans le fichier 9\_0\_ch2\_PF  
On accède directement au tableau inséré avec liaison en cliquant sur le tableau (mais le fichier ne doit pas être masqué sous excel).



**TIPF 20201111 : Prestations 2011 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)**

Prestations	Métropole		DOM (1)		Ensemble		Part CAF %
	Ts régimes	CAF	Ts régimes	CAF yc EA	Ts régimes	CAF	
<b>Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	16 739,18	16 046,39	872,45	856,57	17 611,64	16 902,96	96,0 %
Allocations familiales (AF)	11 895,00	11 384,75	536,85	525,29	12 431,85	11 910,04	95,8 %
Complément familial (CF)	1 611,24	1 536,27	38,87	38,67	1 650,11	1 574,94	95,4 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	1 406,52	1 345,42	83,19	82,16	1 489,71	1 427,58	95,8 %
Allocation de soutien familial (ASF)	1 086,62	1 066,95	180,33	177,67	1 266,95	1 244,63	98,2 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	683,23	658,09	32,58	32,22	715,80	690,31	96,4 %
AEEH de base	308,48	296,09	13,95	13,76	322,42	309,85	96,1 %
AEEH complément + majoration API	374,75	362,00	18,63	18,46	393,38	380,46	96,7 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	56,58	54,90	0,64	0,55	57,22	55,45	96,9 %
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>	12 452,12	12 010,28	264,50	264,45	12 716,62	12 274,74	96,5 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	12 451,44	12 009,60	264,45	264,44	12 715,88	12 274,04	96,5 %
PAJE naissance adoption	629,61	610,66	24,47	24,47	654,09	635,13	97,1 %
PAJE de base naissance adoption (AB)	4 134,12	3 998,47	164,25	164,24	4 298,37	4 162,71	96,8 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	2 086,76	2 012,11	30,57	30,57	2 117,33	2 042,68	96,5 %
PAJE CLCA rang 1	152,91	147,77	1,43	1,43	154,33	149,19	96,7 %
Taux plein	111,00	107,24	1,14	1,14	112,14	108,38	96,6 %
Taux partiel	41,91	40,53	0,29	0,29	42,20	40,82	96,7 %
PAJE CLCA rang 2	1 134,07	1 093,22	15,94	15,94	1 150,01	1 109,16	96,4 %
Taux plein	743,10	717,56	12,95	12,95	756,05	730,51	96,6 %
Taux partiel	390,97	375,67	2,98	2,98	393,96	378,65	96,1 %
PAJE CLCA rang 3 et plus	777,38	749,67	12,61	12,61	789,98	762,27	96,5 %
Taux plein	628,64	607,44	11,30	11,30	639,94	618,75	96,7 %
Taux partiel	148,74	142,23	1,30	1,30	150,04	143,53	95,7 %
PAJE COLCA rang 3 et plus	20,75	20,01	0,60	0,60	21,35	20,61	96,5 %
PAJE CLCA adoption	1,65	1,44	0,00	0,004	1,65	1,44	87,0 %
PAJE complément mode de garde (CMG)	5 600,94	5 388,36	45,16	45,16	5 646,10	5 433,52	96,2 %
PAJE CMG cotisations prises en charge	3 057,07	2 937,83	22,02	22,02	3 079,09	2 959,84	96,1 %
PAJE CMG rémunérations prises en charge	2 424,22	2 333,95	16,91	16,91	2 441,13	2 350,85	96,3 %
PAJE CMG via une association, une entreprise	119,65	116,59	6,23	6,23	125,88	122,82	97,6 %
PAJE CMG assistantes maternelles	5 214,76	5 009,96	39,71	39,71	5 254,47	5 049,68	96,1 %
Cotisations prises en charge	2 883,40	2 766,88	19,78	19,78	2 903,18	2 786,67	96,0 %
Rémunérations prises en charge	2 300,02	2 212,00	13,88	13,88	2 313,90	2 225,88	96,2 %
Recours à une association ou une entreprise	31,34	31,08	6,05	6,05	37,39	37,13	99,3 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]	261,58	256,88	4,19	4,19	265,77	261,07	98,2 %
Cotisations prises en charge	126,23	124,57	1,65	1,65	127,88	126,22	98,7 %
Rémunérations prises en charge	90,23	88,80	2,42	2,42	92,64	91,21	98,5 %
Recours à une association ou une entreprise	45,12	43,51	0,12	0,12	45,25	43,63	96,4 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]	124,60	121,52	1,25	1,25	125,86	122,77	97,6 %
Cotisations prises en charge	47,44	46,37	0,58	0,58	48,03	46,95	97,8 %
Rémunérations prises en charge	33,98	33,15	0,61	0,61	34,59	33,76	97,6 %
Recours à une association ou une entreprise	43,18	42,00	0,06	0,06	43,24	42,06	97,3 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)	0,43	0,43	-0,03	0,004	0,40	0,44	109,6 %
Allocation parentale d'éducation (APE)	0,00	0,00	0,09		0,09	0,00	2,3 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	0,09	0,08			0,09	0,08	97,8 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	0,16	0,16	0,01	0,008	0,17	0,17	99,1 %
Allocation d'adoption	0,00	0,00	-0,02	0,002	-0,01	0,00	
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>	376,41	355,18	4,50	4,50	380,90	359,67	94,4 %
Prestations hors métropole	5,40	3,56			5,40	3,56	65,9 %
Accords CEE	3,74	3,12			3,74	3,12	83,4 %
Allocation différentielle	31,08	31,07			31,08	31,07	100,0 %
Frais de tutelle	336,18	317,42	4,50	4,50	340,68	321,92	94,5 %
<b>Sous-total Famille</b>	29 567,71	28 411,85	1 141,45	1 125,52	30 709,16	29 537,37	96,2 %
<b>Logement</b>	15 820,73	15 301,36	657,54	657,54	16 478,27	15 958,90	96,8 %
ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus)	15 820,72	15 301,36	657,54	657,54	16 478,27	15 958,90	
Dont Accession	896,32	835,69	46,81	46,81	943,14	882,50	
Dont Location (sans foyers, sans ALT)	14 069,61	13 676,19	608,61	608,61	14 678,22	14 284,80	
Allocation logement familiale (ALF)	3 741,39	3 629,03	475,17	475,16	4 216,56	4 104,19	97,3 %
Accession	518,03	483,74	35,60	35,59	553,63	519,33	93,8 %
Location	3 219,55	3 141,55	439,46	439,45	3 659,01	3 581,00	97,9 %
Prime de déménagement familiale	3,81	3,75	0,11	0,11	3,92	3,86	98,5 %
Aide personnalisée au logement (APL)	7 144,15	6 915,96			7 144,15	6 915,96	96,8 %
Accession	297,08	276,19			297,08	276,19	93,0 %
Location	6 131,53	5 989,13			6 131,53	5 989,13	97,7 %
Foyer	680,72	616,21			680,72	616,21	
Prime de déménagement APL	3,41	3,37			3,41	3,37	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	31,41	31,06			31,41	31,06	

**TIPF 20201111 : Prestations 2011 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)**

Prestations	Métropole		DOM (1)		Ensemble		Part CAF %
	Ts régimes	CAF	Ts régimes	CAF yc EA	Ts régimes	CAF	
Allocation logement sociale (ALS)	4 825,85	4 647,04	181,40	181,40	5 007,25	4 828,43	96,4 %
Accession	81,21	75,76	11,22	11,22	92,43	86,98	94,1 %
dont étudiant	1,01	0,94	0,00	0,003	1,01	0,95	
Location	4 718,53	4 545,52	169,16	169,16	4 887,69	4 714,68	96,5 %
dont étudiant	1 171,15	1 128,21	11,31	11,31	1 182,46	1 139,52	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	26,11	25,75	1,02	1,02	27,13	26,77	
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	109,33	109,33	0,98	0,98	110,31	110,31	100,0 %
Aide aux organismes (ALT1)	74,38	74,38	0,98	0,98	75,36	75,36	
Accueil des gens du voyage (ALT2)	34,96	34,96			34,96	34,96	
Indus, créances, remises / créances, annulations créances							
<b>Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM</b>							
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)	0,005	0,005			0,005	0,005	
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>	15 662,31	15 292,22	1 362,25	1 362,26	17 024,56	16 654,47	97,8 %
Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS							
Allocation de parent isolé (API)	-1,91	-1,87	1,62	1,62	-0,29	-0,26	87,3 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement	-1,91	-1,87	1,62	1,62	-0,29	-0,26	
Prime forfaitaire d'intéressement API	0,00	0,004			0,00	0,004	
Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) en DC	6 965,12	6 761,87	257,96	257,96	7 223,09	7 019,83	97,2 %
AAH de base	6 648,21	6 452,54	252,71	252,71	6 900,92	6 705,25	97,2 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH	177,53	172,90	3,88	3,88	181,41	176,78	97,4 %
Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH)	139,38	136,42	1,38	1,38	140,76	137,80	97,9 %
Prime avril 2011 (DOM)							
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime, créances, indus)	8 661,66	8 501,04	1 016,92	1 016,92	9 678,58	9 517,96	98,3 %
Dont Etat	1 755,97	1 702,60	112,34	112,34	1 868,31	1 814,94	
Dont RSA activité	1 433,20	1 379,83	69,22	69,22	1 502,41	1 449,05	
Dont RSA activité hors RSA Jeunes	1 420,01	1 367,29	69,22	69,16	1 489,22	1 436,45	
Dont département	6 905,69	6 798,44	904,57	904,57	7 810,27	7 703,01	
RSA hors primes, divers	8 337,99	8 177,37	973,18	973,18	9 311,17	9 150,55	
RSA non majoré	7 150,49	6 995,62	853,10	853,10	8 003,59	7 848,72	
RSA socle non majoré (départements)	5 870,60	5 769,09	728,89	728,89	6 599,49	6 497,98	
RSA socle hors RSA Jeunes	5 858,46	5 757,39	728,76	728,76	6 587,22	6 486,15	
RSA Jeunes socle	12,14	11,70	0,13	0,13	12,27	11,83	
RSA activité non majoré (Etat)	1 279,89	1 226,53	62,13	62,13	1 342,02	1 288,66	
RSA activité hors RSA Jeunes	1 266,70	1 213,99	62,07	62,07	1 328,78	1 276,06	
RSA Jeunes activité	13,19	12,54		0,06	13,19	12,60	
RSA majoré	1 187,50	1 181,75	182,16	182,16	1 369,66	1 363,91	
RSA socle majoré (départements)	1 034,19	1 028,44	175,07	175,07	1 209,27	1 203,52	
RSA socle activité majoré (Etat)	153,31	153,31	7,09	7,09	160,39	160,39	
RSA divers	0,87	0,87	0,61	0,61	1,48	1,49	
Prime exceptionnelle 2 <sup>e</sup> trimestre 2009 PSA (Etat)	-0,03	-0,032	0,01	0,006	-0,03	-0,025	
Bonus local (département)	0,90	0,90	0,609	0,609	1,51	1,51	
Aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE, Etat)							
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)	322,80	322,80	43,12	43,12	365,92	365,92	
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	11,47	5,40	6,05	6,05	17,52	11,45	
RMI Etat prime de décembre	5,65				5,65		
RMI département	5,75	5,40	6,05	6,05	11,81	11,45	
Allocations (hors intéressement hors prime forfaitaire)	5,75	5,40	0,64	0,64	6,39	6,04	
Prime forfaitaire d'intéressement			5,41	5,41	5,41	5,41	
RMI prime département (compta. quand délégation CAF)							
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)	25,96	25,78	79,71	79,71	105,67	105,65	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)	2,15	2,15	0,00	0,00	2,15	2,15	
Contrat d'avenir (CAV)	22,86	22,86	0,01	0,01	22,86	22,86	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)	0,57	0,57	7,07	7,07	7,64	7,64	
Prime exceptionnelle ARS (Etat)	0,21	0,02	0,00	0,00	0,20	0,02	
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)	0,19	0,19		0,00	0,19	0,19	
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)		-0,02	72,63	72,63	72,63	72,61	100,0 %
<b>Prestations légales directes</b>	61 050,75	59 005,43	3 161,24	3 145,32	<b>64 212,00</b>	62 150,74	96,8 %
dont prestations FNPF	33 309,10	32 040,88	1 616,61	1 600,68	34 925,72	33 641,56	96,3 %
dont prestations hors FNPF	27 741,65	26 964,55	1 544,63	1 544,63	29 286,28	28 509,18	97,3 %
dont indus (hors indus RSA qui sont intégrés aux dépenses)	57,52	56,81	1,02	1,02	58,54	57,84	
<b>Transferts, P. ou cotisations financées mais non servies par la CNAF</b>					<b>9 086,66</b>	8 801,42	Cf. T1PF 421
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF), yc solde des régularisations					4 431,76	4 292,64	96,9 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)					4 380,69	4 243,17	96,9 %
Congé de paternité + divers					274,22	265,61	96,9 %
<b>Ensemble</b>					<b>73 298,66</b>	70 952,16	96,8 %
dont prestations FNPF					44 012,38	42 442,98	

(1) Les dépenses des collectivités locales DOM (hors CAF) s'élèvent à 20,02 millions d'euros.

**T1PF 20201112 : Prestations métropole 2011 en droits constatés selon le régime en euros**

Prestations en métropole en millions d'euros	CAF métropole	Régimes spéciaux hors CAF	Régimes agricoles	Total métropole	Part CAF (%)
<b>Sous-total 1 : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	16 046,39	111,54	581,25	16 739,18	95,9 %
Allocations familiales (AF)	11 384,75	90,39	419,86	11 895,00	95,7 %
Complément familial (CF)	1 536,27	7,84	67,13	1 611,24	95,3 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	1 345,42	4,69	56,40	1 406,52	95,7 %
Allocation de soutien familial (ASF)	1 066,95	3,46	16,21	1 086,62	98,2 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	658,09	4,88	20,26	683,23	96,3 %
AEEH de base	296,09	2,25	10,13	308,48	96,0 %
AEEH complément + majoration API	362,00	2,62	10,12	374,75	96,6 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	54,90	0,29	1,39	56,58	97,0 %
Dont complément de déplacement AJPP	2,07	0,01	0,03	2,10	
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>	12 010,28	33,05	408,79	12 452,12	
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	12 009,60	33,05	408,78	12 451,44	96,5 %
PAJE naissance adoption	610,66	2,71	16,24	629,61	97,0 %
PAJE de base naissance adoption (AB)	3 998,47	18,96	116,69	4 134,12	96,7 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	2 012,11	11,38	63,27	2 086,76	96,4 %
<i>Taux plein</i>	1 453,10	6,24	45,13	1 504,47	96,6 %
<i>Taux partiel</i>	559,01	5,14	18,14	582,29	96,0 %
PAJE CLCA rang 1	147,77	1,04	4,10	152,91	96,6 %
Taux plein	107,24	0,61	3,15	111,00	96,6 %
Taux partiel	40,53	0,42	0,95	41,91	96,7 %
PAJE CLCA rang 2	1 093,22	6,99	33,86	1 134,07	96,4 %
Taux plein	717,56	3,41	22,13	743,10	96,6 %
Taux partiel	375,67	3,58	11,73	390,97	96,1 %
PAJE CLCA rang 3 et plus	749,67	3,21	24,50	777,38	96,4 %
Taux plein	607,44	2,10	19,10	628,64	96,6 %
Taux partiel	142,23	1,12	5,39	148,74	95,6 %
PAJE COLCA rang 3 et plus	20,01	0,09	0,65	20,75	96,4 %
PAJE CLCA adoption	1,44	0,05	0,17	1,65	86,9 %
Taux plein	0,85	0,03	0,10	0,98	86,4 %
Taux partiel	0,59	0,02	0,06	0,67	87,7 %
PAJE complément mode de garde (CMG)	5 388,36		212,58	5 600,94	96,2 %
<i>PAJE CMG cotisations prises en charge</i>	2 937,83		119,25	3 057,07	96,1 %
<i>PAJE CMG rémunérations prises en charge</i>	2 333,95		90,28	2 424,22	96,3 %
<i>PAJE CMG via une association, une entreprise</i>	116,59		3,06	119,65	97,4 %
PAJE CMG assistantes maternelles	5 009,96		204,79	5 214,76	96,1 %
Cotisations prises en charge	2 766,88		116,52	2 883,40	96,0 %
Rémunérations prises en charge	2 212,00		88,02	2 300,02	96,2 %
Recours à une association ou une entreprise	31,08		0,26	31,34	99,2 %
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]	256,88		4,70	261,58	98,2 %
Cotisations prises en charge	124,57		1,66	126,23	98,7 %
Rémunérations prises en charge	88,80		1,43	90,23	
Recours à une association ou une entreprise	43,51		1,61	45,12	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]	121,52		3,08	124,60	97,5 %
Cotisations prises en charge	46,37		1,07	47,44	97,7 %
Rémunérations prises en charge + aides	33,15		0,83	33,98	97,6 %
Recours à une association ou une entreprise	42,00		1,18	43,18	
Allocation pour jeune enfant (APJE)	0,43	0,00		0,43	100,2 %
APJE courte	0,08			0,08	100,0 %
APJE longue	0,35	0,00	-0,0021	0,35	100,9 %
Allocation parentale d'éducation (APE)	0,002			0,002	100,0 %
APE aux familles de 2 enfants	-0,001			-0,001	100,0 %
APE aux familles de 3 enfants et plus	0,003			0,003	100,0 %
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	0,08		0,00	0,09	97,8 %
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	0,16		0,00	0,16	99,0 %
AFEAMA de base	0,15		0,00	0,15	99,5 %
Majoration d'AFEAMA	0,01		0,00	0,02	94,5 %
Allocation d'adoption	0,002			0,002	100,0 %
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>	355,18	0,07	21,16	376,41	94,4 %
Prestations conventions internationales	3,56	0,00	1,84	5,40	65,9 %
Accords UE	3,12	0,06	0,560	3,74	83,4 %
Allocation différentielle	31,07		0,01	31,08	100,0 %
Frais de tutelle	317,42	0,00	18,75	336,18	94,4 %
<b>Sous-total Famille</b>	28 411,85	144,66	1 011,20	29 567,71	96,1 %

**TIPF 20201112 : Prestations métropole 2011 en droits constatés selon le régime en euros**

Prestations en métropole en millions d'euros	CAF métropole	Régimes spéciaux hors CAF	Régimes agricoles	Total métropole	Part CAF (%)
<b>Logement</b>	15 301,36	2,30	517,07	15 820,73	96,7 %
ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus)	15 301,36	2,30	517,07	15 820,72	
Dont Accession	835,69	0,70	59,94	896,32	
Dont Location (sans foyers, ALT)	13 676,19	1,59	391,83	14 069,61	
Allocation logement familiale (ALF)	3 629,03	2,30	110,07	3 741,39	97,0 %
Accession	483,74	0,70	33,59	518,03	93,4 %
Location	3 141,55	1,59	76,42	3 219,55	97,6 %
Prime de déménagement familiale	3,75	0,01	0,05	3,81	98,4 %
Aide personnalisée au logement (APL)	6 915,96		228,19	7 144,15	96,8 %
Accession	276,19		20,89	297,08	93,0 %
Location	5 989,13		142,40	6 131,53	97,7 %
Foyer	616,21		64,50	680,72	90,5 %
Prime de déménagement APL	3,37		0,04	3,41	98,8 %
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	31,06		0,35	31,41	
Allocation logement sociale (ALS)	4 647,04		178,81	4 825,85	96,3 %
Accession	75,76		5,45	81,21	93,3 %
Location	4 545,52		173,01	4 718,53	96,3 %
Prime de déménagement sociale					
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	109,33			109,33	100,0 %
<b>Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM</b>					
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)	0,005			0,00	
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>	15 292,22		370,09	15 662,31	97,6 %
Allocation de parent isolé (API)	-1,87		-0,04	-1,91	98,1 %
API hors prime forfaitaire d'intéressement	-1,87		-0,03	-1,91	
Prime forfaitaire d'intéressement API	0,00		-0,01	0,00	
Allocation adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH) en DC	6 761,87		203,26	6 965,12	97,1 %
AAH de base	6 452,54		195,67	6 648,21	97,1 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH	172,90		4,63	177,53	97,4 %
Complément de ressources personnes handicapées (GRPH - AAH)	136,42		2,96	139,38	97,9 %
Prime avril 2011 (DOM)					
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime, <u>créances, indus</u> )	8 501,04		160,62	8 661,66	98,1 %
Dont Etat	1 702,60		53,36	1 755,97	
Dont RSA activité	1 379,83		53,36	1 433,20	
Dont RSA activité hors RSA Jeunes	1 367,29		52,72	1 420,01	
Dont département	6 798,44		107,26	6 905,69	
RSA hors primes, divers	8 177,37		160,62	8 337,99	
RSA non majoré	6 995,62		154,87	7 150,49 e	
RSA socle (départements)	5 769,09		101,51	5 870,60 e	
RSA socle hors RSA Jeunes	5 757,39		101,07	5 858,46 e	
RSA Jeunes socle	11,70		0,44	12,14 e	
RSA activité (Etat)	1 226,53		53,36	1 279,89 e	
RSA activité hors RSA Jeunes	1 213,99		52,72	1 266,70 e	
RSA Jeunes activité	12,54		0,65	13,19 e	
RSA majoré	1 181,75		5,75	1 187,50 e	
RSA socle majoré (départements)	1 028,44		5,75	1 034,19 e	
RSA socle activité majoré (Etat)	153,31			153,31 e	
RSA divers	0,87		-0,002	0,87	
Prime exceptionnelle 2 <sup>e</sup> trimestre 2009 PSA (Etat)	-0,03		-0,001	-0,03	
Bonus local (département)	0,90		-0,001	0,90	
Aide personnalisée de retour à l'emploi (APRE, Etat)					
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)	322,80			322,80	
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	5,40		6,07	11,47	
RMI Etat prime de décembre			5,65	5,65	
RMI département	5,40		0,35	5,75	
Allocations (hors intéressement hors prime forfaitaire)	5,40		0,35	5,75	
Prime forfaitaire d'intéressement					
RMI prime département (compta. quand délégation CAF)					
Indus, créances, remises / créances, annulations créances			0,07		
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)	25,78		0,18	25,96	
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)	2,15			2,15	
Contrat d'avenir (CAV)	22,86			22,86	
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)	0,57			0,57	
Prime exceptionnelle ARS (Etat)	0,02		0,18	0,21	
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)	0,19			0,19	
<b>Prestations légales directes (A) y compris créances, indus</b>	<b>59 005,43</b>	<b>146,96</b>	<b>1 898,37</b>	<b>61 050,75</b>	<b>96,6 %</b>
dont prestations FNPF	32 040,88	146,96	1 121,27	33 309,10	96,2 %
dont prestations hors FNPF	26 964,55		777,10	27 741,65	97,2 %

**TIPF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants**

Les données disponibles prennent en compte les indus, créances, frais de tutelle RMI. (Avant 2003, il s'agit d'estimations.)

En millions d'euros	1950	1960	1970	1971	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	<b>263</b>	<b>897</b>	<b>2 004</b>	<b>2 162</b>	<b>7 680</b>	<b>12 231,4</b>	<b>14 948,3</b>	<b>15 083,61</b>	<b>15 285,97</b>	<b>15 526,24</b>	<b>15 830,98</b>	<b>16 198,61</b>	<b>16 558,60</b>	<b>16 815,51</b>	<b>17 109,48</b>	<b>17 293,98</b>	<b>17 636,23</b>	<b>17 471,87</b>	<b>17 611,64</b>
Allocations familiales (AF)	263	897	2 002	2 140	4 888	9 781,8	10 906,6	10 954,24	11 086,18	11 257,74	11 447,49	11 698,56	11 951,65	12 121,84	12 299,93	12 342,29	12 534,77	12 366,62	12 431,85
Complément familial (CF)					2 259	1 355,4	1 589,2	1 534,95	1 565,88	1 554,57	1 556,29	1 574,63	1 594,95	1 596,91	1 585,41	1 595,43	1 629,31	1 631,88	1 650,11
Allocation de rentrée scolaire (ARS)					165	308,9	1 313,5	1 369,39	1 351,25	1 353,06	1 338,44	1 370,28	1 381,09	1 389,83	1 381,10	1 487,14	1 494,66	1 489,20	1 489,71
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				19	293	588,6	745,0	896,38	927,18	955,44	992,07	1 027,82	1 070,85	1 099,44	1 181,31	1 173,20	1 256,80	1 252,70	1 266,95
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			3	3	75	196,8	268,4	328,62	349,95	387,57	468,10	492,37	520,74	567,88	608,10	644,42	670,47	679,73	715,80
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)									5,53	17,87	28,58	34,95	39,31	39,60	53,63	51,49	50,22	51,73	57,22
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>						<b>3 909,8</b>	<b>5 279,1</b>	<b>7 382,35</b>	<b>7 711,23</b>	<b>7 999,41</b>	<b>8 134,79</b>	<b>8 647,77</b>	<b>9 494,24</b>	<b>10 440,59</b>	<b>10 911,35</b>	<b>11 575,82</b>	<b>12 102,18</b>	<b>12 379,25</b>	<b>12 716,62</b>
<b>Dont entretien</b> (yc 29 à 30 % de l'Ape = Ape virtuelle)						3 221,1	3 394,9	3 593,88	3 678,09	3 722,39	3 730,47	3 940,62	4 187,01	4 486,09	4 624,82	4 751,23	4 889,99	4 905,55	4 952,87
<b>Dont frais de garde à l'extérieur du foyer</b>							861,6	1 694,95	1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 394,51	2 866,55	3 461,54	3 741,40	4 265,94	4 611,98	4 929,61	5 254,64
<b>Dont frais de garde à domicile</b>						39,2	142,8	134,60	128,94	115,50	113,32	124,59	172,50	208,29	246,72	301,87	342,06	369,16	391,71
<b>Dont compensation d'un arrêt de l'activité</b> (- 29 à 30 % Ape)						649,6	879,8	1 958,92	2 032,76	2 096,52	2 122,89	2 188,04	2 268,17	2 284,66	2 298,41	2 256,78	2 258,15	2 174,94	2 117,40
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)												1 809,26	5 228,88	8 817,74	10 592,78	11 420,20	12 050,86	12 380,40	12 715,88
PAJE naissance adoption												585,72	590,88	619,76	619,98	638,27	654,43	658,46	654,09
PAJE de base naissance adoption (AB)												754,43	2 138,71	3 445,74	4 003,05	4 112,29	4 233,65	4 246,48	4 298,37
PAJE complément (optionnel) libre choix activité												290,30	1 169,64	1 975,14	2 299,18	2 256,45	2 258,06	2 174,91	2 117,33
Taux plein												242,84	932,60	1 536,76	1 760,01	1 707,10	1 686,64	1 600,65	1 530,46
Taux partiel												47,46	237,04	438,38	539,17	549,35	571,42	574,26	586,87
PAJE complément mode de garde (CMG)												178,81	1 329,64	2 777,11	3 670,57	4 413,20	4 904,72	5 300,55	5 646,10
PAJE CMG cotisations prises en charge												81,62	727,20	1 474,04	1 975,98	2 437,76	2 673,55	2 896,84	3 079,09
PAJE CMG rémunérations prises en charge												97,16	601,57	1 299,58	1 684,12	1 953,28	2 176,05	2 313,83	2 441,13
PAJE CMG via association, entreprise												0,04	0,87	3,49	10,48	22,16	55,11	89,87	125,88
PAJE CMG assistantes maternelles												169,65	1 255,08	2 623,20	3 455,11	4 128,35	4 569,31	4 931,50	5 254,47
Cotisations prises en charge												77,08	682,02	1 383,21	1 856,60	2 281,24	2 505,74	2 719,76	2 903,18
Rémunérations prises en charge												92,53	572,20	1 236,51	1 598,76	1 843,21	2 057,10	2 191,10	2 313,90
Recours association, entreprise												0,04	0,87	3,48	-0,25	3,91	6,48	20,64	37,39
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]												9,15	74,44	153,56	198,89	234,56	247,61	253,60	265,77
Cotisations prises en charge												4,53	45,12	90,63	111,33	130,86	127,21	128,24	127,88
Rémunérations prises en charge												4,62	29,32	62,93	76,83	85,45	89,99	88,70	92,64
Recours association, entreprise												0,00	0,00	0,01	10,73	18,25	30,41	36,66	45,25
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]												0,01	0,12	0,34	16,57	50,28	87,79	115,45	125,86
Cotisations prises en charge												0,01	0,07	0,19	8,05	25,66	40,61	48,85	48,03
Rémunérations prises en charge												0,01	0,05	0,15	8,53	24,62	28,96	34,04	34,59
Recours à une association ou une entreprise																	18,22		
Allocation pour jeune enfant (APJE)						2 960,5	3 027,8	2 749,65	2 802,56	2 819,43	2 815,62	1 782,86	986,00	287,92	2,08	0,51	1,81	0,58	0,40
Allocation parentale d'éducation (APE)						910,2	1 245,5	2 799,69	2 904,96	2 996,10	3 033,62	2 712,15	1 569,06	442,10	-1,11	0,46	0,12	0,04	0,09
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)						39,2	142,8	134,60	128,94	115,50	113,32	115,43	97,95	54,39	31,26	17,03	6,66	0,11	0,09
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée							861,6	1 694,95	1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 224,86	1 611,47	838,34	286,29	137,58	42,66	-1,89	0,17
Allocation d'adoption (AAD)							1,4	3,47	3,33	3,38	4,11	3,22	0,89	0,10	0,05	0,04	0,06	0,01	-0,01
<b>Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures</b>	<b>282</b>	<b>568</b>	<b>822</b>	<b>865</b>	<b>730</b>	<b>1,3</b>	<b>5,6</b>												
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>	<b>9</b>	<b>25</b>	<b>39</b>	<b>42</b>	<b>109</b>	<b>156,1</b>	<b>180,8</b>	<b>202,37</b>	<b>206,02</b>	<b>210,75</b>	<b>220,16</b>	<b>231,33</b>	<b>233,70</b>	<b>246,46</b>	<b>251,95</b>	<b>250,76</b>	<b>346,03</b>	<b>358,05</b>	<b>380,90</b>
Prestations hors métropole	5	14	37	39	77	47,3	29,4	23,33	17,16	14,72	12,66	10,20	9,69	7,87	6,50	5,88	6,40	5,21	5,40
Accords CEE					6	2,9			3,41	2,69	3,64	4,17	4,21	4,43	4,70	5,47	5,21	4,73	3,74
Allocation différentielle					4	25,5	26,2	17,90	17,87	19,86	21,50	22,45	18,63	18,31	19,14	19,17	17,50	17,69	31,08
Frais de tutelle		0,4	2	3	22	80,5	125,2	161,14	167,58	173,48	182,37	194,50	201,17	215,84	221,61	220,25	316,92	330,22	340,68
<b>Sous-total Famille</b>	<b>554</b>	<b>1 491</b>	<b>2 866</b>	<b>3 068</b>	<b>8 519</b>	<b>16 298,7</b>	<b>20 413,8</b>	<b>22 668,33</b>	<b>23 203,21</b>	<b>23 736,41</b>	<b>24 185,92</b>	<b>25 077,70</b>	<b>26 286,54</b>	<b>27 502,56</b>	<b>28 272,78</b>	<b>29 120,56</b>	<b>30 084,44</b>	<b>30 209,18</b>	<b>30 709,16</b>
<b>Logement</b>	<b>0,4</b>	<b>84</b>	<b>415</b>	<b>436</b>	<b>1 954</b>	<b>7 558,0</b>	<b>10 919,9</b>	<b>12 381,12</b>	<b>12 796,44</b>	<b>13 439,39</b>	<b>13 401,35</b>	<b>14 015,19</b>	<b>13 917,64</b>	<b>14 250,23</b>	<b>14 349,52</b>	<b>15 389,69</b>	<b>15 772,10</b>	<b>16 038,70</b>	<b>16 478,27</b>
ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus)	0,4	84	414	435	1 899	7 549,5	10 919,9	12 382,79	12 800,74	13 443,54	13 406,08	14 019,29	13 919,94	14 235,20	14 325,07	15 383,64	15 772,52	16 041,65	16 478,27
Allocation logement familiale (ALF)	0,4	84	414	435	1 149	1 870,6	2 350,5	2 819,00	3 042,60	3 228,28	3 266,85	3 473,20	3 495,20	3 615,58	3 672,15	3 951,50	4 098,76	4 151,15	4 216,56
Accession	0,4	82	406	427	1 120	1 865,9	2 347,1	2 815,18	3 038,95	3 224,93	3 263,63	609,04	580,71	579,21	553,14	539,29	579,94	557,70	553,63
Location												2 860,85	2 910,98	3 032,82	3 115,30	3 408,25	3 514,68	3 589,81	3 659,01
Prime de déménagement familiale	0	2	9	9	29	4,7	3,4	3,82	3,65	3,36	3,23	3,32	3,50	3,55	3,70	3,96	4,15	3,64	3,92

En millions d'euros	1950	1960	1970	1971	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Aide personnalisée au logement (APL)					218	4 237,4	5 483,7	5 985,06	5 966,30	6 172,28	6 076,55	6 268,30	6 171,67	6 235,20	6 203,05	6 573,92	6 719,06	6 868,17	7 144,15
Accession													496,31	429,85	362,92	351,99	322,85	296,36	297,08
Location					203	4 202,7	5 440,9	5 938,91	5 920,69	6 125,58	6 032,17	6 221,31	5 088,31	5 206,50	5 225,07	5 575,82	5 723,74	5 864,94	6 131,53
Foyer													535,68	553,68	566,82	603,64	628,56	655,75	680,72
Prime de déménagement du FNH					14	4,7	4,0	3,81	3,39	3,03	2,75	2,64	2,61	2,83	2,84	2,99	3,30	3,47	3,41
Allocation logement sociale (ALS)					531	1 441,4	3 066,0	3 527,97	3 735,75	3 972,44	3 980,30	4 198,75	4 168,26	4 299,72	4 359,10	4 763,84	4 850,07	4 914,13	5 007,25
Accession													90,80	85,81	86,18	87,32	90,44	92,19	92,43
dont étudiant													3,05	4,19	7,73	1,85	1,80	1,47	1,38
Location					522	1 432,6	3 047,2	3 506,26	3 712,76	3 947,99	3 951,77	4 076,28	4 032,31	4 180,18	4 238,36	4 644,68	4 726,57	4 792,90	4 887,69
dont étudiant													944,19	899,50	941,18	1 017,91	1 078,99	1 144,89	1 182,46
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)							19,7	50,76	56,10	70,54	82,37	79,03	84,81	84,71	90,78	94,37	104,63	108,21	110,31
Aide aux organismes							19,7	50,76	56,09	70,53	82,37	79,02	74,94	73,92	74,16	71,54	76,17	75,20	75,36
Accueil des gens du voyage													9,83	10,76	16,58	22,83	28,46	33,01	34,96
Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM		0,2	0,3	0,3	5	-1,1		-1,68	-4,30	-4,15	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22	-3,14	-2,16	-0,82	-3,30	
Prêts amélioration de l'habitat (solde PAH hors AM)		0,2	0,3	0,3	5	-1,1		-1,68	-4,30	-4,15	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22	-3,14	-2,16	-0,82	-4,19	
PAH assistant(e)s maternel(le)s (solde PAH AM)																		0,89	
Intérêts des prêts jeunes avenir																		0,34	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)														19,25	27,59	8,08	0,14	0,01	0,00
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>					971	4 588,5	7 117,5	9 426,68	9 656,23	10 196,71	10 603,43	11 450,32	12 155,22	12 847,18	13 361,80	13 557,47	16 013,62	16 001,23	17 024,56
Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS					971	4 588,5	7 117,5	9 426,68	9 656,23	10 196,71	10 603,43	11 450,32	12 155,22	12 847,18	13 361,80	13 557,47	15 551,89	16 000,99	17 024,36
Allocation de parent isolé (API)					167	625,7	732,3	722,35	753,65	795,79	833,16	899,71	971,73	1 064,15	1 075,26	1 024,34	543,80	146,67	-0,29
Al. aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH, en EC depuis 2007)					804	2 391,5	3 136,6	4 028,25	4 237,54	4 430,47	4 577,07	4 811,66	5 031,85	5 230,44	5 505,39	5 761,49	6 193,05	6 633,65	7 223,09
AAH de base					804	2 391,5	3 033,1	3 873,01	4 073,49	4 257,83	4 397,72	4 621,87	4 821,80	4 952,51	5 221,31	5 475,82	5 889,10	6 323,35	6 900,92
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH							103,5	155,25	164,05	172,64	179,35	189,79	192,50	149,08	161,75	162,58	173,62	175,10	181,41
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)													17,56	128,86	122,32	123,09	130,33	133,75	140,76
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																	5 394,64	8 284,59	9 678,58
RSA hors primes, divers																	4 208,78	7 959,83	9 311,17
RSA non majoré																		3 528,80	6 769,36
RSA socle non majoré (départements)																		2 998,58	5 593,87
RSA socle hors RSA Jeunes																		2 998,58	5 591,64
RSA Jeunes socle																			12,27
RSA activité non majoré (Etat)																	530,22	1 175,50	1 342,02
RSA activité hors RSA Jeunes																	530,22	1 173,70	1 328,78
RSA Jeunes activité																		1,80	13,19
RSA majoré																		679,98	1 190,47
RSA socle majoré (départements)																		594,85	1 033,84
RSA socle activité majoré (Etat)																		85,13	156,63
RSA divers																		893,98	10,47
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																		291,88	314,29
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)						1 563,6	3 248,5	4 672,83	4 661,86	4 937,52	5 155,58	5 701,04	6 088,49	6 309,91	6 289,86	6 277,82	3 050,53	765,70	17,52
RMI Etat prime de décembre													275,79	289,17	283,56	279,97	364,26	45,27	49,21
RMI département						1 528,3	3 175,2	4 567,40	4 556,68	4 826,12	5 020,94	5 296,62	5 648,82	5 852,48	5 790,68	5 655,22	2 813,60	716,37	11,81
Prime forfaitaire d'intéressement														0,00	181,75	257,15	124,57	21,84	5,41
Indus, créances, remises / créances, annulations créances						32,0	66,5	95,66	95,43	101,08	125,39	116,71	137,96	160,94	203,35	241,11	191,66		
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)						7,8		3,25	3,19	32,94	37,62	37,91	63,15	242,67	491,29	493,82	831,61	170,62	105,67
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)												1,12	8,13	27,81	44,03	39,43	26,54	10,75	2,15
Contrat d'avenir (CAV)													4,55	87,66	145,78	126,08	107,02	51,39	22,86
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)														71,25	238,52	236,84	144,50	25,90	7,64
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																	461,73	0,24	0,20
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)										31,74	37,55	36,75	50,47	55,95	62,44	68,74	71,38	73,45	72,63
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)																			
<b>Prestations légales directes</b>	<b>555</b>	<b>1 575</b>	<b>3 281</b>	<b>3 504</b>	<b>11 444</b>	<b>28 445,2</b>	<b>38 451,2</b>	<b>44 476,13</b>	<b>45 655,88</b>	<b>47 372,51</b>	<b>48 190,70</b>	<b>50 543,21</b>	<b>52 359,40</b>	<b>54 599,97</b>	<b>55 984,10</b>	<b>58 067,71</b>	<b>61 870,16</b>	<b>62 249,10</b>	<b>64 212,00</b>
dont prestations FNPF (hors API, AAH sur toute la période)	555	1 575	3 281	3 504	9 709	18 173,1	22 760,4	25 481,84	26 238,12	26 957,51	27 445,29	28 544,17	29 776,83	31 111,09	31 938,94	33 073,98	34 186,79	34 361,00	34 929,64
dont prestations hors FNPF + API + AAH					1 734	10 272,1	15 690,8	18 994,29	19 417,77	20 415,00	20 745,41	21 999,04	22 582,57	23 488,88	24 045,16	24 997,69	27 683,37	27 888,10	29 282,35
dont indus (hors indus RSA en 2010)					5	74,1	130,96	169,49	170,39	179,53	204,81	204,66	250,00	251,17	306,75	344,72	276,34	76,69	58,54



**TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants**

En millions d'euros 2011	1950	1951	1960	1970	1971	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	4 436	5 006	8 626	12 974	13 261	19 784	17 162	18 929	18 056,0	18 015,9	17 986,9	17 998,7	18 113,4	18 199,6	18 171,5	18 221,7	17 917,0	18 260,8	17 830,8	17 611,6
Allocations familiales (AF)	4 436	5 006	8 626	12 957	13 127	12 591	13 725	13 811	13 112,9	13 066,1	13 041,9	13 015,0	13 081,4	13 136,1	13 099,3	13 099,5	12 786,9	12 978,6	12 620,6	12 431,9
Complément familial (CF)						5 820	1 902	2 012	1 837,4	1 845,5	1 800,9	1 769,4	1 760,8	1 753,0	1 725,7	1 688,5	1 652,9	1 687,0	1 665,4	1 650,1
Allocation de rentrée scolaire (ARS)						425	433	1 663	1 639,2	1 592,6	1 567,5	1 521,7	1 532,3	1 518,0	1 501,9	1 470,9	1 540,7	1 547,6	1 519,8	1 489,7
Allocation de soutien familial (AO-ASF)					116	756	826	943	1 073,0	1 092,8	1 106,9	1 127,9	1 149,3	1 177,0	1 188,1	1 258,1	1 215,5	1 301,3	1 278,4	1 266,9
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)				17	18	192	276	340	393,4	412,5	449,0	532,2	550,6	572,4	613,7	647,6	667,6	694,2	693,7	715,8
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)										6,5	20,7	32,5	39,1	43,2	42,8	57,1	53,3	52,0	52,8	57,2
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>							5 486	6 685	8 837,1	9 088,4	9 267,2	9 248,7	9 670,0	10 435,1	11 282,5	11 620,6	11 992,9	12 530,7	12 633,5	12 716,6
<b>Dont entretien</b> (yc 29 à 30 % de l'Ape = Ape virtuelle)							4 519	4 299	4 302,1	4 335,0	4 312,3	4 241,3	4 406,4	4 601,9	4 847,8	4 925,5	4 922,4	5 063,2	5 006,3	4 952,9
<b>Dont frais de garde à l'extérieur du foyer</b>								1 091	2 029,0	2 205,7	2 392,3	2 465,0	2 677,6	3 150,6	3 740,7	3 984,6	4 419,6	4 775,3	5 030,9	5 254,6
<b>Dont frais de garde à domicile</b>							55	181	161,1	152,0	133,8	128,8	139,3	189,6	225,1	262,8	312,7	354,2	376,7	391,7
<b>Dont compensation d'un arrêt de l'activité</b> (- 29 à 30 % Ape)							911	1 114	2 345,0	2 395,8	2 428,8	2 413,6	2 446,7	2 492,9	2 468,9	2 447,8	2 338,1	2 338,1	2 219,6	2 117,4
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)													2 023,1	5 747,1	9 528,8	11 281,4	11 831,6	12 477,6	12 634,7	12 715,9
PAJE naissance adoption													655,0	649,4	669,7	661,3	677,6	672,0	654,1	
PAJE de base naissance adoption (AB)													843,6	2 350,7	3 723,6	4 263,3	4 260,4	4 383,6	4 333,7	4 298,4
PAJE complément (optionnel) libre choix activité													324,6	1 285,5	2 134,4	2 448,6	2 337,7	2 338,0	2 219,6	2 117,3
Taux plein													271,6	1 025,0	1 660,7	1 874,4	1 768,6	1 746,4	1 633,5	1 530,5
Taux partiel													53,1	260,5	473,7	574,2	569,1	591,7	586,1	586,9
PAJE CLCA rang 1													66,5	149,5	161,7	158,4	159,0	171,3	162,2	154,3
Taux plein													52,6	112,4	121,6	120,3	120,2	129,2	120,2	112,1
Taux partiel													13,8	37,1	40,1	38,1	38,7	42,1	42,0	42,2
PAJE CLCA rang 2													156,2	684,8	1 185,4	1 352,1	1 277,0	1 268,7	1 203,8	1 150,0
Taux plein													127,2	522,5	871,0	964,9	894,0	872,4	810,7	756,0
Taux partiel													29,0	162,3	314,4	387,2	383,0	396,2	393,2	394,0
PAJE CLCA rang 3 et plus													101,6	449,8	784,8	918,2	881,6	877,4	831,5	790,0
Taux plein													91,5	389,3	666,2	770,0	735,0	724,9	681,4	639,9
Taux partiel													10,1	60,6	118,6	148,2	146,6	152,5	150,1	150,0
PAJE COLCA rang 3 et plus															0,9	18,1	18,4	18,9	20,3	21,4
PAJE CLCA adoption													0,4	1,4	1,5	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7
PAJE complément mode de garde (CMG)													200,0	1 461,4	3 001,0	3 909,2	4 572,2	5 078,4	5 409,4	5 646,1
PAJE CMG cotisations prises en charge													91,3	799,3	1 592,9	2 104,4	2 525,6	2 768,2	2 956,3	3 079,1
PAJE CMG rémunérations prises en charge													108,6	661,2	1 404,4	1 793,6	2 023,6	2 253,1	2 361,4	2 441,1
PAJE CMG via association, entreprise													0,0	1,0	3,8	11,2	23,0	57,1	91,7	125,9
PAJE CMG assistantes maternelles													189,7	1 379,5	2 834,7	3 679,7	4 277,1	4 731,1	5 032,8	5 254,5
Cotisations prises en charge													86,2	749,6	1 494,8	1 977,3	2 363,4	2 594,5	2 775,6	2 903,2
Rémunérations prises en charge													103,5	628,9	1 336,2	1 702,7	1 909,6	2 129,9	2 236,1	2 313,9
Recours association, entreprise													0,0	1,0	3,8	-0,3	4,0	6,7	21,1	37,4
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]													10,2	81,8	165,9	211,8	243,0	256,4	258,8	265,8
Cotisations prises en charge													5,1	49,6	97,9	118,6	135,6	131,7	130,9	127,9
Rémunérations prises en charge													5,2	32,2	68,0	81,8	88,5	93,2	90,5	92,6
Recours association, entreprise													0,0	0,0	0,0	11,4	18,9	31,5	37,4	45,2
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]													0,0	0,1	0,4	17,6	52,1	90,9	117,8	125,9
Cotisations prises en charge													0,0	0,1	0,2	8,6	26,6	42,0	49,8	48,0
Rémunérations prises en charge													0,0	0,1	0,2	9,1	25,5	30,0	34,7	34,6
Allocation pour jeune enfant (APJE)						1 881	2	7	3 834	3 291,5	3 303,1	3 266,3	3 201,2	1 993,6	1 083,7	311,1	2,2	0,5	1,9	0,6
Allocation parentale d'éducation (APE)						280	219	229	1 277	1 577	3 351,4	3 423,8	3 470,9	3 449,0	1 724,5	477,8	-1,2	0,5	0,1	0,1
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							55	181	161,1	152,0	133,8	128,8	129,1	107,7	58,8	33,3	17,6	6,9	0,1	0,1
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								1 091	2 029,0	2 205,7	2 392,3	2 465,0	2 487,9	1 771,2	905,9	304,9	142,5	44,2	-1,9	0,2
Allocation d'adoption (AAD)								2	4,1	3,9	3,9	4,7	3,6	1,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
<b>Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures</b>	4 744	5 074	5 464	5 323	5 303	1 881	2	7												
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>	155	87	243	254	255	280	219	229	242,3	242,8	244,2	250,3	258,7	256,9	266,3	268,3	259,8	358,3	365,4	380,9
Prestations hors métropole	84	87	138	241	237	200	66	37	27,9	20,2	17,0	14,4	11,4	10,6	8,5	6,9	6,1	6,6	5,3	5,4
Accords CEE						16	4			4,0	3,1	4,1	4,7	4,6	4,8	5,0	5,7	5,4	4,8	3,7
Allocation différentielle					9	36	33		21,4	23,0	24,4	25,1	20,5	19,8	20,4	19,9	18,1	18,1	18,1	31,1
Frais de tutelle			4	13	19	56	113	158	192,9	197,5	201,0	207,3	217,5	221,1	233,2	236,0	228,2	328,1	337,0	340,7
<b>Sous-total Famille</b>	9 336	10 167	14 333	18 551	18 819	21 946	22 868	25 851	27 135,4	27 347,1	27 498,2	27 497,7	28 042,1	28 891,6	29 720,3	30 110,7	30 169,7	31 149,8	30 829,7	30 709,2

**TIPF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants**

En millions d'euros 2011	1950	1951	1960	1970	1971	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Logement</b>	7	17	808	2 684	2 672	5 033	10 605	13 828	14 821,0	15 081,8	15 569,3	15 236,4	15 671,9	15 296,9	15 399,3	15 282,3	15 944,1	16 330,6	16 368,1	16 478,3
ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus)	7	17	806	2 682	2 670	4 892	10 593	13 828	14 823,0	15 086,9	15 574,1	15 241,8	15 676,5	15 299,4	15 383,1	15 256,3	15 937,9	16 331,0	16 371,2	16 478,3
Allocation logement familiale (ALF)	7	17	806	2 682	2 670	2 961	2 625	2 977	3 374,5	3 586,0	3 739,9	3 714,2	3 883,8	3 841,6	3 907,1	3 910,9	4 093,9	4 243,9	4 236,4	4 216,6
Accession						2 886	2 618	2 972	3 369,9	3 581,7	3 736,0		681,0	638,3	625,9	589,1	558,7	600,5	569,2	553,6
Location													3 199,0	3 199,5	3 277,4	3 317,8	3 531,0	3 639,1	3 663,5	3 659,0
Prime de déménagement familiale	0,05	1	18	55	52	75	7	4	4,6	4,3	3,9	3,7	3,7	3,9	3,8	3,9	4,1	4,3	3,7	3,9
Aide personnalisée au logement (APL)						562	5 945	6 944	7 164,5	7 031,8	7 150,5	6 908,6	7 009,3	6 783,3	6 738,0	6 606,3	6 810,8	6 957,0	7 009,2	7 144,1
Accession						522	5 897	6 890	7 109,2	6 978,1	7 096,4	6 858,2		545,5	464,5	386,5	364,7	334,3	302,4	297,1
Location														5 592,6	5 626,3	5 564,7	5 776,7	5 926,4	5 985,4	6 131,5
Prime de déménagement du FNH						36	7	5	4,6	4,0	3,5	3,1	2,9	2,9	3,1	3,0	3,1	3,4	3,5	3,4
Allocation logement sociale (ALS)						1 369	2 022	3 883	4 223,2	4 402,9	4 602,0	4 525,3	4 695,1	4 581,3	4 646,4	4 642,5	4 935,5	5 021,8	5 015,1	5 007,2
Accession						1 344	2 010	3 859	4 197,2	4 375,8	4 573,7		101,5	94,3	93,1	93,0	93,7	96,8	94,1	92,4
dont étudiant													3,4	4,6	8,4	2,0	1,9	1,5	1,4	1,0
Location													4 558,1	4 431,9	4 517,3	4 513,9	4 812,0	4 893,9	4 891,3	4 887,7
dont étudiant													1 055,8	988,6	1 017,1	1 084,1	1 117,9	1 145,7	1 168,4	1 182,5
Indus, créances, remises / créances, annulations créances												32,44	35,41	55,11	36,1	35,6	29,8	31,1	29,6	27,1
Prime de déménagement sociale						17														
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)								25	60,8	66,1	81,7	93,7	88,4	93,2	91,5	96,7	97,8	108,3	110,4	110,3
Aide aux organismes								25	60,8	66,1	81,7	93,6	88,4	82,4	79,9	79,0	74,1	78,9	76,7	75,4
Accueil des gens du voyage														10,8	11,6	17,7	23,7	29,5	33,7	35,0
Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM			2	2	2	13	-1		-2,0	-5,1	-4,8	-5,4	-4,6	-2,5	-4,6	-3,3	-2,2	-0,8	-3,4	
Prêts amélioration de l'habitat (solde PAH hors AM)			2	2	2	13	-1		-2,0	-5,1	-4,8	-5,4	-4,6	-2,5	-4,6	-3,3	-2,2	-0,8	-4,3	
Intérêts des prêts jeunes avenir																	0,1	0,3	0,3	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)															20,8	29,4	8,4	0,1	0,0	0,0
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>						2 500	6 438	9 013	11 284,3	11 380,8	11 812,7	12 055,4	12 803,8	13 359,8	13 883,1	14 230,4	14 045,9	16 580,7	16 329,9	17 024,6
Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS						2 500	6 438	9 013	11 284,3	11 380,8	11 812,7	12 055,4	12 803,8	13 359,8	13 883,1	14 230,4	14 045,9	16 102,6	16 329,7	17 024,4
Allocation de parent isolé (API)						430	878	927	864,7	888,2	921,9	947,2	1 006,1	1 068,0	1 150,0	1 145,2	1 061,2	563,1	149,7	-0,3
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)						2 071	3 355	3 972	4 822,1	4 994,3	5 132,6	5 203,8	5 380,4	5 530,5	5 652,2	5 863,3	5 969,1	6 412,4	6 769,9	7 223,1
AAH de base						2 071	3 355	3 841	4 636,2	4 801,0	4 932,6	4 999,9	5 168,2	5 299,6	5 351,9	5 560,7	5 673,1	6 097,6	6 453,2	6 900,9
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH								131	185,8	193,3	200,0	203,9	212,2	211,6	161,1	172,3	168,4	179,8	178,7	181,4
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)														19,3	139,2	130,3	127,5	134,9	136,5	140,8
Prime avril 2011 (DOM)																			1,5	
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																		5 585,7	8 454,8	9 678,6
Dont Etat																		1 865,0	1 689,4	1 868,3
Dont RSA activité																		637,1	1 359,5	1 502,4
Dont RSA activité hors RSA Jeunes																		637,1	1 357,6	1 489,2
Dont département																		3 720,7	6 765,4	7 810,3
RSA hors primes, divers																		4 357,8	8 123,3	9 311,2
RSA non majoré																		3 653,8	6 908,4	8 003,6
RSA socle non majoré (départements)																		3 104,8	5 708,8	6 599,5
RSA socle hors RSA Jeunes																		3 104,8	5 706,5	6 587,2
RSA Jeunes socle																			2,3	12,3
RSA activité non majoré (Etat)																		549,0	1 199,6	1 342,0
RSA activité hors RSA Jeunes																		549,0	1 197,8	1 328,8
RSA Jeunes activité																			1,8	13,2
RSA majoré																		704,1	1 214,9	1 369,7
RSA socle majoré (départements)																		615,9	1 055,1	1 209,3
RSA socle activité majoré (Etat)																		88,1	159,8	160,4
RSA divers																		925,6	10,7	1,5
Prime exceptionnelle 2 <sup>e</sup> trimestre 2009 RSA (Etat)																		925,6	-0,5	0,0
Allocation RSA Local (Bonus)																			1,5	1,5
Aide personnalisée de retour à l'emploi																			9,7	
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																		302,2	320,7	365,9
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)							2 194	4 114	5 593,7	5 494,4	5 720,0	5 861,5	6 374,9	6 691,9	6 818,7	6 698,7	6 504,0	3 158,6	781,4	17,5
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)							11		3,9	3,8	38,2	42,8	42,4	69,4	262,2	523,2	511,6	861,1	174,1	105,7
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)											36,8	42,7	41,1	55,5	60,5	66,5	71,2	73,9	75,0	72,6
<b>Prestations légales directes</b>	9 343	10 185	15 141	21 235	21 491	29 479	39 911	48 692	53 240,7	53 809,7	54 880,3	54 789,5	56 517,8	57 548,3	59 002,7	59 623,4	60 159,7	64 061,1	63 527,8	64 212,0
dont prestations FNPF (hors API, AAH sur toute la période)	9 343	10 185	15 141	21 235	21 491	25 011	25 498	28 822	30 503,3	30 924,0	31 229,8	31 203,4	31 918,3	32 727,7	33 619,8	34 015,1	34 265,5	35 397,4	35 066,8	34 929,6
dont prestations hors FNPF + API + AAH						4 468	14 413	19 870	22 737,3	22 885,6	23 650,4	23 586,1	24 599,5	24 820,5	25 382,9	25 608,2	25 898,3	28 663,7	28 461,0	29 282,4

**TIPF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants**

Evolution en euros constants (%)	1995/1994	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	Tx moy. an. 2011/2001
<b>Sous-total : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	-0,3 %	-4,8 %	3,7 %	-4,7 %	3,4 %	-1,8 %	-0,2 %	-0,2 %	0,1 %	0,6 %	0,5 %	-0,2 %	0,3 %	-1,7 %	1,9 %	-2,4 %	-1,2 %	-0,2 %
Allocations familiales (AF)	-0,7 %	-1,7 %	0,3 %	-5,8 %	4,8 %	-2,5 %	-0,4 %	-0,2 %	-0,2 %	0,5 %	0,4 %	-0,3 %	0,0 %	-2,4 %	1,5 %	-2,8 %	-1,5 %	-0,50 %
Complément familial (CF)	-0,5 %	-6,6 %	-2,0 %	0,2 %	-1,4 %	0,9 %	0,4 %	-2,4 %	-1,8 %	-0,5 %	-0,4 %	-1,6 %	-2,2 %	-2,1 %	2,1 %	-1,3 %	-0,9 %	-1,1 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	-1,2 %	-34,7 %	57,0 %	0,6 %	-1,4 %	-3,1 %	-2,8 %	-1,6 %	-2,9 %	0,7 %	-0,9 %	-1,1 %	-2,1 %	4,7 %	0,4 %	-1,8 %	-2,0 %	-0,7 %
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	4,5 %	3,4 %	2,9 %	2,8 %	2,5 %	1,5 %	1,8 %	1,3 %	1,9 %	1,9 %	2,4 %	0,9 %	5,9 %	-3,4 %	7,1 %	-1,8 %	-0,9 %	1,5 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	2,8 %	1,2 %	3,0 %	3,0 %	3,5 %	4,1 %	4,8 %	8,9 %	18,5 %	3,5 %	4,0 %	7,2 %	5,5 %	3,1 %	4,0 %	-0,1 %	3,2 %	5,7 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)								217,6 %	57,0 %	20,2 %	10,6 %	-1,0 %	33,5 %	-6,6 %	-2,5 %	1,5 %	8,4 %	
<b>Sous-total : Prestations jeune enfant</b>	9,6 %	15,8 %	9,0 %	5,7 %	-2,4 %	1,6 %	2,8 %	2,0 %	-0,2 %	4,6 %	7,9 %	8,1 %	3,0 %	3,2 %	4,5 %	0,8 %	0,7 %	3,4 %
Dont entretien (yc 29 à 30 % de l'Ape = Apje virtuelle)	-1,7 %	-0,5 %	0,0 %	1,1 %	-0,3 %	-0,2 %	0,8 %	-0,5 %	-1,6 %	3,9 %	4,4 %	5,3 %	1,6 %	-0,1 %	2,9 %	-1,1 %	-1,1 %	1,3 %
Dont frais de garde à l'extérieur du foyer	32,8 %	28,9 %	6,3 %	29,4 %	-3,5 %	8,7 %	8,7 %	8,5 %	3,0 %	8,6 %	17,7 %	18,7 %	6,5 %	10,9 %	8,0 %	5,4 %	4,4 %	9,1 %
Dont frais de garde à domicile	76,6 %	88,3 %	22,3 %	-25,7 %	-48,7 %	1,5 %	-5,7 %	-11,9 %	-3,7 %	8,1 %	36,1 %	18,7 %	16,7 %	19,0 %	13,2 %	6,4 %	4,0 %	9,9 %
Dont compensation d'un arrêt de l'activité (- 29 à 30 % Ape)	38,3 %	54,2 %	31,1 %	4,6 %	0,5 %	-0,9 %	2,2 %	1,4 %	-0,6 %	1,4 %	1,9 %	-1,0 %	-0,9 %	-4,5 %	0,0 %	-5,1 %	-4,6 %	-1,2 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)											184,1 %	65,8 %	18,4 %	4,9 %	5,5 %	1,3 %	0,6 %	
PAJE naissance adoption												3,1 %	-1,4 %	0,1 %	2,5 %	-0,8 %	-2,7 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)												58,4 %	14,5 %	-0,1 %	2,9 %	-1,1 %	-0,8 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité												66,0 %	14,7 %	-4,5 %	0,0 %	-5,1 %	-4,6 %	
PAJE complément mode de garde (CMG)												105,4 %	30,3 %	17,0 %	11,1 %	6,5 %	4,4 %	
PAJE CMG assistantes maternelles												105,5 %	29,8 %	16,2 %	10,6 %	6,4 %	4,4 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]												102,8 %	27,6 %	14,7 %	5,5 %	0,9 %	2,7 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]												182,3 %						
Allocation pour jeune enfant (APJE)	-5,3 %	-7,6 %	-6,7 %	0,0 %	-0,5 %	0,0 %	0,4 %	-1,1 %	-2,0 %	-37,7 %	-45,6 %	-71,3 %						
Allocation parentale d'éducation (APE)	39,7 %	55,2 %	31,4 %	4,6 %	0,5 %	-0,9 %	2,2 %	1,4 %	-0,6 %	-12,1 %	-43,1 %	-72,3 %						
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	76,6 %	88,3 %	22,3 %	-25,7 %	-48,7 %	1,5 %	-5,7 %	-11,9 %	-3,7 %	0,2 %	-16,6 %	-45,4 %	-43,4 %	-47,0 %	-60,9 %			
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	32,8 %	28,9 %	6,3 %	29,4 %	-3,5 %	8,7 %	8,7 %	8,5 %	3,0 %	0,9 %	-28,8 %	-48,9 %	-66,3 %	-53,3 %	-69,0 %			
<b>Sous-total : Autres prestations Famille</b>	4,4 %	3,1 %	9,5 %	-4,1 %	3,8 %	-5,8 %	0,2 %	0,6 %	2,5 %	3,3 %	-0,7 %	3,7 %	0,7 %	-3,2 %	37,9 %	2,0 %	4,2 %	4,6 %
Prestations hors métropole	-12,5 %	-6,7 %	-2,0 %	-7,9 %	-18,7 %	9,4 %	-27,6 %	-15,7 %	-15,6 %	-20,7 %	-6,7 %	-20,1 %	-18,6 %	-12,0 %	8,7 %	-19,7 %	1,5 %	-12,4 %
Allocation différentielle	9,2 %	-1,4 %	8,7 %	-8,5 %	2,3 %	-35,7 %	-1,7 %	9,2 %	6,3 %	2,7 %	-18,5 %	-3,3 %	3,0 %	-2,6 %	-8,7 %	-0,4 %	72,1 %	4,0 %
Frais de tutelle	8,3 %	6,3 %	12,0 %	-2,6 %	8,0 %	-2,8 %	2,4 %	1,8 %	3,2 %	4,9 %	1,7 %	5,5 %	1,2 %	-3,3 %	43,8 %	2,7 %	1,1 %	5,6 %
<b>Sous-total Famille</b>	2,1 %	0,6 %	5,3 %	-1,5 %	1,5 %	-0,8 %	0,8 %	0,6 %	0,0 %	2,0 %	3,0 %	2,9 %	1,3 %	0,2 %	3,2 %	-1,0 %	-0,4 %	1,2 %
<b>Logement</b>	2,9 %	0,4 %	2,2 %	2,5 %	2,5 %	-0,5 %	1,8 %	3,2 %	-2,1 %	2,9 %	-2,4 %	0,7 %	-0,8 %	4,3 %	2,4 %	0,2 %	0,7 %	0,9 %
Accession ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus)											Nd	-7,4 %	-9,7 %	-4,8 %	1,4 %	-6,4 %	-2,3 %	
Location ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus, sans foyers, ALT)											Nd	1,5 %	-0,2 %	5,4 %	2,4 %	0,6 %	0,9 %	
Allocation logement familiale (ALF)	1,7 %	-0,4 %	2,7 %	3,6 %	4,2 %	2,7 %	6,3 %	4,3 %	-0,7 %	4,6 %	-1,1 %	1,7 %	0,1 %	4,7 %	3,7 %	-0,2 %	-0,5 %	1,6 %
Aide personnalisée au logement (APL)	3,0 %	0,2 %	2,3 %	1,9 %	0,9 %	-2,0 %	-1,9 %	1,7 %	-3,4 %	1,5 %	-3,2 %	-0,7 %	-2,0 %	3,1 %	2,1 %	0,8 %	1,9 %	0,2 %
Allocation logement sociale (ALS)	3,3 %	1,0 %	1,7 %	2,7 %	3,9 %	-0,7 %	4,3 %	4,5 %	-1,7 %	3,8 %	-2,4 %	1,4 %	-0,1 %	6,3 %	1,7 %	-0,1 %	-0,2 %	1,3 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)	126,7 %	54,5 %	18,7 %	9,3 %	9,7 %	10,9 %	8,8 %	23,6 %	14,6 %	-5,6 %	5,5 %	-1,8 %	5,6 %	1,1 %	10,8 %	1,9 %	-0,1 %	5,3 %
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>	5,7 %	4,2 %	5,0 %	6,9 %	6,9 %	0,1 %	0,9 %	3,8 %	2,1 %	6,2 %	4,3 %	3,9 %	2,5 %	-1,3 %	18,0 %	-1,5 %	4,3 %	4,1 %
Minima sociaux - Aides à l'emploi hors prime ARS	5,7 %	4,2 %	5,0 %	6,9 %	6,9 %	0,1 %	0,9 %	3,8 %	2,1 %	6,2 %	4,3 %	3,9 %	2,5 %	-1,3 %	14,6 %	1,4 %	4,3 %	4,1 %
Allocation de parent isolé (API)	-0,9 %	-6,1 %	0,1 %	-1,8 %	0,6 %	0,5 %	2,7 %	3,8 %	2,7 %	6,2 %	6,2 %	7,7 %	-0,4 %	-7,3 %	-46,9 %	-73,4 %		
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	5,3 %	5,5 %	3,4 %	3,8 %	4,9 %	2,3 %	3,6 %	2,8 %	1,4 %	3,4 %	2,8 %	2,2 %	3,7 %	1,8 %	7,4 %	5,6 %	6,7 %	3,8 %
AAH de base	1,8 %	5,4 %	3,3 %	3,7 %	4,7 %	2,2 %	3,6 %	2,7 %	1,4 %	3,4 %	2,5 %	1,0 %	3,9 %	2,0 %	7,5 %	5,8 %	6,9 %	3,7 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH		9,7 %	6,1 %	6,8 %	9,5 %	4,2 %	4,0 %	3,4 %	2,0 %	4,1 %	-0,3 %	-23,9 %	6,9 %	-2,2 %	6,7 %	-0,6 %	1,5 %	
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)												621,6 %	-6,4 %	-2,1 %	5,8 %	1,1 %	3,1 %	5,2 %
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																51,4 %	14,5 %	
RSA socle non majoré (départements)																83,9 %	15,6 %	
RSA Jeunes socle																		
RSA activité non majoré (Etat)																	11,9 %	
RSA Jeunes activité																		
RSA majoré																		
RSA socle majoré (départements)																72,6 %	12,7 %	
RSA socle activité majoré (Etat)																71,3 %	14,6 %	
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																81,3 %	0,3 %	
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)				11,4 %	9,7 %	-1,8 %	-1,8 %	4,1 %	2,5 %	8,8 %	5,0 %	1,9 %	-1,8 %	-2,9 %	-51,4 %	-75,3 %		
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)					416,6 %	-6,9 %	-3,6 %	916,2 %	12,1 %	-0,9 %	63,8 %	277,8 %	99,5 %	-2,2 %	68,3 %	-79,8 %	-39,3 %	39,6 %
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)									16,1 %	-3,8 %	35,0 %	9,0 %	10,0 %	7,1 %	3,8 %	1,4 %	-3,1 %	
<b>Prestations légales directes</b>	3,0 %	1,2 %	4,4 %	1,2 %	2,8 %	-0,5 %	1,1 %	2,0 %	-0,2 %	3,2 %	1,8 %	2,5 %	1,1 %	0,9 %	6,5 %	-0,8 %	1,1 %	1,8 %

**TIPF 21312 : Structure des prestations Famille directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946**

Structure en % du total des dépenses	1946	1960	1970	1973	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Ecart 2011 - 2001	Structure prestations Jeune enfant				
																					2001	2003	2011	2003 - 2001	2011 - 2003
<b>Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	<b>48 %</b>	<b>60 %</b>	<b>70 %</b>	<b>69 %</b>	<b>90 %</b>	<b>75 %</b>	<b>73 %</b>	<b>67 %</b>	<b>66 %</b>	<b>65 %</b>	<b>65 %</b>	<b>65 %</b>	<b>63 %</b>	<b>61 %</b>	<b>61 %</b>	<b>59 %</b>	<b>59 %</b>	<b>57,8 %</b>	<b>57,3 %</b>	<b>-8,5</b>					
Allocations familiales (AF)	48 %	60 %	70 %	67 %	57 %	60 %	53 %	48 %	48 %	47 %	47 %	47 %	45 %	44 %	44 %	42 %	42 %	40,9 %	40,5 %	-7,3					
Forfait AF												0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0,3 %	0,3 %	0,3					
Complément familial (CF)					27 %	8 %	8 %	7 %	7 %	7 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	5 %	5 %	5,4 %	5,4 %	-1,4					
Allocation de rentrée scolaire (ARS)					2 %	2 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	5 %	4,9 %	4,9 %	-1,0					
Aide à la scolarité (AAS)							1 %																		
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				2 %	3 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 %	4,1 %	4,1 %	0,1					
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			0,1 %	0,2 %	1 %	1 %	1 %	1 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2,3 %	2,3 %	0,8					
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)									0 %	0 %	0 %	0 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2					
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>						<b>24 %</b>	<b>26 %</b>	<b>33 %</b>	<b>33 %</b>	<b>34 %</b>	<b>34 %</b>	<b>34 %</b>	<b>36 %</b>	<b>38 %</b>	<b>39 %</b>	<b>40 %</b>	<b>40 %</b>	<b>41,0 %</b>	<b>41,4 %</b>	<b>8,2</b>	100 %	100 %	100 %		
<b>Dont entretien</b> (yc 29 à 30 % de l'Ape = Ape virtuelle)						20 %	17 %	16 %	16 %	16 %	15 %	16 %	16 %	16 %	16 %	16 %	16 %	16,2 %	16,1 %	0,3	48 %	46 %	39 %	<b>-1,8</b>	<b>-6,9</b>
<b>Dont frais de garde à l'extérieur du foyer</b>							4 %	7 %	8 %	9 %	9 %	10 %	11 %	13 %	13 %	15 %	15 %	16,3 %	17,1 %	9,0	24 %	27 %	41 %	<b>2,4</b>	<b>14,7</b>
<b>Dont frais de garde à domicile</b>						0,2 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,7 %	0,8 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	0,7	1,7 %	1,4 %	3,1 %	<b>-0,3</b>	<b>1,7</b>
<b>Dont compensation d'un arrêt de l'activité</b> (- 29 à 30 % Ape)						4 %	4 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	9 %	8 %	8 %	8 %	8 %	7,2 %	6,9 %	-1,9	26 %	26 %	17 %	<b>-0,3</b>	<b>-9,4</b>
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)												7 %	20 %	32 %	37 %	39 %	40 %	41,0 %	41,4 %				100 %		
PAJE naissance adoption												2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2,2 %	2,1 %				5 %		
PAJE naissance												2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2 %	2,2 %	2,1 %				5 %		
PAJE de base naissance adoption (AB)												3 %	8 %	13 %	14 %	14 %	14 %	14,1 %	14,0 %				34 %		
PAJE de base naissance												3 %	8 %	12 %	14 %	14 %	14 %	14,0 %	13,9 %				34 %		
PAJE complément (optionnel) libre choix activité												1 %	4 %	7 %	8 %	8 %	8 %	7,2 %	6,9 %				17 %		
PAJE CLCA rang 1												0,2 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %				1 %		
Taux plein												0,2 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %				1 %		
PAJE CLCA rang 2												1 %	2 %	4 %	4 %	4 %	4 %	3,9 %	3,7 %				9 %		
Taux plein												0,5 %	2 %	3 %	3 %	3 %	3 %	2,6 %	2,5 %				6 %		
PAJE CLCA rang 3 et plus												0,4 %	2 %	3 %	3 %	3 %	3 %	2,7 %	2,6 %				6 %		
PAJE COLCA rang 3 et plus														0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,066 %	0,070 %				0 %		
PAJE CLCA adoption												0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,01 %	0,01 %				0 %		
PAJE complément mode de garde (CMG)												1 %	5 %	10 %	13 %	15 %	16 %	17,5 %	18,4 %				44 %		
PAJE CMG cotisations prises en charge												0,3 %	3 %	5 %	7 %	8 %	9 %	9,6 %	10,0 %				24 %		
PAJE CMG rémunérations prises en charge												0,4 %	2 %	5 %	6 %	7 %	7 %	7,7 %	7,9 %				19 %		
PAJE CMG assistantes maternelles												1 %	5 %	10 %	12 %	14 %	15 %	16,3 %	17,1 %				41 %		
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]												0,0 %	0,3 %	0,6 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,9 %				2 %		
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]												0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,382 %	0,410 %				1 %		
Allocation pour jeune enfant (APJE)						18 %	15 %	12 %	12 %	12 %	12 %	7 %	4 %	1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %		36 %	35 %	0 %		
Allocation parentale d'éducation (APE)						6 %	6 %	12 %	13 %	13 %	13 %	11 %	6 %	2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %		38 %	37 %	0 %		
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)						0 %	1 %	0,6 %	1 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %		2 %	1 %	0 %		
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée							4 %	7 %	8 %	9 %	9 %	9 %	6 %	3 %	1 %	0,5 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %		24 %	27 %	0 %		
Allocation d'adoption (AAD)							0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0000 %	0,0000 %		0 %	0 %	0 %		
<b>Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures</b>	<b>52 %</b>	<b>38 %</b>	<b>29 %</b>	<b>30 %</b>	<b>9 %</b>	<b>0 %</b>	<b>0 %</b>																		
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>	<b>0 %</b>	<b>2 %</b>	<b>1 %</b>	<b>1 %</b>	<b>1 %</b>	<b>1 %</b>	<b>1 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>1 %</b>	<b>1 %</b>	<b>1 %</b>	<b>1 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>-0,1</b>					
Prestations hors métropole		1 %	1 %	1 %	1 %	0 %	0 %	0,1 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,02 %	0,02 %	-0,1					
Accords CEE					0,1 %	0,0 %			0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,02 %	0,01 %	0,0					
Allocation différentielle					0,0 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,06 %	0,10 %	-0,1					
Frais de tutelle		0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,3 %	0,5 %	1 %	0,7 %	1 %	1 %	1 %	1 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	0,1					
Aux prestations sociales												0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %						
Aux prestations familiales												0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %						
<b>Sous-total Famille</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>						
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant				33 %	43 %	16 %	21 %	19 %	19 %	19 %	19 %	19 %	18 %	18 %	18 %	18 %	18 %	18,1 %	18,1 %						

**TIPF 2211 : Prestations directes tous régimes en métropole depuis 1946 en euros courants**

Les données disponibles prennent en compte les indus, créances, frais de tutelle RMI. (Avant 2003, il s'agit d'estimations.)

En millions d'euros	1946	1950	1960	1970	1972	1973	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	53,7	261,1	892,5	1 968,1	2 260,7	2 560,5	3 204,6	7 533,6	12 477,5	11 867,2	14 282,2	14 400,7	14 579,2	14 789,6	15 071,9	15 417,6	15 746,2	15 986,3	16 268,9	16 426,2	16 759,3	16 599,0	16 739,2
Allocations familiales (AF)	53,7	261,1	892,5	1 965,5	2 215,2	2 496,4	3 014,1	4 791,6	8 210,1	9 563,4	10 485,1	10 506,8	10 623,9	10 769,9	10 948,3	11 188,8	11 424,7	11 586,1	11 766,0	11 793,9	11 985,0	11 822,0	11 895,0
Complément familial (CF)								2 239,3	3 419,4	1 281,8	1 495,8	1 501,8	1 531,6	1 520,9	1 521,9	1 537,9	1 557,4	1 559,8	1 549,2	1 558,2	1 591,5	1 593,8	1 611,2
Allocation de rentrée scolaire (ARS)							94,8	157,2	230,4	295,6	1 253,3	1 298,7	1 280,2	1 282,1	1 266,8	1 295,0	1 304,0	1 312,0	1 304,4	1 404,9	1 412,0	1 406,0	1 406,5
Allocation de soutien familial (AO-ASF)					42,8	57,9	85,5	273,6	470,9	536,8	675,7	778,0	801,9	826,5	856,7	887,7	921,2	944,6	1 013,4	1 002,7	1 080,8	1 077,9	1 086,6
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)				2,6	2,6	6,3	10,2	71,8	146,7	189,6	259,5	315,4	336,1	372,6	450,2	473,8	500,0	544,6	582,8	615,5	640,4	648,1	683,2
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)													5,4	17,7	28,3	34,4	38,9	39,1	53,1	51,0	49,7	51,2	56,6
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>									205,7	3 909,8	5 277,1	7 194,1	7 517,0	7 806,5	7 939,0	8 438,2	9 272,8	10 201,5	10 663,6	11 321,8	11 843,1	12 118,0	12 452,1
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																1 751,2	5 092,1	8 604,6	10 345,3	11 166,0	11 791,7	12 119,2	12 451,4
PAJE naissance adoption																563,2	567,7	595,8	595,6	613,7	630,0	634,0	629,6
PAJE de base naissance adoption (AB)																724,2	2 051,9	3 306,6	3 841,6	3 947,7	4 066,5	4 080,5	4 134,1
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																285,7	1 150,7	1 941,9	2 259,9	2 218,2	2 221,7	2 141,7	2 086,8
Taux plein																238,6	915,3	1 505,9	1 708,3	1 673,1	1 654,7	1 572,1	1 504,5
Taux partiel																47,2	235,4	435,2	535,1	545,1	566,9	569,7	582,3
PAJE complément mode de garde (CMG)																178,0	1 321,8	2 760,3	3 648,2	4 386,4	4 873,6	5 262,9	5 600,9
PAJE CMG assistantes maternelles																169,0	1 248,2	2 608,5	3 435,6	4 105,1	4 542,5	4 898,7	5 214,8
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																9,0	73,4	151,5	196,2	231,5	244,1	249,8	261,6
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																0,0	0,1	0,3	16,4	49,8	87,0	114,4	124,6
Allocation pour jeune enfant (APJE)								204,4	2 960,5	3 027,8	2 605,8	2 655,0	2 673,6	2 669,2	1 679,6	929,9	270,8	2,0	0,7	1,9	0,6	0,4	0,4
Allocation parentale d'éducation (APE)								1,2	910,2	1 245,5	2 761,0	2 865,1	2 956,1	2 992,4	2 673,9	1 546,1	435,3	-1,1	0,5	0,2	0,0	0,0	0,0
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)									39,2	142,7	134,1	128,7	115,3	113,1	115,1	97,8	54,3	31,2	17,0	6,6	0,1	0,1	0,1
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée										859,7	1 689,7	1 864,9	2 058,2	2 160,3	2 215,3	1 606,1	836,4	286,1	137,5	42,6	-1,9	0,2	0,2
Allocation d'adoption (AAD)											1,4	3,4	3,3	3,4	4,1	3,1	0,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures</b>	58,8	281,8	568,4	822,3	933,1	1 118,4	1 280,3	729,6	666,7														
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>	0,0	9,2	25,3	39,2	41,9	50,8	74,5	108,8	174,1	156,1	180,8	202,4	206,0	210,8	220,2	231,3	233,7	246,5	252,0	250,8	342,1	354,0	376,4
Frais de tutelle			0,4	2,0	2,7	4,9	7,9	21,6	31,1	80,5	125,2	161,1	167,6	173,5	182,4	194,5	201,2	215,8	221,6	220,2	313,0	326,4	336,2
<b>Sous-total Famille</b>	112,5	552,1	1 486,2	2 829,6	3 235,7	3 729,7	4 559,4	8 372,0	13 523,9	15 933,2	19 740,1	21 797,2	22 302,3	22 806,8	23 231,1	24 087,2	25 252,7	26 434,3	27 184,5	27 998,8	28 944,5	29 071,1	29 567,7
<b>Logement</b>																							
Allocation logement familiale (ALF)		0,4	84,1	414,4	474,3	583,3	997,9	1 948,9	5 178,1	7 488,0	10 741,2	12 063,3	12 443,3	13 045,7	12 981,1	13 553,3	13 443,0	13 759,2	13 842,1	14 851,0	15 188,6	15 407,1	15 820,7
Accession		0,4	83,9	414,4	474,3	583,3	778,6	1 144,4	1 875,4	1 811,6	2 210,7	2 577,8	2 777,0	2 933,9	3 128,9	3 143,1	3 252,8	3 296,5	3 557,1	3 671,1	3 691,6	3 741,4	3 741,4
Location		0,4	82	406	466	568	759	1 115	1 830,8	1 806,9	2 207,3	2 574,01	2 773,43	2 930,55	2 947,42	561,15	535,10	536,18	513,55	501,59	542,85	520,75	518,03
Aide personnalisée au logement (APL)																2 564,53	2 604,56	2 713,10	2 779,36	3 051,67	3 124,17	3 167,29	3 219,55
Accession								218,2	2 118,0	4 237,4	5 483,7	5 985,2	5 966,4	6 172,4	6 076,7	6 268,3	6 171,8	6 235,2	6 203,0	6 574,1	6 719,2	6 868,3	7 144,1
Location								202,8	2 054,7	4 202,7	5 440,9	5 939,0	5 920,8	6 125,7	6 032,3	6 221,3	496,3	429,8	362,9	352,0	322,9	296,4	297,1
Allocation logement sociale (ALS)							219,3	531,4	1 152,2	1 430,5	3 027,4	3 451,7	3 648,6	3 873,6	3 877,1	4 081,8	4 046,5	4 172,9	4 228,6	4 620,5	4 695,1	4 743,1	4 825,9
Accession																82,5	76,9	76,8	77,6	80,2	83,0	81,1	81,2
Location							215,6	521,7	1 136,1	1 421,9	3 009,2	3 430,9	3 626,7	3 850,3	3 848,6	3 969,1	3 920,6	4 063,8	4 118,9	4 512,8	4 583,3	4 634,0	4 718,5
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)											19,5	50,3	55,6	69,9	81,4	78,4	83,9	83,7	89,9	93,5	103,6	107,0	109,3
Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAHAM			0,2					5,0	3,7	-1,1	-1,7	-4,3	-4,2	-4,7	-4,1	-2,3	-2,3	-4,2	-3,1	-2,2	-0,8	-3,3	-3,3
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>						8,2	23,3	916,7	2 164,9	4 151,4	6 629,6	8 783,3	8 917,2	9 304,1	9 682,2	10 444,0	11 681,2	12 145,6	12 320,0	14 726,4	14 726,4	15 662,2	15 662,2
Allocation de parent isolé (API)								156,9	423,5	572,6	690,3	696,2	718,8	751,3	777,4	828,3	877,6	944,5	934,1	880,1	392,4	-8,5	-1,9
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)							8,2	759,8	1 731,7	2 282,8	3 008,7	3 871,0	4 076,6	4 262,8	4 404,2	4 631,2	4 843,5	5 035,0	5 299,7	5 544,5	5 969,1	6 392,2	6 965,1
AAH de base							8,2	759,8	1 731,7	2 282,8	2 906,6	3 718,2	3 915,1	4 093,0	4 227,8	4 444,7	4 636,9	4 762,0	5 021,0	5 264,6	5 670,5	6 088,6	6 648,2
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH											102,1	152,8	161,4	169,8	176,4	186,6	189,0	145,8	158,4	158,8	169,9	171,3	177,5
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																	17,5	127,2	120,3	121,1	128,6	132,4	139,4
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																							
RSA hors primes, divers																							
RSA non majoré																							
RSA socle non majoré (départements)																							
RSA socle hors RSA Jeunes																							
RSA Jeunes socle																							
RSA activité non majoré (Etat)																							
RSA activité hors RSA Jeunes																							
RSA Jeunes activité																							
RSA majoré																							
RSA divers																							
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																							
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)										1 292,1	2 930,6	4 212,8	4 118,6	4 288,8	4 500,6	4 983,3	5 331,1	5 532,3	5 518,9	5 495,6	2 300,0	-8,9	11,4
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)									9,8	4,0		3,2	3,2	1,2	0,1	1,2	11,4	169,3	392,8	399,8	720,9	77,2	26,0
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																1,09	7,12	24	39	37	26,4	10,6	2,1
Contrat d'avenir (CAV)																0,04	4,29	78	133	122	107,0	51,4	22,9
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																		67	220	218	131,2	6,0	0,6
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																					435,9	0,2	0,2
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)																							
<b>Prestations légales directes (A)</b>	112,5	552,5	1 570,3	3 244,0	3 710,0	4 321,2	5 580,7	11 237,7	20 866,9	27 572,6	37 111,0	42 643,7	43 662,8	45 156,6	45 894,4	48 084,5	49 759,4						

# TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

Les données disponibles prennent en compte les indus, créances, frais de tutelle RMI. (Avant 2003, il s'agit d'estimations.)

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période.

En millions d'euros	1978	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	4 300,6	5 965,8	10 113,3	12 886,4	13 362,6	13 353,7	13 586,7	13 863,2	14 182,8	14 613,2	15 527,0	16 004,9	16 316,90	16 522,47	16 883,24	16 742,75	16 902,96
Allocations familiales (AF)	2 852,9	3 779,1	8 035,6	9 311,7	9 678,4	9 608,7	9 762,1	9 955,4	10 157,5	10 459,1	11 163,9	11 520,1	11 711,08	11 772,32	11 977,76	11 825,12	11 910,04
Complément familial (CF)	1 133,6	1 749,2	1 117,1	1 372,2	1 326,2	1 361,4	1 396,1	1 393,6	1 400,7	1 426,6	1 489,1	1 507,6	1 499,87	1 512,64	1 549,26	1 555,35	1 574,94
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	97,6	128,8	264,0	1 166,1	1 261,9	1 246,2	1 233,8	1 240,6	1 232,2	1 269,5	1 308,3	1 320,0	1 314,08	1 418,08	1 428,77	1 426,45	1 427,58
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	168,2	249,1	532,2	692,3	820,2	844,2	876,4	908,2	944,4	979,6	1 038,9	1 076,5	1 158,16	1 151,78	1 233,65	1 230,95	1 244,63
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	48,3	59,6	164,3	232,0	276,2	293,1	312,9	349,0	421,3	445,9	489,7	542,5	581,72	617,85	645,13	654,69	690,31
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)							5,2	16,5	26,6	32,5	37,0	38,3	52,00	49,80	48,68	50,18	55,45
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>			3 392,6	4 834,8	6 643,3	6 855,8	7 171,3	7 460,9	7 597,8	8 147,5	9 098,0	10 059,0	10 522,11	11 175,76	11 693,86	11 960,08	12 274,74
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)										1 747,2	5 044,5	8 505,5	10 215,80	11 026,10	11 644,57	11 961,42	12 274,04
PAJE naissance adoption										566,1	571,7	600,1	600,65	618,82	635,28	638,98	635,13
PAJE de base naissance adoption (AB)										728,6	2 064,3	3 325,9	3 866,13	3 975,15	4 096,75	4 110,33	4 162,71
PAJE complément (optionnel) libre choix activité										279,2	1 124,0	1 898,3	2 211,66	2 172,97	2 177,03	2 096,25	2 042,68
Taux plein										233,7	896,4	1 476,8	1 678,07	1 646,05	1 628,50	1 545,59	1 479,09
Taux partiel										45,5	227,6	420,7	517,11	526,92	548,53	550,66	563,59
PAJE CLCA rang 1										57,5	131,3	144,7	143,58	148,23	160,13	153,37	149,19
Taux plein										45,6	98,9	108,9	109,11	112,13	120,75	113,63	108,38
Taux partiel										11,9	32,5	35,8	34,48	36,10	39,37	39,74	40,82
PAJE CLCA rang 2										134,4	598,7	1 054,7	1 221,46	1 187,14	1 181,37	1 136,89	1 109,16
Taux plein										109,5	456,8	775,1	872,44	832,20	813,64	767,18	730,51
Taux partiel										24,9	141,9	279,6	349,01	354,95	367,74	369,71	378,65
PAJE CLCA rang 3 et plus										87,1	393,0	697,0	828,77	818,97	816,44	785,27	762,27
Taux plein										78,5	340,2	592,1	695,72	683,70	675,65	644,72	618,75
Taux partiel										8,7	52,8	104,9	133,04	135,27	140,78	140,55	143,53
PAJE COLCA rang 3 et plus												0,8	16,47	17,20	17,65	19,24	20,61
PAJE CLCA adoption										0,3	1,0	1,1	1,38	1,43	1,44	1,47	1,44
Taux plein										0,2	0,6	0,7	0,80	0,83	0,80	0,82	0,85
Taux partiel										0,1	0,4	0,4	0,58	0,60	0,64	0,65	0,59
PAJE complément mode de garde (CMG)										173,3	1 284,4	2 681,3	3 537,37	4 259,16	4 735,52	5 115,86	5 433,52
PAJE CMG assistantes maternelles										164,3	1 210,7	2 529,2	3 324,86	3 978,38	4 405,36	4 753,42	5 049,68
Cotisations prises en charge										74,8	660,4	1 335,7	1 789,35	2 202,42	2 419,78	2 625,56	2 786,67
Rémunérations prises en charge										89,4	549,4	1 190,1	1 535,78	1 772,09	1 979,25	2 107,50	2 225,88
Recours association, entreprise										0,0	0,9	3,5	-0,28	3,86	6,33	20,37	37,13
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]										9,1	73,6	151,8	196,25	231,54	244,32	249,66	261,07
Cotisations prises en charge										4,5	44,7	89,7	110,11	129,58	125,94	126,91	126,22
Rémunérations prises en charge										4,6	28,9	62,0	75,65	84,19	88,67	87,30	91,21
Recours association, entreprise										0,0	0,0	0,0	10,49	17,77	29,71	35,45	43,63
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]										0,0	0,1	0,3	16,26	49,24	85,84	112,77	122,77
Cotisations prises en charge										0,0	0,1	0,2	7,92	25,24	39,90	47,96	46,95
Rémunérations prises en charge										0,0	0,0	0,1	8,34	24,00	28,23	33,18	33,76
Recours à une association ou une entreprise															17,71	31,64	42,06
Allocation pour jeune enfant (APJE)			2 577,9	2 735,5	2 495,9	2 542,4	2 598,9	2 623,7	2 622,1	1 661,7	939,4	277,0	2,07	0,76	1,93	0,57	0,44
Allocation parentale d'éducation (APE)			780,4	1 125,8	2 532,2	2 546,8	2 642,0	2 733,0	2 775,1	2 483,2	1 471,9	421,2	0,45	0,50	0,15	0,03	0,00
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)			34,3	140,9	129,1	132,6	127,2	113,6	111,6	113,8	96,6	53,4	30,72	16,71	6,52	0,08	0,08
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée				831,8	1 483,2	1 631,3	1 800,6	1 987,8	2 085,7	2 139,1	1 544,9	801,7	273,02	131,66	40,66	-2,02	0,17
Allocation d'adoption (AAD)				0,8	2,9	2,7	2,6	2,7	3,4	2,6	0,7	0,1	0,05	0,03	0,02	0,01	0,00
<b>Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures</b>	515,9	579,6	1,2	5,5													
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>	93,1	101,1	145,6	171,5	202,7	190,1	195,4	200,1	209,5	219,4	224,3	238,1	243,69	243,05	325,68	336,90	359,67
Frais de tutelle	14,0	21,3	77,4	120,7	158,2	154,5	161,4	166,5	175,9	186,3	194,9	210,5	215,98	214,98	299,18	311,46	321,92
<b>Sous-total Famille</b>	4 909,6	6 646,5	13 652,7	17 898,1	20 208,7	20 399,7	20 953,4	21 524,2	21 990,1	22 980,0	24 849,3	26 302,0	27 082,70	27 941,28	28 902,78	29 039,73	29 537,37
dont sous-total 5 Famille - AF - P. jeune enfant	2 056,7	2 867,4	2 224,5	3 751,6	3 887,0	3 935,1	4 020,0	4 107,9	4 234,8	4 373,4	4 587,4	4 722,9	4 849,51				



**TIPF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants**

Les données disponibles prennent en compte les indus, créances, frais de tutelle RMI. (Avant 2003, il s'agit d'estimations.)

NB : Les estimations des prestations tous régimes entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF DOM ou DOM TR sur la période.

En millions d'euros	1978	1980	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Logement</b>	1 077,4	1 696,0	7 006,1	10 302,4	11 695,0	11 828,1	12 225,2	12 862,8	12 848,7	13 457,6	13 387,8	13 719,9	13 822,87	14 844,74	15 238,99	15 514,69	15 958,90
Allocation logement familiale (ALF)	729,9	980,9	1 708,8	2 211,7	2 602,7	2 710,3	2 928,3	3 111,1	3 149,4	3 356,5	3 381,1	3 501,0	3 559,95	3 835,50	3 985,33	4 039,51	4 104,19
Accession										573,4	547,5	541,6	517,11	507,27	545,96	524,71	519,33
Location										2 779,8	2 830,2	2 956,4	3 039,20	3 324,35	3 435,28	3 511,22	3 581,00
Prime de déménagement familiale										3,2	3,5	3,0	3,64	3,89	4,09	3,58	3,86
Aide personnalisée au logement (APL)	19,4	24,5	3,5	3,4	4,0	3,7	3,5	3,3	3,1	6 038,8	5 952,7	6 014,7	5 982,87	6 346,69	6 493,36	6 641,54	6 915,96
Accession	3,5	204,7	4 028,7	5 236,4	5 771,3	5 747,5	5 726,5	5 932,5	5 844,3	552,4	463,1	400,1	336,20	327,20	301,10	275,62	276,19
Location										4 970,7	4 960,1	5 074,2	5 093,28	5 437,27	5 583,76	5 723,28	5 989,13
Foyer										471,4	478,5	495,7	505,66	540,24	564,61	592,01	616,21
Prime de déménagement du FNH										2,6	2,6	2,8	2,81	2,96	3,27	3,43	3,37
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	0,02	1,3	27,7	36,0	39,7	39,5	39,4	40,8	41,6	41,6	48,4	42,0	44,91	39,01	40,61	47,21	31,06
Allocation logement sociale (ALS)	317,5	465,4	1 260,0	2 834,6	3 281,7	3 322,2	3 520,2	3 754,2	3 778,7	3 989,1	3 973,0	4 106,1	4 166,60	4 564,02	4 658,18	4 728,39	4 828,43
Accession										86,6	82,4	82,6	81,40	84,69	88,10	86,75	86,98
Location										3 872,5	3 856,0	3 990,2	4 052,23	4 451,05	4 540,06	4 612,99	4 714,68
Indus, créances, remises / créances, annulations créances	2,3	3,5	9,5	21,3	24,7	25,0	26,5	28,2	28,5	30,0	34,7	33,4	32,97	28,28	30,03	28,65	26,77
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)				19,7	44,3	49,7	54,5	69,1	81,0	77,4	83,2	82,9	89,00	92,49	102,54	108,21	110,31
Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM	2,1	5,0	-0,9		-5,0	-1,7	-4,3	-4,2	-4,7	-4,1	-2,3	-4,2	-3,14	-2,16	-0,82	-3,30	
Intérêts des prêts jeunes avenir															0,13	0,26	0,34
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)												19,2	27,60	8,08	0,14	0,01	0,00
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>	490,0	897,8	4 382,8	6 877,7	9 024,7	9 179,9	9 410,9	9 949,0	10 362,7	11 202,7	11 898,9	12 579,7	13 092,41	13 281,91	15 680,38	15 646,79	16 654,47
Allocation de parent isolé (API)	79,1	162,4	617,3	724,3	702,6	716,3	748,9	790,5	827,6	893,6	965,5	1 054,1	1 069,78	1 018,88	541,08	146,73	-0,26
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	410,9	735,4	2 235,2	2 977,8	3 729,2	3 881,2	4 088,7	4 281,4	4 429,6	4 662,5	4 880,1	5 076,5	5 349,76	5 599,17	6 019,47	6 445,90	7 019,83
AAH de base	410,9	735,4	2 235,2	2 877,8	3 586,9	3 730,6	3 929,3	4 113,6	4 255,0	4 477,6	4 675,3	4 805,4	5 072,55	5 320,97	5 723,02	6 142,86	6 705,25
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH				100,0	142,3	150,6	159,3	167,9	174,6	184,9	187,3	145,4	157,77	157,84	169,21	170,57	176,78
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)											17,5	125,8	119,44	120,13	127,24	131,02	137,80
Prime avril 2011 (DOM)																1,44	
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)															5 308,20	8 124,42	9 517,96
RSA hors primes, divers															4 146,15	7 799,66	9 150,55
RSA non majoré															3 468,88	6 615,13	7 848,72
RSA socle non majoré (départements)															2 947,66	5 491,76	6 497,98
RSA socle hors RSA Jeunes															2 947,66	5 489,53	6 486,15
RSA Jeunes socle																2,23	11,83
RSA activité non majoré (Etat)															521,21	1 123,37	1 288,66
RSA activité hors RSA Jeunes															521,21	1 121,66	1 276,06
RSA Jeunes activité																1,71	12,60
RSA majoré															677,28	1 184,53	1 363,91
RSA socle majoré (départements)															592,48	1 028,68	1 203,52
RSA socle activité majoré (Etat)															84,79	155,84	160,39
RSA divers															870,16	10,47	1,49
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)															291,88	314,29	365,92
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)			1 522,8	3 175,6	4 590,0	4 579,5	4 570,5	4 844,3	5 067,9	5 609,2	5 990,2	6 207,1	6 188,18	6 178,39	3 003,14	759,30	11,45
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)			7,5		2,8	2,9	2,9	32,8	37,6	37,4	63,2	241,9	484,7	485,95	808,91	170,41	105,46
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)										0,6	8,1	27,8	44,03	39,43	26,54	10,75	2,15
Contrat d'avenir (CAV)											4,6	87,7	145,78	126,08	107,02	51,39	22,86
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)												70,5	231,92	228,97	140,24	25,90	7,64
Prime exceptionnelle ARS (Etat)															443,30	0,06	0,02
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)													0,54	22,72	20,43	8,90	0,19
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)								31,7	37,6	36,7	50,5	55,9	62,44	68,74	71,38	73,42	72,61
<b>Prestations légales directes (A)</b>	6 477,0	9 240,3	25 041,6	35 078,2	40 928,4	41 407,6	42 589,5	44 335,9	45 201,5	47 640,3	50 136,0	52 601,5	53 997,98	56 067,93	59 822,14	60 201,22	62 150,74

**TIPF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants**

En millions d'euros	1978	1980	1981	1982	1983	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	4 194,6	5 819,3	6 833,8	8 136,1	9 077,0	9 990,3	9 766,2	12 238,9	12 689,6	12 898,4	13 150,3	13 445,775	13 850,75	14 734,79	15 193,60	15 476,37	15 672,19	16 022,81	15 889,69	16 046,39
Allocations familiales (AF)	2 775,3	3 683,2	4 361,7	5 300,2	5 979,2	6 467,5	7 827,5	8 902,3	9 173,5	9 312,0	9 490,3	9 680,26	9 963,68	10 652,33	10 997,80	11 177,20	11 237,60	11 439,93	11 296,83	11 384,75
Complément familial (CF)	1 130,9	1 729,1	1 997,7	2 307,6	2 477,0	2 811,6	1 047,0	1 281,5	1 329,1	1 362,8	1 359,9	1 366,31	1 390,36	1 451,99	1 470,95	1 463,66	1 475,69	1 511,64	1 517,45	1 536,27
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	90,6	121,0	135,7	147,9	168,5	189,5	251,4	1 107,5	1 177,6	1 164,7	1 170,5	1 160,57	1 195,59	1 232,64	1 243,47	1 237,35	1 236,94	1 347,16	1 344,58	1 345,42
Aide à la scolarité (AAS)									99,4											
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	152,0	229,3	271,7	305,4	356,0	405,2	482,8	624,9	729,1	754,4	779,2	808,96	841,38	891,80	923,99	990,25	983,43	1 060,55	1 057,69	1 066,95
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	45,9	56,7	67,1	75,0	96,3	116,5	157,5	223,3	280,3	299,4	334,1	403,38	427,74	469,40	519,57	556,44	589,27	615,36	623,42	658,09
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)										5,2	16,3	26,30	32,00	36,63	37,82	51,46	49,26	48,17	49,71	54,90
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>						164,6	3 392,6	4 832,8	6 672,5	6 982,0	7 267,9	7 402,07	7 941,20	8 876,89	9 821,26	10 274,33	10 921,39	11 434,67	11 698,87	12 010,28
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)													1 689,16	4 907,72	8 292,40	9 968,35	10 771,89	11 385,43	11 700,21	12 009,60
PAJE naissance adoption													543,60	548,51	576,11	576,27	594,20	610,83	614,51	610,66
PAJE de base naissance adoption (AB)													698,37	1 977,53	3 186,75	3 704,68	3 810,54	3 929,58	3 944,41	3 998,47
PAJE complément (optionnel) libre choix activité													274,66	1 105,10	1 865,03	2 172,41	2 134,76	2 140,62	2 063,08	2 012,11
PAJE CLCA rang 1													56,88	130,00	143,20	142,08	146,73	158,61	151,78	147,77
PAJE CLCA rang 2													132,18	589,22	1 037,24	1 201,08	1 167,45	1 162,17	1 119,32	1 093,22
PAJE CLCA rang 3 et plus													85,34	384,86	682,69	811,91	802,55	801,32	771,81	749,67
PAJE COLCA rang 3 et plus															0,78	15,96	16,60	17,09	18,71	20,01
PAJE CLCA adoption													0,26	1,02	1,12	1,38	1,42	1,44	1,47	1,44
PAJE complément mode de garde (CMG)													172,53	1 276,58	2 664,51	3 515,00	4 232,38	4 704,41	5 078,21	5 388,36
PAJE CMG assistantes maternelles													163,59	1 203,86	2 514,51	3 305,31	3 955,13	4 378,57	4 720,63	5 009,96
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]													8,93	72,61	149,67	193,60	228,49	240,81	245,85	256,88
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]													0,01	0,11	0,33	16,08	48,76	85,03	111,72	121,52
Allocation pour jeune enfant (APJE)						163,7	2 577,9	2 735,5	2 402,4	2 455,3	2 477,9	2 475,60	1 560,87	883,12	260,90	2,04	0,76	1,93	0,57	0,43
Allocation parentale d'éducation (APE)						0,9	780,4	1 125,8	2 509,2	2 603,2	2 693,0	2 733,87	2 445,65	1 449,28	414,79	0,45	0,49	0,15	0,03	0,00
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							34,3	140,7	132,1	126,9	113,4	111,33	113,46	96,39	53,32	30,63	16,69	6,51	0,07	0,08
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée								829,9	1 626,1	1 794,1	1 981,0	2 077,95	2 129,50	1 539,65	799,78	272,82	131,54	40,64	-2,02	0,16
<b>Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures</b>	515,7	579,2	769,3	798,1	719,9	542,7														
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>	93,1	101,1	137,8	158,5	175,3	162,4	145,6	171,5	190,1	195,4	200,1	209,48	219,37	224,33	238,09	243,69	243,05	321,72	333,07	355,18
Prestations hors métropole	69,4	70,0	100,8	111,6	121,5	111,4	40,1	24,5	17,8	12,7	11,0	8,97	7,19	7,22	5,45	4,44	4,08	4,33	3,48	3,56
Accords CEE	9,8	6,3	6,3	6,1	6,7	9,0	2,6			3,4	2,7	3,09	3,37	3,56	3,82	4,11	4,81	4,65	4,26	3,12
Allocation différentielle		3,5	5,3	8,7	9,9	11,3	25,5	26,2	17,9	17,9	19,9	21,50	22,45	18,63	18,31	19,15	19,18	17,51	17,69	31,07
Frais de tutelle	14,0	21,3	25,5	32,2	37,2	30,6	77,4	120,7	154,5	161,4	166,5	175,92	186,35	194,91	210,50	215,98	214,98	295,23	307,64	317,42
<b>Sous-total Famille</b>	4 803,5	6 499,5	7 740,9	9 092,7	9 972,1	10 860,0	13 304,4	17 243,2	19 552,3	20 075,9	20 618,3	21 057,32	22 011,31	23 836,01	25 252,95	25 994,39	26 836,63	27 779,20	27 921,62	28 411,85
<b>Logement</b>	1 073,9	1 690,5	2 204,0	3 279,3	3 798,0	4 701,7	6 937,1	10 123,8	11 505,6	11 867,2	12 463,9	12 428,50	12 995,81	12 913,14	13 228,84	13 315,36	14 306,09	14 655,49	14 883,08	15 301,36
Allocation logement familiale (ALF)	726,9	976,0	1 163,9	1 650,1	1 702,1	1 671,0	1 652,5	2 075,9	2 469,1	2 662,7	2 816,7	2 833,19	3 012,22	3 029,00	3 138,21	3 184,84	3 441,12	3 557,63	3 579,94	3 629,03
Aide personnalisée au logement (APL)	3,5	204,7	395,3	708,4	1 113,5	2 000,6	4 028,7	5 236,4	5 747,6	5 726,6	5 932,6	5 844,43	6 038,78	5 952,91	6 014,73	5 982,87	6 346,82	6 493,49	6 641,69	6 915,96
Allocation logement sociale (ALS)	317,0	464,7	581,5	854,4	937,8	999,1	1 247,3	2 792,0	3 241,3	3 428,2	3 650,2	3 675,55	3 872,17	3 851,24	3 979,26	4 036,14	4 420,68	4 503,26	4 557,38	4 647,04
Aide aux associations (ALT)								19,5	49,3	54,0	68,5	80,06	76,74	82,28	88,11	91,59	101,53	107,02	107,02	109,33
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)	2,1	5,0	6,6	5,2	0,8	3,7	-0,9		-1,7	-4,3	-4,2	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22	-3,14	-2,16	-0,82	-3,30	
Intérêts des prêts jeunes avenir																	0,13	0,26	0,34	
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>	472,0	843,8	1 137,6	1 502,5	1 730,9	2 008,5	3 948,2	6 391,0	8 536,7	8 672,0	9 056,3	9 441,54	10 196,62	10 807,50	11 412,05	11 731,13	12 044,00	14 392,77	14 382,47	15 292,22
Allocation de parent isolé (API)	78,7	152,4	209,3	240,7	302,3	417,1	566,7	683,4	690,4	714,2	745,9	771,89	822,46	871,70	934,65	928,63	874,64	389,72	-8,46	-1,87
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	393,3	691,4	877,5	1 238,3	1 413,2	1 582,1	2 126,5	2 849,9	3 723,9	3 927,7	4 113,8	4 256,64	4 482,07	4 691,69	4 881,14	4 999,91	5 382,22	5 795,48	6 204,49	6 761,87
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																		5 257,69	8 124,65	8 501,04
Dont Etat																		1 717,55	1 602,62	1 702,60
Dont RSA activité																		606,01	1 279,22	1 379,83
Dont RSA activité hors RSA Jeunes																		606,01	1 277,51	1 367,29
Dont département																		3 540,14	6 522,03	6 798,44
RSA hors primes, divers																		4 146,15	7 799,78	8 177,37
RSA non majoré																		3 468,88	6 615,23	6 995,62
RSA socle non majoré (départements)																		2 947,66	5 491,85	5 769,09
RSA socle hors RSA Jeunes																		2 947,66	5 489,62	5 757,39
RSA Jeunes socle																			2,23	11,70
RSA activité non majoré (Etat)																		521,21	1 123,38	1 226,53
RSA activité hors RSA Jeunes																		521,21	1 121,67	1 213,99
RSA Jeunes activité																			1,71	12,54
RSA majoré																		677,28	1 184,55	1 181,75
RSA socle majoré (départements)																		592,48	1 028,71	1 028,44
RSA socle activité majoré (Etat)																		84,79	155,84	153,31
RSA divers																		819,66	10,58	0,87
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																		291,88	314,29	322,80
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)							1 251,2	2 857,7	4 119,6	4 027,3	4 195,5	4 412,94	4 891,48	5 232,86	5 429,05	5 416,41	5 395,20	2 251,72	-15,20	5,40
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)			50,8	23,5	15,4	9,3	3,8		2,8	2,9	1,1	0,07	0,60	11,24	167,22	386,19	391,94	698,17	76,98	25,78
<b>Prestations légales directes (A)</b>	6 349,4	9 033,8	11 082,5	13 874,5	15 501,1	17 570,2	24 189,7	33 758,1	39 594,7	40 615,1	42 138,5	42 927,36	45 203,74	47 556,64	49 893,84	51 040,87	53 186,72	56 827,47	57 187,17	59 005,43

**T1PF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants**

NB : Les estimations disponibles entre 1946 et 1973 ne permettent pas d'élaborer des séries CAF ou DOM 1946-1973.

En millions d'euros	1978	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	106,0	146,5	266,9	364,2	666,1	612,0	651,6	644,4	670,4	682,9	706,8	736,7	759,0	781,0	812,4	829,16	840,54	867,73	876,89	872,87	872,45
Allocations familiales (AF)	77,6	95,9	165,7	218,3	421,5	415,6	425,2	421,4	443,3	447,4	462,3	487,9	499,2	509,8	527,0	535,74	533,88	548,39	549,73	544,64	536,85
Complément familial (CF)	2,7	20,1	46,5	73,6	93,4	34,9	32,7	33,3	33,2	33,2	34,3	33,7	34,4	36,7	37,5	37,06	36,21	37,21	37,82	38,12	38,87
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	7,0	7,8	10,2	13,3	60,3	41,3	67,1	70,1	69,7	70,7	71,0	71,0	71,7	75,3	77,1	77,85	76,73	82,21	82,67	83,17	83,19
Aide à la scolarité (AAS)					12,7	12,9	13,1	0,4	-0,3	0,1											
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	16,2	19,8	38,9	51,8	69,4	97,5	102,7	107,6	112,3	118,3	125,3	129,0	135,4	140,1	149,6	154,80	167,90	170,47	176,01	174,78	180,33
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	2,4	2,9	5,6	7,2	8,9	9,8	10,7	11,6	12,2	13,2	13,8	15,0	17,9	18,5	20,7	23,25	25,28	28,92	30,11	31,66	32,58
Allocation journalière de présence parentale (AJPPP)											0,1	0,2	0,3	0,6	0,4	0,46	0,53	0,53	0,54	0,50	0,64
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>					2,0	138,9	174,2	180,7	184,1	188,2	194,2	192,9	195,8	209,6	221,4	239,13	247,77	254,06	259,06	261,24	264,50
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																					
PAJE naissance adoption																					
PAJE de base naissance adoption (AB)																					
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																					
PAJE CLCA rang 1																					
PAJE CLCA rang 2																					
PAJE CLCA rang 3 et plus																					
PAJE COLCA rang 3 et plus																					
PAJE CLCA adoption																					
PAJE complément mode de garde (CMG)																					
PAJE CMG cotisations prises en charge																					
PAJE CMG rémunérations prises en charge																					
PAJE CMG via association, entreprise																					
PAJE CMG assistantes maternelles																					
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																					
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																					
Allocation pour jeune enfant (APIE)						132,1	140,9	139,5	141,0	143,8	147,5	145,8	146,5	103,3	56,1	17,11	0,03	-0,23	-0,12	-0,01	-0,03
Allocation parentale d'éducation (APE)						2,9	28,3	35,3	38,1	38,7	39,8	40,0	41,3	38,2	23,0	6,84		-0,07	-0,03	0,01	0,09
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)					0,2	1,0	1,5	1,2	0,6	0,5	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,12	0,09	0,02	0,01	0,01	
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée					1,9	2,8	3,6	4,7	4,4	5,3	6,5	6,8	7,8	9,6	5,4	1,93	0,20	0,12	0,02	0,00	0,01
Allocation d'adoption (AAD)						0,01	0,01	0,02	0,03	0,03	0,02	0,02	0,0	0,1	0,0	0,02	0,01	0,01	0,04	0,00	-0,02
<b>Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures</b>	0,2	0,5	0,5	1,3	5,6	5,7	0,8	0,1													
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>												0,0							3,95	4,01	4,50
<b>Sous-total Famille</b>	106,1	147,0	267,4	365,5	673,8	756,7	826,6	825,3	854,5	871,2	900,9	929,6	954,8	990,5	1 033,8	1 068,29	1 088,31	1 121,80	1 139,90	1 138,12	1 141,45
<b>Logement</b>	3,0	4,9	25,5	69,9	178,6	198,8	243,1	258,8	287,9	317,7	353,0	393,6	421,4	461,8	474,8	491,02	507,45	538,65	583,50	631,61	657,54
Allocation logement familiale (ALF)	3,0	4,9	21,6	59,0	139,8	154,4	189,2	200,0	220,2	241,2	265,6	294,4	316,3	344,3	352,1	362,82	375,60	394,38	427,69	459,57	475,17
Aide personnalisée au logement (APL)							-0,1	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,2					-0,13	-0,13	-0,15	
Allocation logement sociale (ALS)			3,8	10,9	38,6	44,0	53,5	58,6	67,5	76,2	87,0	98,7	104,3	116,9	121,8	126,86	130,46	143,34	154,92	171,01	181,40
Aide aux associations (ALT)					0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,6	0,9	0,7	0,9	1,01	0,89	0,89	1,01	1,18	0,98
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>	18,0	54,0	138,7	437,2	487,9	485,6	497,3	538,6	615,9	643,4	739,0	892,7	921,2	1 006,4	1 091,7	1 166,16	1 216,66	1 237,94	1 287,67	1 264,33	1 362,25
Allocation de parent isolé (API)	0,5	9,9	36,6	53,1	42,1	31,0	27,8	26,6	25,8	26,1	34,8	44,5	55,8	71,4	94,1	119,63	141,15	144,28	151,43	155,19	1,62
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	17,5	44,1	97,9	108,7	127,9	135,5	137,6	141,3	151,8	157,3	161,0	167,7	172,9	180,4	188,4	195,40	205,65	216,95	223,99	241,41	257,96
AAH de base	17,5	44,1	97,9	108,7	126,5	133,8	135,7	139,3	149,6	154,8	158,4	164,8	170,0	177,2	184,9	190,52	200,31	211,25	218,61	234,79	252,71
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH					1,4	1,6	1,8	2,0	2,3	2,5	2,6	2,8	3,0	3,2	3,5	3,25	3,33	3,73	3,69	3,78	3,88
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																0,0	1,63	2,01	1,97	1,39	1,38
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																			50,51	-0,22	1 016,92
RSA hors primes, divers																				-0,12	973,18
RSA non majoré																				-0,10	853,10
RSA socle non majoré (départements)																				-0,08	728,89
RSA socle hors RSA Jeunes																				-0,08	728,76
RSA Jeunes socle																					0,13
RSA activité non majoré (Etat)																				-0,01	62,13
RSA activité hors RSA Jeunes																				-0,01	62,07
RSA Jeunes activité																					
RSA majoré																				-0,02	182,16
RSA socle majoré (départements)																				-0,02	175,07
RSA socle activité majoré (Etat)																				0,00	7,09
RSA divers																					0,61
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																					43,12
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)				271,5	317,9	319,1	331,9	370,7	438,2	460,0	543,2	648,7	655,0	717,7	757,5	777,80	771,35	782,71	751,00	774,50	6,05
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)			4,3	3,8					0,0	0,0	0,0	31,7	37,6	36,8	51,7	73,33	98,51	94,01	110,75	93,45	79,71
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)												31,7	37,6	36,7	50,5	55,95	62,44	68,74	71,38	73,45	72,63
<b>Prestations légales directes</b>	127,1	205,8	431,6	872,6	1 340,2	1 441,0	1 567,0	1 622,6	1 758,3	1 832,3	1 993,0	2 215,8	2 297,4	2 458,8	2 600,3	2 725,47	2 812,42	2 898,39	3 011,06	3 034,06	3 161,24

**TIPF 2621 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants**

En millions d'euros 2011	1978	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	343,3	377,4	435,2	511,0	843,5	760,6	801,2	787,6	815,3	817,5	833,0	853,4	863,0	873,3	892,9	896,02	895,18	899,00	907,94	890,80	872,45
Allocations familiales (AF)	251,4	247,0	270,2	306,3	533,7	516,5	522,9	515,1	539,1	535,6	544,8	565,2	567,6	570,0	579,2	578,94	568,59	568,15	569,20	555,83	536,85
Complément familial (CF)	8,9	51,8	75,8	103,2	118,2	43,4	40,2	40,7	40,3	39,7	40,4	39,0	39,1	41,1	41,3	40,05	38,56	38,55	39,16	38,90	38,87
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	22,7	20,0	16,7	18,6	76,3	51,3	82,6	85,7	84,8	84,7	83,7	82,3	81,5	84,2	84,8	84,13	81,71	85,17	85,59	84,88	83,19
Aide à la scolarité (AAS)					16,0	16,1	16,1	0,5	-0,3	0,1											
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	52,4	51,1	63,4	72,7	87,8	121,1	126,3	131,6	136,6	141,6	147,7	149,4	154,0	156,6	164,4	167,29	178,82	176,61	182,25	178,37	180,33
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	7,9	7,5	9,2	10,1	11,3	12,1	13,1	14,2	14,9	15,8	16,3	17,3	20,4	20,7	22,8	25,12	26,93	29,96	31,18	32,31	32,58
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)										0,1	0,3	0,4	0,6	0,4	0,4	0,49	0,57	0,55	0,56	0,51	0,64
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>					2,6	172,7	214,3	220,9	223,9	225,3	228,9	223,5	222,6	234,3	243,4	258,41	263,88	263,22	268,23	266,60	264,50
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)														64,9	150,4	230,29	263,53	263,37	268,32	266,59	264,45
PAJE naissance adoption														25,1	25,5	25,84	25,97	25,51	25,31	24,97	24,47
PAJE de base naissance adoption (AB)														33,8	95,4	150,34	171,94	170,53	173,09	169,35	164,25
PAJE complément (optionnel) libre choix activité														5,1	20,8	35,94	41,80	39,59	37,70	33,84	30,57
PAJE CLCA rang 1														0,6	1,5	1,60	1,60	1,55	1,58	1,62	1,43
PAJE CLCA rang 2														2,5	10,4	18,85	21,70	20,40	19,89	17,93	15,94
PAJE CLCA rang 3 et plus														2,0	8,9	15,46	17,95	17,02	15,65	13,74	12,61
PAJE COLCA rang 3 et plus																0,03	0,54	0,62	0,59	0,54	0,60
PAJE CLCA adoption																0,0	0,009	0,002	0,004	0,002	0,004
PAJE complément mode de garde (CMG)														0,9	8,6	18,16	23,82	27,74	32,21	38,42	45,16
PAJE CMG cotisations prises en charge														0,4	4,9	10,06	13,42	15,68	17,83	19,88	22,02
PAJE CMG rémunérations prises en charge														0,5	3,7	8,09	10,36	11,91	13,49	15,05	16,91
PAJE CMG via association, entreprise																0,0	0,013	0,044	0,150	0,892	6,232
PAJE CMG assistantes maternelles														0,7	7,5	15,92	20,81	24,08	27,73	33,47	39,71
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]														0,1	1,1	2,24	2,82	3,17	3,64	3,89	4,19
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]														0,0	0,0		0,190	0,494	0,843	1,069	1,253
Allocation pour jeune enfant (APJE)						164,2	173,3	170,5	171,4	172,2	173,9	168,9	166,5	115,5	61,6	18,49	0,04	-0,24	-0,12	-0,01	-0,03
Allocation parentale d'éducation (APE)						3,6	34,8	43,2	46,4	46,3	47,0	46,4	46,9	42,8	25,3	7,39		-0,07	-0,03	0,01	0,09
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)					0,2	1,3	1,8	1,4	0,7	0,5	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,13	0,10	0,02	0,01	0,01	
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée					2,4	3,5	4,4	5,8	5,3	6,3	7,7	7,9	8,8	10,7	5,9	2,08	0,21	0,12	0,02	0,00	0,01
<b>Sous-total 3 : ASU-AFG, prestations naissance antérieures</b>	0,5	1,2	0,7	1,8	7,2	7,1	1,0	0,1													
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>												0,0							4,09	4,10	4,50
<b>Sous-total Famille</b>	343,8	378,6	436,0	512,8	853,2	940,3	1 016,5	1 008,6	1 039,2	1 042,8	1 061,8	1 076,9	1 085,6	1 107,6	1 136,2	1 154,43	1 159,06	1 162,21	1 180,27	1 161,50	1 141,45
<b>Logement</b>	9,9	12,6	41,6	98,1	226,1	247,0	298,9	316,3	350,1	380,4	416,1	456,0	479,1	516,4	521,9	530,61	540,44	558,06	604,16	644,59	657,54
Allocation logement familiale (ALF)	9,9	12,6	35,3	82,8	177,1	191,9	232,7	244,4	267,8	288,7	313,0	341,1	359,6	385,0	387,0	392,07	400,02	408,59	442,84	469,01	475,17
Aide personnalisée au logement (APL)								-0,1	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,2					-0,14	-0,14	-0,15	
Allocation logement sociale (ALS)			6,3	15,3	48,8	54,7	65,8	71,6	82,1	91,3	102,6	114,3	118,6	130,7	133,8	137,09	138,94	148,50	160,41	174,52	181,40
Aide aux associations (ALT)					0,2	0,4	0,4	0,3	0,5	0,5	0,6	0,7	1,1	0,7	1,0	1,09	0,95	0,92	1,05	1,21	0,98
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>	58,3	139,0	226,2	613,4	617,8	603,5	611,5	658,3	749,0	770,2	871,0	1 034,1	1 047,4	1 125,3	1 199,9	1 260,20	1 295,75	1 282,54	1 333,27	1 290,30	1 362,25
Allocation de parent isolé (API)	1,5	25,5	59,7	74,5	53,3	38,6	34,2	32,6	31,4	31,3	41,0	51,6	63,4	79,9	103,5	129,27	150,33	149,47	156,79	158,38	1,62
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	56,8	113,5	159,6	152,5	162,0	168,4	169,2	172,7	184,7	188,2	189,7	194,2	196,6	201,8	207,0	211,16	219,02	224,76	231,92	246,37	257,96
AAH de base	56,8	113,5	159,6	152,5	160,2	166,3	166,9	170,2	181,9	185,3	186,6	191,0	193,2	198,2	203,2	205,88	213,33	218,86	226,35	239,61	252,71
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH					1,7	2,0	2,2	2,5	2,7	3,0	3,1	3,3	3,4	3,6	3,8	3,52	3,54	3,86	3,82	3,86	3,88
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)															0,0	1,76	2,15	2,04	1,75	1,42	1,38
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																			52,29	-0,23	1 016,92
RSA non majoré																				-0,10	853,10
RSA socle non majoré (départements)																				-0,09	728,89
RSA Jeunes socle																					0,13
RSA activité non majoré (Etat)																				-0,01	62,13
RSA Jeunes activité																					
RSA majoré																				-0,03	182,16
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																					43,12
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)				381,0	402,6	396,5	408,2	453,0	532,9	550,6	640,2	751,5	744,7	802,6	832,5	840,52	821,49	810,90	777,59	790,41	6,05
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)			7,0	5,4					0,01	0,03	0,03	36,8	42,7	41,1	56,88	79,24	104,91	97,39	114,67	95,37	79,71
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)												36,8	42,7	41,1	55,5	60,46	66,50	71,22	73,91	74,96	72,63
<b>Prestations légales directes</b>	412,0	530,2	703,7	1 224,3	1 697,1	1 790,8	1 926,9	1 983,2	2 138,4	2 193,4	2 348,9	2 567,0	2 612,0	2 749,4	2 858,0	2 945,24	2 995,25	3 002,81	3 117,69	3 096,38	3 161,24

**TIPF 2622 : Evolution des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants**

Evolution en euros constants (%)	1991/1990	1992/1991	1993/1992	1994/1993	1995/1994	1996/1995	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	Tx moy. an. 2011/2001
<b>Sous-total : AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	5.3 %	12.1 %	25.5 %	8.5 %	2.7 %	-9.8 %	5.3 %	-1.7 %	3.5 %	0.3 %	1.9 %	2.4 %	1.1 %	1.2 %	2.2 %	0.4 %	-0.1 %	0.4 %	1.0 %	-1.9 %	-2.1 %	0.5 %
Allocations familiales (AF)	7.1 %	19.3 %	24.1 %	8.2 %	1.5 %	-3.2 %	1.2 %	-1.5 %	4.7 %	-0.7 %	1.7 %	3.7 %	0.4 %	0.4 %	1.6 %	0.0 %	-1.8 %	-0.1 %	0.2 %	-2.3 %	-3.4 %	-0.1 %
Complément familial (CF)	4.1 %	2.1 %	4.7 %	2.1 %	0.8 %	-63.3 %	-7.4 %	1.2 %	-0.9 %	-1.5 %	1.8 %	-3.5 %	0.4 %	4.9 %	0.5 %	-3.0 %	-3.7 %	0.0 %	1.6 %	-0.7 %	-0.1 %	-0.4 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	2.6 %	-0.8 %	280.1 %	6.9 %	-0.9 %	-32.8 %	60.9 %	3.7 %	-1.0 %	-0.1 %	-1.2 %	-1.7 %	-0.9 %	3.3 %	0.7 %	-0.8 %	-2.9 %	4.2 %	0.5 %	-0.8 %	-2.0 %	-0.1 %
Aide à la scolarité (AAS)																						
Allocation de soutien familial (AO-ASF)	1.2 %	0.4 %	0.8 %	1.0 %	16.7 %	37.9 %	4.3 %	4.2 %	3.8 %	3.7 %	4.3 %	1.2 %	3.0 %	1.7 %	5.0 %	1.7 %	6.9 %	-1.2 %	3.2 %	-2.1 %	1.1 %	2.0 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	-1.1 %	-4.7 %	5.9 %	5.7 %	6.2 %	7.0 %	8.2 %	8.0 %	5.2 %	6.4 %	2.7 %	6.4 %	17.8 %	1.6 %	9.8 %	10.3 %	7.2 %	11.3 %	4.1 %	3.6 %	0.8 %	7.2 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)												137.2 %	47.9 %	64.1 %	-32.4 %	17.2 %	15.2 %	-2.4 %	1.4 %	-8.5 %	23.8 %	
<b>Sous-total : Prestations jeune enfant</b>							24.1 %	3.1 %	1.4 %	0.6 %	1.6 %	-2.3 %	-0.4 %	5.3 %	3.9 %	6.2 %	2.1 %	-0.3 %	1.9 %	-0.6 %	-0.8 %	1.5 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																53.1 %	14.4 %	-0.1 %	1.9 %	-0.6 %	-0.8 %	
PAJE naissance adoption																1.4 %	0.5 %	-1.8 %	-0.8 %	-1.3 %	-2.0 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)																57.6 %	14.4 %	-0.8 %	1.5 %	-2.2 %	-3.0 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																72.5 %	16.3 %	-5.3 %	-4.8 %	-10.2 %	-9.7 %	
PAJE CLCA rang 1																9.1 %	0.4 %	-3.3 %	1.7 %	3.1 %	-12.2 %	
PAJE CLCA rang 2																80.6 %	15.2 %	-6.0 %	-2.5 %	-9.8 %	-11.1 %	
PAJE CLCA rang 3 et plus																73.2 %	16.1 %	-5.2 %	-8.0 %	-12.2 %	-8.2 %	
PAJE COLCA rang 3 et plus																						
PAJE CLCA adoption																85.2 %	-79.9 %	128.3 %	-62.3 %	329.8 %	-45.9 %	
PAJE complément mode de garde (CMG)																110.0 %	31.2 %	16.4 %	16.1 %	19.3 %	17.5 %	
PAJE CMG cotisations prises en charge																104.7 %	33.5 %	16.8 %	13.7 %	11.5 %	10.8 %	
PAJE CMG rémunérations prises en charge																117.0 %	28.0 %	15.0 %	13.3 %	11.5 %	12.3 %	
PAJE CMG via association, entreprise																212.3 %	234.7 %	245.3 %	492.8 %	291.8 %	78.3 %	
PAJE CMG assistantes maternelles																111.2 %	30.8 %	15.7 %	15.2 %	20.7 %	18.7 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [0 - 3 ans]																102.4 %	25.7 %	12.2 %	14.8 %	7.0 %	7.8 %	
PAJE CMG garde à domicile enfant [3 - 6 ans]																						
Allocation pour jeune enfant (APJE)							5.5 %	-1.6 %	0.6 %	0.4 %	1.0 %	-2.8 %	-1.4 %	-30.6 %	-46.6 %	-70.0 %	-99.8 %	-749.9 %	-47.4 %	-94.0 %	336.1 %	
Allocation parentale d'éducation (APE)								24.2 %	7.5 %	-0.2 %	1.5 %	-1.2 %	1.1 %	-8.9 %	-40.9 %	-70.8 %						
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)							40.7 %	-20.4 %	-50.4 %	-24.8 %	-40.6 %	-21.7 %	8.8 %	18.6 %	-40.8 %	-31.2 %	-26.8 %	-74.9 %	-68.0 %	27.3 %	-100.0 %	
Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée			95.5 %	46.6 %	97.6 %	47.9 %	24.6 %	31.2 %	-7.6 %	18.1 %	22.3 %	2.9 %	11.7 %	21.0 %	-45.0 %	-64.6 %	-89.9 %	-41.0 %	-84.0 %	-95.1 %	721.1 %	-49.7 %
<b>Sous-total : Autres prestations Famille</b>																						6.5 %
Frais de tutelle																						6.5 %
<b>Sous-total Famille</b>	5.6 %	12.4 %	25.0 %	8.3 %	3.5 %	10.2 %	8.1 %	-0.8 %	3.0 %	0.3 %	1.8 %	1.4 %	0.8 %	2.0 %	2.6 %	1.6 %	0.4 %	0.3 %	1.6 %	-1.6 %	-1.7 %	0.7 %
<b>Logement</b>	26.0 %	21.9 %	16.8 %	16.3 %	10.5 %	9.2 %	21.0 %	5.8 %	10.7 %	8.6 %	9.4 %	9.6 %	5.1 %	7.8 %	1.1 %	1.7 %	1.9 %	3.3 %	8.3 %	6.7 %	2.0 %	4.7 %
Accession ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus)																						
Location ALF + APL + ALS + ALT (yc prime, indus, sans foyers, ALT)																						
Allocation logement familiale (ALF)	24.8 %	17.7 %	15.8 %	14.2 %	10.0 %	8.4 %	21.2 %	5.0 %	9.6 %	7.8 %	8.4 %	9.0 %	5.4 %	7.1 %	0.5 %	1.3 %	2.0 %	2.1 %	8.4 %	5.9 %	1.3 %	4.3 %
Allocation logement sociale (ALS)	32.4 %	43.0 %	20.7 %	24.9 %	11.9 %	12.0 %	20.3 %	8.8 %	14.6 %	11.1 %	12.4 %	11.5 %	3.7 %	10.2 %	2.4 %	2.4 %	1.3 %	6.9 %	8.0 %	8.8 %	3.9 %	
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>	2.1 %	-6.1 %	-1.6 %	5.9 %	0.8 %	-2.3 %	1.3 %	7.7 %	13.8 %	2.8 %	13.1 %	18.7 %	1.3 %	7.4 %	6.6 %	5.0 %	2.8 %	-1.0 %	4.0 %	-3.2 %	5.6 %	4.6 %
Allocation de parent isolé (API)	-3.3 %	-12.4 %	-6.8 %	-5.3 %	-4.4 %	-27.6 %	-11.4 %	-4.7 %	-3.5 %	-0.5 %	31.2 %	25.6 %	23.0 %	25.9 %	29.6 %	24.9 %	16.3 %	-0.6 %	4.9 %	1.0 %	-99.0 %	-27.6 %
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)	0.6 %	-1.5 %	1.5 %	1.4 %	4.1 %	4.0 %	0.5 %	2.1 %	6.9 %	1.9 %	0.8 %	2.4 %	1.2 %	2.6 %	2.6 %	2.0 %	3.7 %	2.6 %	3.2 %	6.2 %	4.7 %	3.1 %
AAH de base	0.6 %	-1.5 %	1.5 %	1.4 %	3.0 %	3.8 %	0.4 %	2.0 %	6.9 %	1.8 %	0.7 %	2.3 %	1.2 %	2.6 %	2.5 %	1.3 %	3.6 %	2.6 %	3.4 %	5.9 %	5.5 %	3.1 %
Majoration pour la vie autonome (MVA) - Complément AAH						17.2 %	9.6 %	10.6 %	11.0 %	8.0 %	4.2 %	6.9 %	2.5 %	6.6 %	6.5 %	-8.2 %	0.8 %	9.0 %	-1.0 %	0.9 %	0.5 %	2.3 %
Garantie de ressources des personnes handicapées (GRPH)																		21.8 %	-4.9 %	-14.4 %	-18.7 %	-3.2 %
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																						
RSA socle non majoré (départements)																						
RSA Jeunes socle																						
RSA activité non majoré (Etat)																						
RSA Jeunes activité																						
RSA majoré																						
RSA socle majoré (départements)																						
RSA socle activité majoré (Etat)																						
Prime exceptionnelle décembre RSA (Etat)																						
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)	5.2 %	-6.8 %	-2.0 %	9.6 %	0.3 %	-1.5 %	2.9 %	11.0 %	17.6 %	3.3 %	16.3 %	17.4 %	-0.9 %	7.8 %	3.7 %	1.0 %	-2.3 %	-1.3 %	-4.1 %	1.6 %	-99.2 %	-37.3 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)	-96.2 %												16.1 %	-3.7 %	38.3 %	39.3 %	32.4 %	-7.2 %	17.7 %	-16.8 %	-16.4 %	117.9 %
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)													16.1 %	-3.8 %	35.0 %	9.0 %	10.0 %	7.1 %	3.8 %	1.4 %	-3.1 %	
<b>Prestations légales directes</b>	5.5 %	4.3 %	12.5 %	8.3 %	3.4 %	5.5 %	7.6 %	2.9 %	7.8 %	2.6 %	7.1 %	9.3 %	1.8 %	5.3 %	3.9 %	3.1 %	1.7 %	0.3 %	3.8 %	-0.7 %	2.1 %	3.0 %

## Les prestations « Famille<sup>1</sup> » depuis 1951

**1,99 % du Pib en 2011**

**26,3 % versés sous condition de ressources**

*Les prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales représentent **3,67 % du Pib en 2011 contre 3,69 % en 1951** : à l'époque, il ne s'agissait que de prestations directes en direction des familles. En 2011, **la Famille ne représente plus que 1,99 % du Pib** (y compris 0,46 % versés sous forme de transferts ou de prestations indirectes). L'ensemble des prestations de logement représente 0,83 % du Pib, les minima sociaux et les aides à l'emploi, 0,85 %.*

*Jusqu'en 1971, l'accent a été mis sur les allocations familiales, dont les dépenses ont été multipliées par 2,6 en vingt ans. **L'année 1972** apparaît comme un tournant de la politique sociale. A partir de cette date, **les prestations Famille et la politique sociale se diversifient**. Par ailleurs, devant le coût des mesures et dans un contexte de chômage structurel, on assiste au développement des prestations **sous condition de ressources**. **A partir de 1998**, les prestations relatives à la **garde des enfants** sont progressivement **modulées en fonction des revenus** des familles.*

*Les prestations Famille versées sous condition de ressources représentent 26,3 % des prestations Famille en 2010 contre 23 % en 1973. Par ailleurs, en 2011, 18,4 % des dépenses Famille correspondent à des prestations liées à la garde des jeunes enfants dont les montants sont modulés en fonction des ressources de la famille.*

L'évolution des dépenses de prestations est étudiée sur la période 1951-2011, en euros constants 2011<sup>2</sup>. Il est utile, tout d'abord, de mettre l'accent sur la mise sous condition de ressources des prestations en 1972 et sur la succession des différents plans Famille.

### 1972, tournant de la politique sociale

L'exercice 1972 est identifié comme un tournant dans la politique familiale de la France avec :

- les premières prestations Famille sous condition de ressources (à partir de juillet) ;
- la création du premier minimum social (l'allocation aux adultes handicapés, en janvier) ;
- le début du financement par la Cnaf de prestations indirectes<sup>3</sup> avec la mise en place des cotisations d'assurance vieillesse des parents au foyer (à partir de juillet 1972).

Par ailleurs, dès 1971, la première prestation pour familles monoparentales (l'allocation orphelin) a été créée.

La période a été scindée en deux, en retenant 1971 comme frontière entre deux époques : une première de 20 ans (1951-1971) et une seconde de 40 ans (1971-2011).

### Evolution de la législation Famille entre 1951 et 2011

L'évolution de la législation Famille entre 1951 et 2011 est caractérisée (cf. encadré 1) :

- par une **mise sous condition de ressources** à partir de 1972 d'une partie des prestations, puis par leur **modulation progressive depuis 1998** ;
- par le développement de prestations d'entretien **attribuées par enfant et dès le premier enfant** ;
- par différents « plans Famille ». Les anciennes prestations (allocations de salaire unique et de frais de garde, allocations prénatales et postnatales, congé de naissance) ont été remplacées par diverses prestations dont les conditions d'attribution ont varié sur la période. En 2011, les prestations issues des plans Famille se composent :
  - . d'une part, du **complément familial** (Cf, 1,7 Md€), prestation d'entretien aux familles de trois enfants et plus, sous condition de ressources ;
  - . et d'autre part, de la **prestation d'accueil du jeune enfant** (12,7 Md€, Paje), créée en janvier 2004 et dont la montée en charge est terminée (cf. encadré 2). Hors prise en compte du Cf, l'enveloppe financière correspondant aux prestations issues des « plans Famille » a été multipliée par 2,5 en euros constants, passant de 5 Md€2011 en 1951 à 12,7 Md€ en 2011 (cf. TIPF 0.522011).



**Encadré 1 : Les plans Famille : de la création du complément familial en 1978 aux prestations « Naissance-Jeune enfant » de 1985 à 1991... jusqu'à la Paje en 2004**

• **En juillet 1972 :**

- les **allocations de salaire unique et de mère au foyer** (dont les montants ne seront plus revalorisés) ont été **mises sous condition de ressources** ;  
 - une majoration de ces prestations (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins **quatre enfants** ou un enfant de moins de 3 ans ;  
 - l'**allocation pour frais de garde** est créée ; elle est attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la **femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité**.

• **En 1978**, ces prestations ont été remplacées par le **complément familial**, accordé sous condition de ressources aux familles de **trois enfants** et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans.

• Les **allocations postnatales** sont majorées pour naissances multiples en 1979 et pour la troisième naissance en 1980. Cette dernière majoration est diminuée de moitié en 1983, supprimée en 1985.

• **En janvier 1985**, l'**allocation au jeune enfant** se substitue au complément familial et aux allocations pré- et postnatales. L'allocation pour jeune enfant est sous condition de ressources pour les enfants de plus de trois mois jusqu'en décembre 1996, pour l'ensemble des enfants bénéficiaires depuis janvier 1996.

• Le **complément familial** (Cf) est maintenu pour les familles de trois enfants et plus. En janvier 1987, le complément familial de « maintenance » (lorsque la famille passe de trois à deux enfants) est supprimé. En janvier 2000, l'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au complément familial (et aux aides au logement...).

Dès 1978, un **abattement sur les ressources** est prévu pour les **ménages à deux revenus ou les personnes isolées** bénéficiaires du Cf. Cet abattement est appliqué aux bénéficiaires de l'Apje et de l'Aad qui sont soumis aux mêmes plafonds. Il est à noter qu'un tel abattement n'existe pas pour le plafond de l'Ars. Cet abattement, correspondant à 46 % du Smic en 1978, est doublé en 1984 ; il progresse jusqu'en 1995 pour atteindre 82 % du Smic. En 2002, il n'est plus que de 72 % du Smic. Loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu, cet abattement se situait, toutefois, dans le cadre d'un **objectif de neutralité par rapport à la double activité au sein du couple**.

• **En 1985**, l'**allocation parentale d'éducation** (Ape) est versée à la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de **moins de 3 ans**, portant à **trois ou plus le nombre d'enfants**. Une allocation à mi-taux peut

être versée. Son montant est revalorisé en 1986 et en 1987. Le champ de l'Ape est étendu :

- en 1987, avec le desserrement de la condition d'activité (*deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois, au lieu des trente mois antérieurement en vigueur*), l'allongement de la durée de perception jusqu'aux 3 ans de l'enfant (*contre vingt-quatre mois maximum de perception lors de la création de l'Ape*), suppression du cumul possible de l'Ape avec l'Apje ;

- en 1994-1995 avec l'ouverture du droit dès le **deuxième enfant** (*sous réserve de deux ans d'activité au cours des cinq ans précédant la naissance*), l'extension au temps partiel (*versement jusqu'aux 6 ans de l'enfant en cas de naissances multiples*).

• **En 1991** entre en vigueur l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** (Afeama) : il s'agit d'une prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé.

• Créée en 1992, la **majoration d'Afeama** a été ensuite fortement revalorisée en 1995. Elle correspond à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle ; son montant varie selon l'âge de l'enfant (moins de 3 ans, de 3 ans à moins de **6 ans**). Depuis janvier 2001, son montant est modulé en fonction des ressources de la famille (*cf. T1PF 793*).

• Mise en place, **en 1987**, de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Elle peut être cumulée avec l'Ape à mi-taux. L'Aged est d'un montant égal à celui des cotisations sociales (patronales et salariales) dans la limite d'un certain plafond.

- L'Aged est déplafonnée en 1995, et une allocation à mi-taux est créée pour les enfants de **3 à 6 ans** et pour les bénéficiaires de l'Ape à taux partiel.

- Avec la réforme de 1998, la prise en charge des cotisations n'est plus que de 75 % ou même de 50 % selon les ressources de la famille, le recours à une Ape à taux réduit ou pour un enfant âgé de 3 à moins de 6 ans. Ces prises en charge sont par ailleurs plafonnées (*cf. T1PF 793, T1PF 7511*).

• En janvier 2002, un **congé de paternité** est créé.

• **En janvier 2004**, la **prestation d'accueil du jeune enfant** est créée (*cf. encadré 2*).

**Encadré 2 : Création de la Paje en janvier 2004 (cf. barème : TIPF 7351-61-71)**

\* La **prestation d'accueil du jeune enfant** (Paje) est appelée à remplacer cinq prestations existantes (*allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption*). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, la Paje comprend :

- une **prime à la naissance ou à l'adoption** versée sous condition de ressources (*avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Apje*), soit au septième mois de grossesse, soit le mois de l'arrivée de l'enfant au foyer ;

- une **allocation de base** (Ab) versée pendant trois ans à compter de la naissance (*ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption*), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

- un **complément libre choix d'activité** (Clca) attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de trois ans (*six ans en cas de naissances multiples*). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

- il peut être attribué **dès le premier enfant mais pour seulement six mois** à la suite du congé de maternité (ou de paternité) ;

- la condition d'activité antérieure est resserrée par rapport à l'Ape. Il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour l'enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour

l'enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour le premier enfant ;

- le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

- un **complément libre choix du mode de garde** (Cmg) attribué en cas de garde d'un enfant de moins de six ans par une assistante maternelle ou une employée de maison. Ce complément comporte deux composantes :

- une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

- une prise en charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limité à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

- \* Créé en juillet 2006, le **complément optionnel de libre choix d'activité** (Colca) permet aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court que le Clca (jusqu'à ce que l'enfant ait un an), mieux rémunéré.

- \* En mai 2008, augmentation du montant (plafond) du Cmg pour les familles les plus modestes.

L'ensemble des dépenses de prestations directes et indirectes a été **multiplié par 7,1** entre 1951 et 2010, passant de 10,2 Md€2011 à 73,3 Md€ (soit + 63,1 Md€2011). 46 % de cet accroissement (soit + 29,1 Md€2011) sont intervenus entre 1991 et 2011 : + 10,2 Md€2011 pour les minima sociaux et les aides à l'emploi, + 5,5 Md€2011 pour les prestations logement, + 7,8 Md€2011 pour les prestations directes Famille et + 5,5 Md€2011 de transferts au titre des prestations indirectes Famille. Globalement, **45 % de l'accroissement entre 1991 et 2011 concernent les prestations Famille** (13,3 Md€2011 sur 29,1 Md€2011 cf. figure 3.1).

### **54 % des prestations directes et indirectes sont des prestations Famille**

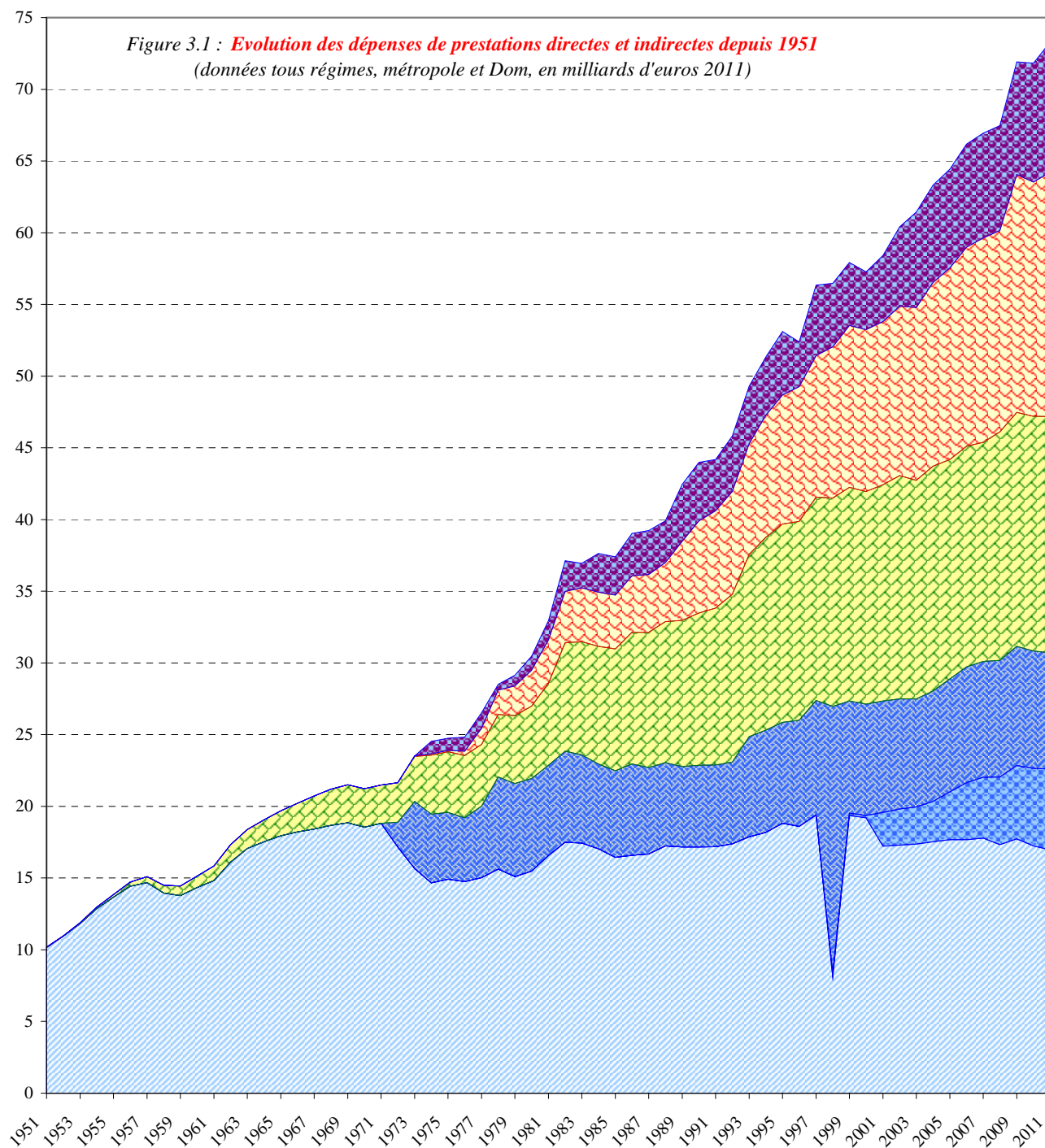
\* Les prestations de **logement** (16,5 Md€ en 2011) représentent 22 % des prestations directes et indirectes et 26 % de l'accroissement de ces prestations depuis 1951. *L'allocation logement familiale a été créée en 1948, l'allocation logement*

*sociale en 1972, l'aide personnalisée au logement (Apl) en 1978. Dès 1985, l'Apl qui concerne des logements conventionnés est devenue prépondérante. Par ailleurs, l'allocation de logement sociale a été multipliée par 2,5 depuis 1990, à la suite de son extension progressive à toutes les personnes exclues jusqu'alors des aides au logement. La mise en place d'un barème unique des aides au logement en secteur locatif s'est achevée en 2002.*

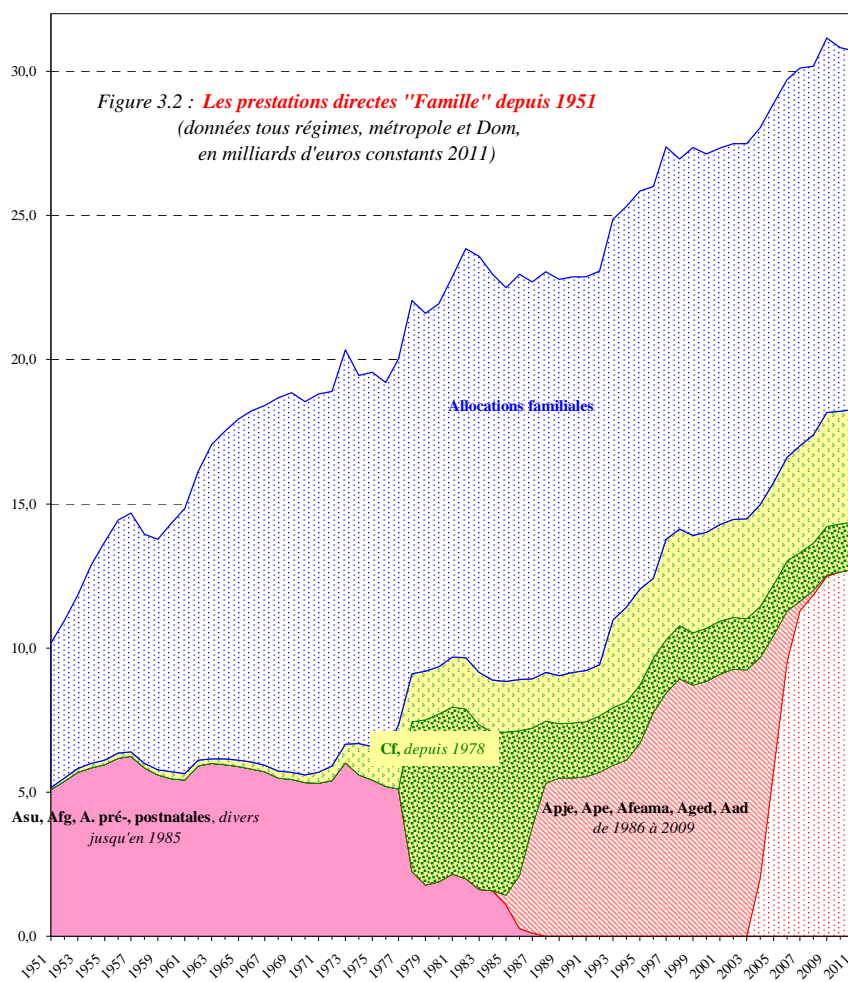
\* Les prestations visant à assurer à leurs bénéficiaires un **revenu minimal** ou une aide favorisant le retour à l'emploi (17,0 Md€ en 2011) représentent 23 % des prestations et 27 % de l'accroissement de celles-ci depuis 1951. *Les minima actuellement versés par les Caf de métropole sont essentiellement l'allocation aux handicapés adultes (créée en 1972), le revenu de solidarité active (créé en 2009 en métropole, étendu en 2011 aux Dom) et le Rso (revenu de solidarité dans les Dom créé en 2001).*

**TIPF 0.522011 : Evolution des dépenses de prestations légales depuis 1951 - Bénéficiaires des prestations en 2011**

Dépenses tous régimes, métropole et Dom  Milliards d'euros 2011	Dépenses				Evolution des dépenses								Structure des dépenses						Effectifs de bénéficiaires 2011	Rapport au nombre de bénéficiaires du Fnpf (a)				
	1951	1971	1991	2011	Ecart			Rapport					1951		1971		2011							
					2011- 1951	2011-1951 en % de	1971 - 1951	1991 - 1971	2011 - 1991	2011/ 1951	1971 / 1951	1991 / 1971	2011 / 1991	Total	P. Famille	Total	P. Famille	Total			P. Famille			
Total des prestations directes versées	10,19	21,50	40,62	64,212	54,0	l'accrois- sement Famille	11,3	19,1	23,6	6,3	2,1	1,9	1,6	100,0 % 99,8 %		100,0 %	87,6 %	100,0 %	54,3 %		Allocataires 11 889 000	Fnpf (a) 6 797 200		
Total des prestations directes ou financées par transferts	10,19	21,50	43,25	73,298	63,1		11,3	21,7	30,1	7,2	2,1	2,0	1,7											
Dont prestations directes ou indirectes Famille	10,17	18,83	25,51	39,795	29,6		8,7	6,7	14,3	3,0	1,9	1,4	1,6											
Famille	10,17	18,83	22,88	30,709	20,5	100 %	8,7	4,0	7,8	3,0	1,9	1,2	1,3	99,8 %	100 %	87,6 %	100 %	41,9 %	100 %	4 951 600 858 900	73 % 13 %			
Sous-total "Entretien : familles de 2 enfants et plus"	5,01	13,13	15,58	14,082		44,2 %	8,1	2,5	-1,5	2,8	2,6	1,2	0,9	49,2 %	49,3 %	61,1 %	69,7 %	19,2 %	45,9 %					
Allocations familiales (AF)	5,01	13,13	13,67	12,432	7,4	36,1 %	8,1	0,5	-1,2	2,5	2,6	1,0	0,9			61,1 %	69,7 %	17,0 %	40,5 %					
Complément familial (CF)			1,91	1,650	1,7	8,0 %		1,9	-0,3				0,9					2,3 %	5,4 %	2 997 300 739 700	44 % 11 %			
Sous-total "Entretien dès le premier enfant"	0,09	0,40	1,76	3,911	3,8	18,6 %	0,3	1,4	2,2	Ns	4,4	4,4	2,2	0,9 %	0,9 %	1,9 %	2,1 %	5,3 %	12,7 %					
Allocation de rentrée scolaire (ARS)			0,43	1,490	1,5	7,3 %		0,4	1,1				3,5					2,0 %	4,9 %					
Allocation soutien familial (ASF)		0,12	0,83	1,267	1,3	6,2 %	0,1	0,7	0,4				1,5			0,6 %	0,6 %	1,7 %	4,1 %	198 500	2,9 %			
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)		0,02	0,29	0,716	0,7	3,5 %	0,0	0,3	0,4				2,5			0,1 %	0,1 %	1,0 %	2,3 %	5 100	0,1 %			
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)				0,057					0,06									0,1 %	0,2 %					
Autres dépenses (Frais tutelle, AD, HM, CEE)	0,09	0,26	0,21	0,381										0,9 %	0,9 %	1,2 %	1,4 %	0,5 %	1,2 %					
Sous-total "Naissance - Jeune enfant"			5,53	12,716	7,6	37,2 %	0,2	0,2	7,2	2,5	1,0	1,0	2,3					17,3 %	41,4 %	2 367 000	35 %			
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)				12,716	Pour l'ensemble des prestations Naissance - Jeune enfant (hors complément familial) comparé aux prestations créées avant 1978														17,3 %	41,4 %	53 900			
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)				0,654																		1 930 500		
PAJE de base naissance adoption (AB)				4,298																			541 500	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité				2,117																			865 300	
PAJE complément mode de garde (CMG)				5,646																			239 000	4 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)			4																					
Allocation parentale d'éducation (APE)			1,23																					
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)			0,06																					
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			0,11																					
Sous-total "Prestations créées avant 1978 et n'existant plus"	5,07	5,30	0,00												49,8 %	49,8 %	24,6 %	28,1 %						
A. salaire unique, A. frais de garde, A. pré-, postnatales...																								
Logement	0,02	2,67	10,96	16,478	16,5		2,7	8,3	5,5			4,1	1,5	0,2 %		12,4 %		22,5 %		6 358 600	53 %			
Allocation logement familiale (ALF), prime de déménagement	0,02	2,67	2,65	4,220	4,2									0,2 %		12,4 %		5,8 %		1 325 100	/ allocataires			
Aide personnalisée au logement (APL), prime de déménagement			6,16	7,148	7,1													9,8 %		2 670 300				
Allocation logement sociale (ALS)			2,14	5,007	5,0													6,8 %		2 363 300				
Aide aux associations de logement temporaire, PAH, ALINE		0,002	0,002	0,110	0,1													0,2 %						
Minima sociaux et aides à l'emploi			6,78	17,025	17,0			6,8	10,2				2,5					23,2 %						
Allocation de parent isolé (API)			0,87																	956 600	/ allocataires			
Allocation adultes handicapés (AAH, complément)			3,41	7,224	7,2													9,9 %		2 067 300	8 %			
Revenu solidarité active (RSA, yc prime)				9,679																100	17 %			
Revenu minimum d'insertion (RMI, yc prime)			2,50	0,018	0,0													0,0 %						
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, ASA, SURF...)				0,106	0,1													0,1 %						
Transferts (prestations ou cotisations financées par la CNAF)			2,63	9,086	9,1			2,6	6,5				3,5					12,4 %		1 527 200				
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF)			2,40	4,432														6,0 %						
Assurance personnelle			0,11																					
Cotisation maladie parent isolé			0,12																					
Contribution au fonds de solidarité vieillesse				4,381														6,0 %						
Congé paternité				0,273														0,4 %						



En millions d'euros 2011	Dépenses 2011	Accroissement des dépenses			
		1971-1951 20 ans	1991-1971 20 ans	2011-1991 20 ans	2011-1951 60 ans
Famille : transferts, prestations indirectes <i>En % / total (T)</i>	9,1 12 %		3,6 6 %	5,5 9 %	9,1 14 %
<b>Minima sociaux et aides à l'emploi</b> <i>En % / total (T)</i>	<b>17,0</b> 23 %		<b>6,8</b> 11 %	<b>10,2</b> 16 %	<b>17,0</b> 27 %
<b>Logement</b> <i>En % / total (T)</i>	<b>16,5</b> 22 %	<b>2,7</b> 4 %	<b>8,3</b> 13 %	<b>5,5</b> 9 %	<b>16,5</b> 26 %
Famille : prestations sous condition de ressources (Cr) <i>En % / total (T)</i>	8,1 11 %		5,7 9 %	2,4 4 %	8,1 13 %
Famille : prest. modulées en fonction des ressources (Paje Cmg, Aged, Afeama) <i>En % / total (T)</i>	5,6 8 %			5,6 9 %	5,6 9 %
Famille : P. non soumises à Cr, non modulées <i>En % / total (T)</i>	17,0 23 %	8,7 14 %	-1,6 -3 %	-0,2 0 %	6,8 11 %
<b>Ss-total 1 : P. directes</b> <i>En % / total (T)</i>	<b>64,2</b> 88 %	<b>11,3</b> 18 %	<b>19,1</b> 30 %	<b>23,6</b> 37 %	<b>54,0</b> 86 %
<b>Ss-tot. 2 : Famille P. directes</b> <i>En % / total (T)</i>	<b>30,7</b> 42 %	<b>8,7</b> 14 %	<b>4,1</b> 6 %	<b>7,8</b> 12 %	<b>20,5</b> 33 %
<b>P. directes + indirectes (T)</b> <i>En % / total (T)</i>	<b>73,3</b> 100 %	<b>11,3</b> 18 %	<b>22,7</b> 36 %	<b>29,1</b> 46 %	<b>63,1</b> 100 %
<b>Ss-tot. 3 : Famille P. directes et indirectes</b> <i>En % / total (T)</i>	<b>39,8</b> 54 %	<b>8,7</b> 14 %	<b>7,6</b> 12 %	<b>13,3</b> 21 %	<b>29,6</b> 47 %



Dépenses 2011  
en milliards d'euros

**Af** 12,43  
contre 5,0 Md€2011 en 1951,  
13,2 Md€2011 en 1969,  
et un maximum en 1983 avec  
14,4 Md€2011.

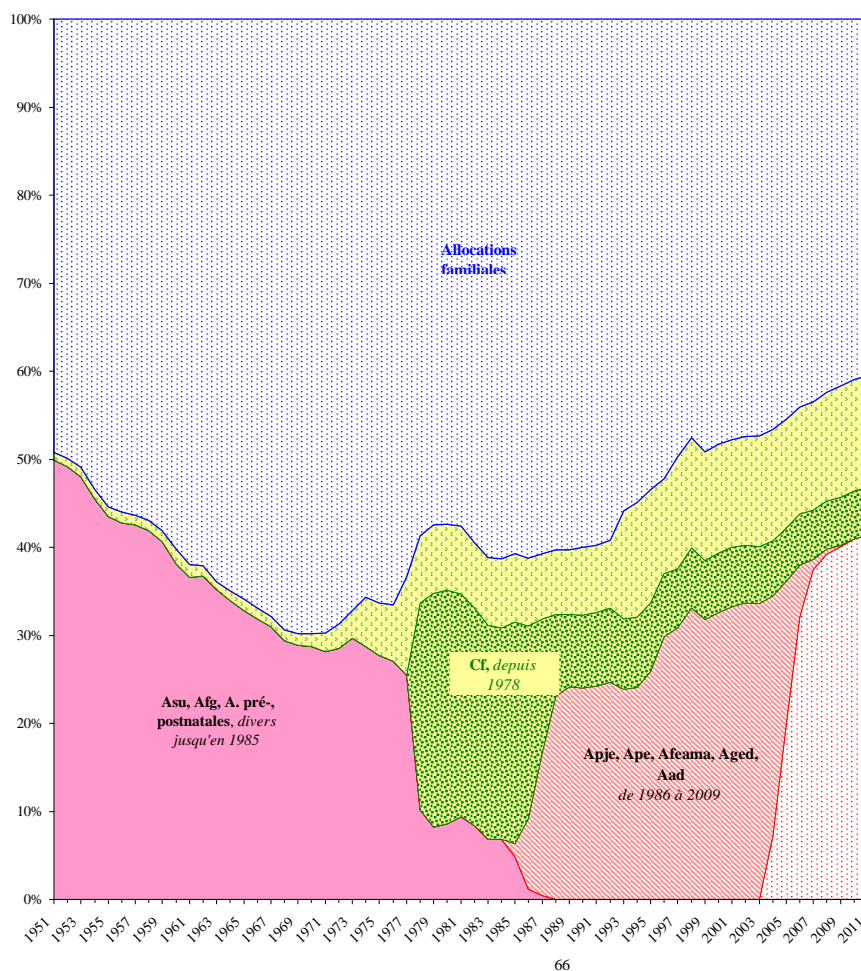
Autres prestations Famille :  
**Asf, Ars, Aceh, Ajpp, frais de tutelle...**  
3,91

**Cf** 1,65

**Naissance - Jeune enfant**  
12,72

**Prestations "Famille"**  
30,71

**Figure 3.3 : Structure des prestations directes "Famille" depuis 1951 (en %)**



Structure des  
dépenses 2011  
en %

**Af** 40,5 %  
contre 49 % en 1951  
et un maximum relatif à 70 %  
entre 1969 et 1971

Autres prestations Famille : en 2011,  
**Asf, Ars, Aceh, Ajpp, frais de tutelle...**  
12,7 %

**Cf** 5,4 %

**Naissance - Jeune enfant**  
41,4 %

**Prestations "Famille"**  
100 %



\* Les dépenses de prestations **Famille** directes et indirectes (39,8 Md€) représentent 54 % de l'ensemble des prestations. Les prestations directes (30,7 Md€) représentent 77 % des prestations Famille. Les prestations indirectes Famille représentent 9,1 Md€ de transferts. La progression globale des prestations Famille a été de 29,6 Md€2011 depuis 1951. 29 % de cette progression a eu lieu avant 1971, 26 % entre 1971 et 1991, les 45 % restant ont eu lieu au cours des vingt dernières années (+ 13,3 Md€2011). 31 % de l'accroissement concernent les prestations indirectes, 27 % concernent les prestations sous conditions de ressources (Cr), 19 % celles dont le montant est modulé en fonction des revenus.

#### Prestations Famille directes et indirectes depuis 1951

En milliards d'euros 2011	Dépenses 2011	Accroissement des dépenses			
		1971- 1951	1991- 1971	2011- 1991	2011- 1951
Prestations indirectes	9,1		3,6	5,5	9,1
Prestations directes	30,7	8,7	4,1	7,8	20,5
P. sous Cr	8,1		5,7	2,4	8,1
P. modulées	5,6			5,6	5,6
Autres P. Famille	17,0	8,7	-1,6	-0,2	6,8
<b>Ensemble Famille</b>	<b>39,8</b>	8,7	7,6	13,3	<b>29,6</b>
En %	Structure	Accroissement en % du total Famille			
Prestations indirectes	23 %			19 %	31 %
Prestations directes	77 %	29 %	14 %	26 %	69 %
P. sous Cr	20 %		19 %	8 %	27 %
P. modulées	14 %			19 %	19 %
Autres P. Famille	43 %	29 %	-6 %	-1 %	23 %
<b>Ensemble Famille</b>	<b>100 %</b>	29 %	26 %	45 %	100 %

#### Prestations d'entretien spécifiques aux familles de deux enfants et plus : 45,9 % des prestations Famille

Les Af et le Cf sont les prestations d'entretien aux familles de deux enfants et plus (14,1 Md€, cf. TIPF 0.522011).

\* Les **allocations familiales** (Af) : **12,4 Md€** bénéficient à **4 951 600 familles** de deux enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de 20 ans (ou bénéficiant du forfait AF<sup>4</sup>), soit 73 % des familles bénéficiaires du Fnpf. La part des Af dans l'ensemble des prestations Famille est passée de 49 % **des prestations Famille** en 1951 à 40,5 % en 2010 (après un maximum à 70 % en 1969-1971).

En euros constants 2011, les dépenses d'Af :

- ont été **multipliées par 2,6 entre 1951 et 1971** (soit + 8,1 Md€2011) ;
- sont globalement restées stables entre 1971 et 2009 malgré un impact démographique négatif (sorties des classes d'âge à forts effectifs, diminution des familles nombreuses) compensé par l'allongement de la scolarité et les mesures législatives relatives à la notion d'enfant à charge (cf. figure 3.7) ;

- En 2011, les dépenses d'Af se situent – 5,3 % en dessous de leur niveau de 1971 (soit – 0,7 Md€2011) avec – 0,5 Md€2011 d'économies liées à la réforme des majorations pour âge.

#### Encadré 3 : Mesures relatives aux Af

Les diverses mesures prises depuis 1998 relatives aux Af auraient globalement généré près de + 53 M€2008 de dépenses :

- les **majorations** pour âge des Af sont versées à partir de onze ans, et à partir de seize ans de janvier 1999 jusqu'à la réforme de mai 2008 ;

- la **limite d'âge** pour les enfants à charge est passée de dix-huit à dix-neuf ans en 1998, de dix-neuf ans à vingt ans en 1999 ;

- un **forfait Af** versé aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de vingt ans a été mis en place en juillet 1997 ;

- depuis mai 2007, en cas de **résidence alternée**, les parents ont la possibilité d'opter pour le partage des Af, le montant des Af correspondant à la configuration familiale (avec 1 pour un enfant à temps plein et 0,5 pour un enfant en résidence alternée) ;

- en mai 2008, les majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des Af sont remplacées par **une seule majoration pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008 (cf. encadré 1 du chapitre 2).

En 1998, les Af ont régressé de plus de 802 M€2007 suite à leur **mise sous condition de ressources** pendant dix mois de mars à décembre<sup>5</sup>.

La progression des Af représente à elle seule **36 % de l'accroissement des prestations Famille**, entre 1951 et 2011, celle des prestations modifiées par les plans Famille représentant également 37 % de cet accroissement (cf. TIPF 0.522011).

Depuis 1971, la décroissance de la part des Af dans les prestations Famille apparaît comme l'inversion du courant qui a prévalu entre 1951 et 1971 : la **concentration** de l'accroissement des dépenses de prestations Famille en faveur des Af **fait place depuis 1971 à la diversification des objectifs de la politique familiale**. Il s'agit alors de favoriser la conciliation entre vie familiale et vie professionnelle par le libre choix entre les différents modes de garde, entre la poursuite ou l'arrêt d'une activité professionnelle ; de soutenir les familles



monoparentales, les enfants handicapés et l'éducation des enfants... Par ailleurs, **le soutien à la natalité** demeure à travers le barème des allocations familiales favorable aux familles nombreuses, le complément familial et les prestations d'entretien en faveur des jeunes enfants.

\* Le **complément familial** (Cf. cf. encadré 1), est créé en 1978 et versé sous condition de ressources : **5,4 %** des prestations Famille, **1,6 Md€** bénéficiant à **863 300 familles** de trois enfants et plus ayant des enfants à charge de moins de vingt et un ans<sup>6</sup>.

### **Naissance - Accueil des jeunes enfants : 41,4 % des prestations Famille**

Les prestations Naissance - Accueil des jeunes enfants (**12,7 Md€**) représentent 41,4 % des prestations Famille (cf. T1PF 0.522011, encadrés 1 et 2, figures 3.2 et 3.3). On peut distinguer trois types de préoccupations : la garde des enfants, la compensation de la perte de revenus liée à l'arrêt d'activité professionnelle d'un (des) parent(s), l'entretien des jeunes enfants. Les créations de trois prestations (l'Ape, l'Aged et l'Afeama, respectivement en 1985, en 1987 et en 1991) et leur remplacement en janvier 2004 par trois composantes de la Paje reflètent l'accent mis à nouveau sur **l'éducation et la garde des jeunes enfants**, avec également des préoccupations relevant de **politiques d'emploi**.

53 900 familles ont bénéficié de la prime Paje de naissance ou d'adoption au titre du mois de décembre 2011 (654 M€), 1 930 500 de l'allocation de base (4,30 Md€), 541 500 familles ont opté pour le complément de libre choix d'activité ou pour le Colca d'une durée plus courte (2,12 Md€) et 865 300 familles pour le complément mode de garde (5,65 Md€). La natalité reste élevée : près de 826 300 naissances en moyenne annuelle sur les cinq dernières années (contre 829 350 en 2006).

### **12,7 % des prestations Famille correspondent aux prestations d'entretien versées dès le premier enfant**

Les prestations d'entretien attribuées dès le premier enfant sont des aides spécifiques aux enfants handicapés et aux familles monoparentales, ainsi que l'allocation de rentrée scolaire. Elles atteignent 3,9 Md€ en 2011 (cf. T1PF 0.522011) et représentent 12,7 % des prestations Famille.

\* La prise en compte du handicap des enfants dans la politique familiale a débuté en 1964, avec un tournant important en 1975 (cf. encadré 4). La part des dépenses correspondantes est passée de 0,1 % des prestations Famille en 1971 à 1 % en 1977 et à

**2,3 % en 2011**. Les dépenses d'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** atteignent **716 M€ pour 198 500 familles** bénéficiaires en décembre 2011.

#### **Encadré 4 : L'handicap des enfants**

- **Janvier 1964** : les enfants placés en établissement bénéficient de l'allocation d'**éducation spécialisée**.

- **Février 1972** : création de l'allocation aux **mineurs handicapés** (lorsqu'ils ne peuvent bénéficier de la prestation précédente); la prestation est sous condition de ressources jusqu'en juillet 1973.

- **Octobre 1975** : les deux prestations précédentes sont remplacées par l'allocation d'éducation spéciale (Aes) d'un montant plus avantageux et assortie de **deux compléments**.

- **Février 1983** : augmentation de 50 % du montant du deuxième complément de l'Aes.

- **Octobre 1991** : création d'un **troisième** complément de l'Aes pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer.

- **Janvier 2001** : création de l'allocation de **présence parentale** (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au maximum une année par enfant et pour une même cause.

- **Avril 2002** : majoration substantielle de l'App et création de **six** nouveaux compléments de l'Aes à la place des anciens. Ces compléments restent acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant.

- **Janvier 2006** : l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** remplace l'Aes. Une **majoration** de l'Aeeh est versée aux **parents isolés**, par enfant percevant un complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou recrutement d'une tierce personne.

- **Mai 2006** : le parent bénéficiaire de l'**allocation journalière de présence parentale** peut prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans.

- **Avril 2008** : les familles d'enfants handicapés de moins de vingt ans peuvent opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch, **prestation de compensation du handicap**, en fonction de la situation la plus favorable.

\* L'**allocation (journalière) de présence parentale** (57 M€) a bénéficié à 5 100 familles.

### **Encadré 5 : Les familles monoparentales**

- **En 1971**, l'**allocation orphelin** est créée en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. Elle est attribuée sous condition de ressources jusqu'en avril 1973.

- Extension de l'Ao aux enfants manifestement **abandonnés** depuis six mois, en **1975** ; depuis deux mois, en 1982. En 1978, le montant de l'Ao partielle est majoré de 50 %.

- En 1985, l'**allocation de soutien familial** (Asf) se substitue à l'Ao. Une mission de recouvrement des pensions alimentaires est alors confiée aux organismes débiteurs de l'Asf. *Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations verse une allocation **différentielle** sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'Asf<sup>7</sup>. Il est à noter que l'Asf est supprimée en cas de (re)mariage, de concubinage ou de Pacs.*

- En juin 2009, le Rsa majoré remplace l'Api en métropole. Il est étendu aux Dom en janvier 2011.

- Depuis janvier 2007, les bénéficiaires de l'Api ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des avantages sociaux, y compris à l'Asf. Cette mesure minore de – 80 M€2011 en année pleine 2008 les prestations perçues par les familles en 2008 (+ 34 M€2011 d'Asf et – 114 M€2011 d'Api). Depuis juin 2009, les bénéficiaires du Rsa sont soumis à la même obligation (cf. T1PF 311).

\* Les dépenses d'**allocation de soutien familial** sont passées de 0,6 % des prestations Famille en 1971, à 1,6 % en 1973, à 3,2 % en 1978<sup>8</sup> et à **4,1 %** en 2011 : soit **1,27 Md€** de dépenses et **739 700 familles** bénéficiaires (cf. encadré 5).

\* Jusqu'en juin 2009, l'**allocation de parent isolé** (Api, créée en 1976) garantit un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation. L'Api est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans. Du fait de la spécificité de cette prestation différentielle et suite à son remboursement par l'Etat depuis 1999, l'Api est regroupée avec les minima sociaux. 1,02 Md€ a été versé en 2008 à 200 400 bénéficiaires de l'Api. La part de l'Api dans l'ensemble des prestations a progressé jusqu'à 2,3 % en 1986-1989 avant de décroître pour se situer aux alentours de 1,7 % depuis 1997. La part des prestations (Asf et Api)

versées aux familles monoparentales représente 3,8 % de l'ensemble des prestations en 2008.

Le barème de la majorité des prestations et des minima prend en compte l'isolement de l'allocataire dans le calcul du montant de la prestation.

### **Encadré 6 : La rentrée scolaire**

• L'**allocation de rentrée scolaire** (Ars), créée en **1974**, est versée sous condition de ressources. (Aucune majoration du plafond pour double activité n'a été introduite. Cf. T1PF 793).

• En **1990**, le bénéfice de l'Ars est étendu aux jeunes de seize à dix-huit ans.

• En **1999**, le droit à l'Ars a été ouvert aux familles avec un seul enfant qui ne perçoivent pas d'autres prestations des organismes débiteurs des prestations familiales.

• Depuis **2002**, une allocation **différentielle** est versée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond.

• Le **montant unitaire de l'Ars** en euros constants a été **multiplié par 3,6** entre 1992 et 2007.

• En août **2008**, l'Ars est modulée en fonction de l'âge des enfants : 273,95 euros (avant Crds) pour les enfants de 6 à 10 ans, 289,03 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 299,08 euros pour ceux de 15 à 18 ans. L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses, soit un coût de + 41 M€2011.

• En juin **2009**, une prime exceptionnelle de 150 euros est versée aux familles ayant bénéficié de l'Ars au titre de la rentrée scolaire 2008.

\* **5 021 200 enfants** (2 997 300 familles) ont bénéficié de l'Ars en 2011, soit 44 % des familles bénéficiaires du Fnpf. Les dépenses d'Ars (1,49 Md€) atteignent **4,9 %** des prestations Famille contre 1,9 % en 1992.

### **26,3% des prestations Famille sont sous condition de ressources**

\* Les prestations de garde sont **modulées en fonction des ressources** depuis 1998 pour l'**Aged** (créée en 1995, cf. T1PF 7511), depuis 2001 pour la **majoration d'Afeama** (créée en 1992, cf. T1PF 753) et dès leur création en 2004 pour les **Cmg de la Paje** (cf. T1PF 7361). D'une part, les cotisations prises en charge et le taux minimum du Cmg ne sont pas soumis à condition de ressources. D'autre part, les plafonds de ressources sont élevés comparés à ceux des autres prestations familiales : ils se situent en 2011 au niveau de 3,5 Smic pour percevoir le montant médian du Cmg contre 1,8 Smic pour l'Ars, dans le cas de familles n'ayant qu'un seul enfant (cf. T1PF 79-2011, page 9).

Figure 3.4 : **26,3 % des prestations directes Famille sont soumises à condition de ressources (Cr) en 2011 contre 23 % en 1973**

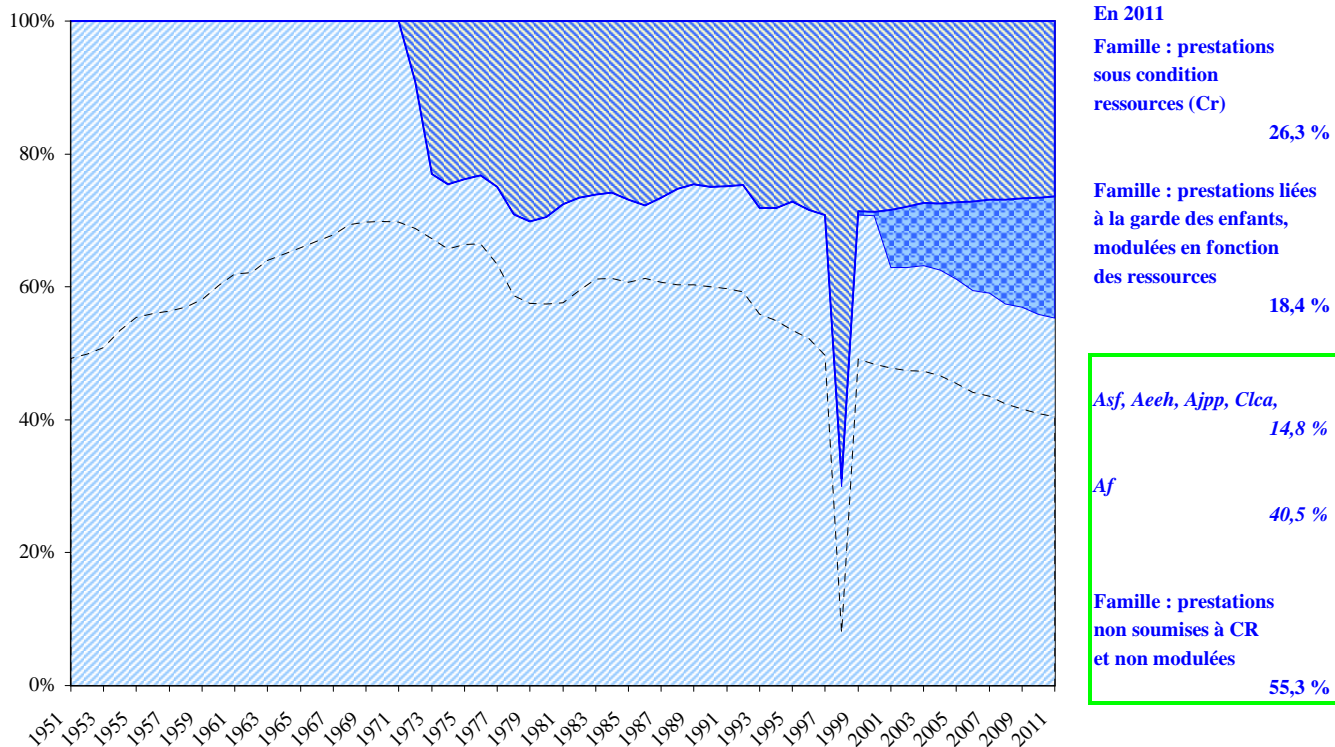
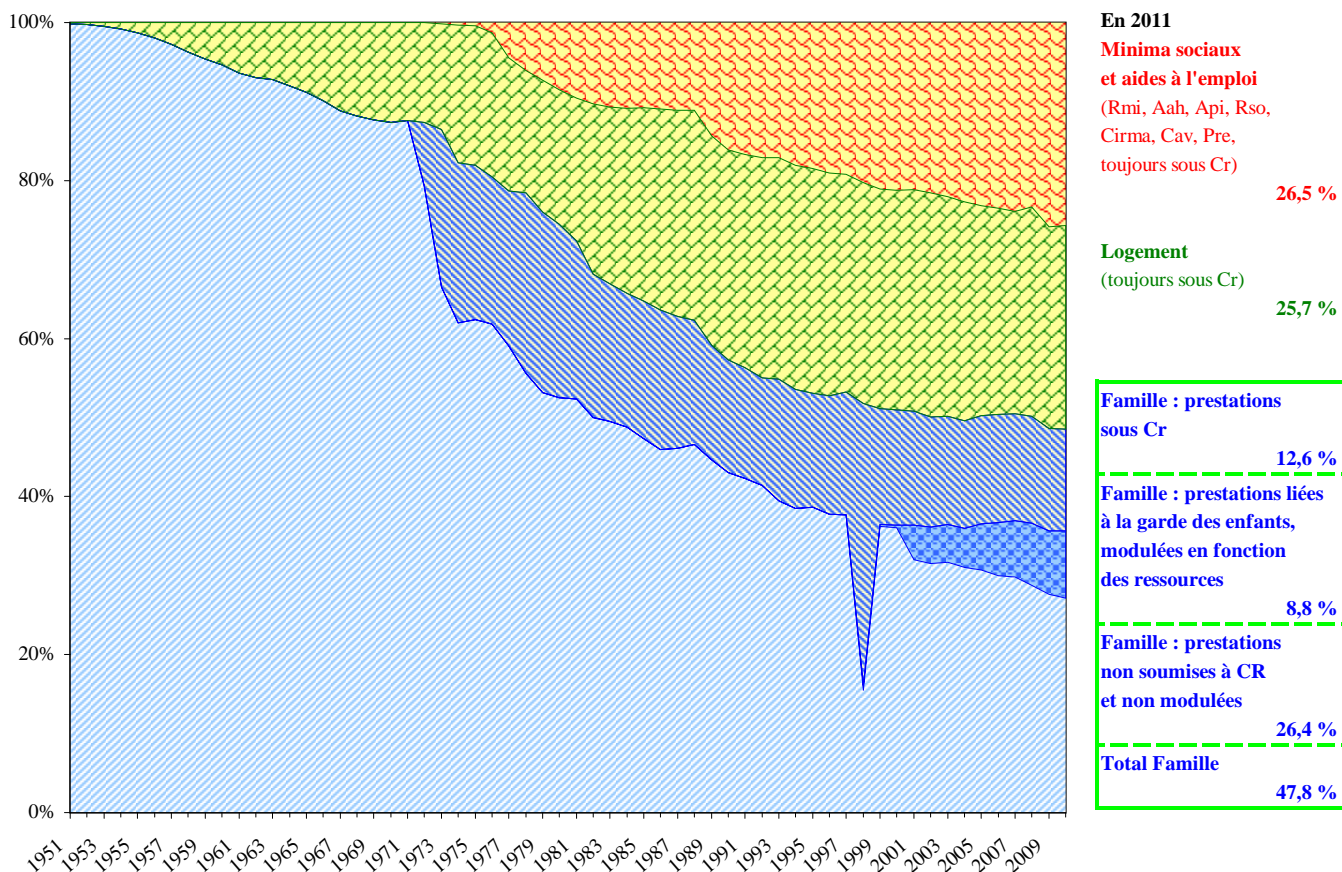


Figure 3.5 : La part des prestations directes **Famille sans Cr** dans l'ensemble des prestations a régressé de **87 % en 1971** à **67 % en 1973**, **53 % en 1981**, **26,5 % en 2011**, suite à la décroissance des prestations Famille dans l'ensemble



En 1998, les prestations sans Cr enregistrent un creux correspondant à la mise sous Cr des Af pendant dix mois.

**18,4 %** des dépenses de prestations Famille en 2011 correspondent à des prestations dont le montant est **modulé en fonction des ressources** de la famille. La mise en place de la modulation dans le calcul des prestations de garde est apparue en 1998.

Dépenses TR M€constants	Ventilation des prestations Famille				Rapport 2011/2001
	1973	1999	2001	2011	
P. sans CR	77 %	71 %	63 %	55,3 %	-1,4 %
P. modulées		0,6 %	9 %	18,4 %	139 %
Ss-total	77 %	71 %	72 %	73,7 %	15,5 %
<b>P. avec CR</b>	<b>23 %</b>	<b>29 %</b>	<b>28 %</b>	<b>26,3 %</b>	<b>4,1 %</b>
<b>P. Famille</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>12,3 %</b>

\* La part des prestations Famille **attribuées strictement sans condition de ressources** dans l'ensemble des prestations Famille a régressé en trois temps (cf. figure 3.4 et TIPF 21631) :

- passant de 100 % en 1971 à 77 % en 1973, les allocations de salaire unique, de frais de garde et leur

majoration ayant été mises sous condition de ressources à partir de juillet 1972 (cf. encadré 1) ;

- si on exclut l'exercice 1998, le taux moyen des prestations Famille sans condition de ressources est resté **relativement stable de 1973 jusqu'en 2000, date de modulation de l'Afeama**. En moyenne, ce taux a été de 73,4 % des prestations Famille sur 27 ans ;

- ce taux régresse à nouveau, passant de 63 % en 2001 à 59 % en 2007, 57,4 % en 2008, **55,3 %** en 2011 (Af, Asf, Aeeh, Ajpp, Paje Clca). L'encadré 7 situe le degré d'imprécision de cette estimation à 9 points en 2003. Les prestations Famille sans conditions de ressources ont régressé de **-1,4 %** en volume depuis 2001.

En 1998, avec la mise sous condition de ressources des allocations familiales de mars à décembre, le montant des prestations sans condition de ressources chute à 29,9 % des prestations Famille.

### Encadré 7 : Conditions de ressources...

**7.1** - Parmi les prestations Famille (hors Api qui figure avec les minima sociaux), on peut considérer que seuls **l'Ars et le Cf sont soumis à des conditions de ressources sélectives** (alors que les autres conditions de ressources n'excluent que 10 % à 15 % des bénéficiaires potentiels). Le tableau TIPF 792010 (page 7) situe les différents niveaux de plafonds de ressources par rapport au Smic :

- le bénéfice de l'Ars est supprimé à une famille d'**un enfant** percevant **1,9 Smic** ;  
- une famille de **trois enfants** avec un seul revenu bénéficie du Cf si ses revenus sont inférieurs à **2,9 Smic** ;  
- l'allocation de base de la Paje se situe déjà à un niveau sensiblement supérieur : **2,7 Smic** pour une famille d'**un enfant** avec un seul revenu, **3,6 Smic** pour une famille d'un enfant avec deux revenus.

**7.2 - Les prestations de garde sont considérées comme modulées selon les revenus pour la totalité des sommes versées.**

- En fait, les cotisations sont versées sans aucune référence aux revenus de la famille. Seule la composante versée à la famille diffère selon les ressources.

- Avant la mise en place du Cmg de la Paje, les dépenses d'Afeama étaient ventilées entre prestations sans Cr (Afeama de base) et prestations modulées (majoration d'Afeama). Le changement de méthodologie minore la part des prestations sans Cr de 5,1 % en 2003 (et majore celle des prestations modulées).

- Les dépenses d'Aged (modulée depuis 1998) n'incluent pas de cotisations sociales.

**7.3** Le montant du Clca de la Paje est équivalent à celui de l'Ape pour les familles dont les ressources dépassent le plafond d'attribution de l'Ab Paje. Les allocataires dont les ressources sont inférieures au plafond perçoivent l'Ab Paje et le montant cumulé des deux prestations (Ab + Clca) correspond bien à celui de l'Ape (non cumulable avec l'Ape).

Cette spécificité du Clca a conduit à une estimation statistique des dépenses d'Apje virtuelle sous Cr :

- en 2003, on considère que 80 % des familles bénéficiaires de l'Ape auraient pu bénéficier de l'Apje (20 % d'entre elles sont exclues par la condition de ressources de l'Apje) ;

- on estime que **30 % des sommes versées au titre de l'Ape auraient de toute façon été versées au titre de l'Apje si l'Ape n'avait pas existé**.

Les dépenses d'Ape sans Cr sont minorées de ces dépenses d'Apje virtuelle.

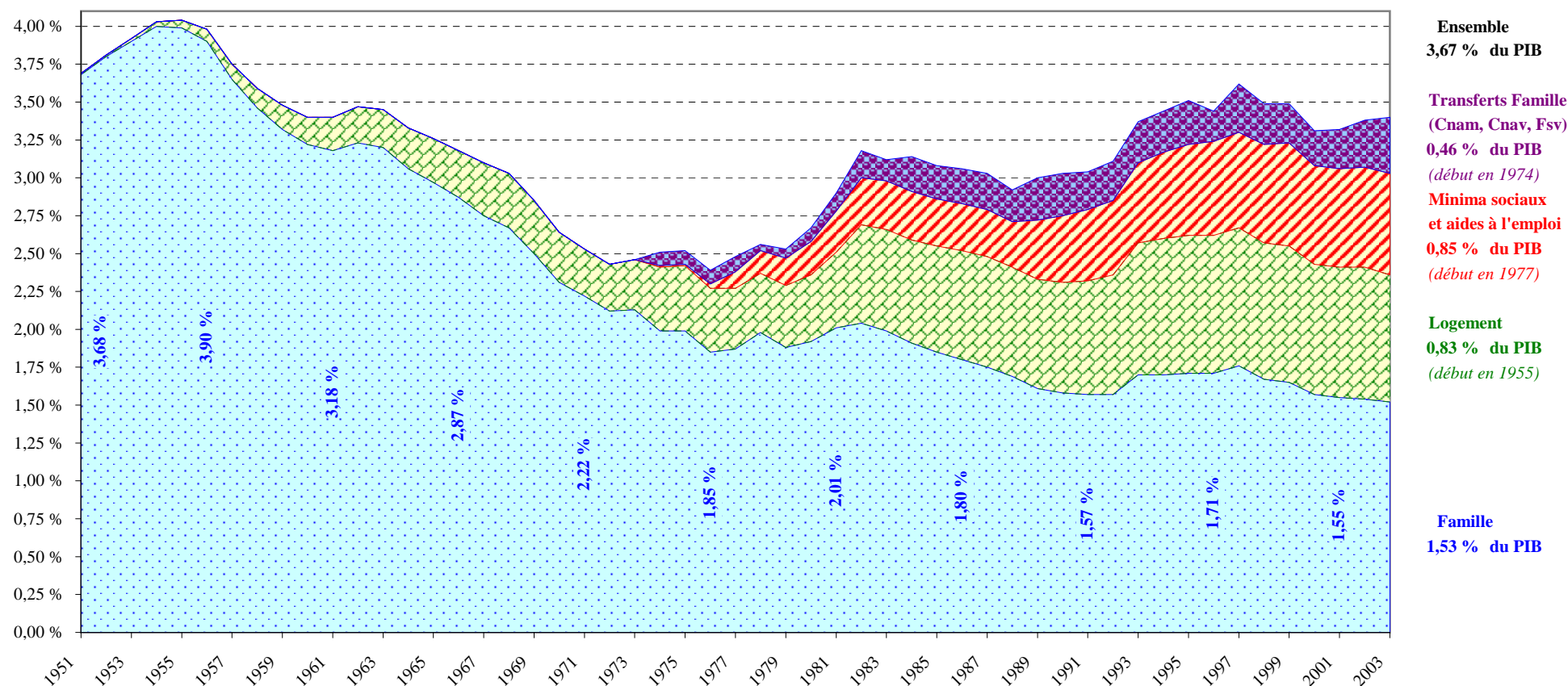
L'impact du changement de législation sur les séries statistiques de dépenses de prestations avec et sans Cr minore la part des prestations sans Cr de l'ordre de 3,8 points en 2003.

**7.4 - Pour conclure, la part des prestations sans Cr est de 8,9 points inférieure à celle présentée dans la brochure PF2003 : parallèlement, les prestations modulées sont majorées de 5,1 points (du fait de l'impact de l'Afeama de base, cf. point 2), les prestations sous Cr sont majorées de 3,8 points (suite au calcul de l'Apje virtuelle, cf. point 3).**

#### Ventilation P. Famille selon la méthodologie

2003	A : nouvelle	B : ancienne	A - B
Sans Cr	63,2 %	72,0 %	-8,9
Modulées	9,4 %	4,3 %	5,1
Avec Cr	27,4 %	23,6 %	3,8

Figure 3.6 : **Les prestations directes Famille représentent 1,53 % du Pib en 2011**, le logement 0,83 %, les minima et les aides à l'emploi 0,85 %, les transferts 0,46 % du Pib, soit **3,67 % du Pib pour l'ensemble des prestations** (contre 3,69 % pour les prestations Famille en 1951)



### T1PF 2192 : Rapport au PIB des prestations et des transferts Famille depuis 1951

																			Ecart (points) 2011 - 2001	Moyenne 10 ans [2002 2011]
Tous régimes, métropole et Dom	1951	1960	1970	1980	1985	1988	1990	1995	2000	2001	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011		
<b>Famille</b>	3,68 %	3,22 %	2,31 %	1,92 %	1,85 %	1,69 %	1,58 %	1,71 %	1,57 %	1,55 %	1,51 %	1,53 %	1,53 %	1,51 %	1,52 %	1,61 %	1,57 %	<b>1,53 %</b>	<b>-0,02</b>	1,54 %
Logement	0,01 %	0,18 %	0,33 %	0,44 %	0,70 %	0,72 %	0,73 %	0,91 %	0,86 %	0,86 %	0,85 %	0,81 %	0,79 %	0,76 %	0,80 %	0,84 %	0,83 %	<b>0,83 %</b>	<b>-0,03</b>	0,82 %
Minima sociaux et aides à l'emploi				0,22 %	0,31 %	0,30 %	0,44 %	0,60 %	0,65 %	0,65 %	0,69 %	0,71 %	0,71 %	0,71 %	0,70 %	0,85 %	0,83 %	0,85 %	0,20	0,74 %
Prestations directes	3,69 %	3,40 %	2,64 %	2,58 %	2,86 %	2,71 %	2,75 %	3,22 %	3,08 %	3,06 %	3,05 %	3,05 %	3,03 %	2,98 %	3,02 %	3,30 %	3,23 %	3,21 %	0,15	3,10 %
<b>Transferts (Cnam, Cnav, Fsv)</b>				0,09 %	0,22 %	0,21 %	0,28 %	0,29 %	0,23 %	0,26 %	0,37 %	0,37 %	0,37 %	0,36 %	0,37 %	0,40 %	0,42 %	0,46 %	0,20	0,38 %
<b>Prestations directes et transferts</b>	3,69 %	3,40 %	2,65 %	2,66 %	3,08 %	2,93 %	3,04 %	3,51 %	3,32 %	3,31 %	3,42 %	3,41 %	3,41 %	3,33 %	3,37 %	3,68 %	3,63 %	<b>3,67 %</b>	0,36	3,47 %
Dont "Famille" P. directes et indirectes	3,68 %	3,22 %	2,31 %	2,01 %	2,07 %	1,90 %	1,86 %	2,00 %	1,80 %	1,81 %	1,88 %	1,90 %	1,90 %	1,87 %	1,89 %	2,01 %	1,99 %	<b>1,99 %</b>	0,18	1,92 %



L'ensemble des prestations qui ne sont pas strictement soumises à condition de ressources ont globalement plus progressé depuis 2001 que l'ensemble des prestations Famille (+ 16 % contre + 12 %). En conséquence, leur part est passée de 71 % en 2000 à 73,6 % en 2011 (cf. TIPF 21631).

\* Les prestations Famille strictement **sous condition de ressources** n'ont progressé que de + 4,1 % entre 2001 et 2011. La forte progression des prestations de garde a entraîné une diminution relative de la part des prestations sous condition de ressources : 26,4 % en 2011 (Cf, Ars, Paje : prime, allocation de base) contre 28,4 % en 2001 (cf. figure 3.4, encadré 3, TIPF 21620-631).

Par ailleurs, la part des prestations Famille sans condition de ressources dans l'ensemble des prestations « Famille-Logement-Minima sociaux » a régressé de 67 % en 1973 à 26,4 % en 2011, du fait de la régression de la part des prestations Famille dans l'ensemble des prestations versées par les organismes débiteurs des prestations familiales (cf. figure 3.5, TIPF 21632).

### 1,99 % du Pib pour la Famille en 2011 contre 3,7 % en 1951

Le rapport au Pib des prestations Famille **directes** décroît de -1,93 point entre 1951 et 1987, de -0,23 point de 1987 à 2008, avec un minimum en 2004 et en 2007 (1,51 % du Pib). Le taux 2011 (1,53 %) se situe au même niveau qu'en 2006 (une progression jusqu'à 1,61 % du Pib en 2009).

#### Dépenses directes Famille en % du Pib

Année t	%	Ecart [t - (t-1)] en points	
<b>1951</b>	<b>3,68 %</b>		
1965	2,97 %	-0,71 14 ans	
1969	2,50 %	-0,47 4 ans	En 36 ans
1974	1,99 %	-0,51 5 ans	<b>1987-1951</b>
<b>1987</b>	<b>1,75 %</b>	-0,24 13 ans	<b>-1,93</b>
1992	1,57 %	-0,18 5 ans	
1997	1,76 %	0,19 5 ans	
2003	1,52 %	-0,24 6 ans	En 24 ans
2008	1,52 %	5 ans	<b>2011-1987</b>
2011	1,53 %	0,01 3 ans	<b>-0,22</b>

Par ailleurs, **0,46 %** du Pib en 2011 concerne des prestations légales **Famille indirectes**, financées mais non versées par la Cnaf (droits à l'assurance vieillesse<sup>9</sup>, congé paternité). Apparues dans les comptes de la Cnaf depuis 1974<sup>10</sup>, ce sont des transferts au bénéfice de la Cnav, de la Cnam ou du fonds de solidarité vieillesse (Fsv). Ainsi, l'ensemble des prestations légales **Famille directes et indirectes** représente **1,99 point de Pib en 2011**.

Le rapport entre les prestations de **logement** et le Pib atteint son maximum à 0,9 % entre 1995 et 1997 avant de décroître pour atteindre 0,76 % en 2007. Le rapport 2011 se situe à 0,83 %.

#### Dépenses d'aides au logement en % du Pib

Année t	%	Ecart [t - (t-1)] en points	
<b>1951</b>	<b>0,01 %</b>		
1973	0,33 %	0,32 22 ans	En 36 ans
1982	0,65 %	0,32 9 ans	<b>1987-1951</b>
<b>1987</b>	<b>0,73 %</b>	0,08 5 ans	<b>0,72</b>
1997	0,91 %	0,18 10 ans	En 24 ans
2008	0,80 %	-0,11 11 ans	<b>2011-1987</b>
2011	0,83 %	0,03 3 ans	<b>0,10</b>

Créées en 1974 dans un contexte économique dégradé, les dépenses relatives aux **minima sociaux** et aux aides à l'emploi progressent rapidement. Leur part représente 0,18 % en 1979, 0,31 % en 1982, 0,39 % en 1989, 0,53 % en 1993, 0,62 % en 1996, 0,71 % en 2005-2007. La crise économique et la mise en œuvre du Rsa en juin 2009 les portent à 0,85 % du Pib en 2009 et en 2011 (cf. TIPF 2192).

**L'ensemble des prestations** directes et indirectes versées par les organismes débiteurs des prestations familiales se situe à **3,67 %** du Pib en **2011** contre 3,69 % en 1951 (cf TIPF 2192, figure 3.6).

#### Notes

<sup>1</sup> Les prestations Famille du Fnpf excluent l'Alf, l'Aah et l'Api. L'Aeoh fait partie du bloc Famille.

<sup>2</sup> Les séries 1946-1972 tous régimes, métropole et Dom ont été estimées. La période 1946-1951 est considérée comme une période de montée en charge de la politique familiale. Sauf exception, les comparaisons sont faites en volume, les séries étant calculées en monnaie constante 2011. On utilise les abréviations « Md€2011 » pour milliard d'euros 2011, « M€2011 » pour million d'euros 2011.

<sup>3</sup> Les prestations indirectes sont des transferts effectués en 2011 au profit de la Cnav, de la Cnam et du Fsv.

<sup>4</sup> Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2003, un forfait mensuel est versé pendant un an aux familles d'au moins trois enfants dont l'aîné atteint l'âge de 20 ans.

<sup>5</sup> Parallèlement au retour à l'universalité des Af en janvier 1999, le quotient familial est minoré de 33 %.

<sup>6</sup> Dans les Dom, le Cf est une prestation « jeune enfant » attribuée uniquement aux familles ayant au moins un enfant de plus de trois ans et de moins de cinq ans (et pas d'enfant de zéro à trois ans).

<sup>7</sup> Par ailleurs, des familles sont défavorisées par un montant de la pension alimentaire fixé à un niveau inférieur au montant de l'Asf.

<sup>8</sup> Avec la suppression de toute condition d'activité professionnelle.

<sup>9</sup> Dans ce cas, il s'agit de prestations différées.

<sup>10</sup> Avec ouverture du droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer au titre de la validité 1972.

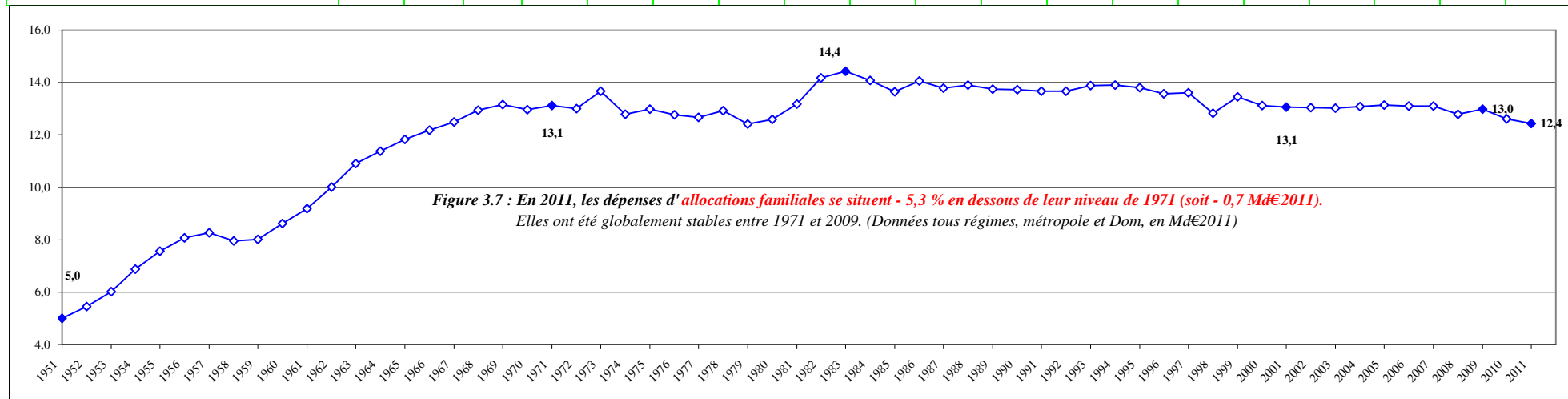


**TIPF 21611 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros courants**

En millions d'euros	1951	1960	1970	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Prestations sans condition de ressources (CR)</b>	710,44	1 491,11	2 866,05	6 008,78	10 083,03	12 231,82	14 858,53	16 035,47	14 607,62	14 925,89	15 279,29	15 673,08	16 084,44	16 359,89	16 693,33	16 718,95	17 116,45	16 883,78	16 970,12
Allocations familiales (AF, sauf 10 mois mars-décembre 1998)	349,82	897,41	2 001,88	4 887,52	8 375,85	9 781,76	10 906,63	10 954,24	11 086,18	11 257,74	11 447,49	11 698,56	11 951,65	12 121,84	12 299,93	12 342,29	12 534,77	12 366,62	12 431,85
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				293,46	509,79	588,60	745,01	896,38	927,18	955,44	992,07	1 027,82	1 070,85	1 099,44	1 181,31	1 173,20	1 256,80	1 252,70	1 266,95
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			2,59	74,70	152,30	196,84	268,41	328,62	349,95	387,57	468,10	492,37	520,74	567,88	608,10	644,42	670,47	679,73	715,80
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)									5,53	17,87	28,58	34,95	39,31	39,60	53,63	51,49	50,22	51,73	57,22
PAJE complément (optionnel) libre choix activité												290,30	1 169,64	1 975,14	2 299,18	2 256,45	2 258,06	2 174,91	2 117,33
Estim. allocation parentale d'éducation sans "APJE virtuelle"					0,87	649,60	879,81	1 958,92	2 032,76	2 096,52	2 122,89	1 897,74	1 098,53	309,52	-0,77	0,33	0,09	0,03	0,06
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996					203,62	818,46	867,77												
AGED sans CR jusqu'en 1997]						39,18	142,85												
AFEAMA sans CR jusqu'en 2000]							861,60	1 694,95											
Salaire unique - frais de garde, majo. -> juillet 1972]	290,01	486,82	649,28																
Allocations prénatales	36,28	45,62	92,84	227,76	193,92														
Allocations postnatales	26,79	29,58	67,53	370,91	404,45														
Congé de naissance	1,49	6,38	12,74	45,43	67,99														
Prime de protection de la maternité				0,15	0,15	1,28	5,65												
Autres prestations (HM, CEE, AD, frais tutelle)	6,05	25,30	39,18	108,85	174,10	156,11	180,80	202,37	206,02	210,75	220,16	231,33	233,70	246,46	251,95	250,76	346,03	358,05	380,90
<b>Prestations modulées en fonction des ressources</b>								134,60	2 000,38	2 180,51	2 281,44	2 519,10	3 039,06	3 669,84	3 988,12	4 567,81	4 954,04	5 298,77	5 646,36
PAJE complément mode de garde (CMG)												178,81	1 329,64	2 777,11	3 670,57	4 413,20	4 904,72	5 300,55	5 646,10
Allocation garde d'enfant à domicile (AGED) depuis 1998								134,60	128,94	115,50	113,32	115,43	97,95	54,39	31,26	17,03	6,66	0,11	0,09
Aide emploi AM (AFEAMA) depuis 2001								1 871,44	2 065,00	2 168,12	2 224,86	1 611,47	838,34	286,29	137,58	42,66	-1,89	0,17	
<b>Prestations sous condition de ressources (CR)</b>				2 510,23	3 708,27	4 066,84	5 555,32	6 498,26	6 595,21	6 630,01	6 625,19	6 885,53	7 163,05	7 472,83	7 591,34	7 833,80	8 013,95	8 026,63	8 092,68
Allocations familiales (AF) de mars à décembre 1998 (10 mois)																			
Complément familial (CF)				2 259,45	3 465,93	1 355,37	1 589,20	1 534,95	1 565,88	1 554,57	1 556,29	1 574,63	1 594,95	1 596,91	1 585,41	1 595,43	1 629,31	1 631,88	1 650,11
Allocation de rentrée scolaire (ARS)				164,95	240,56	308,87	1 313,54	1 369,39	1 351,25	1 353,06	1 338,44	1 370,28	1 381,09	1 389,83	1 381,10	1 487,14	1 494,66	1 489,20	1 489,71
Aide à la scolarité (AAS)							125,47	0,03											
PAJE naissance adoption												585,72	590,88	619,76	619,98	638,27	654,43	658,46	654,09
PAJE de base naissance adoption (AB)												754,43	2 138,71	3 445,74	4 003,05	4 112,29	4 233,65	4 246,48	4 298,37
Allocation d'adoption (AAD)						1,37	3,47	3,33	3,38	4,11	3,22	0,89	0,10	0,05	0,04	0,06	0,01	-0,01	
APJE courte sous CR depuis janvier 1996								816,23	814,09	805,05	803,44	63,82	0,62	0,24	-0,12	0,10	0,37	0,11	0,06
APJE longue avec CR				0,82	2 142,01	2 160,02	1 933,42	1 988,47	2 014,38	2 012,18	1 719,04	985,38	287,68	2,20	0,41	1,44	0,46	0,33	
Estimation APJE virtuelle "idem AB APE sous CR"				0,35	260,59	365,72	840,76	872,20	899,58	910,74	814,40	470,52	132,58	-0,34	0,13	0,04	0,01	0,03	
Salaire unique - frais de garde, majorations depuis août 1972				85,83	0,61														
<b>Sous-total Famille</b>	710,44	1 491,11	2 866,05	8 519,00	13 791,30	16 298,67	20 413,85	22 668,33	23 203,21	23 736,41	24 185,92	25 077,70	26 286,54	27 502,56	28 272,78	29 120,56	30 084,44	30 209,18	30 709,16
<b>Logement</b>	1,22	84,11	414,68	1 953,89	5 203,60	7 558,01	10 919,86	12 381,12	12 796,44	13 439,39	13 401,35	14 015,19	13 917,64	14 250,23	14 349,52	15 389,69	15 772,10	16 038,70	16 478,27
Allocation logement familiale (ALF)	1,22	83,89	414,36	1 149,31	1 897,08	1 870,63	2 350,51	2 819,00	3 042,60	3 228,28	3 266,85	3 473,20	3 495,20	3 615,58	3 672,15	3 951,50	4 098,76	4 151,15	4 216,56
Aide personnalisée au logement (APL)				218,23	2 117,99	4 237,40	5 483,66	5 985,06	6 172,28	6 076,55	6 268,30	6 171,67	6 235,20	6 203,05	6 573,92	6 719,06	6 868,17	7 144,15	
Allocation logement sociale (ALS)				531,47	1 156,07	1 441,43	3 066,02	3 527,97	3 735,75	3 972,44	3 980,30	4 198,75	4 168,26	4 299,72	4 359,10	4 763,84	4 850,07	4 914,13	5 007,25
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)							19,67	50,76	56,10	70,54	82,37	79,03	84,81	84,71	90,78	94,37	104,63	108,21	110,31
Prêts amélioration de l'habitat y compris les PAH AM		0,22	0,32	5,03	3,66	-1,07		-1,68	-4,30	-4,15	-4,74	-4,10	-2,30	-4,22	-3,14	-2,16	-0,82	-3,30	
Intérêts des prêts jeunes avenir																0,13	0,26	0,34	
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)														19,25	27,59	8,08	0,14	0,01	0,00
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>				970,64	2 303,66	4 588,55	7 117,48	9 426,68	9 656,23	10 196,71	10 603,43	11 450,32	12 155,22	12 847,18	13 361,80	13 557,47	16 013,62	16 001,23	17 024,56
Allocation de parent isolé (API)				166,78	460,09	625,70	732,34	722,35	753,65	795,79	833,16	899,71	971,73	1 064,15	1 075,26	1 024,34	543,80	146,67	-0,29
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)				803,86	1 829,54	2 391,47	3 136,64	4 028,25	4 237,54	4 430,47	4 577,07	4 811,66	5 031,85	5 230,44	5 505,39	5 761,49	6 193,05	6 633,65	7 223,09
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																	5 394,64	8 284,59	9 678,58
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)						1 563,58	3 248,50	4 672,83	4 661,86	4 937,52	5 155,58	5 701,04	6 088,49	6 309,91	6 289,86	6 277,82	3 050,53	765,70	17,52
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, ASA, SURF...)					14,03	7,80		3,25	3,19	32,94	37,62	37,91	63,15	242,67	491,29	493,82	831,61	170,62	105,67
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)												1,12	8,13	27,81	44,03	39,43	26,54	10,75	2,15
Contrat d'avenir (CAV)													4,55	87,66	145,78	126,08	107,02	51,39	22,86
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)														71,25	238,52	236,84	144,50	25,90	7,64
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																	461,73	0,24	0,20
Revenu de solidarité active (RSA expérimental)															0,54	22,72	20,43	8,90	0,19
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)										31,74	37,55	36,75	50,47	55,95	62,44	68,74	71,38	73,45	72,63
<b>Prestations légales directes</b>	711,66	1 575,22	3 280,72	11 443,54	21 298,56	28 445,22	38 451,19	44 476,13	45 655,88	47 372,51	48 190,70	50 543,21	52 359,40	54 599,97	55 984,10	58 067,71	61 870,16	62 249,10	64 212,00
Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV)				381,27	1 644,32	2 910,56	3 498,86	3 373,54	3 911,38	4 771,28	5 851,58	6 072,36	6 275,46	6 645,73	6 866,01	7 063,97	7 581,15	8 122,99	9 086,66
<b>Prestations légales et transferts (CNAM, CNAV, FSV)</b>	711,66	1 575,22	3 280,72	11 824,81	22 942,87	31 355,78	41 950,05	47 849,67	49 567,27	52 143,79	54 042,28	56 615,57	58 634,86	61 245,69	62 850,11	65 131,69	69 451,31	70 372,09	73 298,66
Prestations d'action sociale des CAF	19,87	52,90	130,54	565,59	1 274,63	1 649,59	2 169,21	2 241,08	2 560,65	3 126,48	3 733,29	3 126,48	3 572,39	3 585,16	3 733,29	3 873,43	3 965,96	4 175,90	4 451,99
<b>Prestations (y compris l'action sociale des CAF) + transferts</b>	731,52	1 628,12	3 411,26	12 390,40	23 914,43	32 630,41	43 599,64	50 018,88	51 808,35	54 704,43	56 717,97	59 742,05	62 207,25	64 830,86	66 583,40	69 005,12	73 417,27	74 547,98	77 750,64

**TIPF 21612 : Part des prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM**

	1951	1960	1970	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Prestations sans condition de ressources (CR)</b>	100,0 %	100,0 %	100,0 %	70,5 %	73,1 %	75,0 %	72,8 %	70,7 %	63,0 %	62,9 %	63,2 %	62,5 %	61,2 %	59,5 %	59,0 %	57,4 %	56,9 %	55,9 %	55,3 %
Allocations familiales (AF, sauf 10 mois mars-décembre 1998)	49,2 %	60,2 %	69,8 %	57,4 %	60,7 %	60,0 %	53,4 %	48,3 %	47,8 %	47,4 %	47,3 %	46,6 %	45,5 %	44,1 %	43,5 %	42,4 %	41,7 %	40,9 %	40,5 %
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				3,4 %	3,7 %	3,6 %	3,6 %	4,0 %	4,0 %	4,0 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,0 %	4,2 %	4,0 %	4,2 %	4,1 %	4,1 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			0,1 %	0,9 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,4 %	1,5 %	1,6 %	1,9 %	2,0 %	2,0 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,3 %	2,3 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)									0,02 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité												1,2 %	4,4 %	7,2 %	8,1 %	7,7 %	7,5 %	7,2 %	6,9 %
Estim. allocation parentale d'éducation sans "APJE virtuelle"					0,0 %	4,0 %	4,3 %	8,6 %	8,8 %	8,8 %	8,8 %	7,6 %	4,2 %	1,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996					1,5 %	5,0 %	4,3 %												
AGED sans CR jusqu'en 1997]						0,2 %	0,7 %												
AFEAMA sans CR jusqu'en 2000]							4,2 %	7,5 %											
Salaire unique - frais de garde, majo. -> juillet 1972]	40,8 %	32,6 %	22,7 %																
Allocations prénatales	5,1 %	3,1 %	3,2 %	2,7 %	1,4 %														
Allocations postnatales	3,8 %	2,0 %	2,4 %	4,4 %	2,9 %														
Congé de naissance	0,2 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %														
Prime de protection de la maternité				0,002 %	0,001 %	0,008 %	0,028 %												
Autres prestations (HM, CEE, AD, frais tutelle)	0,9 %	1,7 %	1,4 %	1,3 %	1,3 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
<b>Prestations modulées en fonction des ressources</b>								0,6 %	8,6 %	9,2 %	9,4 %	10,0 %	11,6 %	13,3 %	14,1 %	15,7 %	16,5 %	17,5 %	18,4 %
PAJE complément mode de garde (CMG)												0,7 %	5,1 %	10,1 %	13,0 %	15,2 %	16,3 %	17,5 %	18,4 %
Allocation garde d'enfant à domicile (AGED) depuis 1998								0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Aide emploi AM (AFEAMA) depuis 2001								8,1 %	8,7 %	9,0 %	8,9 %	8,9 %	6,1 %	3,0 %	1,0 %	0,5 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %
<b>Prestations sous condition de ressources (CR)</b>				29,5 %	26,9 %	25,0 %	27,2 %	28,7 %	28,4 %	27,9 %	27,4 %	27,5 %	27,2 %	27,2 %	26,9 %	26,9 %	26,6 %	26,6 %	26,4 %
Allocations familiales (AF) de mars à décembre 1998 (10 mois)																			
Complément familial (CF)				26,5 %	25,1 %	8,3 %	7,8 %	6,8 %	6,7 %	6,5 %	6,4 %	6,3 %	6,1 %	5,8 %	5,6 %	5,5 %	5,4 %	5,4 %	5,4 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)				1,9 %	1,7 %	1,9 %	6,4 %	6,0 %	5,8 %	5,7 %	5,5 %	5,5 %	5,3 %	5,1 %	4,9 %	5,1 %	5,0 %	4,9 %	4,9 %
Aide à la scolarité (AAS)							0,6 %	0,0 %											
PAJE naissance adoption												2,3 %	2,2 %	2,3 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,1 %
PAJE de base naissance adoption (AB)												3,0 %	8,1 %	12,5 %	14,2 %	14,1 %	14,1 %	14,1 %	14,0 %
Allocation d'adoption (AAD)							0,01 %	0,02 %	0,01 %	0,01 %	0,02 %	0,01 %	0,003 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
APJE courte sous CR depuis janvier 1996								3,6 %	3,5 %	3,4 %	3,3 %	0,3 %	0,002 %	0,001 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
APJE longue avec CR					0,006 %	13,1 %	10,6 %	8,5 %	8,6 %	8,5 %	8,3 %	6,9 %	3,7 %	1,0 %	0,008 %	0,001 %	0,005 %	0,002 %	0,001 %
Estimation APJE virtuelle "idem AB APE sous CR"					0,003 %	1,6 %	1,8 %	3,7 %	3,8 %	3,8 %	3,8 %	3,2 %	1,8 %	0,5 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Salaire unique - frais de garde, majorations depuis août 1972				1,0 %	0,004 %														
<b>Sous-total Famille (sans API)</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %



**TIPF 21620 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants**

En millions d'euros 2011	1951	1960	1970	1972	1973	1980	1981	1982	1983	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Rapport 2011 / 2001
<b>Prestations sans condition de ressources (CR)</b>	<b>10 167</b>	<b>14 333</b>	<b>18 551</b>	<b>17 167</b>	<b>15 654</b>	<b>15 479</b>	<b>16 561</b>	<b>17 498</b>	<b>17 440</b>	<b>16 440</b>	<b>17 162</b>	<b>18 816</b>	<b>19 195</b>	<b>17 216</b>	<b>17 291</b>	<b>17 371</b>	<b>17 526</b>	<b>17 678</b>	<b>17 679,09</b>	<b>17 778,48</b>	<b>17 321,27</b>	<b>17 722,57</b>	<b>17 230,59</b>	<b>16 970,12</b>	<b>-1,4 %</b>
Allocations familiales (AF, sauf 10 mois mars-décembre 1998)	5 006	8 626	12 957	12 995	13 670	12 591	13 176	14 181	14 433	13 656	13 725	13 811	13 113	13 066	13 042	13 015	13 081	13 136	13 099,30	13 099,48	12 786,94	12 978,65	12 620,64	12 431,85	
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				256	330	756	806	824	837	831	826	943	1 073	1 093	1 107	1 128	1 149	1 177	1 188,10	1 258,10	1 215,47	1 301,31	1 278,43	1 266,95	
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)			17	15	34	192	205	208	236	248	276	340	393	412	449	532	551	572	613,67	647,63	667,64	694,21	693,70	715,80	
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)														7	21	32	39	43	42,80	57,11	53,34	52,00	52,80	57,22	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	325	1 286	2 134,40	2 448,64	2 337,74	2 338,03	2 219,58	2 117,33	
Estim. allocation parentale d'éducation sans "APIE virtuelle"										1	911	1 114	2 345	2 396	2 429	2 414	2 122	1 207	334,48	-0,82	0,34	0,09	0,03	0,06	
APIE courte sans CR jusqu'en janvier 1996										332	1 148	1 099													
AGED sans CR jusqu'en 1997]											55	181													
AFEAMA sans CR jusqu'en 2000]												1 091	2 029												
Salaire unique - frais de garde, majo. -> juillet 1972]	4 150	4 679	4 202	2 424																					
Allocations prénatales	519	438	601	606	635	587	621	613	558	316															
Allocations postnatales	383	284	437	540	584	955	1 295	1 211	915	659															
Congé de naissance	21	61	82	89	127	117	124	119	116	111															
Prime de protection de la maternité						0	1	0	0	0	2	7													
Autres prestations (HM, CEE, AD, frais tutelle)	87	243	254	242	274	280	333	343	346	284	219	229	242	243	244	250	259	257	266,34	268,33	259,80	358,29	365,41	380,90	
<b>Prestations modulées en fonction des ressources</b>													<b>161</b>	<b>2 358</b>	<b>2 526</b>	<b>2 594</b>	<b>2 817</b>	<b>3 340</b>	<b>3 965,76</b>	<b>4 247,37</b>	<b>4 732,37</b>	<b>5 129,47</b>	<b>5 407,61</b>	<b>5 646,36</b>	<b>139 %</b>
PAJE complément mode de garde (CMG)													161	152	134	129	108	58,78	33,29	17,65	6,89	0,11	0,09		
Allocation garde d'enfant à domicile (AGED) depuis 1998													2 206	2 392	2 392	2 465	2 488	1 771	905,94	304,90	142,54	44,17	-1,93	0,17	
Aide emploi AM (AFEAMA) depuis 2001																									
<b>Prestations sans CR ou modulées en fonction des ressources</b>	<b>10 167</b>	<b>14 333</b>	<b>18 551</b>	<b>17 167</b>	<b>15 654</b>	<b>15 479</b>	<b>16 561</b>	<b>17 498</b>	<b>17 440</b>	<b>16 440</b>	<b>17 162</b>	<b>18 816</b>	<b>19 357</b>	<b>19 574</b>	<b>19 817</b>	<b>19 965</b>	<b>20 343</b>	<b>21 019</b>	<b>21 645</b>	<b>22 026</b>	<b>22 053,64</b>	<b>22 852,04</b>	<b>22 638,20</b>	<b>22 616,48</b>	<b>15,5 %</b>
<b>Prestations sous condition de ressources (CR)</b>				<b>1 732</b>	<b>4 682</b>	<b>6 467</b>	<b>6 307</b>	<b>6 348</b>	<b>6 151</b>	<b>6 046</b>	<b>5 706</b>	<b>7 035</b>	<b>7 779</b>	<b>7 773</b>	<b>7 681</b>	<b>7 532</b>	<b>7 699</b>	<b>7 873</b>	<b>8 075,42</b>	<b>8 084,81</b>	<b>8 116,02</b>	<b>8 297,74</b>	<b>8 191,51</b>	<b>8 092,68</b>	<b>4,1 %</b>
Allocations familiales (AF) de mars à décembre 1998 (10 mois)																									
Complément familial (CF)						5 820	5 792	5 895	5 720	5 651	1 902	2 012	1 837	1 846	1 801	1 769	1 761	1 753	1 725,68	1 688,47	1 652,90	1 687,01	1 665,40	1 650,11	
Allocation de rentrée scolaire (ARS)						425	409	396	404	392	433	1 663	1 639	1 593	1 567	1 522	1 532	1 518	1 501,90	1 470,88	1 540,72	1 547,58	1 519,79	1 489,71	
Aide à la scolarité (AAS)												159	0												
PAJE naissance adoption																	655	649	669,73	660,28	661,27	677,61	671,99	654,09	
PAJE de base naissance adoption (AB)																	844	2 351	3 723,59	4 263,27	4 260,44	4 383,57	4 333,71	4 298,37	
Allocation d'adoption (AAD)												2	4	4	4	5	4	1	0,10	0,05	0,04	0,06	0,01	-0,01	
APIE courte sous CR depuis janvier 1996													977	959	933	913	71	1	0,26	-0,12	0,11	0,39	0,11	0,06	
APIE longue avec CR										1	3 005	2 735	2 314	2 344	2 334	2 288	1 922	1 083	310,88	2,34	0,42	1,49	0,47	0,33	
Estim. APIE virtuelle "idem AB APE sous CR"										1	366	463	1 006	1 028	1 042	1 035	911	517	143,27	-0,36	0,13	0,04	0,01	0,03	
Salaire unique - frais de garde, majorations depuis août 1972				1 732	4 682	221	106	56	28	1															
<b>Sous-total Famille</b>	<b>10 167</b>	<b>14 333</b>	<b>18 551</b>	<b>18 899</b>	<b>20 336</b>	<b>21 946</b>	<b>22 869</b>	<b>23 846</b>	<b>23 591</b>	<b>22 486</b>	<b>22 868</b>	<b>25 851</b>	<b>27 135</b>	<b>27 347</b>	<b>27 498</b>	<b>27 498</b>	<b>28 042</b>	<b>28 892</b>	<b>29 720,27</b>	<b>30 110,66</b>	<b>30 169,66</b>	<b>31 149,78</b>	<b>30 829,71</b>	<b>30 709,16</b>	<b>12,3 %</b>
<b>Logement</b>	<b>17</b>	<b>808</b>	<b>2 684</b>	<b>2 741</b>	<b>3 143</b>	<b>5 033</b>	<b>5 716</b>	<b>7 558</b>	<b>7 890</b>	<b>8 484</b>	<b>10 605</b>	<b>13 828</b>	<b>14 821</b>	<b>15 082</b>	<b>15 569</b>	<b>15 236</b>	<b>15 672</b>	<b>15 297</b>	<b>15 399,32</b>	<b>15 282,31</b>	<b>15 944,12</b>	<b>16 330,61</b>	<b>16 368,15</b>	<b>16 478,27</b>	<b>9,3 %</b>
Allocation logement familiale (ALF)	17	806	2 682	2 739	3 143	2 961	3 067	3 872	3 607	3 093	2 625	2 977	3 375	3 586	3 740	3 714	3 884	3 842	3 907,13	3 910,85	4 093,86	4 236,41	4 236,41	4 216,56	
Aide personnalisée au logement (APL)						562	963	1 536	2 192	3 453	5 945	6 944	7 164	7 032	7 150	6 909	7 009	6 783	6 737,98	6 606,28	6 810,75	6 956,99	7 009,25	7 144,15	
Allocation logement sociale (ALS)				Nd	Nd	1 369	1 510	1 982	1 990	1 885	2 022	3 883	4 223	4 403	4 602	4 525	4 695	4 581	4 646,43	4 642,46	4 935,47	5 021,81	5 015,07	5 007,25	
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)												25	61	66	82	94	88	93	91,54	96,68	97,77	108,34	110,43	110,31	
Prêts amélioration de l'habitat (PAH)		2	2	2		13	15	11	1	6	-1								-4,56	-3,35	-2,24	-0,85	-3,36		
Intérêts des prêts jeunes avenir																					0,13	0,27	0,34		
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juillet - décembre)																			20,80	29,39	8,37	0,14	0,01	0,00	
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>					<b>44</b>	<b>2 500</b>	<b>3 033</b>	<b>3 591</b>	<b>3 755</b>	<b>3 756</b>	<b>6 438</b>	<b>9 013</b>	<b>11 284</b>	<b>11 381</b>	<b>11 813</b>	<b>12 055</b>	<b>12 804</b>	<b>13 360</b>	<b>13 883,13</b>	<b>14 230,39</b>	<b>14 045,89</b>	<b>16 580,69</b>	<b>16 329,91</b>	<b>17 024,56</b>	<b>49,6 %</b>
Allocation de parent isolé (API)						430	522	535	613	750	878	927	865	888	922	947	1 006	1 068	1 149,96	1 145,15	1 061,24	563,05	149,68	-0,29	
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)					44	2 071	2 372	2 990	3 102	2 983	3 355	3 972	4 822	4 994	5 133	5 204	5 380	5 531	5 652,21	5 863,27	5 969,05	6 412,36	6 769,91	7 223,09	
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																						5 585,67	8 454,76	9 678,58	
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)											2 194	4 114	5 594	5 494	5 720	5 862	6 375	6 692	6 818,72	6 698,74	6 503,99	3 158,55	781,43	17,52	
RSA socle majoré (départements)							139	67	40	23	11		4	4	38	43	42	69	262,24	523,23	511,61	861,06	174,12	105,67	
<b>Prestations légales directes</b>	<b>10 185</b>	<b>15 141</b>	<b>21 235</b>	<b>21 640</b>	<b>23 524</b>	<b>29 479</b>	<b>31 618</b>	<b>34 995</b>	<b>35 237</b>	<b>34 726</b>	<b>39 911</b>	<b>48 692</b>	<b>53 241</b>	<b>53 810</b>	<b>54 880</b>	<b>54 789</b>	<b>56 518</b>	<b>57 548</b>	<b>59 002,72</b>	<b>59 623,36</b>	<b>60 159,67</b>	<b>64 061,09</b>	<b>63 527,77</b>	<b>64 212,00</b>	<b>19,3 %</b>
dont prestations FNPF	10 185	15 141	21 235	21 640	23 479	25 011	26 068	27 830	27 236	25 552	25 498	28 822	30 503	30 924	31 230	31 203	31 918	32 728	33 619,78	34 015,14	34 265,51	35 397,40	35 066,81	34 929,64	
Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV)						982	1 328	2 126	1 718	2 681	4 084	4 431	4 038	4 610	5 527	6 653	6 790	6 897	7 181,62	7 312,34	7 318,46	7 849,62	8 289,84	9 086,66	<b>97,1 %</b>
<b>Prestations légales et transferts (CNAM, CNAV, FSV)</b>	<b>10 185</b>	<b>15 141</b>	<b>21 235</b>	<b>21 640</b>	<b>23 524</b>	<b>30 461</b>	<b>32 947</b>	<b>37 121</b>	<b>36 955</b>	<b>37 407</b>	<b>43 995</b>	<b>53 122</b>	<b>57 279</b>	<b>58 420</b>	<b>60 408</b>	<b>61 442</b>	<b>63 308</b>	<b>64 446</b>	<b>66 184,34</b>	<b>66 935,70</b>	<b>67 478,13</b>	<b>71 910,70</b>	<b>71 817,61</b>	<b>73 298,66</b>	<b>25,5 %</b>
Prestations d'action sociale des CAF	284	509	845	986	995	1 457	1 727	1 557	1 538	1 584	1 788	2 089	2 597	2 641	2 966	3 042	3 496	3 926	3 874,26	3 975,97	4 012,98	4 106,40	4 261,67	4 451,99	<b>68,6 %</b>
<b>Prestations (y compris l'action sociale des CAF) + transferts</b>	<b>10 469</b>																								

**TIPF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants**

En millions d'euros 2011	1951	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Famille</b>	10 167	14 333	18 551	18 819	20 336	21 946	22 868	25 851	27 135	27 347	27 498	27 498	28 042	28 892	29 720	30 111	30 170	31 150	30 830	30 709
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	10 167	14 333	18 551	18 819	15 654	15 479	17 162	18 816	19 195	17 216	17 291	17 371	17 526	17 678	17 679	17 778	17 321	17 723	17 231	16 970
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources (PAJE CMG, AGED, AFEAMA)									161	2 358	2 526	2 594	2 817	3 340	3 966	4 247	4 732	5 129	5 408	5 646
3. Famille : prestations sous CR (1)					4 682	6 467	5 706	7 035	7 779	7 773	7 681	7 532	7 699	7 873	8 075	8 085	8 116	8 298	8 192	8 093
<b>4. Logement</b>	17	808	2 684	2 672	3 143	5 033	10 605	13 828	14 821	15 082	15 569	15 236	15 672	15 297	15 399	15 282	15 944	16 331	16 368	16 478
<b>5. Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>					44	2 500	6 438	9 013	11 284	11 381	11 813	12 055	12 804	13 360	13 883	14 230	14 046	16 581	16 330	17 025
<b>Total prestations directes</b>	10 185	15 141	21 235	21 491	23 524	29 479	39 911	48 692	53 241	53 810	54 880	54 789	56 518	57 548	59 003	59 623	60 160	64 061	63 528	64 212

Rapport en € constants

dép. 2011/ dép. 2001

12%

16%

4,1%

**TIPF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM)**

En % des prestations directes Famille	1951	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	100 %	100 %	100 %	100 %	77 %	71 %	75 %	73 %	71 %	63 %	63 %	63 %	62 %	61 %	59,5 %	59,0 %	57,4 %	56,9 %	55,9 %	55,3 %
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources									1 %	9 %	9 %	9 %	10 %	12 %	13,3 %	14,1 %	15,7 %	16,5 %	17,5 %	18,4 %
3. Famille : prestations sous CR (1)					23,0 %	29,5 %	25,0 %	27,2 %	28,7 %	28,4 %	27,9 %	27,4 %	27,5 %	27,2 %	27,2 %	26,9 %	26,9 %	26,6 %	26,6 %	26,4 %
<b>Total Famille (sans API)</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Dt prest. non strictement sous CR	100 %	100 %	100 %	100 %	77 %	71 %	75 %	73 %	71 %	72 %	72 %	73 %	73 %	73 %	73 %	73 %	73 %	73 %	73 %	73,6 %
Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources					23 %	29 %	25 %	27 %	29 %	37 %	37 %	37 %	38 %	39 %	40,5 %	41,0 %	42,6 %	43,1 %	44,1 %	44,7 %

Moyenne sur 10 ans

[2002-2011]

59,4 %

13,6 %

27,1 %

40,6 %

**TIPF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM)**

En % des prestations directes	1951	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
3. Famille : prestations sous CR (1)					20 %	22 %	14 %	14 %	14,6 %	14,4 %	14,0 %	13,7 %	13,6 %	13,7 %	13,7 %	13,6 %	13,5 %	13,0 %	12,9 %	12,6 %
4. Logement	0 %	5 %	13 %	12 %	13 %	17 %	27 %	28 %	27,8 %	28,0 %	28,4 %	27,8 %	27,7 %	26,6 %	26,1 %	25,6 %	26,5 %	25,5 %	25,8 %	25,7 %
5. Minima sociaux - Aides à l'emploi					0 %	8 %	16 %	19 %	21,2 %	21,2 %	21,5 %	22,0 %	22,7 %	23,2 %	23,5 %	23,9 %	23,3 %	25,9 %	25,7 %	26,5 %
Prestations directes sous CR	0 %	5 %	13 %	12 %	33 %	47 %	57 %	61 %	63,6 %	63,6 %	63,9 %	63,6 %	64,0 %	63,5 %	63,3 %	63,1 %	63,3 %	64,3 %	64,4 %	64,8 %
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources									0,3 %	4,4 %	4,6 %	4,7 %	5,0 %	5,8 %	6,7 %	7,1 %	7,9 %	8,0 %	8,5 %	8,8 %
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	100 %	95 %	87 %	88 %	67 %	53 %	43 %	39 %	36,1 %	32,0 %	31,5 %	31,7 %	31,0 %	30,7 %	30,0 %	29,8 %	28,8 %	27,7 %	27,1 %	26,4 %
<b>Total prestations directes</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Dt prest. sous CR ou modulées en fonction des ressources	0 %	5 %	13 %	12 %	33 %	47 %	57 %	61 %	63,9 %	68,0 %	68,5 %	68,3 %	69,0 %	69,3 %	70,0 %	70,2 %	71,2 %	72,3 %	72,9 %	73,6 %

**TIPF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans conditions de ressources, Logement, Minima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV)**

Données tous régimes, métropole et DOM en % du PIB	1951	1960	1970	1971	1973	1980	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Famille</b>	3,7 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	2,1 %	1,9 %	1,6 %	1,7 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,6 %	1,6 %	1,54 %
1. Famille : prest. non soumises à CR, non modulées	3,7 %	3,2 %	2,3 %	2,2 %	1,6 %	1,4 %	1,2 %	1,2 %	1,1 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,85 %
2. Famille : prest. modulées en fonction des ressources									0,01 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,28 %
3. Famille : prestations sous CR (1)					0,5 %	0,6 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,41 %
<b>4. Logement</b>	0,01 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,7 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,83 %
<b>5. Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>					0,005 %	0,22 %	0,44 %	0,60 %	0,65 %	0,65 %	0,66 %	0,67 %	0,69 %	0,71 %	0,71 %	0,71 %	0,70 %	0,85 %	0,83 %	0,85 %
<b>Prestations légales directes tous fonds</b>	3,7 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,5 %	2,6 %	2,8 %	3,2 %	3,1 %	3,1 %	3,1 %	3,0 %	3,1 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,3 %	3,2 %	3,22 %
dont prestations FNPF	3,7 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,5 %	2,2 %	1,8 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,75 %
Transferts de prestations (CNAM, CNAV, FSV)						0,1 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,46 %
<b>P. légales directes et transferts (CNAM, CNAV, FSV)</b>	3,69 %	3,4 %	2,6 %	2,5 %	2,5 %	2,7 %	3,0 %	3,5 %	3,3 %	3,3 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,3 %	3,4 %	3,7 %	3,6 %	3,67 %
Dont prestation Famille yc transferts	3,68 %	3,22 %	2,31 %	2,22 %	2,13 %	2,00 %	1,86 %	2,00 %	1,81 %	1,81 %	1,85 %	1,89 %	1,88 %	1,90 %	1,90 %	1,86 %	1,87 %	2,00 %	1,98 %	1,99 %

Différence en points

2011 - 1970    2011 - 2001    2011 - 2010

-0,8    0,0    -0,021

-1,5    -0,1    -0,02

0,3    0,1    0,01

0,4    0,0    -0,009

0,5    0,0    0,00

0,9    0,2    0,03

0,6    0,2    0,003

-0,9    0,0    -0,024

0,46    0,2    0,04

1,0    0,36    0,039

-0,3    0,18    0,015

(1) Prestations Famille sous CR : CF, PAJE prime, PAJE AB, APJE longue, APJE courte depuis janvier 1996, APJE virtuelle, ARS, A. d'adoption, aide à la scolarité, A. salaire unique-frais de garde-majoration, AF de mars à décembre 1998 (10 mois).

L'estimation de l'APJE virtuelle correspond à une "AB APJE sous CR" déduite de l'APE. Pour assurer une meilleure comparaison des législations avant et après la PAJE, on déduit de l'APE (non cumulable avec l'APJE) la part de l'APJE (sous CR)

qu'auraient pu percevoir les bénéficiaires de l'APE dont les ressources se situaient en-dessous des plafonds de l'APJE.

**TIPF 2165 : Rapport au PIB des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946**

	1950	1955	1960	1971	1973	1980	1985	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Sous-total 1 AF, CF, ARS, ASF, AES, APP</b>	1,7 %	2,2 %	1,9 %	1,6 %	1,5 %	1,7 %	1,7 %	1,2 %	1,2 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %
Allocations familiales (AF)	1,7 %	2,2 %	1,9 %	1,5 %	1,4 %	1,1 %	1,1 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %
Complément familial (CF)						0,5 %	0,5 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)						0,04 %	0,03 %	0,03 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Aide à la scolarité (AAS)									0,0 %	0,0 %											
Allocation de soutien familial (AO-ASF)				0,0 %	0,03 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)				0,002 %	0,004 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,04 %	0,04 %	0,04 %
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)											0,000 %	0,001 %	0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,003 %	0,003 %	0,003 %	0,003 %	0,003 %
<b>Sous-total 2 : Prestations jeune enfant</b>							0,03 %	0,4 %	0,4 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)														0,1 %	0,3 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %
PAJE naissance adoption														0,04 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %
PAJE de base naissance adoption (AB)														0,05 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
PAJE complément (optionnel) libre choix activité														0,02 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
PAJE complément mode de garde (CMG)														0,01 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Allocation pour jeune enfant (APJE)														0,1 %	0,1 %	0,02 %					
APJE courte sans CR jusqu'en janvier 1996																					
APJE longue avec CR							0,00 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,016 %					
Allocation parentale d'éducation (APE)							0,00 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,025 %					
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)								0,00 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,003 %	0,002 %	0,001 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)									0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,047 %	0,015 %	0,007 %	0,002 %	0,000 %	0,000 %
<b>Sous-total 3 : ASU-AFG, P. naissance antérieures</b>	1,8 %	1,7 %	1,2 %	0,6 %	0,6 %	0,2 %	0,1 %	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total 4 : Autres prestations Famille</b>	0,06 %	0,0 %	0,05 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %
<b>Sous-total Famille</b>	3,6 %	4,0 %	3,2 %	2,2 %	2,1 %	1,9 %	1,9 %	1,6 %	1,7 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,6 %	1,6 %	1,5 %
dont sous-total 5 Famille - AF - ARS - AAS	1,9 %	1,8 %	1,3 %	0,7 %	0,7 %	0,8 %	0,7 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
<b>Logement</b>	0,003 %	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,7 %	0,7 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %
Allocation logement familiale (ALF)	0,003 %	0,1 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Aide personnalisée au logement (APL)						0,05 %	0,3 %	0,4 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %
Allocation logement sociale (ALS)						0,1 %	0,2 %	0,1 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
Allocation logement temporaire (ALT1 + ALT2 versées)									0,002 %	0,004 %	0,004 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,005 %	0,006 %	0,006 %	0,006 %
Intérêts des prêts jeunes avenir																		0,000 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %
Allocation d'installation de l'étudiant (ALINE, juil. - déc)																0,001 %	0,001 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %	0,000 %
<b>Minima sociaux - Aides à l'emploi</b>					0,005 %	0,2 %	0,3 %	0,4 %	0,6 %	0,7 %	0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %	0,9 %	0,9 %
Allocation de parent isolé (API)						0,04 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Allocation aux adultes handicapés (AAH + MVA + GRPH)					0,005 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %
Revenu solidarité active (RSA versé yc prime)																			0,3 %	0,4 %	0,5 %
Dont Etat																			0,1 %	0,1 %	0,1 %
Dont RSA activité																			0,0 %	0,1 %	0,1 %
Dont RSA activité hors RSA jeunes																			0,0 %	0,1 %	0,1 %
Dont département																			0,2 %	0,3 %	0,4 %
Revenu minimum d'insertion (RMI versé yc prime)								0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,0 %	0,0 %
Autres (CIRMA, CAV, PRE, RSO, RSA, Prime ARS, ASA, SURF...)						0,002 %	0,001 %			0,000 %	0,000 %	0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,004 %	0,013 %	0,026 %	0,026 %	0,044 %	0,009 %	0,005 %
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)														0,0 %	0,000 %	0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,001 %	0,001 %	0,000 %
Contrat d'avenir (CAV)															0,000 %	0,005 %	0,008 %	0,007 %	0,006 %	0,003 %	0,001 %
Prime de retour à l'emploi (PRE, décret et loi)																0,004 %	0,013 %	0,012 %	0,008 %	0,001 %	0,000 %
Prime exceptionnelle ARS (Etat)																			0,024 %	0,000 %	0,000 %
Revenu de solidarité (RSO versé dans les DOM)												0,002 %	0,002 %	0,002 %	0,003 %	0,003 %	0,003 %	0,004 %	0,004 %	0,004 %	0,004 %
<b>Prestations légales directes</b>	3,6 %	4,0 %	3,4 %	2,5 %	2,5 %	2,6 %	2,9 %	2,8 %	3,2 %	3,1 %	3,1 %	3,1 %	3,0 %	3,1 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,3 %	3,2 %	3,2 %
dont prestations FNPF	3,6 %	4,0 %	3,4 %	2,5 %	2,5 %	2,2 %	2,1 %	1,8 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %
dont RMI, RSO, FNH, FNAL, ASA, ALT					0,0 %	0,4 %	0,8 %	1,0 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,5 %	1,4 %	1,5 %

## Cotisations vieillesse prises en charge par la Cnaf : 4,43 Md€

*4,43 milliards d'euros en 2011 (en tenant compte de – 0,04 Md€ sur exercices antérieurs), soit 8 % des dépenses de la Cnaf et 9,3 % des prestations (légal et extra-légal, directes et indirectes), correspondent à des cotisations prises en charge par la Cnaf permettant une affiliation à l'assurance vieillesse d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales (Avpf). Elles sont assimilables à des prestations différées. Sur les dix dernières années, la moyenne annuelle des transferts comptabilisés dépasse 4,36 Md€2011.*

*Entre 1982 et 2002, les dépenses d'Avpf sont attribuées annuellement à plus de 1 600 000 bénéficiaires. Entre 2003 et 2008, les effectifs ont régressé de – 3,2 % (passant de 1 585 400 à 1 535 300 équivalents temps plein correspondant aux remontées Dna, cf. T1PF 431). L'estimation 2011 se situe à 1 484 000 bénéficiaires (cf. T1PF 421).*

La Cnaf assure aux bénéficiaires de certaines prestations ou à ceux qui ont la charge d'un handicapé le financement de trimestres de cotisations d'assurance vieillesse. Sous certaines conditions (cf. encadrés 6 et 7), l'assurance vieillesse du parent au foyer permet de valider comme des périodes d'activité professionnelle le temps consacré par un parent à l'éducation d'un enfant en bas âge ou de trois enfants et plus, ou à s'occuper d'un handicapé (enfant ou adulte) dont le taux d'incapacité permanente est d'au moins 80 % ou d'un proche présentant une perte d'autonomie d'une particulière gravité. Sur le plan financier, il s'agit d'un transfert de la Cnaf à la Cnav, correspondant à des **prestations indirectes, différées dans le temps**.

Par ailleurs, une majoration de durée d'assurance de huit trimestres est attribuée aux mères de famille pour chaque enfant élevé. A compter de 2010, quatre de ces huit trimestres peuvent être affectés au père.

A titre d'exemple, une mère de famille qui est restée au foyer pendant vingt ans pour élever trois enfants (nés à trois ans d'intervalle), et dans la mesure où les revenus du couple sont inférieurs au plafond en vigueur depuis la naissance du premier enfant, se voit attribuer vingt-six années environ d'affiliation à l'assurance vieillesse (six années de majoration de durée d'assurance, vingt années d'assurance vieillesse du parent au foyer prises en charge par la Cnaf, qui cotise pour elle sur la base du Smic 169 h ou d'une fraction de celui-ci<sup>1</sup>). A ceci s'ajoute la majoration de 10 % du montant des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus.

Le point sur l'assurance vieillesse du parent au foyer peut être fait en étudiant successivement : les versements par exercice de validité, la forte progression de la cotisation unitaire, l'estimation du nombre de cotisations annuelles.

**Encadré 1 : 16,4 % des dépenses de la Cnaf correspondent au financement de prestations non versées par la branche Famille. Leur progression atteint + 9,6 % en volume en 2011.**

. La prise en charge progressive par la Cnaf de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** est de 15 % en 2001 (515 M€2011), de 30 % en 2002 (1,05 Md€2011), de 60 % en 2003-2008, de 70 % en 2009 (2,99 Md€2011), de 85 % en 2010 (3,67 Md€2011) et de **100 % à partir de 2011 (4,38 Md€)**. Il s'agit d'un transfert au fonds de solidarité vieillesse (Fsv).

. Depuis janvier 2002, la Cnaf finance un **congé de paternité** permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints). Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la Sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. Le financement du congé de paternité s'élève à 274,2 M€ en 2011 (+ 2,3 % après – 1,9 % en volume en 2010).

. De 1979 jusqu'à la mise en place de la couverture maladie universelle en janvier 2000, la Cnaf a contribué au financement de **l'assurance personnelle maladie** d'un certain nombre de bénéficiaires de prestations familiales.



## TIPF 4100 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf relatives aux différentes validités

	Estimation comptabilisée par validité, après intégration des régularisations	Effectifs équivalent temps plein (Etp) tous régimes correspondant aux dépenses comptabilisées yc régularisations	Evolution des effectifs Etp estimés	Remontées à la CNAF jusqu'en 2011	Effectifs Etp correspondant aux remontées Cnaf	Reste à justifier -> 2009] = estimations yc régul. - remontées Cnaf		Cotisation unitaire annuelle	Cotisation moyenne résultant du calcul des dépenses prévisionnelles
	(millions €) (a)	(milliers) (b = a / f)		(millions €) (c)	(milliers) (d = c / f)	Rapport [(remontées Dna / (estimation+ régularisation)] (c / a)	[(estimation + régul.) - (remontées Dna)] (millions €) (e = c - a)	(euros)	(euros) (f) (5)
Estimation de la validité 1995	2 805,06	1 566,87	<i>non retenu</i>	2 897,40	1 618,4	103,3 %	-92,34	1 797,51	1 790,24
Effectif estimé pour la validité 1995 définitive		1 624,50	<i>retenu</i>						
Estimation reliquat exercices antérieurs à 1995	1 036,00	(1)	<i>pour le taux</i>	705,46			331,19		
Sous-total (1)	3 841,72		1996/1995	3 602,86			238,85		
Estimation de la validité 1996	3 033,89	1 648,37	1,5 %	3 085,01	1 676,2	101,7 %	-51,12	1 869,29	1 840,53
Estimation de la validité 1997	3 117,73	1 686,73	2,3 %	3 089,43	1 671,4	99,1 %	28,31	1 916,28	1 848,39
Estimation de la validité 1998	3 242,44	1 694,03	0,4 %	3 166,75	1 654,5	97,7 %	75,70	1 993,12	1 914,04
Estimation de la validité 1999	3 295,49	1 654,46	-2,3 %	3 260,18	1 636,7	98,9 %	35,31	2 033,06	1 991,88
Estimation de la validité 2000	3 373,54	1 672,84	1,1 %	3 375,05	1 673,6	100,0 %	-1,51	2 058,37	2 016,65
Estimation de la validité 2001 (2)	3 474,01	1 671,96	-0,1 %	3 457,35	1 663,9	99,5 %	16,66	2 124,06	2 077,81
Estimation de la validité 2002	3 670,20	1 697,94	1,6 %	3 502,64	1 620,4	95,4 %	167,56	2 211,63	2 161,55
Estimation de la validité 2003	3 749,30	1 695,81	-0,1 %	3 505,35	1 585,5	93,5 %	243,96	2 264,68	2 210,92
Estimation de la validité 2004 (3)	3 680,69	1 576,90	-7,0 %	3 699,94	1 585,1	100,5 %	-19,25	2 391,34	2 334,13
Estimation de la validité 2005	3 941,05	1 591,42	0,9 %	3 946,69	1 593,7	100,1 %	-5,64	2 538,74	2 476,44
Estimation de la validité 2006	4 206,13	1 586,00	-0,3 %	4 207,95	1 586,7	100,0 %	-1,81	2 711,43	2 652,04
Estimation de la validité 2007	4 292,67	1 569,38	-1,0 %	4 237,16	1 549,1	98,7 %	55,52	2 792,46	2 735,27
Estimation de la validité 2008	4 351,00	1 556,49	-0,8 %	4 349,15	1 555,8	100,0 %	1,85	2 849,87	2 795,40
Estimation de la validité 2009	4 372,78	1 523,00	-2,2 %	4 342,87	1 512,6	99,3 %	29,90	2 941,04	2 871,15
Estimation de la validité 2010	4 347,39	1 492,43	-2,0 %	4 280,49	1 469,5	98,5 %	66,90	2 978,18	2 912,96
Estimation de la validité 2011	4 467,85	1 527,18	2,3 %	3 464,92	NS	77,6 %	sans 2011	2 991,69	2 925,55
Ensemble des paiements à la Cnav n'ayant pas donné lieu à remontée de Dna (yc 239 millions antérieurs à 1996)							881,19	Ventilation des restes à justifier	100 %
Restes à recouvrer 2010							66,90		8 %
Cumul des restes à recouvrer 2002-2009 (3) (4)							472,09		54 %
Cumul des restes à recouvrer 1996-2001 (3) (4)							103,35		12 %
Reliquat exercices antérieurs à 1996 (1)							238,85		27 %

(1) La sous-estimation des dépenses correspondant à l'exercice 1995 (- 91,36 millions) est plus que compensée par la surestimation de l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs : 331,19 millions d'euros fin 2005.

(2) Pour 2001, compte tenu de la forte augmentation du Smic au 1<sup>er</sup> juillet 2000 (+ 3,19 %), les dépenses correspondant à la validité 2001 avaient initialement été estimées sur la base d'effectifs constants.

(3) Selon les principes arrêtés en 1997 dans le rapport Chadelat, on considère qu'un délai de quatre ans correspond au temps de remontée intégrale des ouvertures de droits effectives (cf. TIPF 41102).

(4) Cf. tableaux ci-dessous pour le montant des estimations y compris les régularisations (validité 2004 et suivantes).

(5) La cotisation moyenne annuelle (cf. TIPF 4321) est calculée à partir des données des Caf, en divisant les dépenses estimées par l'effectif total. Les dépenses sont estimées en multipliant :

- les bénéficiaires du Cf, de la Paje Ab, de l'Apje, de l'Aes, de l'Aah et de l'Ape à taux plein (TIPF 4321) par la cotisation à taux plein (100 %, cf. TIPF 431) ;
- les bénéficiaires de la Paje Clca et de l'Ape travaillant à mi-temps par la cotisation à 50 % ;
- les bénéficiaires de l'Ape travaillant entre 50 % et 80 % du temps plein par la cotisation à 20 %.

La cotisation annuelle pondérée 2005 résultant de l'estimation 2005 des dépenses (3 917,3 millions d'euros) s'élevait initialement à 2 486 euros. Suite aux nouvelles estimations, cette cotisation pondérée 2005 a été revue à la baisse : 2 476 euros, soit 97,5 % de la cotisation à taux plein (2 539 euros).

## TIPF 4101 : Ensemble des écritures comptables 2007 relatives à l'AVPF

Dépenses AVPF statistiques et comptables	
<b>Dépenses statistiques initiales au titre de l'exercice 2007</b>	<b>4 322,53</b>
Régularisation exercice 2005 -> dépenses diverses statistiques 2007	18,28
Régularisation exercice 2004 -> moindres dépenses diverses statistiques 2007	-204,31
Solde statistique cumulé crédeur -> moindres dépenses statistiques 2007 (annulation régularisations 2005)	-41,58
<b>Dépenses AVPF comptables 2007</b> (repris par la CCSS, yc régularisations)	<b>4 094,91</b>

## TIPF 4102 : Validités 2004-2010 : acomptes + régularisations

Validité Millions d'euros	Acomptes Cnaf = estimation initiale (A)	Régularisations par exercice de validité					Total régularisations	Acomptes Cnaf + régularisations (B)
		2007	2008	2009	2010	2011		
2004	3 885,00	-204,31					-204,31	3 680,69
2005	3 917,30	18,28	5,48				23,76	3 941,05
2006	4 212,30		-8,40	2,24			-6,17	4 206,13
2007	4 322,53		-28,47	-2,94	1,56		-29,85	4 292,67
2008	4 413,96			-32,23	-32,92	2,20	-62,96	4 351,00
2009	4 466,50				-105,62	11,89	-93,72	4 372,78
2010	4 397,57				4 397,57	-50,18	-50,18	4 347,39
2011	4 467,85					4 467,85		4 467,85
Régularisations comptabilisées			-31,39	-32,94	-136,98	-36,09		
Acomptes comptabilisés			4 413,96	4 466,50	4 397,57	4 467,85		
<b>Dépenses AVPF comptables de l'exercice</b> (yc régularisations = définition CCSS)			<b>4 382,56</b>	<b>4 433,57</b>	<b>4 260,59</b>	<b>4 431,76</b>		

Montants AVPF TIPF 6711 (cf. chapitre 6 Recettes et dépenses CNAF)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Hors régularisations	3 885,00	3 917,30	4 212,30	4 322,53	4 413,96	4 466,50	4 397,57	4 467,85
Régularisations prises en compte		41,58				-32,94	-136,98	-36,09
Y compris régularisations		3 958,87				4 433,57	4 260,59	4 431,76

### **Encadré 2 : Les circuits Cnaf - Cnav**

**Les Caf émettent, à compter de février 2008, les Dna (déclarations nominatives annuelles) concernant les bénéficiaires d'Avpf au titre de l'année précédente 2007** (validité initiale) et pour les années antérieures (validités complémentaires).

Ces Dna font l'objet d'un transfert automatique à la Cnavs pour affectation des droits sur le compte individuel des bénéficiaires.

Les bordereaux récapitulatifs de créances correspondant à ces déclarations sont émis par les Caf, les Cmsa et les régimes spéciaux en même temps que les Dna et transmis aux Carsat à des fins de contrôle de la cohérence entre le montant des cotisations figurant sur les bordereaux de créances émis par les Caf et les Cmsa et le montant des cotisations figurant sur l'état comptable transmis par le centre informatique de la Cnav (Dsinds) après traitement des Dna.

Ils sont ensuite **centralisés à la Cnavs pour remontée des créances Dna vers la Cnaf** à titre de justificatifs des dépenses de l'ensemble des régimes (Caf, Cmsa et régimes spéciaux).

. Pour qu'il y ait affiliation au titre de certaines prestations (Ape, App, Clca - Paje) pour l'année N (2007 par exemple) ; les revenus (année N ; 2007) d'activité professionnelle du bénéficiaire ne doivent pas être supérieurs à 63 % du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année considérée ; or les revenus de l'année N (2007) ne sont pas connus des Caf en février de l'année N + 1 (2008), mois au cours duquel les Dna doivent théoriquement être établies. Les premières rentrées de déclarations de ressources de l'année N ont eu lieu au moment de la récupération auprès de la Dgfi (Direction générale des finances publiques) des ressources, à l'automne N + 1. Elles donnent lieu à émission de Dna complémentaires en février N + 2.

**. L'estimation des dépenses d'Avpf pour l'exercice 2007, basée début 2008 sur des estimations de bénéficiaires, peut être sensiblement modifiée jusqu'en 2010.**

. L'émission des Dna de 2008 au tout début de 2009 a permis à la Cnav de présenter une facture de 1 883 M€ relative à la validité 2008 avant la clôture des comptes 2008.

. L'émission des Dna de 2010 au tout début de 2011, a permis à la Cnav de présenter une facture de 937 M€ relative à la validité 2010 avant la clôture des comptes 2010.

. L'émission des Dna de 2011 au tout début de 2012 a permis à la Cnav de présenter une facture de 3,464 Md€ relative à la validité 2011 avant la clôture des comptes 2011.

Depuis 2004, les estimations des dépenses se différencient des estimations antérieures. Les bénéficiaires du Clca Paje qui bénéficient de l'affiliation à l'Avpf sont pour la plupart dénombrés dans les bénéficiaires de l'Ab Paje car on examine d'abord le droit au titre de l'allocation de base (Ab) Paje et que la majorité des bénéficiaires du Clca perçoit l'Ab Paje.

### **Encadré 3 : Impact de l'Avpf au double niveau individuel et macroéconomique**

**Les deux études**, menées par la Cnav pour le Conseil d'orientation des retraites (Cor), ont pour objet d'évaluer l'impact de l'Avpf au double niveau individuel et macroéconomique (cf. *Cnaf, Agence d'information n° 920 du 27 mai 2008*).

- La première étude, relative aux effets de l'Avpf sur les montants de pensions du régime général, montre que, sans cette mesure, **une diminution de 3,6 % du montant moyen de pension** serait observée, et de **9 % pour les femmes**, si l'on considère l'ensemble des **nouveaux retraités de l'année 2005** (cohorte choisie).

**En l'absence de cet avantage, les femmes concernées auraient** une pension inférieure d'un quart au montant réellement versé, soit **une perte annuelle de 1 430 euros**. L'impact est moindre pour les hommes en raison de carrières généralement plus complètes et mieux rémunérées.

- La seconde étude vise à chiffrer le coût global du dispositif pour le régime général sur la base du stock de retraités au 31 décembre 2004 et à l'horizon 2015. Sur la base de la méthode d'évaluation retenue, **le montant des pensions de droit propre versé par le régime général pour l'année 2004 au titre de l'Avpf peut être estimé à 1 Md€**, soit 1,7 % de la masse globale des pensions de droit propre.

Lorsque les femmes de la génération 1950 auront liquidé leur retraite au régime général, le montant annuel de pension lié à l'Avpf pour le stock des femmes retraitées aura plus que doublé par rapport au montant estimé pour 2004 (à nombre moyen de trimestres Avpf par génération inchangé).

Le nombre moyen de trimestres augmentant au fil des générations, l'estimation d'un doublement du montant annuel de pension lié à l'Avpf à l'horizon 2015 est donc une estimation *a minima*.

# TIPF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros

Données tous régimes, hors exploitants agricoles jusqu'en 1983.

Cf. encadré 4 pour le mode de lecture de TIPF 411.

Millions d'euros		Versements de la Cnaf à la Cnav correspondant aux dépenses des exercices											Remontées	Acomptes	Régulari-	Reste à	Comptabilité	Dépenses
Année		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	1975-2011	CNAF (estimation initiale)	sations (solde par exercice)	justifier hors remontées Dna (encadré 3)	Cnaf yc régul. 1975-2011	en millions d'euros 2011
d'exigibilité	de validité												Cnav					
1973-1974	1972-1973	0,01	0,01	0,01	0,01	0,003	0,02	0,02	0,010	0,020	0,004	0,001	163,99				163,916	776,21
1975	1974	0,01	0,01	0,01	0,02	0,004	0,02	0,02	0,011	0,017	0,006	0,001	175,74				175,653	744,23
1976	1975	0,02	0,01	0,02	0,02	0,01	0,02	0,03	0,01	0,02	0,01	0,002	230,95				230,852	891,59
1977	1976	0,03	0,01	0,02	0,04	0,01	0,03	0,04	0,01	0,02	0,01	0,003	284,26				284,128	1 004,02
1978	1977	0,03	0,01	0,03	0,03	0,01	0,04	0,05	0,03	0,03	0,01	0,004	313,94				313,770	1 016,72
1979	1978	0,05	0,02	0,04	0,06	0,01	0,05	0,06	0,04	0,04	0,02	0,005	364,19				363,966	1 064,24
1980	1979	0,06	0,02	0,05	0,07	0,02	0,07	0,09	0,05	0,07	0,03	0,008	501,10				500,776	1 290,03
1981	1980	0,05	0,03	0,06	0,05	0,02	0,06	0,11	0,07	0,08	0,04	0,01	753,89				753,495	1 711,69
1982	1981	0,06	0,03	0,06	0,06	0,02	0,05	0,14	0,06	0,07	0,04	0,03	963,24				962,843	1 956,11
1983	1982	0,05	0,02	0,05	0,07	0,02	0,05	0,11	0,09	0,08	0,04	0,03	1 182,36				1 181,949	2 190,49
1984	1983	0,06	0,03	0,06	0,05	0,03	0,14	0,15	0,36	0,10	0,07	0,03	1 340,86				1 339,983	2 312,05
1985	1984	0,05	0,04	0,06	0,13	0,04	0,07	0,15	0,23	0,08	0,06	0,03	1 560,36				1 559,701	2 542,97
1986	1985	0,04	0,03	0,05	0,14	0,04	0,08	0,17	0,27	0,14	0,07	0,05	1 702,01				1 701,192	2 701,84
1987	1986	0,75	0,04	0,09	0,17	0,03	0,13	0,17	0,47	0,15	0,09	0,05	1 921,68				1 920,594	2 957,31
1992 : Régularisations 1972-1986												0,04	228,67				228,674	352,11
1988	1987	0,30	0,06	0,10	0,22	0,04	0,30	0,99	1,04	0,55	0,78	0,63	2 064,01				2 059,678	3 088,40
1989	1988	0,34	0,05	0,17	0,19	1,21	0,27	0,71	0,66	0,51	0,67	0,63	2 181,17				2 176,502	3 149,89
1990	1989	2,86	0,04	0,15	0,13	0,04	0,31	0,65	0,61	0,49	0,65	0,64	2 383,45				2 380,054	3 339,42
1991	1990	0,26	0,01	0,04	0,11	0,00	0,46	1,08	1,09	0,77	1,83	0,92	2 436,49				2 430,331	3 304,23
1992	1991	0,59	-0,01	0,18	0,12	-0,01	0,38	0,92	0,91	0,61	1,67	0,83	2 654,88				2 649,579	3 520,44
1993	1992	3,13	0,02	0,09	6,78	0,01	0,86	1,32	1,03	0,92	1,20	1,15	2 643,52				2 637,030	3 441,84
1994	1993	3,42	0,53	0,16	6,23	0,05	0,23	0,61	1,24	0,37	0,77	0,58	2 856,96				2 853,117	3 672,63
1995	1994	17,14	0,76	0,54	9,31	-0,11	0,12	0,57	1,06	0,31	0,61	0,47	2 924,33				2 921,299	3 699,31
1996	1995	2,99	6,19	3,32	3,40	0,02	0,85	0,90	1,41	0,78	1,04	0,98	2 897,40				2 891,419	3 593,36
Compte 1996	1996												2 515,41	2 515,41				
Compte 1997	1996												243,36	518,48				
Estimation totale 1996		70,84	57,83	12,46	5,54	0,17	0,83	4,66	1,84	0,65	1,09	0,83	3 085,01	3 033,89		-51,12	3 033,89	3 770,42
Compte 1997	1997	154,95	84,19	0,67	4,76	0,60	26,46	23,37	1,66	0,54	1,10	0,80	3 089,43	3 117,73		28,31	3 117,73	3 833,87
Compte 1998	1998	198,81	166,02	2,66	6,36	0,25	38,35	31,16	1,63	0,46	1,04	0,72	3 166,75	3 242,44		75,70	3 242,44	3 962,92
Compte 1999	1999	911,66	182,66	20,17	30,64	0,29	5,34	1,52	0,86	0,33	1,02	0,47	3 260,18	3 295,49		35,31	3 295,49	4 007,71
Compte 2000	2000	2 532,12	754,90	25,27	28,16	0,54	24,60	6,43	1,60	0,44	0,77	0,22	3 375,05	3 373,54		-1,51	3 373,54	4 038,34
Compte 2001	2001		2 511,35	592,88	234,42	17,95	85,98	11,26	1,60	0,85	0,84	0,21	3 457,35	3 474,01		16,66	3 474,01	4 094,44
Compte 2002	2002			2 847,42	557,49	0,65	92,39	2,76	0,23	0,82	0,70	0,18	3 502,64	3 670,20		167,56	3 670,20	4 251,87
Compte 2003	2003				2 810,87	364,78	318,83	7,57	1,13	1,24	0,71	0,21	3 505,35	3 749,30		243,96	3 749,30	4 262,70
Compte 2004	2004					2 947,61	708,98	23,69	2,00	2,30	13,48	1,87	3 699,94	3 885,00	-204,31	-19,25	3 680,69	4 115,77
Compte 2005	2005						3 246,69	688,14	5,54	1,47	3,52	1,33	3 946,69	3 917,30	23,76	-5,64	3 941,05	4 331,61
Compte 2006	2006							4 086,10	37,84	1,73	26,04	56,23	4 207,95	4 212,30	-6,17	-1,81	4 206,13	4 545,30
Compte 2007	2007								3 922,75	172,27	133,27	8,87	4 237,16	4 322,53	-29,85	55,52	4 292,67	4 571,72
Compte 2008	2008	Remontées Dna en 2008 au titre de la validité 2008, suite à l'émission précoce des DNA par les Caf							1 883,68	2 024,83	366,16	74,48	4 349,15	4 413,96	-62,96	1,85	4 351,00	4 507,75
Compte 2009	2009										3 574,57	768,30	4 342,87	4 466,50	-93,72	29,90	4 372,78	4 527,63
Compte 2010	2010										937,73	3 342,76	4 280,49	4 397,57	-50,18	66,90	4 347,39	4 436,69
Compte 2011	2011										3 464,92	3 464,92	4 467,85	4 467,85		1 002,93	4 467,85	4 467,85
Remontées Dna CNAF selon l'exercice de justification		3 900,66	3 764,91	3 506,86	3 705,66	3 334,36	4 553,06	4 895,72	5 873,13	2 214,15	5 071,75	7 729,52	93 700,37	61 039,62		642,34	66 224,97	122 047,70
Avance à la Cnav 1995		-31,02	-7,64	-4,74	-26,50	-1,25	-3,78	-7,75	-9,07	-5,32	-9,21	-6,84	-3 629,18	Solde / avances :			212,53	212,53
Encaissement Cnav 1995													2011 %	2009 %	2008 %	854,87	66 437,50	122 260,23
Dt Régime général		3 689,57	3 627,24	3 324,99	3 481,23	3 215,25	4 332,52	4 723,78	5 706,17	2 073,76	4 924,26	7 568,32	97,9 %	97,1 %	97,2 %	1996-2010		
Régimes spéciaux		82,78	43,13	59,80	105,57	25,27	51,41	33,42	26,21	15,75	19,95	12,21	0,2 %	0,4 %	0,4 %	yc solde	Soit un montant moyen an. sur 10 ans de	
Salariés + Exploit. agricoles		128,21	94,54	122,08	118,87	93,83	169,12	138,52	140,75	124,63	127,54	148,99	1,9 %	2,5 %	2,4 %	avances		

## Versements par exercice de validité

L'interprétation des dépenses relatives à l'assurance vieillesse des parents au foyer (cf. T1PF 411) pose problème du fait des délais importants constatés dans la remontée des créances<sup>2</sup>. L'essentiel des remontées est quand même connu au bout de quatre ans. L'encadré 2 précise le circuit suivi par les déclarations nominatives annuelles (Dna) établies pour chaque bénéficiaire de l'Avpf.

Les régularisations 2007-2011 relatives aux exercices 2004-2010 sont retracées aux tableaux T1PF 4102. Les régularisations sont imputées aux exercices concernés, l'estimation du reste à justifier par exercice correspond à l'écart entre les dépenses (estimations initiales + régularisations ultérieures) et les remontées Dna à la Cnav. *Le tableau T1PF 411 et les commentaires de ce chapitre ne font pas état des régularisations comptabilisées en 2005, ayant donné lieu à annulation en 2007.*

*. Les dépenses comptabilisées en 1995, année de transition, couvrent 3 114 M€ correspondant aux remontées de la Cnav à la Cnaf en 1994, 2 805 M€ pour l'estimation de la validité 1995 (dans le cadre du passage à une comptabilisation en droits constatés, Dc) et 1 036 M€ pour l'estimation du reliquat sur exercices antérieurs, soit un total de 6 955 M€ (cf. T1PF 411). Fin 2010, les remontées de la Cnav dépassent de 92,3 M€ ces dépenses comptabilisées pour 1995 alors que les reliquats sur exercices antérieurs à 1995 s'élèvent à 331,2 M€.*

*. Pour la validité 1996, un total de 3 034 M€ a été comptabilisé : 2 515 M€ dans les comptes 1996, majorés de 518 M€ en 1997 (suite aux informations disponibles début 1998 relatives à l'Ape). Fin 2010, les remontées de la Cnav dépassent de 51 M€ ces dépenses comptabilisées pour 1996.*

*. L'estimation de la validité 1997<sup>3</sup> (3 118 M€) est supérieure de 28 M€ aux remontées (sur quatorze ans).*

*. L'estimation de la validité 1998 (3 242 M€) est supérieure aux remontées (sur treize ans) de 76 M€*

*. Après douze années de remontées, le solde relatif à l'estimation de la validité 1999 (3 295 M€) atteint + 35 M€*

*. Les remontées sur onze ans relatives à la validité 2000 (3 374 M€) sont légèrement inférieures à l'estimation (– 1,5 M€)*

*. L'estimation de la validité 2001 (3 474 M€) est supérieure de + 17 M€ aux remontées sur dix ans*

*. Les remontées sur neuf ans relatives à la validité 2002 sont inférieures de 168 M€ aux dépenses comptabilisées (3 670 M€).*

*. Les remontées sur huit ans représentent 93,5 % de l'estimation de la validité 2003 (3 749 M€), avec un reliquat de + 244 M€*

*. L'estimation de la validité 2004 a été minorée de – 204 M€ en 2007 (3 681 M€ avec 3 885 M€ initialement prévus). Les remontées sur sept ans sont supérieures de 19 M€ à cette estimation.*

*. La validité 2005 a été majorée de + 24 M€ (soit 3 941 M€ contre 3 917 M€ initialement prévus). Après six ans, les remontées sont supérieures de 5,6 M€ à dépenses comptabilisées.*

*. La validité 2006, estimée à 4 212 M€, a été minorée de 6 M€, soit 4 206 M€ comptabilisés. Les remontées sur cinq ans dépassent de 1,8 M€ les dépenses comptabilisées.*

*. La validité 2007 est estimée à 4 293 M€ (4 323 M€ comptabilisés en 2007, minorés de 30 M€). Les remontées de créances intervenues sur quatre ans représentent 98,7 % de cette estimation (soit un reliquat de 56 M€).*

*. 4 351 M€ ont été comptabilisés au titre de la validité 2008 (4 414 M€ d'acomptes minorés de 63 M€). Suite à l'émission précoce des Dna 2008, 1 884 M€ de remontées ont pu être enregistrées dès l'exercice comptable 2008. Fin 2011, le reliquat s'élève à 1,9 M€. Les remontées représentent 99,96 % des dépenses comptabilisées.*

*. 4 373 M€ ont été comptabilisés au titre de la validité 2009 (après une minoration de 94 M€ de l'estimation initiale 4 467 M€). Fin 2011, le reliquat s'élève à 30 M€. Les remontées représentent 99,3 % des dépenses comptabilisées.*

*. 4 347 M€ ont été comptabilisés au titre de la validité 2010 (4 397 M€ d'acomptes minorés de 50 M€). Fin 2011, le reliquat s'élève à 67 M€. Les remontées représentent 98,5 % des dépenses comptabilisées.*

*. 4 467,85 M€ ont été comptabilisés en 2011 au titre de la validité 2011. 3 465 M€ de remontées ont pu être enregistrées dès l'exercice comptable 2011, soit 77,6 % des dépenses comptabilisées.*

*Sans tenir compte de la validité 2011, l'écart entre les dépenses enregistrées et les remontées des bordereaux récapitulatifs relatifs aux Dna s'élève à 881,19 M€ fin 2011 (contre 1 715,91 M€ fin 2010, cf. T1PF 4100).*

#### **Encadré 4 : Mode de lecture des tableaux T1PF 411 – 421 – 441 – 41001– 4101-2-3**

\* Les versements de la Cnaf à la Cnav relatifs aux différents exercices de paiement sont ventilés en fonction des années de validité dans le tableau financier **T1PF 411**.

Une colonne de ce tableau indique le **cumul des « remontées Cnaf de 1975 à 2011 » au titre des différentes années de validité**. A titre d'exemple, les versements cumulés pour l'exercice d'exigibilité 2003 (validité 2002) s'élèvent à 3 305,35 M€ et se répartissent de la façon suivante (lecture en ligne du tableau) : 2 811 M€ en 2004, 365 M€ en 2005, 319 M€ en 2006, 7 M€ en 2007 et 2001 et 3 M€ de 2008 à 2011 (dont 0,21 M€ en 2011).

*Jusqu'en 1994, les sommes comptabilisées par exercice correspondent au total des colonnes du tableau T1PF 411 (soit par exemple, 2 833,12 M€ en 1994). Selon le principe de comptabilisation en encaissement/décaissement, la Cnaf a donc porté dans sa comptabilité le paiement des cotisations Avpf en fonction de la périodicité et de la fréquence des envois de bordereaux de créances adressés par la Cnavts.*

La procédure de comptabilisation en **droits constatés**, applicable normalement à compter de l'exercice 1996, a été anticipée d'une année pour permettre de comptabiliser sur l'exercice 1995 non seulement l'année de validité 1994, mais également l'année 1995. Concrètement, la Cnaf a payé deux exercices d'Avpf (1994 et 1995) en une seule année (1995), soit 6 955 M€ (*plus de 3 113 M€ de remontées Dna en 1995, 2 805,06 M€ au titre de l'estimation de la validité 1995 et 1 036,65 M€ pour le reliquat sur exercices antérieurs*). Cette opération a toutefois été neutralisée, quant à son impact sur le solde de la Cnaf, grâce à l'opportunité de reprise de la dette cumulée du régime général vis-à-vis de la Caisse des dépôts et consignations.

Les **dépenses prévisionnelles initiales** d'Avpf figurent dans la colonne « Acomptes Cnaf » du tableau T1PF 411.

L'avant-dernière colonne prend en compte les **dépenses prévisionnelles rectifiées**, c'est-à-dire y compris le solde des régularisations ultérieures relatives à la validité (*les régularisations de 2005, annulées en 2007, ne sont pas retracées*).

L'écart entre les dépenses comptabilisées et les dépenses ayant donné lieu à remontée des bordereaux de créances constitue le **reste à justifier** (*sommes dépensées n'ayant pas encore donné lieu à l'envoi par la Cnav de bordereaux de créances à la Cnaf*).

\* Les effectifs de bénéficiaires qui ont été estimés pour servir de base aux **prévisions Dser** sont ventilés par prestation dans le tableau **T1PF 421** depuis 2003 selon une nouvelle méthodologie. On distingue la prévision initiale et les prévisions ultérieures pour une même validité. Les prévisions sont comparées aux remontées Dna.

Ce tableau retrace également les montants comptables par exercice de validité (dépenses initiales et régularisations) et le reste à justifier. Ces montants comptables peuvent être comparés aux estimations Dser.

\* **A titre d'exemple, pour la validité 2005**, on a 3 917,3 M€ d'estimation initiale comptabilisée par la Cnaf en 2005. Suite aux régularisations 2007 et 2008 (respectivement + 18 M€ et + 5 M€), la dépense comptable rectifiée pour la validité 2005 s'élève à 3 941,1 M€ (*cf. T1PF 4102*).

Le reste à recouvrer pour cette validité 2005 est négatif (– 4,31 M€), les remontées dépassant les sommes comptabilisées (*cf. T1PF 4100*).

\* Les **cotisations moyennes pondérées** retenues dans la brochure PF2010 (*tableaux T1PF 421-4100*) sont celles correspondant aux dépenses de la dernière estimation disponible pour la validité considérée (*note 117 Dspa de septembre 2011 pour les exercices 2005-2010*) divisées par les effectifs totaux correspondant.



Les données relatives aux remontées de créances ne permettent pas de suivre les évolutions des effectifs de bénéficiaires du fait de la forte progression de la cotisation unitaire.

### Forte progression de la cotisation unitaire

• Depuis la validité 1972<sup>4</sup>, la cotisation unitaire a progressé en moyenne annuelle de + 4,3 % en euros constants (de + 8,9 % en euros courants) suite à l'évolution du Smic et du taux de cotisation vieillesse.

Pour la validité 2011, la cotisation annuelle s'élève à 2 991,69 euros maximum par bénéficiaire (+ 0,5 % en euros courants par rapport à 2010, cf. T1PF 451).

• En 2010, on estime que **36 % des bénéficiaires Etp de l'Avpf sont affiliés au titre du complément familial, 52 % au titre de l'allocation de base (Ab) de la Paje, 11 % au titre du complément libre choix d'activité (Clca) de la Paje, et 1 % au titre d'une prestation liée au handicap** (cf. T1PF 421).

Le tableau T1PF 441 présente par exercice de validité :

- les différentes cotisations unitaires selon la prestation d'affiliation ;
- la **cotisation unitaire pondérée** par les effectifs correspondant aux différentes catégories de bénéficiaires de l'Avpf. Depuis 1999, la cotisation unitaire pondérée par les effectifs de bénéficiaires est **inférieure de 2 % à 2,5 % à la cotisation maximale** (cf. T1PF 441).

### Plus de 1 586 700 bénéficiaires Etp « équivalent temps plein » en 2006

Le nombre de cotisations ayant donné lieu à remontées de créances Avpf est estimé à partir du rapport :

- entre les dépenses correspondant à ces remontées de créances à la Cnaf et
- la **cotisation unitaire annuelle** correspondant à la validité concernée<sup>5</sup>. Jusqu'en 1995, seule la cotisation unitaire à taux plein était prise en compte. **Depuis la validité 1996, la cotisation unitaire pondérée est retenue** (cf. T1PF 441-451).

Ces estimations sont inférieures aux effectifs de personnes affiliées, ces dernières pouvant l'être pour l'année entière ou pour quelques mois seulement. Toutefois, elles permettent de meilleures

comparaisons annuelles. **Le nombre de cotisations annuelles complètes Etp (calculé en fonction de la cotisation unitaire pondérée)** ayant donné lieu à remontée de créances à la Cnaf est évalué par année de validité à :

- 2001 : 1 663 900 remontées sur dix exercices ;
- 2002 : 1 620 400 remontées sur neuf exercices ;
- 2003 : 1 585 500 remontées sur huit exercices ;
- 2004 : 1 585 100 remontées sur sept exercices ;
- 2005 : 1 593 700 remontées sur six ans ;
- 2006 : 1 586 700 remontées sur cinq ans ;
- 2007 : 1 549 100 remontées sur quatre ans ;
- 2008 : 1 555 800 remontées sur trois ans ;
- 2009 : 1 512 600 remontées sur deux ans ;
- 2010 : 1 469 500 remontées sans retard ;

(cf. tableau 431, première colonne).

*Conformément à l'évolution de la législation, le nombre de cotisations annuelles estimées a fortement progressé :*

- de 1973 à 1980, il était d'environ 1,1 million : la mise en place du complément familial au 1<sup>er</sup> janvier 1978 n'a pas eu d'impact très net sur le nombre de bénéficiaires ;
- en janvier 1980, pour les familles n'ayant pas d'enfant de moins de 3 ans, pouvaient être affiliées à l'assurance vieillesse les mères de famille ayant trois enfants à charge (au lieu de quatre enfants auparavant).
- Les modifications législatives intervenues en juillet 1994 sont précisées dans l'encadré 6. A partir de la validité 2001, les bénéficiaires de l'allocation de présence parentale (App) peuvent être affiliés à l'Avpf (dans les mêmes conditions de cotisation que pour l'Ape à taux plein).

**De 1982 à 2002**, le dénombrement des cotisations annuelles ayant donné lieu à remontées de Dna dépasse **1,6 million**, avec un maximum en 1989 (à 1 710 300 tous régimes).

**Entre 1999 et 2004, les effectifs Etp régressent de – 3,5 %.**

**Depuis la validité 2005, les effectifs correspondant aux estimations comptabilisées sont inférieurs à 1,6 million : 1 527 200 tous régimes pour 2010** (1 523 000 pour 2009, T1PF 431, estimation à partir du total des dépenses comptabilisées).

#### Notes

<sup>1</sup> Les services de la Cnav ont réalisé des études portant sur la durée d'assurance des mères de familles nombreuses et sur l'impact des périodes de cotisations à



*l'Avpf (cf. Lettre Caf n°41 de janvier 1994). Pour la génération de 1933, l'apport des cotisations Avpf est en moyenne de près de cinq ans par bénéficiaire. Ces cotisations Avpf représentent 5,2 % du total des pensions. Il est à noter que les femmes nées en 1933 avaient 39 ans lors de l'instauration de l'Avpf en 1972 et n'ont donc pas bénéficié du plein effet de cette mesure. L'apport des cotisations Avpf doit être très supérieur à 5 % pour les générations suivantes sur l'ensemble de leur carrière.*

<sup>2</sup> *L'établissement des droits à l'Avpf qui était soumis à une prescription trentenaire a été ramené à une prescription quinquennale par la loi du 17 juin 2008. Il faut cependant noter que la quasi-totalité des droits est connue au bout de quatre ans.*

<sup>3</sup> *Compte tenu de 518 M€ comptabilisés au titre de 1996, les dépenses de l'exercice 1997 s'élèvent à 3 636 M€.*

<sup>4</sup> *Premiers paiements effectifs effectués en 1975.*

<sup>5</sup> *Les cotisations pondérées retenues sont celles correspondant aux dernières estimations effectuées. Selon la méthodologie retenue en avril 2009 pour estimer la validité 2008 à partir des effectifs 2008. Il est à noter que l'estimation Dser est de 4 383,6 M€, soit 30,4 M€ de moins que la dépense comptabilisée au titre de 2008 (4 414,0 M€). L'estimation de mars 2010 minore de – 5,9 M€ la prévision 2008 (4 377,6 M€).*

<sup>6</sup> *A compter de 2010, prise en compte des IJ maladie et maternité pour le calcul des revenus d'activité.*

**TIPF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros**

Exigibilité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Cumul des remontées Caf Cnav
1972	53						
1986	2 750		1 877		3 986		
1987	156 792	1 141	4 759		666 006	564 230	
1988	117 467	769 221	599 104	443 020	534 893	537 782	
1990	141 038	579 849	445 034	344 864	559 762	532 018	
1991	422 336	530 792	490 656	352 193	952 872	860 342	
1992	331 432	989 054	868 836	664 097	808 397	761 328	
1993	484 620	838 822	735 527	542 208	1 066 307	1 070 012	
1994	163 383	1 268 884	941 296	752 808	538 119	492 609	
1995	140 973	557 406	542 162	317 944	432 044	433 545	
1996	339 007	506 843	501 977	270 452	972 943	900 505	
1996	570 165	879 050	917 956	675 534	931 094	738 905	
1997	26 104 976	4 476 304	754 160	560 893	954 327	699 621	18 179 898 436
1998	37 813 815	23 086 576	761 722	469 759	733 669	615 081	18 126 929 955
1999	2 904 588	30 878 537	746 589	393 754	452 210	369 450	18 879 741 243
2000	19 120 313	1 047 706	408 907	246 933	322 374	170 255	16 374 210 995
2001	80 912 100	5 156 787	619 683	257 583	404 090	157 138	3 271 918 462
2002	85 867 348	9 371 260	738 881	361 825	176 006	152 217	3 344 793 647
2003	301 822 485	45 236	-371 817	367 646	223 703	203 756	3 339 985 526
2004	663 886 074	3 028 365	259 276	562 307	12 326 262	1 878 798	3 527 581 886
2005	3 111 219 953	17 506 579	898 526	1 878 329	2 808 203	1 305 701	3 135 617 291
2006		682 258 095	3 218 323	1 227 940	25 822 364	56 153 988	768 680 710
2007		3 940 005 758	34 794 053	692 293	130 775 518	8 878 413	4 115 146 035
2008			3 787 216 078	164 244 556	364 211 083	74 364 269	4 390 035 986
2009			1 870 074 928	1 898 136 471	3 440 193 235	767 462 697	7 975 867 331
2010					937 389 405	3 213 383 706	4 150 773 111
2011						3 435 631 325	3 435 631 325
Caf	4 332 521 956	4 723 783 369	5 706 171 449	2 073 763 409	4 924 258 872	7 568 317 691	
Tous régimes	4 553 058 759	4 895 720 283	5 873 132 164	2 214 150 142	5 071 749 025	7 729 524 190	
Part des Caf	95,2 %	96,5 %	97,2 %	93,7 %	97,1 %	97,9 %	

### Encadré 5 : Méthode d'estimation des dépenses en « droits constatés »

\* En 1998, la Cnaf a élaboré une méthodologie d'estimation des droits constatés permettant de fixer le montant prévisionnel des dépenses. Cette méthode a consisté à partir de la validité 1995 considérée comme complète en 1998 à :

- . déterminer le poids en masse financière de chaque prestation d'affiliation (Apje, Cf, Aes, Aah, Ape à taux plein, Ape à taux partiels, App) ;
- . calculer ensuite l'effectif théorique en équivalent temps plein pour chaque prestation en divisant la masse financière par la cotisation annuelle correspondante ;
- . appliquer à l'effectif ainsi reconstitué les taux d'évolution annuelle (1996/1995 et 1997/1996) des effectifs connus pour les prestations en cause.

A l'effectif théorique 1997 obtenu, on a appliqué le montant de la cotisation annuelle en vigueur pour déterminer au final la masse financière.

Cette méthodologie, acceptée par la Cnavts, a permis d'estimer à 3 033,89 M€ la validité 1996 (2 515,41 + 518,48) et à 3 117,73 M€ la validité 1997. Compte tenu du rattrapage de 518,48 M€ établi au titre de 1996 et comptabilisé en 1997, cet exercice a donc enregistré une dépense totale de 3 636,21 M€ (3 117,73 + 518,48).

\* Pour les validités 1998 à 2001, l'estimation des masses financières a été basée sur les effectifs théoriques reconstitués auxquels ont été appliqués respectivement les taux d'évolution des effectifs (1998/1997, 1999/1998, 2000/1999 et 2001/2000).

\* Pour les validités 2002 et suivantes, l'estimation est fondée sur une extrapolation réalisée à partir des données 2001, en se fondant sur le taux de croissance des bénéficiaires des prestations génératrices du droit à l'Avpf pour 2002-2005.

### Encadré 6 : Rappel réglementaire

\* Instituée par la loi du 3 janvier 1972, l'assurance vieillesse du parent au foyer est destinée à garantir à la personne qui reste au foyer pour s'occuper d'un ou plusieurs enfants une continuité dans la constitution de ses droits à la retraite. A l'origine, l'affiliation **en métropole** ne concernait que les mères de famille inactives qui percevaient l'allocation de salaire unique ou de mère au foyer majorée et qui avaient à charge soit un enfant de moins de 3 ans, soit quatre enfants ou plus. Le champ d'application de cette prestation a été élargi :

- . aux femmes assumant la charge d'un enfant ou d'un adulte handicapé (octobre 1975), puis à celles percevant le complément familial (janvier 1978) ;
- . aux hommes, dans les mêmes conditions, à compter de juillet 1979 ;
- . aux bénéficiaires de l'allocation pour jeune enfant après la naissance et de l'allocation parentale d'éducation, mais uniquement pour la métropole (loi famille de 1985) ;
- . de l'allocation parentale d'éducation à taux partiel (loi du 25 juillet 1994) ;
- . de l'allocation de présence parentale (App, loi du 23 décembre 2000) ;

- . de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje, loi du 18 décembre 2003) ;
- . de l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) et du complément optionnel de libre choix d'activité Paje (Colca, loi du 19 décembre 2005) ;
- . du congé de soutien familial (loi du 21 décembre 2006). Dans ce dernier cas, les cotisations sont remboursées par la caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).

\* Par ailleurs, **dans les Dom**, l'Avpf n'est due qu'au titre de la charge d'une personne handicapée (enfant ou adulte). (Sont exclus les bénéficiaires de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje).

\* A compter de novembre 2011, le bénéficiaire peut exercer **une activité réduite donnant lieu à des revenus au plus égal à 23 % du Smic**.

### Encadré 7 : Conditions d'affiliation

. Les isolés bénéficiaires de certaines prestations (Cf, Ape, App, Ajpp, Ab et Clca Paje) ainsi que les bénéficiaires de l'allocation de base de la Paje ouvrent droit à l'affiliation à l'Avpf sous réserve que leurs ressources n'excèdent pas le **plafond de l'Ars**<sup>6</sup>.

. Pour les couples bénéficiaires du Cf, de l'Ape, de l'App, de l'Ajpp ou du Clca de la Paje, leurs ressources ne doivent pas excéder le **plafond du Cf**<sup>6</sup>.

. Une condition supplémentaire existe pour les couples : pour l'affiliation au titre du bénéfice de l'Ab de la Paje et du Cf, la personne à affilier doit avoir perçu au cours de l'avant-dernière année précédant l'année d'affiliation des revenus d'activité professionnelle n'excédant pas douze fois la Bmaf (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Pour l'Ape (à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1994), l'App (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001), le Clca à taux partiel (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004), il n'est plus fait référence aux douze fois la Bmaf : les revenus professionnels de la personne à affilier perçus au cours de l'année d'affiliation doivent être inférieurs ou égaux à 63 % du plafond de la SS.

. Ouvrir également droit à cette affiliation à l'Avpf, sous réserve de ressources n'excédant pas le **plafond du Cf**<sup>6</sup>, la personne isolée et, pour un couple, l'un ou l'autre membre du couple non affilié à un autre titre :

- ayant la charge d'un enfant handicapé non admis en internat dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %,
- ou assumant au foyer familial la charge d'un handicapé adulte membre de sa famille dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 % (la Cdaph doit avoir émis un avis motivé sur la nécessité pour l'adulte handicapé de bénéficier à domicile de l'assistance ou de la présence de la personne à affilier),
- ou bénéficiant d'un congé de soutien familial.

Figure 4.0 : **Entre 1990 et 2001, les effectifs de bénéficiaires de l'Avpf sont relativement stables.**

Données tous régimes. Evolution en indice base 100 en 1996.

Les effectifs correspondant aux Dna déjà payées pour l'exigibilité 2001 sont identiques à ceux de 1990.

Les effectifs Etp correspondant aux remontées 2005 se situent - 4,8 % en dessous du niveau de 2000.

Les dépenses comptabilisées pour 2009 (y compris les régularisations) correspondent à des effectifs Etp inférieurs de - 7,8 % aux effectifs de 2005, compte tenu des remontées enregistrées jusqu'en 2011 (soit une régression de l'ordre de - 11,5 % entre 2000 et 2010).

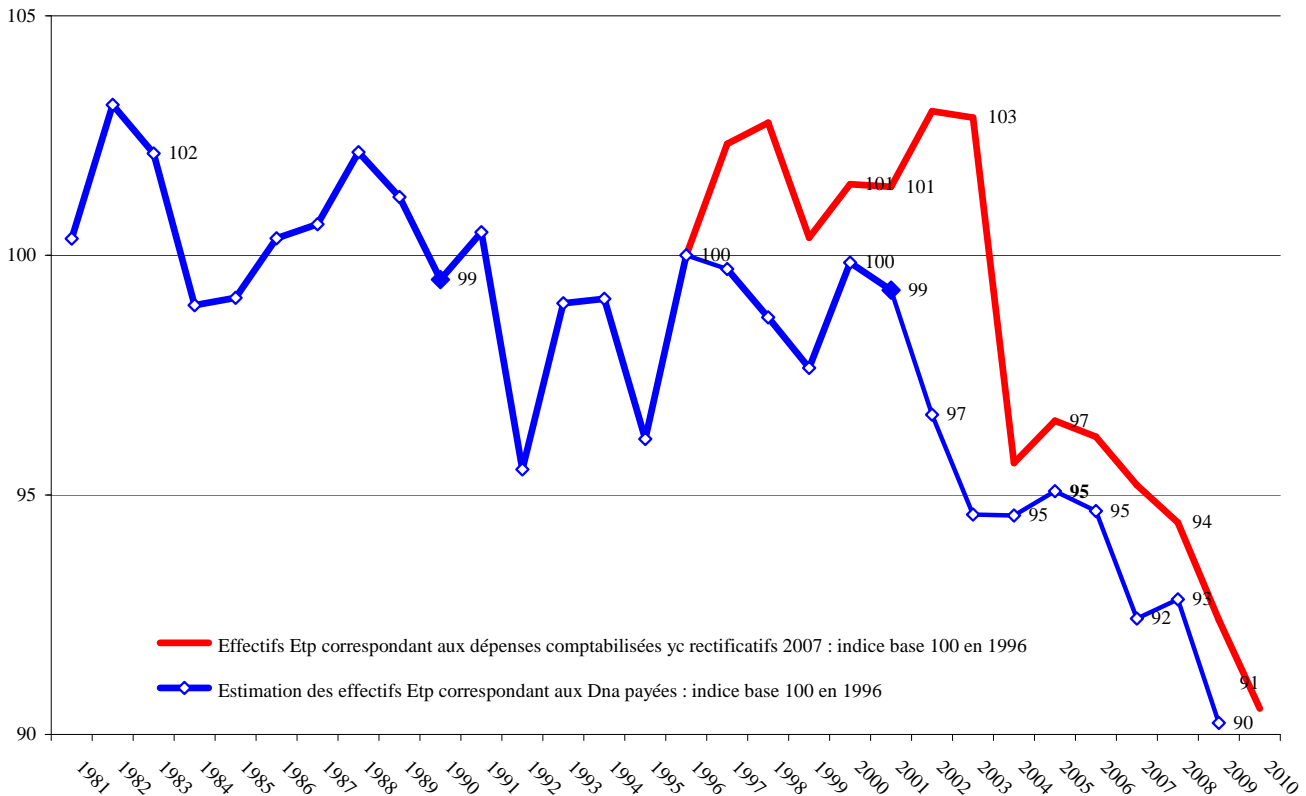
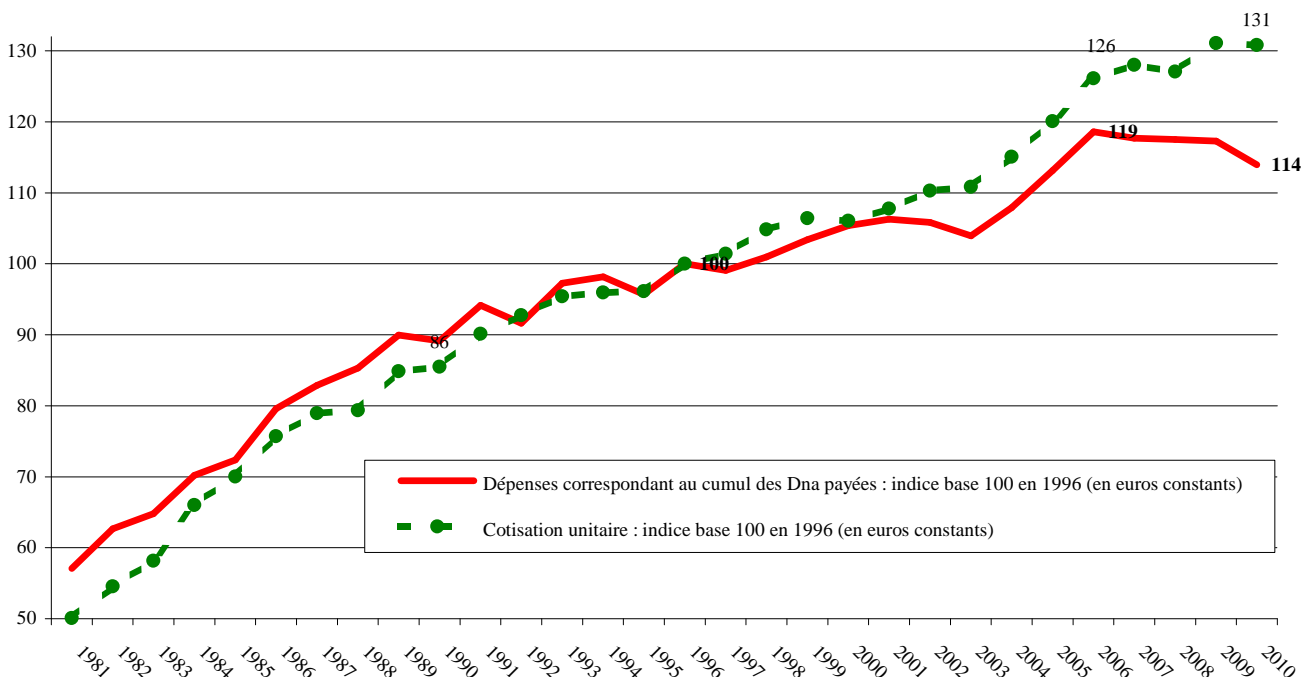


Figure 4.1 : **Les dépenses correspondant au cumul des Dna payées au titre de 2006 sont supérieures en volume de 19 % à celles payées au titre de 1996 (en euros constants).**

**La cotisation unitaire a progressé de 26 % entre 1996 et 2006, de 31 % entre 1996 et 2010 (en euros constants).**



TIPF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996

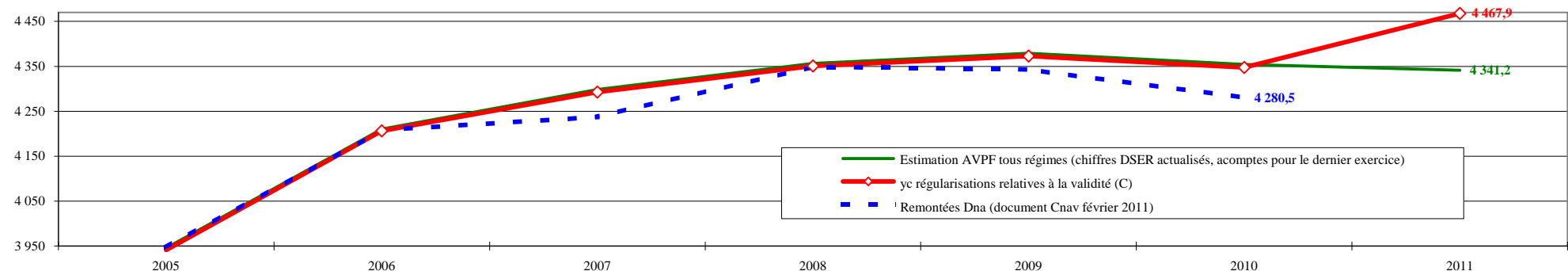
Année de		Remontées des Dna exprimées en % de T (dépenses comptabilisées par exercice)													Reste à justifier		Remontées sur les quatre premières années	Remontées postérieures aux quatre premières années de paiements
Exigibilité	Validité	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Cumul 1975-2011	hors remontées Dna (en % de T)	après		
Estimation totale 1996		0,9 %	2,3 %	1,9 %	0,4 %	0,2 %	0,01 %	0,03 %	0,15 %	0,06 %	0,02 %	0,04 %	0,03 %	101,7 %	Remontées > T	15 ans	96,5 %	5,2 % de la 5 <sup>e</sup> à la 15 <sup>e</sup> année
Compte 1997	1997	9,4 %	5,0 %	2,7 %	0,02 %	0,2 %	0,02 %	0,85 %	0,75 %	0,05 %	0,02 %	0,04 %	0,03 %	99,1 %	0,9 %	14 ans	94,5 %	4,6 % de la 5 <sup>e</sup> à la 14 <sup>e</sup> année
Compte 1998	1998	21,6 %	6,1 %	5,1 %	0,1 %	0,2 %	0,01 %	1,18 %	0,96 %	0,05 %	0,01 %	0,03 %	0,02 %	97,7 %	2,3 %	13 ans	95,1 %	2,5 % de la 5 <sup>e</sup> à la 13 <sup>e</sup> année
Compte 1999	1999	63,9 %	27,7 %	5,5 %	0,6 %	0,9 %	0,01 %	0,16 %	0,05 %	0,03 %	0,01 %	0,03 %	0,01 %	98,9 %	1,1 %	12 ans	97,7 %	1,2 % de la 5 <sup>e</sup> à la 12 <sup>e</sup> année
Compte 2000	2000		75,1 %	22,4 %	0,7 %	0,8 %	0,02 %	0,73 %	0,19 %	0,05 %	0,01 %	0,02 %	0,01 %	100,04 %	Remontées > T	11 ans	99,0 %	1,0 % de la 5 <sup>e</sup> à la 11 <sup>e</sup> année
Compte 2001	2001			72,3 %	17,1 %	6,7 %	0,5 %	2,5 %	0,3 %	0,05 %	0,02 %	0,02 %	0,01 %	99,5 %	0,5 %	10 ans	96,6 %	2,9 % de la 5 <sup>e</sup> à la 10 <sup>e</sup> année
Compte 2002	2002				77,6 %	15,2 %	0,02 %	2,5 %	0,1 %	0,01 %	0,02 %	0,02 %	0,00 %	95,4 %	4,6 %	9 ans	95,3 %	0,1 % de la 5 <sup>e</sup> à la 9 <sup>e</sup> année
Compte 2003	2003					75,0 %	9,7 %	8,5 %	0,2 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %	0,01 %	93,5 %	6,5 %	8 ans	93,4 %	0,1 % de la 5 <sup>e</sup> à la 8 <sup>e</sup> année
Compte 2004	2004						80,1 %	19,3 %	0,6 %	0,1 %	0,06 %	0,37 %	0,05 %	100,52 %	Remontées > T	7 ans	100,04 %	0,5 % de la 5 <sup>e</sup> à la 7 <sup>e</sup> année
Compte 2005	2005							82,4 %	17,5 %	0,1 %	0,04 %	0,09 %	0,03 %	100,14 %	Remontées > T	6 ans	100,02 %	0,1 % de la 5 <sup>e</sup> à la 6 <sup>e</sup> année
Compte 2006	2006								97,1 %	0,9 %	0,04 %	0,62 %	1,34 %	100,04 %	Remontées > T	5 ans	98,7 %	1,3 % la 5 <sup>e</sup> année
Compte 2007	2007									91,4 %	4,0 %	3,10 %	0,21 %	98,7 %	1,3 %	4 ans	98,7 %	
Nombre d'années sans compter l'année de comptabilisation des acomptes (correspondant à des remontées "en avance")																		
Compte 2008	2008									43,3 %	46,5 %	8,4 %	1,71 %	100,0 %	0,04 %	3 ans	89,8 %	sur 2 ans, sans retard
Compte 2009	2009											81,7 %	17,6 %	99,3 %	0,7 %	2 ans	81,7 %	sur 2 ans, sans retard
Compte 2010	2010											21,6 %	76,9 %	98,5 %	1,5 %	1 an	98,5 %	sur 2 ans, sans retard
Compte 2011	2011												77,6 %	77,6 %	22,4 %	en avance		

TIPF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %)

Exercice	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
t - 1 = "en avance, c-a-d sans décalage"									32,1 %		18,5 %	44,8 %
t	64,8 %	64,9 %	66,7 %	81,2 %	75,9 %	88,4 %	71,3 %	83,5 %	66,8 %	91,4 %	70,5 %	43,2 %
Dt [ t + 1 et plus	34,4 %	35,1 %	33,3 %	18,8 %	24,1 %	11,6 %	28,7 %	16,5 %	1,1 %	8,6 %	11,0 %	11,9 %
t + 1 = 1 an de retard	21,5 %	23,4 %	20,1 %	16,9 %	15,0 %	10,9 %	15,6 %	14,1 %	0,6 %	7,8 %	7,2 %	9,9 %
t + 2 = 2 ans de retard	9,0 %	5,1 %	4,9 %	0,7 %	6,3 %	0,02 %	7,0 %	0,5 %	0,1 %	0,1 %	2,6 %	1,0 %
> 2 ans de retard	3,8 %	6,6 %	8,4 %	1,2 %	2,8 %	0,6 %	6,1 %	2,0 %	0,4 %	0,7 %	1,2 %	1,0 %
Total	99 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

**TIPF 421 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2003 à 2010**

	Estimation initiale des acomptes				Estimation 93 Dspa septembre 2012							Evolution (cf. note septembre 2012)					Rapport 2011/2006	Structure 2011 Note sept-12
	51bis Dser mars 2010	16 Dspa fév 2011	117 Dspa sept. 2011	93 Dspa sept. 2012								2007/ 2006	2008/ 2007	2009/ 2008	2010/ 2009	2011/ 2010		
	2009	2010	2011	2012	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011							
<b>Effectifs Caf (en milliers)</b>																		
Cf	550,3	525,1	523,5	515,5	587,7	565,2	564,2	557,0	523,5	519,4	519,1	-0,2 %	-1 %	-6 %	-0,8 %	-0,1 %	-8 %	36 %
Aah	1,9	1,5	1,5	1,5	2,5	2,2	1,9	1,7	1,5	1,4	1,4	-14 %	-12 %	-12 %	-9 %	4 %	-36,7 %	0,1 %
Aeeh	14,1	14,4	14,9	16,5	13,7	13,4	12,8	13,6	13,7	14,2	15,2	-5 %	6 %	1 %	4 %	7 %	13,2 %	1,1 %
Csf congé soutien familial		0,0																
App taux plein					1,6	0,8	0,0	0,0										
App taux réduit (50 %)					0,1	0,0	0,0											
App taux réduit (20 %)					0,1	0,1	0,0											
Ajpp	1,555	1,9	2,0	1,7														
Apje					225,9	52,4	0,0	0,0	0,0									
Ape taux plein	0,041				126,0	37,6	0,2	0,1	0,0									
Ape taux réduit (50 %)	0,002				13,8	4,5	0,0	0,0	0,0									
Ape taux réduit (20 %)	0,005				20,2	6,6	0,0	0,0	0,0									
Paje allocation de base	803,9	753,4	751,4	739,1	461,5	724,0	801,0	786,3	748,5	745,8	742,6	11 %	-2 %	-5 %	0 %	-0,4 %		52 %
Paje Clca taux plein	82,2	128,7	121,9	107,3	60,6	84,9	89,2	103,8	136,3	119,6	112,4	5 %	16 %	31 %	-12 %	-6 %		11 %
Paje Clca taux réduit (50 %)	14,6	15,1	14,7	12,7	7,8	13,5	16,1	13,6	16,0	13,7	13,2	19 %	-15 %	18 %	-15 %	-3 %		
Paje Clca taux réduit (20 %)	33,8	37,3	38,0	34,1	13,2	24,6	31,0	29,4	36,0	33,0	33,5	26 %	-5 %	22 %	-8 %	2 %		
Total des effectifs Caf	1 502,4	1 477,4	1 467,9	1 428,3	1 534,9	1 529,9	1 516,3	1 505,4	1 475,6	1 447,2	1 437,3	-0,9 %	-0,7 %	-2,0 %	-1,9 %	-0,7 %	-6,0 %	100 %
<b>Total des effectifs tous régimes</b>	<b>1 554,2</b>	<b>1 525,7</b>	<b>1 514,8</b>	<b>1 472,9</b>	<b>1 593,3</b>	<b>1 587,7</b>	<b>1 571,5</b>	<b>1 558,4</b>	<b>1 525,2</b>	<b>1 494,8</b>	<b>1 483,9</b>	<b>-1,0 %</b>	<b>-0,8 %</b>	<b>-2,1 %</b>	<b>-2,0 %</b>	<b>-0,7 %</b>	<b>-6,5 %</b>	
<b>Cotisation unitaire annuelle taux plein (en €) (CM)</b>	<b>2 941,0</b>	<b>2 978,2</b>	<b>2 991,7</b>	<b>3 045,0</b>	<b>2 538,7</b>	<b>2 711,4</b>	<b>2 792,5</b>	<b>2 849,9</b>	<b>2 941,0</b>	<b>2 978,2</b>	<b>2 991,7</b>	<b>3,0 %</b>	<b>2,1 %</b>	<b>3,2 %</b>	<b>1,3 %</b>	<b>0,5 %</b>	<b>10,3 %</b>	
<b>Cotisation unitaire an. Caf moyenne (en €) (CE)</b>	<b>2 873,8</b>	<b>2 902,8</b>	<b>2 914,7</b>	<b>2 973,4</b>	<b>2 476,4</b>	<b>2 652,0</b>	<b>2 735,3</b>	<b>2 795,4</b>	<b>2 871,2</b>	<b>2 913,0</b>	<b>2 925,5</b>	<b>3,1 %</b>	<b>2,2 %</b>	<b>2,7 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>10,3 %</b>	
Rapport CE/CM	97,7 %	97,5 %	97,4 %	97,6 %	97,5 %	97,8 %	98,0 %	98,1 %	97,6 %	97,8 %	97,8 %							
<b>Estimation Dser des dépenses (en millions €)</b>																		
<b>Caf</b>	<b>4 317,5</b>	<b>4 288,6</b>	<b>4 278,5</b>	<b>4 247,0</b>	<b>3 801,0</b>	<b>4 057,3</b>	<b>4 147,6</b>	<b>4 208,3</b>	<b>4 236,7</b>	<b>4 215,6</b>	<b>4 204,9</b>						<b>3,6 %</b>	
Autres régimes	149,0	140,0	136,7	132,4	144,6	153,3	150,9	148,0	142,3	138,7	136,3						-11,1 %	
<b>Tous régimes (A)</b>	<b>4 466,5</b>	<b>4 428,7</b>	<b>4 415,2</b>	<b>4 379,5</b>	<b>3 945,6</b>	<b>4 210,6</b>	<b>4 298,5</b>	<b>4 356,3</b>	<b>4 378,9</b>	<b>4 354,3</b>	<b>4 341,2</b>	<b>2,1 %</b>	<b>1,3 %</b>	<b>0,5 %</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>-0,3 %</b>	<b>3,1 %</b>	
Part Caf	96,7 %	96,8 %	96,9 %	97,0 %	96,3 %	96,4 %	96,5 %	96,6 %	96,8 %	96,8 %	96,9 %							
Dépenses initialement comptabilisées pour la validité = acomptes Cnaf (B)	4 466,5	4 397,6	4 467,9		3 917,3	4 212,3	4 322,5	4 414,0	4 466,5	4 397,6	4 467,9							
Régularisations comptabilisées (cf. dates TIPF 410)					23,8	-6,2	-29,9	-63,0	-93,7	-50,2								
<b>Dépenses comptables TR</b>																		
<b>yc régularisations relatives à la validité (C)</b>	<b>4 466,5</b>	<b>4 366,5</b>	<b>4 520,5</b>		<b>3 941,1</b>	<b>4 206,1</b>	<b>4 292,7</b>	<b>4 351,0</b>	<b>4 372,8</b>	<b>4 347,4</b>	<b>4 467,9</b>	<b>2,1 %</b>	<b>1,4 %</b>	<b>0,5 %</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>2,8 %</b>	<b>6,2 %</b>	
Ecart (acomptes compta - estimations MAJ)					-4,6	-4,4	-5,9	-5,3	-6,2	-6,9	126,7							
Remontées Dna TR (R)					3 946,7	4 207,9	4 237,2	4 349,1	4 342,9	4 280,5	3 464,9	0,7 %	2,6 %					
<b>Ecart (dépenses comptabilisées yc régularisations) - (remontées Dna TR) (C-R)</b>					-5,6	-1,8	55,5	1,9	29,9	66,9	NS							



### TIPF 431 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973

Jusqu'en 1995, seule la cotisation unitaire à taux plein était prise en compte pour l'estimation des effectifs Etp. Depuis la validité 1996, la cotisation unitaire pondérée est retenue

Année d'exigibilité	Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux <b>remontées Dna</b> à la Cnaf au 31 décembre 2011 (a)91	Effectifs Tr en année pleine Etp correspondant aux <b>dépenses comptabilisées par la Cnaf</b> y compris régularisations (A)	Rapport a/A	Cotisation <b>pondérée</b> prise en compte pour le calcul des effectifs (Maj sept. 2012) (en euros) (F)
1975	1 039,8	1 039,3		
1980	1 129,1 5,0 %	1 128,4 5,0 %		
1985	1 658,7 -3,1 %	1 658,0 -3,1 %		
1990	1 696,6 -0,9 %	1 694,1 -0,8 %		
1995	1 661,0 0,1 %	1 659,3 0,1 %		
1996	1 611,9 -3,0 %	1 608,6 -3,1 %	100,2 %	1 790,24
Validité 1996	1 676,2 4,0 %	1 648,4 2,5 %	101,7 %	1 840,53
2000	1 673,6 2,3 %	1 672,8 1,1 %	100,0 %	2 016,65
2001	1 663,9 -0,6 %	1 672,0 -0,1 %	99,5 %	2 077,81
2002	1 620,4 -2,6 %	1 697,9 1,6 %	95,4 %	2 161,55
2003	1 585,5 -2,2 %	1 695,8 -0,1 %	93,5 %	2 210,92
2004	1 585,1 0,0 %	1 576,9 -7,0 %	100,5 %	2 334,13
2005	1 593,7 0,5 %	1 591,4 0,9 %	100,1 %	2 476,44
2006	1 586,7 -0,4 %	1 586,0 -0,3 %	100,0 %	2 652,04
2007	1 549,1 -2,4 %	1 569,4 -1,0 %	98,7 %	2 735,27
2008	1 555,8 0,4 %	1 556,5 -0,8 %	100,0 %	2 795,40
2009	1 512,6 -2,8 %	1 523,0 -2,2 %	99,3 %	2 871,15
2010	1 469,5 -2,9 %	1 492,4 -2,0 %	98,5 %	2 912,96
2011	1 184,4 NS	1 527,2 NS	77,6 %	2 925,55
Rapport 2010/2005	-7,8 %	-6,2 %		17,6 %
Rapport 2005/2000	-4,8 %	-4,9 %		22,8 %
Rapport 2000/1995	0,8 %	0,8 %		
Rapport 2010/1995	-11,5 %	-10,1 %		

### TIPF 441 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros :

**montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine**

Prestation concernée  Montant en euros	Toutes prestations hors Clca  (M)	Clca, Ajpp à taux plein	Clca et Ajpp avec une activité réduite		Cotisation pondérée prise en compte pour le calcul des effectifs (1) (m)	Rapport au montant maximum (m/M)
			Inférieure ou égale à 50 %	Comprise entre 50 % et 80 %		
Validité						
1994	1 760,61	1 760,61	880,31	352,12		
1995	1 797,51	1 797,51	898,76	359,50	1 790,24	99,6 %
1996	1 869,29	1 869,29	934,65	373,86	1 840,53	98,5 %
1997	1 916,28	1 916,28	958,14	383,26	1 848,39	96,5 %
1998	1 993,12	1 993,12	996,56	398,62	1 914,04	96,0 %
1999	2 033,06	2 033,06	1 016,53	406,61	1 991,88	98,0 %
2000	2 058,37	2 058,37	1 029,18	411,67	2 016,65	98,0 %
2001	2 124,06	2 124,06	1 062,03	424,81	2 077,81	97,8 %
2002	2 211,63	2 211,63	1 105,81	442,33	2 161,55	97,7 %
2003	2 264,68	2 264,68	1 132,34	452,94	2 210,92	97,6 %
2004	2 391,34	2 391,34	1 195,67	478,27	2 334,13	97,6 %
2005	2 538,74	2 538,74	1 269,37	507,75	2 476,44	97,5 %
2006	2 711,43	2 711,43	1 355,71	542,29	2 652,04	97,8 %
2007	2 792,46	2 792,46	1 396,23	558,49	2 735,27	98,0 %
2008	2 849,87	2 849,87	1 424,93	569,97	2 795,40	98,1 %
2009	2 941,04	2 941,04	1 470,52	588,21	2 871,15	97,6 %
2010	2 978,18	2 978,18	1 489,09	595,64	2 912,96	97,8 %
2011	2 991,69	2 991,69	1 495,84	598,34	2 925,55	97,8 %
2012	3 045,04	3 045,04	1 522,52	609,01	2 973,42	97,6 %

(1) Depuis la validité 2005, on retient la cotisation pondérée correspondant à la dernière note de prévisions disponible et non celle correspondant à l'estimation des acomptes initiaux.



**TIPF 451 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros**

Année de validité t si exigibilité t + 1	Taux (%) de cotisation moyen t - 1	Smic en euros juillet t - 2	Cotisation annuelle unitaire		Evolution en %	
			Etp en euros		Euros courants	Euros constants
			Courants (1)	Constants 2011		
1972 "F.93"	8,75 %	0,59	106,82	575,67		
1973	8,75 %	0,66	119,30	564,96	11,7 %	-1,9 %
1974	10,25 %	0,79	169,01	716,08	41,7 %	26,7 %
1975	10,25 %	0,98	208,01	803,37	23,1 %	12,2 %
1976 moyenne	10,85 %	1,15	259,75	917,88	24,9 %	14,3 %
1977	11,15 %	1,31	303,35	982,95	16,8 %	7,1 %
1978	11,15 %	1,46	338,70	990,38	11,7 %	0,8 %
1979	12,90 %	1,65	443,81	1 143,29	31,0 %	15,4 %
1980	12,90 %	1,85	496,99	1 128,99	12,0 %	-1,3 %
1981	12,90 %	2,13	572,66	1 163,42	15,2 %	3,0 %
1982	12,90 %	2,55	683,92	1 267,50	19,4 %	8,9 %
1983	12,90 %	2,99	783,29	1 351,51	14,5 %	6,6 %
1984	13,90 %	3,34	940,70	1 533,74	20,1 %	13,5 %
1985	13,90 %	3,63	1 024,50	1 627,12	8,9 %	6,1 %
1986 moyenne	14,19 %	3,97	1 142,39	1 759,04	11,5 %	8,1 %
1987 moyenne	14,70 %	4,10	1 223,45	1 834,50	7,1 %	4,3 %
1988	14,80 %	4,24	1 273,87	1 843,57	4,1 %	0,5 %
1989	15,80 %	4,38	1 404,88	1 971,16	10,3 %	6,9 %
1990	15,80 %	4,56	1 461,05	1 986,42	4,0 %	0,8 %
1991 moyenne	16,30 %	4,77	1 576,33	2 094,44	7,9 %	5,4 %
1992	16,35 %	4,98	1 650,92	2 154,78	4,7 %	2,9 %
1993	16,35 %	5,19	1 721,69	2 216,22	4,3 %	2,9 %
1994 "en euros 1995"	16,35 %	5,31	1 760,61	2 229,50	2,3 %	0,6 %
1995 "en euros 1996"	16,35 %	5,42	1 797,51	2 233,89	2,1 %	0,2 %
1996 "en euros 1996"	16,35 %	5,64	1 869,29	2 323,10	4,0 %	4,0 %
1997	16,35 %	5,78	1 916,28	2 356,45	2,5 %	1,4 %
1998	16,35 %	6,01	1 993,12	2 435,99	4,0 %	3,4 %
1999	16,35 %	6,13	2 033,06	2 472,44	2,0 %	1,5 %
2000	16,35 %	6,21	2 058,37	2 463,99	1,2 %	-0,3 %
2001	16,35 %	6,41	2 124,06	2 503,40	3,2 %	1,6 %
2002	16,35 %	6,67	2 211,63	2 562,13	4,1 %	2,3 %
2003	16,35 %	6,83	2 264,68	2 574,78	2,4 %	0,5 %
2004 (2)	16,40 %	7,19	2 391,34	2 674,01	5,6 %	3,9 %
2005	16,45 %	7,61	2 538,74	2 790,33	6,2 %	4,4 %
2006	16,65 %	8,03	2 711,43	2 930,07	6,8 %	5,0 %
2007	16,65 %	8,27	2 792,46	2 973,99	3,0 %	1,5 %
2008	16,65 %	8,44	2 849,87	2 952,54	2,1 %	-0,7 %
2009	16,65 %	8,71	2 941,04	3 045,18	3,2 %	3,1 %
2010	16,65 %	8,82	2 978,18	3 039,35	1,3 %	-0,2 %
2011			2 991,69	2 991,69	0,5 %	-1,6 %
2012			3 045,04			
2011/1972 en moyenne annuelle			8,92 %	4,32 %		

(1) Les dépenses correspondant à une année d'exigibilité (t) se calculent à partir des bénéficiaires en t - 1, année de validité, et de la cotisation unitaire basée sur le taux de cotisation en t - 1 et le Smic en juillet t - 2. Soit, d'après le décret du 26 janvier 1973, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1972 :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) \* 173,33 heures \* Smic horaire (juillet t - 2) \* 12 mois. La diminution du temps de travail en 1982 n'a d'effet qu'à partir des exigibilités 1984 (validité 1983). Le décret 82-1140 du 29 décembre 1982 fait référence à la nouvelle durée légale de travail :

cotisation unitaire = taux de cotisation (t - 1) \* 169 heures \* Smic horaire (juillet t - 2) \* 12 mois.

Les cotisations à taux partiel sont présentées dans le tableau TIPF 431.

(2) 16,35 % du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin, 16,45 % ensuite.

## 11,9 millions de foyers bénéficiaires de prestations de la branche Famille

*Données tous régimes métropole et Dom*

*En 2011, la branche Famille couvre 11 900 000 allocataires et 13 760 000 enfants. L'effectif de familles bénéficiaires du Fnpf (6 800 000 avec 13 460 000 enfants) représente 57 % des allocataires<sup>1</sup> et 98 % des enfants correspondants.*

*L'évolution de la législation<sup>2</sup> (relative en particulier aux prestations de logement, aux minima sociaux et aux allocations pour jeune enfant) modifie, au cours du temps, le champ couvert par la branche Famille. Les allocataires sans enfant (4 922 000) et ceux avec un seul enfant (2 135 000) représentent respectivement 41 % et 18 % des allocataires, les familles de deux enfants et plus (4 814 000) ne représentant plus que 40 % des allocataires.*

*La tendance à la réduction de la taille moyenne des familles fait que le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus relevant du Fnpf passe de 246 en 2000 à 243 en 2005 et à 242 en 2010. La part des Caf atteint 96 % de l'effectif global des allocataires.*

### 11,9 millions d'allocataires

Au 31 décembre 2011, le nombre total d'allocataires (y compris les hors métropole) atteint 11 894 000, le nombre d'enfants à charge, 13 757 000. Les Caf gèrent 96 % des allocataires (TIPF 51102-501).

La progression des effectifs de **l'ensemble des fonds** entre 2006 et 2011 (+ 648 000, + 5,6 %) est due pour 81 % à l'évolution du nombre d'allocataires sans enfant ne relevant pas du Fnpf (+ 524 000). Depuis 2009, **le nombre d'allocataires sans enfant** (4 922 000) **dépasse celui des familles de deux enfants et plus** (4 814 000, 40 % du total). 18 % des allocataires n'ont qu'un enfant (2 135 000).

### **Fnpf : 6,8 millions de familles 57 % des allocataires<sup>1</sup>**

Au 31 décembre 2011, l'effectif des familles (résidant sur le territoire métropolitain ou dans les Dom) bénéficiant d'une prestation relevant du fonds national des prestations familiales (Fnpf) est estimé à 6 797 200. Cet effectif a progressé de + 2,0 % entre 2006 et 2011 (+ 130 000), principalement du fait de la progression des familles d'un enfant relevant du Fnpf : + 72 000 familles (cf. TIPF 501).

Pendant la même période, le nombre d'enfants bénéficiaires du Fnpf (13 464 000) a progressé de + 1,3 % (+ 169 000).

Cet effectif :

- ne comprend pas les familles des travailleurs étrangers résidant hors de France, bénéficiant de prestations servies à l'étranger : 5 200 ;
- inclut à l'inverse les bénéficiaires de l'allocation différentielle : 11 700 (cf. chapitre 2, page 39).

### **Hors Fnpf : 5,1 millions d'allocataires 43 % des allocataires**

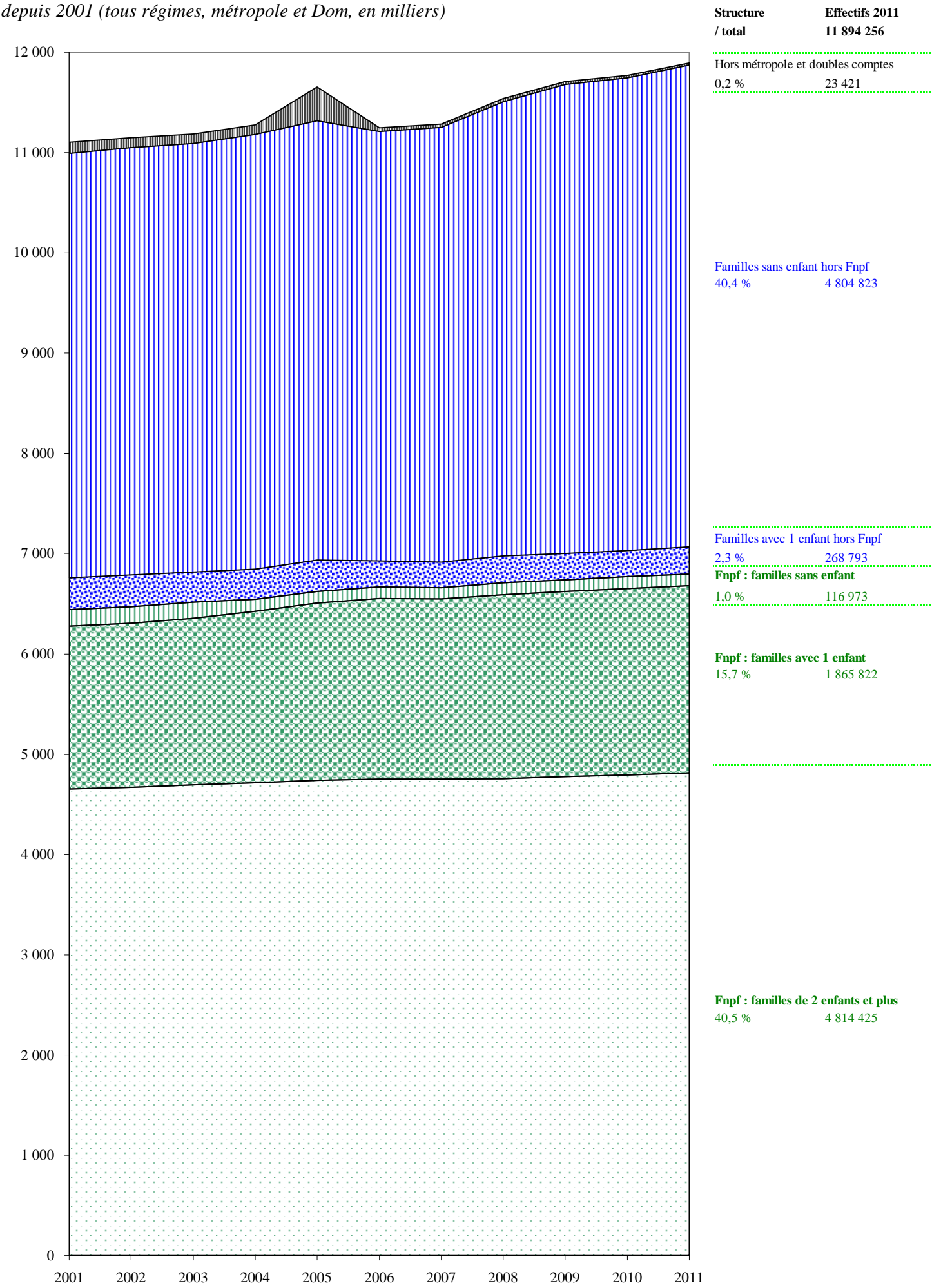
Les allocataires ne bénéficiant pas de prestations du Fnpf perçoivent au moins une des prestations suivantes :

- prestations de logement hors Fnpf : allocation logement sociale, aide personnalisée au logement, allocation logement temporaire ;
- minima sociaux : revenu de solidarité active (Rsa), contrat d'avenir (Cav), revenu de solidarité (Rso) ;
- allocation aux adultes qui ne relève plus du Fnpf depuis 2010.

L'effectif des allocataires ne relevant pas du Fnpf (4 982 000 tous régimes, métropole et Dom) représente 43 % des allocataires, parmi lesquels :

- 4 805 000 allocataires sans enfant à charge (40 % de l'ensemble des allocataires) ;
- 269 000 familles d'un enfant (2,3 %).

Figure 5.1 : **Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille**  
depuis 2001 (tous régimes, métropole et Dom, en milliers)



**TIPF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds**

Données tous régimes, métropole et Dom, en milliers	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Structure 2011	Rapport 2011/2006	Accroissement 2011-2006
Fnpf : familles de 2 enfants et plus	4 654	4 669	4 695	4 716	4 738	4 752	4 753	4 756	4 774	4 791	4 814	40 %	1,3 %	63
Fnpf : familles de 1 enfant	1 624	1 637	1 659	1 712	1 770	1 802	1 794	1 835	1 850	1 862	1 866	16 %	3,6 %	64
Fnpf : familles sans enfant	166	164	163	117	114	113	114	119	116	118	117	1,0 %	3,3 %	4
Hors Fnpf : familles de 1 enfant	317	319	299	300	312	261	256	267	261	262	269	2,3 %	3,1 %	8
Hors Fnpf : familles sans enfant	4 232	4 260	4 276	4 335	4 383	4 284	4 334	4 528	4 677	4 712	4 805	40 %	12,2 %	521
Autres : HM, doubles comptes	108	100	93	94	335	34	33	33	30	25	23	0,2 %		-11
<b>Nombre d'allocataires</b>	<b>11 101</b>	<b>11 150</b>	<b>11 184</b>	<b>11 274</b>	<b>11 653</b>	<b>11 246</b>	<b>11 285</b>	<b>11 537</b>	<b>11 708</b>	<b>11 768</b>	<b>11 894</b>	<b>100 %</b>	<b>5,8 %</b>	<b>648</b>
Dont allocataires sans enfant	4 398	4 424	4 438	4 452	4 497	4 398	4 449	4 647	4 794	4 829	4 922	41 %	11,9 %	524
Dont familles de 1 enfant	1 941	1 956	1 959	2 013	2 082	2 063	2 050	2 102	2 111	2 124	2 135	18 %	3,5 %	72
Dont allocataires hors Fnpf	4 549	4 579	4 575	4 636	4 695	4 545	4 590	4 794	4 938	4 974	5 074	43 %	11,6 %	529
Dont Fnpf sans doubles comptes, HM	6 444	6 471	6 517	6 545	6 622	6 667	6 662	6 710	6 740	6 770	6 797	57 %	2,0 %	130
Part du Fnpf / ensemble des allocataires	58,0 %	58,0 %	58,3 %	58,1 %	56,8 %	59,3 %	59,0 %	58,2 %	57,6 %	57,5 %	57,1 %			-2,1
<b>Nombre d'enfants (yc doubles comptes)</b>	<b>13 516</b>	<b>13 564</b>	<b>13 586</b>	<b>13 607</b>	<b>13 691</b>	<b>13 636</b>	<b>13 666</b>	<b>13 637</b>	<b>13 681</b>	<b>13 724</b>	<b>13 757</b>		0,9 %	121
Dont enfants Fnpf sans doubles comptes, HM	12 997	13 052	13 067	13 107	13 201	13 295	13 342	13 343	13 372	13 423	13 464	97,9 %	1,3 %	169
Dont enfants des familles 2 enfants et plus	11 392	11 428	11 430	11 458	11 489	11 525	11 540	11 549	11 537	11 574	11 603	84,3 %	0,7 %	77
Part du Fnpf / ensemble E bénéficiaires (yc DC)	96,2 %	96,2 %	96,2 %	96,3 %	96,4 %	97,5 %	97,6 %	97,8 %	97,7 %	97,8 %	97,9 %			0,4
<b>Nombre moyen d'enfants pour 100 familles de 2 enfants et plus</b>	<b>246,2</b>	<b>245,6</b>	<b>244,8</b>	<b>244,2</b>	<b>243,6</b>	<b>243,2</b>	<b>242,9</b>	<b>243,0</b>	<b>242,6</b>	<b>242,4</b>	<b>242,2</b>		-0,4 %	-1,0

Source : CNAF FILEAS, CCMSA, EDF-GDF, RATP, SNCF

**Bénéficiaires des prestations « Famille »**

Sur les 6 797 220 familles bénéficiaires du Fnpf en 2011 (cf. TIPF 53012011) :

- 73 % perçoivent les allocations familiales (4 951 600) ;
- 44 %, l'allocation de rentrée scolaire (2 997 300) ;

**Encadré 1 : Des doubles comptes : 11 530 familles relevant du Fnpf en 2011**

Les doubles comptes correspondent à des allocataires des régimes spéciaux qui perçoivent certaines prestations des Caf. Il s'agit de la Paje, des prestations de logement et de l'Aah (cf. TIPF 510201010). Ces effectifs sont inclus dans tous les tableaux des fascicules relatifs aux données des Caf : en effet, ces doubles comptes n'apparaissent réellement que lorsque les données Caf sont agrégées aux données des régimes spéciaux. En conséquence, dans cette brochure, **les chiffres Caf sont minorés des doubles comptes pour l'estimation des familles tous régimes (Fnpf et ensemble des fonds).**

Par contre, lors du dénombrement des allocataires tous régimes, l'effectif des Caf n'est pas minoré afin de tenir compte de la charge de gestion qui pèse sur les deux régimes.

En 2005, les régimes spéciaux sont rattachés aux Caf à l'exception de la SnCF, de l'Edf-Gdf et de la Ratp, ce qui explique la forte diminution des doubles comptes qui sont passés de **77 700 allocataires en 2004 à 20 900 en 2005**. En 2011, les doubles comptes du seul Fnpf ne concernent plus que 11 530 familles et 28 300 enfants. (Le nombre d'enfants allocataires « tous régimes » incluait 188 000 enfants correspondant aux doubles comptes en 2004.)

- 28 %, l'allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje Ab, 1 930 520) ;
- 13 %, le complément familial (858 890) ;
- 13,0 %, une prestation de garde :
  - 11,0 %, le complément mode de garde par une assistante maternelle de la Paje (Cmg Am, 768 780) ;
  - 1 %, le Cmg à domicile de la Paje (67 040) ;
- 11 %, l'allocation de soutien familial (739 670) ;
- 8,0 %, le complément (optionnel) de libre choix d'activité (Clca et Colca) de la Paje (541 520, dont 2 440 bénéficiaires du Colca) ;
- 2,9 %, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (198 540).

**Ensemble des bénéficiaires, y compris les allocataires hors « risque Famille »**

En 2011, 56 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation, 22 % bénéficient de deux prestations, 10 % de trois, 8 % de quatre prestations, 4 % de cinq prestations ou plus (cf. encadré 2).

La part des bénéficiaires d'une seule prestation a régressé de -6,8 points entre 2006 et 2011, celles des bénéficiaires de quatre prestations et de cinq et plus ont progressé de 4,7 et de 2,8 points.

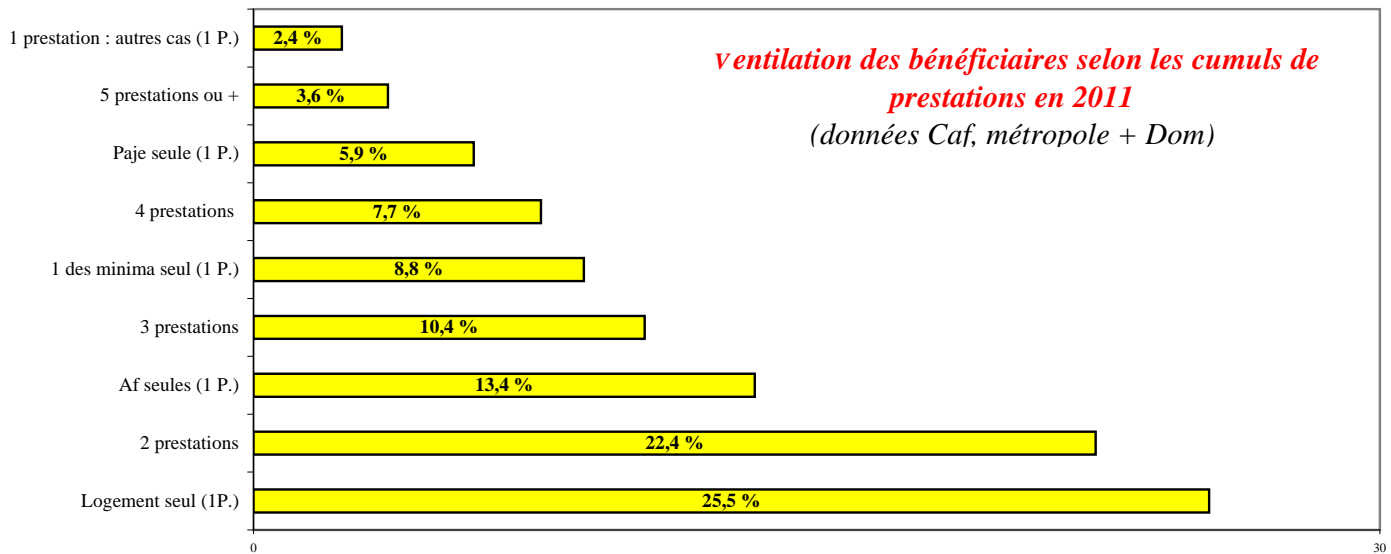
- 26 % des allocataires ne perçoivent qu'une prestation de logement ;
- 13 % les Af seules ;
- 9 % un des minima ou une aide à l'emploi seul ;
- 6 % la prestation d'accueil du jeune enfant seule ;

### Encadré 2 : **Bénéficiaires selon les cumuls de prestations (données Caf, métropole + Dom)**

**56 % des allocataires des Caf ne perçoivent qu'une prestation en décembre 2011 contre 62 % en 2005 (soit - 6,6 points).**

Les parts des bénéficiaires de 2 prestations (23 %) et de trois prestations (10 %) sont relativement stables entre 2005 et 2011.

Celles des bénéficiaires de quatre prestations (8 %) et de cinq prestations (3,6 %) ont progressé respectivement de + 4,6 et + 2,8 points.



### **Bénéficiaires selon les cumuls de prestations depuis 2005 (données Caf, métropole + Dom)**

Données Caf, métropole + Dom	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Evolution (en points)	
								2011-2006	
<b>Bénéficiaires d'une prestation (avec ou sans Ars)</b>	62 %	63 %	63 %	62 %	56 %	56 %	<b>56 %</b>	<b>-6,8</b>	
Logement (Als, ou Apl ou Alf)	28,9 %	28,1 %	28,5 %	29,4 %	26,1 %	25,5 %	25,5 %		-2,6
Af	16,9 %	17,3 %	17,5 %	16,7 %	13,1 %	13,2 %	13,4 %		-3,9
Minima sociaux (Rsa, Api en 2009, Rmi, Aah), aides à l'emploi	7,8 %	7,8 %	7,4 %	7,4 %	8,3 %	8,6 %	8,8 %		1,0
Prestation d'accueil du jeune enfant	5,7 %	6,3 %	6,2 %	6,0 %	5,9 %	6,0 %	5,9 %		-0,5
Ars seule	1,9 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,6 %		-0,3
Asf	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,8 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %		-0,5
Aeeh (Api jusqu'en 2008) ou autres	0,4 %	0,4 %	0,8 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %		-0,1
<b>Bénéficiaires de deux prestations (avec ou sans Ars)</b>	23 %	23 %	23 %	23 %	22 %	22 %	22 %	<b>-1,0</b>	
<b>Bénéficiaires de trois prestations (avec ou sans Ars)</b>	10 %	9 %	9 %	9 %	11 %	11 %	10 %	<b>0,8</b>	
<b>Bénéficiaires de quatre prestations (avec ou sans Ars)</b>	3,0 %	2,9 %	2,9 %	3,0 %	8 %	8 %	8 %	<b>4,7</b>	
<b>Bénéficiaires de cinq prestations et plus (avec ou sans Ars)</b>	0,7 %	0,8 %	0,8 %	1 %	3,4 %	3,5 %	4 %	<b>2,8</b>	
Ensemble des bénéficiaires	99 %	99 %	99 %	99 %	100 %	100 %	100 %		

### **Bénéficiaires 2011 : croisement entre prestations perçues (données Caf, métropole + Dom)**

Mode de lecture : 57 % des bénéficiaires de la Paje, perçoivent les AF (avec ou sans le Cf).	Af avec ou sans Cf	Paje	Alf, Als, Apl	Aah	Rsa droit commun, jeune, local
<b>Naissance jeune enfant</b>					
Prestation d'accueil du jeune enfant	57 %	100 %	33 %	1 %	14 %
Prime naissance/adoption	24 %	100 %	31 %	1 %	18 %
Allocation de base	57 %	100 %	38 %	1 %	16 %
Complément libre choix d'activité (yc Colca)	93 %	100 %	38 %	1 %	2 %
Complément mode de garde	52 %	100 %	11 %		2 %
<b>Prestations d'entretien</b>					
Allocations familiales	100 %	27 %	33 %	2 %	11 %
Complément familial	100 %	3 %	57 %	3 %	16 %
Allocation de soutien familial	53 %	21 %	68 %	3 %	45 %
Allocation de rentrée scolaire (noyau dur)	76 %	17 %	60 %	4 %	21 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	75 %	17 %	48 %	6 %	19 %
<b>Logement</b>	25 %	12 %	100 %	8 %	20 %
<b>Revenu garanti et compléments</b>					
Revenu solidarité active (droit commun, local, jeune)	26 %	15 %	59 %		100 %
Allocation adultes handicapés, compléments	8 %	3 %	54 %	100 %	

**TIPF 53012011 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2011**

Nombre de bénéficiaires en milliers	CAF métropole	SNCF + CNIÉG + RATP (1)	Régimes agricoles	Total métropole	DOM TR (2)	Total métropole + DOM	Dont CAF métro. + DOM	Dont CAF DOM	Part des CAF	Nombre de	
										familles FNPF 6 797,219	allocataires yc Hm 11 889,038
										Rapport / au nombre de	
										familles FNPF	allocataires yc Hm
<b>2011</b>											
<b>Accueil Jeune enfant</b>											
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)	2 211,603	14,215	65,19	2 291,010	76,034	2 367,044	2 287,637	76,034	96,6 %	34,8 %	
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)	50,339	0,241	1,309	51,888	1,978	53,866	52,317	1,978	97,1 %	0,8 %	
PAJE de base naissance adoption (AB)	1 800,164	8,264	50,343	1 858,771	71,749	1 930,520	1 871,913	71,749	97,0 %	28,4 %	
PAJE complément (optionnel) libre choix activité	517,199	3,060	14,899	535,158	6,427	541,585	523,626	6,427	96,7 %	8,0 %	
CLCA taux plein	283,942	1,680 e	8,153	293,775	4,792	298,567	288,734	4,792	96,7 %	4,4 %	
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)	230,949	1,380 e	6,685	239,014	1,561	240,575	232,510	1,561	96,6 %	3,5 %	
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)	2,308		0,061	2,369	0,074	2,443	2,382	0,074			
PAJE CMG ensemble	823,199		29,871	853,070	5,877	865,303	829,076	5,877	95,8 %	12,7 %	
PAJE CMG complément assistante maternelle	736,639		28,338	764,977	3,800	768,777	740,439	3,800	96,3 %	11,3 %	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans	586,289		22,059	608,348	3,616	611,964	589,905	3,616	96,4 %	9,0 %	
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans	263,735		11,257	274,992	0,435	275,427	264,170	0,435	95,9 %	4,1 %	
PAJE CMG complément garde à domicile	64,624		1,217	65,841	1,198	67,039	65,822	1,198	98,2 %	1,0 %	
Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans	37,447		0,586	38,033	0,779	38,812	38,226	0,779	98,5 %	0,6 %	
F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans)	27,177		0,631	27,808	0,419	28,227	27,596	0,419	97,8 %		
PAJE CMG complément structure	27,940		0,609	28,549	0,938	29,487	28,878	0,938	97,9 %	0,4 %	
Dont CMG micro-crèches	4,772		0,103	4,875	0,859	5,734	5,631	0,859	98,2 %		
Dont CMG structure garde à domicile	22,382		0,481	22,863	0,059	22,922	22,441	0,059	97,9 %		
<b>Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS</b>				Nd		Nd					
Allocations familiales (AF, yc forfait seul)	4 461,202	39,534	158,586	4 659,322	292,277	4 951,599	4 747,185	285,983	95,9 %	72,8 %	
Complément familial (CF)	786,466	5,211	33,376	825,053	33,839	858,892	820,128	33,662	95,5 %	12,6 %	
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 699,433	9,430	107,776	2 816,639	180,703	2 997,342	2 877,902	178,469	96,0 %	44,1 %	
Allocation de soutien familial (ASF)	631,256	2,506	8,701	642,463	97,211	739,674	727,037	95,781	98,3 %	10,9 %	
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH, familles)	183,367	1,529	5,482	190,378	8,159	198,537	191,437	8,070	96,4 %	2,9 %	
Allocation journalière de présence parentale (AJPP)	5,007	0,056	0,037	5,100	0,023	5,123	5,030	0,023	98,2 %	0,1 %	
Prestations hors métropole + CEE	3,230	0,029	1,959	5,218		5,218	3,230		61,9 %	0,1 %	
Allocation différentielle	11,659			11,659		11,659	11,659		100,0 %	0,2 %	
Allocataires sous tutelles	339,835			339,835	4,592	344,427	344,427	4,592	100,0 %		
<b>Logement</b>	5 923,441	1,362	235,457	6 160,260	198,388	6 358,648	6 121,828	198,387	96,3 %		53,5 %
Allocation logement familiale (ALF)	1 163,228	1,362	38,933	1 203,523	121,536	1 325,059	1 284,763	121,535	97,0 %		11,1 %
Aide personnalisée au logement (APL)	2 576,574		93,720	2 670,294		2 670,294	2 576,574		96,5 %		22,5 %
Allocation logement sociale (ALS)	2 183,639		102,804	2 286,443	76,852	2 363,295	2 260,491	76,852	95,6 %		19,9 %
<b>Minima sociaux et contrats aidés</b>				Nd		Nd					
RSA + RMI + API	1 834,770		34,946	1 869,716		2 067,386	2 032,440	197,670			
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	892,695		32,611	925,306	31,279	956,585	923,974	31,279	96,6 %		8,0 %
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)	134,377		3,506	137,883	3,002	140,885	137,379	3,002	97,5 %		1,2 %
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)	60,953		1,152	62,105	0,624	62,729	61,577	0,624	98,2 %		0,5 %
Revenu minimum d'insertion (RMI)					0,069	0,069	0,069	0,069	100,0 %		0,0 %
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)	1 834,770		34,946	1 869,716	197,600	2 067,316	2 032,370	197,600	98,3 %		17,4 %
Dt RSA socle seulement	1 180,802		13,111	1 193,913	165,507	1 359,420	1 346,309	165,507			11,4 %
Dt RSA socle + activité	209,407		7,892	217,299	12,533	229,832	221,940	12,533			
Dt RSA activité seulement	444,561		13,943	458,504	19,560	478,064	464,121	19,560			
Dt RSA jeunes	9,091		0,329	9,420	0,081	9,501	9,172	0,081			
RSA jeunes socle seulement	2,084		0,045	2,129	0,038	2,167	2,122	0,038			
RSA jeunes socle + activité	0,694		0,041	0,735	0,008	0,743	0,702	0,008			
RSA jeunes activité seulement	6,313		0,243	6,556	0,035	6,591	6,348	0,035			
Dt RSA avec majoration isolement	229,018		1,253	230,271	34,121	264,392	263,139	34,121			
RSA majoré socle seulement	166,520		0,613	167,133	30,998	198,131	197,518	30,998			
RSA majoré socle + activité	20,442		0,217	20,659	1,235	21,894	21,677	1,235			
RSA majoré activité seulement	42,056		0,423	42,479	1,888	44,367	43,944	1,888			
Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes)	1 596,661		33,364	1 630,025	163,398	1 793,423	1 760,059	163,398			
RSA socle seulement	1 012,198		12,453	1 024,651	134,471	1 159,122	1 146,669	134,471			
RSA socle + activité	188,271		7,634	195,905	11,290	207,195	199,561	11,290			
RSA activité seulement	396,192		13,277	409,469	17,637	427,106	413,829	17,637			
Revenu de solidarité (RSO DOM)					12,119	12,119	12,119	12,119	100,0 %		0,1 %

(1) L'IEG-GDF, la SNCF et la RATP versent les prestations familiales, à l'exception de la PAJE (sauf pour les agents de la SNCF à l'exception du CMG), de l'AGED, de l'AFEAMA, des prestations de logement (sauf pour l'ALF versée aux agents de la RATP et de la SNCF).

(2) Chiffres CAF majorés pour les AF, le CF, l'ARS, l'ASF, l'AES, l'APP, l'APJE, l'APE, l'allocation d'adoption, l'ALF et l'API pour tenir compte des dépenses des collectivités locales DOM.



- 54 % des allocataires bénéficient d'une aide au logement (6 358 650, soit un effectif supérieur de 28 % à celui des familles bénéficiaires des Af) ;
- 17,4 % des allocataires perçoivent le revenu de solidarité active (Rsa, 2 067 320) dont 267 500 bénéficient d'une majoration pour isolement ;
- 8,0 % ouvrent droit à l'allocation aux adultes handicapés (Aah, 956 590) ;
- 0,1 % au revenu de solidarité dans les Dom (Rso, 12 120).

## Naissances et démographie

Les évolutions du nombre de bénéficiaires des différentes prestations sont fonction de trois types de facteurs : des facteurs démographiques, des facteurs économiques<sup>3</sup> et de la réglementation<sup>4</sup>. Le chapitre 2 analyse l'évolution des dépenses en volume, à législation constante, hors impact des plafonds et relie cette évolution à celle des bénéficiaires. Le présent chapitre est axé sur les caractéristiques démographiques des bénéficiaires.

Parmi les facteurs démographiques, on distingue :

- d'une part, l'influence de la natalité sur les prestations liées à la présence de jeunes enfants ;
- d'autre part, l'évolution plus générale du nombre d'enfants à charge et de la structure des familles.

- L'évolution du nombre des **naissances** influe particulièrement sur le nombre de bénéficiaires des prestations liées à l'entretien et à la garde des jeunes

enfants. La natalité progresse après avoir atteint en 1994 son niveau le plus faible des cinquante dernières années (*cf. figure 5.2*).

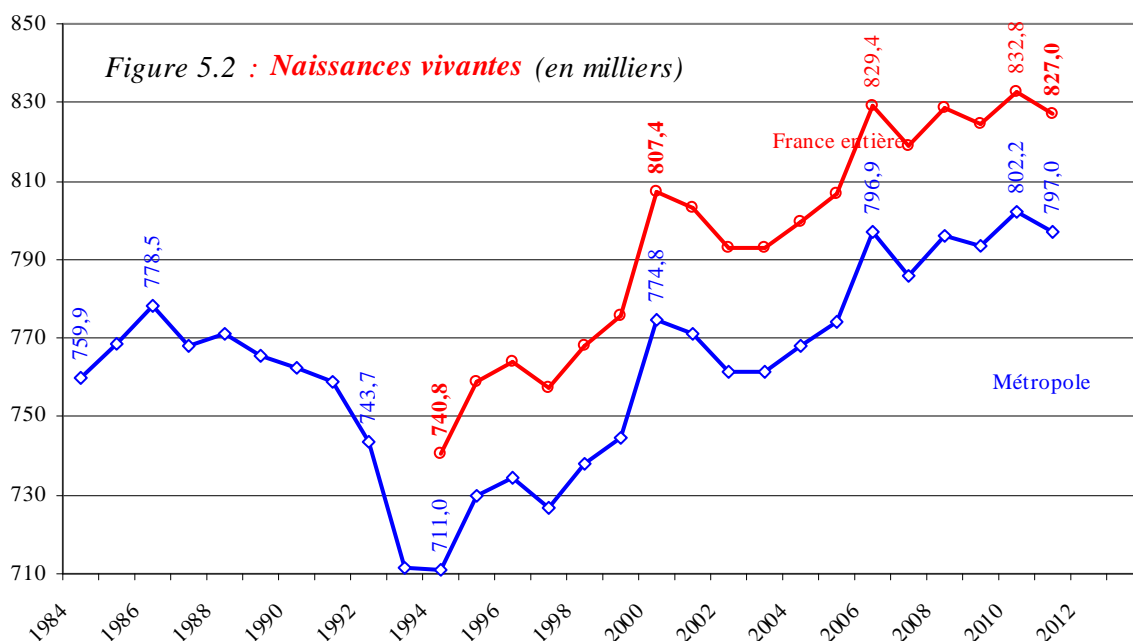
Le nombre de naissances atteint **827 000** en 2011 (*métropole + Dom*), soit - 0,3 % par rapport à 2006<sup>5</sup>, niveau le plus élevé depuis 1981 et + 3 % par rapport à 2001.

Naissances métropole + DOM	Effectifs	Rapport / 2006	Rapport / 2001
2001	803,23	-3,1 %	
2006	829,35		3,3 %
2007	818,71	-1,3 %	1,9 %
2008	828,40	-0,1 %	3,1 %
2009	824,64	-0,6 %	2,7 %
2010	832,80	0,4 %	3,7 %
2011	827,00	-0,3 %	3,0 %

Source : Insee première, N° 1385 - Janvier 2012 - Bilan démographique 2011

- L'indicateur conjoncturel de fécondité<sup>6</sup> (Icf, métropole et Dom) qui n'avait pas diminué en 2010 (202,7 enfants pour 100 femmes en 2011 contre 200 en 2009) diminue en 2011 (201,5) comme c'est généralement le cas à la suite de ralentissements économiques. La dernière récession est survenue lors d'une période où la fécondité était en hausse dans la majorité des pays occidentaux. La récession a probablement freiné sa hausse en France.

La fécondité des femmes de moins de 30 ans a baissé en 2011 après plus de dix ans de stabilité, signe qu'une partie des jeunes femmes ont retardé la naissance de leur enfant. Mais cette baisse, somme toute modeste, a été plus que compensée par la hausse de la fécondité après 30 ans.



Source : Insee première, N° 1385 - Janvier 2012 - Bilan démographique 2011

**Encadré 3 : Effectifs de naissances (\*) selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf)**

Données Caf, métropole + Dom	Effectifs		Structure par rang de l'enfant selon l'âge de la mère							Variation de la structure entre 2005 et 2011
	2005	2011	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	
Ensemble des naissances selon le rang de l'enfant au sens des prestations familiales*										
1 <sup>er</sup> enfant	295 131	296 532	41,0 %	40,9 %	40,9 %	41,0 %	41,3 %	41,3 %	40,7 %	-0,3
2 <sup>e</sup> enfant	262 161	263 773	36,4 %	36,2 %	36,2 %	36,1 %	36,0 %	36,0 %	36,2 %	-0,2
3 <sup>e</sup> enfant	110 997	112 805	15,4 %	15,6 %	15,6 %	15,5 %	15,4 %	15,4 %	15,5 %	0,1
Rang 4 ou +	51 524	54 791	7,2 %	7,2 %	7,2 %	7,3 %	7,3 %	7,3 %	7,5 %	0,4
Total	719 813	727 901	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Ensemble des naissances selon l'âge de la mère										
< 20 ans	16 060	13 745	2,2 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,0 %	2,0 %	1,9 %	-0,3
20-24 ans	104 723	98 329	14,5 %	14,4 %	14,4 %	14,2 %	14,0 %	13,9 %	13,5 %	-1,0
25-29 ans	223 231	226 905	31,0 %	31,5 %	31,5 %	31,9 %	32,0 %	31,5 %	31,2 %	0,2
30-34 ans	233 658	234 190	32,5 %	31,6 %	31,6 %	30,6 %	30,7 %	31,4 %	32,2 %	-0,3
35-39 ans	112 983	120 611	15,7 %	16,2 %	16,2 %	16,9 %	17,0 %	16,8 %	16,6 %	0,9
> 40 ans	29 158	34 121	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,3 %	4,3 %	4,5 %	4,7 %	0,6
Total	719 813	727 901	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de moins de 20 ans										
1 <sup>er</sup> enfant	14 139	12 110	88,0 %	87,9 %	87,9 %	88,1 %	87,4 %	87,7 %	88,1 %	0,1
2 <sup>e</sup> enfant	1 730	1 492	10,8 %	11,0 %	11,0 %	10,8 %	11,4 %	11,1 %	10,9 %	0,1
3 <sup>e</sup> enfant	170	121	1,1 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	1,1 %	1,1 %	0,9 %	-0,2
Rang 4 ou +	21	22	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,0
Total	16 060	13 745	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de 20 à 24 ans										
1 <sup>er</sup> enfant	70 956	66 658	67,8 %	67,6 %	67,6 %	67,7 %	68,0 %	67,8 %	67,8 %	0,0
2 <sup>e</sup> enfant	26 730	25 108	25,5 %	25,7 %	25,7 %	25,5 %	25,1 %	25,4 %	25,5 %	0,0
3 <sup>e</sup> enfant	5 723	5 376	5,5 %	5,6 %	5,6 %	5,6 %	5,6 %	5,6 %	5,5 %	0,0
Rang 4 ou +	1 314	1 187	1,3 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,3 %	1,2 %	1,2 %	0,0
Total	104 723	98 329	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de 25 à 29 ans										
1 <sup>er</sup> enfant	116 025	116 468	52,0 %	51,5 %	51,5 %	51,4 %	51,7 %	51,9 %	51,3 %	-0,6
2 <sup>e</sup> enfant	77 430	78 187	34,7 %	34,5 %	34,5 %	34,5 %	34,2 %	34,0 %	34,5 %	-0,2
3 <sup>e</sup> enfant	22 687	24 235	10,2 %	10,6 %	10,6 %	10,7 %	10,6 %	10,7 %	10,7 %	0,5
Rang 4 ou +	7 089	8 015	3,2 %	3,3 %	3,3 %	3,4 %	3,5 %	3,5 %	3,5 %	0,4
Total	223 231	226 905	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de 30 à 34 ans										
1 <sup>er</sup> enfant	67 232	71 225	28,8 %	28,9 %	28,9 %	29,6 %	30,2 %	30,6 %	30,4 %	1,6
2 <sup>e</sup> enfant	105 666	102 099	45,2 %	44,7 %	44,7 %	44,3 %	44,0 %	43,6 %	43,6 %	-1,6
3 <sup>e</sup> enfant	43 628	42 728	18,7 %	18,8 %	18,8 %	18,6 %	18,2 %	18,3 %	18,2 %	-0,4
Rang 4 ou +	17 132	18 138	7,3 %	7,5 %	7,5 %	7,6 %	7,6 %	7,5 %	7,7 %	0,4
Total	233 658	234 190								
Mère de 35 à 39 ans										
1 <sup>er</sup> enfant	21 116	23 262	18,7 %	19,0 %	19,0 %	19,4 %	19,7 %	19,6 %	19,3 %	0,6
2 <sup>e</sup> enfant	41 850	46 198	37,0 %	37,2 %	37,2 %	38,1 %	38,2 %	38,4 %	38,3 %	1,3
3 <sup>e</sup> enfant	31 400	31 654	27,8 %	27,5 %	27,5 %	26,8 %	26,5 %	26,2 %	26,2 %	-1,5
Rang 4 ou +	18 617	19 497	16,5 %	16,3 %	16,3 %	15,6 %	15,6 %	15,7 %	16,2 %	-0,3
Total	112 983	120 611	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Mère de plus de 40 ans										
1 <sup>er</sup> enfant	5 663	6 809	19,4 %	19,4 %	19,4 %	19,5 %	19,7 %	19,9 %	20,0 %	0,5
2 <sup>e</sup> enfant	8 755	10 689	30,0 %	30,3 %	30,3 %	30,4 %	30,6 %	31,7 %	31,3 %	1,3
3 <sup>e</sup> enfant	7 389	8 691	25,3 %	25,8 %	25,8 %	25,8 %	25,7 %	25,4 %	25,5 %	0,1
Rang 4 ou +	7 351	7 932	25,2 %	24,5 %	24,5 %	24,4 %	24,0 %	23,0 %	23,2 %	-2,0
Total	29 158	34 121	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	

<b>Naissances métropole + Dom (source Insee)</b>	806 822	829 352	818 705	828 404	824 641	832 799	827 000
<b>Part des naissances Caf en % du total des naissances en France</b>	89,2 %	89,1 %	90,2 %	88,4 %	88,1 %	88,6 %	88,0 %

**Ventilation des naissances 2011 selon l'âge de la mère et le rang de l'enfant (données Caf)**

Données Caf, métropole + Dom Age de la mère	Taille de la famille				Total	Variation de la structure entre 2008 et 2011				
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 et plus		1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 et plus	Total
Moins de 20 ans	1,7 %	0,2 %	0,02 %	0,003 %	1,9 %	-0,2	0,0	0,0	0,0	-0,2
20 à 24 ans	<b>9,2 %</b>	3,4 %	0,7 %	0,2 %	13,5 %	<b>-0,4</b>	-0,2	-0,1	0,0	-0,7
25 à 29 ans	<b>16,0 %</b>	<b>10,7 %</b>	3,3 %	1,1 %	31,2 %	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,1</b>	0,0	-0,8
30 à 34 ans	<b>9,8 %</b>	<b>14,0 %</b>	5,9 %	2,5 %	32,2 %	<b>0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	0,2	1,5
35 à 39 ans	3,2 %	6,3 %	4,3 %	2,7 %	16,6 %	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	-0,3
40 ans et plus, âge inconnu	0,9 %	1,5 %	1,2 %	1,1 %	4,7 %	0,1	0,2	0,1	0,1	0,4
<b>Total</b>	<b>40,7 %</b>	<b>36,2 %</b>	<b>15,5 %</b>	<b>7,5 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,3</b>	

(\*) Il s'agit d'enfants à charge au sens des prestations familiales et ayant donné droit à prestations.

Le rang de l'enfant et le nombre d'enfants nés de la mère peuvent être différents. Source : Cnaf Fileas données Caf.

**Indicateur conjoncturel de fécondité (Icf) et âge moyen des mères**

Métropole + Dom	Icf	Nombre de naissances pour 100 femmes					Âge moyen des mères
		15-24 ans	25-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40 ans et +	
2001	189,5	3,4	13,2	11,7	5,1	0,5	29,3
2006	199,7	3,3	13,1	12,7	6,0	0,7	29,7
2007	197,7	3,2	12,8	12,6	6,1	0,7	29,8
2008	200,7	3,3	12,9	12,9	6,2	0,7	29,8
2009	200,3	3,2	12,9	13,0	6,3	0,7	29,9
2010	202,7	3,2	12,9	13,3	6,4	0,7	30,0
2011	201,5	3,1	12,7	13,3	6,5	0,8	30,1

Source : Insee première, N° 1385 - Janvier 2012 - Bilan démographique 2011

Lecture : en 2011, 100 femmes âgées de 30 à 34 ans ont eu en moyenne 13,3 enfants.

Dix ans plus tôt, 100 femmes du même âge avaient donné naissance à 11,7 enfants.

La descendance finale de 100 femmes de la génération née en 1957 est estimée à 213,6 enfants<sup>7</sup> : à 35 ans, ces dernières avaient une descendance de 195 enfants (en 1992) contre 168 enfants (en 2007) pour les femmes nées en 1972.

- Parmi les modifications de la législation ayant eu un impact sur la population couverte, on note l'**âge limite de versement des prestations familiales** pour les jeunes inactifs qui est passé :

- de dix-sept à dix-huit ans en juillet 1990 ;
- de dix-huit à dix-neuf ans en janvier 1998 ;
- de dix-neuf à vingt ans en janvier 1999 ;
- de vingt à vingt et un ans en janvier 2000, mais seulement pour le droit au complément familial et aux aides au logement.

**Part des familles monoparentales avec enfants dans l'ensemble des familles avec enfants**

Données Caf, métropole + Dom	Métropole	Dom	Métropole + Dom
2001	22,4 %	45,0 %	23,4 %
2006	24,4 %	48,7 %	25,5 %
2007	24,6 %	49,2 %	25,8 %
2008	24,7 %	49,2 %	25,9 %
2009	25,2 %	49,7 %	26,3 %
2010	25,4 %	50,2 %	26,6 %
2011	25,6 %	49,1 %	26,7 %
Ecart en points			
2011-2001	3,1	4,1	3,2
2011-2006	1,1	0,4	1,1

**Structure des familles avec enfants selon la situation familiale depuis 2008**

(y compris les femmes enceintes)

Caf métropole + Dom	2008	2011	Variation
			2011-2008
Mariés	51,7 %	48,4 %	-3,3
Concubins	22,5 %	24,9 %	2,5
Femmes seules	24,0 %	24,7 %	0,7
Célibataires femmes	11,9 %	12,9 %	0,9
Séparées	6,5 %	6,1 %	-0,3
Divorcées	4,5 %	4,7 %	0,3
Veuves	1,2 %	1,0 %	-0,1
Hommes seuls	1,8 %	2,0 %	0,1
Total	100,0 %	100,0 %	

- Les couples mariés ne représentent que 48 % des familles avec enfants (contre 52 % en 2008, *données Caf<sup>8</sup>*). L'évolution du nombre des divorces et des séparations de couples non mariés est à mettre en parallèle avec la progression des prestations liées à la **monoparentalité**. La part des isolés avec enfants dans l'ensemble des familles ayant des enfants à charge (25,4 %) a progressé de 3,1 points en dix ans en métropole. Depuis 2001, la progression des isolés dans les Dom est à relier à l'alignement progressif du barème Api des Dom sur celui de la métropole. La part des isolés dans les Dom atteint 49 %.

- La **diminution du nombre de familles nombreuses** a une influence négative sur l'évolution du nombre des bénéficiaires des allocations familiales et du complément familial.

L'**allongement de la scolarité** joue en sens inverse.

**Part des familles de 3 et 4 enfants et plus dans l'ensemble des familles de 2 enfants et plus**

Données tous régimes	Part dans l'ensemble		Part dans les Dom	
	3 E	4 E et +	3 E	4 E et +
2001	25,3 %	8,3 %	26,4 %	14,4 %
2006	24,5 %	7,6 %	25,3 %	13,2 %
2007	24,4 %	7,5 %	25,0 %	13,1 %
2008	24,4 %	7,5 %	24,7 %	13,0 %
2009	24,3 %	7,5 %	24,7 %	12,9 %
2010	24,3 %	7,4 %	24,5 %	12,7 %
2011	24,2 %	7,5 %	24,3 %	14,4 %
Ecart en points				
2011-2001	-1,1	-0,8	-2,1	0,0
2011-2006	-0,3	-0,1	-1,0	1,3

Source : Cnaf Fileas, Ccmsa, Edf-Gdf, Ratp, Sncf

L'évolution des familles et des enfants bénéficiaires permet, en particulier, de préciser un phénomène démographique contemporain : la régression du nombre des familles nombreuses. La part des familles de trois enfants et plus dans l'ensemble des familles de deux enfants et plus (31,7 % en 2011, *données tous régimes*) a régressé de - 1,9 points depuis 2001.

De fait, le nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du Fnpf (4 814 000) progresse plus vite que le nombre d'enfants à charge de ces familles (11 603 200) : respectivement + 1,3 % contre + 0,7 % entre 2006 et 2011 (*cf. T1PF 501*). En conséquence, le nombre moyen d'enfants pour cent familles de deux enfants et plus a régressé de - 0,4 % depuis 2006 : il est passé de 243 enfants en 2006 à 242 enfants en 2011.

**T2PF 11 : Effectifs d'enfants bénéficiaires des AF, y compris forfait AF et familles de 1 enfant DOM (CAF, estimation tous régimes)**

Estimation tous régimes, métropole + DOM	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Familles 2 E et + CAF hors forfait AF, hors AF de 1 E DOM</b>	<b>11 065 690</b>	<b>11 084 093</b>	<b>11 103 981</b>	<b>11 148 303</b>	<b>11 192 367</b>	<b>11 270 713</b>
Autres régimes	568 728	550 862	526 616	517 798	503 824	488 851
Régimes agricoles	446 331	435 628	414 273	407 458	398 053	388 323
Régimes spéciaux	117 552	107 356	101 478	100 959	96 483	90 498
DOM CL	4 845	7 878	10 865	9 381	9 288	10 029
<b>Tous régimes, hors forfait AF CAF et F 1 E DOM</b>	<b>11 634 418</b>	<b>11 634 955</b>	<b>11 630 597</b>	<b>11 666 101</b>	<b>11 696 191</b>	<b>11 759 564</b>
CAF familles de 1 enfant DOM	101 702	104 325	110 446	107 589	108 970	114 082
Forfait AF tous régimes	126 618	120 034	112 967	111 052	112 289	110 763
CAF forfait AF	120 505	114 452	107 901	106 169	107 497	106 190
<b>Tous régimes, yc forfait AF et F 1 E DOM</b>	<b>11 862 738</b>	<b>11 859 314</b>	<b>11 854 010</b>	<b>11 884 742</b>	<b>11 917 449</b>	<b>11 984 408</b>
Dont CAF yc forfait AF et F 1 E DOM	11 287 897	11 302 870	11 322 328	11 362 061	11 408 834	11 490 985

2011/2006	2011 - 2006
<b>1,9 %</b>	<b>205 023</b>
<b>-14 %</b>	<b>-79 877</b>
-13 %	-58 008
-23 %	-27 054
<b>1,1 %</b>	<b>125 146</b>
<b>12 %</b>	<b>12 380</b>
-12 %	-14 315
<b>1,0 %</b>	<b>121 670</b>
1,8 %	203 088

**T2PF 12 : Nombre d'enfants et de familles bénéficiaires du forfait AF créé en juillet 2003 (CAF, estimation tous régimes)**

Données métropole + DOM	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Familles bénéficiaires du forfait AF</b>						
CAF	118 423	112 485	105 887	104 186	105 390	104 252
Tous régimes	124 430	117 971	110 859	108 977	110 088	108 741
Dont familles bénéficiaires du forfait sans AF						
CAF	2 944	2 949	2 879	2 796	2 906	2 858
Tous régimes	3 093	3 093	3 014	2 925	3 036	2 981
<b>Enfants bénéficiaires du forfait AF</b>						
CAF	120 505	114 452	107 901	106 169	107 497	106 190
Tous régimes	126 618	120 034	112 967	111 052	112 289	110 763

2011/2006	2011 - 2006
-12 %	-14 171
-13 %	-15 689
-3 %	-86
-4 %	-112
-12 %	-14 315
-13 %	-15 855

**T2PF 13 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires du partage des AF (créé en mai 2007, données CAF, estimation tous régimes)**

Données métropole + DOM	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Familles bénéficiaires du partage des AF</b>					
CAF	16 128	27 656	37 694	47 031	56 793
Perception de toutes les PF + la moitié des AF (cas 1)	5 157	8 835	11 810	14 668	18 385
Perception uniquement de la moitié des AF (cas 2)	4 892	8 240	11 254	14 074	17 201
Dossier mixte (cas 1 et 2)	6 079	10 581	14 630	18 289	21 207
Tous régimes	<b>16 930</b>	<b>28 968</b>	<b>39 445</b>	<b>49 148</b>	<b>59 256</b>
Perception de toutes les PF + la moitié des AF (cas 1)	5 413	9 254	12 359	15 328	19 182
Perception uniquement de la moitié des AF (cas 2)	5 135	8 631	11 777	14 708	17 947
Dossier mixte (cas 1 et 2)	6 381	11 083	15 310	19 112	22 127
<b>Enfants bénéficiaires du partage des AF</b>					
CAF (chiffre CAF rectifié en 2007)	31 937	27 067	36 675	45 675	55 769
Tous régimes	<b>33 524</b>	<b>28 351</b>	<b>38 378</b>	<b>47 731</b>	<b>58 188</b>
Part des familles ayant demandé le partage des AF dans l'ensemble des familles bénéficiaires des AF	0,3 %	0,6 %	0,8 %	1,0 %	1,2 %

Source : CNAF FILEAS données CAF.

Dans ce tableau ne sont comptés que les allocataires dont les enfants sont en résidence alternée avec partage des AF.

Le dossier principal correspond au dossier du parent qui bénéficie de toutes les prestations légales ainsi que les AF partagées.

Le dossier AF seules correspond au dossier de l'autre parent qui ne bénéficie que des AF partagées.

Le dossier mixte correspond à des familles recomposées avec enfants originaires de plusieurs fratries.

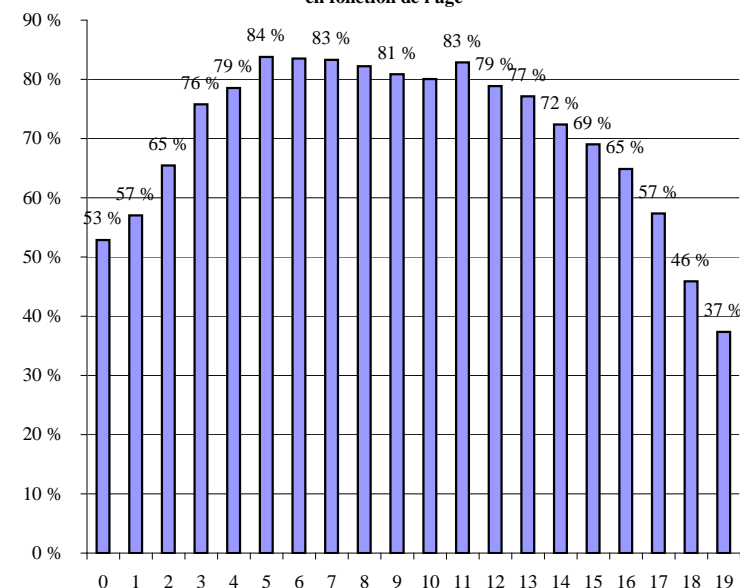
**T2PF 14 : Enfants des familles de 2 enfants et plus selon le rang de l'enfant, enfants des familles de 1 enfant dans les DOM (données CAF, hors forfait AF)**

Données CAF, hors forfait AF, métropole + DOM	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011-2006	Ventilation E(F 2E+) selon leur rang		
								2006	2011	2011-2006
<b>1<sup>er</sup> E des F de 2 E et plus "sans AF"</b>	4 616 135	4 629 722	4 645 794	4 666 215	4 688 509	4 722 923	106 788	41,72 %	41,90 %	0,19
<b>Enfants de rang 2 et plus</b>	<b>6 449 555</b>	<b>6 454 371</b>	<b>6 458 187</b>	<b>6 482 088</b>	<b>6 503 858</b>	<b>6 547 790</b>	<b>98 235</b>	58,28 %	58,10 %	
2 <sup>e</sup> E (F 2 E et +)	4 514 446	4 524 083	4 533 054	4 555 368	4 575 558	4 604 061	89 615,0	40,80 %	40,85 %	0,05
3 <sup>e</sup> E (F 3 E et +)	1 444 057	1 443 923	1 443 536	1 446 353	1 449 734	1 458 180	14 123,0	13,05 %	12,94 %	-0,11
4 <sup>e</sup> E et suivants	491 052	486 365	481 597	480 367	478 566	485 549	-5 503,0	4,44 %	4,31 %	-0,13
<b>Enfants des familles de 2 enfants et plus</b>	<b>11 065 690</b>	<b>11 084 093</b>	<b>11 103 981</b>	<b>11 148 303</b>	<b>11 192 367</b>	<b>11 270 713</b>	<b>205 023,0</b>	100 %	100 %	
Famille d'un enfant DOM	101 702	104 325	110 446	107 589	108 970	114 082	12 380,0			
<b>Total E des F bénéficiaires des AF, hors forfait AF</b>	<b>11 167 392</b>	<b>11 188 418</b>	<b>11 214 427</b>	<b>11 255 892</b>	<b>11 301 337</b>	<b>11 384 795</b>	<b>217 403,0</b>			

**T2PF 151 : Part des enfants couverts par les AF versées par les CAF selon la classe d'âge (1)**

Données CAF, hors forfait AF, métropole + DOM (extraction fichier FILEAS)	Part des enfants bénéficiaires d'AF CAF dans l'ensemble de la population française					
Age	2006	2007	2008	2009	2010	2011
19	38,4 %	38,4 %	37,2 %	37,9 %	37,8 %	37,4 %
18	48,0 %	46,7 %	46,7 %	47,1 %	46,7 %	45,9 %
17	55,2 %	55,4 %	55,4 %	55,3 %	54,2 %	57,3 %
16	62,2 %	62,4 %	62,0 %	60,6 %	63,9 %	64,8 %
15	68,1 %	67,9 %	66,3 %	69,3 %	70,4 %	69,0 %
14	72,1 %	70,3 %	73,5 %	74,8 %	73,2 %	72,4 %
13	73,3 %	76,5 %	78,0 %	76,4 %	75,2 %	77,1 %
12	78,6 %	80,4 %	78,7 %	77,4 %	79,2 %	78,9 %
11	82,2 %	80,4 %	78,9 %	80,8 %	80,2 %	<b>82,9 %</b>
10	81,9 %	80,1 %	81,9 %	81,3 %	<b>83,7 %</b>	80,1 %
9	80,9 %	82,9 %	81,9 %	<b>84,4 %</b>	80,5 %	80,9 %
8	83,5 %	82,4 %	<b>84,6 %</b>	80,7 %	80,8 %	82,2 %
7	82,5 %	<b>84,8 %</b>	80,7 %	80,6 %	81,7 %	83,3 %
6	<b>84,4 %</b>	80,3 %	80,0 %	81,0 %	82,2 %	83,5 %
5	79,3 %	78,8 %	79,8 %	80,7 %	81,7 %	83,8 %
4	76,4 %	77,5 %	78,2 %	78,7 %	80,5 %	78,6 %
3	73,1 %	73,7 %	74,1 %	75,3 %	73,2 %	75,8 %
2	65,1 %	65,4 %	66,7 %	64,2 %	66,2 %	65,5 %
1	57,8 %	58,9 %	57,0 %	58,4 %	57,4 %	57,0 %
Année de naissance	56,0 %	54,1 %	55,6 %	54,0 %	53,5 %	52,9 %
<b>Total yc F1 E DOM, hors forfait AF</b>	<b>69,6 %</b>	<b>69,6 %</b>	<b>69,6 %</b>	<b>69,8 %</b>	<b>70,0 %</b>	<b>70,4 %</b>

**Part des enfants couverts par les AF versées par les CAF  
(hors forfait) dans la population française en 2011  
en fonction de l'âge**



**T2PF 154 : Estimation de la part de l'ensemble des moins de 20 ans couverts par les AF versées tous régimes (1)**

Données métropole + DOM	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Enfants CAF, yc F(1 E) DOM, hors forfait AF	11 167 392	11 188 418	11 214 427	11 255 892	11 301 337	11 384 795
<b>Part des enfants CAF / population [0-19 ans]</b>	<b>70,2 %</b>	<b>70,2 %</b>	<b>70,3 %</b>	<b>70,4 %</b>	<b>70,6 %</b>	<b>71,1 %</b>
Enfants ts régimes, yc F (1 E) DOM, hors forfait	11 736 120	11 739 280	11 741 043	11 773 690	11 805 161	11 873 646
<b>Part enfants tous régimes / population [0-19 ans]</b>	<b>73,8 %</b>	<b>73,7 %</b>	<b>73,6 %</b>	<b>73,7 %</b>	<b>73,8 %</b>	<b>74,1 %</b>
Population française de [0-19 ans] (1)	15 906 275	15 936 841	15 963 097	15 982 709	15 998 729	16 022 308

(1) Source INSEE bilan démographique au 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour les données 31 décembre 2006-2010, bilan démographique au 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour les données au 31 décembre 2011.

***T2PF 162011 : Nombre d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2011***

Effectifs CAF, métropole + DOM (1) (2)	Effectifs d'enfants selon la taille de la famille						Structure des effectifs d'enfants selon la taille de la famille					
	Allocataires sans enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants et plus	Total	Allocataires sans enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants et plus	Total
Enfants avec majoration de plus de 11 ans	1 058	32 145	173 563	229 187	111 391	547 342	0,0 %	0,3 %	1,5 %	2,0 %	1,0 %	4,8 %
Enfants avec majoration de plus de 14 ans	505	315	83 806	101 903	49 042	235 570	0,0 %	0,0 %	0,7 %	0,9 %	0,4 %	2,1 %
Enfants avec majoration de plus de 16 ans	1 036	32 486	134 421	452 376	221 154	841 472	0,0 %	0,3 %	1,2 %	4,0 %	1,9 %	7,4 %
<b>Enfants sans majoration pour âge</b>	18 251	63 326	5 890 184	2 540 416	1 135 110	9 647 287	0,2 %	0,6 %	<b>51,8 %</b>	<b>22,3 %</b>	<b>10,0 %</b>	<b>84,8 %</b>
Enfants bénéficiaires du forfait AF	604	3 824	69 495	20 763	11 504	106 190	0,0 %	0,0 %	0,6 %	0,2 %	0,1 %	0,9 %
Total des enfants, yc forfait AF, yc garde partagée	21 453	132 095	6 351 468	3 344 644	1 528 201	11 377 860	<b>0,2 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>55,8 %</b>	<b>29,4 %</b>	<b>13,4 %</b>	100,0 %

***T2PF 162010 : Nombre d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2010***

Enfants avec majoration de plus de 11 ans	1 488	30 477	322 405	407 943	196 380	958 692	0,0 %	0,3 %	2,9 %	3,6 %	1,7 %	8,5 %
Enfants avec majoration de plus de 16 ans	604	31 795	133 107	456 472	223 168	845 145	0,0 %	0,3 %	1,2 %	4,0 %	2,0 %	7,5 %
<b>Enfants sans majoration pour âge</b>	15 252	58 911	5 788 452	2 449 469	1 076 934	9 389 016	0,1 %	0,5 %	<b>51,2 %</b>	<b>21,7 %</b>	<b>9,5 %</b>	<b>83,1 %</b>
Enfants bénéficiaires du forfait AF	625	3 817	70 015	21 357	11 683	107 497	0,0 %	0,0 %	0,6 %	0,2 %	0,1 %	1,0 %
Total des enfants, yc forfait AF, yc garde partagée	17 969	125 000	6 313 978	3 335 240	1 508 164	11 300 350	<b>0,2 %</b>	<b>1,1 %</b>	<b>55,9 %</b>	<b>29,5 %</b>	<b>13,3 %</b>	100,0 %

***T2PF 162009 : Nombre d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2009***

Enfants avec majoration de plus de 11 ans	1 892	29 791	475 393	594 778	289 160	1 391 012	0,0 %	0,3 %	4,2 %	5,3 %	2,6 %	12,4 %
Enfants avec majoration de plus de 16 ans	517	31 782	137 546	462 510	228 798	861 152	0,0 %	0,3 %	1,2 %	4,1 %	2,0 %	7,7 %
<b>Enfants sans majoration pour âge</b>	11 994	56 454	5 599 075	2 247 701	981 444	8 896 667	0,1 %	0,5 %	<b>49,7 %</b>	<b>20,0 %</b>	<b>8,7 %</b>	<b>79,0 %</b>
Enfants bénéficiaires du forfait AF	570	3 718	69 493	20 484	11 904	106 169	0,0 %	0,0 %	0,6 %	0,2 %	0,1 %	0,9 %
Total des enfants, yc forfait AF, yc garde partagée	14 972	121 744	6 281 506	3 325 473	1 511 306	11 255 000	<b>0,1 %</b>	<b>1,1 %</b>	<b>55,8 %</b>	<b>29,5 %</b>	<b>13,4 %</b>	100,0 %

***T2PF 162008 : Nombre d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2008***

Enfants avec majoration de plus de 11 ans	2 027	28 906	629 207	789 841	384 449	1 834 429	0,0 %	0,3 %	5,6 %	7,0 %	3,4 %	16,4 %
Enfants avec majoration de plus de 16 ans	417	31 466	142 126	467 264	231 137	872 409	0,0 %	0,3 %	1,3 %	4,2 %	2,1 %	7,8 %
<b>Enfants sans majoration pour âge</b>	8 800	58 391	5 403 244	2 043 253	883 929	8 397 616	0,1 %	0,5 %	<b>48,2 %</b>	<b>18,2 %</b>	<b>7,9 %</b>	<b>74,9 %</b>
Enfants bénéficiaires du forfait AF	554	3 774	70 342	21 370	11 861	107 901	0,0 %	0,0 %	0,6 %	0,2 %	0,1 %	1,0 %
Total des enfants, yc forfait AF, yc garde partagée	11 798	122 537	6 244 918	3 321 727	1 511 376	11 212 355	<b>0,1 %</b>	<b>1,1 %</b>	<b>55,7 %</b>	<b>29,6 %</b>	<b>13,5 %</b>	100,0 %

Source : CNAF fichier FILEAS

(1) Les enfants bénéficiaires du forfait ne sont pas pris en compte dans la ventilation par taille de famille.

(2) En place en mai 2007, le partage des AF a été mis en place pour les enfants de moins de 18 ans et des majorations pour âge.

Désormais, le nombre d'enfants bénéficiaires des AF n'est plus un nombre entier dès lors que les 2 parents ne sont pas issus du régime général ( Msa, Ratp, Edf, Snctf...).



**T2PF 16 : Effectifs CAF d'enfants bénéficiaires des AF selon la taille de la famille, la présence de majorations pour âge ou du forfait AF depuis 2005**

Effectifs CAF, métropole + DOM	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	2011/2006
Enfant bénéficiaire du forfait AF seul	123 415	120 505	114 452	107 901	106 169	107 497	106 190	-5,0 %	-5,7 %	-1,6 %	1,3 %	-1,2 %	-11,9 %
Allocataires sans enfant, sans forfait AF			7 977	11 244	14 402	17 344	20 849						
Familles de 1 enfant, sans forfait AF seul	99 648	101 703	110 615	118 763	118 026	121 183	128 271	8,8 %	7,4 %	-0,6 %	2,7 %	5,8 %	26,1 %
Enfants de familles de 4 E et plus, avec majoration de 16 ans	246 698	241 170	236 148	231 137	228 798	223 168	221 154	-2,1 %	-2,1 %	-1,0 %	-2,5 %	-0,9 %	-8,3 %
Enfants de familles de 4 E et plus, avec majoration de 14 ans							49 042						
Enfants de familles de 4 E et plus, avec majoration de 11 ans	463 814	456 253	446 898	384 449	289 160	196 380	111 391	-2,1 %	-14,0 %	-24,8 %	-32,1 %	-43,3 %	-75,6 %
Enfants de familles de 4 E et plus, sans majoration	828 130	827 702	827 282	883 929	981 444	1 076 934	1 135 110	-0,1 %	6,8 %	11,0 %	9,7 %	5,4 %	37,1 %
Enfants de familles de 3 E et plus, avec majoration de 16 ans	484 251	478 455	472 766	467 264	462 510	456 472	452 376	-1,2 %	-1,2 %	-1,0 %	-1,3 %	-0,9 %	-5,5 %
Enfants de familles de 3 E et plus, avec majoration de 14 ans							101 903						
Enfants de familles de 3 E et plus, avec majoration de 11 ans	928 020	922 594	914 432	789 841	594 778	407 943	229 187	-0,9 %	-13,6 %	-24,7 %	-31,4 %	-43,8 %	-75,2 %
Enfants de familles de 3 E et plus, sans majoration	1 880 265	1 896 830	1 910 881	2 043 253	2 247 701	2 449 469	2 540 416	0,7 %	6,9 %	10,0 %	9,0 %	3,7 %	33,9 %
Enfants de familles de 2 E, avec majoration de 16 ans	150 883	149 228	146 718	142 126	137 546	133 107	134 421	-1,7 %	-3,1 %	-3,2 %	-3,2 %	1,0 %	-9,9 %
Enfants de familles de 2 E, avec majoration de 14 ans							83 806						
Enfants de familles de 2 E, avec majoration de 11 ans	718 450	720 049	725 180	629 207	475 393	322 405	173 563	0,7 %	-13,2 %	-24,4 %	-32,2 %	-46,2 %	-75,9 %
Enfants de familles de 2 E, sans majoration	5 234 823	5 271 835	5 285 855	5 403 244	5 599 075	5 788 452	5 890 184	0,3 %	2,2 %	3,6 %	3,4 %	1,8 %	11,7 %
<b>Enfants bénéficiaires des AF ou du forfait AF</b>	<b>11 158 397</b>	<b>11 186 324</b>	<b>11 199 202</b>	<b>11 212 355</b>	<b>11 255 000</b>	<b>11 300 350</b>	<b>11 377 860</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>1,7 %</b>
Enfants avec majoration de 16 ans	881 832	868 853	855 632	840 526	828 853	812 746	807 951	-1,5 %	-1,8 %	-1,4 %	-1,9 %	-0,6 %	-7,0 %
Enfants avec majoration de 14 ans							234 751						
Enfants avec majoration de 11 ans	2 110 284	2 098 896	2 086 509	1 803 496	1 359 330	926 728	514 140	-0,6 %	-13,6 %	-24,6 %	-31,8 %	-44,5 %	-75,5 %
<b>Enfants sans majoration de familles de 2 enfants et +</b>	<b>7 943 218</b>	<b>7 996 367</b>	<b>8 024 018</b>	<b>8 330 426</b>	<b>8 828 220</b>	<b>9 314 854</b>	<b>9 565 710</b>	<b>0,3 %</b>	<b>3,8 %</b>	<b>6,0 %</b>	<b>5,5 %</b>	<b>2,7 %</b>	<b>19,6 %</b>
Autres enfants	223 063	222 208	233 044	237 908	238 597	246 023	255 310	4,9 %	2,1 %	0,3 %	3,1 %	3,8 %	14,9 %

Source : CNAF fichier FILEAS

Structure des effectifs d'enfants CAF, métropole + DOM	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011-2006
Enfant bénéficiaire du forfait AF seul	1,1 %	1,1 %	1,0 %	1,0 %	0,9 %	1,0 %	0,9 %	-0,1
Allocataires sans enfant, sans forfait AF			0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,2
Familles de 1 enfant, sans forfait AF seul	0,9 %	0,9 %	1,0 %	1,1 %	1,0 %	1,1 %	1,1 %	0,2
Enfants de familles de 4 E et plus, avec majoration de 16 ans	2,2 %	2,2 %	2,1 %	2,1 %	2,0 %	2,0 %	1,9 %	-0,2
Enfants de familles de 4 E et plus, avec majoration de 14 ans							0,4 %	0,4
Enfants de familles de 4 E et plus, avec majoration de 11 ans	4,2 %	4,1 %	4,0 %	3,4 %	2,6 %	1,7 %	1,0 %	-3,1
Enfants de familles de 4 E et plus, sans majoration	7,4 %	7,4 %	7,4 %	7,9 %	8,7 %	9,5 %	10,0 %	2,6
Enfants de familles de 3 E et plus, avec majoration de 16 ans	4,3 %	4,3 %	4,2 %	4,2 %	4,1 %	4,0 %	4,0 %	-0,3
Enfants de familles de 3 E et plus, avec majoration de 14 ans							0,9 %	0,9
Enfants de familles de 3 E et plus, avec majoration de 11 ans	8,3 %	8,2 %	8,2 %	7,0 %	5,3 %	3,6 %	2,0 %	-6,2
Enfants de familles de 3 E et plus, sans majoration	16,9 %	17,0 %	17,1 %	18,2 %	20,0 %	21,7 %	22,3 %	5,4
Enfants de familles de 2 E, avec majoration de 16 ans	1,4 %	1,3 %	1,3 %	1,3 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	-0,2
Enfants de familles de 2 E, avec majoration de 14 ans							0,7 %	0,7
Enfants de familles de 2 E, avec majoration de 11 ans	6,4 %	6,4 %	6,5 %	5,6 %	4,2 %	2,9 %	1,5 %	-4,9
Enfants de familles de 2 E, sans majoration	46,9 %	47,1 %	47,2 %	48,2 %	49,7 %	51,2 %	51,8 %	4,6
<b>Enfants bénéficiaires des AF ou du forfait AF</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	
Enfants avec majoration de 16 ans	7,9 %	7,8 %	7,6 %	7,5 %	7,4 %	7,2 %	7,1 %	-0,7
Enfants avec majoration de 14 ans							2,1 %	2,1
Enfants avec majoration de 11 ans	18,9 %	18,8 %	18,6 %	16,1 %	12,1 %	8,2 %	4,5 %	-14,2
<b>Enfants sans majoration de familles de 2 enfants et +</b>	<b>71,2 %</b>	<b>71,5 %</b>	<b>71,6 %</b>	<b>74,3 %</b>	<b>78,4 %</b>	<b>82,4 %</b>	<b>84,1 %</b>	<b>12,6</b>
Autres enfants	2,0 %	2,0 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	0,3

## T2PF 172011 : Nombre de familles bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2011

Effectifs CAF, métropole + DOM	Effectifs (2)						Structure des effectifs CAF					
	Allocataires sans enfant	Familles				Total	Allocataires sans enfant	Familles				Total
		1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 E et +			1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 E et +	
<b>Bénéficiaires des AF avec ou sans forfait</b>												
Familles sans majoration pour âge	14 342	57 148	2 755 250	596 514	131 841	3 555 095	0,3 %	1,2 %	58,0 %	12,6 %	2,8 %	<b>74,9 %</b>
Familles avec majoration pour âge de plus de 11 ans	1 339	32 132	173 761	107 792	37 736	352 760	0,0 %	0,7 %	3,7 %	2,3 %	0,8 %	7,4 %
Familles avec majoration pour âge de plus de 14 ans	640	299	83 945	45 589	16 153	146 626	0,0 %	0,0 %	1,8 %	1,0 %	0,3 %	3,1 %
Familles avec majoration pour âge de plus de 16 ans	874	32 203	134 098	200 128	68 607	435 910	0,02 %	0,7 %	2,8 %	4,2 %	1,4 %	9,2 %
Familles avec majo. de plus de 11 ans et de plus de 16 ans	481	338	382	106 417	59 726	167 344	0,01 %	0,01 %	0,01 %	2,2 %	1,3 %	3,5 %
Familles avec majo. de plus de 11 ans et de plus de 14 ans	47	34	40	5 896	4 627	10 644	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %
Familles avec majo. de plus de 14 ans et de plus de 16 ans	225	137	174	45 700	22 789	69 025	0,00 %	0,00 %	0,00 %	1,0 %	0,5 %	1,5 %
F. avec majo. de plus de 11 ans, de plus de 14 ans et de plus de 16 ans	19	18	29	2 532	4 325	6 923	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
<b>Bénéficiaires du forfait sans AF (1)</b>	279	2 578			1	2 858	0,01 %	0,1 %			0,0 %	0,1 %
<b>Total des familles</b>	18 246	124 887	3 147 679	1 110 568	345 805	4 747 185	<b>0,4 %</b>	<b>2,6 %</b>	<b>66,3 %</b>	<b>23,4 %</b>	<b>7,3 %</b>	100,0 %
Ensemble des familles sans forfait	17 908	122 092	3 078 566	1 089 946	334 421	4 642 933	0,4 %	2,6 %	64,9 %	23,0 %	7,0 %	97,8 %
Ensemble des familles avec forfait	338	2 795	69 113	20 622	11 384	104 252	0,0 %	0,1 %	1,5 %	0,4 %	0,2 %	2,2 %

## T2PF 172010 : Nombre de familles bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2010

<b>Bénéficiaires des AF avec ou sans forfait</b>												
Familles sans majoration pour âge	12 010	53 322	2 671 287	558 516	116 723	3 411 858	0,3 %	1,1 %	56,7 %	11,9 %	2,5 %	<b>72,5 %</b>
Familles avec majoration pour âge de plus de 11 ans	1 951	30 519	322 739	189 504	67 618	612 331	0,0 %	0,6 %	6,9 %	4,0 %	1,4 %	13,0 %
Familles avec majoration pour âge de plus de 16 ans	387	31 480	132 684	171 508	55 160	391 219	0,008 %	0,7 %	2,8 %	3,6 %	1,2 %	8,3 %
Familles avec majo. de plus de 11 ans et de plus de 16 ans	516	417	522	187 032	101 335	289 822	0,01 %	0,01 %	0,01 %	4,0 %	2,2 %	6,2 %
<b>Bénéficiaires du forfait sans AF (1)</b>	305	2 600	1			2 906	0,01 %	0,1 %	0,0 %			0,1 %
<b>Total des familles</b>	15 169	118 338	3 127 233	1 106 560	340 836	4 708 136	<b>0,3 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>66,4 %</b>	<b>23,5 %</b>	<b>7,2 %</b>	100,0 %
Ensemble des familles sans forfait	14 823	115 666	3 057 656	1 085 330	329 271	4 602 746	0,3 %	2,5 %	64,9 %	23,1 %	7,0 %	97,8 %
Ensemble des familles avec forfait	346	2 672	69 577	21 230	11 565	105 390	0,0 %	0,1 %	1,5 %	0,5 %	0,2 %	2,2 %

## T2PF 172009 : Nombre de familles bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2009

<b>Bénéficiaires des AF avec ou sans forfait</b>												
Familles sans majoration pour âge	8 983	51 673	2 496 829	477 798	90 515	3 125 798	0,2 %	1,1 %	53,3 %	10,2 %	1,9 %	<b>66,8 %</b>
Familles avec majoration pour âge de plus de 11 ans	2 336	29 761	475 705	262 654	91 022	861 478	0,0 %	0,6 %	10,2 %	5,6 %	1,9 %	18,4 %
Familles avec majoration pour âge de plus de 16 ans	219	31 421	137 048	120 163	33 870	322 721	0,005 %	0,7 %	2,9 %	2,6 %	0,7 %	6,9 %
Familles avec majo. de plus de 11 ans et de plus de 16 ans	510	423	562	242 564	125 616	369 675	0,01 %	0,01 %	0,01 %	5,2 %	2,7 %	7,9 %
<b>Bénéficiaires du forfait sans AF (1)</b>	288	2 508				2 796	0,01 %	0,1 %				0,1 %
<b>Total des familles</b>	12 336	115 786	3 110 144	1 103 179	341 023	4 682 468	<b>0,3 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>66,4 %</b>	<b>23,6 %</b>	<b>7,3 %</b>	100,0 %
Ensemble des familles sans forfait	12 008	113 207	3 040 994	1 082 828	329 245	4 578 282	0,3 %	2,4 %	64,9 %	23,1 %	7,0 %	97,8 %
Ensemble des familles avec forfait	328	2 579	69 150	20 351	11 778	104 186	0,0 %	0,1 %	1,5 %	0,4 %	0,3 %	2,2 %

## T2PF 172008 : Nombre de familles bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2008

<b>Bénéficiaires des AF avec ou sans forfait</b>												
Familles sans majoration pour âge	6 157	54 589	2 318 698	401 459	67 696	2 848 599	0,1 %	1,2 %	49,8 %	8,6 %	1,5 %	<b>61,1 %</b>
Familles avec majoration pour âge de plus de 11 ans	2 378	28 779	629 390	334 868	112 170	1 107 585	0,1 %	0,6 %	13,5 %	7,2 %	2,4 %	23,8 %
Familles avec majoration pour âge de plus de 16 ans	119	31 126	141 622	87 450	21 558	281 875	0,003 %	0,7 %	3,0 %	1,9 %	0,5 %	6,1 %
Familles avec majo. de plus de 11 ans et de plus de 16 ans	423	377	495	277 406	138 973	417 674	0,01 %	0,01 %	0,01 %	6,0 %	3,0 %	9,0 %
<b>Bénéficiaires du forfait sans AF (1)</b>	283	2 596				2 879	0,01 %	0,1 %				0,1 %
<b>Total des familles</b>	9 360	117 467	3 090 205	1 101 183	340 397	4 658 612	<b>0,2 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>66,3 %</b>	<b>23,6 %</b>	<b>7,3 %</b>	100,0 %
Ensemble des familles sans forfait	9 040	114 813	3 020 247	1 079 950	328 675	4 552 725	0,2 %	2,5 %	64,8 %	23,2 %	7,1 %	97,7 %
Ensemble des familles avec forfait	320	2 654	69 958	21 233	11 722	105 887	0,0 %	0,1 %	1,5 %	0,5 %	0,3 %	

Source : CNAF fichier FILEAS

(1) Les enfants bénéficiaires du forfait ne sont pas pris en compte dans la ventilation par taille de famille.

(2) En place en mai 2007, le partage des AF a été mis en place pour les enfants de moins de 18 ans et des majorations pour âge.

Désormais, le nombre d'enfants bénéficiaires des AF n'est plus un nombre entier dès lors que les 2 parents ne sont pas issus du régime général ( Msa, Ratp, Edf, Sncf...).

## Les allocations familiales

En 2011, 11 984 410 enfants et 4 951 600 familles ont bénéficié des Af (cf. T2PF 11 et T1PF 5312) :

. **11 760 000 enfants de familles de deux enfants et plus** bénéficient en 2011 des Af (tous régimes). Cet effectif est en progression de + **125 150 par rapport à 2006**, avec + 205 000 pour les effectifs des Caf et – 79 900 pour les autres régimes dont la part dans la population française diminue (cf. T2PF 11).

. Par ailleurs, 114 100 enfants des familles de un enfant des Dom (cf. T2PF 11) ont ouvert droit aux Af au 31 décembre 2011 (23,23 euros par mois) et à des majorations (cf. T1PF 7733) : ils représentent 1 % de l'ensemble des enfants bénéficiaires des Af.

. 106 200 enfants bénéficient du **forfait Af**<sup>9</sup> en décembre 2011 (cf. T2PF 12, tous régimes). Parmi des bénéficiaires Caf des Af, 2,2 % des familles perçoivent le forfait Af ; 0,1 % perçoivent le forfait sans les Af (cf. T2PF 172011).

La part des enfants couverts par les Af (*hors forfait Af, tous régimes*) est de l'ordre de **70,4 % de la population française de moins de 20 ans** (cf. T2PF 151). Du fait des spécificités de la législation relative aux Af, la population couverte par les Caf n'est que de 53 % des enfants de l'année de leur naissance, 37 % des enfants de 19 ans. Le taux maximum est de 83 % pour les enfants ayant 11 ans en 2011 (cf. T2PF 151 et graphique). En 2006, ces enfants avaient 6 ans et étaient couverts à plus de 84 % par les Af.

En 2011, les enfants de rang 1 représentent 41,9 % des enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires des Af. Leur part progresse de 0,2 point depuis 2006. **La part des enfants de rang 2 est stable (40,9 %)**. Celles des enfants de rang 3 (12,9 %) et de rang 4 (4,3 %) régressent chacune de – 0,1 point (cf. T2PF 14).

. Depuis mai 2007, les familles peuvent demander le partage<sup>10</sup> des Af et des majorations pour âge pour les enfants en **résidence alternée** suite à un divorce ou à une séparation : en décembre 2011, 1,2 % des bénéficiaires des Af dans les Caf ont choisi de demander le partage des Af (soit 59 260 familles pour 58 190 enfants, *estimation tous régimes*, cf. T2PF 13).

. **Suite à la réforme des majorations**<sup>11</sup>, la part des **enfants ne bénéficiant pas de majorations** pour âge atteint 84,1 % des enfants bénéficiaires des Af dans les Caf. La progression de + 12,6 points se ventile à raison de + **5,3 points pour les familles de trois enfants, de + 4,6 points pour les familles de deux enfants et de + 2,6 points pour les familles de quatre enfants et plus**.

*Un enfant né en mai 1997 a eu 11 ans après la réforme des majorations d'Af. Il n'ouvre pas droit à l'ancienne majoration de 11 ans. Il ne bénéficiera de la majoration unique (égale à l'ancienne majoration de 16 ans) qu'en juin 2011 (à 14 ans et un mois) et ce, jusqu'au mois précédant ses 20 ans.* Entre 2006 et 2011, la régression de la part de l'effectif Caf de enfants bénéficiaires de majoration de onze à quinze ans est de – 14,2 points (à 4,5 %). **Le nombre de bénéficiaires des majorations de quatorze ans représente 2,1 % des enfants** (cf. T2PF 16). La part des enfants bénéficiaires d'une majoration de seize ans n'est pas encore affectée par la réforme (7,1 %).

## Les prestations jeune enfant

Les prestations dédiées à la petite enfance sont dynamiques du fait de la mise en place de la Paje. Les prestations que remplace la Paje ont vu leurs effectifs de bénéficiaires décroître au fur et à mesure de la montée en charge de la Paje. L'effectif de bénéficiaires d'une composante de la Paje s'élève à **2 367 044 familles** au 31 décembre 2011.

\* 1 930 520 familles reçoivent **l'allocation de base de la Paje** et 53 866 ont bénéficié de la **prime de naissance et d'adoption de la Paje**<sup>12</sup> au titre du mois de décembre.

Le total des naissances 2011 est inférieur de – 0,7 % à celles de 2006 (– 2 352 naissances). Le suivi des effectifs de bénéficiaires de la prime de naissance au titre du mois de décembre conduit à une régression non significative de – 4,6 % entre 2006 et 2011 (– 2,6 % en 2007, – 0,8 % en 2008, + 1,6 % en 2009, – 2,1 % en 2010, – 0,8 % en 2011). La mise en parallèle de cette série avec l'évolution des naissances correspondant au septième mois de grossesse conduit à une progression de + 2,4 % entre « décembre 2006 » et « décembre 2011 » (– 1,3 % en 2007, + 0,7 % en 2008, + 0,3 % en 2009, + 0,7 % en 2010 et – 0,6 % en 2011).

Le nombre de bénéficiaires de l'allocation de base progresse de + 2,1 % depuis 2006 avec + 2,1 % en 2008. L'évolution des naissances cumulées sur trois ans a progressé de + 2,4 % entre décembre 2006 et décembre 2011 (+ 1,4 % en 2007, + 0,9 % en 2008, + 0,3 % en 2009, + 0,2 % en 2010 et + 0,4 % en 2011).

\* La montée en charge du complément mode de garde s'achève fin 2010. En décembre 2011, 89 % des bénéficiaires du **complément mode de garde Paje**<sup>13</sup> (Cmg, 862 303) ont recours à un assistant maternel (Am, 768 777). 67 039 allocataires ont recours à la garde à domicile, 22 922 ont eu recours au Cmg structure.

## T2PF 21 : PAJE prime de naissance et d'adoption selon le type et la taille de la famille

Données CAF, métropole + DOM	2004 Caf	2005 Caf	2006 CAF	2007 CAF	2008 CAF	2009 CAF	2010 CAF	2011 CAF	2011- 2010	2011- 2006	2011/ 2006
<b>Ventilation des familles</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %			
Familles sans enfant	43,5 %	43,0 %	42,7 %	42,3 %	42,4 %	42,2 %	42,2 %	41,1 %	-1,1	-1,6	
Monoparents			8,2 %	8,4 %	7,9 %	8,3 %	7,9 %	7,8 %	-0,1	-0,4	
Couples			34,5 %	34,0 %	34,5 %	34,0 %	34,3 %	33,3 %	-1,0	-1,2	
Famille d'un enfant	34,5 %	34,8 %	34,8 %	34,9 %	34,9 %	35,1 %	34,9 %	35,3 %	0,4	0,6	
Monoparents			4,3 %	4,3 %	4,2 %	4,4 %	4,3 %	4,5 %	0,1	0,2	
Couples			30,5 %	30,6 %	30,7 %	30,6 %	30,6 %	30,9 %	0,3	0,4	
Familles de 2 enfants et plus	22,0 %	22,2 %	22,6 %	22,7 %	22,7 %	22,7 %	22,9 %	23,6 %	0,7	1,0	
Monoparents			3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,7 %	3,7 %	0,1	0,3	
Couples			19,2 %	19,3 %	19,3 %	19,3 %	19,2 %	19,8 %	0,6	0,7	
Familles de 2 enfants	14,9 %	15,1 %	13,1 %	13,3 %	12,8 %	13,1 %	12,9 %	13,5 %	0,6	0,4	
Familles de 3 enfants et plus	7,2 %	7,2 %	6,1 %	6,1 %	6,5 %	6,2 %	6,3 %	6,3 %	0,0	0,2	
<b>Effectifs CAF</b>	52 850	52 289	54 611	53 202	52 861	53 767	52 623	52 317	-306	-2 294	-4 %
Familles sans enfant	22 992	22 475	23 305	22 529	22 411	22 712	22 193	21 501	-692	-1 804	-8 %
Monoparents			4 478	4 446	4 197	4 439	4 135	4 083	-52	-395	-9 %
Couples			18 827	18 083	18 214	18 273	18 058	17 418	-640	-1 409	-7 %
Famille d'un enfant	18 207	18 180	18 982	18 576	18 453	18 846	18 375	18 491	116	-491	-3 %
Monoparents			2 330	2 309	2 226	2 373	2 281	2 333	52	3	0,1 %
Couples			16 652	16 267	16 227	16 473	16 094	16 158	64	-494	-3 %
Familles de 2 enfants et plus	11 651	11 634	12 324	12 097	11 997	12 209	12 055	12 325	270	1	0,0 %
Monoparents			1 862	1 808	1 791	1 843	1 937	1 952	15	90	5 %
Couples			10 462	10 289	10 206	10 366	10 118	10 373	255	-89	-1 %
Familles de 2 enfants	7 867	7 888	7 143	7 058	6 791	7 054	6 792	7 065	273	-78	-1 %
Familles de 3 enfants et plus	3 784	3 746	3 319	3 231	3 415	3 312	3 326	3 308	-18	-11	-0,3 %

## T2PF 22 : PAJE allocation de base selon le type et la taille de la famille

Données CAF, métropole + DOM	2004 Caf	2005 Caf	2006 CAF	2007 CAF	2008 CAF	2009 CAF	2010 CAF	2011 CAF	2011- 2010	2011- 2006	2011/ 2006
<b>Ventilation des familles</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %			
Familles sans enfant	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,05 %	0,05 %	0,04 %	0,04 %	0,03 %	-0,01	-0,03	
Monoparents			0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,00	0,00	
Couples			0,04 %	0,04 %	0,04 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %	-0,01	-0,02	
Famille d'un enfant	43,4 %	43,0 %	41,7 %	41,5 %	41,7 %	41,7 %	41,9 %	41,8 %	-0,13	0,03	
Monoparents			8,3 %	8,2 %	7,9 %	8,0 %	8,0 %	7,9 %	-0,07	-0,37	
Couples			33,5 %	33,3 %	33,7 %	33,7 %	33,9 %	33,9 %	-0,06	0,40	
Familles de 2 enfants et plus	56,5 %	56,9 %	58,2 %	58,4 %	58,3 %	58,2 %	58,1 %	58,2 %	0,14	0,00	
Monoparents			7,7 %	7,8 %	7,8 %	8,0 %	8,0 %	8,0 %	-0,02	0,26	
Couples			50,5 %	50,6 %	50,5 %	50,3 %	50,1 %	50,2 %	0,15	-0,26	
Familles de 2 enfants	34,6 %	35,1 %	31,1 %	31,1 %	31,1 %	31,0 %	30,9 %	31,0 %	0,08	-0,13	
Familles de 3 enfants et plus	22,0 %	21,8 %	19,4 %	19,5 %	19,4 %	19,3 %	19,2 %	19,2 %	0,07	-0,13	
<b>Effectifs CAF</b>	665 671	1 232 064	1 824 851	1 833 882	1 874 784	1 870 213	1 884 186	1 871 913	-12 273	47 062	3 %
Familles sans enfant	838	824	1 034	889	868	749	795	575	-220	-459	
Monoparents			221	201	211	178	213	162	-51	-59	
Couples			813	688	657	571	582	413	-169	-400	
Famille d'un enfant	288 587	529 876	761 626	761 274	781 390	780 428	789 300	781 798	-7 502	20 172	3 %
Monoparents			151 119	149 861	148 696	149 435	150 266	148 047	-2 219	-3 072	-2 %
Couples			610 507	611 413	632 694	630 993	639 034	633 751	-5 283	23 244	4 %
Familles de 2 enfants et plus	376 246	701 364	1 062 191	1 071 719	1 092 526	1 089 036	1 094 091	1 089 540	-4 551	27 349	3 %
Monoparents			140 970	143 374	145 396	148 724	150 652	149 383	-1 269	8 413	6 %
Couples			921 221	928 345	947 130	940 312	943 439	940 157	-3 282	18 936	2 %
Familles de 2 enfants	230 023	432 664	567 726	569 941	583 014	580 010	582 183	579 913	-2 270	12 187	2 %
Familles de 3 enfants et plus	146 223	268 700	353 495	358 404	364 116	360 302	361 256	360 244	-1 012	6 749	2 %

## T2PF 231 : CMG AM : ventilation des familles selon les revenus et la taille de la famille

Données CAF, métropole + DOM En % selon le niveau de ressources	2010 : fin de la période de montée en charge							2011 CAF	2011- 2010
	2004 CAF	2005 CAF	2006 CAF	2007 CAF	2008 CAF	2009 CAF	2010 CAF		
<b>En dessous du plafond 1 (bas)</b>	10,7 %	11,6 %	13,4 %	14,7 %	16,6 %	17,0 %	17,5 %	17,6 %	0,10
Familles d'un enfant	5,9 %	6,5 %	6,9 %	7,1 %	8,3 %	8,4 %	8,7 %	8,7 %	0,01
Monoparents			3,0 %	3,3 %	3,7 %	4,0 %	4,2 %	4,3 %	0,05
Couples			3,9 %	3,8 %	4,6 %	4,4 %	4,5 %	4,5 %	-0,04
Familles de 2 enfants et plus	4,8 %	5,1 %	6,5 %	7,6 %	8,3 %	8,6 %	8,8 %	8,9 %	0,09
Monoparents			1,5 %	1,7 %	2,0 %	2,3 %	2,5 %	2,6 %	0,11
Couples			5,1 %	5,8 %	6,3 %	6,3 %	6,3 %	6,3 %	-0,02
Familles de 2 enfants	3,5 %	3,7 %	3,6 %	4,1 %	4,3 %	4,3 %	4,2 %	4,2 %	-0,04
Familles de 3 enfants et plus	1,4 %	1,5 %	1,5 %	1,8 %	2,0 %	2,0 %	2,1 %	2,1 %	0,02
<b>Entre les deux plafonds</b>	69,6 %	68,6 %	67,3 %	67,0 %	67,2 %	66,5 %	66,5 %	66,0 %	-0,44
Familles d'un enfant	37,1 %	37,2 %	35,4 %	34,2 %	33,1 %	31,9 %	31,8 %	31,4 %	-0,39
Monoparents			0,6 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,8 %	0,03
Couples			34,8 %	33,5 %	32,5 %	31,2 %	31,1 %	30,7 %	-0,42
Familles de 2 enfants et plus	32,6 %	31,4 %	31,9 %	32,9 %	34,0 %	34,6 %	34,6 %	34,6 %	-0,05
Monoparents			0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,02
Couples			31,7 %	32,6 %	33,8 %	34,3 %	34,3 %	34,3 %	-0,08
Familles de 2 enfants	27,4 %	25,8 %	25,9 %	26,6 %	27,5 %	27,9 %	27,9 %	27,8 %	-0,12
Familles de 3 enfants et plus	5,2 %	5,6 %	5,8 %	6,0 %	6,3 %	6,4 %	6,4 %	6,5 %	0,04
<b>Au-dessus du plafond 2 (haut)</b>	19,7 %	19,7 %	19,2 %	18,3 %	16,2 %	16,5 %	16,0 %	16,4 %	0,34
Familles d'un enfant	11,3 %	11,2 %	10,6 %	10,0 %	8,6 %	8,6 %	8,4 %	8,6 %	0,21
Monoparents			0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	-0,01
Couples			10,5 %	9,9 %	8,5 %	8,5 %	8,3 %	8,5 %	0,22
Familles de 2 enfants et plus	8,4 %	8,5 %	8,6 %	8,3 %	7,6 %	7,8 %	7,6 %	7,8 %	0,13
Monoparents			0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,00
Couples			8,6 %	8,3 %	7,6 %	7,8 %	7,6 %	7,7 %	0,13
Familles de 2 enfants	7,2 %	7,1 %	7,1 %	6,9 %	6,3 %	6,4 %	6,3 %	6,4 %	0,11
Familles de 3 enfants et plus	1,2 %	1,4 %	1,5 %	1,4 %	1,3 %	1,4 %	1,3 %	1,3 %	0,02
<b>Total des familles</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Familles d'un enfant	54,2 %	54,9 %	52,9 %	51,3 %	50,0 %	49,0 %	48,9 %	48,8 %	-0,17
Monoparents			3,7 %	4,1 %	4,5 %	4,9 %	5,0 %	5,1 %	0,07
Couples			49,2 %	47,2 %	45,6 %	44,1 %	43,9 %	43,7 %	-0,24
Familles de 2 enfants et plus	45,8 %	45,1 %	47,1 %	48,7 %	50,0 %	51,0 %	51,1 %	51,2 %	0,17
Monoparents			1,8 %	2,1 %	2,3 %	2,7 %	2,8 %	2,9 %	0,13
Couples			45,3 %	46,7 %	47,6 %	48,4 %	48,2 %	48,3 %	0,04
Familles de 2 enfants	38,0 %	36,6 %	36,6 %	37,5 %	38,1 %	38,5 %	38,4 %	38,3 %	-0,04
Familles de 3 enfants et plus	7,8 %	8,5 %	8,7 %	9,1 %	9,6 %	9,8 %	9,8 %	9,9 %	0,08
<b>Nbre moyen d'enfants</b> bénéficiaires / 100 familles		119,0	117,3	116,5	115,9	115,6	115,5	115,3	-0,1

## T2PF 232 : CMG AM : ventilation des enfants selon l'âge de l'enfant et la taille de la famille

Données CAF, métropole + DOM En % selon l'âge de l'enfant	2010 : fin de la période de montée en charge							2011 CAF	2011- 2010
	2004 CAF	2005 CAF	2006 CAF	2007 CAF	2008 CAF	2009 CAF	2010 CAF		
<b>Enfants de 0 à [3 ans</b>	<b>87,3 %</b>	<b>87,3 %</b>	87,8 %	77,9 %	72,4 %	<b>68,7 %</b>	<b>68,8 %</b>	<b>69,1 %</b>	<b>0,24</b>
Familles d'un enfant	43,9 %	46,1 %	45,0 %	39,6 %	36,4 %	34,3 %	34,4 %	34,4 %	-0,04
Monoparents			3,2 %	2,9 %	2,7 %	2,6 %	2,7 %	2,7 %	0,06
Couples			41,9 %	36,7 %	33,8 %	31,7 %	31,7 %	31,6 %	-0,10
Familles de 2 enfants et plus	43,4 %	41,3 %	42,8 %	38,3 %	35,9 %	34,4 %	34,4 %	34,7 %	0,29
Monoparents			1,6 %	1,5 %	1,4 %	1,4 %	1,5 %	1,6 %	0,07
Couples			41,2 %	36,8 %	34,5 %	33,0 %	32,9 %	33,1 %	0,21
Familles de 2 enfants	36,1 %	33,5 %	33,2 %	29,6 %	27,6 %	26,4 %	26,3 %	26,5 %	0,16
Familles de 3 enfants et plus	7,3 %	7,7 %	8,0 %	7,2 %	6,9 %	6,6 %	6,6 %	6,6 %	0,05
<b>Enfants de [3 à [6 ans</b>	<b>12,7 %</b>	<b>12,7 %</b>	12,2 %	22,1 %	27,6 %	<b>31,3 %</b>	<b>31,2 %</b>	<b>30,9 %</b>	<b>-0,24</b>
Familles d'un enfant	0,1 %	0,1 %	0,1 %	4,5 %	6,7 %	8,1 %	8,0 %	7,9 %	-0,06
Monoparents			0,0 %	0,7 %	1,2 %	1,6 %	1,7 %	1,7 %	0,01
Couples			0,1 %	3,8 %	5,5 %	6,4 %	6,3 %	6,3 %	-0,07
Familles de 2 enfants et plus	12,6 %	12,6 %	12,1 %	17,7 %	20,9 %	23,2 %	23,2 %	23,0 %	-0,18
Monoparents			0,3 %	0,7 %	1,1 %	1,4 %	1,5 %	1,5 %	0,06
Couples			11,8 %	16,9 %	19,8 %	21,8 %	21,7 %	21,5 %	-0,24
Familles de 2 enfants	10,4 %	10,7 %	10,0 %	14,1 %	16,2 %	17,7 %	17,6 %	17,3 %	-0,26
Familles de 3 enfants et plus	2,2 %	1,9 %	1,7 %	2,8 %	3,6 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	0,01
<b>Total des enfants</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	
Familles d'un enfant	<b>44,0 %</b>	<b>46,2 %</b>	45,1 %	44,0 %	43,2 %	<b>42,4 %</b>	<b>42,4 %</b>	<b>42,3 %</b>	-0,10
Monoparents			3,2 %	3,5 %	3,9 %	4,2 %	4,3 %	4,4 %	0,07
Couples			42,0 %	40,5 %	39,3 %	38,2 %	38,1 %	37,9 %	-0,17
Familles de 2 enfants et plus	56,0 %	53,8 %	54,9 %	56,0 %	56,8 %	57,6 %	57,6 %	57,7 %	0,10
Monoparents			1,9 %	2,2 %	2,5 %	2,8 %	3,0 %	3,1 %	0,13
Couples			53,0 %	53,8 %	54,3 %	54,8 %	54,6 %	54,6 %	-0,03
Familles de 2 enfants	<b>46,5 %</b>	<b>44,2 %</b>	43,3 %	43,7 %	43,9 %	<b>44,1 %</b>	<b>43,9 %</b>	<b>43,8 %</b>	-0,09
Familles de 3 enfants et plus	<b>9,5 %</b>	<b>9,6 %</b>	18,0 %	21,3 %	10,4 %	<b>10,7 %</b>	<b>10,7 %</b>	<b>10,8 %</b>	0,07



## T2PF 2410 : CMG à domicile (ensemble, hors doubles comptes, hors bénéficiaires du CMG structure)

Données CAF, métropole + DOM	2010 : fin de la période de montée en charge							2011 CAF	2011-2010
	2004 CAF	2005 CAF	2006 CAF	2007 CAF	2008 CAF	2009 CAF	2010 CAF		
<b>CMG à domicile (hors doubles comptes)</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
<b>Familles d'un enfant</b>	35 %	34 %	31 %	29 %	28 %	27 %	27 %	27 %	0,6
Monoparents			2 %	2 %	3 %	3 %	3 %	3 %	0,2
Couples			29 %	27 %	25 %	24 %	24 %	24 %	0,4
<b>Familles de 2 enfants et plus</b>	65 %	66 %	69 %	71 %	72 %	73 %	73 %	73 %	-0,6
Monoparents			2 %	2 %	3 %	4 %	4 %	4 %	0,0
Couples			67 %	68 %	69 %	70 %	69 %	69 %	-0,6
Familles de 2 enfants	40 %	41 %	42 %	43 %	44 %	44 %	43 %	43 %	-0,2
Familles de 3 enfants et plus	25 %	25 %	25 %	25 %	25 %	26 %	26 %	26 %	-0,4

## T2PF 2411 : CMG à domicile avec présence d'enfants de moins de trois ans\*

\* Un bénéficiaire de CMG à domicile qui a 2 enfants, un de moins de 3 ans et l'autre entre 3 et 6 ans, est dénombré dans la rubrique moins de 3 ans.

Données CAF, métropole + DOM	2010 : fin de la période de montée en charge							2011 CAF	2011-2010
	2004 CAF	2005 CAF	2006 CAF	2007 CAF	2008 CAF	2009 CAF	2010 CAF		
<b>Selon le niveau de ressources</b>									
<b>En dessous du plafond 1 (bas)</b>	2,7 %	3,1 %	3,9 %	4,6 %	6,0 %	6,3 %	7,2 %	7,3 %	0,1
Familles d'un enfant	0,9 %	1,2 %	1,5 %	1,7 %	2,4 %	2,5 %	2,8 %	2,9 %	0,1
Monoparents 2 enfants et plus			0,8 %	0,9 %	1,2 %	1,3 %	1,4 %	1,5 %	0,1
Familles de 2 enfants	1,0 %	1,1 %	0,9 %	1,0 %	1,3 %	1,4 %	1,7 %	1,6 %	0,0
Familles de 3 enfants et plus	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,9 %	1,1 %	1,1 %	1,3 %	1,3 %	0,0
<b>Entre les deux plafonds</b>	18,6 %	19,5 %	20,3 %	21,4 %	24,0 %	24,3 %	24,3 %	24,2 %	-0,1
Familles d'un enfant	5,5 %	5,5 %	5,6 %	6,1 %	7,1 %	7,1 %	7,3 %	7,6 %	0,2
Monoparents 2 enfants et plus			0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	-0,1
Familles de 2 enfants	7,5 %	8,1 %	8,0 %	8,6 %	9,8 %	10,0 %	10,0 %	9,8 %	-0,2
Familles de 3 enfants et plus	5,6 %	5,9 %	6,1 %	6,1 %	6,5 %	6,6 %	6,4 %	6,3 %	-0,1
<b>Au-dessus du plafond 2 (haut)</b>	78,7 %	77,5 %	75,8 %	74,0 %	70,1 %	69,4 %	68,5 %	68,5 %	0,0
Familles d'un enfant	28,3 %	27,1 %	24,1 %	23,6 %	22,8 %	22,8 %	22,9 %	23,1 %	0,1
Monoparents 2 enfants et plus			0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,0
Familles de 2 enfants	31,6 %	32,2 %	33,0 %	32,6 %	30,8 %	30,3 %	29,5 %	29,4 %	-0,1
Familles de 3 enfants et plus	18,8 %	18,1 %	18,4 %	17,5 %	16,2 %	16,0 %	15,9 %	15,8 %	-0,1
<b>Total des familles</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Familles d'un enfant	34,7 %	33,8 %	31,2 %	31,4 %	32,3 %	32,4 %	33,0 %	33,5 %	0,5
Monoparents 2 enfants et plus			1,7 %	1,9 %	2,0 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	0,0
Familles de 2 enfants	40,2 %	41,4 %	41,9 %	42,2 %	41,9 %	41,8 %	41,2 %	40,8 %	-0,3
Familles de 3 enfants et plus	25,1 %	24,7 %	25,2 %	24,6 %	23,8 %	23,7 %	23,6 %	23,4 %	-0,2

## T2PF 2412 : CMG à domicile avec présence d'enfants de trois à six ans

Données CAF, métropole + DOM	2010 : fin de la période de montée en charge							2011 CAF	2011-2010
	2004 CAF	2005 CAF	2006 CAF	2007 CAF	2008 CAF	2009 CAF	2010 CAF		
<b>Selon le niveau de ressources</b>									
<b>En dessous du plafond 1 (bas)</b>		5,6 %	3,0 %	7,5 %	9,5 %	9,7 %	9,9 %	10,4 %	0,5
Familles d'un enfant		5,6 %	1,8 %	1,7 %	2,4 %	2,6 %	2,7 %	2,9 %	0,7
Monoparents 2 enfants et plus			0,6 %	2,3 %	2,6 %	3,1 %	3,3 %	3,5 %	0,2
Familles de 2 enfants			0,6 %	1,8 %	2,5 %	2,2 %	2,1 %	2,2 %	0,1
Familles de 3 enfants et plus				1,7 %	2,0 %	1,9 %	1,9 %	1,8 %	0,0
<b>Entre les deux plafonds</b>	29,4 %	27,8 %	31,3 %	24,4 %	27,0 %	26,9 %	26,8 %	26,6 %	-0,2
Familles d'un enfant	17,6 %	15,3 %	12,0 %	4,7 %	4,9 %	4,9 %	4,7 %	4,9 %	0,2
Monoparents 2 enfants et plus			2,4 %	1,4 %	1,5 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	-0,1
Familles de 2 enfants	11,8 %	5,6 %	9,6 %	10,9 %	12,5 %	12,3 %	12,2 %	12,1 %	-0,1
Familles de 3 enfants et plus		6,9 %	7,2 %	7,4 %	8,1 %	7,9 %	8,1 %	7,9 %	-0,2
<b>Au-dessus du plafond 2 (haut)</b>	70,6 %	66,7 %	65,7 %	68,1 %	63,5 %	63,4 %	63,2 %	63,0 %	-0,3
Familles d'un enfant	35,3 %	25,0 %	28,9 %	14,6 %	12,2 %	10,9 %	11,0 %	11,3 %	0,3
Monoparents 2 enfants et plus			1,8 %	0,8 %	0,7 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	-0,1
Familles de 2 enfants	17,6 %	22,2 %	22,3 %	32,8 %	31,9 %	32,5 %	32,1 %	32,1 %	0,0
Familles de 3 enfants et plus	17,6 %	19,4 %	12,7 %	19,9 %	18,8 %	19,3 %	19,2 %	18,8 %	-0,4
<b>Total des familles</b>	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Familles d'un enfant	52,9 %	45,8 %	42,8 %	20,6 %	19,5 %	18,4 %	18,4 %	19,1 %	0,7
Monoparents 2 enfants et plus			4,8 %	4,4 %	4,7 %	5,6 %	5,9 %	6,0 %	0,0
Familles de 2 enfants	29,4 %	27,8 %	32,5 %	45,6 %	46,9 %	47,0 %	46,4 %	46,4 %	-0,1
Familles de 3 enfants et plus	17,6 %	26,4 %	19,9 %	29,0 %	28,9 %	29,0 %	29,2 %	28,6 %	-0,7

## T2PF 242 : CMG "structure"

Données CAF, métropole + DOM	2010 : fin de la période de montée en charge	2010 CAF	2011 CAF
<b>CMG association ou entreprise</b>		100 %	100 %
Familles d'un enfant		31 %	32 %
Monoparents 2 enfants et plus		7 %	7 %
Familles de 2 enfants		44 %	43 %
Familles de 3 enfants et plus		19 %	18 %
<b>Service d'accueil familial</b>		4 %	3 %
Micro-crèches		14 %	19 %
Garde à domicile		83 %	78 %
Mixte			0,1 %



**T2PF 252 : Effectifs de bénéficiaires du CLCA selon le type de CLCA et la situation familiale (CAF, estimation tous régimes)**

Données métropole + DOM Selon le type de CLCA et la situation familiale	2009 CAF	2010 CAF	2011 CAF	2009 Tr	2010 Tr	2011 Tr	2011/2009	2011- 2009	Structure des bénéficiaires 2011 (A)	Structure de la régression des bénéficiaires entre 2009 et 2011 (B)
<b>Familles d'un enfant</b>	37 062	36 246	34 706	38 427	37 532	35 894	-7 %	-2 533	7 %	7 %
Cessation d'activité	21 353	20 198	18 803	22 123	20 904	19 443	-12 %	-2 680	4 %	8 %
Activité au plus égale à 50 %	12 666	13 112	13 214	13 146	13 586	13 669	4 %	523	3 %	-2 %
Activité comprise entre 50 % et 80 %	2 918	2 803	2 559	3 028	2 904	2 647	-13 %	-381	0,5 %	1,1 %
CLCA couples	125	133	130	130	138	134	4 %	5	0,0 %	0,0 %
<b>Monoparents</b>	2 344	2 364	2 089	2 430	2 447	2 160	-11 %	-269	0,4 %	<b>0,8 %</b>
Cessation d'activité	1 660	1 675	1 410	1 720	1 734	1 458	-15 %	-262	0,3 %	0,8 %
Activité au plus égale à 50 %	505	506	540	524	524	559	7 %	34	0,1 %	-0,1 %
Activité comprise entre 50 % et 80 %	179	183	139	186	190	144	-23 %	-42	0,0 %	0,1 %
<b>Couples</b>	34 718	33 882	32 617	35 997	35 085	33 733	-6 %	-2 264	6 %	7 %
Cessation d'activité	19 693	18 523	17 393	20 403	19 170	17 985	-12 %	-2 418	3 %	<b>7 %</b>
Activité au plus égale à 50 %	12 161	12 606	12 674	12 621	13 062	13 110	4 %	489	2,4 %	-1,4 %
Activité comprise entre 50 % et 80 %	2 739	2 620	2 420	2 843	2 715	2 503	-12 %	-339	0,5 %	1,0 %
CLCA couples	125	133	130	130	138	134	4 %	5	0,0 %	0,0 %
<b>Familles de 2 enfants et plus</b>	516 155	500 520	486 857	535 127	518 254	503 497	-6 %	-31 629	93 %	92 %
Cessation d'activité	303 029	285 296	269 931	313 956	295 264	279 124	-11 %	-34 832	52 %	101 %
Activité au plus égale à 50 %	158 510	162 223	165 356	164 511	168 090	171 048	4 %	6 537	32 %	-19 %
Activité comprise entre 50 % et 80 %	47 232	45 744	44 392	49 020	47 398	45 920	-6 %	-3 100	9 %	9 %
CLCA couples	5 151	5 012	4 797	5 346	5 193	4 962	-7 %	-384	0,9 %	1,1 %
COLCA	2 233	2 245	2 381	2 294	2 308	2 443	6 %	149	0,5 %	-0,4 %
<b>Monoparents avec 2 enfants ou plus</b>	33 542	32 588	31 180	34 766	33 736	32 245	-7 %	-2 521	6 %	7 %
Cessation d'activité	25 642	24 586	23 078	26 567	25 445	23 864	-10 %	-2 703	4 %	<b>8 %</b>
Activité au plus égale à 50 %	5 893	6 041	6 043	6 116	6 259	6 251	2 %	135	1,2 %	-0,4 %
Activité comprise entre 50 % et 80 %	2 007	1 961	2 059	2 083	2 032	2 130	2 %	47	0,4 %	-0,1 %
<b>Couples avec 2 enfants</b>	297 793	289 026	282 172	308 801	299 310	291 838	-5 %	-16 963	54 %	49 %
Cessation d'activité	147 721	137 632	129 648	153 048	142 441	134 063	-12 %	-18 984	25 %	<b>55 %</b>
Activité au plus égale à 50 %	118 168	120 757	123 014	122 642	125 124	127 249	4 %	4 607	24 %	-13 %
Activité comprise entre 50 % et 80 %	28 777	27 557	26 546	29 866	28 554	27 460	-8 %	-2 407	5 %	7 %
CLCA couples	3 127	3 080	2 964	3 245	3 191	3 066	-6 %	-179	0,6 %	0,5 %
<b>Couples avec 3 enfants ou plus</b>	184 820	178 906	173 505	191 560	185 207	179 415	-6 %	-12 145	33 %	35 %
Cessation d'activité	129 666	123 078	117 205	134 342	127 378	121 196	-10 %	-13 145	22 %	<b>38 %</b>
Activité au plus égale à 50 %	34 449	35 425	36 299	35 753	36 706	37 549	5 %	1 795	7 %	-5 %
Activité comprise entre 50 % et 80 %	16 448	16 226	15 787	17 071	16 813	16 330	-4 %	-740	3 %	2 %
CLCA couples	2 024	1 932	1 833	2 101	2 002	1 896	-10 %	-205	0,4 %	0,6 %
COLCA	2 233	2 245	2 381	2 294	2 308	2 443	6 %	149	0,5 %	-0,4 %
<b>Familles bénéficiaires du CLCA hors intéressement</b>	553 217	536 766	521 563	573 553	555 786	539 391	-6 %	-34 162	100 %	99 %
Cessation d'activité	324 382	305 494	288 734	336 079	316 168	298 567	-11 %	-37 512	55 %	109 %
Activité au plus égale à 50 %	171 176	175 335	178 570	177 656	181 676	184 717	4 %	7 061	34 %	-21 %
Activité comprise entre 50 % et 80 %	50 150	48 547	46 951	52 049	50 303	48 567	-7 %	-3 481	9 %	10 %
CLCA couples	5 276	5 145	4 927	5 476	5 331	5 097	-7 %	-379	0,9 %	1,1 %
COLCA	2 233	2 245	2 381	2 294	2 308	2 443	6 %	149	0,5 %	-0,4 %
Bénéficiaires CLCA avec intéressement	2 263	2 268	2 062	2 349	2 350	2 133		-216	0,4 %	0,6 %
<b>Ensemble des familles bénéficiaires du CLCA</b>	555 480	539 034	523 625	575 902	558 136	541 524		-34 378	100 %	100 %

.66 % des bénéficiaires du **Cmg assistants maternels**, se situent entre les deux plafonds de ressources du Cmg ; 16,4 % des bénéficiaires ont des revenus supérieurs au plafond haut. 49 % des familles bénéficiaires n'ont qu'un enfant, **10 % sont des familles de trois enfants ou plus** (cf. T2PF 231, données Caf).

69 % des bénéficiaires du **Cmg à domicile ayant des enfants de moins de trois ans se situent au-dessus du plafond haut de ressources** (soit des revenus 2009 supérieurs à 3,5 Smic pour une famille n'ayant qu'un enfant). 24 % des bénéficiaires se situent entre les deux plafonds (soit des revenus 2009 supérieurs à 1,6 Smic pour une famille n'ayant qu'un enfant, (cf. T2PF 2411, données Caf). 2 % des bénéficiaires sont des familles monoparentales 34 % des familles n'ont qu'un enfant, 41 % des familles ont deux enfants, **23 % sont des familles de trois enfants et plus**.

Les bénéficiaires du **Cmg à domicile n'ayant que des enfants de trois à six ans** ont plus d'enfants : 47 % en ont deux et **29 % sont des familles de trois enfants et plus**, 18 % des familles n'ont qu'un enfant. Leurs revenus sont relativement moins élevés : la part des bénéficiaires ayant le plus haut niveau de ressources n'est que de 63 %, les familles situées entre les deux plafonds représentent 27 % des bénéficiaires (cf. T2PF 2412, données Caf).

Le nombre de bénéficiaires du **Cmg « structure »** (22 487 tous régimes) a été multiplié par 7,1 entre 2007 et 2011 en raison du développement des entreprises ou des associations employant des assistantes maternelles ou des employés de maison (cf. T1PF 5311 et T2PF 242, données Caf). La part des micro-crèches représente 19 % de ce mode de garde, la garde à domicile 78 %. 43 % des bénéficiaires sont des familles de deux enfants.

\* Une compensation partielle de la perte de revenus causée par l'arrêt (partiel ou total) d'une activité professionnelle a été attribuée sans condition de ressources à 541 524 bénéficiaires du **complément libre choix d'activité** (Clca) Paje en décembre 2011. (La montée en charge du Clca est terminée depuis janvier 2008).

A la différence de l'Ape, le Clca est étendu aux **familles d'un enfant** (pendant une période maximale de six mois) : elles représentent 6,6 % des bénéficiaires du Clca (35 759 familles, cf. T2PF 251-53, estimation tous régimes). Les couples avec trois enfants ou plus (176 972, tous régimes) représentent 33,2 % des bénéficiaires du Clca.

#### T2PF 250 : Bénéficiaires du Clca et de l'Ape

Tous régimes métropole + Dom	Effectifs	Evolution	Ecart / (t-1)
2003	562 639		
2004	595 305	5,8 %	32 666
2005	606 666	1,9 %	11 361
2006	611 841	0,9 %	5 176
2007	604 122	-1,3 %	-7 719
2008	591 019	-2,2 %	-13 103
2009	575 904	-2,6 %	-15 115
2010	558 199	-3,1 %	-17 705
2011	541 585	-3,0 %	-16 614
Rapport 2011/2003		-3,7 %	-21 054

Les effectifs du Clca et de l'Ape progressent jusqu'en 2006 (611 841) : ils sont alors supérieurs de + 8,7 % (49 800) au nombre de bénéficiaires de l'Ape en 2003. Toutefois, ces effectifs régressent de - 1,3 % en 2007, de - 2,2 % en 2008, de - 2,6 % en 2009, de - 3,1 % en 2010 et de - 3,0 % en 2011. En 2011, les effectifs de bénéficiaires du Clca se situent - 3,8 % en dessous de ceux de l'Ape.

T2PF 252.0 : Evolution des effectifs Clca depuis 2008 Estimation tous régimes, métropole + Dom	2008	2009	2010	2011	Variation 2011-2008	Rapport	Structure		
							2011	Variation	
Cessation d'activité	354 227	336 079	316 168	298 567	-55 660	-16 %	55 %	100 %	100 %
Couples avec 2 enfants	163 207	153 048	142 441	134 063	-29 144	-18 %		45 %	52 %
Couples avec 3 E ou +	141 392	134 342	127 378	121 196	-20 196	-14 %		41 %	36 %
Monoparents avec 2 E ou +	26 733	26 567	25 445	23 864	-2 869	-11 %		8 %	5 %
Familles d'un enfant	22 894	22 123	20 904	19 443	-3 451	-15 %		6,5 %	6,2 %
Activité au plus égale à 50 %	55 630	52 049	50 316	48 580	-7 050	-13 %	9 %		
Clca couples	5 777	5 476	5 332	5 098	-679	-12 %	1 %		
<b>Ensemble des effectifs décroissants</b>	<b>415 633</b>	<b>393 603</b>	<b>371 817</b>	<b>352 244</b>	<b>-63 389</b>	<b>-15 %</b>	<b>65 %</b>		
Activité comprise [50 % et 80 %]	170 797	177 656	181 724	184 764	13 967	8,2 %	34 %		
Colca	2 160	2 294	2 308	2 443	283	13,1 %	0,5 %		
<b>Ensemble des effectifs en progression</b>	<b>172 957</b>	<b>179 950</b>	<b>184 032</b>	<b>187 207</b>	<b>14 250</b>	<b>8,2 %</b>	<b>35 %</b>		
<b>Total (hors Clca avec intéressement) dont</b>	<b>588 591</b>	<b>573 553</b>	<b>555 848</b>	<b>539 451</b>	<b>-49 139</b>	<b>-8,3 %</b>	100 %		100 %
Familles d'un enfant	38 830	38 427	37 536	35 898	-2 932	-7,5 %	7 %		6 %
Monoparents avec 2 E ou +	34 567	34 766	33 739	32 247	-2 320	-6,7 %	6 %		5 %
Couples avec 2 enfants	317 222	308 801	299 351	291 878	-25 344	-8,0 %	54 %		52 %
Couples avec 3 E ou +	197 973	191 560	185 222	179 429	-18 544	-9,4 %	33 %		38 %

On constate un recours accru au Clca à taux partiel (qui se traduit le plus souvent par un cumul avec le Cmg).

Depuis 2008<sup>14</sup>, l'effectif total des bénéficiaires du Clca (+ 539 490) régresse de **– 8,3 % (– 49 139 bénéficiaires, estimation tous régimes à partir des données Caf, cf. T2PF 251, 252.1 et 252.0)**. Les cas de **cessation totale d'activité** (298 570, 55 % du total) sont en régression de **– 16 % (– 55 660)**. L'effectif des bénéficiaires ayant une **activité comprise au plus égale à 80 %** (48 580, 9 %) **régresse de – 13 % (– 7 050)**. L'effectif de familles bénéficiaires avec une **activité comprise entre 50 % et 80 %** (184 764, 34 % de l'ensemble) **progresses de + 8 % (+ 13 967)**.

Le nombre de familles bénéficiaires régresse de :

– 7,5 % pour les familles d'un enfant (– 2 932, 35 898 en 2011, 7 % du total) ;

– 6,7 % pour les familles monoparentales avec deux enfants ou plus (– 2 320, 32 247 en 2011, 6 % du total) ;

– **8,0 % pour celles ayant deux enfants** (– 25 344, 291 878 en 2011, 54 % du total) ;

– **9,4 % pour celles ayant trois enfants ou plus** (– 18 544, 179 428 en 2011 y compris les bénéficiaires du Colca, 33 % du total).

Les effectifs de bénéficiaires couples (5 098, 1 % du total) régressent de **– 12 % (– 680)**.

Le complément optionnel de libre choix d'activité de la Paje (Colca) a créé en juillet 2006, pour permettre aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), de bénéficier d'un congé plus court (jusqu'à un an de l'enfant) et mieux rémunéré<sup>15</sup>. Le nombre de bénéficiaires du Colca (2 443) progresse + 13 % depuis 2008 (+ 283).

### Complément familial (Cf)

L'effectif des bénéficiaires du Cf (858 892 en 2011) a régressé de **– 2,2 % depuis 2006 (– 0,5 % en 2011, – 0,2 % en 2010 après plus de – 2,2 % en 2006 et en 2007)**. La régression des effectifs de bénéficiaires du Cf retrace le déclin du nombre de **familles nombreuses**. En 2011, les familles de quatre enfants et plus représentent 20,4 % des bénéficiaires du Cf (contre 22,2 % en 2000), celles de trois enfants 70,8 % (cf. T2PF 32 Caf).

*Dans les Dom, le Cf est une prestation « jeune enfant » attribuée uniquement aux familles ayant au moins un enfant de plus de trois ans et de moins de cinq ans (et pas d'enfant de zéro à trois ans). Les familles d'un et deux enfants représentent 8,8 % des effectifs tous régimes (69,5 % des effectifs du Cf dans les Dom).*

En 2011, 28,6 % des bénéficiaires sont des couples ayant bénéficié de la **majoration du plafond de ressources du Cf pour double revenu (au sens des Pf)**. La part des familles **monoparentales (24,7 %)** a progressé de + 2,2 points depuis 2006, celle des couples sans majoration de plafond a régressé de **– 3,2 points (cf. T2PF 31 Caf)**.

*En janvier 2000, l'âge auquel les enfants sont considérés comme à charge pour le Cf a été relevé à vingt et un ans. Suite à cette mesure, les effectifs 2001 sont supérieurs de + 1,4 % à ceux de 1999.*

### Allocation de rentrée scolaire (Ars)

En 2011, l'Ars a bénéficié à 2 997 342 familles et 5 002 218 enfants (cf. T1PF 52411). En cinq ans, l'effectif des familles a régressé de **– 0,8 % (– 0,8 % en 2011)**, celui des enfants de **– 3,0 % (avec – 1,0 % en 2011)**. En 2008, les effectifs d'enfants progressent de + 2,6 % suite au report de la prise en compte des revenus et à la campagne d'information qui a accompagné la réforme de l'Ars (modulation du montant de l'Ars).

Depuis août 2002, une **Ars différentielle** est attribuée aux personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond. En 2010, **1,5 % des enfants bénéficiaires** de l'Ars perçoivent l'Ars différentielle (71 985 enfants, 39 259 familles, estimation tous régimes, cf. T2PF 43).

**La part des enfants des familles d'un enfant bénéficiaires de l'Ars (16,6 %) progresse de + 0,7 point entre 2006 et 2011.** La régression est de **– 0,3 point** pour celle des enfants des familles ayant deux enfants (à 35,4 %) et pour celle des enfants des familles de trois enfants (à 30,1 %), de **– 0,1 point** pour celle des enfants des familles de quatre enfants et plus (à 17,9 %, données Caf, cf. T2PF 41).

Dans le même temps, le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Ars régresse de 169,7 enfants en 2006 à 167,4 enfants en 2011 (estimation tous régimes, cf. T2PF 42).

## Allocation de soutien familial (Asf)

Les progressions enregistrées **en 2007 (+ 3,9 %) et en 2009 (+ 4,3 %)** de l'effectif de familles bénéficiaires de l'Asf sont dues essentiellement à l'obligation pour les bénéficiaires de l'Api et du Rsa (qui se substitue à l'Api en métropole) de faire valoir leur droit aux créances d'aliments. En l'absence de pension alimentaire, les bénéficiaires doivent faire une demande d'Asf qui pourra leur être versée pendant quatre mois (le montant de l'Api et du Rsa étant minoré d'autant). Il est à noter que la perception d'une pension entraîne la suppression de l'Asf pour les enfants concernés.

Le nombre de familles bénéficiaires de l'Asf (739 674, – 0,8 % en 2011) se situe 15 % au-dessus de son niveau de 2006. L'effectif d'enfants bénéficiaires (1 169 890, estimation tous régimes) a progressé de + 7 % depuis 2006 (+ 78 756, cf. T2PF 54). En 2011, 54 638 enfants (4,8 % des bénéficiaires Caf) ont bénéficié de l'Asf au régime général dans le cadre du délai de quatre mois suite à une demande de Rsa (cf. T2PF 510, données Caf).

**37,4 % des enfants bénéficiaires de l'Asf dans une Caf (429 835) ont un parent hors d'état** (ou sans pension fixée) : cet effectif est en progression de plus de + 16 % depuis 2006 (cf. T2PF 510). Outre la progression des familles monoparentales, cette évolution est sans doute liée à l'évolution du chômage et de son indemnisation sur la période.

Le nombre moyen d'enfants pour cent familles bénéficiaires de l'Asf progresse de + 1,3 % depuis 2006, de 156,2 en 2006 à 158,2 en 2011 (cf. T2PF 510, données Caf).

## Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeéh)

La série rectifiée des enfants bénéficiaires de l'Aeéh<sup>16</sup> (210 327 enfants, estimation tous régimes) retient une progression de **+ 5 % des effectifs en moyenne annuelle depuis 2006** (avec + 4,8 % en 2011, cf. T2PF 611.2).

**Depuis 2006, l'impact des mesures nouvelles est estimé à – 8,2 points de croissance** avec un effet nul en 2011 (cf. chapitre 2, T3PF 052). En effet, à compter d'avril 2008, une partie des bénéficiaires des compléments d'Aeéh de sixième, de cinquième, voire de quatrième catégorie peuvent opter pour la prestation de compensation du handicap (Pch).

. En avril 2002, **six nouveaux compléments** de l'allocation d'éducation spéciale se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devaient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant ;

. En janvier 2006, l'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé. **Une majoration par enfant** bénéficiaire de l'Aeéh est accordée aux **personnes isolées** (10 200 environ), parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne.

. Jusqu'en 2007, on enregistrait une progression des effectifs de bénéficiaires avec complément et un glissement d'un complément vers un autre d'un montant plus élevé (cf. T2PF 64, données Caf).

. Cette tendance s'est inversée en 2008, suite à l'ouverture du droit à la Pch (cf. chapitre 2). Ainsi, la part de bénéficiaires d'un complément de troisième, quatrième ou cinquième catégorie (18,4 %) diminue : – 1,7 point depuis 2006 avec – 0,7 point en 2011.

. Sur les cinq dernières années, la part des bénéficiaires sans complément (56,5 %) et celle des bénéficiaires avec un deuxième complément (19,7 %) progressent : respectivement + 1,6 point et + 2,3 points. Ces parts sont stables depuis 2010.

. La part des bénéficiaires du premier complément se stabilise depuis 2009 entre 3,6 % et 3,7 % (avec – 0,9 point sur cinq ans).

. Très peu de familles (1,9 %) bénéficient du complément de sixième catégorie (– 1,3 point depuis 2006, cf. T2PF 64).

**27,8 % des familles bénéficiaires sont des familles monoparentales** (soit + 2,5 points depuis 2006, cf. T2PF 631).

7,9 % des enfants bénéficient de la majoration accordée aux personnes isolées (16 700 enfants, en progression de + 6,5 % en moyenne annuelle depuis 2007, estimation tous régimes, cf. T2PF 631).

**La part des enfants handicapés de plus de onze ans (55,4 % en 2007) progresse de 3,2 points entre 2005 et 2007.** Elle atteint 61 % des enfants handicapés des familles monoparentales contre 53,5 % pour les couples : ceci s'explique en partie par les séparations des couples s'accompagnant d'un âge plus élevé des parents et des enfants.

## Nécessité de rectifier les séries de bénéficiaires de l'Aeesh

Le comptage des bénéficiaires de l'Aeesh a été modifié depuis 2006 :

Avant 2006, les bénéficiaires d'Aeesh « retour au foyer » n'étaient pas inclus. Et cette prestation était versée une fois par an.

En 2006, les bénéficiaires d'Aeesh comprennent les « retour au foyer » dont le dénombrement s'effectue sur le troisième trimestre de l'année civile (juillet, août et septembre).

En 2007, les bénéficiaires d'Aeesh comprennent les « retours au foyer » dont le dénombrement s'effectue sur le mois de décembre pour s'aligner sur la réforme de septembre 2002 qui rend cette prestation mensuelle (l'Aeesh « retour au foyer »). Ainsi en décembre 2006, 12 000 familles bénéficiaires de l'Aeesh « retour au foyer » sont dénombrées contre environ 1 100 en décembre 2007.

A compter de décembre 2011, le dénombrement des familles et des enfants s'effectue sur le trimestre civil précédent (juillet, août, septembre) du mois de référence. Par contre, pour les « retour au foyer » on ne peut déterminer la catégorie du complément d'Aeesh.

### T2PF 611.0 : Familles bénéficiaires de l'Aeesh (Caf, tous régimes, métropole, métropole + Dom) : série non rectifiée

Rappel des séries non rectifiées du fichier BENEf\_par\_prestation

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Tx moy. an. 6 ans 2011/2005
Familles Caf (métropole + Dom)	108 979	114 388	120 779	131 573	147 335	145 469	153 043	160 316	169 468	191 437	
Evolution (t) / (t-1)		5,0 %	5,6 %	8,9 %	12,0 %	-1,3 %	5,2 %	4,8 %	5,7 %	13,0 %	6,4 %
Familles Caf (métropole)	104 522	109 676	115 959	126 418	142 115	139 861	146 734	154 016	162 460	183 367	
Evolution (t) / (t-1)		4,9 %	5,7 %	9,0 %	12,4 %	-1,6 %	4,9 %	5,0 %	5,5 %	12,9 %	6,4 %
Familles Tr (métropole + Dom)	120 642	126 016	131 991	137 999	153 848	152 344	159 749	167 232	176 416	198 537	
Evolution (t) / (t-1)		4,5 %	4,7 %	4,6 %	11,5 %	-1,0 %	4,9 %	4,7 %	5,5 %	12,5 %	6,2 %
Familles Tr (métropole)	116 110	121 233	127 069	132 735	148 544	146 658	153 366	160 860	169 329	190 236	
Evolution (t) / (t-1)		4,4 %	4,8 %	4,5 %	11,9 %	-1,3 %	4,6 %	4,9 %	5,3 %	12,3 %	6,2 %
Enfants Caf (métropole + Dom)	112 894	119 380	126 040	137 372	154 747	153 066	161 482	169 401	179 551	202 806	
Evolution (t) / (t-1)		5,7 %	5,6 %	9,0 %	12,6 %	-1,1 %	5,5 %	4,9 %	6,0 %	13,0 %	6,7 %
Nombre moyen E/F Caf	103,6	104,4	104,4	104,4	105,0	105,2	105,5	105,7	105,9	105,9	0,2 %

### T2PF 611.1 : Familles bénéficiaires de l'Aeesh, séries rectifiées détaillées en métropole et métropole et Dom

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Tx moy. an. 6 ans 2011/2005
Familles Caf (métropole + Dom)	143 173	149 747	157 271	165 016	173 372	181 928	191 437	
Taux d'évolution		4,6 %	5,0 %	4,9 %	5,1 %	4,9 %	5,2 %	5,0 %
Familles Caf (métropole)	137 564	144 442	151 208	158 214	166 559	174 405	183 367	
Taux d'évolution		5,0 %	4,7 %	4,6 %	5,3 %	4,7 %	5,1 %	4,9 %
Familles Tr (métropole + Dom)	150 166	156 367	164 703	172 247	180 852	189 387	198 537	
Taux d'évolution		4,1 %	5,3 %	4,6 %	5,0 %	4,7 %	4,8 %	4,8 %
Familles Tr (métropole)	144 438	150 976	158 556	165 364	173 960	181 779	190 236	
Taux d'évolution		4,5 %	5,0 %	4,3 %	5,2 %	4,5 %	4,7 %	4,7 %

### T2PF 611.2 : Enfants bénéficiaires de l'Aeesh : séries rectifiées Caf et tous régimes, métropole + Dom - Effectifs moyens annuels

Données métropole + Dom	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Tx moy. an. 6 ans 2011/2005
Enfants Caf	149 484	157 281	165 484	174 115	183 197	192 752	202 806	
Evolution du nombre d'enfants		5,2 %	5,2 %	5,2 %	5,2 %	5,2 %	5,2 %	5,2 %
Enfants Caf en moyenne annuelle (déc t/déc t-1)		153 382	161 382	169 800	178 656	187 975	197 779	
Evolution du nombre d'enfants CAF en MA (déc t/déc t-1)			5,2 %	5,2 %	5,2 %	5,2 %	5,2 %	
Enfants Tr	156 784	164 233	173 305	181 745	191 100	200 655	210 327	
Evolution des enfants Tr		4,8 %	5,5 %	4,9 %	5,1 %	5,0 %	4,8 %	5,0 %



**T2PF 62 : Evolution en MA des effectifs d'enfants Caf pondérés par le barème (Bmaf constante, série rectifiée, Données Caf métropole et Dom)**

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Tx moy. an. 4 ans 2011/2007
Evolution des effectifs d'enfants pondérés par le barème en Bmaf constante			5,8 %	-3,3 %	11,7 %	3,5 %	2,6 %	
Evolution des effectifs d'enfants pondérés par le barème en Bmaf constante			3,5 %	0,5 %	3,3 %	4,3 %	10,1 %	
Evolution en MA des effectifs d'enfants Caf pondérés par le barème (Bmaf constante, série rectifiée)				1,2 %	4,1 %	7,4 %	3,0 %	3,9 %
Effet barème hors évolution des effectifs (évol. effectifs pondérés en MA)/(évol. effectifs en MA)				-3,1 %	-3,1 %	-1,3 %	1,9 %	

**T2PF 631 : Bénéficiaires de la majoration d'Aeeh pour les parents isolés - Familles monoparentales bénéficiaires de l'AEEH (métropole et Dom)**

Enfants Caf bénéficiaires de la <b>majoration d'Aeeh pour les parents isolés</b> (série rectifiée)			10 378	12 380	13 666	14 842	15 502	16 105	Tx moy. an. 4 ans 2011/2007
Taux d'évolution CAF				19,3 %	10,4 %	8,6 %	4,4 %	3,9 %	
Part des enfants Caf bénéficiaires de la majoration d'Aeeh pour les parents isolés					7,8 %	8,1 %	8,0 %	7,9 %	
Enfants Tr bénéficiaires de la <b>majoration d'Aeeh pour les parents isolés</b> (estimation, série rectifiée)			10 837	12 965	14 264	15 482	16 137	16 702	6,5 %
Effectifs Caf familles monoparentales : série rectifiée		34 486	37 897	39 010	42 041	44 898	48 336	53 161	2011-2006 en points
Evolution			9,9 %	2,9 %	7,8 %	6,8 %	7,7 %	10,0 %	
Part des familles monoparentales	23,8 %	24,1 %	25,3 %	24,8 %	25,5 %	25,9 %	26,6 %	27,8 %	2,5
Variation de la part des enfants des familles monoparentales		0,3	1,2	-0,5	0,7	0,4	0,7	1,2	

**T2PF 632 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeeh retour au foyer (données rectifiées, Caf, tous régimes, métropole et Dom)**

* Série rectifiée par lissage entre 2005 et 2011	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Tx moy. an. 6 ans 2011/2005
Familles Caf Série F4 rectifiée	11 695	11 500	11 308	11 119	10 934	10 751	10 572	
Evolution (t) / (t-1)		-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,67 %
Ecart / aux données FILEAS	693	-1 084	10 203	10 049	9 902	9 509	0	
Enfants Caf Série E4	12 112	11 914	11 720	11 529	11 342	11 157	10 975	
Evolution (t) / (t-1)		-1,6 %	-1,6 %	-1,6 %	-1,6 %	-1,6 %	-1,6 %	-1,63 %
Ecart / aux données FILEAS	-958	-1 140	10 575	10 420	10 264	9 849	0	
Nombre moyen E/F Caf	103,6	103,6	103,6	103,7	103,7	103,8	103,8	0,04 %
Evolution (t) / (t-1)		0,04 %	0,04 %	0,04 %	0,04 %	0,04 %	0,04 %	
Familles Tr série rectifiée	12 266	12 008	11 842	11 607	11 406	11 192	10 964	
Evolution (t) / (t-1)		-2,1 %	-1,4 %	-2,0 %	-1,7 %	-1,9 %	-2,0 %	-1,9 %
Enfants Tr série rectifiée	12 703	12 441	12 274	12 035	11 831	11 614	11 382	
Evolution (t) / (t-1)		-2,1 %	-1,3 %	-2,0 %	-1,7 %	-1,8 %	-2,0 %	-1,8 %
Part des Caf dans le nombre de familles Tr bénéficiaires de l'Aeeh	95,3	95,8	95,5	95,8	95,9	96,1	96,4	

**T2PF 64 : Enfants bénéficiaires de l'Aeeh selon le type de complément depuis 1997**

Données Caf, métropole + Dom	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011-2006 en points
Aeeh sans complément	53,4 %	55,0 %	55,6 %	54,8 %	54,9 %	54,4 %	54,6 %	55,1 %	55,4 %	56,5 %	1,6
Aeeh avec complément											
Complément 1 <sup>re</sup> catégorie	2,4 %	4,8 %	5,2 %	5,0 %	4,5 %	4,3 %	3,9 %	3,6 %	3,7 %	3,7 %	-0,9
Complément 2 <sup>e</sup> catégorie	5,3 %	12,9 %	15,8 %	16,9 %	17,3 %	18,2 %	18,6 %	19,3 %	19,6 %	19,7 %	2,3
Complément de 3 <sup>e</sup> à 5 <sup>e</sup> catégorie	8,6 %	17,3 %	19,1 %	20,0 %	20,1 %	20,1 %	20,0 %	19,4 %	19,1 %	18,4 %	-1,7
Complément 3 <sup>e</sup> catégorie	4,2 %	8,6 %	9,6 %	9,9 %	9,8 %	10,1 %	10,2 %	10,1 %	10,1 %	9,8 %	0,0
Complément 4 <sup>e</sup> catégorie	3,9 %	7,7 %	8,3 %	8,9 %	9,0 %	8,7 %	8,6 %	8,1 %	7,9 %	7,5 %	-1,5
Complément 5 <sup>e</sup> catégorie	0,5 %	1,0 %	1,1 %	1,2 %	1,3 %	1,3 %	1,2 %	1,2 %	1,1 %	1,1 %	-0,17
Complément 6 <sup>e</sup> catégorie	2,1 %	3,3 %	3,3 %	3,3 %	3,2 %	3,1 %	2,8 %	2,6 %	2,2 %	1,9 %	-1,30



## T2PF 7111 : Bénéficiaires de l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp, App) depuis 2001

Données métropole + Dom	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Rapport 2011/2006
Effectifs Ajpp-App Caf	3 941	4 421	4 666	4 428	4 396	4 581	4 581	3,6 %
Effectifs Ajpp-App tous régimes	4 094	4 589	4 849	4 513	4 529	4 667	5 123	11,6 %
Evolution effectifs tous régimes	12,0 %	12,1 %	5,7 %	-6,9 %	0,4 %	3,0 %	9,8 %	
Part des Caf / tous régimes	96,3 %	96,3 %	96,2 %	98,1 %	97,1 %	98,2 %	89,4 %	

En mai 2006, l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp) remplace l'allocation de présence parentale (App). Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés pourra prétendre à un congé de présence parentale (pour les salariés) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans.

En 2007, **pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,77 euros (47,25 euros pour un parent isolé) est versée.** Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total. Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an. Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp. L'Ajpp est fractionnable en demi-journées. Dans un couple ayant deux enfants ou plus nécessitant une présence parentale, chaque parent ouvre droit à 310 jours.

Depuis mai 2006, **un complément pour frais** (101,72 euros en 2007), soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.

## T2PF 7112 : Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp (sous CR) depuis 2006

Données Caf, métropole + Dom	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011/2006
Effectifs Caf complément pour frais Ajpp	945	1 259	1 290	1 293	1 414	1 585	68 %
Effectifs tous régimes complément pour frais Ajpp (estimation)	981	1 308	1 315	1 332	1 441	1 773	81 %

## T2PF 7121 : Familles bénéficiaires de l'Ajpp et du complément selon la taille de la famille depuis 2001

Données Caf, métropole + Dom	2005	2006	2007	2008	2009	2010		2011-2006
<b>Bénéficiaires de l'Ajpp + App selon la taille de la famille</b>								
1 enfant	38,7 %	37,4 %	37,0 %	36,5 %	35,3 %	35,8 %	35,4 %	-2,0
2 enfants	40,5 %	41,0 %	41,3 %	41,0 %	42,0 %	42,0 %	40,8 %	-0,2
3 enfants et plus	20,8 %	21,6 %	21,6 %	22,4 %	22,7 %	22,1 %	23,9 %	2,2
3 enfants	15,4 %	16,7 %	16,7 %	16,3 %	17,1 %	16,6 %	17,6 %	0,9
4 enfants et plus	5,3 %	5,0 %	5,0 %	6,1 %	5,7 %	5,5 %	6,2 %	1,3
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
<b>Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp + App selon la taille de la famille</b>								2011-2006
1 enfant		31,7 %	30,7 %	31,6 %	29,5 %	30,6 %	29,5 %	-2,2
2 enfants		41,2 %	43,7 %	42,2 %	39,7 %	43,1 %	43,7 %	2,5
3 enfants et plus		27,1 %	25,6 %	26,3 %	30,8 %	26,2 %	26,8 %	-0,3
3 enfants		19,8 %	19,1 %	18,0 %	22,7 %	19,8 %	19,8 %	0,0
4 enfants et plus		7,3 %	6,5 %	8,3 %	8,1 %	6,4 %	7,0 %	-0,3
Total		100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	
Proportion <b>femmes</b> bénéficiaires / total Ajpp-App	94,7 %	93,2 %	92,8 %	92,5 %	92,6 %	91,7 %	91,6 %	-1,6
Part des bénéficiaires <b>A(j)pp</b> bénéficiant <b>complément pour frais</b> (1)		21,4 %	27,0 %	29,1 %	29,4 %	30,9 %	31,5 %	10,1
Part des bénéficiaires de l' <b>A(j)pp</b> qui <b>perçoivent l'Aeéh</b>	48,9 %	47,2 %	49,2 %	45,9 %	44,8 %	45,9 %	46,2 %	-0,9
Part des bénéficiaires de l' <b>Aeéh</b> qui <b>perçoivent l'A(j)pp</b>	1,35 %	1,38 %	1,46 %	1,23 %	1,14 %	1,16 %	1,21 %	

(1) Le complément d'Ajpp n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.

## T2PF 7122 : Bénéficiaires de l'Ajpp et du complément pour frais selon l'âge des enfants depuis 2005

Données Caf, métropole + Dom	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011-2010	2011-2006
<b>Ventilation des familles bénéficiaires de l'Ajpp-App selon l'âge des enfants (avec double compte)</b>								
Sans enfant < 6 ans	22,2 %	22,3 %	24,1 %	23,6 %	23,7 %	24,7 %	0,9	2,5
Avec enfant(s) < 6 ans	77,8 %	77,7 %	75,9 %	76,4 %	76,3 %	75,3 %	-0,9	-2,5
Dont familles avec E < 3 ans	51,3 %	48,5 %	47,5 %	48,1 %	49,0 %	48,1 %	-0,9	-3,2
Dont familles avec E de [3 ans à < 6 ans]	39,2 %	41,5 %	39,9 %	40,8 %	40,4 %	40,1 %	-0,3	0,9
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %		
<b>Ventilation des familles bénéficiaires du complément pour frais selon l'âge des enfants (avec double compte)</b>								
Sans enfant < 6 ans	27,8 %	29,8 %	29,8 %	25,8 %	27,5 %	29,7 %	2,1	1,8
Avec enfant(s) < 6 ans	72,2 %	70,2 %	70,2 %	74,2 %	72,5 %	70,3 %	-2,1	-1,8
Dont familles avec E < 3 ans	45,2 %	43,6 %	43,0 %	43,8 %	44,6 %	40,9 %	-3,7	-4,2
Dont familles avec E de [3 ans à < 6 ans]	40,4 %	40,2 %	39,7 %	44,5 %	43,1 %	41,5 %	-1,6	1,1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %		

## Allocation journalière de présence parentale (Ajpp ou App)

En décembre 2011, 5 123 familles perçoivent l'Ajpp ou l'App, créée en janvier 2001 et modifiée en mai 2006 (cf. note du tableau T2PF 7111, chapitre 9). Les bénéficiaires de l'Ajpp cessent ponctuellement leur activité professionnelle pour s'occuper de leur enfant gravement malade, accidenté ou handicapé. Les effectifs de bénéficiaires ont progressé de + 12 % depuis 2006.

91,6 % des bénéficiaires de l'Ajpp sont des femmes, soit – 1,6 point de moins qu'en 2006.

1,2 % des bénéficiaires de l'Aeoh perçoivent l'Ajpp.

46 % des bénéficiaires de l'Ajpp perçoivent également l'Aeoh (cf. T2PF 7121, Caf).

Les familles de deux enfants représentent 41 % des bénéficiaires, les familles de un enfant 35 %, celles de trois enfants et plus 24 % (cf. T2PF 7121, Caf).

**48 % des familles ont un enfant de moins de trois ans** (– 3,2 points depuis 2006), 25 % des familles n'ont pas d'enfant de moins de six ans (+ 2,5 points depuis 2006, cf. T2PF 7122).

En décembre 2011, 1 773 familles perçoivent le **complément pour frais de l'Ajpp** ou l'App (+ 81 % par rapport à 2006, estimation tous régimes, cf. T2PF 7112).

31,5 % des familles percevant l'Ajpp<sup>17</sup> sont également bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp créé sous condition de ressources en mai 2006 (cf. note T2PF 7111, chapitre 9, T2PF 7121).

Les bénéficiaires du complément pour frais sont sans doute plus âgés que les bénéficiaires de l'Ajpp-App car ils ont plus d'enfants et moins de jeunes enfants :  
 . 27 % des bénéficiaires ont trois enfants et plus,  
 . 30 % n'ont pas d'enfant de moins de six ans (+ 1,8 point depuis 2006, cf. T2PF 7121-22, Caf).

## Aides au logement : progression de + 7,5 % des effectifs depuis 2006

Les effectifs de bénéficiaires des aides au logement (6 358 648) sont supérieurs de + 7,5 % à leur niveau de 2006, grâce à une progression de + 5,5 % en 2008 et de + 1,4 % en 2011. Ils avaient régressé de – 4,5 % entre 2011 et 2006.

. La forte augmentation enregistrée en 2008 est due à la prolongation jusqu'en décembre 2008 de la prise en compte des ressources 2006 pour le calcul du montant des aides.

. En janvier 2009, la participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à

la dépense de logement est relevée à 33 euros par an (contre 31 euros en 2008). Les effectifs sont stables en 2009 (+ 0,3 %).

. La revalorisation des barèmes intervient désormais en janvier depuis 2007<sup>18</sup> et s'est accompagnée de la modification du **seuil de non-versement** (14 euros au lieu de 24 euros). La part des allocataires exclus par ce seuil passe de 4,7 % des bénéficiaires d'une aide au logement à 2,7 % en 2007 (2,4 % en 2011, cf. T2PF 9.11).

. L'alignement du **forfait logement** de l'Api sur celui du Rmi en janvier 2007 représente – 0,7 point de croissance des dépenses.

. La régression des effectifs enregistrée en 2006 (– 2,4 %) résulte en particulier de l'absence de revalorisation des barèmes en 2006.

. Depuis janvier 2004, deux mois de chômage total sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage** (cf. chapitre 2). L'effectif des bénéficiaires de ce dispositif a régressé de – 37 % entre 2004 et 2008. Il représente 9,1 % des bénéficiaires en 2008.

### Abattements ou neutralisations des ressources des allocataires bénéficiaires d'une prestation logement pour situation de chômage

Données Caf métro. + Dom	Bénéficiaires mesures pour chômage en milliers		En % du nbre bénéficiaires P. logement
2004	863	Variation	14,9 %
2005	717	-146	12,4 %
2006	618	-99	10,9 %
2007	559	-58	9,8 %
2008	548	-12	9,1 %
2008-2004	-37 %	-315	
2009	694	146	12,2 %
2009-2004	-20 %	-169	

**L'allocation de logement familiale (Alf)** est réservée aux familles n'entrant pas dans le champ de l'Apl, qui ont à charge des enfants (nés ou à naître) ou des ascendants ou parents infirmes, ou qui forment un ménage marié depuis moins de cinq ans, le mariage ayant eu lieu avant les quarante ans de chacun des conjoints. L'Alf concentre des allocataires d'âge intermédiaire.

La part des familles bénéficiaires de l'Alf dans l'ensemble des bénéficiaires d'une aide au logement est passée de 25 % en 1990 à 19 % en 1995. Depuis, avec les relèvements successifs des loyers plafonds en Alf et l'introduction du prêt à taux zéro (qui ouvre droit à l'Alf accession mais pas à l'Apl), la part de l'Alf dans les bénéficiaires des aides au

**T2PF 9.11 : Bénéficiaires d'une aide au logement depuis 2004**

							Variation et évolution		Structure
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2011/2006	2011/2010	2011
<b>Bénéficiaires d'aides au logement (TR)</b>	5 922 628	5 961 584	6 290 560	6 309 070	6 273 537	<b>6 358 648</b>	<b>436 020</b>	<b>85 111</b>	<b>100 %</b>
Evolution TR	-2,4 %	0,7 %	5,5 %	0,3 %	-0,6 %	1,4 %	7,4 %	1,4 %	
<b>Allocation logement familiale (ALF)</b>	1 245 162	1 261 007	1 345 740	1 350 436	1 328 340	<b>1 325 059</b>	<b>79 897</b>	<b>-3 281</b>	<b>20,8 %</b>
Evolution TR	-0,9 %	1,3 %	6,7 %	0,3 %	-1,6 %	-0,2 %	6,4 %	-0,2 %	
<b>Aide personnalisée au logement (APL)</b>	2 482 079	2 493 152	2 613 397	2 611 660	2 613 249	<b>2 670 294</b>	<b>188 215</b>	<b>57 045</b>	<b>42,0 %</b>
Evolution TR	-3,2 %	0,4 %	4,8 %	-0,1 %	0,1 %	2,2 %	7,6 %	2,2 %	
<b>Allocation logement sociale (ALS)</b>	2 195 387	2 207 425	2 331 423	2 346 974	2 331 948	<b>2 363 295</b>	<b>167 908</b>	<b>31 347</b>	<b>37,2 %</b>
Evolution TR	-2,4 %	0,5 %	5,6 %	0,7 %	-0,6 %	1,3 %	7,6 %	1,3 %	
<b>Etudiant TR (ALS + APL + ALF, estimation)</b>	724 318	712 904	710 605	728 689	744 942	854 351	130 033	109 409	<b>13,4 %</b>
Evolution CAF	-2,0 %	-1,4 %	-0,1 %	2,7 %	2,4 %	Yc apprentis	NS	NS	
% d'étudiants / bénéficiaires d'une P. logement (CAF, estim. TR)	12,2 %	12,0 %	11,3 %	11,5 %	11,9 %	13,4 %			
<b>Bénéficiaires Location TR (estimation)</b>	5 364 239	5 415 652	5 697 147	5 745 962	5 749 802	<b>5 842 448</b>	478 210	92 646	<b>91,9 %</b>
Evolution TR	-1,7 %	1,0 %	5,2 %	0,9 %	0,1 %	1,6 %	<b>8,9 %</b>	<b>1,6 %</b>	<b>100 %</b>
ALF location (estimation TR)	943 363	953 948	1 004 524	1 022 406	1 019 359	1 019 529	76 165	169	<b>17,5 %</b>
APL location (estimation TR)	2 284 898	2 316 518	2 431 825	2 446 740	2 464 871	2 525 462	240 564	60 591	<b>43,2 %</b>
ALS location (estimation TR)	2 135 977	2 145 186	2 260 798	2 276 817	2 265 573	2 297 458	161 481	31 886	<b>39,3 %</b>
<b>Bénéficiaires Location : structure CAF selon l'âge</b>									
Moins de 25 ans	21,1 %	20,8 %	20,7 %	20,8 %	21,1 %	21,2 %			
De 25 à 29 ans	11,6 %	11,5 %	12,0 %	11,9 %	11,6 %	11,5 %	-1,8	-0,2	
De 30 à 39 ans	21,8 %	21,3 %	20,9 %	20,6 %	20,3 %	20,0 %			
De 40 à 49 ans	18,4 %	18,6 %	18,6 %	18,8 %	18,9 %	19,0 %	1,8	0,2	
50 ans et plus	27,1 %	27,8 %	27,9 %	27,9 %	28,2 %	28,3 %			
Dont 60 ans et plus	15,2 %	15,7 %	15,8 %	15,8 %	16,0 %	15,9 %			
<b>Bénéficiaires Accession TR (estimation)</b>	558 389	545 932	593 413	563 108	523 734	<b>516 200</b>	-42 190	-7 535	<b>8,1 %</b>
Evolution TR	-8,9 %	-2,2 %	8,7 %	-5,1 %	-7,0 %	-1,4 %	-7,6 %	-1,4 %	<b>100 %</b>
ALF accession (estimation TR)	301 799	307 059	341 216	328 030	308 981	305 530	3 732	-3 450	<b>59,2 %</b>
APL accession (estimation TR)	197 181	176 634	181 572	164 920	148 378	144 832	-52 349	-3 546	<b>28,1 %</b>
ALS accession (estimation TR)	59 410	62 239	70 625	70 157	66 375	65 837	6 427	-539	<b>12,8 %</b>
<b>Bénéficiaires Accession : structure CAF selon l'âge</b>									
Moins de 29 ans	9,1 %	9,3 %	10,0 %	10,1 %	9,7 %	9,5 %	-2,2	-1,0	
De 30 à 39 ans	43,4 %	43,2 %	42,9 %	42,5 %	41,5 %	40,7 %			
De 40 à 49 ans	32,4 %	32,6 %	32,9 %	33,4 %	34,4 %	35,2 %	2,2	1,0	
50 ans et plus	15,2 %	14,9 %	14,2 %	14,1 %	14,4 %	14,6 %			
<b>Bénéficiaires selon la structure familiale (CAF)</b>									
<b>ALF</b> Isolés sans personne à charge	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	-0,1	0,0	
Isolés avec personne(s) à charge	44,0 %	46,5 %	45,2 %	45,2 %	47,5 %	47,7 %	3,7	0,2	
Couples sans personne à charge	2,6 %	2,3 %	2,4 %	2,3 %	2,2 %	2,2 %	-0,4	0,0	
Couples avec personne(s) à charge	52,9 %	50,8 %	52,1 %	52,1 %	50,0 %	49,8 %	-3,1	-0,2	
<b>APL</b> Isolés sans personne à charge	42,0 %	42,8 %	43,1 %	43,8 %	44,2 %	44,2 %	2,2	0,0	
Isolés avec personne(s) à charge	23,7 %	23,8 %	23,2 %	23,6 %	23,9 %	24,0 %	0,3	0,0	
Couples sans personne à charge	6,6 %	6,6 %	7,0 %	7,0 %	7,0 %	7,3 %	0,8	0,3	
Couples avec personne(s) à charge	27,8 %	26,8 %	26,6 %	25,7 %	24,9 %	24,5 %	-3,2	-0,3	
<b>ALS</b> Isolés			89,2 %	89,2 %	89,3 %	89,2 %			-0,1
Moins de 29 ans			37,2 %	37,6 %	38,3 %	39,0 %			0,7
60 ans et plus			21,9 %	21,6 %	21,5 %	21,0 %			-0,5
<b>Impayé de loyer TR : estimation (ALF + APL + ALS)</b>					68 604	<b>193 229</b>			
Part ALF					NS	19,5 %			
Part APL						63,4 %			
Part ALS						17,0 %			
<b>Impayé de loyer ALF TR : estimation</b>					33 770	<b>37 481</b>			
Evolution du nombre d'impayés de loyer ALF CAF					2,0 %	11,0 %			
<b>Impayé de loyer CAF / nombre de bénéficiaires ALF</b>					2,5 %	<b>2,8 %</b>			
<b>ALF</b> Isolés sans personne à charge					0,2 %	0,2 %			
Isolés avec personne(s) à charge					56,3 %	55,9 %			
Couples sans personne à charge					1,1 %	1,3 %			
Couples avec personne(s) à charge					42,4 %	42,6 %			
<b>Impayé de loyer APL TR : estimation</b>					5 469	122 534			
Evolution du nombre d'impayés de loyer APL CAF					Sous-estimé	NS			
<b>Impayé de loyer CAF / nombre de bénéficiaires APL</b>						<b>4,6 %</b>			
<b>APL</b> Isolés sans personne à charge					36,1 %	32,4 %			
Isolés avec personne(s) à charge					30,7 %	36,1 %			
Couples sans personne à charge					7,1 %	5,2 %			
Couples avec personne(s) à charge					26,1 %	26,3 %			
<b>Impayé de loyer ALS TR : estimation</b>					29 365	33 215			
Evolution du nombre d'impayés de loyer ALS CAF						13,3 %			
<b>Impayé de loyer CAF / nombre de bénéficiaires ALS</b>					1,2 %	<b>1,3 %</b>			
<b>ALS</b> Isolés sans personne à charge					88,5 %	88,2 %			
Couple sans personne à charge					11,5 %	11,8 %			
<b>Personnes couvertes par une aide au logement (estimation TR)</b>	12 886 453	12 892 410	13 593 950	13 534 461	13 381 402	13 509 063	622 610		
Nbre personnes couvertes pour 100 bénéficiaires d'une P. logement	217,6	216,3	216,1	214,5	213,3	212,5	-2,4 %		
Allocataires + conjoints en % de la population couverte	59,5 %	59,6 %	60,0 %	60,2 %	60,2 %	60,4 %	0,9		
Enfants à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble	40,3 %	40,1 %	39,7 %	39,5 %	39,5 %	39,3 %	-1,0		
Personnes à charge au sens de l'AL en % de l'ensemble	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,1		
% personnes <b>ne bénéficiant que d'une P. logement</b> / tot. logement (CAF)	49,4 %	50,1 %	50,6 %	48,2 %	47,6 %	<b>47,5 %</b>	-2,0		
Proportion bénéficiaires d'une <b>P. logement et d'au moins un minimum social</b> / total bénéficiaires logement			19,4 %	21,0 %	22,1 %	<b>22,8 %</b>			
<b>Allocataires ayant un montant &lt; au seuil de versement (estim. TR)</b>	Seuil = 24 € 280 564	Seuil = 15 € 159 813	Seuil = 15 € 155 942	Seuil = 15 € 146 289	Seuil = 15 € 150 811	Seuil = 15 € <b>150 325</b>	-46,4 % -130 239		
Bénéficiaires en dessous du seuil de versement / total (estim. TR = CAF)	4,7 %	2,7 %	2,5 %	2,3 %	2,4 %	2,4 %		-487	
<b>Montant moyen perçu en décembre par bénéficiaire</b>	194	196	204	211	215	219		-4 %	
(données CAF, en euros courants) - Evolution CAF en %		0,9 %	4,2 %	3,5 %	1,5 %	2,1 %	12,8 %		
ALF	236	238	247	259	262	267	12,9 %	17 %	
ALS	161	163	172	177	179	183	13,4 %	-20 %	
APL	202	203	210	217	222	227	12,5 %	0 %	

logement s'est redressée légèrement : 20 % des aides en 2000 jusqu'à 21,4 % en 2008-2009 (20,8 % en 2011, cf. *TIPF 53110*). L'effectif des bénéficiaires (1 325 059) progresse de + 6,4 % depuis 2006 (avec - 1,5 % depuis 2008).

48 % des bénéficiaires Caf sont des isolés avec personne(s) à charge, 50 % des couples avec personne(s) à charge (cf. *T2PF 911*).

Le nombre de familles bénéficiaires de **l'aide personnalisée au logement** (Apl, 2 670 294) a progressé de + 7,6 % entre 2006 et 2011 avec + 2,2 % depuis 2010). L'Apl est versée à 42,0 % des bénéficiaires d'une prestation logement. L'Apl bénéficie potentiellement à toute personne habitant un logement conventionné.

44 % des bénéficiaires sont des isolés sans personne à charge, 24 % des isolés avec personne(s) à charge, 24,9 % des couples avec personne(s) à charge.

**L'allocation de logement sociale** (Als) bénéficie le plus souvent à des isolés (89 %), âgés de moins de vingt-cinq ans (39 %) ou de plus de soixante ans (21 %).

Les bénéficiaires de l'Als (2 363 295) représentent 37 % des bénéficiaires d'une aide au logement. Ils ont augmenté de + 3,7 % depuis 2005 (avec + 5,6 % en 2008, + 0,7 % en 2009 et - 0,6 % en 2010).

- Les effectifs en secteur **locatif** (92 % de l'ensemble des bénéficiaires d'une aide au logement dans les Caf, 5 842 744 estimation tous régimes) ont progressé de + 2,6 % depuis 2008. La progression en 2011 est de + 2,5 % pour l'Apl, de + 1,4 % pour l'Alf et de 0 % pour l'Alf. 43 % des bénéficiaires en locatif relèvent de l'Apl, 39 % de l'Als, 18 % de l'Alf.

- Les effectifs Caf de bénéficiaires en **accession** (516 200 estimation tous régimes) représentent 8 % des bénéficiaires Caf d'une aide au logement. L'Alf représente plus de 59 % des bénéficiaires en accession. La régression des effectifs atteint - 13 % depuis 2008, - 1,4 % en 2011.

- Les effectifs des **étudiants** bénéficiant d'une aide au logement (854 351 estimation tous régimes) représentent 13,4 % des bénéficiaires en 2011 contre 12,2 % en 2006. Ils seraient en progression de + 19 % depuis 2006.

- **La population couverte** par ces aides serait de l'ordre de 13 509 100 personnes, en progression de + 4,8 % depuis 2006 (de l'ordre de + 622 600). L'effectif moyen est de 212,5 personnes couvertes pour 100 bénéficiaires (avec - 2,4 % en cinq ans).

La population des bénéficiaires vieillit. La part des effectifs âgés de plus de quarante ans progresse de + 1,8 point au niveau des bénéficiaires location (à 47,2 %, données Caf) et de + 2,2 points parmi les bénéficiaires en accession (à 49,8 %).

- **Les impayés de loyers**<sup>19</sup> concernent 1,3 % des bénéficiaires de l'Als, 2,8 % de ceux de l'Alf et 4,6 % de ceux de l'Apl. Les isolés avec personne(s) à charge représentent 56 % des impayés de loyer Alf et 36 % des impayés de loyer Apl.

48 % des bénéficiaires d'une aide au logement ne perçoivent pas d'autre prestation. 23 % perçoivent également au moins un minimum social.

Le montant moyen mensuel perçu quelque soit le type d'aide au logement est de 219 euros en 2011, en progression de près de 13 % en euros courants depuis 2006. Comparé au montant moyen de l'Apl, le montant moyen d'Alf se situe à + 17 %, celui d'Als à - 17 % en dessous, la moyenne à - 4 %.

## Minima sociaux

### *Le Rsa remplace le Rmi, l'Api et les autres dispositifs d'aide à l'emploi*

Le Rsa se substitue au Rmi, à l'Api et aux autres dispositifs d'aide à l'emploi en juin 2009 pour la métropole et en janvier 2011 pour les Dom<sup>20</sup>.

Le nombre de bénéficiaires de ces trois minima a progressé de + 65 % en dix ans avec + 20 % entre 2001 et 2006, **+ 38 % depuis 2006 et + 3,1 % en 2011.**

Au 31 décembre 2011, 2 067 316 allocataires ont bénéficié du Rsa<sup>21</sup> (données tous régimes, métropole + Dom, cf. *TIPF 5311*).

Trois catégories d'allocataires peuvent être distinguées :

. les foyers bénéficiaires du Rsa « socle seulement » (1 359 420, soit 66 % du total) qui n'ont pas de revenus d'activité, ou bien qui sont en période de cumul intégral. Pour ces derniers, l'ensemble de leurs revenus d'activité est neutralisé pendant les trois mois qui suivent la reprise d'emploi ;

. les foyers bénéficiaires du Rsa socle et activité (229 781, soit 11 % du total) qui ont de faibles revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est inférieur à un montant forfaitaire ;

. les foyers bénéficiaires du Rsa « activité seulement » (477 983, soit 23 % du total) qui ont des revenus d'activité et dont l'ensemble des ressources est supérieur au montant forfaitaire.

**T2PF 9.62 : Bénéficiaires du Rsa en 2011 (données Caf, métropole, Dom, métropole + Dom)**

Données Caf	2011 Métropole + Dom									Structure M+D Total 2011	
	RSA jeunes			RSA non majoré			RSA majoré				Total 2011
	socle seulement	socle +activité	activité seulement	socle seulement	socle +activité	activité seulement	socle seulement	socle +activité	activité seulement		
* Selon la situation familiale	2 122	702	6 348	1 146 669	199 561	413 829	197 518	21 677	43 944	2 032 370	100 %
Couples	148	122	1 233	173 226	59 768	147 600	5		1,0 %	382 103	19 %
Sans personne à charge	148	122	1 233	36 128	11 981	29 036				78 648	4 %
1 personne à charge				41 955	15 098	43 417	1			100 471	5 %
2 personnes à charge				41 111	16 288	41 894	1			99 294	5 %
3 personnes à charge				29 308	9 792	20 438	1		1	59 540	3 %
4 personnes à charge ou +				24 724	6 609	12 815	2			44 150	2 %
F. monoparentales				271 786	51 486	119 248	187 862	20 417	42 238	693 037	34 %
Femme + 1 personne à charge				119 341	27 861	70 971	80 859	9 942	21 964	330 938	16 %
Femme + 2 personnes à charge				74 467	14 540	32 276	52 145	6 159	13 421	193 008	9 %
Femme + 3 pers. à charge ou +				54 769	5 445	8 055	49 314	3 353	4 610	125 546	6 %
Homme + 1 personne à charge				13 322	2 128	4 752	3 458	608	1 383	25 651	1 %
Homme + 2 pers. à charge ou +				9 887	1 512	3 194	2 086	355	860	17 894	1 %
Personnes seules	1 974	580	5 115	701 632	88 304	146 973	9 642	1 259	1 705	957 184	47 %
Femmes	794	307	3 090	219 193	40 784	79 670	9 592	1 240	1 695	356 365	18 %
Hommes	1 180	273	2 025	482 439	47 520	67 303	50	19	10	600 819	30 %
Type famille inconnu				25	3	8	9	1		46	0 %
* Selon l'âge	2 122	702	6 348	1 146 669	199 561	413 829	197 518	21 677	43 944	2 032 370	100 %
Moins de 30 ans	2 122	702	6 347	254 555	44 221	96 361	114 758	9 047	16 063	544 176	27 %
Moins de 20 ans	178	89	701	4 349	700	1 173	15 191	599	329	23 309	1 %
20 à 24 ans	1 943	611	5 635	30 999	6 677	15 401	52 301	4 052	6 224	123 843	6 %
25 à 29 ans	1	2	11	219 207	36 844	79 787	47 266	4 396	9 510	397 024	20 %
Entre 30 et 49 ans				615 110	110 522	243 256	78 408	11 472	26 325	1 085 093	53 %
30 à 34 ans				171 646	27 835	63 784	33 579	3 620	8 845	309 309	15 %
35 à 39 ans				149 327	25 836	59 105	23 961	3 254	7 830	269 313	13 %
40 à 44 ans				150 724	28 306	61 608	14 509	2 804	6 230	264 181	13 %
45 à 49 ans				143 413	28 545	58 759	6 359	1 794	3 420	242 290	12 %
50 ans ou plus			1	277 004	44 818	74 212	4 352	1 158	1 556	403 101	20 %
50 à 54 ans				119 425	22 964	42 779	2 789	821	1 236	190 014	9 %
55 à 59 ans				98 363	15 995	25 665	1 172	279	282	141 756	7 %
60 à 24 ans				50 947	5 403	5 420	286	50	27	62 133	3 %
65 ans ou plus				8 150	447	332	35	3	1	8 968	0,4 %
Age inconnu			1	119	9	16	70	5	10	230	0,01 %
* Selon le montant versable	2 122	702	6 348	1 146 669	199 561	413 829	197 518	21 677	43 944	2 032 370	100 %
Inférieur à 50 €	59		1 036	12 920	207	45 249	1 812	26	3 889	65 198	3 %
De 50 à 99 €	56	5	1 728	13 485	1 110	67 271	2 714	92	5 511	91 972	5 %
De 100 à moins de 150 €	45	10	1 549	22 362	2 291	77 613	2 599	195	6 620	113 284	6 %
De 150 à moins de 200 €	45	25	1 172	24 338	3 128	80 389	3 191	372	6 879	119 539	6 %
De 200 à moins de 250 €	47	33	545	17 188	4 775	64 400	4 296	813	6 829	98 926	5 %
De 250 à moins de 300 €	43	193	198	17 004	27 991	37 374	6 961	1 808	5 872	97 444	5 %
De 300 à moins de 350 €	23	199	90	26 599	36 655	22 396	13 578	2 549	4 149	106 438	5 %
De 350 à moins de 400 €	33	144	27	51 117	43 697	10 743	19 700	3 392	2 482	131 335	6 %
De 400 à moins de 450 €	1 554	37	3	608 590	21 925	54 59	43 156	3 198	1 193	685 115	34 %
De 450 à moins de 500 €	110	25		139 558	18 139	1 527	14 604	3 027	327	177 317	9 %
De 500 à moins de 550 €	4	15		37 978	12 886	755	31 44	2 359	131	85 542	4 %
De 550 à moins de 600 €	96	14		88 104	9 036	266	25 718	1 609	45	124 888	6 %
De 600 à moins de 650 €				24 951	5 687	124	7 867	925	11	39 565	2 %
De 650 à moins de 700 €	1			8 984	5 910	40	8 734	648	3	24 320	1 %
De 700 à moins de 1000 €	6	1		52 136	5 908	23	10 921	645	3	69 643	3 %
600 € et plus		1		1 355	216		253	19		1 844	0 %
Moins de 300 €	295	266	6 228	107 297	39 502	372 296	21 573	3 306	35 600	586 363	29 %
De 300 à moins de 400 €	56	343	117	77 716	80 352	33 339	33 278	5 941	6 631	237 773	12 %
De 400 à moins de 450 €	1 554	37	3	608 590	21 925	5 459	43 156	3 198	1 193	685 115	34 %
450 € et plus	217	56		353 066	57 782	2 735	99 511	9 232	520	523 119	26 %



**Les bénéficiaires du Rsa jeunes** (9 498) représentent **0,5 %** de l'effectif total. 23 % perçoivent le Rsa « socle seulement », 69 % les Rsa « activité seulement ».

Le nombre de bénéficiaires d'une **majoration pour isolement** est estimé à 267 500 (tous régimes), soit **13 %** des bénéficiaires du Rsa.

47 % des bénéficiaires du Rmi sont des personnes seules, 34 % des familles monoparentales, 19 % des couples (cf. T2PF 9.62, données Caf).

53 % des bénéficiaires Caf ont entre trente et quarante-neuf ans, 27 % ont moins de trente ans, 20 % cinquante ans ou plus.

29 % des bénéficiaires perçoivent moins de 300 euros ; 34 % touchent de 400 à 450 euros, 26 % ont droit à 450 euros et plus.

La population couverte (4 408 095) par les 2 067 316 bénéficiaires du Rsa atteint 7 % de la

population française en 2011 contre 6,2 % en 2010 (cf. T2PF 9.52).

### **Population couverte par les minima sociaux versés par les Caf**

2 503 998 personnes relevant des Caf ont bénéficié en 2011 d'au moins un des minima sociaux, soit une progression de **+ 11,9 % depuis 2006** (+ 266 281, dont + 151 678 pour l'Aah, cf. T2PF 9.51).

En tenant compte des personnes à charge, la **population couverte par les minima sociaux versés par les Caf** atteint 4 676 296 personnes, soit **+ 10 % depuis 2006** (avec - 9,8 % en 2007, + 8,5 % en 2009 et + 3,5 % en 2011).

Une estimation **tous régimes** conduit à 2,6 millions de bénéficiaires avec une population couverte de l'ordre de 4,8 millions.

### **T2PF 9.51 : Population couverte par le Rsa depuis 2010**

Données métropole + Dom	Bénéficiaires		Nbre moyen de personnes couvertes par 100 bénéficiaires du Rsa		Nombre de personnes couvertes	Evolution	En % de la population Insee
	Rsa	Evolution					
Caf métro + Dom				Evolution			
2010	1 797 714		211		3 791 918		
2011	2 032 370	13,1 %	213	1,1 %	4 334 256	14,3 %	
Tous régimes							
2010	1 833 968		211		3 877 326		6,2 %
2011	2 067 316	12,7 %	214	1,0 %	4 415 665	13,9 %	7,0 %

Sources : Cnaf Dser F. Mathieu, T. Van Wassenhove, M.-J. Robert, C. Salesses :

« Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2011 », page 157.

Christèle Laporte pour les données Cmsa (données semestrielles en droits ouverts au mois de décembre).

### **T2PF 9.52 : Bénéficiaires d'au moins un des minima sociaux depuis 2002 - Population couverte**

	Rsa socle (yc Rsa socle + activité)	Rmi	Api	Aah	Rso	Bénéficiaires d'au moins un minimum	Evolution hors Rso	Nbre moyen de personnes couvertes par 100 bénéficiaires minimum	Nombre de personnes couvertes	Evolution
<b>Métropole + Dom</b>								Evolution		
2006		1 255 549	216 278	772 296		2 237 717	0,2 %	190	4 250 207	0,4 %
2007		1 151 180	204 304	781 972		2 075 151	-7,3 %	185	3 832 363	-9,8 %
2008		1 120 527	199 500	817 851		2 134 611	2,9 %	187	3 982 134	3,9 %
2009	1 292 896	139 332	29 763	851 316		2 324 745	8,9 %	186	4 321 522	8,5 %
2010	1 797 714	183 194		883 276		2 417 845	4,0 %	187	4 516 192	4,5 %
2011	1 568 241			923 974	12 119	2 503 998	3,1 %	187	4 676 296	3,5 %
<b>Rapport Caf 2011 / 2006</b>						Hors Rso :	<b>11,4 %</b>		Yc Rso	10,0 %
<b>Cmsa</b>										
2010	21 708			31 674		53 382		186	99 179	
2011	21 003			32 611		53 614	0,4 %	184	98 552	-0,6 %
<b>Effectifs tous régimes (métropole + Dom)</b>										
2010	1 819 422	140 183	30 225	914 950		2 471 227		187	4 615 371	
2011	1 589 244			956 585	12 119	2 557 612	3,5 %	187	4 774 848	3,5 %

Sources : Cnaf Dser F. Mathieu, T. Van Wassenhove, M.-J. Robert, C. Salesses « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2011 », page 30. Cmsa, Christèle Laporte. Les effectifs Rsa correspondent aux données semestrielles non consolidées en droits ouverts au 31 décembre de l'année indiquée.



**T2PF 8.1 : Ventilation des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)**

Données Caf métropole et Dom	1997	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Méto.	Dom
Ensemble	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
Moins de 30 ans	20,3 %	17,9 %	17,1 %	16,5 %	15,8 %	15,5 %	15,2 %	15,1 %	14,9 %	14,5 %	14,3 %	14,1 %	13,7 %	13,7 %	14,2 %
De 30 à 39 ans	27,1 %	26,4 %	25,9 %	25,3 %	24,7 %	24,0 %	23,2 %	22,4 %	21,8 %	20,8 %	20,2 %	19,6 %	18,9 %	18,9 %	18,2 %
De 40 à 59 ans	45,4 %	49,3 %	50,9 %	52,4 %	53,8 %	55,0 %	56,8 %	57,5 %	58,1 %	58,5 %	59,2 %	59,5 %	59,8 %	59,8 %	60,6 %
<b>De 40 à 49 ans</b>	<b>26,0 %</b>	<b>27,2 %</b>	<b>27,5 %</b>	<b>27,8 %</b>	<b>28,1 %</b>	<b>28,4 %</b>	<b>28,7 %</b>	<b>28,9 %</b>	<b>29,0 %</b>	<b>28,9 %</b>	<b>28,9 %</b>	<b>28,7 %</b>	<b>28,4 %</b>	28,5 %	28,3 %
<b>De 50 à 59 ans</b>	<b>19,5 %</b>	<b>22,1 %</b>	<b>23,4 %</b>	<b>24,6 %</b>	<b>25,6 %</b>	<b>26,6 %</b>	<b>28,1 %</b>	<b>28,6 %</b>	<b>29,1 %</b>	<b>29,6 %</b>	<b>30,3 %</b>	<b>30,8 %</b>	<b>31,4 %</b>	31,3 %	32,2 %
De 60 ans et plus	7,1 %	6,4 %	6,0 %	5,8 %	5,7 %	5,6 %	4,8 %	5,0 %	5,2 %	6,2 %	6,3 %	6,9 %	7,6 %	7,6 %	7,1 %

**T2PF 8.2 : Ventilation des bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille - Couples avec deux Aah depuis 2000 (données Caf, métropole + Dom)**

Total Aah							100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Aah sans enfant							84,5 %	84,7 %	84,8 %	84,9 %	84,8 %	84,7 %	84,7 %	84,7 %	84,3 %
Aah avec enfant(s)							15,5 %	15,3 %	15,2 %	15,1 %	15,2 %	15,3 %	15,3 %	15,3 %	15,7 %
Isolés	74,1 %	74,2 %	74,5 %	74,8 %	75,0 %	75,1 %	75,5 %	75,8 %	75,7 %	75,9 %	75,9 %	75,9 %	75,9 %	75,7 %	82,5 %
Isolés sans enfant						70,0 %	70,4 %	70,6 %	70,5 %	70,5 %	70,5 %	70,4 %	70,2 %	70,2 %	74,8 %
Isolés avec enfant(s)						5,1 %	5,1 %	5,2 %	5,3 %	5,4 %	5,5 %	5,5 %	5,5 %	5,5 %	7,7 %
Couples	25,9 %	25,8 %	25,5 %	25,2 %	25,0 %	24,9 %	24,5 %	24,2 %	24,3 %	24,1 %	24,1 %	24,1 %	24,1 %	24,3 %	17,5 %
Couples sans enfant						14,5 %	14,3 %	14,2 %	14,4 %	14,3 %	14,3 %	14,4 %	14,5 %	14,5 %	9,5 %
Couples avec enfant(s)						10,4 %	10,1 %	10,0 %	9,9 %	9,8 %	9,8 %	9,7 %	9,7 %	9,8 %	8,0 %
Dont couples percevant deux Aah	2,1 %	2,1 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	2,3 %	1,1 %

**T2PF 8.3 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)**

De 50 % à 79 %	27,1 %	27,9 %	28,6 %	29,1 %	29,7 %	30,5 %	30,7 %	31,1 %	31,6 %	33,2 %	34,6 %	36,3 %	36,0 %	45,1 %
80 % et plus	72,9 %	72,1 %	71,4 %	70,9 %	70,3 %	69,5 %	69,3 %	68,9 %	68,4 %	66,8 %	65,4 %	63,7 %	64,0 %	54,9 %

**T2PF 8.4 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)**

Aah à taux plein	61,4 %	62,6 %	63,2 %	63,1 %	63,3 %	63,8 %	65,8 %	65,6 %	65,5 %	64,7 %	64,6 %	61,8 %	61,1 %	60,6 %	76,4 %
Aah à taux réduit	38,6 %	37,4 %	36,8 %	36,9 %	36,7 %	36,2 %	34,2 %	34,4 %	34,5 %	35,3 %	35,4 %	38,2 %	38,9 %	39,4 %	23,6 %

**T2PF 8.5 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah en % du nombre de bénéficiaires de l'Aah depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)**

Ensemble complément ou Grph	18,6 %	20,6 %	20,8 %	20,8 %	20,8 %	21,0 %	21,5 %	22,0 %	21,9 %	22,1 %	22,2 %	21,7 %	21,4 %	21,7 %	11,6 %
Ancien complément (Afh)	18,6 %	20,6 %	20,8 %	20,8 %	20,8 %	21,0 %	1,8 %	1,0 %	0,6 %	0,4 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,0 %
Majoration pour la vie autonome (Mva)							16,3 %	14,7 %	14,8 %	15,2 %	15,4 %	15,1 %	14,8 %	14,9 %	9,6 %
Garantie de ressources pour handicapés (Grph)							3,3 %	6,3 %	6,4 %	6,5 %	6,6 %	6,5 %	6,6 %	6,7 %	2,0 %

**T2PF 8.6 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle depuis 2000 (données Caf, métropole + Dom)**

Travaillant en milieu protégé	11,9 %	11,8 %	11,8 %	11,7 %	11,7 %	11,7 %	11,4 %	11,7 %	11,4 %	11,1 %	11,0 %	10,8 %	11,0 %	4,9 %
Travaillant en milieu ordinaire ou ne travaillant pas	88,1 %	88,2 %	88,2 %	88,3 %	88,3 %	88,3 %	88,6 %	88,3 %	88,6 %	88,9 %	89,0 %	89,2 %	89,0 %	95,1 %

## Allocation aux adultes handicapés (Aah)

En janvier 2009, la condition d'inactivité professionnelle pour bénéficier de l'Aah pour les personnes ayant un taux d'incapacité inférieur à 80 % est supprimée (elle ne l'est pas pour le Crph). Le montant moyen mensuel de l'Aah de base est de 729,03 euros en 2011 (cf. T1PF 7651).

\* Les bénéficiaires de **l'allocation aux adultes handicapés de base** (956 585 au 31 décembre 2011) connaissent une forte progression depuis 2008 : + 19 % depuis 2006 (avec + 4,6 % en 2011) contre + 9,4 % entre 2001 et 2006.

Bénéficiaires Aah Données métropole + Dom	2011 Estim. Tr	Variation 2011-2006 Tr	2011 % Caf	Structure 2011 - 2006 en points
<b>Début de dossier</b>	240 199	-9 981	25 %	
10 ans et plus	15 868	-34 361	2 %	-4,6
[5 ans [10 ans	43 744	-13 037	5 %	-2,5
Moins de 5 ans	180 586	37 417	19 %	1,1
<b>Renouvellement et maintien</b>	716 386	162 760	<b>75 %</b>	
Plus de 10 ans	45 132	20 694	5 %	1,7
[5 ans [10 ans	161 216	4 914	17 %	-2,6
Moins de 5 ans	510 039	137 152	53 %	6,9
<b>Total (yc maintien)</b>	956 585	152 779	100 %	
Plus de 10 ans	61 000	-13 667	6 %	-2,9
[5 ans [10 ans	204 960	-8 123	21 %	-5,1
Moins de 5 ans	690 625	174 569	<b>72 %</b>	8,0

Source : Cnaf fichier Filesas, estimation tous régimes.

Pour 72 % des bénéficiaires de l'Aah, l'avis de la Cdaph<sup>22</sup> date de moins de cinq ans. 75 % des dossiers ont déjà fait l'objet d'un renouvellement.

. 60 % de la population des bénéficiaires de l'Aah ont entre quarante ans et cinquante-neuf ans contre 51 % en 2011, 57,5 % en 2006 ; 19 % entre trente et moins de quarante ans ; 14 % ont moins de trente ans (cf. T2PF 8.1, données Caf) ;

. 76 % sont des isolés (cf. T2PF 8.2, données Caf) ;  
. 15 % ont des enfants à charge ;  
. 2,3 % vivent dans des couples percevant deux Aah ;

. **63,7 % des bénéficiaires ont un taux de handicap égal ou supérieur à 80 %** (cf. T2PF 8.3, données Caf). Cette part a diminué de - 8,4 points depuis 2001 dont - 5,6 points depuis 2006.

. **61,1 % perçoivent l'Aah à taux plein.** Cette part a diminué de - 2,1 points en dix ans avec - 4,5 points depuis 2006 (cf. T2PF 8.4, données Caf).

. **21,4 % des bénéficiaires de l'Aah perçoivent un complément** (cf. T2PF 8.5, données Caf). Cette part a progressé de - 0,6 point depuis 2001 avec - 0,6 point depuis 2006.

\* En juillet 2005, deux nouveaux **compléments d'Aah**, non cumulables, sont créés.

- **La majoration pour la vie autonome** (Mva), qui remplace peu à peu l'ancien complément (Afh), dont le montant mensuel est de 104,77 euros depuis janvier 2008. Les conditions d'attribution sont quasiment les mêmes, la personne doit bénéficier d'une aide au logement, et à ces conditions s'ajoute l'absence de revenus d'activité. 140 885 allocataires ont bénéficié de la Mva en 2011 (+ 12,5 % sur cinq ans, - 5,7 % sur dix ans).

- Le montant du complément de ressources (179,31 euros mensuel depuis janvier 2006) s'ajoute à l'Aah pour constituer la **garantie de ressources** des personnes handicapées (Grph, 908,34 euros). La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros. 62 729 allocataires ont bénéficié du Crph en 2011 (+ 6,3 % en 2011).

- Depuis janvier 2007, le Crph et la Mva peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité. 1 179 allocataires Caf bénéficient de cette mesure<sup>23</sup> en 2011 (contre 1 667 en 2008).

La progression des effectifs de bénéficiaires d'un complément (203 614) a été de + 36 % depuis 2001 avec + 3,3 % en 2011.

## Revenu de solidarité Dom (Rso)

Par ailleurs, au 31 décembre 2011, on dénombre 12 119 bénéficiaires du Rso mis en place en 2001 dans les Dom (- 7,5 %).

## 95,7 % des familles bénéficiaires du Fnpf en métropole relèvent des Caf

La répartition des familles relevant du Fnpf entre les différents régimes qui assurent le service des prestations en métropole est en 2011 la suivante :

- régime général 95,9 % (contre 77,5 % en 1980 en incluant le régime minier, intégré depuis 1997 au régime général) ;
- régimes spéciaux 0,7 % (contre 13,8 % en 1980) ;
- régimes agricoles 3,4 % (contre 8,6 % en 1980).

Par ailleurs, les bénéficiaires des **Dom** représentent 4,8 % des familles du Fnpf (cf. T1PF 523211).

Entre 1997 et 2004, la progression de la part du régime général dans l'ensemble des bénéficiaires des allocations familiales avoisine 0,4 point par an

(métropole et Dom). Fin 2005, l'ensemble des bénéficiaires des régimes spéciaux a été rattaché aux Caf, à l'exception de la Sncf, de la Ratp et d'Edf-Gdf. Les Caf versent aux allocataires des régimes spéciaux la Paje (sauf pour les agents relevant de la Sncf à l'exception du Cmg), l'Aged, l'Afeama, l'Alf (sauf pour les agents relevant de la Sncf et de la Ratp), l'Aah, l'Apl et l'Als.

La part des Caf dans l'ensemble des bénéficiaires tous régimes se situe à des niveaux sensiblement différents selon la prestation considérée (95,9 % pour les allocations familiales, TIPF 53131).

**Le nombre moyen d'enfants des familles de deux enfants et plus** varie selon le régime (cf. TIPF 523251) :

- 230,4 pour 100 familles de la Sncf, de l'Edf-Gdf et de la Ratp ;
- 239 pour les régimes agricoles ;
- 266 pour les Caf des Dom ;
- 241,6 pour les Caf en métropole ;
- 242,3 pour l'ensemble (métropole et Dom).

#### Notes

<sup>1</sup> Y compris 0,3 % : « hors métropole et doubles comptes » (T1PF 501).

<sup>2</sup> Cf. chapitres 8.1 et 8.2 sur l'évolution de la législation.

<sup>3</sup> Evolution du chômage et de son mode d'indemnisation, évolution des revenus, développement d'emploi précaires...

<sup>4</sup> Mise sous condition de ressources, indexation des plafonds sur les prix depuis 1997, réformes législatives...

<sup>5</sup> Source : site Insee, rubrique taux de fécondité, 12/11/2010.

<sup>6</sup> Avec le prolongement de la durée des études et la volonté d'insertion dans la vie active, les femmes ont reporté la naissance de leur premier enfant. Dans un premier temps, cela a pour effet de faire baisser l'icf. Dans un second temps, lorsque le décalage est stabilisé, l'icf remonte. Les naissances, plus nombreuses que par le passé, issues de femmes plus âgées, se cumulent alors avec les naissances issues des nouvelles générations. Les naissances sont simplement décalées dans le temps.

<sup>7</sup> Source : Insee, bilan démographique 2007.

<sup>8</sup> Source des données Caf présentées dans l'ensemble des tableaux figurant dans le texte et les encadrés de ce chapitre : Cnaf Dser F. Mathieu, T. Van Wassenhove, M.-J. Robert, C. Salesses : « Prestations légales, aides au logement, Rsa, Rmi au 31 décembre 2011 ».

<sup>9</sup> Créée en juillet 2003, l'allocation forfaitaire est versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux Af qui atteint l'âge de 20 ans. La montée en charge de cette mesure s'est achevée en juillet 2004.

<sup>10</sup> La décision de résidence alternée est majoritairement formulée suite à une demande en commun accord des parents (8 cas sur 10). Environ 11 % des familles confrontées à un divorce ou une séparation reçoivent une telle décision du juge aux affaires familiales.

<sup>11</sup> Les premiers bénéficiaires de la majoration de plus de quatorze ans instaurée en mai 2008 seront, en juin 2011, des enfants nés en mai 1997. Les statistiques au 31 décembre 2013 retraceront l'effectif « total » de bénéficiaires des majorations de plus de 14 ans.

Les dépenses en année pleine seront celles de 2014.

<sup>12</sup> Le taux d'exclusion pour la prime ou l'Ab Paje est estimé à 10 % contre 20 % pour l'Apje (cf. les hypothèses de prévisions d'août 2005 Cnaf Dser R. Mahieu).

<sup>13</sup> Le tableau T1PF 5351 de la brochure PF 2004 indique une méthodologie statistique (appliquée à 2004) assurant un meilleur raccord entre des effectifs trimestriels (Afeama, Aged) et mensuels (Cmg). Le passage à un rythme mensuel pour le Cmg fait que l'on va sous-estimer le taux d'évolution du nombre de bénéficiaires. Il y a par définition plus de familles recourant au Cmg au cours d'un trimestre qu'au cours d'un seul des trois mois composant le trimestre. Le phénomène est particulièrement important en phase de montée en charge. Selon l'estimation initiale, la réforme devait entraîner, à terme, un accroissement de + 30 % des effectifs de bénéficiaires de Cmg par rapport aux effectifs Afeama et Aged.

<sup>14</sup> La montée en charge du Clca n'est achevée que fin 2009 (cf. page 20, note PREV 2008 103 DSPA). 2010 est le premier exercice comportant douze mois pouvant servir de base au calcul d'effet volume. L'effet de comportement est toutefois calculé à partir de 2008, en référence à l'exercice 2007.

<sup>15</sup> Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux personnes susceptibles de bénéficier du Clca. Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible. Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.

<sup>16</sup> Cf. note au-dessus du tableau T2PF 611.0 : nécessité de rectifier la série (évolutions de + 12,0 % en 2006 et de - 1,3 % en 2007) et note 025 DSPA de mars 2012.

<sup>17</sup> Le complément d'Ajpp n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois. Cependant ce pourcentage donne un ordre de grandeur de l'impact relatif du complément.

<sup>18</sup> Cf. chapitre 2 pour plus de détails.

<sup>19</sup> Avant 2011, les données sont minorées, l'ensemble des impayés en Apl n'étant pas géré par les Caf.

<sup>20</sup> En conséquence, le nombre de bénéficiaires de l'Api passe de 200 387 en 2008 à 29 776 en 2009, 30 225 en 2010 dans les Dom. L'impact de l'harmonisation de l'Api dans les **Dom** représente + 9,2 points de croissance entre 2001 et 2007 (dont + 1,5 point en 2007). Dans ce contexte et malgré la mise en place de la subsidiarité de l'Api à l'Asf, les effectifs moyens annuels de bénéficiaires ont progressé de 104 % dans les Dom entre 2000 et 2007. Les bénéficiaires de l'Api dans les Dom ont continué à progresser : + 0,5 % en 2008, + 4,1 % en 2009.

<sup>21</sup> Source cf. note 8, F. Mathieu, page 136 et page 30.

<sup>22</sup> Les commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph) remplacent les Cotorep depuis la réforme de juillet 2005.

<sup>23</sup> Fileas BE180, colonne Caah sans Aah.

**TIPF 51111 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur**

Effectifs en milliers	1991	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Structure 2011
<b>Tous régimes métropole</b>																			
Sans enfant	2 736	4 083	4 198	4 239	4 353	4 338	4 313	4 261	4 284	4 295	4 303	4 342	4 242	4 289	4 486	4 629,630	4 659,699	4 743,532	41,7 %
1 enfant	1 438	1 556	1 554	1 565	1 591	1 773	1 804	1 826	1 838	1 837	1 887	1 953	1 930	1 914	1 963	1 971,044	1 982,452	1 988,702	17,5 %
2 enfants	2 956	2 975	2 992	2 985	2 771	3 009	3 025	3 053	3 080	3 108	3 136	3 342	3 139	3 143	3 149	3 167,300	3 178,928	3 192,636	28,0 %
3 enfants	1 204	1 187	1 181	1 166	1 109	1 166	1 159	1 157	1 151	1 145	1 144	1 198	1 126	1 125	1 125	1 125,362	1 126,750	1 126,445	9,9 %
4 enfants et plus	440	414	404	392	375	384	374	368	360	354	350	355	341	339	337	336,399	336,336	336,344	3,0 %
<b>Ensemble</b>	<b>8 773</b>	<b>10 216</b>	<b>10 328</b>	<b>10 347</b>	<b>10 199</b>	<b>10 671</b>	<b>10 676</b>	<b>10 665</b>	<b>10 713</b>	<b>10 739</b>	<b>10 820</b>	<b>11 190</b>	<b>10 778</b>	<b>10 809</b>	<b>11 059</b>	<b>11 229,735</b>	<b>11 284,165</b>	<b>11 387,659</b>	<b>100,0 %</b>
dont 2 enfants et plus	4 599	4 577	4 577	4 543	4 255	4 560	4 558	4 579	4 590	4 608	4 630	4 895	4 606	4 606	4 610	4 629,061	4 642,014	4 655,425	40,9 %
<b>Hors métropole (HM)</b>	<b>105</b>	<b>67</b>	<b>63</b>	<b>59</b>	<b>51</b>	<b>36</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>7,195</b>	<b>6,261</b>	<b>5,218</b>	
<b>Ensemble y compris HM</b>	<b>8 878</b>	<b>10 282</b>	<b>10 391</b>	<b>10 406</b>	<b>10 250</b>	<b>10 706</b>	<b>10 704</b>	<b>10 692</b>	<b>10 734</b>	<b>10 758</b>	<b>10 836</b>	<b>11 202</b>	<b>10 791</b>	<b>10 820</b>	<b>11 069</b>	<b>11 236,930</b>	<b>11 290,426</b>	<b>11 392,877</b>	
<b>dont CAF métropole (y compris des allocataires des régimes spéciaux doubles comptes) : cf TIPF 51121</b>																			
Sans enfant	2 510	3 824	3 941	3 985	4 100	4 093	4 077	4 034	4 068	4 071	4 073	4 117	4 027	4 079	4 276	4 421,806	4 457,434	4 543,437	41,6 %
1 enfant	1 309	1 449	1 455	1 472	1 502	1 683	1 711	1 731	1 741	1 737	1 797	1 850	1 862	1 847	1 897	1 906,468	1 919,072	1 927,123	17,6 %
2 enfants	2 401	2 488	2 529	2 557	2 400	2 611	2 634	2 669	2 703	2 742	2 797	2 968	2 985	2 994	3 005	3 024,093	3 038,665	3 055,754	28,0 %
3 enfants	996	1 004	1 009	1 008	965	1 018	1 016	1 017	1 014	1 013	1 020	1 063	1 064	1 066	1 068	1 069,670	1 072,904	1 074,708	9,8 %
4 enfants et plus	387	370	363	355	341	350	342	337	331	326	323	327	324	323	322	322,495	322,524	323,197	3,0 %
<b>Ensemble</b>	<b>7 602</b>	<b>9 136</b>	<b>9 296</b>	<b>9 376</b>	<b>9 308</b>	<b>9 755</b>	<b>9 779</b>	<b>9 789</b>	<b>9 857</b>	<b>9 889</b>	<b>10 011</b>	<b>10 324</b>	<b>10 263</b>	<b>10 309</b>	<b>10 568</b>	<b>10 744,532</b>	<b>10 810,599</b>	<b>10 924,219</b>	<b>100,0 %</b>
dont 2 enfants et plus	3 783	3 862	3 900	3 919	3 706	3 979	3 992	4 023	4 048	4 081	4 141	4 358	4 374	4 383	4 394	4 416,258	4 434,093	4 453,659	40,8 %
<b>DOM tous régimes</b>																			
Sans enfant	73	100	108	115	122	127	133	137	140	144	149	155	156	160	161	163,951	169,590	178,264	35,6 %
1 enfant	96	107	109	113	109	110	112	115	118	122	126	130	132	136	139	139,667	141,137	145,913	29,1 %
2 enfants	66	78	81	84	83	89	90	93	95	97	99	102	103	105	106	104,835	104,886	108,726	21,7 %
3 enfants	35	38	39	39	39	41	41	41	41	42	42	42	42	42	42	41,392	40,839	43,037	8,6 %
4 enfants et plus	15	14	14	14	14	22	22	23	23	23	22	22	22	22	22	21,461	21,075	25,440	5,1 %
<b>Ensemble</b>	<b>285</b>	<b>338</b>	<b>352</b>	<b>366</b>	<b>367</b>	<b>389</b>	<b>398</b>	<b>409</b>	<b>416</b>	<b>427</b>	<b>439</b>	<b>451</b>	<b>455</b>	<b>465</b>	<b>469</b>	<b>471,306</b>	<b>477,527</b>	<b>501,379</b>	<b>100,0 %</b>
dont 2 enfants et plus	116	131	134	138	136	152	153	157	158	161	164	166	167	169	169	167,688	166,800	177,202	35,3 %
<b>dont CAF DOM</b>																			
Sans enfant	73	100	108	115	122	127	131	135	138	143	149	155	156	160	161	163,810	169,449	178,151	36,0 %
1 enfant	83	96	99	103	99	108	110	114	117	120	124	128	131	133	135	136,645	138,091	142,772	28,9 %
2 enfants	64	76	80	83	81	88	89	92	94	96	98	100	102	103	103	102,596	102,652	106,414	21,5 %
3 enfants	34	38	38	39	39	40	40	41	41	41	41	42	42	41	41	40,508	39,968	42,121	8,5 %
4 enfants et plus	24	22	22	21	22	22	22	22	22	22	22	22	22	22	21	21,000	20,623	24,895	5,0 %
<b>Ensemble</b>	<b>277</b>	<b>332</b>	<b>347</b>	<b>361</b>	<b>363</b>	<b>384</b>	<b>393</b>	<b>404</b>	<b>412</b>	<b>422</b>	<b>435</b>	<b>447</b>	<b>452</b>	<b>459</b>	<b>461</b>	<b>464,559</b>	<b>470,783</b>	<b>494,353</b>	<b>100,0 %</b>
dont 2 enfants et plus	121	136	140	143	142	149	151	155	157	159	162	164	165	166	165	164,104	163,243	173,430	35,1 %
<b>Tous régimes métro. + DOM</b>																			
Sans enfant	2 809	4 183	4 306	4 354	4 475	4 466	4 447	4 398	4 424	4 438	4 452	4 497	4 398	4 449	4 647	4 793,581	4 829,288	4 921,796	41,4 %
1 enfant	1 534	1 663	1 663	1 678	1 700	1 882	1 915	1 941	1 956	1 959	2 013	2 082	2 063	2 050	2 102	2 110,711	2 123,589	2 134,615	18,0 %
2 enfants	3 022	3 053	3 073	3 069	2 854	3 099	3 116	3 146	3 174	3 205	3 236	3 444	3 242	3 247	3 254	3 272,135	3 283,814	3 301,362	27,8 %
3 enfants	1 238	1 226	1 220	1 206	1 148	1 207	1 200	1 198	1 192	1 187	1 186	1 240	1 168	1 167	1 166	1 166,754	1 167,589	1 169,482	9,8 %
4 enfants et plus	455	428	418	406	390	406	396	391	383	377	372	377	363	361	359	357,860	357,411	361,784	3,0 %
<b>Ensemble</b>	<b>9 058</b>	<b>10 553</b>	<b>10 680</b>	<b>10 713</b>	<b>10 566</b>	<b>11 060</b>	<b>11 074</b>	<b>11 074</b>	<b>11 129</b>	<b>11 166</b>	<b>11 259</b>	<b>11 640</b>	<b>11 233</b>	<b>11 274</b>	<b>11 528</b>	<b>11 701,041</b>	<b>11 761,691</b>	<b>11 889,038</b>	<b>100,0 %</b>
dont 2 enfants et plus	4 716	4 708	4 710	4 681	4 392	4 712	4 712	4 735	4 749	4 769	4 794	5 061	4 773	4 775	4 779	4 796,749	4 808,814	4 832,628	40,6 %
<b>Hors métropole (HM)</b>	<b>105</b>	<b>67</b>	<b>63</b>	<b>59</b>	<b>51</b>	<b>36</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>7,195</b>	<b>6,261</b>	<b>5,218</b>	
<b>Ensemble y compris HM</b>	<b>9 163</b>	<b>10 621</b>	<b>10 743</b>	<b>10 772</b>	<b>10 618</b>	<b>11 095</b>	<b>11 102</b>	<b>11 101</b>	<b>11 150</b>	<b>11 184</b>	<b>11 274</b>	<b>11 653</b>	<b>11 246</b>	<b>11 285</b>	<b>11 537</b>	<b>11 708,236</b>	<b>11 767,952</b>	<b>11 894,256</b>	
<b>dont CAF métropole et DOM</b>																			
Sans enfant	2 583	3 924	4 050	4 100	4 222	4 220	4 209	4 170	4 206	4 215	4 222	4 272	4 183	4 239	4 437	4 585,616	4 626,883	4 721,588	41,4 %
1 enfant	1 391	1 545	1 554	1 575	1 600	1 790	1 821	1 845	1 858	1 857	1 921	1 978	1 993	1 981	2 032	2 043,113	2 057,163	2 069,895	46,5 %
2 enfants	2 465	2 565	2 608	2 640	2 481	2 698	2 723	2 760	2 797	2 837	2 896	3 069	3 087	3 097	3 107	3 126,689	3 141,317	3 162,168	27,7 %
3 enfants	1 029	1 042	1 047	1 046	1 004	1 058	1 056	1 058	1 054	1 054	1 061	1 104	1 106	1 107	1 109	1 110,178	1 112,872	1 116,829	9,8 %
4 enfants et plus	410	392	384	376	363	372	363	360	353	348	345	349	346	345	343	343,495	343,147	348,092	3,0 %
<b>Ensemble</b>	<b>7 879</b>	<b>9 468</b>	<b>9 643</b>	<b>9 737</b>	<b>9 671</b>	<b>10 139</b>	<b>10 173</b>	<b>10 193</b>	<b>10 269</b>	<b>10 311</b>	<b>10 446</b>	<b>10 771</b>	<b>10 716</b>	<b>10 768</b>	<b>11 029</b>	<b>11 209,091</b>	<b>11 281,382</b>	<b>11 418,572</b>	<b>100,0 %</b>
dont 2 enfants et plus	3 905	3 998	4 040	4 062	3 848	4 129	4 143	4 178	4 205	4 239	4 302	4 522	4 540	4 549	4 559	4 580,362	4 597,336	4 627,089	40,5 %

**TIPF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989**

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

Effectifs en milliers	1989	1990	1995	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Tous régimes métropole</b>															
Sans enfant	195	199	179,3	164,9	159,3	157,4	155,2	111,2	108,0	107,3	108,2	113,0	109,9	111,255	111,744
1 enfant	1 138	1 149	1 256,8	1 492,5	1 508,4	1 518,7	1 537,7	1 586,6	1 640,9	1 669,7	1 658,5	1 696,5	1 709,9	1 720,510	1 719,978
2 enfants	2 915	2 907	2 920,4	2 969,9	2 998,9	3 027,4	3 057,7	3 083,3	3 109,3	3 125,0	3 129,6	3 135,1	3 154,2	3 169,148	3 182,932
3 enfants	1 155	1 160	1 154,5	1 135,4	1 134,3	1 127,4	1 125,8	1 123,1	1 120,2	1 120,4	1 119,4	1 118,9	1 120,1	1 122,154	1 121,808
4 enfants et plus	430	432	402,7	368,3	362,9	355,2	350,6	345,3	342,3	339,3	336,8	334,5	334,4	334,488	334,510
<b>Ensemble</b>	5 833	5 848	5 913,6	6 131,0	6 163,8	6 186,0	6 227,0	6 249,5	6 320,9	6 361,7	6 352,6	6 398,1	6 428,5	6 457,555	6 470,972
dont 2 enfants et plus	4 500	4 500	4 477,5	4 473,6	4 496,1	4 509,9	4 534,0	4 551,7	4 572,1	4 584,7	4 585,8	4 588,5	4 608,6	4 625,790	4 639,250
dont 3 enfants et plus	1 585	1 592	1 557,2	1 503,7	1 497,2	1 482,6	1 476,4	1 468,4	1 462,5	1 459,7	1 456,2	1 453,4	1 454,4	1 456,642	1 456,318
<b>dont CAF métropole FNPF</b>															
Sans enfant	171	174	162,9	152,1	147,3	147,1	143,9	101,5	102,3	101,7	102,7	107,6	104,6	105,832	106,221
1 enfant	1 017	1 036	1 164,7	1 408,1	1 429,8	1 439,5	1 438,3	1 499,8	1 574,2	1 604,2	1 594,5	1 634,2	1 649,2	1 661,512	1 662,612
2 enfants	2 325	2 331	2 433,4	2 578,8	2 614,3	2 650,4	2 690,7	2 744,5	2 954,5	2 971,7	2 981,0	2 990,9	3 010,9	3 028,885	3 046,050
3 enfants	938	946	971,1	992,0	994,8	992,0	993,1	999,2	1 057,2	1 058,9	1 060,2	1 062,2	1 064,4	1 068,308	1 070,071
4 enfants et plus	373	376	358,5	336,0	331,9	326,1	321,4	318,4	324,7	322,6	321,1	319,5	320,5	320,676	321,363
<b>Pour</b>	4 824	4 863	5 090,7	5 467,0	5 518,1	5 555,1	5 587,4	5 663,4	6 012,9	6 059,0	6 059,5	6 114,3	6 149,6	6 185,213	6 206,317
dont 2 enfants et plus	3 636	3 653	3 763,0	3 906,8	3 941,0	3 968,5	4 005,2	4 062,1	4 336,5	4 353,2	4 362,3	4 372,6	4 395,8	4 417,869	4 437,484
<b>DOM tous régimes</b>															
<i>Coef. (TR yc CL)/CAF</i>	<i>1,036</i>	<i>1,040</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0</i>	<i>1,0112</i>	<i>1,0184</i>	<i>1,0256</i>	<i>1,0221</i>	<i>1,0221</i>	<i>1,0220</i>
Sans enfant	2	2	3,1	6,8	6,8	6,9	7,3	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,5	6,516	5,229
1 enfant	79	83	98,2	112,3	115,7	118,5	121,6	125,5	129,4	132,1	135,8	138,5	139,6	141,081	145,844
2 enfants	61	63	78,4	90,8	93,2	95,0	96,9	99,4	101,6	102,9	103,5	104,3	103,4	103,486	107,343
3 enfants	34	34	38,4	41,2	41,6	41,6	41,7	42,0	42,1	42,3	41,8	41,3	40,9	40,341	42,541
4 enfants et plus	26	26	22,6	22,2	22,7	22,6	22,4	22,5	22,3	22,0	21,9	21,8	21,3	20,927	25,291
<b>Ensemble</b>	202	209	240,8	273,4	280,0	284,6	289,9	295,3	301,4	305,2	309,0	311,8	311,7	312,351	326,247
dont 2 enfants et plus	121	123	139,4	154,3	157,5	159,2	161,0	163,9	166,0	167,2	167,2	167,4	165,6	164,754	175,174
<b>dont CAF DOM</b>															
Sans enfant	2	2	3,0	6,7	6,7	6,8	7,2	5,9	6,0	5,9	5,9	5,8	6,4	6,375	5,116
1 enfant	76	80	95,8	110,2	113,7	116,5	119,8	123,7	127,7	130,6	133,4	135,0	136,6	138,035	142,703
2 enfants	59	61	76,5	89,2	91,6	93,4	95,5	98,0	100,3	101,7	101,6	101,7	101,2	101,252	105,031
3 enfants	33	33	37,5	40,4	40,9	40,9	41,1	41,4	41,6	41,8	41,0	40,3	40,0	39,470	41,625
4 enfants et plus	26	25	22,1	21,8	22,3	22,3	22,1	22,1	22,0	21,8	21,5	21,3	20,8	20,475	24,746
<b>Ensemble</b>	195	201	234,9	268,3	275,2	279,9	285,7	291,2	297,6	301,9	303,4	304,0	305,0	305,607	319,221
dont 2 enfants et plus	117	119	136,0	151,4	154,7	156,6	158,6	161,6	163,9	165,3	164,2	163,2	162,0	161,197	171,402
<b>Ts régimes métro. + DOM</b>															
Sans enfant	197	201	182,4	171,8	166,2	164,3	162,6	117,2	114,0	113,2	114,2	119,0	116,5	117,771	116,973
1 enfant	1 217	1 233	1 355,0	1 604,7	1 624,1	1 637,2	1 659,3	1 712,1	1 770,2	1 801,8	1 794,4	1 835,0	1 849,5	1 861,591	1 865,822
2 enfants	2 976	2 971	2 998,7	3 060,8	3 092,1	3 122,4	3 154,6	3 182,7	3 211,1	3 227,9	3 233,2	3 239,4	3 257,6	3 272,634	3 290,275
3 enfants	1 189	1 194	1 192,9	1 176,6	1 175,9	1 169,0	1 167,4	1 165,1	1 162,3	1 162,7	1 161,1	1 160,2	1 160,9	1 162,495	1 164,349
4 enfants et plus	456	458	425,3	390,5	385,6	377,8	373,0	367,8	364,6	361,3	358,7	356,3	355,7	355,415	359,801
<b>Ensemble</b>	6 035	6 057	6 154,3	6 404,4	6 443,8	6 470,6	6 516,9	6 544,9	6 622,3	6 667,0	6 661,6	6 709,9	6 740,2	6 799,906	6 797,219
dont 2 enfants et plus	4 621	4 623	4 617,0	4 627,9	4 653,6	4 669,2	4 695,0	4 715,6	4 738,1	4 751,9	4 753,0	4 755,9	4 774,2	4 790,544	4 814,425
dont 3 enfants et plus	1 645	1 652	1 618,2	1 567,1	1 561,5	1 546,8	1 540,4	1 532,9	1 527,0	1 524,0	1 519,8	1 516,5	1 516,6	1 517,910	1 524,150
<b>dont CAF métropole et DOM</b>															
Sans enfant	173	176	166,0	158,8	154,1	153,9	151,1	107,4	108,2	107,6	108,6	113,4	110,9	112,207	111,337
1 enfant	1 093	1 116	1 260,5	1 518,2	1 543,5	1 556,0	1 558,1	1 623,5	1 701,9	1 734,8	1 727,9	1 769,2	1 785,8	1 799,547	1 805,315
2 enfants	2 384	2 392	2 509,8	2 667,9	2 705,9	2 743,8	2 786,2	2 842,5	3 054,9	3 073,4	3 082,7	3 092,5	3 112,1	3 130,137	3 151,081
3 enfants	971	979	1 008,7	1 032,4	1 035,6	1 032,9	1 034,1	1 040,7	1 098,8	1 100,7	1 101,2	1 102,5	1 104,3	1 107,778	1 111,696
4 enfants et plus	399	401	380,6	357,9	354,2	348,4	343,5	340,6	346,8	344,4	342,6	340,8	341,3	341,151	346,109
<b>Ensemble</b>	5 019	5 064	5 325,6	5 735,3	5 793,3	5 835,0	5 873,1	5 954,7	6 310,5	6 360,9	6 362,9	6 418,4	6 454,5	6 490,820	6 525,538
dont 2 enfants et plus	3 753	3 772	3 899,1	4 058,2	4 095,8	4 125,1	4 163,8	4 223,7	4 500,4	4 518,5	4 526,5	4 535,8	4 557,8	4 579,066	4 608,886
<b>Part CAF métropole et DOM dans l'ensemble des allocataires tous régimes</b>															
<b>Ensemble</b>	83,2 %	83,6 %	86,5 %	89,6 %	89,9 %	90,2 %	90,1 %	91,0 %	95,3 %	95,4 %	95,5 %	95,7 %	95,8 %	95,9 %	96,0 %



**TIPF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF selon l'organisme (hors bénéficiaires de l'AAH seule) depuis 1968**

Familles en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution métropole en %	Evolution en % hors R. spéciaux	Dont familles 0 ou 1 enfant	Evolution familles 0 ou 1 enfant	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %	Rapport FNPF / tous fonds (TIPF 51102)
1968	3 317	137	917,0	792,0	5 163,0								
1970	3 469	121	937,0	741,0	5 268,0	0,6 %	0,7 %						
1975	3 815	84	1 065,0	611,0	5 575,0	2,2 %	1,7 %	1 280	8,8 %				
1980	4 368	52	788,0	493,0	5 701,0	-1,3 %	0,4 %	1 313	-5,5 %				
1985	4 761	36	715,0	378,0	5 890,0	2,8 %	3,3 %	1 406	11,3 %				
1990	4 863	22	647,9	315,0	5 847,9	0,3 %	0,6 %	1 348	1,1 %	208,8	6 056,7	0,4 %	
1995	5 090,657	13	545,9	264,0	5 913,584	0,2 %	0,7 %	1 436	0,9 %	240,760	6 154,344	0,3 %	57,9 %
2000	5 467,012		424,9	239,2	6 131,037	0,7 %	1,0 %	1 657	2,6 %	273,358	6 404,395	0,8 %	57,7 %
2001	5 518,114		413,9	231,8	6 163,801	0,5 %	0,8 %	1 668	0,6 %	280,046	6 443,846	0,6 %	58,0 %
2002	5 555,104		399,3	231,6	6 185,973	0,4 %	0,6 %	1 676	0,5 %	284,620	6 470,592	0,4 %	58,0 %
2003	5 587,400		384,3	255,2	6 226,951	0,7 %	1,0 %	1 693	1,0 %	289,930	6 516,881	0,7 %	58,3 %
2004	5 663,447		334,5	251,6	6 249,525	0,4 %	1,2 %	1 698	0,3 %	295,338	6 544,863	0,4 %	58,1 %
2005	6 012,928		59,7	248,3	6 320,913	1,1 %	5,9 %	1 749	3,0 %	301,381	6 622,294	1,2 %	56,8 %
2006	6 059,043		59,3	243,4	6 361,737	0,6 %	0,7 %	1 777	1,6 %	305,250	6 666,987	0,7 %	59,3 %
2007	6 059,525		54,8	238,3	6 352,577	-0,1 %	-0,1 %	1 767	-0,6 %	308,989	6 661,567	-0,1 %	59,0 %
2008	6 114,328		52,1	231,6	6 398,069	0,7 %	0,8 %	1 810	2,4 %	311,811	6 709,881	0,7 %	58,2 %
2009	6 149,568		52,1	226,8	6 428,481	0,5 %	0,5 %	1 820	0,6 %	311,697	6 740,178	0,5 %	57,6 %
2010	6 185,213		50,1	222,3	6 457,555	0,5 %	0,5 %	1 832	0,7 %	312,351	6 769,906	0,4 %	57,5 %
2011	6 206,317		46,4	218,3	6 470,972	0,2 %	0,3 %	1 832	0,0 %	326,247	6 797,219	0,4 %	6 797,2 %
Structure 2011	95,9 %		0,7 %	3,4 %	100,0 %					4,8 %	100,0 %		
Structure 1980	76,6 %	0,9 %	13,8 %	8,6 %	100,0 %								
Evol. moyen. 2011/2001	1,2 %		-19,7 %		0,5 %			0,9 %		1,5 %	0,5 %		
Rapport 2011/2001	12,5 %		-88,8 %		5,0 %			9,8 %		16,5 %	5,5 %		
Rapport 2011/2006	2,4 %		-21,8 %		1,7 %			3,1 %		6,9 %	2,0 %		

**TIPF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme depuis 1971**

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes.

Familles en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	Evolution en % hors R. spéciaux	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %
1971	2 806	80	724	528	4 138					
1975	2 990	57	791	457	4 295	0,4 %	0,6 %			
1980	3 354	39	608	387	4 388	0,0 %	1,8 %			
1985	3 537	28	594	325	4 484	0,4 %	0,5 %			
1990	3 653	19	557	271	4 500	0,0 %	0,2 %	123	4 623	0,1 %
1995	3 763,007	11	482	222	4 477,533	-0,1 %	0,5 %	139,440	4 616,973	0,0 %
2000	3 906,819		371	196	4 473,627	0,1 %	0,4 %	154,252	4 627,879	0,1 %
2001	3 941,031		363	192	4 496,086	0,5 %	0,7 %	157,468	4 653,554	0,6 %
2002	3 968,511		352	189	4 509,925	0,3 %	0,6 %	159,242	4 669,167	0,3 %
2003	4 005,243		338	191	4 533,869	0,5 %	0,9 %	160,974	4 694,844	0,5 %
2004	4 062,130		302	188	4 551,712	0,4 %	1,3 %	163,877	4 715,589	0,4 %
2005	4 336,486		51	185	4 572,064	0,4 %	6,4 %	165,999	4 738,063	0,5 %
2006	4 353,161		51	181	4 584,715	0,3 %	0,3 %	167,188	4 751,903	0,3 %
2007	4 362,316		46	177	4 585,800	0,02 %	0,1 %	167,196	4 752,996	0,02 %
2008	4 372,578		44	172	4 588,493	0,06 %	0,1 %	167,379	4 755,872	0,06 %
2009	4 395,799		44	169	4 608,602	0,44 %	0,4 %	165,570	4 774,172	0,38 %
2010	4 417,869		42	166	4 625,790	0,37 %	0,4 %	164,754	4 790,544	0,34 %
2011	4 437,484		39	162	4 639,250	0,29 %	0,3 %	175,174	4 814,425	0,50 %
Structure 2011	95,7 %		0,8 %	3,5 %	100,0 %			3,6 %	100,0 %	
Structure 1980	76,4 %	0,9 %	13,9 %		100,0 %					
Evol. moyen. 2011/2001	1,2 %		-20,1 %		0,3 %			1,1 %	0,3 %	
Rapport 2011/2001	12,7 %		-90,1 %		3,2 %			11,4 %	3,5 %	
Rapport 2011/2006	2,0 %		-22,5 %		1,2 %			4,8 %	1,3 %	



**TIPF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme**

Enfants en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métro. + DOM
1968	8 323	344	2 275	2 017	12 959				
1970	8 619	300	2 299	1 859	13 077	0,1 %			
1975	8 983	199	2 397	1 477	13 056	-0,4 %			
1980	9 626	122	1 690	1 150	12 588	-1,2 %			
1985	9 972	85	1 513	876	12 446	0,4 %			
1990	10 253	55	1 380	718	12 351	-0,3 %	429	12 780,0	-0,2 %
1991	10 402,1	49,0	1 334,5	695,0	12 431,6	0,7 %	438,3	12 869,9	0,7 %
1992	10 407,2	45,0	1 294,0	669,0	12 370,2	-0,5 %	445,1	12 815,3	-0,4 %
1993	10 412,3	41,0	1 301,1	644,6	12 358,0	-0,1 %	455,8	12 813,8	0,0 %
1994	10 442,5	37,0	1 240,7	622,0	12 305,2	-0,4 %	465,0	12 770,2	-0,3 %
1995	10 458,7	34,0	1 180,3	597,6	12 236,7	-0,6 %	474,3	12 710,9	-0,5 %
1996	10 499,6	14,0	1 122,2	576,4	12 198,2	-0,3 %	481,5	12 679,7	-0,2 %
1997	10 531,9		1 021,2	558,5	12 111,6	-0,7 %	492,6	12 604,2	-0,6 %
1998	9 796,7		888,9	517,4	11 203,1	-7,5 %	482,5	11 685,5	-7,3 %
1999	11 004,6		935,7	531,5	12 471,8	11,3 %	512,6	12 984,4	11,1 %
2000	11 040,4		909,0	527,1	12 476,4	0,0 %	520,2	12 996,7	0,1 %
2001	11 119,6		887,4	512,6	12 519,5	0,3 %	532,4	13 051,9	0,4 %
2002	11 163,6		857,9	506,6	12 528,1	0,1 %	538,9	13 067,0	0,1 %
2003	11 222,2		823,4	515,8	12 561,5	0,3 %	545,3	13 106,8	0,3 %
2004	11 392,9		726,9	525,1	12 644,8	0,7 %	555,8	13 200,6	0,7 %
2005	12 087,0		128,8	515,7	12 731,4	0,7 %	563,8	13 295,3	0,7 %
2006	12 143,9		125,5	504,0	12 773,3	0,3 %	568,7	13 342,0	0,4 %
2007	12 164,3		115,0	492,0	12 771,4	0,0 %	572,0	13 343,4	0,0 %
2008	12 219,9		109,0	469,1	12 798,0	0,2 %	574,3	13 372,2	0,2 %
2009	12 281,3		108,4	460,7	12 850,4	0,4 %	573,0	13 423,4	0,4 %
2010	12 339,3		103,6	449,9	12 892,9	0,3 %	571,3	13 464,1	0,3 %
2011	12 381,9		96,3	439,8	12 918,1	0,2 %	611,6	13 529,7	0,5 %
Structure 2011	95,8 %		0,7 %	3,4 %	100,0 %		4,5 %	100,0 %	
Structure 1980	76,5 %	1,0 %	13,4 %		90,9 %				
Evol. moyen. 2011/2001	1,1 %		-19,9 %		0,3 %		1,4 %	0,4 %	
Rapport 2011/2001	11,4 %		-89,1 %		3,2 %		14,9 %	3,7 %	
Rapport 2011/2006	2,0 %		-23,2 %		1,1 %		7,5 %	1,4 %	

**TIPF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme**

Familles de 2 enfants et plus : familles bénéficiaires des allocations familiales, sans doubles comptes

Enfants en milliers	CAF métropole	Régime minier	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	DOM TR	Total métropole et DOM	Evolution métro. + DOM
1971	8 035	246	2 088	1 592	11 961				
1975	8 225	172	2 147	1 323	11 867	-1,1 %			
1980	8 699	109	1 532	1 047	11 387	-0,9 %			
1985	8 933	78	1 412	832	11 255	0,0 %			
1990	9 217	52	1 302	685	11 256	0,1 %	346	11 602	0,1 %
1991	9 324,8	47,0	1 263,0	655,0	11 289,8	0,3 %	352,3	11 642,1	0,3 %
1992	9 308,3	43,0	1 228,0	630,0	11 209,3	-0,7 %	356,4	11 565,8	-0,7 %
1993	9 287,6	39,0	1 240,2	607,0	11 173,8	-0,3 %	364,4	11 538,2	-0,2 %
1994	9 296,3	35,0	1 182,4	584,0	11 097,7	-0,7 %	370,2	11 467,9	-0,6 %
1995	9 294,0	32,0	1 126,2	561,6	11 013,9	-0,8 %	376,1	11 389,9	-0,7 %
1996	9 343,2	13,0	1 070,8	542,2	10 969,2	-0,4 %	380,5	11 349,7	-0,4 %
1997	9 358,0		971,0	524,9	10 853,9	-1,1 %	387,2	11 241,2	-1,0 %
1998	8 597,9		843,0	483,0	9 923,9	-8,6 %	381,7	10 305,6	-8,3 %
1999	9 623,4		888,0	498,0	11 009,4	10,9 %	403,1	11 412,5	10,7 %
2000	9 632,3		862,3	489,3	10 984,0	-0,2 %	408,0	11 391,9	-0,2 %
2001	9 689,8		843,5	477,8	11 011,2	0,2 %	416,7	11 427,8	0,3 %
2002	9 724,2		815,9	469,3	11 009,4	0,0 %	420,4	11 429,8	0,0 %
2003	9 784,0		782,2	467,8	11 034,1	0,2 %	423,7	11 457,8	0,2 %
2004	9 893,1		698,8	466,4	11 058,2	0,2 %	430,4	11 488,6	0,3 %
2005	10 512,8		120,7	457,1	11 090,6	0,3 %	434,5	11 525,0	0,3 %
2006	10 539,7		117,6	446,3	11 103,6	0,1 %	436,6	11 540,2	0,13 %
2007	10 569,8		107,4	435,6	11 112,8	0,1 %	436,2	11 549,0	0,08 %
2008	10 585,7		101,5	414,3	11 101,4	-0,103 %	435,8	11 537,2	-0,10 %
2009	10 632,1		101,0	407,5	11 140,5	0,352 %	433,4	11 573,9	0,32 %
2010	10 677,8		96,5	398,1	11 172,3	0,286 %	430,2	11 602,5	0,25 %
2011	10 719,3		90,5	388,3	11 198,1	0,231 %	465,7	11 663,9	0,53 %
Structure 2011	96,7 %		0,8 %	3,5 %	101,0 %		4,0 %	101,0 %	
Structure 1980	77,2 %	1,0 %	13,6 %		91,7 %				
Evol. moyen. 2011/2001	1,0 %		-20,2 %		0,2 %		1,1 %	0,2 %	
Rapport 2011/2001	10,7 %		-90,2 %		1,7 %		11,9 %	2,1 %	
Rapport 2011/2006	1,7 %		-23,2 %		0,9 %		6,7 %	1,1 %	

**TIPF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme**

Familles en milliers	CAF métropole	R. spéciaux estimation	Régimes agricoles	Total métropole	Evolution en %	DOM	Total métropole et DOM	Evolution métropole et DOM en %
1971	286,4	288,4	301,5	<b>289,1</b>				
1975	275,1	271,4	289,5	<b>276,3</b>	-1,5 %			
1976	272,2	266,9	285,3	<b>272,9</b>	-1,2 %			
1977	268,9	262,5	280,8	<b>269,2</b>	-1,4 %			
1978	265,0	255,1	276,0	<b>264,6</b>	-1,7 %			
1979	261,5	255,3	273,3	<b>261,9</b>	-1,0 %			
1980	259,4	252,0	270,5	<b>259,5</b>	-0,9 %			
1981	257,7	247,0	264,8	<b>256,9</b>	-1,0 %			
1982	256,3	244,1	262,1	<b>255,3</b>	-0,6 %			
1983	254,7	241,2	258,1	<b>253,4</b>	-0,7 %			
1984	253,4	239,3	256,8	<b>251,9</b>	-0,6 %			
1985	252,6	237,7	256,0	<b>251,0</b>	-0,3 %			
1986	252,0	235,6	254,8	<b>250,1</b>	-0,4 %			
1987	252,0	234,6	254,4	<b>250,1</b>	0,0 %			
1988	251,9	234,0	253,7	<b>249,9</b>	-0,1 %			
1989	252,1	233,9	252,7	<b>249,9</b>	0,0 %	286,4	<b>250,9</b>	
1990	252,3	233,8	252,8	<b>250,1</b>	0,1 %	280,7	<b>251,0</b>	0,0 %
1991	252,9	233,9	252,9	<b>250,7</b>	0,2 %	279,4	<b>251,5</b>	0,2 %
1992	252,0	233,9	253,0	<b>250,0</b>	-0,3 %	276,6	<b>250,7</b>	-0,3 %
1993	250,4	234,0	254,0	<b>248,8</b>	-0,5 %	274,0	<b>249,5</b>	-0,5 %
1994	249,0	234,2	253,9	<b>247,7</b>	-0,4 %	272,0	<b>248,4</b>	-0,4 %
1995	247,0	233,9	253,0	<b>246,0</b>	-0,7 %	269,7	<b>246,7</b>	-0,7 %
1996	245,7	234,0	252,4	<b>244,9</b>	-0,4 %	267,6	<b>245,6</b>	-0,4 %
1997	244,8	233,9	251,6	<b>244,1</b>	-0,3 %	265,9	<b>244,8</b>	-0,3 %
1998	240,0	235,0	253,1	<b>240,1</b>	-1,6 %	264,2	<b>241,0</b>	-1,6 %
1999	247,4	232,9	250,4	<b>246,3</b>	2,6 %	264,9	<b>246,9</b>	2,5 %
2000	246,6	232,7	249,4	<b>245,5</b>	-0,3 %	264,5	<b>246,2</b>	-0,3 %
2001	245,9	232,5	248,6	<b>244,9</b>	-0,3 %	264,6	<b>245,6</b>	-0,2 %
2002	245,0	231,7	247,9	<b>244,1</b>	-0,3 %	264,0	<b>244,8</b>	-0,3 %
2003	244,3	231,4	245,4	<b>243,5</b>	-0,2 %	263,2	<b>244,2</b>	-0,2 %
2004	243,5	231,5	248,5	<b>243,0</b>	-0,2 %	262,6	<b>243,6</b>	-0,2 %
Sncf, Edg-Gdf, Ratp								
2005	242,4	237,214	247,5	<b>242,6</b>	-0,2 %	261,7	<b>243,2</b>	-0,2 %
2006	242,1	232,6	246,6	<b>242,19</b>	-0,2 %	261,1	<b>242,9</b>	-0,2 %
2007	242,3	231,6	245,9	<b>242,33</b>	0,1 %	260,9	<b>243,0</b>	0,1 %
2008	242,1	231,4	240,8	<b>241,94</b>	-0,2 %	260,4	<b>242,6</b>	-0,2 %
2009	241,9	231,1	240,9	<b>241,73</b>	-0,1 %	261,8	<b>242,4</b>	-0,1 %
2010	241,7	230,8	239,6	<b>241,52</b>	-0,1 %	261,1	<b>242,2</b>	-0,1 %
2011	241,6	230,4	239,0	<b>241,38</b>	-0,1 %	265,9	<b>242,3</b>	0,0 %
Rapport 2011/1971	-15,6 %	-20,1 %	-20,7 %	-16,5 %				
1980/1971	-9,4 %							
1990/1980	-2,7 %							
2000/1990	-2,3 %							
2011/2000	-2,0 %	-1,0 %	-4,2 %	-1,7 %		0,5 %	-1,6 %	

**TIPF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus**

En %	CAF métropole	Régimes spéciaux	Régimes agricoles	Total métropole	DOM	Total métropole et DOM
2000/1999	-0,3 %	-0,1 %	-0,4 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,3 %
2001/2000	-0,3 %	-0,1 %	-0,3 %	-0,3 %	0,0 %	-0,2 %
2002/2001	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,2 %	-0,3 %
2003/2002	-0,3 %	-0,2 %	0,6 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
2004/2003	-0,3 %	0,1 %	1,3 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
Sncf, Edg-Gdf, Ratp						
2005/2004	-0,5 %	2,5 %	-0,4 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,2 %
2006/2005	-0,1 %	-2,0 %	-0,4 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
2007/2006	0,1 %	-0,4 %	-0,3 %	0,1 %	-0,1 %	0,1 %
2008/2007	-0,1 %	-0,1 %	-2,1 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
2009/2008	-0,1 %	-0,1 %	0,1 %	-0,1 %	0,5 %	-0,1 %
2010/2009	-0,1 %	-0,1 %	-0,5 %	-0,1 %	-0,3 %	-0,1 %
2011/2010	-0,1 %	-0,2 %	-0,3 %	-0,1 %	1,8 %	0,0 %

**TIPF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989**

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Accueil Jeune enfant</b>																		Nd	2 317,908	Nd	Nd	Nd	Nd
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																	786	1 487	2 198,846	2 296,442	2 348,711	2 367,294	2 367,044
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)																	55	56	54,998	54,553	55,439	54,247	53,866
PAJE de base naissance adoption (AB)																	690	1 332	1 890,098	1 936,823	1 931,771	1 944,258	1 930,520
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																	186	415	611,452	603,909	590,886	575,902	541,585
CLCA taux plein																	130	273	386,359	369,251	354,227	336,079	298,567
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)																	57	142	224,417	232,357	234,557	237,589	240,575
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																		0,701	2,373	2,160	2,294	2,308	2,443
PAJE CMG ensemble																	112	317	530,694	638,195	729,361	803,380	833,517
PAJE CMG complément assistante maternelle																	104	296	494,258	587,804	663,344	721,529	768,777
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans																	112	308	488,089	532,797	555,811	572,225	611,964
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans																	16	44	85,963	152,434	213,475	262,158	275,427
PAJE CMG complément garde à domicile																	7	21	35,084	46,244	57,565	66,612	67,039
Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans																	7	21	34,378	37,127	38,839	39,035	38,812
F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans)																	0,02	0,1	0,706	9,117	18,726	27,577	28,227
PAJE CMG complément structure																	0,05	0,4	1,352	4,147	8,452	15,239	29,487
Dont CMG micro-crèches																							5,734
Dont CMG structure garde à domicile																							22,922
Allocation pour jeune enfant (APIE)	1 774	1 786	1 780	1 754	1 735	1 687	1 572	1 469	1 410	1 417	1 408	1 420	1 413	1 396	1 363	703	322	0,021	0,009	0,007	0,010		
Allocation parentale d'éducation (APE)	186	180	174	162	154	175	303	450	533	542	539	543	556	561	563	409	192	0,389	0,213	0,133	0,002		
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	11	13	12	15	21	25	47	67	83	74	66	62	58	54	53	46	35	23,495	15,077	7,781	2,117		
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			110	163	223	273	326	384	437	487	521	566	598	613	629	567	391	226,720	108,561	47,681	10,925		
Allocation d'adoption							1,1	2,1	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,8	0,8	0,04	0,025	0,013	0,008			
<b>Famille : autres prestations</b>																							
Allocations familiales (AF)	4 748	4 755	4 751	4 735	4 745	4 705	4 710	4 688	4 664	4 318	4 698	4 709	4 736	4 756	4 782	4 813	4 839	4 853,538	4 864,951	4 877,343	4 897,811	4 918,001	4 951,599
Complément familial (CF)	990	1 006	1 021	1 037	1 051	1 040	1 036	953	937	938	931	960	944	922	915	909	899	878,554	859,535	865,585	865,007	863,314	858,892
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 604	2 842	2 853	2 828	2 958	3 046	3 059	3 061	3 106	3 098	3 219	3 185	3 198	3 147	3 091	3 100	3 075	3 021,930	2 975,853	3 077,593	3 029,959	3 021,768	2 997,342
Allocation de soutien familial (ASF)	527	536	540	540	549	560	571	582	593	606	627	630	644	655	673	685	695	698,661	726,043	718,506	749,723	745,482	739,674
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	93	95	98	98	100	101	102	104	106	109	111	114	119	121	126	132	138	153,848	152,344	159,749	167,232	176,416	198,537
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													1,8	2,5	3,4	3,7	4,1	4,589	4,849	4,513	4,529	4,667	5,123
Prestations hors métropole	121	116	105	100	85	76	68	63	59	51	36	28	27	20	18	15	13	13,059	10,999	9,637	7,195	6,261	5,218
Allocation différentielle	16	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	11	11	11	10	9,934	10,124	10,473	9,316	10,588	11,659
Allocataires sous tutelles											nd	222	236	258	270	286	299	303,026	314,885	324,977	326,090	332,765	344,427
<b>Logement</b>	4 440	4 585	4 715	5 127	5 534	5 823	6 023	6 158	6 164	6 309	6 278	6 283	6 203	6 173	6 086	6 053	6 071	5 922,628	5 961,584	6 290,560	6 309,070	6 273,537	6 358,648
Allocation logement familiale (ALF)	1 199	1 159	1 123	1 109	1 115	1 137	1 159	1 158	1 175	1 206	1 220	1 253	1 251	1 245	1 228	1 236	1 257	1 245,162	1 261,007	1 345,740	1 350,436	1 328,340	1 325,059
Aide personnalisée au logement (APL)	2 233	2 381	2 512	2 556	2 629	2 729	2 795	2 855	2 844	2 868	2 831	2 797	2 752	2 708	2 637	2 585	2 565	2 482,079	2 493,152	2 613,397	2 611,660	2 613,249	2 670,294
Allocation logement sociale (ALS)	1 008	1 045	1 077	1 458	1 787	1 956	2 069	2 145	2 155	2 235	2 227	2 234	2 200	2 221	2 221	2 232	2 249	2 195,387	2 207,425	2 331,423	2 346,974	2 331,948	2 363,295
<b>Minima sociaux et contrats aidés</b>																							
RSA + RMI + API	564	667	740	831	957	1 077	1 110	1 173	1 232	1 276	1 313	1 267	1 250	1 272	1 333	1 435	1 496	1 496,281	1 377,749	1 342,908	1 895,097	2 004,376	2 067,386
Allocation de parent isolé (API)	156	157	157	160	164	169	164	163	164	163	168	170	177	181	189	197	206	217,493	205,412	200,387	29,776	30,225	0,001
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	524	539	553	569	583	598	614	631	648	668	694	713	735	751	766	786	801	803,806	812,991	848,806	883,338	914,950	956,585
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)					68	98	106	112	117	125	137	144	149	153	157	162	143	125,255	124,692	132,139	136,169	138,004	140,885
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																	26	49,547	51,992	55,039	57,569	59,023	62,729
Revenu minimum d'insertion (RMI)	408	510	583	671	793	908	946	1 010	1 068	1 112	1 145	1 097	1 073	1 090	1 144	1 238	1 290	1 278,788	1 172,337	1 142,521		140,183	0,069
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)																					1 725,927	1 833,968	2 067,316
Dt RSA socle seulement																						1 168,213	1 359,420
Dt RSA socle + activité																						205,568	229,832
Dt RSA activité seulement																						460,187	478,064
Dt RSA jeunes																						7,252	9,501
RSA jeunes socle seulement																						1,522	2,167
RSA jeunes socle + activité																						0,550	0,743
RSA jeunes activité seulement																						5,180	6,591
Dt RSA avec majoration isolement																						234,570	264,392
RSA majoré socle seulement																						169,782	198,131
RSA majoré socle + activité																						20,762	21,894
RSA majoré activité seulement																						44,027	44,367
Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes)																						1 599,241	1 793,423
RSA socle seulement																						996,909	1 159,122
RSA socle + activité																						184,256	207,195
RSA activité seulement																							
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																1	5	11,041	14,063	11,940	7,418		
Contrat d'avenir (CAV)																	11	61,596	75,709	64,989	52,549		
Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006																			198,566	180,799	17,068		
Revenu de solidarité active (RSA)																			2,533	14,662	2,792		
Revenu de solidarité (RSO DOM)												4,6	8,2	8,5	9,1	10,0	10,991	12,033	12,708	12,764	13,097	12,119	

**TIPF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989**

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Allocation logement familiale (ALF)	27,0	25,3	23,8	21,6	20,2	19,5	19,2	18,8	19,1	19,1	19,4	19,9	20,2	20,2	20,2	20,4	20,7	21,0	21,2	21,4	21,4	21,2	20,8
Aide personnalisée au logement (APL)	50,3	51,9	53,3	49,9	47,5	46,9	46,4	46,4	46,1	45,5	45,1	44,5	44,4	43,9	43,3	42,7	42,3	41,9	41,8	41,5	41,4	41,7	42,0
Allocation logement sociale (ALS)	22,7	22,8	22,8	28,4	32,3	33,6	34,4	34,8	35,0	35,4	35,5	35,6	35,5	36,0	36,5	36,9	37,0	37,1	37,0	37,1	37,2	37,1	37,2

**T1PF 5312 : Evolution du nombre de bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM**

Evolution en %	1997/1996	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010	Rapport 2011/2001	Rapport 2011/2006	Rapport 2006/2001
<b>Accueil Jeune enfant</b>																		
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)										41,3 %	4,6 %	4,4 %	2,3 %	0,8 %	0,0 %			
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)										0,3 %	-2,6 %	-0,8 %	1,6 %	-2,1 %	-0,7 %			
PAJE de base naissance adoption (AB)										41,9 %	0,4 %	2,1 %	-0,3 %	0,6 %	-0,7 %			
PAJE complément (optionnel) libre choix activité										47,4 %	-1,2 %	-2,2 %	-2,5 %	-3,1 %	-3,0 %			
CLCA taux plein										41,6 %	-4,4 %	-4,1 %	-5,1 %	-5,9 %	-5,6 %			
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)										58,1 %	3,5 %	0,9 %	1,3 %	0,9 %	0,4 %			
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)												-9,0 %	6,2 %	0,6 %	5,8 %			
PAJE CMG ensemble									183,9 %	67,2 %	20,3 %	14,3 %	10,1 %	3,8 %	3,8 %			
PAJE CMG complément assistante maternelle										67,0 %	18,9 %	12,9 %	8,8 %	3,1 %	3,3 %			
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans										58,6 %	9,2 %	4,3 %	3,0 %	3,2 %	3,6 %			
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans										93,9 %	77,3 %	40,0 %	22,8 %	2,6 %	2,4 %			
PAJE CMG complément garde à domicile										66,8 %	31,8 %	24,5 %	15,7 %	1,0 %	-0,4 %			
Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans										64,0 %	8,0 %	4,6 %	0,5 %	-0,2 %	-0,4 %			
F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans)										866,8 %	1 191,4 %	105,4 %	47,3 %	2,7 %	-0,3 %			
PAJE CMG complément "structure"										257,4 %	206,7 %	103,8 %	80,3 %	45,1 %	33,4 %			
Allocation pour jeune enfant (APJE)	-4,0 %	0,5 %	-0,6 %	0,8 %	-0,4 %	-1,2 %	-2,4 %	-48,4 %	-54,2 %									
Allocation parentale d'éducation (APE)	18,4 %	1,8 %	-0,6 %	0,8 %	2,3 %	1,0 %	0,2 %	-27,3 %	-53,1 %									
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	23,4 %	-10,8 %	-10,7 %	-5,2 %	-7,4 %	-6,3 %	-2,0 %	-12,5 %	-24,1 %	-33,3 %	-35,8 %	-48,4 %	-72,8 %					
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)	13,7 %	11,3 %	7,0 %	8,6 %	5,7 %	2,4 %	2,7 %	-9,9 %	-30,9 %	-42,1 %	-52,1 %	-56,1 %	-77,1 %					
Allocation d'adoption	-18,4 %	-2,9 %	-0,1 %	-6,1 %	1,0 %	1,3 %	16,4 %	-54,2 %	-95,3 %	-35,9 %	-48,1 %	-38,5 %						
<b>Famille : autres prestations</b>																		
Allocations familiales (AF)	-0,5 %	-7,4 %	8,8 %	0,2 %	0,6 %	0,4 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,3 %	0,2 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,7 %	4,5 %	2,0 %	2,5 %
Complément familial (CF)	-1,6 %	0,0 %	-0,7 %	3,1 %	-1,7 %	-2,3 %	-0,7 %	-0,6 %	-1,2 %	-2,3 %	-2,2 %	0,7 %	-0,1 %	-0,2 %	-0,5 %	-9,0 %	-2,2 %	-6,9 %
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	1,5 %	-0,3 %	3,9 %	-1,0 %	0,4 %	-1,6 %	-1,8 %	0,3 %	-0,8 %	-1,7 %	-1,5 %	3,4 %	-1,5 %	-0,3 %	-0,8 %	-6,3 %	-0,8 %	-5,5 %
Aide à la scolarité	7,5 %																	
Allocation de soutien familial (ASF)	1,9 %	2,1 %	3,5 %	0,6 %	2,1 %	1,8 %	2,7 %	1,8 %	1,5 %	0,5 %	3,9 %	-1,0 %	4,3 %	-0,6 %	-0,8 %	14,9 %	5,9 %	8,5 %
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	2,3 %	2,8 %	1,2 %	2,7 %	4,4 %	1,7 %	4,5 %	4,7 %	4,6 %	11,5 %	-1,0 %	4,9 %	4,7 %	5,5 %	12,5 %	67,4 %	29,0 %	29,8 %
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)						42,8 %	35,6 %	7,6 %	12,0 %	12,1 %	5,7 %	-6,9 %	0,4 %	3,0 %	9,8 %		11,6 %	
Prestations hors métropole	-7,0 %	-12,6 %	-30,7 %	-20,9 %	-4,8 %	-23,5 %	-9,8 %	-16,5 %	-16,8 %	1,7 %	-15,8 %	-12,4 %	-25,3 %	-13,0 %	-16,7 %	-80,5 %	-60,0 %	-51,2 %
Allocation différentielle	28,5 %	-15,2 %	23,9 %	-33,5 %	1,7 %	-0,1 %	-3,4 %	1,8 %	-9,0 %	-3,6 %	1,9 %	3,4 %	-11,0 %	13,7 %	10,1 %	1,3 %	17,4 %	-13,7 %
Allocataires sous tutelles					6,3 %	9,3 %	4,7 %	6,2 %	4,5 %	1,3 %	3,9 %	3,2 %	0,3 %	2,0 %	3,5 %	46,2 %	13,7 %	28,6 %
<b>Logement</b>	0,1 %	2,3 %	-0,5 %	0,1 %	-1,3 %	-0,5 %	-1,4 %	-0,6 %	0,3 %	-2,4 %	0,7 %	5,5 %	0,3 %	-0,6 %	1,4 %	2,5 %	7,4 %	-4,5 %
Allocation logement familiale (ALF)	1,5 %	2,6 %	1,2 %	2,7 %	-0,1 %	-0,5 %	-1,3 %	0,6 %	1,7 %	-0,9 %	1,3 %	6,7 %	0,3 %	-1,6 %	-0,2 %	5,9 %	6,4 %	-0,5 %
Aide personnalisée au logement (APL)	-0,4 %	0,8 %	-1,3 %	-1,2 %	-1,6 %	-1,6 %	-2,6 %	-2,0 %	-0,8 %	-3,2 %	0,4 %	4,8 %	-0,1 %	0,1 %	2,2 %	-3,0 %	7,6 %	-9,8 %
Allocation logement sociale (ALS)	0,5 %	3,7 %	-0,4 %	0,3 %	-1,5 %	0,9 %	0,0 %	0,5 %	0,7 %	-2,4 %	0,5 %	5,6 %	0,7 %	-0,6 %	1,3 %	7,4 %	7,6 %	-0,2 %
<b>Minima sociaux et contrats aidés</b>																		
RSA + RMI + API	5,0 %	3,6 %	3,0 %	-3,5 %	-1,3 %	1,7 %	4,9 %	7,6 %	4,2 %	0,0 %	-7,9 %	-2,5 %	41,1 %	5,8 %	3,1 %	65,4 %	38,2 %	19,7 %
Allocation de parent isolé (API)	0,7 %	-0,3 %	3,1 %	1,2 %	3,8 %	2,5 %	4,4 %	4,0 %	4,8 %	5,5 %	-5,6 %	-2,4 %	-85,1 %	1,5 %				23,0 %
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	2,8 %	3,1 %	3,8 %	2,6 %	3,1 %	2,2 %	2,0 %	2,6 %	1,9 %	0,4 %	1,1 %	4,4 %	4,1 %	3,6 %	4,6 %	30,2 %	19,0 %	9,4 %
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)	4,2 %	6,9 %	9,8 %	4,5 %	4,0 %	2,3 %	2,5 %	3,7 %	-11,9 %	-12,4 %	-0,5 %	6,0 %	3,0 %	1,3 %	2,1 %	-5,7 %	12,5 %	-16,2 %
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)										89,3 %	4,9 %	5,9 %	4,6 %	2,5 %	6,3 %		26,6 %	
Revenu minimum d'insertion (RMI)	5,7 %	4,2 %	2,9 %	-4,2 %	-2,1 %	1,6 %	4,9 %	8,2 %	4,1 %	-0,8 %	-8,3 %	-2,5 %	-87,8 %	0,6 %				19,1 %
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)																		
Dt RSA jeunes																		
RSA jeunes socle seulement																		31,0 %
RSA jeunes socle + activité																		42,4 %
RSA jeunes activité seulement																		35,1 %
Dt RSA avec majoration isolement																		27,2 %
RSA majoré socle seulement																		12,7 %
RSA majoré socle + activité																		16,7 %
RSA majoré activité seulement																		5,5 %
Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes)																		0,8 %
RSA socle seulement																		12,1 %
RSA socle + activité																		16,3 %
RSA activité seulement																		12,4 %
Revenu de solidarité (RSO DOM)						76,5 %	3,7 %	7,6 %	9,2 %	10,3 %	9,5 %	5,6 %	0,4 %	2,6 %	-7,5 %			

**TIPF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978**

Nombre de bénéficiaires en milliers	1978	1980	1985	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Accueil Jeune enfant																					
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)														755,988	1430,54	2 022,95	2 119,83	2 216,82	2 269,80	2 289,04	2 291,01
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)														52,5903	54,1633	54,22	52,95	52,47	53,31	52,22	51,89
PAJE de base naissance adoption (AB)														662,352	1278,52	1 814,87	1 822,43	1 860,88	1 856,90	1 870,07	1 858,77
PAJE complément (optionnel) libre choix activité														183,706	408,824	602,44	595,08	582,41	568,11	551,07	535,16
CLCA taux plein														127,449	267,657	378,73	361,97	347,34	329,93	310,68	293,77
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)														56,2568	141,167	223,05	230,88	233,02	236,00	238,14	239,01
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																0,68	2,30	2,10	2,23	2,25	2,37
PAJE CMG ensemble														111,322	315,696	528,00	634,97	725,62	799,03	828,42	859,37
PAJE CMG complément assistante maternelle														103,871	294,575	492,04	585,23	660,44	718,39	740,70	764,98
PAJE CMG complément garde à domicile														7,40524	20,7433	34,62	45,60	56,77	65,63	66,20	65,84
PAJE CMG complément structure														0,04577	0,37726	1,35	4,14	8,41	15,00	21,53	28,55
Allocation pour jeune enfant (APJE)			443	1 786	1 572	1 399	1 340	1 346	1 337	1 348	1 341	1 324	1 292	663	304	0,02	0,01	0,01	0,01		
Allocation parentale d'éducation (APE)			3	180	303	448	528	536	533	537	549	555	556	404	189	0,39	0,21	0,13	0,00		
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)				13	47	67	82	73	65	62	57	54	53	46	35	23,40	15,03	7,77	2,12		
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)					326	384	436	486	520	564	596	611	627	565	390	226,37	108,49	47,65	10,92		
Allocation d'adoption					1,1	2,0	1,7	1,6	1,6	1,5	1,5	1,6	1,8	0,8	0,0	0,02	0,01	0,01			
Famille : autres prestations																					
Allocations familiales (AF)	4 318	4 388	4 484	4 500	4 473	4 472	4 441	4 103	4 466	4 471	4 493	4 507	4 528	4 547	4 569	4 581,24	4 589,43	4 596,54	4 622,09	4 641,66	4 659,32
Complément familial (CF)	2 766	2 805	2 569	899	938	918	903	903	897	925	909	887	880	873	863	844,33	826,16	831,69	831,12	829,21	825,05
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	2 302	2 279	2 527	2 700	2 912	2 913	2 950	2 937	3 055	3 018	3 026	2 980	2 922	2 927	2 900	2 849,52	2 804,76	2 903,93	2 858,69	2 849,88	2 816,64
Allocation de soutien familial (ASF)	345	383	441	463	506	514	522	533	551	553	563	571	586	597	604	605,66	628,32	621,06	651,09	647,23	642,46
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	67	69	85	91	99	101	103	105	107	109	114	116	121	127	133	148,54	146,66	153,37	160,86	169,33	190,38
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)											1,7	2,5	3,4	3,6	4,1	4,56	4,82	4,49	4,51	4,65	5,10
Prestations hors métropole	284	269	188	116	68	63	59	51	36	28	27	20	18	15	13	13,06	11,00	9,64	7,20	6,26	5,22
Allocation différentielle		4	9	18	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11	10	9,93	10,12	10,47	9,32	10,59	11,66
Allocataires sous tutelles									nd	222	236	256	268	285	297	299,96	311,56	321,36	322,31	328,68	339,84
Logement																					
Allocation logement familiale (ALF)	2 840	3 068	4 126	4 527	5 927	6 052	6 058	6 183	6 144	6 140	6 052	6 016	5 923	5 886	5 899	5 750,74	5 786,97	6 107,96	6 121,20	6 080,58	6 160,26
Aide personnalisée au logement (APL)	2 014	1 874	1 619	1 110	1 091	1 084	1 094	1 119	1 129	1 156	1 150	1 140	1 120	1 127	1 146	1 134,40	1 148,80	1 230,37	1 232,67	1 208,71	1 203,52
Allocation logement sociale (ALS)	9	255	1 427	2 381	2 795	2 855	2 844	2 868	2 831	2 797	2 752	2 708	2 637	2 585	2 565	2 482,08	2 493,15	2 613,40	2 611,66	2 613,25	2 670,29
Allocation logement sociale (ALS)	817	939	1 080	1 036	2 041	2 113	2 120	2 196	2 184	2 187	2 151	2 169	2 166	2 174	2 188	2 134,26	2 145,02	2 264,20	2 276,88	2 258,62	2 286,44
Minima sociaux et contrats aidés																					
Allocation de parent isolé (API)	40	61	110	131	148	149	151	150	155	157	161	164	170	176	182	191,06	177,12	171,96	0,19		
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	243	356	457	519	594	609	627	647	671	689	711	727	741	760	774	776,65	785,62	820,33	854,16	884,84	925,31
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)				104	111	111	115	123	135	141	147	150	154	160	140	122,60	122,00	129,27	133,28	135,04	137,88
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)															26	48,85	51,25	54,29	56,86	58,45	62,11
Revenu minimum d'insertion (RMI)				422	841	904	956	993	1 018	965	938	951	999	1 084	1 135	1 124,61	1 028,27	1 005,80	2,47		
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)																			1 725,93	1 833,97	1 869,72
Dt RSA socle seulement																				1 168,21 e	1 193,91 e
Dt RSA socle + activité																				205,57 e	217,30 e
Dt RSA activité seulement																				460,19 e	458,50 e
Dt RSA jeunes																				7,25 e	9,42 e
RSA jeunes socle seulement																				1,52 e	2,13 e
RSA jeunes socle + activité																				0,55 e	0,74 e
RSA jeunes activité seulement																				5,18 e	6,56 e
Dt RSA avec majoration isolement																				234,57 e	230,27 e
RSA majoré socle seulement																				169,78 e	167,13 e
RSA majoré socle + activité																				20,76 e	20,66 e
RSA majoré activité seulement																				44,03 e	42,48 e
Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes)																				1 599,24 e	1 630,03 e
RSA socle seulement																				996,91 e	1 024,65 e
RSA socle + activité																				184,26 e	195,91 e
RSA activité seulement																				410,98 e	409,47 e
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)														1	4	10,14	13,04	11,85	7,39		
Contrat d'avenir (CAV)															10	52,33	62,58	56,16	46,96		
Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006																	185,79	167,92	8,16		
Revenu de solidarité active expérimental (RSA)																	2,53	14,66	2,79		

**TIPF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989**

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Accueil Jeune enfant															2163,62	2 141	2 205	2 254,946	2 240,484				
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)																756	1 435	2 026,899	2 125,535	2 215,765	2 266,845	2 286,231	2 287,637
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)																53	54	54,611	53,202	52,861	53,765	52,623	52,317
PAJE de base naissance adoption (AB)																666	1 286	1 824,851	1 833,882	1 874,784	1 870,213	1 884,186	1 871,913
PAJE complément (optionnel) libre choix activité																179	398	587,258	580,664	569,976	555,482	539,034	523,626
CLCA taux plein																125	262	371,655	355,178	341,767	324,382	305,494	288,734
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)																54	136	214,927	223,185	226,107	228,866	231,295	232,510
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)																		0,676	2,301	2,102	2,234	2,245	2,382
PAJE CMG ensemble																108	306	497,293	615,293	703,485	774,398	803,799	835,139
PAJE CMG complément assistante maternelle																100	285	462,119	565,704	638,642	694,221	716,190	740,439
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans																108	296	475,869	513,034	535,379	551,069	569,097	589,905
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans																16	43	66,044	145,869	204,603	251,113	257,781	264,170
PAJE CMG complément garde à domicile																7	21	33,846	45,537	56,604	65,370	66,044	65,822
Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans																7	21	33,680	36,650	38,306	38,486	38,399	38,226
F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans)																0	0	0,166	8,887	18,298	26,884	27,645	27,596
PAJE CMG complément structure																0	0	1,328	4,052	8,239	14,807	21,565	28,878
Dont CMG micro-crèches																							5,631
Dont CMG structure garde à domicile																							22,441
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1 547	1 566	1 578	1 572	1 560	1 522	1 424	1 331	1 285	1 295	1 293	1 315	1 313	1 298	1 267	658	310						
Allocation parentale d'éducation (APE)	159	155	149	142	136	158	275	410	485	493	491	494	506	512	513	373	183	0,316	0,194	0,129			
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	10	12		11	14	21	25	47	66	82	73	65	61	56	53	51	46	35	23,104	14,866	7,780	2,114	
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			106	159	219	268	321	379	422	469	502	546	574	591	606	547	379	220,423	105,502	47,638	10,857		
Allocation d'adoption							1,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,2	1,5	1	0	0,022	0,012			
Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS																4 906	4 984	5 276	5 287,331	5 300,213			
Allocations familiales (AF)	3 829	3 852	3 879	3 895	3 919	3 957	3 995	4 008	4 036	3 765	4 115	4 139	4 179	4 210	4 254	4 320	4 599	4 619,216	4 638,726	4 658,612	4 682,468	4 708,136	4 747,185
Complément familial (CF)	810	825	844	865	886	901	902	827	819	826	823	856	846	829	824	827	848	830,302	813,807	820,893	822,327	823,081	820,128
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 209	2 428	2 454	2 474	2 581	2 704	2 733	2 748	2 809	2 814	2 935	2 912	2 933	2 894	2 851	2 877	2 920	2 873,708	2 835,623	2 938,833	2 900,787	2 899,407	2 877,902
Aide à la scolarité						662	692	670	726														
Allocation de soutien familial (ASF)	463	474	481	486	498	521	533	543	555	567	589	593	608	619	637	654	681	683,985	711,786	705,104	735,916	732,347	727,037
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	78	80	83	85	85	87	89	91	94	98	99	102	107	109	114	121	132	147,335	145,469	153,043	160,316	169,468	191,437
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)													1,7	2,3	3,2	3	4	4,421	4,667	4,428	4,396	4,581	5,030
Prestations hors métropole	107	99	93	86	72	66	57	53	49	42	25	19	18	15	13	11	10	9,039	7,218	7,012	4,847	4,338	3,230
Allocation différentielle	16	18	19	18	14	12	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11	10	9,934	10,124	10,473	9,316	10,588	11,659
Allocataires sous tutelles											nd	222	236	248	261	275	290	302,813	314,679	324,904	326,090	332,765	344,427
Logement	4 077	4 231	4 354	4 763	5 178	5 477	5 690	5 845	5 867	6 004	5 981	5 976	5 909	5 882	5 802	5 776	5 801	5 660,919	5 705,929	6 033,485	6 058,356	6 033,414	6 121,828
Allocation logement familiale (ALF)	1 054	1 031	1 001	989	1 012	1 048	1 086	1 103	1 123	1 154	1 170	1 199	1 200	1 192	1 177	1 187	1 210	1 199,470	1 216,984	1 301,125	1 307,006	1 287,736	1 284,763
Aide personnalisée au logement (APL)	2 135	2 280	2 406	2 450	2 521	2 618	2 684	2 744	2 733	2 758	2 724	2 685	2 643	2 602	2 534	2 484	2 466	2 385,445	2 397,632	2 517,212	2 516,425	2 519,813	2 576,574
Allocation logement sociale (ALS)	888	920	947	1 324	1 646	1 811	1 921	1 996	2 011	2 093	2 088	2 093	2 067	2 088	2 090	2 104	2 125	2 076,004	2 091,313	2 215,148	2 234,925	2 225,865	2 260,491
Minima sociaux et contrats aidés																3 722	2 164	2 248,706	2 145,345				
RSA + RMI + API	546	645	718	809	935	1 055	1 088	1 150	1 208	1 250	1 287	1 241	1 227	1 249	1 308	1 411	1 471	1 471,827	1 355,484	1 320,027	1 866,452	1 968,122	4 064,741
Allocation de parent isolé (API)	149	149	150	154	160	167	163	161	162	162	167	169	176	180	188	195	205	216,278	204,304	199,500	29,763	30,225	0,001
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	483	498	512	527	541	556	574	591	610	630	656	674	698	717	733	753	768	772,296	781,972	817,851	851,316	883,276	923,974
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)				65	95	103	109	113	121	133	139	145	149	153	158	139	121,606	121,062	128,529	132,629	134,540	137,379	
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)																26	48,418	50,768	53,832	56,423	57,944	61,577	
Revenu minimum d'insertion (RMI)	397	496	568	655	775	888	925	989	1 045	1 088	1 120	1 072	1 052	1 069	1 121	1 216	1 266	1 255,549	1 151,180	1 120,527	139,332	140,183	2 032,370
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)																					1 697,357	1 797,714	2 032,370
Dt RSA jeunes																							7,095
RSA jeunes socle seulement																							1,508
RSA jeunes socle + activité																							0,531
RSA jeunes activité seulement																							5,056
Dt RSA avec majoration isolement																							233,269
RSA majoré socle seulement																							169,125
RSA majoré socle + activité																							20,559
RSA majoré activité seulement																							43,586
Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes)																							1 564,445
RSA socle seulement																							983,715
RSA socle + activité																							176,635
RSA activité seulement																							396,999
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)																1	4	10,591	13,689	11,662	7,299		
Contrat d'avenir (CAV)																	11	59,857	73,408	62,840	51,200		
Prime mensuelle d'intéresse																							



**TIPF 5341 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole depuis 1989**

Nombre de bénéficiaires en milliers	1989	1990	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Accueil Jeune enfant</b>								2 149	2 174	2 174	2 178	2 066	2 128	2 175,750	2 161,347				
Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE)												726	1 379	1 948,142	2 046,517	2 136,139	2 187,930	2 207,973	2 211,603
PAJE naissance adoption (effectifs de décembre)												51	52	52,388	51,158	50,776	51,638	50,594	50,339
PAJE de base naissance adoption (AB)												638	1 232	1 749,620	1 758,562	1 798,843	1 795,342	1 809,994	1 800,164
PAJE complément (optionnel) libre choix activité												176	392	578,241	571,838	561,499	547,686	531,908	517,199
CLCA taux plein												122	257	364,028	347,901	334,885	318,237	300,010	283,942
CLCA autres cas (taux partiel, couple, intéressement)												54	135	213,556	221,707	224,574	227,278	229,714	230,949
Complément optionnel libre choix activité (COLCA)														0,657	2,230	2,040	2,171	2,184	2,308
PAJE CMG ensemble												107	304	494,603	612,067	699,744	770,044	798,706	829,203
PAJE CMG complément assistante maternelle												100	283	459,896	563,129	635,736	691,084	712,772	736,639
Nombre d'enfants bénéficiaires de 0 à - 3 ans												107	295	473,601	510,466	532,570	548,060	565,840	586,289
Nombre d'enfants bénéficiaires de 3 à - 6 ans												16	43	65,997	145,727	204,352	250,803	257,403	263,735
PAJE CMG complément garde à domicile												7	20	33,381	44,893	55,809	64,389	64,953	64,624
Famille avec présence d'enfants de moins de 3 ans												7	20	33,215	36,109	37,718	37,840	37,669	37,447
F. avec présence d'enfants de 3 à 6 ans (sans E < 3 ans)												0	0	0,166	8,784	18,091	26,549	27,284	27,177
PAJE CMG complément structure												0	0		1,326	4,045	8,199	14,571	20,981
Dont CMG micro-crèches																			
Dont CMG structure garde à domicile																			
Allocation pour jeune enfant (APJE)	1 547	1 566	1 424	1 263	1 217	1 225	1 222	1 244	1 241	1 227	1 198	619	292						
Allocation parentale d'éducation (APE)	159	155	275	409	480	487	485	487	500	505	506	368	180	0,312	0,192	0,128			
Allocation de garde d'enfant à domicile (AGED)	10	12	46	66	81	72	65	60	56	53	51	45	35	23,009	14,822	7,765	2,112		
Aide emploi assistante maternelle (AFEAMA)			321	378	421	468	501	544	572	589	604	546	378	220,070	105,427	47,609	10,854		
Allocation d'adoption			1,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,2	1,2	1,2	1,5	1	0	0,019	0,010	0,008			
<b>Famille : autres prestations dont ss-total AF, CF, ARS</b>								4 787	4 833	4 833	4 870	4 725	5 013	5 021,252	5 031,020				
Allocations familiales (AF)	3 636	3 653	3 759	3 795	3 817	3 553	3 886	3 905	3 938	3 965	4 003	4 062	4 337	4 353,763	4 370,105	4 384,810	4 412,710	4 437,760	4 461,202
Complément familial (CF)	730	742	804	793	786	792	790	822	812	796	790	792	812	796,457	780,735	787,242	788,612	789,149	786,466
Allocation de rentrée scolaire (ARS, yc non alloc. 31/12)	2 111	2 317	2 586	2 595	2 658	2 656	2 775	2 750	2 766	2 729	2 684	2 708	2 748	2 704,191	2 667,079	2 767,424	2 731,711	2 729,680	2 699,433
Allocation de soutien familial (ASF)	407	417	468	477	486	496	515	517	527	536	552	566	591	592,370	615,403	608,868	638,919	635,630	631,256
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH)	75	77	86	88	91	94	95	98	103	105	110	116	126	142,115	139,861	146,734	154,016	162,460	183,367
Allocation (journalière) de présence parentale (AJPP)									1,7	2,3	3,1	3	4	4,393	4,634	4,409	4,374	4,561	5,007
Prestations hors métropole	107	99	57	53	49	42	25	19	18	15	13	11	10	9,039	7,218	7,012	4,847	4,338	3,230
Allocation différentielle	16	18	10	13	16	14	17	11	12	12	11	11	10	9,934	10,124	10,473	9,316	10,588	11,659
Allocataires sous tutelles							nd	222	236	247	259	274	288	299,751	311,355	321,290	322,312	328,679	339,835
<b>Logement</b>	4 038	4 184	5 594	5 739	5 752	5 880	5 848	5 834	5 759	5 727	5 640	5 610	5 629	5 489,032	5 531,317	5 850,883	5 870,490	5 840,458	5 923,441
Allocation logement familiale (ALF)	1 022	993	1 018	1 030	1 043	1 068	1 079	1 103	1 099	1 089	1 071	1 079	1 098	1 088,707	1 104,781	1 185,750	1 189,235	1 168,111	1 163,228
Aide personnalisée au logement (APL)	2 135	2 280	2 684	2 744	2 733	2 758	2 724	2 685	2 643	2 602	2 534	2 484	2 466	2 385,445	2 397,632	2 517,212	2 516,425	2 519,813	2 576,574
Allocation logement sociale (ALS)	881	911	1 892	1 965	1 976	2 054	2 045	2 047	2 017	2 036	2 035	2 047	2 064	2 014,880	2 028,904	2 147,921	2 164,830	2 152,534	2 183,639
<b>Minima sociaux et contrats aidés</b>																			
RSA + RMI + API	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031	2 031	2 030,931	2 030,931	2 030,931	2 030,931	2 030,931	2 030,931
Allocation de parent isolé (API)	128	129	147	148	150	149	154	156	160	163	169	174	181	189,876	176,032	171,074	0,192		
Allocation pour adultes handicapés (AAH)	464	478	553	570	588	608	634	651	674	692	708	727	742	745,136	754,605	789,377	822,134	853,165	892,695
Majoration pour vie autonome (MVA), compl. (AFH)			101	107	112	119	131	137	143	146	150	155	137	118,950	118,367	125,656	129,743	131,579	134,377
Garantie de ressources pour handicapés (GRPH)													25	47,724	50,029	53,086	55,714	57,367	60,953
Revenu minimum d'insertion (RMI)	325	408	820	882	934	969	993	941	917	929	975	1 061	1 111	1 101,372	1 007,117	983,807	2,405		
Revenu de solidarité active - droit commun (RSA)																	1 697,357	1 797,714	1 834,770
Dt RSA jeunes																		7,095	9,091
RSA jeunes socle seulement																		1,508	2,084
RSA jeunes socle + activité																		0,531	0,694
RSA jeunes activité seulement																		5,056	6,313
Dt RSA avec majoration isolement																		233,269	229,018
RSA majoré socle seulement																		169,125	166,520
RSA majoré socle + activité																		20,559	20,442
RSA majoré activité seulement																		43,586	42,056
Dt RSA sans majoration isolement (hors RSA jeunes)																		1 564,445	1 596,661
RSA socle seulement																		983,715	1 012,198
RSA socle + activité																		176,635	188,271
RSA activité seulement																		396,999	396,192
Contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (CIRMA)												0	4	9,690	12,662	11,567	7,274		
Contrat d'avenir (CAV)													10	50,593	60,274	54,007	45,608		
Nouveaux intéressements - loi retour à l'emploi 10/2006															182,351	166,565	7,659		
Revenu de solidarité active (RSA)															2,533	13,927	2,792		

## Les produits et les charges de la branche Famille

*En 2011, les charges de la branche Famille ont atteint 55,57 milliards d'euros, les produits 52,98 milliards d'euros, soit un résultat négatif de - 2,59 milliards d'euros. Entre 2010 et 2011, en euros constants, les charges progressent de + 0,7 %, les produits de + 1,0 %.*

*Les cotisations sociales sur salaires représentent 57 % des recettes 2011 (hors remboursement de prestations) contre 87 % en 1990. La part de la Csg attribuée à la Cnaf diminue en 2011 : elle représente 18 % des produits de la branche en 2011 contre 24 % en 2010. Les impôts et taxes affectés financent 15 % des produits alors que la part des cotisations prises en charge par l'Etat n'est plus que de 1 %. Les cotisations des Eti représentent 7 % des recettes, les recettes diverses 2 %.*

*Les prestations du Fnpf ont régressé en volume de - 0,4 % en 2011, avec + 0,7 % pour les prestations jeune enfant (+ 4,4 % pour les frais de garde) et - 1,5 % pour les allocations familiales. L'allocation de logement familiale régresse en euros constants (- 0,5 %).*

*Les transferts assurant le financement de prestations (9,09 milliards d'euros, assurance vieillesse des parents au foyer, contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse, congé de paternité) ont progressé en volume de + 9,6 % en 2011 (+ 5,6 % en 2010). Le relèvement du taux de contribution de la Cnaf au fonds de solidarité vieillesse (85 % en 2010, 100 % en 2011, 4,38 milliards d'euros de dépenses) participe à l'effritement de l'excédent de la branche.*

*Suite à un changement de méthode en 2010 (avec l'inscription comptable de la neutralisation des subventions d'équilibre des œuvres en gestion et non plus en action sociale), le poste action sociale régresse de - 6,9 % en volume en 2010 alors que les dépenses du Fnas progressent de + 3,9 %. En 2011, les dépenses consolidées d'action sociale (3,78 milliards d'euros) progressent de + 4,5 %.*

*Les charges de gestion courante de la branche (2,62 milliards d'euros) régressent en volume de - 1,4 % (après + 12,2 % en 2010 suite à la neutralisation des subventions d'équilibre pour les œuvres). Les charges de personnel régressent en volume de - 0,7 % en 2011 (- 0,4 % en 2010).*

### 53,0 milliards d'euros de produits

En dix ans, les cotisations sociales des actifs ont progressé en volume de + 9,6 %, la Csg a régressé de - 15,1 % avec - 25 % en 2011 du fait du transfert d'une fraction de la Csg vers la Cades.

En conséquence, hors remboursement de prestations, la croissance des recettes en euros constants est de + 13,2 % sur la période 2001-2011 (avec + 1,0 % entre 2010 et 2011).

Les remboursements de prestations passant de 5,96 Md€ en 2001 à 0,02 milliard en 2011, la croissance de l'ensemble des recettes en euros

constants est de + 0,5 % sur la période 2001-2011 (avec + 0,98 % entre 2010 et 2011).

#### Encadré 1 : Résultat net...

Après s'être fortement dégradé en 2010, le déficit de la branche Famille s'est stabilisé à - 2,59 Md€ en 2011 (cf. encadré 2, T1PF 681).

Le solde de la CNAF s'élève à - 2,63 Md€ en 2011 (Fnpf + Fnaf + Fnaf, cf. T1PF 681, page 125 de la brochure PF2009 pour le solde cumulé jusqu'en 2009).

*L'accroissement en volume des produits n'est que de + 0,24 milliard en dix ans si l'on tient compte de la diminution de – 5,94 Md€ de remboursements de prestations qui ne relèvent plus du Fnpf (cf. T1PF 621).*

Hors impact des remboursements de prestations sur la période, les produits se sont accrus de **+ 6,18 Md€ 2011** depuis 2001, avec :

- + 2,8 Md€ de cotisations sur salaires ;
- + 0,3 milliard de cotisations des non-salariés ;
- 1,7 milliard au titre de la Csg ;
- 3,2 Md€ de cotisations prises en charge ;
- + 7,7 Md€ pour les autres impôts et taxes affectés ;
- + 0,3 Md€ pour le solde des autres postes.

## Les cotisations des actifs : 64,5 % des recettes

Les cotisations sociales des actifs (**34,20 Md€**, hors cotisations prises en charge) constituent 64,5 % des recettes de la branche Famille en 2011 contre 88 % en 1985. L'encadré 3 permet de situer l'évolution des cotisations dans le contexte de la crise historique amorcée en 2008.

Evolution en volume	2008/ 2007	2009/ 2008	2010/ 2009	2011/ 2010
Cotisations des actifs	+ 1,0 %	+ 0,7 %	+ 0,4 %	+ 0,3 %
Cotisations sur salaires	– 0,4 %	+ 0,1 %	+ 1,6 %	+ 1,3 %
Eti, exploitants agricoles	+ 13 %	+ 3,8 %	– 8,0 %	– 6,8 %

### Encadré 2 : Remarques méthodologiques

**Sont exclus le Fnh, le Fnal<sup>1</sup>, le Rsa...  
l'Api et l'Aah depuis 2010**

Les dépenses relatives à l'aide personnalisée au logement, à l'allocation logement sociale, à l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées, au revenu de solidarité active, au revenu minimum d'insertion, au revenu de solidarité (Rso Dom) et aux diverses aides à l'emploi ne sont retracées :

- ni dans les trois fonds gérés par la Cnaf (*fonds national des prestations familiales, d'action sociale et de gestion administrative*) ;
- ni dans les comptes consolidés de la branche Famille (cf. **chapitre 1 pour une présentation générale**).

L'Aah et l'Api, remboursées par l'Etat respectivement depuis 1983 et 1999, ne relèvent plus du Fnpf et de la branche Famille depuis 2010.

### En droits constatés depuis 1996

La comptabilité en droits constatés consiste à enregistrer les opérations en comptabilité dès la naissance du droit ou de l'obligation et non plus à la date du règlement financier. Le résultat de la période concernée est formé des produits et des charges **dont le fait générateur a pris naissance pendant cet exercice**, que les opérations en question aient donné lieu ou non à encaissement ou paiement. Les résultats de la Cnaf sont établis depuis 1996 dans le nouveau système de comptabilisation en droits constatés (Dc).

*Les chiffres comptables 1996 comportant pratiquement treize mois de cotisations et de prestations, les taux d'évolution sont majorés entre 1995 et 1996, minorés entre 1997 et 1996.*

*En dehors des chapitres 6, 1 et 4 de cette brochure, les statistiques de prestations ne retracent que douze mois de prestations en 1996, afin que les taux d'évolution 1996/1995 et 1997/1996 soient aussi justes que possible.*

**D'une part, les comptes de la Cnaf  
(Fnpf + Fnas + Fnga)...**

**et d'autre part, les comptes consolidés de la  
branche Famille (hors opérations en capital)**

Depuis 2003, le cadre comptable restreint des trois fonds gérés par la Cnaf (Fnpf + Fnas + Fnga) n'est plus retenu dans le rapport d'activité de l'Agent comptable.

Le cadre est étendu aux **comptes consolidés de la branche Famille**, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations. *Cette présentation est inspirée du rapport du Haut Conseil de la comptabilité des organismes de Sécurité sociale qui retrace les principaux postes de charges et de produits retenus par la Commission des comptes de la Sécurité sociale (Ccsc).*

**Les opérations en capital ne sont pas couvertes** par ce champ défini par la Ccsc alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf.

Les tableaux de la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la Cnaf retiennent une **double présentation dans les tableaux statistiques depuis 2002**. Depuis la brochure PF 2004, les commentaires portent sur la « branche Famille ». Le suivi des recettes et dépenses des trois fonds nationaux permet de suivre l'évolution du fonds de roulement de la CNAF (cf. encadré 1).

### **Encadré 3 : Des cotisations tributaires de l'environnement économique**

. Après la très forte récession de 2009 (– 2,5 %), la France<sup>2</sup> a connu une reprise modérée en 2010 (+ 1,6 %) et en 2011 (+ 1,0 % de progression du Pib en volume).

. La croissance de la masse salariale s'est nettement ralentie à partir de 2002, le point le plus bas se situant en 2003. La remontée est ensuite très progressive : le taux de 2007 (+ 4,9 %) se situe au-dessus de la tendance à long terme estimée à 4 %. En 2008, la progression de la masse salariale n'est que de + 3,4 %. Suite à la récession de 2009, la masse salariale du secteur privé régresse de – 1,3 %. La masse salariale a retrouvé une évolution positive en 2010 (+ 2 %) et en 2011 (+ 3,6 %).

. Les effectifs de salariés des secteurs marchands avaient diminué en 2003 (– 0,5 % en glissement). Ils se sont mis à augmenter depuis le printemps 2004 : + 0,4 % en 2005, + 1,2 % en 2006 et + 1,8 % en 2007. Suite à l'impact de la crise sur l'activité économique, l'évolution des effectifs est de + 0,7 % en 2008, de – 2,4 % en 2009 et de – 0,2 % en 2010. La progression des effectifs aurait été de + 1 % en 2011.

. Quant au salaire moyen, son rythme de progression nominale est estimé à + 2,7 % en 2008, + 1,1 % en 2009, à + 2,2 % en 2010 et à + 2,6 % en 2011.

La forte progression en 2008 des cotisations des employeurs et travailleurs indépendants (Eti, + 13 %) est liée à la mise en place de la mensualisation des contributions versées par les Eti, liée à la mise en place d'un interlocuteur social unique<sup>3</sup> (Isu). L'évolution des cotisations des Eti et des exploitants agricoles est de + 3,8 % en 2009, de – 8 % en 2010 et de – 6,8 % en 2011.

Les recettes de la branche Famille sont marquées par un financement croissant de l'Etat apparu en 1982 et une décroissance parallèle de la part des cotisations.

### **L'Etat finance 32,6 % des produits de la branche Famille**

A partir de la brochure PF2010, le financement de l'Etat est analysé hors remboursement de prestations (cf. encadrés 4 et 6, T1PF 641 et 644).

Depuis 2001, la contribution de l'Etat à la branche Famille a progressé de + 19,1 % en volume (+ 2,8 Md€2011). On note un maximum du financement par l'Etat en 2008 (17,8 Md€2011) suivi d'une décroissance de – 3,9 % en euros constants entre 2008 et 2010 (cf. T1PF 643-4). En 2011, après une régression de – 16,6 %, le

financement de l'Etat (17,61 Md€) atteint **33,3 % des produits de la branche** (cf. T1PF 642).

La Csg représente 53 % du financement par l'Etat (contre 73 % en 2010), les autres impôts et taxes affectés 44 % (contre 23 % en 2010), les cotisations prises en charge 3,1 % (cf. T1PF 646).

La contribution de l'Etat a évolué avec :

- . la prise en charge de cotisations (1982, 1993-2004) jusqu'à leur recul en 2006 ;
- . la création puis la majoration de la Csg (1991, 1997) ;
- . la place donnée aux impôts et taxes affectés depuis 2006 ;
- . la diminution de la part de la Csg attribuée à la Cnaf en 2011.

### **Encadré 4 : Les remboursements de prestations par l'Etat<sup>4</sup>**

La part des remboursements de prestations par l'Etat a été maximale en **1999** avec 13,7 % du total des recettes de la Cnaf (cf. T1PF 645 et encadré 6).

En montant, le maximum se situe en **2008** (7,0 Md€2011, cf. T1PF 644). En 2010, ces remboursements ne représentent plus que 0,03 % des produits de la branche. La dernière ligne des tableaux T1PF 641 et 644 suit le financement de l'Etat en intégrant les remboursements de prestations. L'Aah et l'Api ne faisant plus partie du Fnpf depuis 2010, le financement par l'Etat passe de 23,3 Md€ en 2009 (y compris le remboursement de l'Aah et de l'Api) à 19 Md€ en 2011, ce qui n'est pas significatif d'un changement d'orientation de l'Etat.

### **Encadré 5 : La Csg**

Instaurée au 1<sup>er</sup> février **1991**, la Csg était initialement affectée en totalité à la Cnaf. Son taux était fixé à 1,1 % des revenus bruts des salariés, des revenus fiscaux des Eti, des revenus du patrimoine et des placements ainsi que des revenus de remplacement imposables (retraites, pensions, indemnités chômage...). Au 1<sup>er</sup> juillet 1993, le taux de la Csg a été relevé à 2,4 %. L'augmentation de recettes correspondant à 1,3 point de la Csg est de l'ordre de 2,8 Md€, affectés exceptionnellement en 1993 à la Cnaf, mais destinés à alimenter le fonds de solidarité vieillesse<sup>5</sup>. Le taux de la Csg varie selon le type de revenus, la diminution du taux étant partiellement compensée par l'élargissement de l'assiette. Le taux de la Csg sur les revenus salariaux affecté à la Cnaf reste fixé à 1,1 % jusqu'en 2010. Il passe à **0,8 % en 2011**<sup>6</sup> en raison du transfert de 0,28 point de cette contribution de la Cnaf à la Cades (cf. T1PF 782).

L'exercice 2006<sup>7</sup> a été affecté par des mesures spécifiques relatives aux revenus taxés dont le solde a été positif pour la Cnaf.



. **La prise en charge de cotisations par l'Etat** est apparue en **1982**. Le montant des cotisations prises en charge par l'Etat passe de 0,6 Md€2011 en 1992, à 1,3 Md€2011 en **1993**, à 2,5 Md€2011 en 1994 et à 3,4 Md€2011 en 1995 (soit 8,8 % des produits, part la plus élevée de ce financement sur la période). Le montant maximum est atteint en 2004, avec 3,9 Md€2011 (8,1 % des produits). A partir de **2006**, ce financement<sup>8</sup> retrouve un niveau proche de celui de 1992 : il n'est plus que de 0,5 Md€ en 2011.

. **1991** marque une charnière avec la création de la **contribution sociale généralisée** (cf. encadré 5).

La Csg attribuée à la Cnaf (12,4 Md€2011) en 2010 représente **23,7 %** des produits de la branche Famille, soit le pourcentage le plus élevé atteint par ce financement. *Entre 1997 et 2010, la moyenne de cette part se situe à 23,3 % alors qu'auparavant elle se situait entre 20 % et 21 % (à l'exception près des 28,6 % de 1993).*

En 2011, suite à la diminution du taux de Csg affectée à la Cnaf, la Csg (9,3 Md€) ne représente plus que **17,6 % des recettes** de la Cnaf.

### **Encadré 6 : Dates marquant l'évolution de la contribution de l'Etat**

1982 . **début des mesures en faveur de l'emploi** (prise en charge de cotisations) ;

1983 . **remboursement de l'Aah** ;  
 . intégration des exploitants agricoles dans les comptes de la Cnaf (prise en compte de la subvention de l'Etat qui comble l'insuffisance de cotisations de ce régime) ;

1983-84 . **prélèvement conjoncturel de 1 % sur les revenus** pour faire face aux déficits ;

1985 . **prélèvement limité aux valeurs mobilières** ;

1989-90 . **compensation partielle du dé plafonnement des cotisations** ;

1991 . mise en place de la **contribution sociale généralisée** ;

1993 . affectation exceptionnelle du produit de 1,3 point de la Csg à la Cnaf ;

1993-99 . **remboursement de la majoration d'Ars** (partiellement en 1995, totalement auparavant et de 1996 à 1999) ;  
 . mise en place des exonérations<sup>9</sup> de cotisations Af pour les salaires proches du Smic, auxquelles se substitue, le 1<sup>er</sup> octobre 1996, une ristourne dégressive ;

1994 . diminution de la Csg et suppression de la participation de l'Etat au régime des exploitants agricoles (Bapsa) ;  
 . forte progression de la **prise en charge de cotisations** ;

1997 . extension de l'assiette de la Csg ;

1998 . extension de l'assiette du prélèvement de 1 % à l'ensemble des revenus du patrimoine (dans les mêmes conditions que pour la Csg) ;

1999 . **remboursement de l'Api** ;  
 . affectation à la Cnaf de 50 % du prélèvement de 2 % sur les revenus du

patrimoine et sur le produit des placements (866 M€) ;

2000 . **remboursement de la majoration d'Ars** à hauteur de 316 M€ ;

. affectation à la Cnaf de 13 % du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements (202 M€) ;

. suppression de la contribution de la Cnaf au financement du fonds d'action sociale des travailleurs immigrés et de leur famille (**Fastif**) qui est financé par l'Etat et l'Union européenne ;

. création du Forec ;

. suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, suppression de la contribution de la Cnaf au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle ;

2001 . **suppression totale du remboursement de la majoration d'Ars par l'Etat** (avec intégration de la majoration dans la prestation de base) ;

. la Cnaf est privée de la part du prélèvement de 2 % sur les revenus du patrimoine et sur le produit des placements qui lui était attribuée ;

2006 . remplacement du dispositif de prise en charge des cotisations par l'Etat par une série d'**impôts et taxes affectés** (*sauf pour les mesures d'aide à l'insertion, à la réinsertion et à l'embauche*) ;

. élargissement de l'assiette de la Csg aux intérêts et primes des comptes et des plans d'épargne logement (**Pel**) ouverts depuis plus de dix ans ;

2009-10 . l'Api métropole est remplacée par le Rsa en janvier 2009. **L'Api et l'Aah** ne relèvent plus du Fnpf en janvier 2010 ;

2011 . le taux de la Csg affecté à la Cnaf passe de 1,08 % à 0,80 % en 2011.

. Le financement par des **impôts et taxes affectés** reste relativement ponctuel jusqu'en 2006 (0,7 % en 2005). La part de ce financement dans les recettes de la branche est en moyenne de 7 % entre 2006 et 2010. Il atteint **15 % en 2011**.

## 2,2 % pour les autres recettes

. La prise en charge des **cotisations d'Af par la Cnam** correspond à la part des cotisations des médecins conventionnés du secteur 1, prise en charge par la Cnam<sup>10</sup> (**278,5 M€** en 2011). La progression des revenus et une modification progressive des assiettes de cotisation intervenue depuis 2005 expliquent la forte progression de ce poste en 2008 (+ 30 % en volume). Ces cotisations régressent en volume de – 6,2 % en 2009, de – 7,6 % en 2010 et de – 9,4 % en 2011.

. **302 M€ de recettes de gestion**<sup>11</sup> :

- Les recettes de gestion (235,4 M€) versées à la Cnaf pour la gestion des prestations de logement<sup>12</sup> relevant du Fnal ont progressé en volume de + 1,2 % en 2011.

- Le Fnsa (fonds national Rsa) a remboursé à la Cnaf les frais de gestion du Rsa à hauteur de 98,2 M€ en 2009, de 74,8 M€ en 2010 et de 66,8 M€ en 2011.

. En 2011, les produits exceptionnels<sup>13</sup> (563 M€) sont relativement faibles, dont 330 M€ de reprises sur provisions et 33 M€ de revenus des capitaux.

. La prise en charge du complément Aeeh par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa) s'élève à 7,23 M€ en 2011.

## 55,6 milliards d'euros de charges

Les charges de la branche Famille (55,57 Md) excluent les prestations relevant du Fnal, le Rsa, l'Aah, le Rsa et les différentes aides à l'emploi (cf. chapitre 1 pour une présentation générale).

**93,6 % des charges** correspondent à des **dépenses de prestations** légales, extra-légales ou à **des transferts** servant au financement de prestations. Les prestations familiales directes constituent le poste le plus important des dépenses de la branche (62,9 %), suivi par les transferts à la Cnav, à la Cnam et au Fsv (16,4 %), la contribution de la Cnaf au Fnal (7,5 %) et les dépenses d'action sociale (6,8 %).

Les dépenses de gestion administrative représentent 4,7 % des charges, les autres dépenses<sup>14</sup> 1,7 %.

Les charges de la branche Famille ont progressé **en volume de + 0,7 % en 2011**, après – 0,3 % en 2010, avec une progression de **+ 24 % entre 2001 et 2011** (hors remboursement de l'Aah et de l'Api).

## + 4,1 Md€2011 en dix ans pour les prestations directes du Fnpf hors Aah et hors Api

La progression (+ 4,1 Md€2011 depuis 2001) des dépenses de prestations directes (35,0 Md€) se décompose de la façon suivante :

- + 3,63 Md€2011 pour les prestations **jeune enfant** (12,7 Md€), dont + 3,3 Md€2011 pour la participation aux frais de garde des enfants (cf. chapitre 2 et TIPF 2121) ;
- + 0,6 Md€2011 pour les charges relatives au **logement** relevant du Fnpf (4,2 Md€) ;
- l'allocation d'éducation de **l'enfant handicapé** et l'allocation journalière de présence parentale (+ 0,4 Md€) ;
- l'allocation de **soutien familial** (+ 0,2 Md€) ;
- le **complément familial** (– 0,2 Md€) ;
- l'allocation de **rentrée scolaire** (– 0,1 Md€) ;
- les **allocations familiales** (– 0,63 Md€).

Les dépenses de **prestations directes du Fnpf** s'élèvent à 35,0 Md€ en 2011. Elles ont progressé de **+ 13 %** en volume entre 2001 et 2011 (– 0,4 % en 2011) contre + 24 % pour l'ensemble des charges de la branche (hors Aah et Api). En 2011, la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf), qui sert de base au calcul de la plupart des prestations « Famille », est supérieure de + 0,1 % en euros constants à celle de 2001.

Par ailleurs, la **contribution de la Cnaf au Fnal**<sup>15</sup>, (4,1 Md€) progresse de + 0,47 Md€2011 (+ 13 %). Ce financement correspond à l'Alf qui serait versée si l'Apl n'existait pas. La participation de la Cnaf au financement de l'Apl se stabilise en 2010-2011 avec une progression en euros constants de + 0,8 % en 2011 et + 0,5 % en 2010 (cf. TIPF 6991 pour le détail des régularisations comptabilisées pour les différents exercices).

**La part de l'Apl financée par la Cnaf en 2011** est de **56,9 %** des dépenses tous régimes (y compris les indus...).



**+ 4,5 Md€2011 en dix ans pour les transferts correspondant à des prestations financées mais non versées par la Cnaf**

Les prestations indirectes (9,1 Md€) correspondent à des transferts à la Caisse nationale d'assurance vieillesse, au fonds national de solidarité vieillesse (Fsv) et à la Caisse nationale d'assurance maladie.

- Les cotisations vieillesse des parents au foyer (**Avpf**, cf. chapitre 4) correspondent à des versements de cotisations de la Cnaf à la **Cnav**. Ils ont été estimés à 4,43 Md€ pour la validité 2011 pour un nombre de bénéficiaires de l'ordre de 1 484 000.
- La Cnaf finance le **congé de paternité** (0,27 Md€, y compris 1 % de frais de gestion<sup>16</sup>) versé par les caisses d'assurance maladie et divers organismes.
- Les transferts de la Cnaf au Fsv progressent en volume de + 77 % entre 2008 et 2011 :
  - en 2010, la Cnaf prend en charge 85 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus : 3,6 Md€ (+ 23 % entre 2009 et 2010 après + 21 % entre 2008 et 2009, cf. encadré 7) ;
  - en 2011, la Cnaf prend en charge **100 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus** : 4,38 Md€ (+ 19,2 % entre 2010 et 2011)

**Encadré 7 : Fonds de solidarité vieillesse**

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2001 pose le principe d'une prise en charge progressive par la Cnaf de la **majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus**. Cette prise en charge est de :

- . 15 % en 2001, soit 437 M€ ;
- . 30 % en 2002, soit 902 M€ ;
- . 60 % de 2003 à 2008 ;
- . 70 % en 2009 ;
- . **85 % en 2010 ;**
- . **100 % en 2011.**

• Suite à la mise en place de la couverture maladie universelle, la Cnaf ne contribue plus au financement de cotisations maladie-maternité et de cotisations d'assurance personnelle (262 M€ en 1999, dernier exercice de contribution).

**+ 2,3 Md€2011 en dix ans pour l'action sociale (+ 1,3 Md€2011) et pour la gestion (+ 1 Md€2011)**

L'exercice 2001 a été marqué par des modifications relatives à l'affectation des dépenses par fonds<sup>17</sup>.

• **Action sociale : 3,78 Md€**

Le tableau T1PF 661 distingue :

- . une définition statistique des prestations extra-légales<sup>18</sup> (4,45 Md€ en 2011) correspondant aux dépenses réelles de l'exercice, y compris les opérations en capital, le prélèvement sur les réserves du fonds d'investissement pour la petite enfance ;
- . les dépenses du **fonds national d'action sociale** (Fnas, 4,30 Md€). Le *taux moyen d'évolution du Fnas<sup>19</sup>* est de + 7,5 % sur la période de la Cog 2009-2010. Il permet de financer de nouvelles mesures dans le secteur de la petite enfance et de la jeunesse notamment : un septième plan crèches (plan crèches pluriannuel d'investissement), des aides à l'installation des assistants maternels, à l'investissement pour les jardins d'éveil, au fonctionnement des réseaux d'écoute et d'accompagnement des parents.
- . les dépenses consolidées d'action sociale hors opérations en capital (3,78 Md€).

\* **Les statistiques financières** de prestations extra-légales (As) ont progressé de + 68 % en euros constants<sup>20</sup> depuis 2001 (avec + 4,5 % en 2011) :

- les dépenses relatives à **l'accueil des jeunes enfants** (2,42 Md€) ont été multipliées en volume par 2,1 depuis 2001 (avec + 7,0 % en 2011). Leur part dans les dépenses d'As est passée de 44 % en 2001 à 54,4 % en 2011 ;
- les prestations relatives au **temps libre des familles** (1,01 Md€) ont progressé de 88 % depuis 2001 (de + 2,7 % en 2011). Elles représentent 23 % des dépenses ;
- les dépenses concernant **l'accompagnement social des familles** (0,44 milliard) ont régressé de - 7,0 % en volume entre 2001 et 2011 (avec - 0,7 % en 2011). Leur part dans l'ensemble des prestations extra-légales n'est plus que de 10 % en 2011 contre 18 % en 2001.
- l'animation et la vie sociale représentent 7 % des dépenses d'As, le logement 4 %.

### **Encadré 8 : L'action sociale des Caf en quelques dates**

Les dépenses du Fnas ont deux finalités : améliorer la vie quotidienne des familles et favoriser l'épanouissement des enfants, en facilitant l'articulation entre vie professionnelle, vie familiale et vie sociale et en soutenant les relations sociales de proximité ; mieux accompagner les familles en réaffirmant le soutien à la parentalité pour prévenir les difficultés familiales ou sociales, en aidant les familles rencontrant des difficultés liées à leur logement et à leur habitat, enfin en renforçant l'accompagnement des familles vulnérables.

Depuis 1984, l'évolution des dépenses du Fnas a été marquée par les faits suivants :

- 1984 . création de la prestation de service contrat crèche ;
- 1986 . décentralisation de l'enveloppe relative aux vacances ;
- 1987 . majoration de la prestation de service centres sociaux et création de la prestation de service aides ménagères ;
- 1988 . création de la prestation de service contrat enfance ;
- 1989 . crédit pour la formation des assistantes maternelles ;
- 1991 . extension des contrats enfance aux Dom ; les prestations assistantes maternelles deviennent une prestation légale (Afeama) ;
- 1993 . 48,78 M€ d'aide forfaitaire versés aux adultes handicapés ;
- 1995 . mise en œuvre de la loi Famille ;
- 1998 . lancement du dispositif contrat temps libre ;
- 2000 . réforme de la prestation de service crèche ;
- 2001 . mise en place du budget unique de gestion (transfert des frais de pilotage, gestion et informatique au budget de Fnga) ;  
 . lancement du fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe) ;
- 2002 . lancement de l'aide exceptionnelle à l'investissement des structures d'accueil de la petite enfance (Aei, cf. chapitre 7) ;  
 . mise en place de la prestation de service unique ;
- 2004 . dispositif d'aide à l'investissement petite enfance. Ce troisième plan crèche est doté de 200 M€ et finance aussi bien des crèches gérées par des entreprises spécialisées que des crèches gérées par des communes ou des associations, pour les habitants d'une commune ou les salariés d'une entreprise ;
- 2005 . intégration des fonctionnaires de l'Etat, des agents de La Poste et de France Télécom ;  
 . fin des contrats crèches, intégrés dans les contrats enfance ;

- 2006 . les contrats enfance et jeunesse (Cej) mis en place au 1<sup>er</sup> juillet remplaceront, à terme, les contrats enfance et les contrats temps libres. Ces nouveaux contrats permettent de concilier développement de l'offre, sélectivité territoriale et maîtrise des financements ;
- 2007 . le fonds d'accompagnement du contrat enfance et jeunesse (Facej) est doté de 20 M€ (principalement au profit des territoires « rural fragilisé » et « zone urbaine sensible ») ;  
 . financement des premières micro-crèches par la Ps ou la Paje ;  
 . réforme du financement de l'aide à domicile et des accueils de loisirs sans hébergement (Alsh) ;
- 2008 . mise en place du site internet mon-enfant.fr (information des familles sur l'offre d'accueil) et du Siej (système d'information enfance jeunesse, pour la transmission de données de gestion) ;
- 2009 . prime d'installation versée aux assistants maternels nouvellement agréés, s'engageant à rester un minimum de trois ans dans la profession (300 €, majorée de 200 € dans des zones où le taux de couverture est inférieur à la moyenne départementale) ;  
 . Regroupements autorisés d'assistants maternels (expérimentations menées depuis quatre ans dans le département de la Mayenne) ;
- 2010 . harmonisation des prestations de service sur les secteurs de l'enfance et de la jeunesse dans les Dom ;
- 2011 . indicateurs nationaux de suivi du socle national de travail social.

### **Les plans crèches : création de fonds spécifiques d'action sociale :**

Mis en œuvre à partir de 2001, le fonds d'investissement pour la petite enfance (Fipe) a financé la création de places nouvelles et le réaménagement de crèches existantes. Fin 2010, le Fipe dispose de 9,13 M€ de réserves(cf. T1PF 681).

D'autres fonds, financés sur cotisations sociales, ont pris le relais : l'aide exceptionnelle à l'investissement (Aei, 2002), le dispositif d'aide à l'investissement petite enfance (Daïpe, 2004), le dispositif d'investissement petite enfance (Dipe, 2005), le plan d'aide à l'investissement pour la petite enfance (Païppe, 2007) et son fonds d'abondement (Fapaïppe, 2008), le plan crèches pluriannuel d'investissement (Pcpi, 2009) qui, avec le Fipe, représentent **1 576 M€ de crédits mis depuis 10 ans à la disposition des porteurs de projets pour créer des crèches.**

Dépenses Caf en euros constants	Structure		Rapport	Evolution
	2001	2011	2011/2001	2011/2010
<b>Prestations extra-légales</b>	100 %	100 %	68,6 %	4,5 %
Accueil des jeunes enfants	44 %	54 %	109,1 %	7,0 %
Temps libre des familles	20 %	23 %	87,9 %	2,7 %
Accompagnement social des familles	18 %	10 %	-7,0 %	-0,7 %
Animation et vie sociale	9 %	7 %	26,7 %	0,0 %
Logement et habitat	7 %	4 %	-14,1 %	0,1 %
Autres : P. supplémentaires, œuvres...	1 %	2 %	192,8 %	7,6 %

\* Les dépenses de **prestations de service** (3,22 Md€ en 2011) ont progressé en volume de + 30 % depuis 2006 (de + 7,4 % en 2011, cf. *TIPF 6913*).

Evolution (en euros constants)	2011	2011/2010	2011/2006
<b>Ensemble des prestations de service</b>	<b>3 222</b>	<b>7,4 %</b>	<b>30,7 %</b>
Prestations de service ordinaires	2 232	9,3 %	49,3 %
Crèches - Petite enfance	560	2,2 %	-8,7 %
Temps libre - Jeunesse	430	4,6 %	21,0 %

### Encadré 9 : L'action sociale 2009-2012

La Cog 2009-2012 intègre une progression annuelle des crédits d'action sociale de 7,5 % sur quatre ans, soit 1,25 Md€ supplémentaires en 2012 par rapport à 2008.

\* Ce fort investissement financier soutient une politique familiale et sociale efficace et adaptée aux besoins des familles. Il permet de financer **100 000 solutions d'accueil collectif pour les jeunes enfants** avec :

- un septième plan crèche, Pcp, (plan crèche pluriannuel d'investissement). Il a été mis en œuvre en décembre 2009 pour ouvrir 60 000 places nouvelles entre 2009 et 2016 ;
- des mesures, à la hauteur de 15 M€, concernant les horaires atypiques, l'accueil des enfants handicapés, les formes d'accueil innovantes et l'amélioration de la qualité de l'accueil et de 16 M€ pour les zones rurales et les zones urbaines sensibles (fonds d'accompagnement des contrats enfance et jeunesse) ;
- un soutien financier pour la professionnalisation des intervenants en relais d'assistants maternels ;
- l'octroi d'une prime d'installation aux assistants maternels nouvellement agréés qui signent une charte d'engagements réciproques.

\* Le budget global pour **l'accueil des 6-18 ans** progresse de 4,8 % avec :

- une enveloppe spécifique pour les adolescents de 15 M€ pour des actions qui soutiennent, soit des initiatives portées par des jeunes, soit une démarche spécifique en direction du public jeune ;
- Le dernier Facej (Fonds d'accompagnement des contrats enfance et jeunesse) est aussi abondé de 16 M€ pour la jeunesse dans les zones rurales et les zones urbaines sensibles.

- La progression des **prestations de service ordinaires** (+ 49 % en volume en cinq ans, 2,23 Md€) provient de la création de nouvelles places d'accueil en crèche, de l'extension aux Dom des prestations de service ordinaires et du passage d'un grand nombre de caisses à la prestation de service unique (Psu). Par ailleurs, une hausse de la fréquentation des places est induite par la pénalisation des établissements qui n'atteignent pas 70 % de taux de fréquentation.

- La croissance des dépenses des « **Contrats - Temps Libre** » et « **Jeunesse** » (+ 21 % en volume depuis 2006, 560 M€) s'explique par la multiplication des actions financées, l'augmentation des coûts unitaires des équipements et actions, du nombre de contrats et de la hausse des taux de cofinancement.

- Les dépenses « **Crèches – Petite enfance** » progressent de + 2,2 % en 2011 (avec – 7,7 % depuis 2001, 560 M€).

*En 2005, une majoration du taux du régime général (+ 2,8 %) a été effectuée par les caisses pour tenir compte de l'accès des fonctionnaires aux équipements. Par ailleurs, suite à l'intégration des fonctionnaires au régime général, la ligne contribution publique contrats crèches n'est alimentée en 2005 qu'à concurrence de 2 M€ contre 60 M€ en 2004. Toutefois, le taux de cotisation des régimes spéciaux n'est majoré qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006 pour les allocataires des régimes spéciaux qui ont été rattachés aux Caf<sup>21</sup> (soit 5,4 % comme le régime général au lieu de 5,2 %).*

### • **Fonds national de gestion administrative : 2,15 Md€**

Les dépenses de gestion peuvent être définies selon des méthodologies différentes. Elles s'élèvent à :

**. 2,62 Md€ de charges de gestion courante<sup>22</sup>** (consolidées Cnaf, Caf, Certi et Cnedi, hors opérations en capital, – 5 % en volume en 2008, + 19 % en 2009, + 12,2 % en 2010, – 1,4 % en 2011, + 25 % depuis 2006) ;

**. 2,15 Md€** si l'on prend en compte les **dépenses du Fnga**. Ces dépenses ont progressé en monnaie constante de + 2,9 % en 2008, de + 12 % en 2009, de + 3 % en 2010, de + 3,5 % en 2011 et de + 23 % entre 2006 et 2011 (cf. *TIPF 671*).

Plusieurs phénomènes expliquent cette évolution :

- **en 2000**, compte tenu des difficultés rencontrées par la branche Famille pour atteindre les engagements de service, la Cnaf a négocié avec l'Etat et obtenu 720 emplois complémentaires. Ces emplois ont permis, notamment, de consolider les

moyens précaires recrutés lors des exercices précédents pour la montée en charge de Cristal ;

- **l'exercice 2001**, première année de la deuxième Cog, est marqué par les cinq faits suivants :

. la mise en œuvre d'un budget unique de gestion avec le transfert de la gestion administrative de l'action sociale vers le Fnga ;

. les conséquences de la **mise en œuvre de l'euro** avec la remontée au niveau national de tous les fonds non comptabilisés au 31 décembre 2001. Cette décision a facilité les opérations de conversion, mais elle a minoré artificiellement la consommation 2001 et majoré celle de 2002 (374 millions de francs) ;

. la **mise en œuvre de l'Artt courant 2001** dans la branche Famille avec la création de 1 415 emplois en gestion administrative. **La création de ces emplois s'étale sur 2001 et 2002 ;**

. la suppression, à compter de 2001, du financement, par le Fnga des caisses nationales, des dépenses de gestion de la branche Recouvrement, ce qui minore les dépenses du Fnga de la branche Famille. Le financement de l'**Acoss** par la Cnaf (156 M€ en 2003) est financé par le Fn timer. Les tableaux statistiques regroupent, sous la rubrique « gestion », la contribution du Fn timer au Fnga de l'Acoss et de l'Ucanss ;

. la **Cog 2001-2004 n'a été signée que mi-2001** et les projets n'ont pu être menés à leur terme durant le deuxième semestre 2001. La sous-consommation des crédits en 2001 qui en découle explique en partie le fort taux d'évolution des dépenses en 2002 ;

- l'acquisition d'un nouveau siège pour la Cnaf majore les **dépenses 2002** de 72 M€ ;

- en excluant les dépenses exceptionnelles 2002 qui minorent artificiellement l'évolution 2003, l'évolution entre 2002 et 2003 se situe à près de 9 %. Cette progression importante est due notamment à l'**effet report de l'Artt** et à la concrétisation des plans d'investissement dans les Caf ;

- **l'exercice 2005**, première année de la troisième Cog, est marqué par les deux faits suivants :

. les projets, notamment d'investissement, n'ont pu que très partiellement être concrétisés, la signature de la Cog 2005-2008 ayant été tardive ;

. la mise en œuvre des nouvelles classifications des agents et des cadres en février 2005 et des agents de direction mi-2005. Ces deux dispositifs privilégient dorénavant la valorisation des compétences au détriment de l'ancienneté.

- **les exercices 2006 à 2008** ont vu, pour la première fois depuis des années, une inversion de tendance des effectifs de gestion administrative de la branche Famille puisque la Cog 2005-2008 avait prévu la suppression de 900 emplois budgétaires durant les années 2006 à 2008 soit 300 emplois par an.

Parallèlement, conformément aux engagements de la Cog, les caisses ont fait un effort important en

matière de dépenses de fonctionnement hors personnel en regroupant leurs marchés d'achats de fournitures, en réalisant des économies d'énergie dans le cadre d'une démarche de développement durable.

De plus, l'exercice 2008 étant la dernière année de la Cog, le volume d'investissement est important compte tenu de la concrétisation, la dernière année de la Cog, de projets notamment immobiliers d'envergure.

### **Encadré 10 : Règles budgétaires... Cog**

*A compter de 1988, une réforme du dispositif budgétaire a été mise en œuvre en matière de gestion. Cette réforme a conduit la Cnaf, avec l'accord des pouvoirs publics, à définir de nouvelles règles budgétaires :*

• *une limite financière déterminée préalablement à l'élaboration du budget : c'est la notion de crédit de référence ;*

• *le crédit de référence est calculé sur une base connue de tous, visant à réduire progressivement les écarts de coût entre les Caf ;*

• *à l'intérieur de la limite financière, le gestionnaire peut décider des dépenses prioritaires. C'est le total de la dépense qui est limité. Sauf déviation manifeste, la tutelle n'intervient que si la limite financière est dépassée.*

Grâce à une approche budgétaire pluriannuelle, d'une part, le gestionnaire connaît les règles d'évolution des ressources sur une période de trois à quatre ans et, d'autre part, il peut prévoir un report d'économies d'une année sur l'autre, les économies réalisées restant disponibles pour la caisse sous réserve d'atteinte des engagements de service.

Une nouvelle **convention d'objectifs et de gestion**<sup>23</sup> (Cog) a été signée pour la période **2009-2012**.

- **L'exercice 2009**, première année de la quatrième Cog, permet de constater une évolution importante des dépenses d'environ 10 % par rapport à 2008.

Cette évolution est liée à plusieurs phénomènes :

. Le plus important est la création du Rsa à compter du 1<sup>er</sup> juin 2009. Pour faire face à cette charge, la branche a obtenu la création et le financement de 1 257 emplois Cdi (60 M€ dont 40 M€ pour le personnel et 20 M€ pour le fonctionnement) et des crédits exceptionnels pour accompagner la montée en charges (30 M€ pour le personnel, Cdd, Hs, et 10,36 M€ pour le fonctionnement). Les emplois seront progressivement restitués à compter de 2010 pour atteindre un solde positif de 80 emplois en fin de Cog (2012).



. L'intégration, à compter de janvier 2009, des coûts liés à la prise en charge des cotisations mutuelle par les employeurs (11 M€ pour le Fnga) en conformité avec le protocole Ucanss agréé.

. L'impact financier de protocoles salariaux spécifiques aux Dom suite aux divers mouvements sociaux du début 2009. L'impact pour le Fnga est de 5,23 M€ en 2009 et de 6,93 M€ à compter de 2010 (année pleine).

- **L'exercice 2010** s'inscrit dans la continuité de celui de 2009 avec la poursuite de la montée en charge du Rsa et du Rsa jeune. Par ailleurs, le transfert de la gestion des Ccapex<sup>24</sup> représente une charge supplémentaire pour la branche Famille (estimée à 176 Etp) qui n'a pas fait l'objet d'un financement complémentaire et ainsi contraint les ressources du Fnga. En outre la branche a également financé, sans moyens complémentaires, la prise en charge d'une partie des effectifs affectés au Rsa Dom à compter de septembre 2010.

. De plus, la négociation de la **Cog 2009-2012** prévoit un Gvt positif de 2 % par an avec un financement de 1 %, le solde étant autofinancé sur les départs en retraite.

#### Notes

<sup>1</sup> Toutefois, la participation de la Cnaf au financement du Fnal figure en dépenses de la branche et la participation du Fnal aux frais de gestion en recettes de la branche.

<sup>2</sup> Cf. T1PF 794 pour le Pib en volume et rapport d'octobre 2012 de la Ccss pages 23-25 pour la masse salariale. « Après la reprise très modérée de 2010 et du premier semestre 2011, la conjoncture européenne s'est progressivement dégradée sous les effets conjugués du ralentissement de l'économie mondiale, du durcissement des politiques budgétaires et des tensions au sein de la zone euro ».

Evolution	Pib en volume France	Masse salariale	Effectifs salariés	Salaire moyen par tête
2006	+ 2,9 %	+ 3,5 %	+ 1,2 %	+ 3,3 %
2007	+ 3,4 %	+ 4,9 %	+ 1,8 %	+ 3,1 %
2008	- 0,3 %	+ 3,4 %	+ 0,7 %	+ 2,7 %
2009	- 2,5 %	- 1,3 %	- 2,4 %	+ 1,1 %
2010	+ 1,3 %	+ 2,0 %	- 0,2 %	+ 2,2 %
2011	+ 1,0 %	+ 3,6 %	+ 1,0 %	+ 2,6 %

<sup>3</sup> Cf. rapport de la Ccss, juin 2009 : page 229 et fiche 6-2.

A compter de janvier 2008, les Eti ne connaissent qu'un seul interlocuteur, le régime social des indépendants (Rsi) qui gère l'ensemble de leurs cotisations et contributions sociales. Le recouvrement des cotisations et contributions sociales est assuré à la fois par le Rsi et les Urssaf.

Par ailleurs, la coordination entre le Rsi et les Urssaf est renforcée par la mise en place de comités de concertation et de coordination au niveau national et local, chargés d'assurer une plus grande cohérence dans le traitement

des dossiers des artisans et commerçants qui sont à la fois travailleurs indépendants et employeurs.

Les travailleurs indépendants qui rencontrent des difficultés financières pour s'acquitter de leurs cotisations peuvent désormais bénéficier d'un fonds social géré par leur régime et qui peut prendre en charge tout ou partie de l'ensemble de leurs cotisations et contributions.

Enfin, les modalités de recouvrement sont fortement simplifiées et le prélèvement mensuel privilégié afin de faciliter le paiement des cotisations et contributions sociales.

Cependant ce nouveau dispositif a impliqué une forte hausse des charges portant sur les produits (admissions en non-valeur plus dotations nettes sur les créances).

Par ailleurs, il est à noter que la baisse du rendement des cotisations des Eti en 2004 s'explique par la suppression de la procédure d'ajustement (sur la base des revenus N - 1). Un montant important de cotisations qui aurait été recouvré à la fin de 2004 et au début de 2005 en l'absence de réforme sera rattaché au moment de la régularisation définitive pour partie à 2005 et pour partie à 2006.

<sup>4</sup> Les dépenses relatives à la majoration de l'Aeeh accordée aux personnes isolées (créée en 2006) sont remboursées à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (13,06 M€ en 2010, 7,23 M€ en 2011). Cette recette figure en transferts reçus et non en remboursement de prestations.

<sup>5</sup> Cf. chapitre 8, brochure PF2006.

<sup>6</sup> Cf. rapport de septembre 2011 de la Ccss page 12. Le schéma de financement associé à la reprise de dette de 2011 a comporté le transfert de la Cnaf à la Cades de 0,28 point de CSG (soit 3,3 Md€ en 2011). La Cnaf a reçu en compensation le produit de trois recettes fiscales : le bilan est quasi neutre selon le rapport de septembre 2012 de la Ccss.

<sup>7</sup> En 2006, la mise en place de la mesure de taxation des plans d'épargne logement ouverts depuis plus de dix ans a généré un rendement d'environ 1,5 Md€ (+ 240 M€ pour la Cnaf). Par ailleurs, la Csg assise sur les revenus du patrimoine a diminué en raison de la suppression depuis 2006 de l'avoir fiscal qui réduit sensiblement l'assiette de la Csg (- 400 M€).

<sup>8</sup> L'Etat continue à prendre en charge les mesures d'aide à l'insertion et à la réinsertion (158 M€ en 2010) et d'aide à l'embauche (276 M€) ainsi que les mesures diverses (176 M€, cf. T1PF 682).

<sup>9</sup> Cf. renvoi 1 du chapitre 8 PF2006 pour le principe d'une garantie des ressources à la branche Famille.

<sup>10</sup> Cf. rapport de juin 2009 de la Ccss fiche 10-2.

\* Afin d'inciter les médecins à adhérer au secteur conventionnel, un système de prise en charge partielle par l'assurance maladie de certaines cotisations sociales a été mis en place en 1960...

- Jusqu'en 2005, la prise en charge par l'assurance maladie des cotisations des professionnels de santé proportionnelles au revenu avait pour assiette les revenus conventionnels imposables.

- Dès 2005, les cotisations maladie des médecins furent prises en charge sur la base de leurs revenus hors dépassements de N-2 et les cotisations famille sur la base de leurs revenus hors dépassements de N-1.

- Un changement d'assiette similaire est entré en vigueur en 2007 pour les chirurgiens dentistes, en 2008 pour les infirmières et les masseurs-kinésithérapeutes et en 2009 pour les orthoptistes et les podologues.

\* Par ailleurs, depuis janvier 2005, seuls les revenus hors dépassement servent de base de calcul dans la prise en charge par les Cnam. Suite à cette mesure, la contribution régresse en volume (- 3,2 % en 2006, - 3,5 % en 2007).

<sup>11</sup> Les frais de gestion correspondant au Rmi, aux différentes aides à l'emploi, à l'Api et à l'Aah (ainsi que les frais de tutelle de l'Aah) ne sont pas remboursés à la Cnaf.

<sup>12</sup> Ces frais de gestion au titre des allocations logement étaient conventionnellement fixés à 2 % des prestations versées. L'Etat prenait en charge ces frais :

- pour la totalité de l'Als ;

- sur la partie de l'Als servie par la Cnaf pour le compte de l'Etat (50 % du montant global) ;

- à compter de 2006 (avec application rétroactive en 2005), l'Etat prend en charge la totalité des frais relatifs à l'Apl.

« Pour l'Apl, jusqu'en 2004 inclus, la prise en charge s'est faite à hauteur du taux de contribution au Fnh » (source : rapport de juin 2009 de la Ccss page 49). Cf. PF2006 chapitre 8, pour l'historique du calcul des frais de gestion.

<sup>13</sup> Les produits 2006 ont été majorés suite à deux régularisations :

- l'inscription de produits exceptionnels au titre de l'annulation d'une dette envers les régimes agricoles indûment comptabilisée lors d'exercices passés (222 M€) ;

- à compter de 2005, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal ; la majoration appliquée rétroactivement à 2005 a été comptabilisée en 2006.

Les produits divers 2007 retenus dans cette brochure (1 Md€, T1PF 6511) correspondent aux produits comptables (hors contribution du Fnal au frais de gestion) minorés du montant des produits correspondant à des régularisations comptabilisées en débit relatives à l'Avpf (- 290,07 M€). Les dépenses diverses comptabilisées sont minorées de ce même montant.

Les reprises sur provisions passent de 416 M€ en 2008 à 904 M€ en 2009 (cf. T1PF 622).

<sup>14</sup> Les dépenses diverses 2007 sont minorées dans leur présentation statistique du total des débits relatifs aux régularisations Avpf sur exercices antérieurs comptabilisées en 2007 (- 290 M€). Les recettes diverses sont minorées du même montant : le solde des régularisations Avpf figure ainsi en produit.

Suite à une révision de leurs modalités de calcul des dotations pour provisions sur indus et rappels, celles-ci ont augmenté de 538 M€ en 2008, soit un point de croissance des charges nettes (cf. rapport de juin 2009 de la Ccss page 225 et page 69).

<sup>15</sup> Au titre de l'allocation logement virtuelle (Alv) et de la participation au financement de l'aide aux associations. Le

tableau T1PF 6991 suit depuis 2005 les dépenses d'Alv (en détaillant l'estimation initiale et les régularisations sur exercices antérieurs), le taux de financement de l'Alv par la Cnaf. Le tableau T1PF 6990 suit ce taux de contribution de 1978 à 1993.

Il est à noter que la contribution du Bapsa au Fnh au titre de l'exercice 2002 est comptabilisée en 2003 par la Cnaf. Toutefois, le chiffre statistique 2002 relatif à l'Alv tient compte de cette contribution du Bapsa en 2002 (elle est équilibrée au niveau des tableaux statistiques 2002 par une moindre dépense diverse de 84,9 M€).

- Par ailleurs, la contribution de la Cnaf est fixée à 48 % des aides aux associations (Alt).

<sup>16</sup> Pris après la naissance de l'enfant, ce congé a une durée maximale de onze jours calendaires (samedis, dimanches et jours fériés compris). Il est au maximum de 18 jours calendaires en cas de naissances multiples. Cette prestation s'apparente à une indemnité journalière maladie dans son mode de calcul. Les jours de congé de paternité se cumulent avec le congé de naissance de trois jours accordés aux salariés pour la naissance de l'enfant.

<sup>17</sup> Les dépenses de gestion relatives à l'action sociale, qui relevaient du Fnas jusqu'en 2000, ont été transférées au Fnga (212 M€ en 2000).

La contribution de la Cnaf au Fastif figurait en dépenses de la Cnaf. En 2000, l'Etat prend à sa charge cette contribution de la Cnaf (150 M€ de recettes). Les dépenses de ce fonds ne sont plus reprises dans les comptes de la Cnaf à compter de 2001.

<sup>18</sup> Source : Cnaf - Dser Justinia Clément, Fascicules d'Action sociale (données disponibles depuis 1995). Les prestations de service et les dépenses d'action sociale des Caf regroupent les ressources du Fnas (dotations limitatives par Caf) et les ressources propres aux Caf (remboursements de prêts, prélèvements sur fonds de roulement, produits d'amortissement).

La ventilation fonctionnelle des dépenses d'action sociale des Caf par exercice diffère des dépenses consolidées d'action sociale, ces dernières excluant entre autres les opérations en capital.

<sup>19</sup> Cf. rapport 2010 de l'Agent comptable page 14.

<sup>20</sup> C'est-à-dire après neutralisation des prix hors tabac et non de l'évolution de l'indice mixte prix-salaire retenu pour la revalorisation du budget de l'action sociale.

<sup>21</sup> Il reste fixé à 5,2 % pour la Sncf, la Ratp et Edf-Gdf.

<sup>22</sup> Fnga + budget des œuvres, hors opérations en capital.

<sup>23</sup> Le protocole d'accord signé dans le cadre des négociations relatives à la convention d'objectifs et de gestion pour 2009 à 2012 permet, d'une part, une évolution des crédits d'action sociale de + 7,5 % par an, d'autre part, le recrutement immédiat de 250 emplois supplémentaires pour les Caf, qui s'ajoutent aux 1 007 déjà accordés au titre du Rsa.

<sup>24</sup> Ccapex : Commission de coordination des actions de prévention des expulsions ; Etp : équivalent temps plein.



**TIPF 611 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants**

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	2000 CNAF	2002 Branche	2003 Branche	2004 Branche	2005 Branche	2006 Branche	2007 Branche	2008 Branche	2009 Branche	2010 Branche	2011 CNAF	2011 Branche
<b>1. Cotisations sociales</b>	<b>8 958</b>	<b>11 707</b>	<b>26 023</b>	<b>22 793</b>	<b>27 815</b>	<b>30 577</b>	<b>31 296</b>	<b>32 086</b>	<b>32 843</b>	<b>31 293</b>	<b>32 348</b>	<b>33 703</b>	<b>33 845</b>	<b>34 397</b>	<b>35 026,59</b>	<b>35 026,59</b>
<b>Cotisations sociales des actifs (a)</b>	8 958	11 707	25 495	19 945	24 837	27 046	27 714	28 301	29 321	30 450	31 384	32 586	32 832	33 427	34 199,37	34 199,37
Cotisations sociales sur salaires	8 453	11 036	22 837	17 722	21 998	23 911	24 435	25 117	25 951	26 911	27 719	28 376	28 430	29 298	30 286,83	30 286,83
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	491	656	2 618	2 203	2 660	3 017	3 167	3 081	3 270	3 430	3 554	4 128	4 287	4 003	3 809,77	3 808,11
Majorations et pénalités	13	15	40	20	180	118	112	103	101	109	110	82	115	126	102,77	104,43
<b>Cotisations sociales prises en charge (b)</b>			528	2 849	2 978	3 530	3 582	3 785	3 521	843	964	1 117	1 013	970	827,21	827,21
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités			428	2 661	2 777	3 307	3 346	3 513	3 255	581	707	775	692	669	548,70	548,70
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			100	188	201	223	236	272	266	262	257	342	321	301	278,51	278,51
<b>2. CSG, impôts et taxes affectés (g)</b>			<b>684</b>	<b>6 648</b>	<b>8 930</b>	<b>9 483</b>	<b>9 723</b>	<b>9 993</b>	<b>10 760</b>	<b>14 578</b>	<b>15 602</b>	<b>16 395</b>	<b>16 122</b>	<b>16 081</b>	<b>17 065,99</b>	<b>17 065,99</b>
Contribution sociale généralisée				6 542	8 728	9 483	9 723	9 993	10 432	11 084	11 657	12 171	11 979	12 164	9 311,42	9 311,42
Autres impôts et taxes affectés			684	106	202	0		0	328	3 494	3 945	4 224	4 143	3 918	4 402,64	7 754,56
Impôts et taxes liés à la consommation										1 298	1 514	1 601	1 552	1 329	1 635,39	1 635,39
Taxe sur les salaires										1 673	1 866	2 063	2 014	2 005	2 767,28	2 767,28
Taxes diverses															1 725,92	1 725,92
Contribution diverses															1 626,00	1 626,00
<b>3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)</b>	<b>101</b>	<b>190</b>	<b>176</b>	<b>214</b>	<b>230</b>	<b>212</b>	<b>187</b>	<b>193</b>	<b>190</b>	<b>149</b>	<b>229</b>	<b>239</b>	<b>368</b>	<b>319</b>	<b>310,25</b>	<b>308,95</b>
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	21	40	127	156	176	161	132	138	132	133	209	218	223	227	234,89	234,89
Frais de gestion RSA													98	75	66,83	66,83
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	15	20	49	58	54	51	55	55	57							
Prise en charge du complément AEEH par la CNSA										16	20	21	23	13	5,95	7,23
Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA)	64	130						0	0	0	0				1,35	
<b>4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL)</b>	<b>282</b>	<b>27</b>	<b>92</b>	<b>569</b>	<b>160</b>	<b>643</b>	<b>825</b>	<b>802</b>	<b>681</b>	<b>965</b>	<b>999</b>	<b>978</b>	<b>1 303</b>	<b>600</b>	<b>383,30</b>	<b>563,39</b>
dont subvention d'équilibre (des CAF aux œuvres)						351	420	433	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
Produits PAH											Cf. solde PAH en prestations avant 2011				45,44	45,44
Revenus des capitaux (k)	2	20	78		16						52	123	35	23	21,24	33,11
Remboursements PJM (l)			1	0											0,09	
Rec. diverses, prélèv. FIPE, - recettes K FNGA, - rbt PAH, ajust. stat.	280	7	13	569	145					0	-290				316,53	484,84
<b>Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	<b>9 340</b>	<b>11 924</b>	<b>26 974</b>	<b>30 225</b>	<b>37 136</b>										<b>52 786,11</b>	
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)			1 083	9 274	11 657	12 732	13 013	13 447	14 012	15 159	16 309	17 161	16 792	16 750	17 614,69	17 614,69
<b>Produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>						<b>40 915</b>	<b>42 031</b>	<b>43 075</b>	<b>44 473</b>	<b>46 985</b>	<b>49 178</b>	<b>51 316</b>	<b>51 638</b>	<b>51 397</b>		<b>52 964,92</b>
<b>5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)</b>			2 420	4 033	5 262	5 286	5 466	5 772	6 006	6 296	6 582	6 808	6 532	16	18,96	18,91
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)					722	796	833	900	972	1 064	1 075	1 024	544		1,33	
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)			2 391	3 137	4 028	4 430	4 577	4 812	5 032	5 230	5 505	5 773	5 965	14	16,35	17,68
Autres contributions publiques (contrats crèche jusqu'en 2005) (i)			29	35	50	58	56	60	2		9	21				
Autres remboursements				862	461	2	0	0	1	2	2	2	1	2	1,28	1,23
<b>Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)</b>	<b>9 340</b>	<b>11 924</b>	<b>29 394</b>	<b>34 258</b>	<b>42 398</b>										<b>52 805,07</b>	52 983,83
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)			3 503	13 307	16 919	18 018	18 480	19 218	20 019	21 455	22 891	23 969	23 324	16 766	17 633,64	17 633,59
<b>Total des produits de la branche Famille</b>						<b>46 200</b>	<b>47 497</b>	<b>48 847</b>	<b>50 480</b>	<b>53 281</b>	<b>55 760</b>	<b>58 124</b>	<b>58 170</b>	<b>51 414</b>	<b>52 805,07</b>	<b>52 983,83</b>

**TIPF 612 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : présentation comptable pour la CCSS (en millions d'euros)**

Millions d'euros						2002	2003	2004	CCSS 2005	CCSS 2006	CCSS 2007	CCSS 2008	CCSS 2009	CCSS 2010	CCSS 2011
Ventilation comptable des charges du compte de résultat						46 200	47 497	48 847	50 745	53 281	57 530	58 124	58 170	51 414	52 983,83
A. Cotisations, impôts et taxes affectés						37 247	38 093	42 095	43 602	45 871	47 950	50 098	49 967	50 478	52 092,57
Cotisations sociales (idem a)						27 046	27 714	28 301	29 321	30 450	31 384	32 586	32 832	33 427	34 199,37
Cotisations prises en charge par l'Etat (hors FOREC, idem c)						495	419	3 528	3 255	581	707	775	692	669	548,70
Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (a)						223	236	272	266	262	257	342	321	301	278,51
Autres impôts et taxes affectés (b)									328	3 494	3 945	4 224	4 143	3 918	7 754,56
CSG						9 483	9 723	9 993	10 432	11 084	11 657	12 171	11 979	12 164	9 311,42
B. Produits techniques						8 148	8 447	5 812	6 064	6 312	6 602	6 829	6 554	29	26,14
Transferts reçus d'organismes de SS et assimilés (yc FOREC) (d + j)						2 864	2 981	40	57						
Prise en charge du complément AEEH par la CNSA										16	20	21	23	13	7,23
Contributions publiques : rembourse. AAH, API, contrats crèche (h)						5 284	5 466	5 772	6 006	6 296	6 582	6 808	6 532	16	18,91
C. Autres produits						806	958	941	1 079	1 098	2 978	1 197	1 648	906	865,11
Divers produits techniques (yc FNAL, FNH)						234	174	155	147	292	229	251	347	330	317,25
Reprises sur provisions						9	274	264	36	159	225	416	904	290	329,55
Produits financiers						129	122	109	94	70	64	123	35	23	33,11
Produits de gestion courante						353	305	329	337	301	324	308	327	218	151,23
Produits exceptionnels						79	84	84	465	276	657	99	36	44	33,98
Produits exceptionnels = charges exceptionnelles											1 480				

**TIPF 613 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants**

Evolution en euros courants (en %)	CNAF 1979/1978	CNAF 1981/1980	CNAF 1991/1990	CNAF 96DC13m /95ED	CNAF 2001/2000	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Branche 2007/2006	Branche 2008/2007	Branche 2009/2008	Branche 2010/2009	Branche 2011/2010	Tx moyen an. Branche 2011 / CNAF 2001
<b>1. Cotisations sociales</b>	11,44 %	15,04 %	-12,86 %	28,33 %	7,53 %	<b>2,35 %</b>	<b>2,53 %</b>	<b>2,36 %</b>	<b>-4,72 %</b>	<b>3,37 %</b>	<b>4,19 %</b>	<b>0,42 %</b>	<b>1,63 %</b>	<b>1,83 %</b>	<b>1,37 %</b>
<b>Cotisations sociales des actifs (a)</b>	11,44 %	15,04 %	-13,38 %	31,37 %	6,58 %	<b>2,47 %</b>	<b>2,12 %</b>	<b>3,60 %</b>	<b>3,85 %</b>	<b>3,07 %</b>	<b>3,83 %</b>	<b>0,76 %</b>	<b>1,81 %</b>	<b>2,31 %</b>	<b>2,37 %</b>
Cotisations sociales sur salaires	11,36 %	15,09 %	-14,94 %	28,85 %	6,11 %	2,19 %	2,79 %	3,32 %	3,70 %	3,01 %	2,37 %	0,19 %	3,05 %	3,37 %	2,39 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	12,91 %	14,02 %	-0,02 %	27,46 %	11,87 %	4,97 %	-2,72 %	6,12 %	4,90 %	3,64 %	16,14 %	3,86 %	-6,63 %	-4,87 %	2,35 %
Majorations et pénalités	11,90 %	21,43 %	-1,91 %	ns	-13,77 %	-4,98 %	-7,93 %	-2,07 %	8,42 %	0,75 %	-25,26 %	39,22 %	9,60 %	-16,90 %	-1,19 %
<b>Cotisations sociales prises en charge (b)</b>			12,36 %	7,07 %	15,43 %	<b>1,45 %</b>	<b>5,68 %</b>	<b>-6,97 %</b>	<b>-76,06 %</b>	<b>14,34 %</b>	<b>15,92 %</b>	<b>-9,36 %</b>	<b>-4,23 %</b>	<b>-14,73 %</b>	<b>-13,51 %</b>
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités			5,34 %	7,39 %	16,43 %	1,16 %	5,02 %	-7,35 %	-82,15 %	21,78 %	9,55 %	-10,77 %	-3,30 %	-17,95 %	-16,44 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			42,38 %	2,58 %	1,57 %	5,87 %	15,07 %	-1,97 %	-1,57 %	-2,14 %	33,49 %	-6,14 %	-6,23 %	-7,59 %	2,25 %
<b>2. CSG, impôts et taxes affectés (g)</b>			594,30 %	14,75 %	4,28 %	<b>2,54 %</b>	<b>2,78 %</b>	<b>7,67 %</b>	<b>35,49 %</b>	<b>7,02 %</b>	<b>5,08 %</b>	<b>-1,66 %</b>	<b>-0,25 %</b>	<b>6,12 %</b>	<b>6,05 %</b>
Contribution sociale généralisée			14,61 %	6,58 %	6,58 %	2,54 %	2,78 %	4,39 %	6,25 %	5,17 %	4,41 %	-1,58 %	1,54 %	-23,45 %	-0,18 %
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)			-77,95 %	22,96 %						12,90 %	7,05 %	-1,91 %	-5,44 %	97,94 %	
<b>3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)</b>	152,19 %	12,67 %	7,99 %	4,05 %	1,47 %	<b>-11,75 %</b>	<b>3,46 %</b>	<b>-1,94 %</b>	-21,42 %	53,90 %	<b>4,38 %</b>	<b>53,87 %</b>	<b>-13,53 %</b>	<b>-3,02 %</b>	<b>3,84 %</b>
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	46,38 %	36,50 %	9,99 %	6,01 %	2,08 %	-17,74 %	4,66 %	-4,52 %	0,40 %	57,78 %	4,26 %	2,21 %	1,96 %	3,29 %	
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	15,00 %	12,31 %	2,80 %	-1,18 %	-0,53 %	7,07 %	0,47 %	4,50 %	RS -> CAF						
<b>Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	10,27 %	16,84 %	2,62 %	22,77 %	6,89 %										<b>-43,05 %</b>
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, hors remboursement de prestations) (b-f+g)			376,98 %	12,61 %	7,16 %	2,21 %	3,33 %	4,21 %	8,18 %	7,59 %	5,22 %	-2,15 %	-0,25 %	5,16 %	-100,00 %
<b>Total des produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>						<b>2,73 %</b>	<b>2,48 %</b>	<b>3,25 %</b>	<b>5,65 %</b>	<b>4,67 %</b>	<b>4,35 %</b>	<b>0,63 %</b>	<b>-0,47 %</b>	<b>3,05 %</b>	<b>-43,45 %</b>
<b>5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)</b>			5,08 %	6,60 %	-3,96 %	<b>3,42 %</b>	<b>5,59 %</b>	<b>4,06 %</b>	<b>4,82 %</b>	<b>4,54 %</b>	<b>3,43 %</b>	<b>-4,06 %</b>		<b>15,26 %</b>	<b>-43,07 %</b>
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)					4,33 %	4,70 %	7,99 %	8,00 %	9,51 %	1,04 %	-4,74 %	-46,91 %			
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)			5,00 %	15,73 %	5,20 %	3,31 %	5,13 %	4,58 %	3,95 %	5,26 %	4,87 %	3,32 %	-99,76 %	22,04 %	-42,44 %
Autres contributions publiques (contrats crèche) (i)			12,23 %	21,23 %	7,11 %	-3,95 %	8,70 %	-96,64 %							
Autres remboursements (ARS, ASA, FASTIF)			-27,25 %												
<b>Recettes CNAF (FNPF + FNAG + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)</b>	10,27 %	16,84 %	2,82 %	20,86 %	5,54 %										<b>1,42 %</b>
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)			120,06 %	10,79 %	3,70 %	2,56 %	4,00 %	4,17 %	7,17 %	6,69 %	4,71 %	-2,69 %	-28,12 %	5,17 %	-0,22 %
<b>Total des produits de la branche Famille</b>						<b>2,81 %</b>	<b>2,84 %</b>	<b>3,34 %</b>	<b>5,55 %</b>	<b>4,65 %</b>	<b>4,24 %</b>	<b>0,08 %</b>	<b>-11,61 %</b>	<b>3,05 %</b>	<b>1,46 %</b>

**TIPF 621 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants**

En millions d'euros 2011	1978 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche	2003 Branche	2004 Branche	2005 Branche	2006 Branche	2007 Branche	2008 Branche	2009 Branche	2010 Branche	2011 Branche
<b>1. Cotisations sociales</b>	29 026	36 512	28 864	33 296	35 250	35 423	35 581	35 879	36 098	33 816	34 451	34 918	35 044	35 104	35 027
<b>Cotisations sociales des actifs (a)</b>	29 026	35 772	25 256	29 732	31 199	31 333	31 509	31 647	32 227	32 905	33 424	33 760	33 995	34 114	34 199
Cotisations sociales sur salaires	27 392	32 042	22 441	26 333	27 510	27 701	27 781	28 086	28 523	29 081	29 521	29 398	29 437	29 900	30 287
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	1 592	3 674	2 789	3 184	3 507	3 496	3 601	3 445	3 594	3 706	3 785	4 277	4 439	4 085	3 808
Majorations et pénalités	41	56	26	215	183	136	127	115	111	118	117	85	119	128	104
<b>Cotisations sociales prises en charge (b)</b>		741	3 607	3 564	4 051	4 090	4 072	4 233	3 870	911	1 027	1 158	1 049	990	827
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		600	3 369	3 324	3 811	3 832	3 804	3 929	3 578	628	753	803	716	682	549
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)		140	238	240	240	258	268	304	293	283	273	355	333	308	279
<b>2. CSG, impôts et taxes affectés (g)</b>		959	8 419	10 690	10 976	10 986	11 055	11 175	11 826	15 754	16 616	16 985	16 693	16 412	17 066
Contribution sociale généralisée			8 284	10 448	10 964	10 986	11 055	11 175	11 466	11 978	12 414	12 609	12 403	12 414	9 311
Autres impôts et taxes affectés		959	135	242	12	0		0	360	3 776	4 202	4 376	4 290	3 998	7 755
<b>3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)</b>	327	246	271	276	275	245	213	216	208	161	244	248	381	325	309
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	68	178	197	211	212	186	150	155	145	143	223	226	231	232	235
Frais de gestion RSA													102	76	67
Contributions, subventions diverses													25	3	
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	49	69	74	65	63	59	62	62	63				24	13	7
Prise en charge du complément AEEH par la CNSA										18	21	22			
Autres (compens. démographique, contrib. BAPSA)	209							0	0	0	0				
<b>4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL)</b>	913	129	721	192	283	745	938	897	749	1 043	1 064	1 014	1 349	613	563
Revenus des capitaux (k)	5	109		19	89						56	127	36	24	33
Remboursements PJM (l)		1	0		34										
Recettes diverses, prélèvement sur le FIPE, ajustement statistique	908	19	720	173	160					0	-309				485
<b>Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	30 266	37 847	38 274	44 454	46 784										
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)		1 520	11 744	13 954	14 722	14 750	14 795	15 036	15 401	16 381	17 369	17 779	17 387	17 094	17 615
<b>Total des produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>						47 399	47 787	48 167	48 881	50 774	52 375	53 164	53 467	52 453	52 965
<b>5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)</b>		3 396	5 107	6 299	5 956	6 123	6 215	6 454	6 602	6 804	7 010	7 053	6 763	17	19
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)				865	888	922	947	1 006	1 068	1 150	1 145	1 061	563		
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		3 355	3 972	4 822	4 994	5 133	5 204	5 380	5 531	5 652	5 863	5 981	6 177	15	18
Autres contributions publiques (contrats crèche) (i)		40	44	60	64	67	63	67	2			9	22		
Autres remboursements			1 091	552	10	2	0	0	1	2	2	2	1	2	1
<b>Recettes CNAF (FNPF + FNAG + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)</b>	30 266	41 243	43 382	50 753	52 740	20 873	21 010	21 490	22 003	23 185	24 379	24 832	24 150	17 110	17 634
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)		4 915	16 851	20 253	20 678	53 522	54 001	54 621	55 482	57 578	59 385	60 218	60 230	52 470	52 984
<b>Total des produits de la branche Famille</b>															

**TIPF 622 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants**

En millions d'euros 2011						2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Ventilation comptable des charges du compte de résultat						53 522,24	54 001,24	54 621,18	55 774,02	57 577,81	61 270,03	60 217,61	60 229,95	52 469,84
A. Cotisations, impôts et taxes affectés						43 150,18	43 308,52	47 070,52	47 923,32	49 569,93	51 066,96	51 902,72	51 736,60	51 515,31
Cotisations sociales (idem a)						31 332,89	31 508,86	31 646,65	32 227,10	32 905,09	33 424,09	33 759,87	33 995,11	34 113,56
Cotisations prises en charge par l'Etat (hors FOREC, idem c)						573,38	476,29	3 944,94	3 577,74	627,76	753,40	802,92	715,99	682,45
Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (idem f)						258,32	268,40	303,77	292,70	283,28	273,22	354,79	332,80	307,57
Produits d'entités publiques autres que l'Etat (idem e)							0,19	0,46						
Impôts, CSG (idem g)						10 985,59	11 054,78	11 174,70	11 465,72	11 977,57	12 414,44	12 609,43	12 403,00	12 413,54
B. Produits techniques						9 438,89	9 603,63	6 498,88	6 664,78	6 821,45	7 031,45	7 075,20	6 786,58	30,07
Transferts reçus d'organismes de SS et assimilés (yc FOREC) (d + j)						3 317,41	3 389,46	44,92	63,19					
Cotisations prises en charge par le FOREC (d)						3 258,16	3 327,20	-16,61						
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)						59,25	62,26	61,52	63,19					
Contributions publiques : remboursements, AAH, API, contrats crèche (h)						6 121,48	6 214,17	6 453,97	6 601,59	6 803,79	7 010,08	7 053,21	6 762,91	16,74
C. Autres produits						933,18	1 089,09	1 051,78	1 185,92	1 186,43	3 171,63	1 239,69	1 706,77	924,46
Divers produits techniques (yc FNAL, FNH)						271,21	198,32	173,38	161,52	315,33	244,26	259,65	359,15	336,40
Reprises sur provisions						10,98	310,97	294,97	40,02	171,39	239,17	431,13	935,88	296,17
Produits financiers						149,86	138,17	121,37	102,79	75,75	67,87	127,30	36,03	23,78
Produits de gestion courante						409,12	346,49	367,77	370,16	325,70	344,66	319,28	338,07	222,85
Produits exceptionnels						92,01	95,15	94,29	511,42	298,26	699,43	102,33	37,63	45,26

**TIPF 623 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants**

Evolution en euros constants (en %)	CNAF 1979/1978	CNAF 1991/1990	CNAF 96DC13m /95ED	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Branche 2007/2006	Branche 2008/2007	Branche 2009/2008	Branche 2010/2009	Branche 2011/2010
<b>1. Cotisations sociales</b>	0,56 %	-15,56 %	25,94 %	5,87 %	0,49 %	0,45 %	0,84 %	0,61 %	-6,32 %	1,88 %	1,36 %	0,36 %	0,17 %	-0,22 %
<b>Cotisations sociales des actifs (a)</b>	0,56 %	-16,07 %	28,92 %	4,94 %	0,43 %	0,56 %	0,44 %	1,83 %	2,10 %	1,58 %	1,00 %	0,70 %	0,35 %	0,25 %
Cotisations sociales sur salaires	0,49 %	-17,57 %	26,45 %	4,47 %	0,70 %	0,29 %	1,10 %	1,55 %	1,96 %	1,52 %	-0,42 %	0,13 %	1,57 %	1,29 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	1,89 %	-3,12 %	25,09 %	10,14 %	-0,33 %	3,01 %	-4,32 %	4,30 %	3,14 %	2,14 %	12,98 %	3,80 %	-7,97 %	-6,79 %
Majorations et pénalités	0,98 %	-4,95 %	ns	-15,10 %	-25,32 %	-6,75 %	-9,45 %	-3,74 %	6,60 %	-0,71 %	-27,30 %	39,14 %	8,03 %	-18,57 %
<b>Cotisations sociales prises en charge (b)</b>		8,88 %	5,08 %	13,65 %	0,96 %	-0,43 %	3,94 %	-8,56 %	-76,46 %	12,69 %	12,77 %	-9,41 %	-5,60 %	-16,45 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		2,08 %	5,39 %	14,63 %	0,55 %	-0,73 %	3,29 %	-8,94 %	-82,45 %	20,01 %	6,57 %	-10,83 %	-4,68 %	-19,60 %
Subvention de l'Etat au BAPSA		-11,70 %												
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)		37,96 %	0,67 %	0,00 %	7,56 %	3,90 %	13,18 %	-3,65 %	-3,22 %	-3,55 %	29,86 %	-6,20 %	-7,58 %	-9,45 %
<b>2. CSG, impôts et taxes affectés (g)</b>		572,77 %	12,61 %	2,67 %	0,09 %	0,63 %	1,08 %	5,83 %	33,22 %	5,47 %	2,22 %	-1,72 %	-1,68 %	3,99 %
Contribution sociale généralisée			12,48 %	4,94 %	0,20 %	0,63 %	1,08 %	2,61 %	4,46 %	3,65 %	1,57 %	-1,64 %	0,08 %	-24,99 %
Autres impôts et taxes affectés (cf. chapitre 8)		-78,63 %	20,67 %						948,77 %	11,27 %	4,14 %	-1,97 %	-6,80 %	93,95 %
<b>3. Transferts reçus (hors cotisations prises en charge)</b>	127,58 %	4,64 %	2,12 %	-0,10 %	-10,84 %	-13,39 %	1,75 %	-3,61 %			1,54 %	53,78 %	-14,77 %	-4,97 %
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	32,09 %	6,58 %	4,04 %	0,50 %	-12,17 %	-19,27 %	2,94 %	-6,15 %	-1,29 %	55,50 %	1,43 %	2,15 %	-30,23 %	-23,83 %
Frais de gestion RSA													-24,95 %	-12,42 %
Contributions, subventions diverses														
Contribution CNAM (travailleuses familiales) (j)	3,77 %	-0,38 %	-3,02 %	-2,06 %	-6,38 %	5,08 %	-1,18 %	2,71 %	RS -> CAF	21,01 %	2,88 %	7,66 %	-43,68 %	-45,76 %
Prise en charge du complément AEEH par la CNSA														
<b>4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 + 10 + 11 - FNH - FNAL)</b>	-79,99 %	-27,65 %	-99,36 %	47,45 %	19,06 %	25,91 %	-4,41 %	-16,51 %	39,29 %	1,97 %	-4,70 %	33,09 %	-54,58 %	-8,04 %
<b>Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	-0,50 %	-0,56 %	20,48 %	5,24 %	0,44 %									
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)		362,19 %	10,52 %	5,51 %	0,19 %	0,31 %	1,63 %	2,43 %	6,37 %	6,03 %	2,41 %	-2,08 %	-1,68 %	3,05 %
<b>Total des produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>						0,82 %	0,80 %	1,48 %	3,87 %	3,15 %	1,51 %	0,57 %	-1,90 %	0,98 %
<b>5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)</b>		1,83 %	4,61 %	-5,45 %	2,81 %	1,49 %	3,85 %	2,29 %	3,06 %	3,03 %	0,62 %	-4,12 %		
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)				2,72 %	3,79 %	2,75 %	6,21 %	6,16 %	7,67 %	-0,42 %	-7,33 %	-46,94 %		
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		1,74 %	13,58 %	3,57 %	2,77 %	1,39 %	3,39 %	2,79 %	2,20 %	3,73 %	2,01 %	3,26 %		
Autres contributions publiques (contrats crèche) (i)		8,75 %	18,97 %	5,45 %	5,18 %	-5,74 %	6,91 %							
Autres remboursements (ARS, ASA, FASTIF)			-28,60 %											
<b>Recettes CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)</b>	-0,50 %	-0,36 %	18,61 %	3,92 %	0,71 %									
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)		113,23 %	8,73 %	2,10 %	0,94 %									
<b>Total des produits de la branche Famille</b>						0,89 %	1,15 %	1,58 %	3,78 %	3,14 %	1,40 %	0,020 %	-12,88 %	0,98 %

**TIPF 631 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002**

Part des recettes totales en %	1978 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche	2003 Branche	2004 Branche	2005 Branche	2006 Branche	2007 Branche	2008 Branche	2009 Branche	2010 Branche	2011 Branche
<b>1. Cotisations sociales</b>	95,9 %	88,7 %	88,5 %	66,5 %	65,6 %	66,8 %	66,2 %	65,9 %	65,7 %	65,1 %	58,7 %	58,0 %	58,0 %	58,2 %	66,9 %	66,1 %
<b>Cotisations sociales des actifs (a)</b>	<b>95,9 %</b>	<b>87,8 %</b>	<b>86,7 %</b>	<b>58,2 %</b>	<b>58,6 %</b>	<b>59,2 %</b>	<b>58,5 %</b>	<b>58,3 %</b>	<b>57,9 %</b>	<b>58,1 %</b>	<b>57,1 %</b>	<b>56,3 %</b>	<b>56,1 %</b>	<b>56,4 %</b>	<b>65,0 %</b>	<b>64,5 %</b>
Cotisations sociales sur salaires	90,5 %	80,3 %	77,7 %	51,7 %	51,9 %	52,2 %	51,8 %	51,4 %	51,4 %	51,4 %	50,5 %	49,7 %	48,8 %	48,9 %	57,0 %	57,2 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	5,3 %	7,4 %	8,9 %	6,4 %	6,3 %	6,6 %	6,5 %	6,7 %	6,3 %	6,5 %	6,4 %	6,4 %	7,1 %	7,4 %	7,8 %	7,2 %
<b>Cotisations sociales prises en charge (b)</b>		0,8 %	1,8 %	8,3 %	7,0 %	7,7 %	7,6 %	7,5 %	7,7 %	7,0 %	1,6 %	1,7 %	1,9 %	1,7 %	1,9 %	1,6 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		0,8 %	1,5 %	7,8 %	6,5 %	7,2 %	7,2 %	7,0 %	7,2 %	6,4 %	1,1 %	1,3 %	1,3 %	1,2 %	1,3 %	1,0 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			0,3 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %
<b>2. CSG, impôts et taxes affectés (g)</b>		1,4 %	2,3 %	19,4 %	21,1 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	21,3 %	27,4 %	28,0 %	28,2 %	27,7 %	31,3 %	32,2 %
Contribution sociale généralisée				19,1 %	20,6 %	20,8 %	20,5 %	20,5 %	20,5 %	20,7 %	20,8 %	20,9 %	20,9 %	20,6 %	23,7 %	17,6 %
Autres impôts et taxes affectés		1,4 %	2,3 %	0,3 %	0,5 %	0,02 %	0,0 %		0,0 %	0,6 %	6,6 %	7,1 %	7,3 %	7,1 %	7,6 %	14,6 %
<b>3. Transferts reçus</b> (hors cotisations prises en charge)	1,1 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %
<b>4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL)</b>	3,0 %	1,5 %	0,3 %	1,7 %	0,4 %	0,5 %	1,4 %	1,7 %	1,6 %	1,3 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	2,2 %	1,2 %	1,1 %
<b>Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	100,0 %	92,2 %	91,8 %	88,2 %	87,6 %	88,7 %										
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)		2,2 %	3,7 %	27,1 %	27,5 %	27,9 %	27,6 %	27,4 %	27,5 %	27,8 %	28,5 %	29,2 %	29,5 %	28,9 %	32,6 %	33,2 %
<b>Produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>							88,6 %	88,5 %	88,2 %	88,1 %	88,2 %	88,2 %	88,3 %	88,8 %	100 %	100 %
<b>5. Remboursement de prestations par l'Etat (h)</b>		<b>7,8 %</b>	<b>8,2 %</b>	<b>11,8 %</b>	<b>12,4 %</b>	<b>11,3 %</b>	<b>11,4 %</b>	<b>11,5 %</b>	<b>11,8 %</b>	<b>11,9 %</b>	<b>11,8 %</b>	<b>11,8 %</b>	<b>11,7 %</b>	<b>11,2 %</b>	0,03 %	0,04 %
Allocation de parent isolé (API, depuis 1999)					1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	2,0 %	1,9 %	1,8 %	0,9 %		
Allocation aux adultes handicapés (yc FNAS 93-94, yc complément)		7,7 %	8,1 %	9,2 %	9,5 %	9,5 %	9,6 %	9,6 %	9,9 %	10,0 %	9,8 %	9,9 %	9,9 %	10,3 %	0,03 %	0,03 %
Autres contributions publiques (contrats crèche jusqu'en 2005) (i)		0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,004 %			0,015 %	0,036 %		
Autres remboursements				2,5 %	1,1 %	0,02 %	0,003 %	0,001 %	0,000 %	0,001 %	0,003 %	0,003 %	0,003 %	0,002 %	0,004 %	0,002 %
<b>Recettes CNAF</b> (FNPf + FNga + FNas + prélèv. FIPE, yc op. capital)	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %										
Dt financement de l'Etat et du FOREC (hors contrats crèche) (b-f+g+h-f)		10,0 %	11,9 %	38,8 %	39,9 %	39,2 %	39,0 %	38,9 %	39,3 %	39,7 %	40,3 %	41,1 %	41,2 %	40,1 %	32,6 %	33,3 %
<b>Total des produits de la branche Famille</b>							100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

**TIPF 632 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002, hors remboursement de prestations par l'Etat**

Part des recettes totales en %	1978 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche	2003 Branche	2004 Branche	2005 Branche	2006 Branche	2007 Branche	2008 Branche	2009 Branche	2010 Branche	2011 Branche
<b>1. Cotisations sociales</b>	95,9 %	96,1 %	96,5 %	75,4 %	74,9 %	75,3 %	74,7 %	74,5 %	74,5 %	73,8 %	66,6 %	65,8 %	65,7 %	65,5 %	66,9 %	66,1 %
<b>Cotisations sociales des actifs (a)</b>	<b>95,9 %</b>	<b>95,2 %</b>	<b>94,5 %</b>	<b>66,0 %</b>	<b>66,9 %</b>	<b>66,7 %</b>	<b>66,1 %</b>	<b>65,9 %</b>	<b>65,7 %</b>	<b>65,9 %</b>	<b>64,8 %</b>	<b>63,8 %</b>	<b>63,5 %</b>	<b>63,6 %</b>	<b>65,0 %</b>	<b>64,6 %</b>
Cotisations sociales sur salaires	90,5 %	87,1 %	84,7 %	58,6 %	59,2 %	58,8 %	58,4 %	58,1 %	58,3 %	58,4 %	57,3 %	56,4 %	55,3 %	55,1 %	57,0 %	57,2 %
Cotisations sociales non-salariés (ETI et exploitants agricoles)	5,3 %	8,0 %	9,7 %	7,3 %	7,2 %	7,5 %	7,4 %	7,5 %	7,2 %	7,4 %	7,3 %	7,2 %	8,0 %	8,3 %	7,8 %	7,2 %
<b>Cotisations sociales prises en charge (b)</b>		0,9 %	2,0 %	9,4 %	8,0 %	8,7 %	8,6 %	8,5 %	8,8 %	7,9 %	1,8 %	2,0 %	2,2 %	2,0 %	1,9 %	1,6 %
Cotisations prises en charge : Etat, FOREC ou autres entités		0,9 %	1,6 %	8,8 %	7,5 %	8,1 %	8,1 %	8,0 %	8,2 %	7,3 %	1,2 %	1,4 %	1,5 %	1,3 %	1,3 %	1,0 %
Contribution assurance maladie (médecins secteur 1) (f)			0,4 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %
<b>2. CSG, impôts et taxes affectés (g)</b>		1,5 %	2,5 %	22,0 %	24,0 %	23,5 %	23,2 %	23,1 %	23,2 %	24,2 %	31,0 %	31,7 %	31,9 %	31,2 %	31,3 %	32,2 %
Contribution sociale généralisée				21,6 %	23,5 %	23,4 %	23,2 %	23,1 %	23,2 %	23,5 %	23,6 %	23,7 %	23,7 %	23,2 %	23,7 %	17,6 %
Autres impôts et taxes affectés		1,5 %	2,5 %	0,4 %	0,5 %	0,02 %	0,0 %		0,0 %	0,7 %	7,4 %	8,0 %	8,2 %	8,0 %	7,6 %	14,6 %
<b>3. Transferts reçus</b> (hors cotisations prises en charge)	1,1 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,5 %	0,5 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %
Contribution aux frais de gestion FNAL - FNH	0,2 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %
<b>4. Recettes diverses (produits Branche : 8 + 9 +10 + 11 - FNH - FNAL)</b>	3,0 %	1,6 %	0,3 %	1,9 %	0,4 %	0,6 %	1,6 %	2,0 %	1,9 %	1,5 %	2,1 %	2,0 %	1,9 %	2,5 %	1,2 %	1,1 %
<b>Recettes CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %										
Dt financement Etat, FOREC (hors contrats crèche, remboursement prestations) (b-f+g)		2,4 %	4,0 %	30,7 %	31,4 %	31,5 %	31,1 %	31,0 %	31,2 %	31,5 %	32,3 %	33,2 %	33,4 %	32,5 %	32,6 %	33,3 %
<b>Produits de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>							100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

**TIPF 641 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros courants**

Millions d'euros	1981 CNAF	1990 CNAF	1991 CNAF	1993 CNAF	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche	2003 Branche	2004 Branche	2005 Branche	2006 Branche	2007 Branche	2008 Branche	2009 Branche	2010 Branche	2011 Branche
Cotisations prises en charge par l'Etat		428	451	967	1 802	1 991	1 871	2 777	3 233	3 307	3 346	3 513	3 255	581	707	775	692	669	548,70
Contribution sociale généralisée			4 596	8 930	7 687	7 762	8 179	8 728	9 303	9 483	9 723	9 993	10 432	11 084	11 657	12 171	11 979	12 164	9 311,42
Autres impôts et taxes affectés (Itaf)		684	151	140	134	675	866	202	10	0,0		0,1	328	3 494	3 945	4 224	4 143	3 918	7 754,56
<b>Financement par l'Etat, hors remboursement de prestations</b>		<b>1 112</b>	<b>5 198</b>	<b>10 037</b>	<b>9 622</b>	<b>10 428</b>	<b>10 916</b>	<b>11 707</b>	<b>12 546</b>	<b>12 790</b>	<b>13 069</b>	<b>13 507</b>	<b>14 015</b>	<b>15 159</b>	<b>16 309</b>	<b>17 170</b>	<b>16 813</b>	<b>16 750</b>	<b>17 614,69</b>
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat	13 467	25 595	22 225	20 976	22 909	23 622	24 116	25 038	26 675	27 269	27 950	28 573	29 588	30 712	31 641	32 928	33 154	33 728	34 477,89
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches)	465	296	291	232	371	545	287	441	528	913	1 068	1 056	873	1 114	1 228	1 226	1 692	919	872,34
<b>Financement par les cotisations, transferts et divers</b>	<b>13 932</b>	<b>25 891</b>	<b>22 516</b>	<b>21 208</b>	<b>23 279</b>	<b>24 167</b>	<b>24 404</b>	<b>25 479</b>	<b>27 203</b>	<b>28 182</b>	<b>29 018</b>	<b>29 629</b>	<b>30 461</b>	<b>31 826</b>	<b>32 869</b>	<b>34 155</b>	<b>34 846</b>	<b>34 647</b>	<b>35 350,23</b>
<b>Recettes hors remboursement de prestations</b>	<b>13 932</b>	<b>27 003</b>	<b>27 713</b>	<b>31 246</b>	<b>32 902</b>	<b>34 595</b>	<b>35 319</b>	<b>37 186</b>	<b>39 749</b>	<b>40 972</b>	<b>42 087</b>	<b>43 136</b>	<b>44 475</b>	<b>46 985</b>	<b>49 178</b>	<b>51 324</b>	<b>51 660</b>	<b>51 397</b>	<b>52 964,92</b>
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPF + FNAS)		2 391	2 511	2 802	3 524	3 680	3 878	4 028	4 238	4 430	4 577	4 812	5 032	5 230	5 505	5 773	5 965	14	17,68
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)							708	722	754	796	833	900	972	1 064	1 075	1 024	544		
Autres remboursements				922	1 147	1 035	1 019	461	8	2	0	0	1	2	2	2	1	2	1,23
<b>Remboursements de prestations</b>		<b>2 391</b>	<b>2 511</b>	<b>3 724</b>	<b>4 671</b>	<b>4 715</b>	<b>5 605</b>	<b>5 211</b>	<b>4 999</b>	<b>5 228</b>	<b>5 411</b>	<b>5 711</b>	<b>6 004</b>	<b>6 296</b>	<b>6 582</b>	<b>6 799</b>	<b>6 511</b>	<b>16</b>	<b>18,91</b>
<b>Recettes y compris les remboursements de prestations</b>	<b>13 932</b>	<b>29 394</b>	<b>30 224</b>	<b>34 969</b>	<b>37 573</b>	<b>39 310</b>	<b>40 925</b>	<b>42 398</b>	<b>44 748</b>	<b>46 200</b>	<b>47 497</b>	<b>48 847</b>	<b>50 480</b>	<b>53 281</b>	<b>55 760</b>	<b>58 124</b>	<b>58 170</b>	<b>51 414</b>	<b>52 983,83</b>
<b>Financement par l'Etat, y compris le remboursement de prestations</b>		<b>3 503</b>	<b>7 709</b>	<b>13 761</b>	<b>14 293</b>	<b>15 143</b>	<b>16 521</b>	<b>16 919</b>	<b>17 545</b>	<b>18 018</b>	<b>18 480</b>	<b>19 218</b>	<b>20 019</b>	<b>21 455</b>	<b>22 892</b>	<b>23 969</b>	<b>23 324</b>	<b>16 767</b>	<b>17 633,59</b>

**TIPF 642 : Le financement de la CNAF par l'Etat en % du total des recettes hors remboursement de prestations**

Structure en % du total des recettes hors remboursement de prestations	CNAF 1981	CNAF 1990	CNAF 1991	CNAF 1993	CNAF 1997	CNAF 1998	CNAF 1999	CNAF 2000	CNAF 2001	Branche 2002	Branche 2003	Branche 2004	Branche 2005	Branche 2006	Branche 2007	Branche 2008	Branche 2009	Branche 2010	Branche 2011
Cotisations prises en charge par l'Etat		1,6 %	1,6 %	3,1 %	5,5 %	5,8 %	5,3 %	7,5 %	8,1 %	8,1 %	7,9 %	8,1 %	7,3 %	1,2 %	1,4 %	1,5 %	1,3 %	1,3 %	1,0 %
Contribution sociale généralisée			16,6 %	28,6 %	23,4 %	22,4 %	23,2 %	23,5 %	23,4 %	23,1 %	23,1 %	23,2 %	23,5 %	23,6 %	23,7 %	23,7 %	23,2 %	23,7 %	17,6 %
Autres impôts et taxes affectés (Itaf)		2,5 %	0,5 %	0,4 %	0,4 %	2,0 %	2,5 %	0,5 %	0,0 %	0,0 %		0,0 %	0,7 %	7,4 %	8,0 %	8,2 %	8,0 %	7,6 %	14,6 %
<b>Financement par l'Etat, hors remboursement de prestations</b>		<b>4,1 %</b>	<b>18,8 %</b>	<b>32,1 %</b>	<b>29,2 %</b>	<b>30,1 %</b>	<b>30,9 %</b>	<b>31,5 %</b>	<b>31,6 %</b>	<b>31,2 %</b>	<b>31,1 %</b>	<b>31,3 %</b>	<b>31,5 %</b>	<b>32,3 %</b>	<b>33,2 %</b>	<b>33,5 %</b>	<b>32,5 %</b>	<b>32,6 %</b>	<b>33,3 %</b>
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat	96,7 %	94,8 %	80,2 %	67,1 %	69,6 %	68,3 %	68,3 %	67,3 %	67,1 %	66,6 %	66,4 %	66,2 %	66,5 %	65,4 %	64,3 %	64,2 %	64,2 %	65,6 %	65,1 %
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches)	3,3 %	1,1 %	1,0 %	0,7 %	1,1 %	1,6 %	0,8 %	1,2 %	1,3 %	2,2 %	2,5 %	2,4 %	2,0 %	2,4 %	2,5 %	2,4 %	3,3 %	1,8 %	1,6 %
<b>Financement par les cotisations, transferts et divers</b>	<b>100,0 %</b>	<b>95,9 %</b>	<b>81,2 %</b>	<b>67,9 %</b>	<b>70,8 %</b>	<b>69,9 %</b>	<b>69,1 %</b>	<b>68,5 %</b>	<b>68,4 %</b>	<b>68,8 %</b>	<b>68,9 %</b>	<b>68,7 %</b>	<b>68,5 %</b>	<b>67,7 %</b>	<b>66,8 %</b>	<b>66,5 %</b>	<b>67,5 %</b>	<b>67,4 %</b>	<b>66,7 %</b>
<b>Recettes hors remboursement de prestations</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>	<b>100,0 %</b>

**TIPF 643 : Evolution du financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants**

Evolution en euros constants (en %)		CNAF 1991/1990	CNAF 1992/1991	CNAF 1994/1993	CNAF 1998/1997	CNAF 1999/1998	CNAF 2000/1999	CNAF 2001/2000	CNAF 2002/2001	Branche 2003/2002	Branche 2004/2003	Branche 2005/2004	Branche 2006/2005	Branche 2007/2006	Branche 2008/2007	Branche 2009/2008	Branche 2010/2009	Branche 2011/2010	Branche 2011 / CNAF 2001
Cotisations prises en charge par l'Etat		2,1 %	0,6 %	96,7 %	9,8 %	-6,5 %	46,1 %	14,6 %	0,5 %	-0,7 %	3,3 %	-8,9 %	-82,5 %	20,0 %	6,6 %	-10,8 %	-4,7 %	-19,6 %	-85,6 %
Contribution sociale généralisée			31,7 %	-29,9 %	0,4 %	4,8 %	5,0 %	4,9 %	0,2 %	0,6 %	1,1 %	2,6 %	4,5 %	3,6 %	1,6 %	-1,6 %	0,1 %	-25,0 %	-15,1 %
Autres impôts et taxes affectés (Itaf)		-78,6 %	33,9 %	-22,2 %	402,6 %	27,6 %	-77,1 %						948,8 %	11,3 %	4,1 %	-2,0 %	-6,8 %	10,1 %	
Financement par l'Etat, hors remboursement de prestations		353,1 %	29,1 %	-17,6 %	7,7 %	4,2 %	5,6 %	5,5 %	0,2 %	0,3 %	1,6 %	2,0 %	6,3 %	6,0 %	2,4 %	-2,1 %	-1,8 %	-16,6 %	19,1 %
Cotisations hors cotisations prises en charge par l'Etat		-15,9 %	-3,7 %	-4,9 %	2,5 %	1,6 %	2,2 %	4,9 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	1,8 %	2,1 %	1,5 %	1,2 %	0,6 %	0,3 %	0,2 %	9,7 %
Transferts et autres recettes (yc contrats crèches)		-5,0 %	15,1 %	169,7 %	46,2 %	-47,6 %	51,1 %	17,8 %	4,4 %	14,8 %	-2,7 %	-18,7 %	25,5 %	8,6 %	-2,8 %	37,9 %	-46,5 %	9,8 %	40,2 %
Financement par les cotisations, transferts et divers		-15,7 %	-3,5 %	-3,0 %	3,2 %	0,5 %	2,8 %	5,1 %	0,6 %	1,0 %	0,4 %	1,1 %	2,7 %	1,8 %	1,1 %	2,0 %	-2,0 %	0,3 %	10,3 %
Recettes hors remboursement de prestations		-0,6 %	2,6 %	-7,7 %	4,5 %	1,6 %	3,6 %	5,2 %	0,4 %	0,8 %	0,8 %	1,3 %	3,9 %	3,2 %	1,5 %	0,6 %	-1,9 %	-5,2 %	13,1 %
Remboursements de l'AAH (yc DOM, FNPF + FNAS)		1,7 %	2,6 %	4,4 %	3,8 %	4,9 %	2,2 %	3,6 %	2,8 %	1,4 %	3,4 %	2,8 %	2,2 %	3,7 %	2,0 %	3,3 %	-99,8 %	10,8 %	-99,6 %
Participation de l'Etat - Prise en charge API (depuis 1999) (f)							0,4 %	2,7 %	3,8 %	2,7 %	6,2 %	6,2 %	7,7 %	-0,4 %	-7,3 %	-46,9 %			
Autres remboursements				12,4 %	-10,3 %	-2,0 %	-55,5 %	-98,3 %	-81,6 %				96,4 %	2,2 %	0,0 %	-10,8 %	32,3 %	-13,6 %	-87,2 %
Remboursements de prestations		1,7 %	2,6 %	6,4 %	0,3 %	18,3 %	-8,5 %	-5,6 %	2,8 %	1,6 %	3,8 %	3,3 %	3,1 %	3,0 %	0,5 %	-4,3 %	-99,8 %	16,8 %	-99,7 %
Recettes y compris les remboursements de prestations		-0,4 %	2,6 %	-6,2 %	4,0 %	3,6 %	2,0 %	3,9 %	0,7 %	0,9 %	1,1 %	1,6 %	3,8 %	3,1 %	1,4 %	0,0 %	-12,9 %	-5,2 %	0,5 %
Financement par l'Etat, y compris le remboursement de prestations		113,2 %	20,4 %	-11,1 %	5,3 %	8,6 %	0,8 %	2,1 %	0,9 %	0,7 %	2,3 %	2,4 %	5,4 %	5,2 %	1,9 %	-2,7 %	-29,1 %	-16,5 %	-14,7 %



**TIPF 661 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants**

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche	2003 Branche	2004 Branche	2005 Branche	2006 Branche	2007 Branche	2008 Branche	2009 Branche	2010 Branche	2011 CNAF	2011 Branche
Prestations légales FNPF	7 831	10 135	21 269	30 283	31 280	32 245	32 910	34 307	35 834	37 463	38 575	39 923	40 748	34 424	34 989	34 989,28
Y compris prestation de restauration spécifique PARS (DOM) - FASO	39	41	63	47	47	46	47	45	49	51	49	53	55	64	66	63,29
- Remboursement de prestations FNPF par l'Etat			-2 420	-5 262	-5 053	-5 286	-5 466	-5 772	-6 006	-6 296	-6 582	-6 808	-6 532	-16	-19	-18,91
<b>1. Prestations, yc PARS, après déduction des remboursements par l'Etat</b>	7 831	10 135	18 849	25 021	26 226	26 959	27 444	28 536	29 828	31 167	31 993	33 115	34 216	34 408	34 970	34 970,37
<b>2. Transferts : financement de prestations</b>	126	381	2 911	3 374	3 911	4 771	5 852	6 072	6 275	6 646	6 866	7 064	7 581	8 123	9 087	9 086,66
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances + régularisations (2005, [2009])	126	366	2 739	3 374	3 474	3 670	3 749	3 885	3 959	4 212	4 323	4 414	4 434	4 261	4 432	4 431,76
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)					437	902	1 895	1 965	2 087	2 185	2 291	2 386	2 883	3 600	4 381	4 380,69
Congé de paternité						199	207	223	230	248	252	264	264	263	274	274,22
Assurance personnelle, divers			60										1			
Cotisation maladie parent isolé		15	112													
<b>Prestations directes et indirectes (hors remboursement par l'Etat) (1 + 2)</b>	7 957	10 516	21 759	28 395	30 138	31 730	33 296	34 608	36 103	37 813	38 859	40 179	41 797	42 531	44 057	44 057,03
<b>Action sociale (AS) (3 + 4)</b>	433	566	1 275	2 206	2 110	2 363	2 449	2 879	3 324	3 337	3 495	3 636	3 757	3 547	4 306	3 783,48
<b>3. Prestations extra-légales</b> : dép. réelles de l'exercice yc opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER)				2 169	2 241	2 561	2 676	3 126	3 572	3 585	3 733	3 873	3 966	4 176	4 452	4 451,99
Accueil des jeunes enfants				921	982	1 205	1 245	1 545	1 850	1 874	1 934	1 996	2 063	2 217	2 421	2 421,30
Temps libre des enfants et des familles				429	457	525	582	667	801	798	865	926	945	966	1 013	1 012,60
Accompagnement social des familles				401	407	407	421	440	441	434	439	440	439	440	446	446,04
Logement et habitat				172	158	167	168	171	164	158	152	152	150	157	160	160,15
Animation et vie sociale				208	206	222	225	239	248	256	268	279	286	302	308	308,31
Prestations supplémentaires				22	17	15	14	13	10	9	8	7	6	6	5	5,29
Réalisations diverses et logistique des œuvres				16	13	19	21	52	59	57	66	73	77	88	98	98,30
<b>4. Ajustement AS</b> (/ consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. TIPF 67114)				36	-131	-203	-227	-248	-249	-248	-238	-238	-209	-629	-146	-668,50
Dont <b>dépenses FNAS</b> yc prélèvement sur les réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	433	566	1 275	2 206	2 110										4 306	
<b>Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF (1 + 2 + 3 + 4)</b>	8 390	11 082	23 034	30 600	32 248	34 093	35 744	37 487	39 427	41 150	42 354	43 814	45 554	46 078	48 363	47 840,52
<b>5. Autres transferts</b> (hors prestations et gestion) (T2)	115	172	2 284	3 286	3 127	3 244	3 206	3 295	3 515	3 771	3 643	3 896	3 972	4 036	4 153	4 154,55
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		82	2 104	3 113	3 105	3 220	3 183	3 271	3 491	3 746	3 618	3 870	3 932	4 009	4 125	4 125,46
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		82	2 104	3 090	3 078	3 187	3 144	3 234	3 451	3 698	3 574	3 824	3 881	3 955	4 070	4 070,30
Contribution au FNAL (ALT)			24	26	33	39	37	40	48	45	46	51	54	55	55	55,16
Contribution à l'UNAF (-> autres charges techniques en comptabilité)	3	5	15	22	22	24	24	24	24	25	25	26	27	27	27	27,10
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	111	85	165	150									13	-1		1,99
FASTIF (travailleurs immigrés) jusqu'en 2000, divers ensuite	73	85	165	150												
Compensation démographique	38															
<b>6. Gestion</b>	399	520	986	1 323	1 407	1 907	1 885	1 961	2 045	2 114	2 144	2 093	2 286	2 602	2 151	2 619,66
<b>Charges de gestion courante (G)</b>						1 772	1 724	1 794	1 867	1 941	1 968	1 921	2 285	2 601		2 618,73
Charges de personnel						1 371	1 440	1 497	1 513	1 512	1 536	1 558	1 688	1 706		1 727,51
Dotations aux amortissements et aux provisions						122	165	106	122	121	125	130	133	131		130,58
Autres charges de gestion courante						278	119	191	231	307	307	233	464	765		760,64
<b>FNGA</b> (y compris le solde des opérations en capital jusqu'en 2009)	399	520	986	1 323	1 296										2 150	
<b>Transferts liés à la gestion (T3)</b>					111	135	160	167	178	173	176	173	1	1	1	0,93
Contribution au FNGA de l'ACOSS					111	132	156	163	173	167	172	167	1	1		0,93
Contribution au FNGA de l'UCANSS						4	4	4	5	5	5	5				
<b>7. Divers</b> (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)	22	-5	95	483	1 101	641	770	690	802	842	881	1 850	1 656	1 369	749	940,85
Dont charges PAH															53	53,47
Divers (postes comptables 3 + 4 + 5 + 7 + 8)	22	-5	95	483	1 101	641	770	690	802	842	881	1 854	1 656	1 368	695	939,95
<i>Solde PAH (non pris en compte dans les PF)</i>																
<b>Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	8 925	11 768	26 400	35 692	37 883										55 415	
<b>Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>						39 886	41 605	43 432	45 788	47 876	49 022	51 654	53 468	54 085		55 555,58
+ Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes)			2 420	5 262	5 053	5 286	5 466	5 772	6 006	6 296	6 582	6 808	6 532	16	19	18,91
<b>Dépenses CNAF</b> (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	8 925	11 768	28 820	40 954	42 937										55 434	-0,03
<b>Total des charges de la branche Famille</b>						45 171	47 071	49 204	51 794	54 172	55 604	58 462	60 000	54 101	55 435	55 574,48

**TIPF 662 : Les charges de la branche Famille depuis 2002 : regroupements comptables en euros courants (présentation CCSS)**

En millions d'euros						2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
						Branche	Branche	Branche	Branche	Branche	Branche	Branche	Branche	Branche	Branche
<b>Ventilation comptable des charges du compte de résultat</b>						45 171	47 071	49 204	52 060	54 172	57 374	58 466	60 000	54 101	55 575
C1. Prestations sociales directes (P1 + AS)						34 607	35 359	37 186	39 158	40 801	42 069	43 559	44 505	37 972	38 773
C2. Charges techniques - Transferts (T1 + T2 + T3 + Ecart DSER T2)						8 114	9 248	9 587	10 286	10 589	10 759	11 158	11 553	12 159	13 242
C3. Diverses charges techniques						495	491	478	485	464	493	616	510	510	496
C4. Dotations aux provisions						3	58	43	139	224	263	1 076	1 028	668	321
C5. Charges financières						0,12	0,16	0,23	0,14	2	8	2	3	11	5
C6. Charges de gestion courante						1 772	1 724	1 794	1 814	1 941	1 913	1 921	2 285	2 601	2 619
C7. Charges exceptionnelles						180	191	115	177	153	389	134	109	179	118
C8. Charges exceptionnelles (= montant équivalent en produits exceptionnels)											1 480				

**TIPF 663 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants**

Evolution en euros courants (en %)	CNAF 1979/1978	CNAF 1981/ 1980	CNAF 1991/ 1990	CNAF 2001/ 2000	CNAF 2002/ 2001	Branche 2003/ 2002	Branche 2004/ 2003	Branche 2005/ 2004	Branche 2006/ 2005	Branche 2007/ 2006	Branche 2008/ 2007	Branche 2009/ 2008	Branche 2010/ 2009	Branche 2011/ 2010	Taux moyen an. 2011/2001
Prestations légales directes du FNPF	11,2 %	20,4 %	3,4 %	3,3 %	3,1 %	2,1 %	4,2 %	4,4 %	4,5 %	3,0 %	3,5 %	2,1 %	-15,5 %	1,6 %	1,1 %
<b>1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat</b>	22,4 %	40,8 %	6,4 %	9,6 %	5,5 %	1,8 %	4,0 %	4,5 %	4,5 %	2,6 %	3,5 %	3,3 %	0,6 %	1,6 %	2,9 %
<b>2. Transferts : financement de prestations (T1)</b>	101,4 %	53,4 %	-9,6 %	15,9 %	22,0 %	22,6 %	3,8 %	3,3 %	5,9 %	3,3 %	2,9 %	7,3 %	7,1 %	11,9 %	8,8 %
Assurance vieillesse parent au foyer + avances	95,3 %	47,7 %	-12,3 %	3,0 %	5,6 %	2,2 %	3,6 %	1,9 %	6,4 %	2,6 %	2,1 %	0,4 %	-3,9 %	4,0 %	2,5 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)					106,2 %	110,2 %	3,7 %	6,2 %	4,7 %	4,9 %	4,1 %	20,8 %	24,9 %	21,7 %	
Congé de paternité						3,9 %	7,5 %	3,2 %	8,2 %	1,4 %	4,9 %	-0,2 %	-0,5 %	4,4 %	
Assurance personnelle															
Cotisation maladie parent isolé															
<b>Prestations directes et indirectes (hors remboursement par l'Etat) (1 + 2)</b>	12,6 %	21,6 %	1,5 %	6,1 %	5,3 %	4,9 %	3,9 %	4,3 %	4,7 %	2,8 %	3,4 %	4,0 %	1,8 %	3,6 %	3,9 %
<b>Action sociale (AS)</b>	10,7 %	34,4 %	5,3 %	-4,3 %	15,0 %	3,6 %	17,6 %	15,4 %	0,4 %	4,7 %	4,0 %	3,3 %	-5,6 %	6,7 %	6,0 %
<b>3. Prestations extra-légales : dép. réelles yc opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER J. Clément)</b>				3,3 %	14,3 %	4,5 %	16,8 %	14,3 %	0,4 %	4,1 %	3,8 %	2,4 %	5,3 %	6,6 %	
Accueil des jeunes enfants				6,6 %	22,7 %	3,3 %	24,1 %	19,7 %	1,3 %	3,2 %	3,2 %	3,3 %	7,5 %	9,2 %	
Temps libre des enfants et des familles				6,6 %	14,8 %	10,9 %	14,6 %	20,2 %	-0,5 %	8,5 %	7,1 %	2,0 %	2,2 %	4,8 %	
Accompagnement social des familles				1,5 %	0,1 %	3,5 %	4,5 %	0,1 %	-1,5 %	1,2 %	0,1 %	-0,2 %	0,3 %	1,3 %	
Logement et habitat				-7,9 %	5,8 %	0,3 %	1,7 %	-4,2 %	-3,4 %	-3,7 %	-0,1 %	-1,3 %	4,4 %	2,1 %	
Animation et vie sociale				-0,8 %	7,4 %	1,4 %	6,6 %	3,6 %	3,0 %	5,0 %	3,9 %	2,6 %	5,6 %	2,1 %	
Prestations supplémentaires				-22,3 %	-9,1 %	-10,2 %	-7,2 %	-20,4 %	-11,3 %	-7,1 %	-12,1 %	-15,3 %	0,0 %	-15,2 %	
Réalisations diverses et logistique des œuvres				-20,4 %	44,9 %	11,0 %	144,2 %	14,2 %	-3,9 %	16,3 %	11,0 %	5,0 %	14,8 %	11,5 %	
<i>Dont prestations FNAS yc prélèvement sur les réserves FIPE, frais gestion -&gt; 2000</i>	10,7 %	34,4 %	5,3 %	-4,3 %	15,1 %										7,4 %
<b>Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF</b>	12,5 %	22,3 %	1,7 %	5,4 %	5,9 %	4,8 %	4,9 %	5,2 %	4,4 %	2,9 %	3,4 %	4,0 %	1,1 %	3,8 %	4,1 %
<b>5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)</b>	46,7 %	36,6 %	6,9 %	-4,8 %	3,8 %	-1,2 %	2,8 %	6,7 %	7,3 %	-3,4 %	6,9 %	1,9 %	1,6 %	2,9 %	2,9 %
Contribution au FNAL : APL et ALT (aides aux associations)			14,4 %	3,4 %	3,7 %	-1,2 %	2,8 %	6,7 %	7,3 %	-3,4 %	7,0 %	1,6 %	2,0 %	2,9 %	
Contribution au FNH-FNAL (ALV - EA 1978-1982)		58,2 %	7,8 %	-0,4 %	3,5 %	-1,4 %	2,9 %	6,7 %	7,2 %						
Contribution au FNAL : aides aux associations				9,6 %	26,8 %	17,2 %	-4,4 %	7,5 %	19,3 %						
Contribution à l'UNAF	18,2 %	16,7 %	6,9 %	1,1 %	7,8 %	-1,2 %	0,8 %	2,5 %	2,3 %	2,3 %	1,8 %	2,9 %	0,5 %		
<b>6. Gestion</b>	15,1 %	19,9 %	2,0 %	6,4 %	21,4 %	-1,2 %	4,0 %	4,3 %	3,4 %	1,5 %	-2,4 %	9,2 %	13,8 %	0,7 %	6,4 %
<b>Charges de gestion courante (G)</b>						-2,7 %	4,0 %	4,1 %	4,0 %	1,4 %	-2,4 %	19,0 %	13,8 %	0,7 %	
Charges de personnel						5,0 %	4,0 %	1,1 %	-0,1 %	1,5 %	1,4 %				
Dotations aux amortissements et aux provisions						35,2 %	-35,9 %	15,4 %	-0,9 %	3,6 %	3,6 %				
Autres charges de gestion courante						-57,2 %	60,1 %	21,3 %	33,0 %	-0,2 %	-24,0 %				
<b>FNGA (y compris le solde des opérations en capital)</b>	15,1 %	19,9 %	2,0 %	-2,0 %	21,4 %										5,2 %
<b>Transferts liés à la gestion (T3)</b>					21,8 %	18,6 %	4,0 %	6,6 %	-2,8 %	2,1 %	-2,2 %	-99,5 %	-15,2 %	22,6 %	
<b>Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	13,3 %	22,3 %	2,6 %	6,1 %	4,7 %										
<b>Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>						4,3 %	4,4 %	5,4 %	4,6 %	2,4 %	5,4 %	3,5 %	1,2 %	2,7 %	3,9 %
<b>Dépenses CNAF (FNPF + FNAG + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)</b>	13,3 %	22,3 %	2,8 %	4,8 %	4,7 %										
<b>Total des charges de la branche Famille</b>						4,2 %	4,5 %	5,3 %	4,6 %	2,6 %	5,1 %	2,6 %	-9,8 %	2,7 %	2,6 %

**TIPF 671 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants**

En millions d'euros 2011	1978 CNAF	1980 CNAF	1985 CNAF	1990 CNAF	1995 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche	2003 Branche	2004 Branche	2005 Branche	2006 Branche	2007 Branche	2008 Branche	2009 Branche	2010 Branche	2011 Branche
<i>Prestations légales FNPF</i>	25 375	26 108	29 472	29 842	33 790	36 250	36 866	37 355	37 417	38 363	39 385	40 484	41 082	41 361	42 191	35 132	34 989
<b>1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat</b>	25 375	26 108	26 471	26 446	28 683	29 952	30 910	31 232	31 202	31 909	32 784	33 680	34 072	34 308	35 428	35 115	34 970
<b>2. Transferts : financement de prestations (T1)</b>	409	982	2 681	4 084	9 296	4 038	4 610	5 527	6 653	6 790	6 897	7 182	7 312	7 318	7 850	8 290	9 087
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	409	944	2 425	3 843	8 808	4 038	4 094	4 252	4 263	4 344	4 351	4 552	4 604	4 573	4 591	4 348	4 432
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)							515	1 045	2 155	2 197	2 294	2 361	2 440	2 472	2 985	3 674	4 381
Congé de paternité								231	235	249	252	268	268	274	273	268	274
Assurance personnelle			59	84	262										1		
Cotisation maladie parent isolé		38	197	157	226												
<i>Prestations du FNPF tous régimes (PI + T1)</i>	25 784	27 091	29 152	30 530	37 978	33 990	35 520	36 759	37 855	38 699	39 681	40 862	41 385	41 626	43 277	43 405	44 057
<b>Action sociale (AS) (3 + 4)</b>	1 404	1 457	1 584	1 788	2 103	2 640	2 487	2 737	2 784	3 219	3 653	3 606	3 722	3 767	3 890	3 620	3 783
<b>3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice yc op. en capital, prélèvement sur réserves FIPE (source DSER)</b>					2 089	2 597	2 641	2 966	3 042	3 496	3 926	3 874	3 976	4 013	4 106	4 262	4 452
Accueil des jeunes enfants					714	1 103	1 158	1 396	1 416	1 728	2 033	2 025	2 059	2 068	2 136	2 262	2 421
Temps libre des enfants et des familles					418	513	539	608	661	745	881	862	922	960	979	986	1 013
Accompagnement social des familles					489	480	479	472	479	492	484	469	468	456	454	449	446
Logement et habitat					172	206	187	194	191	191	180	171	162	158	155	160	160
Animation et vie sociale					224	249	243	257	255	268	273	276	286	289	296	308	308
Prestations supplémentaires					46	26	20	18	16	14	11	10	9	8	6	6	5
Réalizations diverses et logistique des œuvres					26	20	15	22	24	58	65	61	70	76	79	90	98
<b>4. Ajustement</b> action sociale (/ consolidation hors op. K ou / FNAS)					14	44	-154	-235	-258	-277	-274	-268	-254	-246	-216	-642	-669
Dont <b>dépenses FNAS</b> yc prélèvement sur réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	1 404	1 457	1 584	1 788	2 103	2 640	2 487										
Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF	27 187	28 548	30 736	32 319	40 081	36 630	38 007	39 496	40 639	41 918	43 334	44 468	45 107	45 393	47 167	47 025	47 841
<b>5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)</b>	372	443	1 895	3 205	3 811	3 933	3 685	3 758	3 645	3 684	3 863	4 075	3 880	4 036	4 112	4 118	4 155
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		212	1 637	2 952	3 580	3 727	3 659	3 731	3 619	3 658	3 837	4 048	3 853	4 010	4 071	4 092	4 125
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)		212	1 637	2 952	3 569	3 698	3 628	3 692	3 574	3 616	3 793	3 996	3 806	3 962	4 018	4 037	4 070
Contribution au FNAL : aides aux associations				12	29	31	38	44	42	44	51	47	48	53	55	55	55
Contribution à l'UNAF	11	12	14	21	25	26	26	28	27	27	27	27	27	27	28	27	27
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	361	219	244	231	206	180											
<b>6. Gestion</b>	1 291	1 339	1 445	1 384	1 477	1 584	1 658	2 209	2 143	2 192	2 247	2 284	2 284	2 169	2 367	2 656	2 620
Charges de gestion courante (G)								2 053	1 960	2 006	2 052	2 097	2 096	1 990	2 366	2 655	2 619
Charges de personnel								1 589	1 637	1 674	1 663	1 634	1 635	1 614	1 748	1 741	1 728
Dotations aux amortissements et aux provisions								142	188	118	134	131	134	135	138	133	131
Autres charges de gestion courante								322	135	213	254	332	327	241	481	781	761
FNGA (y compris le solde des opérations en capital jusqu'en 2009)	1 291	1 339	1 445	1 384	1 477	1 584	1 527										
Transferts liés à la gestion (T3)							131	157	182	187	195	187	188	179	1	1	1
Contribution au FNGA de l'ACOSS							131	153	178	182	190	181	183	173	1	1	1
Contribution au FNGA de l'UCANSS								4	5	5	5	6	5	6			
<b>7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)</b>	70	-14	120	133	414	578	1 298	743	876	772	881	910	938	1 917	1 715	1 397	941
Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat	28 921	30 316	34 196	37 041	45 782	42 725	44 649										
<b>Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>								46 207	47 302	48 566	50 325	51 737	52 209	53 515	55 361	55 196	55 556
+ Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes)			3 001	3 396	5 107	6 299	5 956	6 123	6 215	6 454	6 602	6 804	7 010	7 053	6 763	17	19
Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, yc op. capital)	28 921	30 316	37 197	40 437	50 889	49 024	50 605										0
<b>Total des charges de la branche Famille</b>								52 330	53 517	55 020	56 927	58 541	59 219	60 568	62 124	55 212	55 574

**TIPF 672 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants**

Evolution en euros constants (en %)	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002 Branche	2004/2003 Branche	2005/2004 Branche	2006/2005 Branche	2007/2006 Branche	2008/2007 Branche	2009/2008 Branche	2010/2009 Branche	2011/2010 CNAF	2011/2010 Branche	Rapport branche 2011 / CNAF 2001
<b>Prestations légales FNPF</b>	0,0 %	1,7 %	1,3 %	0,2 %	2,5 %	2,7 %	2,8 %	1,5 %	0,7 %	2,0 %	-16,7 %	-0,4 %	-0,4 %	-5,1 %
<b>1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat</b>	<b>1,9 %</b>	<b>3,2 %</b>	<b>1,0 %</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>2,3 %</b>	<b>2,7 %</b>	<b>2,7 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>0,7 %</b>	<b>3,3 %</b>	<b>-0,9 %</b>	<b>-0,4 %</b>	<b>-0,4 %</b>	<b>13,1 %</b>
<b>2. Transferts : financement de prestations (T1)</b>	-8,1 %	14,2 %	19,9 %	20,4 %	2,1 %	1,6 %	4,1 %	1,8 %	0,1 %	7,3 %	5,6 %	9,6 %	9,6 %	97,1 %
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances	0,8 %	1,4 %	3,8 %	0,3 %	1,9 %	0,2 %	4,6 %	1,1 %	-0,7 %	0,4 %	-5,3 %	1,9 %	1,9 %	8,2 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)			102,6 %	106,3 %	2,0 %	4,4 %	2,9 %	3,4 %	1,3 %	20,8 %	23,1 %	19,2 %	19,2 %	
Congé de paternité				1,9 %	5,7 %	1,4 %	6,4 %	0,0 %	2,0 %	-0,2 %	-1,9 %	2,3 %	2,3 %	
Assurance personnelle														
Cotisation maladie parent isolé														
<b>Prestations du FNPF tous régimes (P1 + T1)</b>	0,6 %	4,5 %	3,5 %	3,0 %	2,2 %	2,5 %	3,0 %	1,3 %	0,6 %	4,0 %	0,3 %	1,5 %	1,5 %	24,0 %
<b>Action sociale (AS) (3 + 4)</b>	5,7 %	-5,8 %	13,0 %	1,7 %	15,6 %	13,5 %	-1,3 %	3,2 %	1,2 %	3,3 %	-6,9 %	4,5 %	4,5 %	52,1 %
<b>3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice y.c opérations en capital, prélèvement sur les réserves FIPE (source DSER MTE)</b>	3,3 %	1,7 %	12,3 %	2,5 %	14,9 %	12,3 %	-1,3 %	2,6 %	0,9 %	2,3 %	3,8 %	4,5 %	4,5 %	68,6 %
Accueil des jeunes enfants	4,9 %	5,0 %	20,6 %	1,4 %	22,1 %	17,7 %	-0,4 %	1,7 %	0,4 %	3,3 %	5,9 %	7,0 %	7,0 %	109,1 %
Temps libre des enfants et des familles	9,7 %	5,0 %	12,8 %	8,8 %	12,7 %	18,2 %	-2,1 %	6,9 %	4,1 %	2,0 %	0,7 %	2,7 %	2,7 %	87,9 %
Accompagnement social des familles	-1,9 %	-0,1 %	-1,6 %	1,6 %	2,8 %	-1,6 %	-3,1 %	-0,3 %	-2,6 %	-0,3 %	-1,1 %	-0,7 %	-0,7 %	-7,0 %
Logement et habitat	-0,3 %	-9,3 %	4,0 %	-1,6 %	0,0 %	-5,8 %	-5,0 %	-5,1 %	-2,8 %	-1,3 %	2,9 %	0,1 %	0,1 %	-14,1 %
Animation et vie sociale	1,6 %	-2,3 %	5,5 %	-0,5 %	4,8 %	1,9 %	1,3 %	3,5 %	1,0 %	2,5 %	4,1 %	0,0 %	0,0 %	26,7 %
Prestations supplémentaires	-17,9 %	-23,5 %	-10,7 %	-11,9 %	-8,7 %	-21,8 %	-12,8 %	-8,4 %	-14,5 %	-15,4 %	-1,4 %	-16,9 %	-16,9 %	-73,4 %
Réalizations diverses et logistique des œuvres	-10,4 %	-21,6 %	42,5 %	8,9 %	140,2 %	12,2 %	-5,6 %	14,7 %	8,0 %	5,0 %	13,2 %	9,3 %	9,3 %	535,3 %
<b>Dont prestations FNAS y.c pré-l. réserves FIPE, AEL, frais gestion -&gt; 2000</b>	5,7 %	-5,8 %	13,1 %									4,5 %		
<b>Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF</b>	<b>1,0 %</b>	<b>3,8 %</b>	<b>4,1 %</b>	<b>2,9 %</b>	<b>3,1 %</b>	<b>3,4 %</b>	<b>2,6 %</b>	<b>1,4 %</b>	<b>0,6 %</b>	<b>3,9 %</b>	<b>-0,3 %</b>	<b>1,8 %</b>	<b>1,7 %</b>	<b>25,9 %</b>
<b>5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)</b>	-2,2 %	-6,3 %	2,0 %	-3,0 %	1,1 %	4,9 %	5,5 %	-4,8 %	4,0 %	1,9 %	0,2 %	2,2 %	0,9 %	
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)	-2,3 %	-1,9 %	1,8 %	-3,2 %	1,2 %	4,9 %	5,4 %	-4,8 %	4,1 %	1,4 %	0,5 %	2,2 %	0,8 %	
Contribution au FNAL : aides aux associations	10,9 %	7,9 %	24,6 %	15,1 %	-6,0 %	5,7 %	17,3 %					-0,1 %		
Contribution à l'UNAF	-1,3 %	-0,5 %	6,0 %	-3,0 %	-0,9 %	0,7 %	0,6 %	0,8 %	-1,0 %	2,8 %	-1,0 %	-0,7 %	-0,7 %	
<b>6. Gestion</b>	0,3 %	4,7 %	19,4 %	-3,0 %	2,3 %	2,5 %	1,6 %	0,0 %	-5,0 %	9,1 %	12,2 %	3,5 %	-1,4 %	
<b>Charges de gestion courante (G)</b>				-4,5 %	2,3 %	2,3 %	2,2 %	-0,1 %	-5,0 %	18,9 %	12,2 %		-1,4 %	
Charges de personnel				3,0 %	2,3 %	-0,7 %	-1,8 %	0,1 %	-1,3 %	8,3 %	-0,4 %		-0,7 %	
Dotations aux amortissements et aux provisions				32,6 %	-37,0 %	13,4 %	-2,6 %	2,1 %	0,7 %	2,3 %	-3,2 %		-2,0 %	
Autres charges de gestion courante				-58,0 %	57,5 %	19,2 %	30,8 %	-1,7 %	-26,1 %	99,1 %	62,5 %		-2,6 %	
<b>FNGA (y compris le solde des opérations en capital jusqu'en 2009)</b>	0,3 %	-3,6 %	19,3 %									3,5 %		
<b>Transferts liés à la gestion (T3)</b>			19,8 %	16,4 %	2,2 %	4,8 %	-4,4 %	0,6 %	-4,9 %					
Contribution au FNGA de l'ACOSS			16,7 %	16,4 %	2,4 %	4,6 %	-5,0 %	1,2 %	-5,3 %					
Contribution au FNGA de l'UCANSS				16,2 %	-2,6 %	10,5 %	16,5 %	-16,0 %	11,7 %					
<b>Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	0,3 %	4,5 %	2,9 %									1,1 %		
<b>Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>				2,4 %	2,7 %	3,6 %	2,8 %	0,9 %	2,5 %	3,4 %	-0,3 %		0,7 %	24,4 %
+ Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes)	-8,4 %	-5,4 %	2,8 %	1,5 %	3,9 %	2,3 %	3,1 %	3,0 %	0,6 %	-4,1 %	-99,8 %	16,8 %	12,9 %	
<b>Dépenses CNAF (FNPF + FNGA + FNAS + prélèv. FIPE, y.c op. capital)</b>	-0,9 %	3,2 %	2,9 %									1,1 %		
<b>Total des charges de la branche Famille</b>				2,3 %	2,8 %	3,5 %	2,8 %	1,2 %	2,3 %	2,6 %	-11,1 %		0,7 %	9,8 %

**TIPF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et et des charges de la branche Famille depuis 2002 (après déduction des remboursements de prestations)**

**Part des remboursements de prestations dans l'ensemble des charges**

Ventilation statistique (source DSER) en millions d'euros	1978 CNAF	1980 CNAF	1990 CAF	1995 CNAF	1996 DC "13 mois"	1997 CNAF	1998 CNAF	1999 CNAF	2000 CNAF	2001 CNAF	2002 Branche	2003 Branche	2004 Branche	2005 Branche	2006 Branche	2007 Branche	2008 Branche	2009 Branche	2010 Branche	2011 Branche
<b>1. Prestations après déduction des remboursements par l'Etat</b>	<b>87,7 %</b>	<b>86,1 %</b>	<b>71,4 %</b>	<b>62,7 %</b>	<b>66,6 %</b>	<b>69,1 %</b>	<b>70,0 %</b>	<b>69,0 %</b>	<b>70,1 %</b>	<b>69,2 %</b>	<b>67,6 %</b>	<b>66,0 %</b>	<b>65,7 %</b>	<b>65,1 %</b>	<b>65,1 %</b>	<b>65,3 %</b>	<b>64,1 %</b>	<b>64,0 %</b>	<b>63,6 %</b>	<b>62,9 %</b>
<b>2. Transferts : financement de prestations</b>	<b>1,4 %</b>	<b>3,2 %</b>	<b>11,0 %</b>	<b>20,3 %</b>	<b>7,8 %</b>	<b>11,4 %</b>	<b>10,4 %</b>	<b>10,3 %</b>	<b>9,5 %</b>	<b>10,3 %</b>	<b>12,0 %</b>	<b>14,1 %</b>	<b>14,0 %</b>	<b>13,7 %</b>	<b>13,9 %</b>	<b>14,0 %</b>	<b>13,7 %</b>	<b>14,2 %</b>	<b>15,0 %</b>	<b>16,4 %</b>
Assurance vieillesse parent au foyer (AVPF) + avances + régularisations	1,4 %	3,1 %	10,4 %	19,2 %	6,7 %	10,3 %	9,3 %	9,4 %	9,5 %	9,2 %	9,2 %	9,0 %	8,9 %	8,6 %	8,8 %	8,8 %	8,5 %	8,3 %	7,9 %	8,0 %
Contribution au fonds de solidarité vieillesse (FSV)																				
Congé de paternité																				
Assurance personnelle, divers																				
Cotisation maladie parent isolé																				
<b>Prestations directes et indirectes (hors remboursement par l'Etat) (1 + 2)</b>	<b>89,2 %</b>	<b>89,4 %</b>	<b>82,4 %</b>	<b>83,0 %</b>	<b>74,4 %</b>	<b>80,5 %</b>	<b>80,4 %</b>	<b>79,3 %</b>	<b>79,6 %</b>	<b>79,6 %</b>	<b>79,6 %</b>	<b>80,0 %</b>	<b>79,7 %</b>	<b>78,8 %</b>	<b>79,0 %</b>	<b>79,3 %</b>	<b>77,8 %</b>	<b>78,2 %</b>	<b>78,6 %</b>	<b>79,3 %</b>
<b>Action sociale (AS) (3 + 4)</b>	<b>4,9 %</b>	<b>4,8 %</b>	<b>4,8 %</b>	<b>4,6 %</b>	<b>4,7 %</b>	<b>5,1 %</b>	<b>5,5 %</b>	<b>5,9 %</b>	<b>6,2 %</b>	<b>5,6 %</b>	<b>5,9 %</b>	<b>5,9 %</b>	<b>6,6 %</b>	<b>7,3 %</b>	<b>7,0 %</b>	<b>7,1 %</b>	<b>7,0 %</b>	<b>7,0 %</b>	<b>6,6 %</b>	<b>6,8 %</b>
<b>3. Prestations extra-légales : dép. réelles de l'exercice y compris opérations en capital, prélèv. sur réserves FIPE (source DSER)</b>																				
Accueil des jeunes enfants																				
Temps libre des enfants et des familles																				
Accompagnement social des familles																				
Logement et habitat																				
Animation et vie sociale																				
Prestations supplémentaires																				
Réalisations diverses et logistique des œuvres																				
<b>4. Ajustement AS (/ consolidation hors opération K ou / FNAS, cf. TIPF 67114)</b>																				
Dt dép. FNAS y compris prélèvement sur les réserves FIPE, AEI, frais gestion -> 2000	4,9 %	4,8 %	4,8 %	4,6 %	4,7 %	5,1 %	5,5 %	5,9 %	6,2 %	5,6 %										
<b>Prestations légales tous régimes + Action sociale des CAF (1 + 2 + 3 + 4)</b>	<b>94,0 %</b>	<b>94,2 %</b>	<b>87,3 %</b>	<b>87,5 %</b>	<b>79,1 %</b>	<b>85,6 %</b>	<b>85,9 %</b>	<b>85,2 %</b>	<b>85,7 %</b>	<b>85,1 %</b>	<b>85,5 %</b>	<b>85,9 %</b>	<b>86,3 %</b>	<b>86,1 %</b>	<b>86,0 %</b>	<b>86,4 %</b>	<b>84,8 %</b>	<b>85,2 %</b>	<b>85,2 %</b>	<b>86,1 %</b>
<b>5. Autres transferts (hors prestations et gestion) (T2)</b>	<b>1,3 %</b>	<b>1,5 %</b>	<b>8,7 %</b>	<b>8,3 %</b>	<b>8,2 %</b>	<b>9,0 %</b>	<b>9,3 %</b>	<b>9,4 %</b>	<b>9,2 %</b>	<b>8,3 %</b>	<b>8,1 %</b>	<b>7,7 %</b>	<b>7,6 %</b>	<b>7,7 %</b>	<b>7,9 %</b>	<b>7,4 %</b>	<b>7,5 %</b>	<b>7,4 %</b>	<b>7,5 %</b>	<b>7,5 %</b>
Contribution au FNAL (APL) et à l'aide aux associations		0,7 %	8,0 %	7,8 %	7,8 %	8,6 %	8,8 %	9,0 %	8,7 %	8,2 %	8,1 %	7,6 %	7,5 %	7,6 %	7,8 %	7,4 %	7,5 %	7,4 %	7,4 %	7,4 %
Contribution au FNAL (au FNH) : ALV (- EA 1978-1982)																				
Contribution au FNAL (ALT)																				
Contribution à l'UNAF (-> autres charges techniques en comptabilité)	0,0 %	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,05 %	0,05 %	0,05 %
Autres transferts (FASTIF, compensation démographique)	1,2 %	0,7 %	0,6 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %										
FASTIF (travailleurs immigrés) jusqu'en 2000, divers ensuite	0,8 %	0,7 %	0,6 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %										
Compensation démographique	0,4 %																			
<b>6. Gestion</b>	<b>4,5 %</b>	<b>4,4 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>3,2 %</b>	<b>3,3 %</b>	<b>3,4 %</b>	<b>3,6 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>4,8 %</b>	<b>4,5 %</b>	<b>4,5 %</b>	<b>4,5 %</b>	<b>4,4 %</b>	<b>4,4 %</b>	<b>4,1 %</b>	<b>4,3 %</b>	<b>4,8 %</b>	<b>4,7 %</b>
<b>Charges de gestion courante (G)</b>											4,4 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,1 %	4,0 %	3,7 %	4,3 %	4,8 %	4,7 %
Charges de personnel											3,4 %	3,5 %	3,4 %	3,3 %	3,2 %	3,1 %	3,0 %	3,2 %	3,2 %	3,1 %
Dotations aux amortissements et aux provisions											0,3 %	0,4 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
Autres charges de gestion courante											0,7 %	0,3 %	0,4 %	0,5 %	0,6 %	0,6 %	0,5 %	0,9 %	1,4 %	1,4 %
<b>FNGA (y compris le solde des opérations en capital)</b>	<b>4,5 %</b>	<b>4,4 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>3,2 %</b>	<b>3,3 %</b>	<b>3,4 %</b>	<b>3,6 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>3,7 %</b>	<b>3,4 %</b>										
<b>Transferts liés à la gestion (T3)</b>											0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Contribution au FNGA de l'ACOSS											0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,4 %	0,3 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Contribution au FNGA de l'UCANSS											0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %	0,01 %			
<b>7. Divers (C3 + C4 + C5 + C7 + C8 + écarts DSER / compta.)</b>	<b>0,2 %</b>	<b>0,0 %</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0,9 %</b>	<b>9,5 %</b>	<b>2,0 %</b>	<b>1,2 %</b>	<b>1,6 %</b>	<b>1,4 %</b>	<b>2,9 %</b>	<b>1,6 %</b>	<b>1,9 %</b>	<b>1,6 %</b>	<b>1,8 %</b>	<b>1,8 %</b>	<b>1,8 %</b>	<b>3,6 %</b>	<b>3,1 %</b>	<b>2,5 %</b>	<b>1,7 %</b>
<b>Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>										
<b>Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>											100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %
<b>En % du total y compris les remboursements de l'Etat</b>																				
+ Remboursement de prestations par l'Etat (montants figurant en recettes)			8,4 %	10,0 %	10,3 %	11,8 %	12,1 %	13,9 %	12,8 %	11,8 %	11,7 %	11,6 %	11,7 %	11,6 %	11,6 %	11,8 %	11,6 %	10,9 %	0,03 %	0,03 %
<b>Dépenses CNAF hors remboursement de prestations par l'Etat</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>	<b>91,6 %</b>	<b>90,0 %</b>	<b>89,7 %</b>	<b>88,2 %</b>	<b>87,9 %</b>	<b>86,1 %</b>	<b>87,2 %</b>	<b>88,2 %</b>										
<b>Charges de la branche Famille hors remboursement de prestations par l'Etat</b>											88,3 %	88,4 %	88,3 %	88,4 %	88,4 %	88,2 %	88,4 %	89,1 %	100 %	100 %

### ***TIPF 681 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros)***

Pour ce tableau, on retient la définition comptable des recettes et des dépenses de la CNAF. Les soldes statistiques sont identiques aux soldes comptables.

Millions d'euros	FNPF + FNAS + FNGA							Branche Famille : présentation CCSS										
	1978	1980	1990 (1)	2000	2005	2010	2011		2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
RECETTES	9 340	11 924	29 285	42 504	50 489	51 125	52 805	Produits	46 200,3	47 497,4	48 847,1	50 745,1	53 281,4	57 530,3	58 123,6	58 170,0	51 413,7	52 983,8
FNPF	8 551	10 801	26 978	38 898	45 440	Non suivi												
FNAS hors prélèv. FIPE	396	575	1 275	2 206	3 393	Non suivi												
FNGA	394	548	1 033	1 400	1 657	2 036	2 150											
DEPENSES	8 925	11 768	28 710	41 060	51 769	53 739	55 435	Charges	45 171,1	47 071,5	49 204,1	52 059,6	54 172,5	57 374,3	58 466,1	59 999,6	54 101,2	55 574,5
FNPF	8 094	10 683	26 403	37 454	46 692	Non suivi												
FNAS yc financ. FIPE	433	566	1 275	2 206	3 420	Non suivi												
FNGA	399	520	1 033	1 400	1 657	2 036	2 150											
SOLDE (après prélèvement au FIPE)	415	155	575	1 444	-1 279	-2 614	-2 630	Résultat net	1 029,1	426,0	-357,0	-1 314,5	-891,1	155,9	-342,4	-1 829,5	-2 687,4	-2 590,7
FNPF (a)	457	118	575	1 444	-1 252	Non suivi												
FNAS avant prélèvement FIPE	-38	9			-27	Non suivi												
FNGA	-5	28																

(1) Depuis l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1991, la fraction des cotisations affectée à l'action sociale et à la gestion est fixée en montant et non en taux. Ces montants conduisent à une variation du fonds de roulement nul en 1990 pour le FNGA et le FNAS.

Le tableau 63 reprend la présentation comptable et non statistique des recettes et des dépenses du FNGA et du FNAS afin de bien faire apparaître les recettes affectées.

Par contre, dans le tableau 62, la ventilation par fonds des cotisations a été calculée afin de prolonger la série.



**TIPF 682 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982)**

Millions d'euros courants	1982	1985	1990	1995	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Structure 2011	Evolution 2011/2010	2011-2010
<b>1 + 2 + 3. Aide à l'insertion et à la réinsertion</b>		<b>26</b>	<b>136</b>	<b>243</b>	<b>316</b>	<b>296</b>	<b>292</b>	<b>258</b>	<b>211</b>	<b>193</b>	<b>202</b>	<b>207</b>	<b>229</b>	<b>219</b>	<b>175</b>	<b>158,6</b>	<b>152,3</b>	<b>27,8 %</b>	<b>-4,0 %</b>	<b>-6,3</b>
1. Apprentissage (RG + RS)			37	43	84	83	82	89	95	93	102	114	124	136	145	146,4	149,9	27,3 %		
2.1 Emploi des jeunes - Contrats de qualification		26	93	46	65	70	76	76	70	65	54	15								
2.2 Exonération jeunes				4																
3.1 Chômeurs de longue durée			6																	
3.2 Contrats de retour à l'emploi métropole (RG + RS) : CRE				144	13	6	9	6	5	3	2	1	0	0	0	0,30	0,05	0,0 %		
3.3 Contrats de retour à l'emploi DOM				0,6	0,2															
3.4 Contrats initiative à l'emploi (RG + RS) : CIE				6,9	141	124	111	76	31	20	14	11	8	6	4	3	-0,2	0,0 %		
3.5 Contrats de professionnalisation, emploi RMI, insertion RMI, RBS				0,1						1,2	19	63	97	76	26	9	2,6	0,5 %		
3.6 Contrat d'accès emploi DOM					6	4	7	4	4	3	4									
3.7 Mesure d'insertion : loi contre l'exclusion (9/07/1998)					7	10	8	7	7	7	6	3								
3.8 Charges / mesures en faveur de l'emploi (moindres recettes)																				
<b>4. Aide à l'embauche</b>					<b>50</b>	<b>59</b>	<b>146</b>	<b>209</b>	<b>189</b>	<b>224</b>	<b>227</b>	<b>262</b>	<b>345</b>	<b>350</b>	<b>315</b>	<b>276</b>	<b>270,8</b>	<b>49,4 %</b>	<b>-1,8 %</b>	<b>-5,0</b>
4.1 Zone de revitalisation rurale																				
4.2 Zones franches urbaines : ZFU					33	42	44	47	41	49	49	50	58	62	48	32	26,8	4,9 %		
4.3 Zone de revitalisation rurale et de redynamisation urbaine					10	10	10	7	6	6	8	32	81	76	46	37	36,9	6,7 %		
4.4 Zone franche Corse					7	8	8	5	3	2	1	0								
4.5 Orientation Outre-mer (loi du 13/12/2000)							84	151	139	167	169	179	206	211	222	206	207,1	37,7 %		
<b>5 + 6 + 7. Maintien des emplois et réduction du temps de travail</b>				<b>2 416</b>	<b>1 512</b>	<b>2 422</b>	<b>2 795</b>	<b>2 840</b>	<b>2 946</b>	<b>3 096</b>	<b>2 827</b>	<b>112</b>	<b>133</b>	<b>181</b>	<b>149</b>	<b>176</b>	<b>121,2</b>	<b>22,1 %</b>	<b>-31,0 %</b>	<b>-54,4</b>
<b>5. Exonération et réduction bas salaires</b>				2 416	1 285	1 268	1 117	818	396	16	0									
<b>6. Aménagement et réduction du temps de travail</b>					225	1 144	1 665	2 003	2 531	212	38	4	-2							
6.1 Aménagement de la réduction du temps de travail (loi Robien)					122	93	94	98	88		2									
6.2 Loi Aubry sur les 35 heures					103															
6.3 Loi Aubry 1						410	437	428	351	-1										
6.4 Loi Aubry 2						641	1 134	1 477	785	0										
6.5 Allègement général des cotisations patronales										-13										
6.6 Aménagement réduction du temps de travail										224	38	4	-2							
<b>7.1 Allègement des cotisations patronales</b>										2 834	2 718									
7.2 Salariés, créateurs ou repreneurs d'entreprises										0	2	2	2	2	2	0				
7.3 Jeunes entreprises innovantes - Sportifs professionnels										9	19	27	27	25	28	29	23,3	4,2 %		
7.4 Mesures 2007												46	40	74	86	112	ND			
Exonérations pôles de compétitivité												18								
Associations ou entreprises de service à la personne												28	39							
Contrat volontariat insertion												0	1							
<b>8. Aide au maintien des emplois dans des secteurs spécifiques</b>					3	9	13	19	19	25	51	34	66	79	33	35	1,9	0,3 %		
8.1 Réduction de cotisations hôtels, cafés, restaurants					5	4	13	19	19	25	27	34	66	79	33	35	1,9	0,3 %		
8.2 Plan textile - Autres prises en charge de cotisations par l'Etat					-2	3		0			24									
8.3 Exonération spécifique Pêche maritime						2,9	0,1													
<b>9. Exonération garantie de ressources - Divers (c)</b>				0,8	-8									<b>26</b>	<b>53</b>	<b>59</b>	<b>4,4</b>	0,8 %		
<b>1 à 9. Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC</b>	<b>68</b>	<b>26</b>	<b>136</b>	<b>2 661</b>	<b>1 871</b>	<b>2 777</b>	<b>3 233</b>	<b>3 307</b>	<b>3 345</b>	<b>3 513</b>	<b>3 255</b>	<b>581</b>	<b>707</b>	<b>775</b>	<b>692</b>	<b>669</b>	<b>548,7</b>	100,0 %	-17,9 %	<b>-120,0</b>
<b>10.1 Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (d1)</b>			<b>100</b>	<b>188</b>	<b>203</b>	<b>201</b>	<b>204</b>	<b>223</b>	<b>236</b>	<b>272</b>	<b>266</b>	<b>262</b>	<b>262</b>	<b>342</b>	<b>321</b>	<b>301</b>	<b>278,5</b>	Cumul milliards euros courants		
10.11 Cotisations prises en charge par la CNAM			100	188		201	204	223	236	272	266	262	262	342	321	301	278,5			
<b>10.2 Cotisations autre entité publique (d2)</b>									<b>0,2</b>	<b>0,4</b>										
<b>11. Subvention au BAPSA</b>		<b>174</b>	<b>292</b>																	
<b>Ensemble des cotisations prises en charge (1)</b>	<b>68</b>	<b>200</b>	<b>528</b>	<b>2 849</b>	<b>2 074</b>	<b>2 978</b>	<b>3 437</b>	<b>3 530</b>	<b>3 582</b>	<b>3 785</b>	<b>3 521</b>	<b>843</b>	<b>970</b>	<b>1 117</b>	<b>1 013</b>	<b>970</b>	<b>827,2</b>	<b>46,1</b>		

(1) Y compris la subvention BAPSA, les cotisations prises en charge par la CNAM qui ne sont pas prises en compte sous cet intitulé dans le tableau 6511(0), à la différence de la garantie de ressources.

**TIPF 6831 : Autres impôts et taxes affectés à la CNAF et cotisations prises en charge en euros courants (depuis 1982)**

Millions d'euros courants	1982	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>1% sur le revenu des personnes physiques (COPH)...</b>	0	134	675	866	202	10	0	0	0	328	1	0	0	0	2,73	0,00
<b>Impôts et taxes liés à la consommation</b>											<b>1 298</b>	<b>1 518</b>	<b>1 643</b>	<b>1 552</b>	<b>1 329,11</b>	<b>1 635,39</b>
<b>Droits de consommation sur les alcools</b>											<b>480</b>	<b>673</b>	<b>713</b>			
Art. 402bis du CGI : droits de consommation des produits (16° à 22°)											22	20	16			
Art. 438 du CGI : droits de circulation (vins, cidres, poirés, hydromels)											21	21	18			
Art. 520 A du CGI : droits sur les bières et les eaux											71	69	59			
Art. 403 du CGI : droits de consommation sur les alcools (+ de 22°)											366	360	299			
TVA brute collectée par les producteurs de boissons alcoolisées												8	90			
Art. 575 du CGI											0	195	231			
<b>Droits de consommation sur le tabac</b>											<b>537</b>	<b>543</b>	<b>595</b>			
TVA brute collectée par les fournisseurs de tabac											537	539	546			
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs												4	50			
<b>Autres Itaf</b>											<b>281</b>	<b>302</b>	<b>335</b>			
Art. L. 137-6 du CSS											173	171	170			
Taxe - Art. L. 137-1 du CSS											108	112	123			
Contribution sociale sur les bénéfices												9	41			
Taxe sur les véhicules de société article 1010 CGI												10	1			
<b>Taxe sur les salaires</b>											<b>1 673</b>	<b>1 866</b>	<b>2 020</b>	<b>2 014</b>	<b>2 005,12</b>	<b>2 767,28</b>
<b>TVA brute collectée par les commerçants</b>											<b>522</b>	<b>561</b>	<b>560</b>	<b>577</b>	<b>580,76</b>	<b>-0,03</b>
<b>Taxes diverses</b>																<b>1 725,92</b>
<b>Contributions diverses</b>																<b>1 626,00</b>
<b>Autres impôts et taxes affectés à la CNAF (ITAF)</b>	<b>0</b>	<b>134</b>	<b>675</b>	<b>866</b>	<b>202</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>328</b>	<b>3 494</b>	<b>3 945</b>	<b>4 224</b>	<b>4 143</b>	<b>3 917,71</b>	<b>7 754,56</b>
<b>Evolution de l'ensemble des ITAF</b>												13	7	-2	-5,4 %	97,9 %
1 à 9. Cotisations prises en charge par l'Etat et le FOREC	68	1 802	1 991	1 871	2 777	3 233	3 307	3 345	3 513	3 255	581	707	775	692	668,72	548,70
10.1 Cotisations prises en charge par la Sécurité sociale (d1)	0	194	204	203	201	204	223	236	272	266	262	257	342	321	301,38	278,51
11. Subvention au BAPSA - Cotisations autre entité publique	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0						
<b>Ensemble des cotisations prises en charge</b>	<b>68</b>	<b>1 996</b>	<b>2 195</b>	<b>2 074</b>	<b>2 978</b>	<b>3 437</b>	<b>3 530</b>	<b>3 582</b>	<b>3 785</b>	<b>3 521</b>	<b>843</b>	<b>964</b>	<b>1 117</b>	<b>1 013</b>	<b>970,10</b>	<b>827,21</b>
<b>Evolution de l'ensemble des cotisations prises en charge</b>		-35	10	-6	44	15	3	1	6	-7	-76	14	16	-9	-4,2 %	-14,7 %
<b>Ensemble des ITAF et des cotisations prises en charge</b>	<b>68</b>	<b>2 129</b>	<b>2 870</b>	<b>2 940</b>	<b>3 180</b>	<b>3 447</b>	<b>3 530</b>	<b>3 582</b>	<b>3 785</b>	<b>3 849</b>	<b>4 338</b>	<b>4 909</b>	<b>5 341</b>	<b>5 156</b>	<b>4 887,81</b>	<b>8 581,78</b>
<b>Evolution de l'ensemble des ITAF et des cotisations prises en charge</b>		-33,1 %	34,8 %	2,4 %	8,1 %	8,4 %	2,4 %	1,5 %	5,7 %	1,7 %	12,7 %	13,2 %	8,8 %	-3,5 %	-5,2 %	75,6 %

**TIPF 6841 : Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants**

Millions d'euros	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Ventilation par fonds</b>	(1)															
FNPF	44,51	96,91	97,99	101,67	103,35	111,53	113,53	115,36	120,45	128,27	134,08	137,27	141,60	ND		
APL		27,39	28,13	28,74	28,47	28,29	29,36	28,75	29,82	29,36	29,72	29,49	31,36	ND		
ALS		14,99	15,57	16,18	16,54	17,60	18,53	18,69	19,65	19,56	20,22	20,50	22,54	ND		
ASA			0,002	0,02	0,0000	0,02										
<b>Ensemble</b>	44,51	139,29	141,69	146,61	148,36	157,45	161,42	162,80	169,92	177,19	184,02	187,26	195,50	219,13	208,50	212,42

(1) La CRDS (au taux de 0,5 %) est appliquée à l'ALF dès février 1996, aux autres prestations à partir de janvier 1997.

Les tableaux comptables et statistiques retracent les dépenses de prestations avant prélèvement de la CRDS.

**TIPF 6842 : Evolution de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants**

Millions d'euros	1998/1997	1999/1998	2000/1999	2001/2000	2002/2001	2003/2002	2004/2003	2005/2004	2006/2005	2007/2006	2008/2007	2009/2008	2010/2009	2011/2010
<b>Ventilation par fonds</b>														
FNPF	1,1 %	3,8 %	1,7 %	7,9 %	1,8 %	1,6 %	4,4 %	6,5 %	4,5 %	2,4 %	3,2 %			
FNH	2,7 %	2,1 %	-0,9 %	-0,6 %	3,8 %	-2,1 %	3,7 %	-1,5 %	1,2 %	-0,8 %	6,3 %			
FNAL	3,8 %	3,9 %	2,2 %	6,4 %	5,3 %	0,9 %	5,1 %	-0,5 %	3,4 %	1,4 %	10,0 %			
<b>Ensemble</b>	1,7 %	3,5 %	1,2 %	6,1 %	2,5 %	0,9 %	4,4 %	4,3 %	3,9 %	1,8 %	4,4 %	12,1 %	-4,9 %	1,9 %

## Quelques définitions<sup>1</sup> : branche, risques, régimes, fonds... (Chapitre non mis à jour depuis PF2010)

### Le risque Famille

D'une manière générale, la définition de risque social (cf. figure 7.1) repose sur la « problématisation » de situations de fait, telles que : être malade ou âgé, perdre son emploi, avoir la charge d'une famille nombreuse, être handicapé, être parent isolé... La définition de ces situations en tant que problèmes sociaux ouvre droit à une compensation publique de leurs effets négatifs. Il y a ainsi prise en charge collective des risques maladie, accident du travail, invalidité, vieillesse, famille, chômage, précarité.

Dans le domaine de la famille, l'emploi du terme « risque » peut poser question en raison de sa connotation négative. Il est repris en général par homogénéité avec les autres volets des politiques sociales. La comparaison avec les autres pays montre d'ailleurs une particularité de la France à ce sujet. L'émergence et la représentation des risques sociaux peuvent se réaliser de manière très différente d'un pays à l'autre. Ainsi, la notion de risque famille n'est pas présente dans toutes les politiques sociales étrangères comme l'est le risque maladie par exemple. La diversité, d'un pays à l'autre, des régimes de la Sécurité sociale ou encore celle de ses modes de financement portent encore les traces de leurs origines historiques différentes.

### Les prestations versées pour le compte de l'Etat et de la Cnsa

La **branche Famille** se définit à travers les notions de risques, de régimes, d'organismes débiteurs des prestations et des fonds gérés. Les recettes et les dépenses de la branche Famille sont retracées dans les comptes de la Sécurité sociale.

\* Par ailleurs, les organismes débiteurs des prestations familiales versent, **pour le compte de l'Etat** et des départements, **le revenu de solidarité active (Rsa)**, **l'allocation aux adultes handicapés (Aah)**, **le revenu de solidarité (Rso)**, des aides spécifiques à l'emploi, **l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt)**, **les prestations logement du fonds national d'aide au logement**. (Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006, le fonds national d'aide au logement et le fonds national de l'habitat ont fusionné en un seul fonds, le fonds national d'aide au logement.)

Le Rsa, le Rmi, l'Aah, l'Api<sup>2</sup> et les aides à l'emploi sont regroupés dans les tableaux de la présente brochure sous une rubrique « minima sociaux ».

Les dépenses de **l'allocation de parent isolé et de l'allocation aux adultes handicapés** relèvent plus du Fnfp depuis 2010. Elles étaient remboursées par l'Etat depuis 1983 pour l'Aah et depuis 1999 pour l'Api.

\* Par ailleurs, la **Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa) rembourse à la Cnaf** :

- la **majoration de l'Aeeh** (allocation d'éducation de l'enfant handicapé) accordée aux personnes isolées (créée en 2006) ;

- les **cotisations d'Avpf** dont peut bénéficier le bénéficiaire d'un **congé de soutien familial** (2007) qui cesse son activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité.

\* Le **chapitre 1** retrace les dépenses de la Cnaf et les dépenses relevant du Fnal, du Rsa, du Rmi, du Rso et des aides à l'emploi alors que le **chapitre 6** se limite aux recettes et aux dépenses de la branche Famille.

### Quatre régimes de prestations familiales<sup>3</sup>

La figure 7.1 précise les populations qui relèvent des différents régimes et les organismes payeurs de prestations. En matière de prestations familiales, on distingue quatre grands types de régimes :

- le **régime général** qui fut créé en 1945 dans l'idée d'étendre et de généraliser la protection sociale à toute la population active non agricole. Il concerne les prestations des salariés du secteur privé et des employeurs et travailleurs indépendants. Par ailleurs, le régime minier et les régimes spéciaux ont été progressivement rattachés au régime général ;

- les **deux régimes agricoles** qui couvrent, d'une part, les salariés agricoles pour lesquels la compensation par le régime général a été instaurée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963 et, d'autre part, les exploitants agricoles. Les recettes et les dépenses du régime des exploitants agricoles sont retracées dans les comptes de la Cnaf depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983. Les déficits du régime des exploitants agricoles sont répartis entre le régime général et une participation de l'Etat jusqu'en 1993 ;

- le dernier type est en fait un ensemble de régimes dits **régimes spéciaux**. Historiquement, ce furent les premiers régimes à se constituer, lorsque des employeurs ont établi un système de protection sociale propre à leur secteur d'activité. L'article 26 de l'ordonnance du 21 août 1967 définit la dérogation au régime général qui permet à ces régimes de se

perpétuer. Fin janvier 2006, il s'agit de la Sncf, d'Edf-Gdf et de la Ratp.

Par ailleurs, il est intéressant de se souvenir des évolutions suivantes.

. En 1978, la **condition d'activité professionnelle** a été supprimée pour l'ouverture du droit aux prestations familiales. La population inactive est ventilée entre les différents régimes, en fonction de la nature de l'activité antérieure. Les personnes seules et les chômeurs n'ayant jamais travaillé sont affiliés au régime général.

. Le **choix de l'allocataire** percevant les prestations familiales, père ou mère, est possible depuis 1979 en métropole et depuis septembre 2003 dans les Dom.

### Trois types d'organismes payeurs

Aux quatre régimes de prestations familiales correspondent trois types d'organismes payeurs : les caisses d'Allocations familiales, les caisses de la Mutualité sociale agricole pour les deux régimes agricoles, les régimes spéciaux.

. Les **caisses de la mutualité sociale agricole** (Cmsa) regroupent les salariés et les exploitants agricoles.

*. Le nombre des services particuliers, administrations et établissements publics habilités à distribuer les prestations familiales aux allocataires des régimes spéciaux dépassait trois cents. Certains organismes relevant de ces régimes ont été rattachés au régime général : ce fut le cas des collectivités locales métropole en 1979-1980, des agents relevant des offices et établissements publics de l'Etat en 1991, du Cea, de la Banque de France en 1994.*

La gestion des prestations familiales des allocataires des **régimes spéciaux** est transférée aux Caf au :

- . 1<sup>er</sup> juillet 2004 pour La Poste (soit 25 000 allocataires supplémentaires pour les Caf) ;
- . 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour France Télécom, et pour les fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ;
- . 1<sup>er</sup> juillet 2005 pour l'Education nationale ;
- . 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour les fonctionnaires travaillant à l'étranger.

Les allocataires d'**Edf-Gdf**, de la **SnCF** et de la **Ratp** ne sont pas concernés par ces transferts.

. En métropole, les caisses d'Allocations familiales versent aux allocataires des régimes spéciaux :

- l'ensemble des prestations de logement (Alf depuis 1995-1996, Apl depuis sa création, Als depuis 1993, cf. figure 7.2). Cependant, la SnCF et la Ratp continuent à verser l'Alf ;
- l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée (Afeama, dès sa création en 1991) ;
- l'allocation de garde d'enfant à domicile (Aged depuis avril 1992) ;

- l'allocation aux adultes handicapés (le Rsa et le Rmi) ;

- la prestation d'accueil du jeune enfant depuis sa création. Toutefois, la SnCF verse la Paje **à l'exception du complément mode de garde**.

Ainsi, certains bénéficiaires des régimes spéciaux étaient également allocataires des Caf pour certaines prestations (Paje, Aged, Afeama, Apl, Alf, Als). Depuis 2006, le phénomène est marginal. En 2010, on estime ces **doubles comptes** à 11 730 allocataires (cf. *TIPF 510201011, colonne T*) et à 28 740 enfants.

Ces doubles comptes sont :

- à conserver lors des estimations des effectifs du régime général ;
- à conserver lors de l'estimation du nombre d'allocataires tous régimes (dans une optique de gestion) ;
- à éliminer dans une optique démographique, lors du dénombrement tous régimes des familles bénéficiaires, d'une part, de l'ensemble des fonds et, d'autre part, du seul Fnpf.

### Particularités

. Les dépenses **d'action sociale et de gestion** des régimes agricoles et des régimes spéciaux ne sont pas reprises dans les comptes de la Cnaf. Par ailleurs, les cotisations prises en compte pour ces régimes correspondent à la part des cotisations du régime général qui couvre les prestations légales (*hors action sociale et hors gestion, TIPF 62*).

. Les **quatre caisses des Dom** ont la particularité de verser les prestations aux allocataires de « l'ensemble » des régimes. Il faut cependant distinguer :

- les salariés agricoles dont les prestations sont intégrées à celles du régime général dans les Dom ;
- les exploitants agricoles dont les prestations peuvent être isolées dans les comptes ;
- les régimes spéciaux dans les Dom, dont les prestations ne sont pas retracées dans les comptes de la Cnaf, à l'exception des collectivités locales. Depuis 2002, les Caf versent l'Afeama, l'Aged et l'Alf des collectivités locales Dom.

### Les trois fonds de l'entité comptable Cnaf

Les recettes et les dépenses de la Caisse nationale des allocations familiales regroupent les opérations de tous les régimes qui servent des prestations familiales, en métropole et dans les départements d'outre-mer<sup>4</sup>. Elles sont retracées dans les trois fonds gérés par la Cnaf : le fonds national des prestations familiales, le fonds national d'action sociale, le fonds national de gestion administrative.

\* **Le fonds national des prestations familiales** (Fnfp) retrace :

• **les prestations directes et indirectes.** Ces dernières correspondent à deux types de transfert :

- d'une part, des prises en charge de cotisations qui constituent des transferts internes à la Sécurité sociale, à destination de la Caisse nationale d'assurance vieillesse et de la Caisse nationale d'assurance maladie (Cnam) entre 1979 et 1999. Depuis 2002, les transferts à la Cnam concernent le financement du congé de paternité ;

- d'autre part, un transfert au fonds de solidarité vieillesse. En 2010, la Cnaf prend en charge 85 % de la majoration de 10 % des pensions de retraite servie aux parents de trois enfants et plus. Elle est de 100 % à partir de 2011. *(La prise en charge par la Cnaf était de 15 % en 2001, de 30 % en 2002, de 60 % en 2003-2008, de 70 % en 2009.)*

• la contribution de la Cnaf au fonds national d'aide au logement pour l'Apl<sup>5</sup> et pour les aides aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt), à la prestation de rentrée scolaire dans les Dom (Pars). Il s'agit de **transferts vers des organismes extérieurs à la Sécurité sociale**.

*Par ailleurs, en 2000, l'Etat a pris en charge la contribution de la Cnaf au fonds d'action sociale des travailleurs immigrés (Fastif) : depuis 2001, le Fastif n'est plus retracé dans les comptes de la Cnaf.*

\* **Le fonds national d'action sociale** (Fnas) couvre, pour la population couverte par le régime général (*au sens de la politique familiale*), des dépenses d'investissement et de fonctionnement des équipements et des services sociaux (crèches, centres de vacances, services de travailleuses familiales...), ainsi que des aides aux familles pour accéder à ces équipements et des aides spécifiques pour les familles en situation de précarité.

\* **Le fonds national de gestion administrative** (Fnga) finance la gestion courante des organismes servant les prestations familiales du régime général. *La charge de la contribution de la Cnaf au Fnga de l'Acos et de l'Ucanss a été transférée au Fnfp<sup>6</sup> en 2001.* Les dépenses de gestion administrative du Fnas relèvent du Fnga depuis 2001.

***D'une part, les trois comptes de la Cnaf*** (Fnfp + Fnas + Fnga) et...

***d'autre part, les comptes consolidés de la branche Famille*** (hors opérations en capital)

Depuis le rapport 2003, le cadre retenu est étendu aux **comptes consolidés de la branche Famille**, incluant les recettes et les dépenses propres des Caf, des Cnedi, des Certi et des fédérations.

**Les opérations en capital ne sont pas couvertes** par ce champ défini par la Ccss alors que les opérations en capital des trois fonds sont retracées dans les recettes et dépenses de la Cnaf.

Les tableaux de la Direction des statistiques, des études et de la recherche de la Cnaf (Dser) retiennent une double présentation depuis 2002 (*cf. encadré 1 du chapitre 6*).

### **Contribution de la Cnaf au Fnal Frais de gestion versés au Fnga**

• La contribution de la Cnaf au financement de l'Apl est appelée **allocation logement virtuelle** (Alv, *cf. TIPF 141*)<sup>7</sup>. Elle est égale au montant de l'allocation logement qui aurait été payé par le Fnfp en l'absence de l'aide personnalisée au logement (Apl).

• Le Fnga perçoit des frais de gestion au titre de l'aide personnalisée au logement, de l'allocation logement sociale et de l'aide aux associations. Désormais, les frais de gestion de l'Apl sont intégralement pris en charge par le Fnal.

Les frais de gestion correspondant à l'Aah (ainsi que les frais de tutelle de l'Aah) ne sont pas remboursés à la Cnaf<sup>8</sup>.

Le fonds national Rsa a remboursé à la Cnaf les frais de gestion du Rsa (métropole) à hauteur de 98,2 millions d'euros en 2009 et de 74,8 millions en 2010.

#### **Notes**

<sup>1</sup> Cf. chapitre 6, PF2006 pour un historique.

<sup>2</sup> Les notions de « monoparentalité » (pour l'Asf et l'Api) et d'« invalidité » (pour l'Aeeh et l'Aah) sont abandonnées depuis la brochure PF2001.

<sup>3</sup> Le régime minier qui s'appliquait aux personnes dont l'activité professionnelle se rattache directement et exclusivement à l'exploitation minière. Depuis 1997, le régime minier est complètement rattaché au régime général.

<sup>4</sup> Toutefois, les régimes spéciaux dans les Dom ne sont pas retracés dans les comptes de la Cnaf, à l'exception des collectivités locales.

<sup>5</sup> Jusqu'en 2005 inclus, il s'agit d'une contribution de la Cnaf au Fnh.

<sup>6</sup> L'ensemble des dépenses de « gestion » du Fnga et du Fnfp sont regroupées dans les tableaux statistiques.

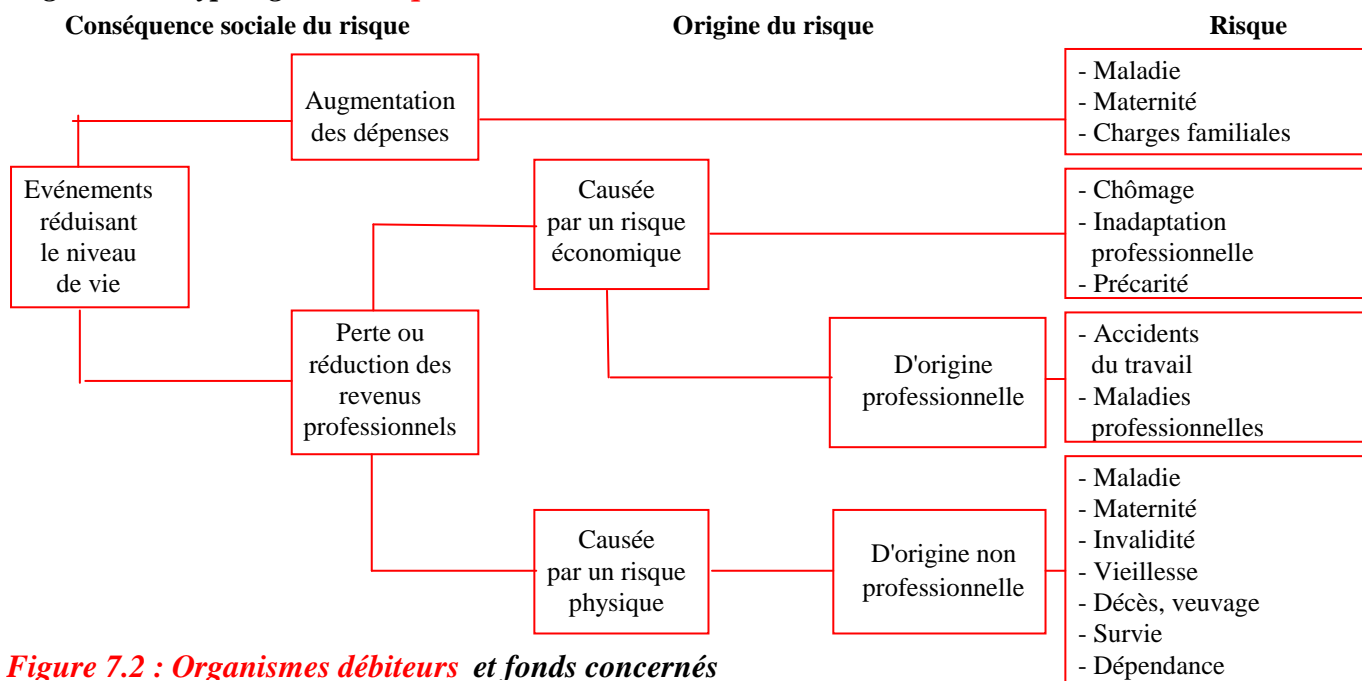
<sup>7</sup> Créé en 1977, le fonds national de l'habitat a en charge l'aide personnalisée au logement (Apl). En janvier 2006, le Fnh et le Fnal fusionnent en un seul fonds (le Fnal).

Créé en 1971, le fonds national d'aide au logement centralise les recettes et les dépenses de l'allocation logement social (Als) et de l'aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées (Alt) créée en 1993.

<sup>8</sup> Idem pour le Rmi, les différentes aides à l'emploi et l'Api.



**Figure 7.1 : Typologie des *risques sociaux***



**Figure 7.2 : Organismes débiteurs et fonds concernés**

	Les produits et les charges de la branche Famille					Logement hors Fnpf		Rsa, Aah, Rso...
	Régime général (Rg)		Régimes spéciaux (3)	Régimes agricoles métropole		Fnal (4) Als, Apl	Alt	
	Métropole	Dom		Salariés	Exploitants (Ea)			
Salariés de l'industrie	Pf	Pf						
Praticiens conventionnés	Ga	Ga						
Professions artisanales	As	As						
Professions libérales								
Rattachement aux Caf :	Depuis							
Collectivités locales	1979-1980							
Offices, établissements publics de l'Etat	1991							
Mineurs	1997							
Cea	1994							
Banque de France	1994							
La Poste	Juillet 2004							
France Télécom	Janvier 2005	(3)						
Fonctionnaires hors En	Janvier 2005	(3)						
Education nationale (En)	Juillet 2005	(3)						
Cnieg (Edf-Gdf)	Janvier 2013	(3)	Pf *					
Ratp (1)			Pf * (1)					
Sncf (1) (2)		(3)	Pf * (1) (2)					
Salariés agricoles		Pf Caf						
Exploitants agricoles		Pf Caf			Fnpf depuis 1983			

Les trois types d'organismes payeurs :

- Caf (caisses d'Allocations familiales) ;
- Cmsa métropole (caisses de Mutualité sociale agricole). Dans les Dom, les prestations sont versées par les Caf ;
- \* Les régimes spéciaux (Sncf, Ratp, Cnieg jusqu'au 31 décembre 2012) versent directement les prestations à l'exception de la Paje (1), des prestations de logement (2) et des minima sociaux.

(1) La Sncf verse la prestation d'accueil du jeune enfant sauf le complément mode de garde.

(2) La Sncf et la Ratp continuent à verser l'allocation de logement familiale (Alf).

(3) Les prestations des régimes spéciaux dans les Dom ne sont pas retracées dans les comptes de la branche, à l'exception des collectivités locales dans les Dom.

(4) Le fonds national d'aide au logement et le fonds national de l'habitat sont fusionnés en un seul fonds national d'aide au logement au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Pf : Prestations familiales, y compris l'Alf. L'Aah et l'Api ne relèvent plus du Fnpf depuis 2010.

As : Action sociale.

Alt : Aides aux association logement logeant à titre transitoire des personnes défavorisées.

Ga : Gestion administrative.

Aah : Allocation aux adultes handicapés.

## 8.1

# Evolution de la législation familiale en métropole depuis 1945

*De 1946 à 1967*

Création de nouvelles prestations affectées.

Meilleure adaptation du montant des allocations familiales au coût réel de l'enfant, grâce à l'adoption de taux différenciés selon l'âge.

Réduction progressive des abattements de zone en ce qui concerne le calcul des prestations.

Diminution sensible du pouvoir d'achat de l'allocation de salaire unique.

Recul des prestations de naissance.

Abandon de l'indexation des prestations familiales sur les salaires.

1946

La législation antérieure a été regroupée en quatre prestations familiales :

- **Allocation de salaire unique** (créée en 1938), **allocations prénatales** et **allocation de maternité** (créées en 1946) ;

- Allocations familiales (légalisées en 1917-1919 pour les agents de l'Etat, en 1932 pour l'ensemble des salariés, unification des taux en 1938).

Janvier 1947

- Abattement de **zone** maximum 36 %.

Octobre 1947

- Abattement de **zone** maximum 25 %.

Juillet 1948

- Assouplissements des conditions de délai pour l'octroi des allocations maternité.

Septembre 1948

- Création de l'**allocation logement familiale** accordée aux seules familles de salariés et d'employeurs et travailleurs indépendants puis étendue en 1949 à tous ceux qui perçoivent une prestation familiale, y compris l'allocation de salaire unique ou les allocations prénatales.

Octobre 1948

- Création d'une **indemnité compensatrice**, d'un montant uniforme dans toutes les zones (99 euros pour deux enfants, 152 euros pour chacun des suivants). Il s'agit d'un complément aux allocations familiales des salariés, suite à une suppression de réduction d'impôt dont ils bénéficiaient pour charge de famille.

Janvier 1949

- Suppression de l'**allocation de salaire unique** pour l'enfant de plus de 10 ans.

Mars 1949

- Abattement de **zone** maximum 20 %.

Août 1949

- Assouplissement des conditions de délai pour l'octroi des **allocations maternité**.

Juillet 1950

- Majoration exceptionnelle de l'**indemnité compensatrice** (119 euros pour deux enfants, 183 euros pour chacun des suivants).

Décembre 1950

- L'**indemnité compensatrice** est portée à son niveau de juillet 1950.

Avril 1951

- Majoration de l'**indemnité compensatrice** (124 euros pour deux enfants, 191 euros pour chacun des suivants).

Septembre 1951

- Les **allocations maternité** sont accordées aux enfants étrangers nés en France qui acquièrent la nationalité française dans les trois mois de la naissance.

Octobre 1951

- Majoration de l'**indemnité compensatrice** (142 euros pour deux enfants, 219 euros pour chacun des suivants).

Janvier 1953

- **Rétablissement de la parité des salaires de base** : en effet, par dérogation au principe d'égalité des diverses catégories de familles, le montant du salaire de base (légal ou majoré en fait) a été fixé à plusieurs reprises à des montants différents selon qu'il s'agissait de familles de salariés (ou assimilés) ou de non-salariés. Il en a été ainsi du 1<sup>er</sup> février au 30 juin 1947 et du 1<sup>er</sup> août 1947 au 31 décembre 1952.

Janvier 1954

- Relèvement du taux des **allocations familiales** : 22 % pour le deuxième enfant, 33 % pour le troisième et chacun des suivants.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le droit aux <b>allocations prénatales</b> est étendu à toutes les femmes en état de grossesse.</li> <li>- Uniformisation des mensualités des <b>allocations prénatales</b> au taux de 25 % du salaire de base, soit deux versements après le premier examen, quatre après le deuxième, le solde après le troisième.</li> </ul>
<b>Décembre 1954</b>	- Le taux des <b>allocations de maternité</b> , non revalorisé depuis 1948, est réduit de trois à deux fois le salaire de base pour la première naissance, de deux fois le salaire de base à quatre tiers pour les suivantes.
<b>Janvier 1955</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Majoration de 5 % des <b>allocations familiales</b> pour chaque enfant de plus de 10 ans à l'exception de l'aîné.</li> <li>- <b>Harmonisation du salaire de base servant au calcul des allocations familiales</b> des salariés, des non-salariés et des régimes agricoles, qui avait divergé après 1946 selon les régimes.</li> <li>- Le salaire servant de base au calcul de l'<b>allocation de salaire unique</b> est décalé par rapport à la base de calcul des autres prestations (base mensuelle de calcul des allocations familiales). Cette disposition est rendue applicable par la suite à l'<b>allocation de mère au foyer</b>.</li> </ul>
<b>Avril 1955</b>	- Abattement de <b>zone</b> maximum 15 %.
<b>Mai 1955</b>	- L'autorisation d'accorder des <b>prêts pour l'amélioration de l'habitat</b> devient permanente alors qu'elle était limitée antérieurement à l'existence d'excédents du fonds commun de l'allocation logement.
<b>Juillet 1955</b>	- Mise en place de l' <b>allocation de mère au foyer</b> : créée à l'intention des exploitants ruraux, elle est étendue avec un certain décalage aux non-salariés du régime général, la parité n'ayant été atteinte qu'en avril 1969 pour les familles ayant un enfant de moins de 2 ans. Elle est la contrepartie pour les non-salariés de l'allocation de salaire unique accordée aux salariés et assimilés.
<b>Avril 1956</b>	- Abattement de <b>zone</b> maximum 10 %.
<b>Octobre 1957</b>	- Exclusion de l'aîné du bénéfice des <b>majorations pour âge</b> des allocations familiales pour les seules familles de deux enfants.
<b>Janvier 1958</b>	- Majoration de l' <b>indemnité compensatrice</b> (150 euros pour deux enfants, 230 euros pour chacun des suivants). Elle ne sera plus revalorisée jusqu'à sa suppression au 1 <sup>er</sup> janvier 1978.
<b>Septembre 1958</b>	- Institution de <b>primes d'aménagement et de primes de déménagement</b> : seules ces dernières ont subsisté.
<b>Décembre 1958</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retour aux conditions strictes d'août 1946 pour l'attribution des <b>allocations maternité</b> (en matière de délais).</li> <li>- Réduction de moitié du taux des trois dernières mensualités des <b>allocations prénatales</b>.</li> </ul>
<b>Janvier 1959</b>	- Les enfants uniques de plus de 5 ans qui ne sont pas à la charge d'un allocataire isolé cessent d'ouvrir droit à l' <b>allocation de salaire unique</b> .
<b>Août 1961</b>	- Abattement de zone maximum 8 %.
<b>1961</b>	- Réforme de l' <b>allocation de logement familiale</b> améliorant les modalités de distribution au profit des familles les plus modestes.
<b>Janvier 1962</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- La majoration des <b>allocations familiales</b> concernant les enfants de 10 ans est portée à 7 %.</li> <li>- Le taux des <b>allocations maternité</b> est fixé à deux fois le montant du salaire de base pour chaque naissance.</li> <li>- Le taux de chaque mensualité des <b>allocations prénatales</b> est ramené à 22 %.</li> <li>- Report de la <b>limite d'âge</b> concernant les apprentis de 17 à 18 ans.</li> </ul>
<b>Janvier 1963</b>	- Abattement de <b>zone</b> maximum 6 %.

- Les enfants de plus de 15 ans bénéficient d'une majoration d'**allocations familiales** de 15 %.
- Le salaire au-delà duquel l'apprenti ou l'étudiant ne sont plus considérés comme à **charge** est fixé au montant du salaire de base contre la moitié précédemment.
- Juillet 1963** - L'**allocation de mère au foyer** est accordée, dans le régime agricole, aux jeunes ménages sans enfant tandis que les non-salariés du régime général ne bénéficient de cette prestation familiale que s'ils ont au moins deux enfants à charge.
- Janvier 1964** - Création de l'allocation d'**éducation spécialisée** pour les mineurs infirmes ou déficients. Seuls les enfants placés en établissement spécialisé peuvent en bénéficier. Compte tenu de l'insuffisance du nombre des établissements et du fait que la rééducation n'est pas toujours possible, une minorité des familles ayant un enfant handicapé bénéficient de la prestation.
- Août 1964** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 10 ans est portée à 9 % de la Bmaf.
- Août 1965** - La majoration des **allocations familiales** concernant les enfants de plus de 15 ans est portée à 16 % de la Bmaf.
- 1966** - Aménagements apportés aux éléments de calcul de l'**allocation de logement familiale** afin de freiner l'augmentation des dépenses tout en améliorant l'aide aux familles occupant des locaux neufs ou des logements anciens dont le loyer est libéré.
- Avril 1966** - Abattement de **zone** maximum 5 %.
- Avril 1967** - Abattement de **zone** maximum 4 %.

### *Depuis les ordonnances de 1967 jusqu'en 1973*

Malgré la gestion séparée des trois branches de la Sécurité sociale, la croissance des dépenses d'assurance maladie et des prestations de vieillesse absorbe une part croissante du budget de la Sécurité sociale, au détriment des prestations familiales. Le désir de maintenir une politique familiale active (déclin démographique) conduit au choix de la sélectivité :

- création des prestations spécifiques ciblées sur des populations jugées prioritaires (familles jeunes et nombreuses, familles monoparentales ou ayant un enfant handicapé) ;
  - modulation des prestations en fonction des ressources.
- Septembre 1967** - L'**allocation de salaire unique** aux jeunes ménages sans enfant est supprimée. Les ménages bénéficiant d'un seul revenu salarié continuent à ouvrir droit à l'allocation de logement familiale pendant les deux premières années du mariage.
  - Avril 1969** - Relèvement de l'**allocation de salaire unique** et de l'**allocation de mère au foyer** en faveur des familles ayant un enfant de moins de 2 ans, avec parité dans ce cas entre les différents régimes.
    - Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 33 % à 35 % de la Bmaf.
  - Août 1970** - Le taux des **allocations familiales** pour le troisième et le quatrième enfant est porté de 35 % à 37 % de la Bmaf.
  - Janvier 1971** - Relèvement des **allocations maternité** dont le montant est porté de 200 % à 260 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour les naissances survenues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.
    - Création de l'**allocation orphelin** sous condition de ressources en faveur des personnes recueillant un enfant, des conjoints survivants et des mères célibataires. La loi opère une distinction entre les orphelins de père ou de mère (et assimilés) et les orphelins de père et de mère (et assimilés). Dans le premier cas, le parent survivant ou la mère célibataire doit vivre seul et disposer de ressources inférieures à un certain plafond. Dans le second cas, le taux est plus élevé.

- Juillet 1971** - Création de l'**allocation de logement sociale**
- Février 1972** - Création de l'**allocation des mineurs handicapés** sous condition de ressources, au profit des enfants de moins de 20 ans, lorsqu'ils ne peuvent prétendre à l'allocation d'éducation spécialisée.
- Création de l'**allocation aux handicapés adultes**, en faveur de personnes atteintes d'une infirmité entraînant une incapacité permanente égale ou supérieure à 80 % et qui ne peuvent prétendre à une pension de vieillesse ou d'invalidité d'un montant au moins égal à cette allocation. Les bénéficiaires doivent être de nationalité française, âgés de 20 à 65 ans et bénéficier de ressources inférieures à un plafond fixé par décret. La loi a prévu que cette prestation serait financée et servie comme une prestation familiale, sans l'inclure dans la liste des prestations familiales. Il était envisagé de rattacher toutes les prestations répondant à un objectif de solidarité nationale, soit à une autre branche de la Sécurité sociale, soit à un fonds spécial. Jusque-là, les handicapés sans ressources pouvaient bénéficier des allocations d'aide sociale (soumises aux règles d'obligation alimentaire) et de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.
- Juillet 1972** - Entrée en vigueur de l'**allocation de logement à caractère social**, créée par la loi du 16 juillet 1971. Elle est financée au moyen d'une subvention budgétaire et d'une cotisation de 0,1 % sur les salaires (venant en déduction de la contribution de 1 % à l'effort à la construction pour les employeurs qui en étaient redevables). Les Caf interviennent dans le règlement de cette prestation en raison de leur compétence en matière d'allocation de logement familiale. Cette prestation est initialement destinée, sous condition de ressources, aux personnes âgées, infirmes et jeunes travailleurs de moins de 25 ans.
- L'**allocation de logement familiale** est étendue aux jeunes ménages sans enfant, aux foyers n'ayant qu'un enfant pour lequel ils n'ouvrent droit à aucune prestation familiale, et à ceux qui ont recueilli un ascendant ou un proche parent infirme.
- Une **majoration de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer** (indexée sur le Smic) est attribuée sous condition de ressources aux mères ayant au moins quatre enfants ou un enfant de moins de 3 ans.
- L'**allocation de salaire unique et l'allocation de mère au foyer** sont soumises à condition de ressources. Dans les faits, leur montant ne sera plus revalorisé.
- Financement par les Caf des **cotisations d'assurance vieillesse des mères de famille** percevant les majorations de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de mère au foyer.
- Création de l'**allocation pour frais de garde** attribuée sous condition de ressources aux ménages dans lesquels la femme est active ou aux personnes seules exerçant une activité. En fait, l'allocation de frais de garde n'a touché qu'un nombre limité de familles.
- Janvier 1973** - **Suppression des abattements de zone.**
- Création des **prêts aux jeunes ménages** pour l'équipement mobilier et ménager ou destinés à couvrir les premiers frais qu'entraîne la location d'un logement. Ces prêts sont financés dans un premier temps sur les fonds d'action sociale, puis transformés en prestation légale en janvier 1975. Ils sont soumis à condition de ressources.
- Avril 1973** - Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l'**allocation orphelin**.
- Juillet 1973** - Abandon des conditions de ressources pour l'attribution de l'**allocation des mineurs handicapés**.
- De 1974 à 1981** Cette période se caractérise à la fois par la poursuite des évolutions amorcées dans le début des années soixante-dix et par la définition de nouvelles orientations : extension du droit aux prestations à l'ensemble de la population, priorité aux familles nombreuses, recherche d'une certaine neutralité vis-à-vis du travail féminin, instauration d'un revenu minimum en faveur de certaines catégories de population.

- Rentrée 1974** - Création de l'**allocation de rentrée scolaire** accordée sous condition de ressources à chaque enfant, et d'un montant égal à 20 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.
- Cette prestation est assortie à deux reprises d'une majoration exceptionnelle (en 1977 et 1979) et d'une allocation spéciale en février 1980. Les dépenses correspondant à ces majorations exceptionnelles n'ont pas été financées par le Fonds national des prestations familiales.
- Mars 1975** - Création des **allocations postnatales** se substituant aux allocations maternité : la seule condition exigée concerne le respect de la passation des trois examens médicaux dans les deux premières années de la vie.
- L'**allocation orphelin** peut être attribuée pour les enfants manifestement abandonnés.
- Octobre 1975** - Les femmes assumant la charge d'un handicapé bénéficiaire de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés sont affiliées à l'**assurance vieillesse des mères au foyer** (loi du 30 juin 1975).
- Création de l'**allocation d'éducation spéciale** à la place de l'allocation d'éducation spécialisée et de l'allocation aux mineurs handicapés. D'un montant plus avantageux (32 % au lieu de 15 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), elle est attribuée de façon plus souple, sans condition de ressources. Elle est assortie de deux compléments en faveur des enfants atteints d'un handicap dont la nature ou la gravité exige des dépenses particulièrement coûteuses.
- Création de l'**allocation aux adultes handicapés** qui remplace l'allocation aux handicapés adultes et certaines allocations d'action sociale. Son montant est plus substantiel et évolue rapidement, au rythme du minimum vieillesse. Elle est complétée par une allocation compensatrice accordée aux personnes qui ont besoin de l'aide d'une tierce personne ou qui exposent des frais supplémentaires en raison de l'exercice de leur profession. L'instauration en 1978 d'un système de garantie de ressources au profit des handicapés exerçant une activité professionnelle a minoré légèrement la progression de ces dépenses supportées par le fonds national des prestations familiales. La prise en charge de l'allocation aux adultes handicapés par le budget de l'Etat est instaurée en 1983.
- Octobre 1976** - Création de l'**allocation de parent isolé** qui garantit un revenu minimum à toute personne seule, soit en état de grossesse, soit chargée de famille, suite à un décès, un divorce ou une séparation. L'allocation est égale à la différence entre le plafond de ressources et le montant des ressources propres de l'intéressé. Elle est versée pendant un an maximum, ou jusqu'à ce que le plus jeune des enfants ait atteint l'âge de 3 ans.
- 1978** - Prise en charge des **cotisations maladie** des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
- Janvier 1978** - **Suppression de toute condition d'activité professionnelle** (loi du 4 juillet 1975). La population non active est ventilée entre les différents régimes, en fonction de la nature de l'activité antérieure. Les personnes seules n'ayant jamais travaillé et les chômeurs sont affiliés au régime général.
- La mise en place de l'**aide personnalisée au logement** traduit la priorité donnée à l'aide à la personne au détriment de l'aide à la pierre :
- . l'aide personnalisée au logement peut être attribuée quelle que soit la situation familiale, notamment à des personnes seules ou à des ménages sans enfant ;
- . les plafonds de ressources sont plus élevés qu'en allocation de logement familiale. Par contre, seuls les logements conventionnés ouvrent droit à la prestation ;
- . le loyer plafond et le forfait charge sont plus élevés que ceux de l'allocation de logement familiale. Le montant de la prestation est davantage en rapport avec la dépense : il est fonction du confort et de la zone géographique (la notion de zone d'implantation du logement sera également appliquée à l'allocation de logement familiale à partir de décembre 1981) ;
- . le barème de l'aide personnalisée au logement favorise les familles de trois enfants au niveau du nombre de parts servant au calcul des droits.



- Création du **complément familial** à la place de l'allocation de salaire unique-allocation de mère au foyer, de l'allocation de frais de garde et de leur majoration. Plus simple et sensiblement supérieur aux anciennes prestations, le complément familial est accordé aux familles de trois enfants et plus ou aux familles ayant un enfant de moins de 3 ans. Un plafond de ressources plus élevé permet à certaines familles à revenu moyen d'en bénéficier.
- L'abattement prévu pour les ménages à deux revenus est loin de compenser l'apport que représente un deuxième revenu : l'objectif de neutralité n'est donc pas atteint, les ménages à un revenu demeurant favorisés.
- Modification des taux des **allocations familiales** (+ 1 point pour le deuxième enfant et le troisième enfant, + 2 points pour chaque enfant au-delà du quatrième) en pourcentage de la Bmaf.
- Suppression des **indemnités compensatrices**.
- Augmentation de 50 % de l'allocation orphelin partielle.
- L'affiliation à l'**assurance vieillesse** des mères de familles est étendue aux femmes bénéficiaires du complément familial ayant un enfant de moins de 3 ans ou quatre enfants et à celles ayant un handicapé à charge, même si elles ne bénéficient pas de l'allocation d'éducation spéciale ou de l'allocation aux adultes handicapés.
- Janvier 1979** - Le **choix de l'allocataire** percevant les prestations familiales, père ou mère, est possible.
- Juillet 1979** - Modification du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant (+ 3 points).
- Septembre 1979** - Majoration des **allocations postnatales** en cas de naissances multiples.
- 1979-1980** - Prise en charge des **collectivités locales** par le régime général.
- Janvier 1980** - Nouvelle extension de l'**assurance vieillesse des parents au foyer** au profit des mères de familles de trois enfants titulaires du complément familial.
  - Peuvent être affiliées à l'**assurance vieillesse** :
    - . les familles ayant au moins trois enfants et dont le revenu est inférieur au plafond du complément familial ;
    - . les femmes ayant un enfant de moins de 3 ans dont le revenu est inférieur à 2 130 fois le Smic ;
    - . les femmes isolées dont le revenu est inférieur à ce dernier plafond, sous réserve qu'elles aient un enfant de moins de 3 ans ou trois enfants.
- Juillet 1980** - Majoration de 1 point du taux des **allocations familiales** pour le troisième enfant, de 0,5 point pour chacun des suivants.
  - Modification de la répartition du taux des **allocations postnatales** : elles sont majorées pour la troisième naissance de manière à porter à 1 524 euros le montant cumulé des prestations familiales afférentes à la naissance.
  - Le **congé maternité** pour le troisième enfant est porté à vingt-six semaines, au lieu de seize pour les naissances de rang un et deux.
- 1981** - Prise en charge des **cotisations d'assurance personnelle**.
- Janvier 1981** - Création du **supplément de revenu familial** qui garantit un revenu minimum aux familles de trois enfants et plus. Toutefois, les familles les plus pauvres ne perçoivent qu'une allocation forfaitaire minime, d'un montant inchangé depuis sa création. Les ménages ayant des revenus au moins égaux au Smic ouvrent droit au supplément de revenu familial, différentiel par rapport aux plafonds de ressources de cette prestation familiale. Ces plafonds n'ont jamais été revalorisés, jusqu'à la suppression de la prestation en août 1990.
  - La loi de finances attribue pour 1981 une **demi-part supplémentaire aux contribuables qui ont trois enfants à charge**.

<b>De 1981 à 1988</b>	<p>. Le niveau des prestations est fortement relevé au cours de l'année 1981 et au début de l'année 1982 (politique de relance de la consommation).</p> <p>. Une harmonisation des droits est tentée, l'objectif étant d'atténuer la très forte progressivité des barèmes en fonction de la taille de la famille et du niveau des ressources (selon le principe du droit de l'enfant).</p> <p>. L'aggravation de la situation financière impose, à partir de l'été 1982, une remise en question de l'évolution amorcée.</p>
<b>1981</b>	- Prise en charge des <b>cotisations d'assurance personnelle</b> .
<b>Juillet 1981</b>	<p>- Modification des taux des <b>allocations familiales</b> (25,5 % de la Bmaf pour une famille de deux enfants, 46 % pour le troisième enfant, 41 % pour le quatrième enfant et 39 % pour chacun des suivants).</p> <p>- Fort relèvement des barèmes de l'<b>allocation de logement et de l'aide personnalisée au logement</b>.</p> <p>- Le montant maximum versé à un bénéficiaire de l'<b>allocation aux adultes handicapés</b> connaît un accroissement de 41 % entre juin 1981 et janvier 1982. La refonte du barème entraîne un élargissement important du champ des bénéficiaires.</p>
<b>Décembre 1981</b>	- Nouvelle actualisation du barème de l' <b>allocation de logement</b> .
<b>1982</b>	- Les avantages fiscaux tirés du <b>quotient familial</b> sont plafonnés à 1 143 euros pour 1982.
<b>Janvier 1982</b>	- Aménagement de l' <b>allocation d'éducation spéciale</b> en cas de retour au foyer et en cas de placement.
<b>Février 1982</b>	- Le taux des <b>allocations familiales</b> pour les familles de deux enfants est fortement relevé : il passe de 25,5 % à 32 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Le taux pour le troisième enfant est abaissé de 46 % à 40 % (ce dernier taux devient également celui applicable pour chaque enfant au-delà du troisième).
<b>Juillet 1982</b>	- Droit à l' <b>allocation orphelin</b> pour abandon manifeste acquis au bout de deux mois au lieu de six mois.
<b>Novembre 1982</b>	- Report de la <b>date du fait générateur</b> ouvrant droit à prestation : en cas d'ouverture ou de majoration de droits, celle-ci n'interviendra qu'à compter du premier jour du mois suivant l'événement.
<b>Janvier 1983</b>	<p>- Le taux des <b>allocations pré- et postnatales</b> est abaissé. Il en est de même pour le complément familial (41,65 % contre 44,75 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), mais leur montant reste stable du fait de la hausse de la Bmaf.</p> <p>- Diminution de moitié de la <b>majoration pour naissance</b> ou adoption de rang trois ou plus.</p> <p>- Le plafond de ressources pour l'octroi des <b>prêts aux jeunes ménages</b> est abaissé de 25 %. L'enveloppe consacrée à ces prêts passe de 2 % à 1,7 % de la masse des prestations familiales versées.</p>
<b>Février 1983</b>	<p>- Avancement de la <b>date de réduction ou de fin de droit</b> : le versement des prestations familiales est décalé d'un mois, dans le sens défavorable aux allocataires.</p> <p>- Augmentation de 50 % du montant du complément de deuxième catégorie de l'<b>allocation d'éducation spéciale</b>.</p>
<b>15 juillet 1983</b>	- Non-versement de l' <b>allocation de logement familiale</b> pour la période prénatale.
<b>1984</b>	- La base mensuelle de calcul des allocations familiales ( <b>Bmaf</b> ) est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix (hors tabac depuis 1991) et non plus en fonction de l'inflation constatée de mars à mars. En principe, une remise à niveau par rapport à l'évolution réelle des prix est prévue au 1 <sup>er</sup> janvier de l'exercice suivant.

- Juillet 1984**
- Relèvement de 25 % à 30 % de la majoration pour enfant à charge du plafond du complément familial (à partir du troisième enfant) et de l'**allocation de rentrée scolaire** (à partir du premier enfant).
  - Doublement de l'**abattement sur ressources** pour les parents isolés et les ménages à deux revenus, pour le droit au complément familial.
- Janvier 1985**
- Création de l'**allocation au jeune enfant** (45,95 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales) qui remplace, pour les enfants conçus après le 31 décembre 1984, les allocations pré- et postnatales et le complément familial pour enfant de moins de 3 ans. Elle est versée (pour chaque enfant à naître ou de moins de 3 ans) :
    - . sans condition de ressources pendant neuf mois (cinq mois pendant la grossesse, le mois de naissance, les trois premiers mois de vie) ;
    - . sous condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant.
  - Le **complément familial** est désormais réservé aux foyers assurant la charge d'au moins trois enfants de plus de 3 ans.
  - La **majoration pour naissance de rang trois** et plus des allocations postnatales est supprimée pour les enfants nés après le 31 décembre 1984 (dans le cadre du maintien des droits).
  - Création de l'**allocation parentale d'éducation** pour la personne qui interrompt ou réduit son activité professionnelle à l'occasion de la naissance, de l'adoption ou de l'accueil d'un enfant de moins de 3 ans, portant à trois ou plus le nombre d'enfants. Le bénéficiaire doit justifier de deux ans d'activité antérieure dans les trente mois précédant cet événement. L'allocation parentale d'éducation est versée pendant vingt-quatre mois au plus, sans condition de ressources. Une allocation à mi-taux peut être versée.
  - Sont désormais affiliés à l'**assurance vieillesse des parents au foyer** la personne isolée et, pour un couple, l'un ou l'autre de ses membres n'exerçant pas d'activité professionnelle, bénéficiaire du complément familial, de l'allocation au jeune enfant ou de l'allocation parentale d'éducation, ou ayant un handicapé à charge et sous réserve que ses ressources ou celles du ménage soient inférieures à un plafond.
- Juin 1985**
- Substitution de l'**allocation de soutien familial** à l'allocation orphelin. L'attribution aux Caf d'une mission de recouvrement des pensions alimentaires ne concerne dans un premier temps que les personnes isolées. Au 1<sup>er</sup> décembre 1985, cette cible est étendue et inclut par exemple les femmes remariées ou vivant en union libre. Lorsqu'un parent se soustrait partiellement au versement de la créance alimentaire, l'organisme débiteur des allocations familiales verse une allocation différentielle sans que le montant cumulé de celle-ci et du versement partiel de la pension puisse excéder le montant de l'allocation de soutien familial.
- Janvier 1986**
- Harmonisation de la **date de versement** des prestations (paiement à terme échu, entre le deuxième et le cinquième jour du mois suivant).
  - Relèvement d'un point du barème des **allocations familiales** à partir du troisième enfant.
  - Le taux de calcul de l'**allocation parentale d'éducation** passe de 62,4 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à 90,2 %.
- Avril 1986**
- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation de fin de droits, sous certaines conditions.
- Janvier 1987**
- Suppression des **prêts aux jeunes ménages** dont la gestion avait été confiée aux banques en 1985-1986.
  - Réforme de l'allocation au jeune enfant qui devient l'**allocation pour jeune enfant** : son montant est identique mais il ne peut plus être versé qu'une seule allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, quel que soit le nombre d'enfants de moins de 3 ans. Cependant, si la famille a déjà un enfant de moins de 3 ans, le cumul est possible pendant la période prénatale jusqu'aux 3 mois de l'enfant à naître.

L'allocation pour jeune enfant peut être cumulée avec le complément familial pendant la période prénatale jusqu'au mois de la naissance inclus.

- Suppression du **complément familial** de « maintenance » lorsque la famille passe de trois à deux enfants.

- Suppression du remboursement du **congé de naissance** aux employeurs.

**Avril 1987**

- Extension de l'**allocation parentale d'éducation** : allongement de la durée de versement jusqu'aux 3 ans de l'enfant, augmentation sensible de son montant mensuel (142,57 % de la Bmaf) mais suppression du cumul possible avec l'allocation pour jeune enfant, allègement de la condition d'activité antérieure (il suffit d'avoir travaillé deux ans dans les dix ans précédant la naissance de l'enfant de rang trois).

- Création de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** attribuée à la famille ou à la personne seule employant à son domicile une personne chargée de la garde d'au moins un enfant de moins de 3 ans, lorsque chaque membre du couple ou lorsque le parent isolé exerce une activité professionnelle. Versée sans condition de ressources jusqu'au troisième anniversaire de l'enfant, son montant est égal au remboursement des cotisations sociales dans la limite de 305 euros par mois. Elle peut être cumulée avec l'allocation parentale d'éducation à mi-taux.

**Juin 1987**

- La **prime de déménagement** est réservée aux seules familles déménageant à l'occasion d'une naissance de rang trois ou plus.

**Janvier 1988**

- Création de deux nouveaux barèmes de l'**aide personnalisée au logement** applicables aux logements nouvellement conventionnés sans travaux (Apl 2A) ou avec travaux (Apl 2B), dans le parc locatif social.

**Décembre 1988**

- Création du **revenu minimum d'insertion**.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

**Depuis 1989****Avril 1990**

- Tout travailleur ressortissant d'un **Etat de la Cee**, exerçant une activité en France ou en situation de chômage indemnisé, ouvrira droit, pour sa famille résidant dans un autre Etat membre, aux allocations familiales, à l'allocation pour jeune enfant sous condition de ressources, au complément familial, à l'allocation de parent isolé, à l'allocation de soutien familial, à l'allocation d'éducation spéciale et à l'allocation de rentrée scolaire. La mesure est rétroactive jusqu'au 15 janvier 1986.

**Juin 1990**

- Le cumul de la garantie de ressources et de l'**allocation aux adultes handicapés** ne doit pas dépasser un certain pourcentage du Smic (100 % à 110 % pour un célibataire) pour les handicapés travaillant en centre d'aide par le travail.

**Juillet 1990**

- Passage de l'**âge limite** de versement des prestations familiales de 17 à 18 ans.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes hébergées dans les centres de long séjour.

**Août 1990**

- Extension de l'**allocation de rentrée scolaire** aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés, du revenu minimum d'insertion, de l'aide personnalisée au logement et aux enfants de 16 à 18 ans non révolus au 15 septembre.

- Suppression du **supplément de revenu familial** et du versement des prestations familiales en faveur de la **jeune fille restant au foyer**.

**Octobre 1990**

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux bénéficiaires de l'allocation d'insertion.

**Janvier 1991**

- La Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse prévisionnelle des prix hors tabac.

- Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, en région Ile-de-France et dans les départements d'outre-mer.

- Entrée en vigueur de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** : prise en charge des cotisations patronales et salariales de l'assistante maternelle (lorsque le salaire servi à celle-ci n'excède pas cinq fois la valeur du Smic par jour et par enfant), dès lors qu'un enfant de moins de 6 ans est gardé. Le règlement est effectué exclusivement par les Caf et les Ccma, avec mise en œuvre d'une procédure de tiers payant. Cette nouvelle prestation se substitue à la prestation spéciale légale assistante maternelle versée par les seules Caf sur leur fonds d'action sociale.
- Les décrets du 3 septembre 1990 limitent le bénéfice des dérogations accordées aux **régimes spéciaux** aux seules administrations de l'Etat pour les personnels de droit public qu'elles rémunèrent (non compris les Ptt) ainsi qu'à la SnCF, à l'Edf-Gdf et à la RATP. La Banque de France et le Commissariat à l'énergie atomique font exception jusqu'en janvier 1994. Les exploitations autonomes issues des Ptt ont continué, au cours de l'année 1991, à verser directement les prestations familiales à leurs agents. Les offices et établissements publics représentent 32,2 millions d'euros de prestations et 115 millions de cotisations en 1990, les Ptt 259 millions de prestations et 427 millions de cotisations.
- Octobre 1991** - Création d'un troisième complément de l'**allocation d'éducation spéciale** pour les enfants atteints d'un handicap justifiant des soins continus de haute technicité. Son versement est subordonné à la cessation d'activité d'un des parents ou à l'embauche d'une tierce personne, et à la présence de l'enfant au foyer. Il n'est pas cumulable avec les deux autres compléments de l'allocation d'éducation spéciale. Son montant est égal à la majoration pour tierce personne, attribuée aux invalides de troisième catégorie (765 euros jusqu'au 31 décembre 1991, 773 euros au 1<sup>er</sup> janvier 1992).
- Janvier 1992** - Extension de l'**allocation de logement sociale** aux personnes non encore couvertes par une aide au logement, dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants.  
- Majoration de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée**, correspondant à une prise en charge d'une partie du salaire de l'assistante maternelle (mesure en faveur des emplois de proximité) : 76 euros maximum par mois pour un enfant de moins de 3 ans (25,78 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales), 46 euros pour un enfant de moins de 6 ans (15,47 % de la Bmaf).
- Avril 1992** - Prise en charge par les Caf et les Ccma des bénéficiaires de l'**allocation de garde d'enfant à domicile** relevant des autres régimes et mise en place d'une procédure de tiers payant, en avril pour les nouvelles demandes, en juillet pour les autres bénéficiaires.
- Janvier 1993** - Dernière phase d'extension de l'**allocation de logement sociale** (communes rurales et agglomérations de moins de 100 000 habitants) : toute personne supportant une charge de logement et disposant de ressources inférieures à un certain plafond ouvre dorénavant droit à une aide au logement (Apl, Alf ou Als).  
- Elargissement de la compétence du régime général pour le versement de l'**allocation de logement sociale**, assuré par les Caf pour les bénéficiaires de cette prestation qui relèvent des régimes spéciaux (les caisses du régime général et de la Mutualité agricole sont désormais seules habilitées à verser l'Apl et l'Als).  
- Création de l'**aide forfaitaire en faveur de la vie autonome à domicile des adultes handicapés** (égale à 16 % de l'allocation à taux plein, soit 76 euros), pour un bénéficiaire de la prestation ayant un taux d'incapacité d'au moins 80 % et percevant une aide au logement pour un logement indépendant (excluant les structures collectives). Les dépenses sont imputées au fonds d'action sociale jusqu'en juin 1994, puis au fonds national des prestations familiales. Elles sont remboursées par l'Etat.  
- Réduction d'impôt en faveur des familles dont les **enfants poursuivent des études secondaires ou supérieures** (61 euros pour un enfant fréquentant le collège, 152 euros pour le lycée, 183 euros pour un cycle d'enseignement supérieur).
- Avril 1993** - Création de l'**aide aux associations logeant à titre transitoire des personnes défavorisées** dans l'attente de l'attribution d'un logement autonome (Alt). Le montant de la prestation dépend du nombre de logements mobilisés par l'association et de leur

capacité d'accueil. La prestation est versée par les seules caisses d'Allocations familiales et par les caisses de la Mutualité sociale agricole. Elle relève du fonds national de l'aide au logement qui bénéficie à cet effet d'une contribution de l'Etat et des régimes de prestations familiales.

- Août 1993** - 229 euros au titre de l'**allocation de rentrée scolaire majorée** (dont 167 euros de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- Janvier 1994** - **Rattachement au régime général** des allocataires relevant de la Banque de France, du Commissariat à l'énergie atomique, de l'Institut national de la recherche agronomique, de l'Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer.
- Juillet 1994** - Réforme de l'**allocation parentale d'éducation** concernant tout enfant né à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1994 :
- . extension au deuxième enfant, sous réserve que le parent bénéficiaire ait travaillé deux ans au cours des cinq ans précédant la naissance (les périodes de chômage étant assimilées à une activité) ;
  - . attribution de l'allocation parentale d'éducation en cas d'activité à temps partiel. Si l'activité est au plus égale à 50 % de la durée légale du travail, l'allocation parentale d'éducation réduite est égale à 94,27 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales. Elle est de 71,29 % de la base si l'activité est comprise entre 50 et 80 %. L'allocation parentale d'éducation à taux partiel peut ouvrir droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer ;
  - . prolongation du versement de l'allocation parentale d'éducation jusqu'au sixième anniversaire des enfants en cas de naissances multiples.
- Le **complément d'allocation aux adultes handicapés** se substitue à l'aide forfaitaire en faveur de la vie autonome des adultes handicapés. Il n'est plus nécessaire que les bénéficiaires déposent une demande.
- Août 1994** - Reconstitution de l'allocation de **rentrée scolaire majorée** (229 euros par enfant, dont 166 euros de majoration). La majoration est remboursée par l'Etat.
- L'**aide à la scolarité** se substitue aux bourses des collèges versées par l'Education nationale. Elle est attribuée, pour chaque enfant de 11 à 16 ans, aux familles ayant bénéficié d'une prestation versée par la Caf au titre du mois de juillet précédant la rentrée scolaire. Son montant est fonction des ressources de la famille, qui doivent être inférieures à un certain plafond, très inférieur à celui de l'allocation de rentrée scolaire : il est égal soit à 16,4 % de la base de calcul, soit à 52,57 % (respectivement 51 et 165 euros).
- Janvier 1995** - Une **allocation parentale d'éducation** partielle peut être versée à chacun des membres d'un couple exerçant une activité professionnelle à temps partiel, sous réserve que le montant cumulé des deux allocations ne soit pas supérieur à celui de la prestation à taux plein. Cette réforme concerne les enfants nés depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1994.
- L'aménagement de l'**allocation pour la garde d'enfant à domicile** comporte deux volets :
- . le montant maximal de la prestation est dé plafonné et correspond désormais au montant total des cotisations sociales dues pour l'emploi à temps plein d'une garde d'enfant sur la base de la rémunération minimale prévue par la loi (1 805 euros par trimestre) ;
  - . la création d'une allocation à mi-taux pour les enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel. Le montant maximum de la prestation est égal à 841 euros.
- Forte revalorisation du complément de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée** :
- . 38,48 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales pour un enfant de moins de 3 ans (soit une progression de 50 %) ;
  - . 19,24 % de la base de calcul pour un enfant de 3 à 6 ans (+ 24 %).
- Prolongation du cumul de plusieurs **allocations pour jeune enfant** en cas de naissances



multiples, pour les enfants nés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995. Jusque-là, ce cumul était possible jusqu'au premier anniversaire des enfants.

- Création d'une **allocation d'adoption**, accordée pour tout enfant arrivé dans un foyer d'adoption à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1995, quelles que soient la situation familiale et les ressources de la famille adoptante. L'allocation est due pour six mois. Son montant par enfant est égal à 30 % de la base de calcul (95 euros) et elle n'est pas cumulable avec l'allocation de soutien familial.

**Février 1995**

- Extension à l'**aide personnalisée au logement** des dates d'effet applicables depuis 1983 aux autres prestations : cette réforme réduit de deux mois la durée de versement de la prestation.

- Réduction de deux ans à trois mois de la période de rappel lors de l'ouverture d'un droit à l'**allocation logement** ou à l'aide personnalisée au logement.

**Juillet 1995 - 1996**

- La **compétence des Caf** est affirmée pour le versement de l'allocation logement familiale aux personnes relevant des régimes spéciaux des fonctionnaires, de France Télécom et de l'Edf-Gdf dès le 1<sup>er</sup> juillet 1995. Pour La Poste, la date d'application est reportée au 1<sup>er</sup> juillet 1996. Fin 1996, la Sncf et la Ratp sont les seuls régimes spéciaux qui continuent à verser l'allocation logement familiale.

**Août 1995**

- L'allocation de **rentrée scolaire** majorée est maintenue à 229 euros : 102 euros d'allocation et 127 euros de majoration remboursée par l'Etat.

**Septembre 1995**

- Suppression de la sanction *a priori* de la non-passation des examens médicaux pré- et postnataux pour le versement de l'**allocation pour jeune enfant** jusqu'au quatrième mois de l'enfant.

**1996**

- La demi-part supplémentaire accordée aux foyers fiscaux constitués d'un adulte et d'au moins un enfant est réservée aux **parents isolés**.

**Janvier 1996**

- Mise sous condition de ressources de l'**allocation pour jeune enfant** versée avant le quatrième mois de l'enfant (droit à la prestation à compter de janvier).

- Assimilation de l'**enfant** à naître à un enfant né pour la détermination du plafond de ressources de l'allocation pour jeune enfant.

- Non-revalorisation des **prestations familiales**.

**Février 1996**

- Intégration dans l'assiette du **remboursement de la dette sociale**, des aides personnelles au logement.

**Juillet 1996**

- Non-revalorisation des **plafonds de ressources**.

**Août 1996**

- Principe d'une parité des droits sociaux attachés à la naissance et à l'**adoption** d'enfants arrivés au foyer à compter d'août 1996. L'allocation d'adoption passe de 95 euros à 146 euros (montant identique à celui de l'Apje). Elle est soumise à une condition de ressources identique à celle de l'allocation pour jeune enfant. Sa durée de versement est portée de 6 à 21 mois. L'allocation d'adoption est cumulable avec l'Apje due jusqu'au troisième mois de vie, avec l'Apje due à partir du quatrième mois et avec une autre allocation d'adoption pendant les neuf premières mensualités de son versement (pas de limite à ce cumul en cas d'adoptions multiples simultanées). En revanche, elle n'est pas cumulable avec le complément familial, l'allocation de soutien familial (sauf celle due pour un autre enfant) et l'allocation parentale d'éducation.

- L'allocation **parentale d'éducation** peut être attribuée pendant un an en cas d'adoption d'un enfant âgé d'au moins 2 ans et de moins de 16 ans ; cette durée est portée à 3 ans en cas d'adoption simultanée d'au moins trois enfants. Le droit à l'allocation parentale d'éducation de rang 2 et à l'allocation parentale d'éducation à taux partiel est ouvert pour l'enfant arrivé au foyer à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1994, même s'il est né avant cette date.

- Réduction de l'allocation de **rentrée scolaire** majorée (152 euros au lieu de 229 euros de prestation majorée en 1995).

<b>Janvier 1997</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégration des prestations familiales dans l'assiette du <b>remboursement de la dette sociale</b> (taux de 0,5 %).</li> <li>- Diverses mesures de rationalisation de la <b>base de ressources</b>.</li> </ul>
<b>Avril 1997</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'un forfait logement applicable aux nouvelles demandes d'allocation de <b>parent isolé</b> lorsque les allocataires bénéficient d'une aide au logement (Alf, Apl ou Als) ou d'un hébergement gratuit (ni loyer ni remboursement de prêt). Auparavant, seule l'Alf était prise en compte dans les ressources pour le calcul de l'Api.</li> <li>- Fusion des barèmes de l'aide personnalisée au <b>logement</b> en secteur locatif.</li> </ul>
<b>Juillet 1997</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les <b>plafonds de ressources</b> sont indexés sur les prix (au lieu de l'être sur le salaire moyen ou le Smic, suivant la prestation considérée).</li> </ul>
<b>Août 1997</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Allocation de <b>rentrée scolaire</b> majorée portée à 244 euros (montant identique à celui de 1995) au lieu de 152 euros de prestation majorée en 1996.</li> </ul>
<b>Décembre 1997</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Revalorisation rétroactive de la <b>Bmaf</b> de juin à décembre 1995, soit 320 euros sur sept mois. La dépense (estimée à 99 millions d'euros) a été comptabilisée en dépenses diverses en 1997, les versements aux familles sont intervenus en 1998.</li> </ul>
<b>Janvier 1998</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Passage de l'<b>âge limite</b> de versement des prestations familiales de 18 à 19 ans.</li> <li>- Réduction du montant de l'allocation de <b>garde d'enfant</b> à domicile, différenciée suivant l'âge de l'enfant et les ressources : <ul style="list-style-type: none"> <li>. pour la garde des enfants de moins de 3 ans : si les ressources sont supérieures à un certain plafond, prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 978 euros (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 1 957 euros avant la réforme) ; si les ressources sont inférieures au plafond, prise en charge de 75 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 1 468 euros (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 1 957 euros avant la réforme) ;</li> <li>. pour la garde des enfants de 3 à 6 ans ou en cas de bénéfice d'une allocation parentale d'éducation à taux partiel : prise en charge de 50 % du montant des cotisations sociales dans la limite d'un montant trimestriel maximal de 489 euros (au lieu d'une prise en charge de 100 % dans la limite d'un plafond de 978 euros avant la réforme).</li> </ul> </li> </ul>
<b>Mars 1998</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise sous condition de ressources des <b>allocations familiales</b> (sur dix mois) dans l'attente d'un réexamen de la politique familiale.</li> </ul>
<b>Juin 1998</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de l'allocation <b>spécifique d'attente</b> (Asa) destinée aux personnes de moins de 60 ans, ayant cotisé 160 trimestres ou plus à l'assurance vieillesse et percevant l'allocation de solidarité spécifique (ASS) ou le Rmi. Lorsque l'allocation spécifique d'attente ne suffit pas à porter le total des ressources du bénéficiaire à 762 euros, ce montant est majoré à due concurrence. Elle est payée par les Caf pour le compte de l'Etat.</li> <li>- Le droit à l'allocation aux <b>adultes handicapés</b> est étendu à l'ensemble des personnes de nationalité étrangère dans les mêmes conditions que pour les nationaux, sous réserve qu'ils justifient de la régularité de leur séjour en France (avec possibilité de rétroactivité).</li> </ul>
<b>Août 1998</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'allocation de <b>rentrée scolaire</b> majorée est maintenue à 244 euros.</li> <li>- Suppression de l'<b>aide à la scolarité</b> et rétablissement du système antérieur des bourses des collèves.</li> </ul>
<b>Novembre 1998</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Possibilité de cumuler le <b>Rmi</b> et l'allocation pour jeune enfant versée du cinquième mois de grossesse au mois de naissance de l'enfant.</li> <li>- Extension du principe d'intéressement à la reprise d'activité aux bénéficiaires de l'allocation de <b>parent isolé</b>.</li> </ul>
<b>Janvier 1999</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Passage de l'âge limite de versement des <b>prestations familiales</b> de 19 à 20 ans pour les jeunes inactifs (enfants nés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980).</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retour à l'universalité des <b>allocations familiales</b>. Parallèlement, le <b>quotient familial</b>, c'est-à-dire les économies d'impôts auxquelles donne droit le fait d'avoir des enfants, est limité à 1 677 euros au lieu de 2 497 euros par demi-part.</li> <li>- Report d'un an des majorations pour âge des <b>allocations familiales</b> de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1984).</li> <li>- Possibilité de cumuler les majorations pour âge des <b>allocations familiales</b> et le <b>Rmi</b>. (Il est à noter que les majorations d'Af continuent à être prises en compte pour le calcul du montant différentiel de l'Api.)</li> <li>- Remboursement des dépenses d'<b>allocation de parent isolé</b> par l'Etat.</li> <li>- Pour les personnes dont le taux d'incapacité est compris entre 50 % et 80 %, l'allocation aux <b>adultes handicapés</b> est supprimée à compter du 1<sup>er</sup> janvier lorsque les titulaires atteignent 60 ans (et à l'échéance de la Cotorep pour ceux qui avaient dépassé 60 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1999).</li> </ul>
<b>Juillet 1999</b>	- Première étape de l'alignement sur trois ans des loyers plafonds des allocations de <b>logement</b> (Alf, Als) sur ceux de l'aide personnalisée au logement (Apl).
<b>Août 1999</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Extension de l'<b>allocation de rentrée scolaire</b> aux familles d'un enfant non allocataires.</li> <li>- Maintien de l'<b>allocation de rentrée scolaire</b> majorée à 244 euros.</li> </ul>
<b>Décembre 1999</b>	- Prime exceptionnelle versée aux <b>Rmist</b> . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152 euros pour une personne seule (coût estimé à 237 millions d'euros).
<b>Janvier 2000</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'âge limite pour les enfants à charge est reporté de 20 à 21 ans pour l'ouverture du droit au <b>complément familial</b>, à l'<b>assurance vieillesse des parents au foyer</b> (lorsque le droit est ouvert au titre du complément familial) et aux aides au <b>logement</b>.</li> <li>- Création de la couverture maladie universelle. La Cnaf n'a plus à prendre en charge certaines <b>cotisations d'assurance personnelle</b> ou cotisations maladie et maternité des personnes bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.</li> </ul>
<b>Août 2000</b>	- Pérennisation du montant de l'allocation de <b>rentrée scolaire</b> à 244 euros. Prise en charge du coût de la majoration par l'Etat pour les titulaires du Rmi et par le Fnpf pour les autres bénéficiaires (en deux étapes 2000 et 2001).
<b>Décembre 2000</b>	- Prime exceptionnelle versée aux <b>Rmist</b> . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
<b>Janvier 2001</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de l'<b>allocation de présence parentale</b> (App) au profit des parents qui font le choix d'interrompre ou de réduire leur activité professionnelle pour demeurer auprès de leur enfant atteint d'une maladie ou d'un handicap grave. La durée d'attribution est au minimum de quatre mois (deux mois lors d'affection périnatale), renouvelables deux fois, soit au maximum une année pour un même enfant et par maladie, accident ou handicap. Le montant de la prestation est de 477 euros pour une allocation à taux plein, de 239 euros ou de 316 euros pour une allocation à taux partiel, en cas d'exercice d'une activité à temps partiel. Pour une personne seule, ces montants sont respectivement de 631 euros, 316 euros et 417 euros.</li> <li>- Modulation du montant du <b>complément d'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée</b> en fonction des ressources de la famille.</li> <li>- En cas de reprise d'activité professionnelle, cumul possible pendant deux mois d'une <b>allocation parentale d'éducation</b> à taux plein avec le revenu tiré d'une activité professionnelle. Ce cumul n'est accordé qu'aux bénéficiaires ayant un enfant âgé d'au moins 18 mois et de moins de 30 mois, ou de moins de 60 mois si l'Ape est servie au titre de triplés ou plus.</li> <li>- Mise en place d'un barème unique des <b>aides au logement</b> en secteur locatif (première étape, la seconde intervenant au 1<sup>er</sup> janvier 2002).</li> </ul>

<b>Juillet 2001</b>	- Suppression de l'évaluation forfaitaire des ressources pour les bénéficiaires de l' <b>allocation aux adultes handicapés</b> .
<b>Août 2001</b>	- La majoration de l' <b>allocation de rentrée scolaire</b> se confond désormais avec le montant de la prestation dont le taux est porté à 73,22 % de la base mensuelle de calcul des allocations familiales.
<b>Décembre 2001</b>	- Création en <b>allocation logement</b> d'un abattement double résidence pour les couples et les personnes isolées ayant deux charges de logement.  - Prime exceptionnelle versée aux <b>Rmistes</b> . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
<b>Janvier 2002 métropole et Dom</b>	- Création d'un <b>congé de paternité</b> permettant aux pères d'obtenir, à la naissance de leur enfant, un congé de onze jours consécutifs au plus (dix-huit jours en cas de naissances multiples ; par ailleurs, le congé d'adoption est majoré du même nombre de jours en cas de partage du congé par les deux conjoints). Ce congé doit être pris dans un délai de quatre mois à compter de la naissance de l'enfant. Il s'agit d'un congé sans solde indemnisé par la Sécurité sociale aux mêmes conditions d'ouverture de droit et de liquidation que les indemnités journalières d'assurance maternité. La mesure s'applique aux enfants nés ou adoptés à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2002.
<b>Janvier 2002</b>	- Suppression du mois de carence lors de l'entrée dans l' <b>allocation de présence parentale</b> afin d'éviter les problèmes de trésorerie entre l'arrêt de travail et le début de versement de l'allocation. Son bénéfice est étendu aux militaires.  - Fin de la mise en place du barème unique d' <b>aides au logement</b> en secteur locatif.  - L' <b>allocation spécifique d'attente</b> est remplacée par l'allocation équivalant retraite et n'est plus gérée par les Caf (mais par les Assedic).
<b>Avril 2002</b>	- Augmentation substantielle du montant de l' <b>allocation de présence parentale</b> afin de le porter pour une interruption complète d'activité à l'équivalent du salaire net perçu par un salarié rémunéré au Smic (soit 801,23 euros au 1 <sup>er</sup> janvier 2002).  - Création de six nouveaux compléments de l' <b>allocation d'éducation spéciale</b> qui se substituent aux trois anciens compléments. Les compléments devraient rester acquis par la famille pendant les deux premiers mois d'hospitalisation de l'enfant.  - Suppression partielle de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes concernant le calcul des <b>aides au logement</b> , avec effet rétroactif au 1 <sup>er</sup> juillet 2001.
<b>Août 2002</b>	- Création d'une allocation différentielle pour les personnes dont les revenus s'établissent juste au-dessus du plafond de ressources de l' <b>allocation de rentrée scolaire</b> (33 000 bénéficiaires).
<b>Décembre 2002</b>	- Prime exceptionnelle versée aux <b>Rmistes</b> . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
<b>Juillet 2003</b>	- Création d'une allocation forfaitaire versée pendant un an aux familles d'au moins trois enfants pour chaque enfant ouvrant droit aux <b>allocations familiales</b> qui atteint l'âge de 20 ans.
<b>Décembre 2003</b>	- Prime exceptionnelle versée aux <b>Rmistes</b> . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
<b>Janvier 2004</b>	- Création de la <b>prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)</b> appelée à remplacer cinq prestations existantes ( <i>allocation pour jeune enfant, aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée, allocation de garde d'enfant à domicile, allocation parentale d'éducation, allocation d'adoption</i> ). Attribuée pour tout enfant né ou adopté à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2004, la Paje comprend :  . une prime à la naissance ou à l'adoption, d'un montant de 808 euros, versée <u>sous condition de ressources</u> (avec des plafonds plus élevés que ceux de l'Apje), soit au septième mois de grossesse, soit le mois suivant celui de l'arrivée de l'enfant au foyer ;

. **une allocation de base**, d'un montant mensuel de 162 euros, versée pendant trois ans à compter de la naissance (ou de l'arrivée de l'enfant au foyer en cas d'adoption), sous la même condition de ressources que la prime à la naissance ;

. **un complément libre choix d'activité** attribué en cas d'interruption d'activité ou de travail à temps réduit pour élever un enfant de moins de 3 ans (6 ans en cas de naissances multiples ou d'adoption simultanée d'au moins 3 enfants). Proche du mécanisme de l'Ape, il s'en distingue principalement sur trois points :

. il peut être attribué dès le premier enfant mais pour seulement six mois à la suite du congé de maternité (ou de paternité ou d'adoption) ;

. la condition d'activité antérieure est resserrée : il faut avoir travaillé deux ans dans les cinq ans précédant la naissance pour un enfant de rang trois, deux ans dans les quatre ans pour un enfant de rang deux et deux ans dans les deux ans pour un premier enfant ;

. le montant du complément en cas d'activité à temps partiel est supérieur de 15 % à celui de l'Ape à taux réduit ;

. **un complément libre choix du mode de garde** (Cmg) attribué en cas de garde d'un enfant de moins de 6 ans par une assistante maternelle ou une employée de maison.

- Lorsque la famille est l'employeur direct, ce complément comporte lui-même deux composantes :

. une prise en charge des **cotisations sociales**, totale pour l'assistante maternelle et partielle pour l'employée de maison (50 % dans la limite d'un plafond) ;

. une prise de charge partielle de la **rémunération** versée à la personne assurant la garde : le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du nombre et de l'âge des enfants, et est limité à 85 % du salaire net et des indemnités d'entretien.

- Lorsque la famille n'est pas l'employeur direct, le Cmg consiste en une prise en charge partielle du coût de la garde facturé à la famille par la structure. Le montant de cette participation est fonction des ressources de la famille, du lieu de garde de l'enfant, du nombre et de l'âge de ces derniers et est limité à 85 % du coût facturé. L'aide est versée les mois au cours desquels le nombre d'heures de garde est au moins égal à 16 heures.

Les tableaux 7351-61-71 présentent les barèmes de la Paje.

- Création du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma)** et **décentralisation du Rmi**.

. Le Cirma est destiné aux allocataires du Rmi rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi. C'est un contrat de travail à temps partiel (d'une durée minimale de vingt heures par semaine) à durée déterminée (dix-huit mois maximum), assorti d'un accompagnement social destiné à favoriser son insertion professionnelle. Son bénéficiaire est rémunéré sur la base du Smic par l'employeur, qui reçoit du département une aide équivalente au Rmi de base. Il garde son droit ouvert au Rmi.

. Par la décentralisation du Rmi, le département se voit confier la gestion et le financement de la prestation, en sus du pilotage de l'insertion.

## 2004

- Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en juin 2004 avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 2003. Pas de revalorisation au 1<sup>er</sup> juillet 2004.

- Plusieurs mesures d'économie relatives aux aides au logement dont en particulier :

. le relèvement du seuil de non-versement des aides, qui passe de 15 à 24 euros (juin 2004) ;

. la suppression de l'abattement pour frais de garde pour le calcul des **aides au logement, du Cf et de la Paje** (août 2004) ;

. l'allongement d'un mois du délai de carence pour l'application de l'abattement de 30 % sur les ressources des chômeurs indemnisés (août 2004).

L'impact de ces mesures d'économie serait de l'ordre de 85 millions d'euros en 2004 et 155 millions en année pleine pour les Caf.

<b>Juillet 2004</b>	- Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour <b>chômage</b> .
<b>Décembre 2004</b>	- Prime exceptionnelle versée aux <b>Rmistes</b> . Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
<b>De juillet 2004 à janvier 2010</b>	- Transfert aux Caf de la gestion des prestations des allocataires des <b>régimes spéciaux</b> : . 1 <sup>er</sup> juillet 2004 : La Poste ; . 1 <sup>er</sup> janvier 2005 : France Télécom, les fonctionnaires de l'Etat hors Education nationale ; . 1 <sup>er</sup> juillet 2005 : l'Education nationale ; . 1 <sup>er</sup> janvier 2010 : les agents de l'Etat en poste à l'étranger.
<b>Mars 2005</b>	- <b>Réforme du Cirma et création du contrat d'avenir</b> . . Le <b>Cirma</b> est étendu aux bénéficiaires de l'Ass, de l'Api et de l'Aah, mais est réservé au secteur marchand (particuliers employeurs exclus). Il peut s'effectuer à plein temps et ses titulaires ont désormais les mêmes droits sociaux que les salariés de droit commun. L'aide versée à l'employeur (par le Cnasea pour le compte de l'Etat pour les bénéficiaires d'Ass, d'Api ou d'Aah, ou par le département ou son délégataire pour les bénéficiaires du Rmi) reste égale au Rmi de base.  . Le <b>contrat d'avenir</b> est destiné aux mêmes bénéficiaires, mais ne peut être conclu que dans le secteur non marchand. C'est également un Cdd, mais la durée moyenne de travail est fixe (vingt-six heures par semaine), et sa durée est en principe de deux ans, renouvelable dans la limite de douze mois (possibilité de deux ans supplémentaires si l'intéressé a plus de 50 ans ou est handicapé). L'employeur bénéficie non seulement d'une aide correspondant au Rmi de base, mais également d'une aide dégressive de l'Etat, d'exonération de taxes et de cotisations sociales, ainsi que d'une prime s'il embauche le bénéficiaire en Cdi.
<b>Juillet 2005</b>	- Réforme de l' <b>allocation aux adultes handicapés</b> (Aah). . Simplification du mode de calcul (plafond = 12 x Aah mensuelle). . Création de deux nouveaux compléments, non cumulables, dont l'attribution est soumise à certaines conditions communes (taux d'incapacité d'au moins 80 %, perception de l'Aah à taux plein ou en complément d'une pension vieillesse-invalidité-accident du travail, logement indépendant, non-exercice d'une activité professionnelle) et à des conditions propres à chaque complément : - la <b>majoration pour la vie autonome</b> (Mva), qui remplace le complément d'Aah, dont le montant mensuel est de 100 euros. La personne doit bénéficier d'une aide au logement. - le <b>complément de ressources</b> (Crh), qui s'ajoute à l'Aah pour constituer la <b>garantie de ressources</b> des personnes handicapées (Grph), dont le montant mensuel est de 166,51 euros. La personne doit être âgée de moins de 60 ans, avoir une capacité de travail inférieure à 5 % et ne pas avoir perçu de revenus professionnels depuis au moins un an à la date de la demande. Le coût de la mesure est de l'ordre de 90 millions d'euros.  . Amélioration du reste à vivre et son harmonisation pour les personnes hospitalisées, placées en maison d'accueil spécialisée (Mas), ou incarcérées. . Introduction d'une nouvelle condition d'accès au droit en cas de taux d'incapacité inférieur à 80 % : absence d'activité depuis au moins un an à la date de la demande. . Création des Maisons départementales des personnes handicapées (Mdph) et remplacement des Cotorep et des commissions départementales de l'éducation spéciale par des commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (Cdaph). . Modification de la formule de calcul de l'Aah des travailleurs en centre d'aide par le travail (Cat). Le coût de l'ensemble des mesures serait de l'ordre de 17,3 millions d'euros 2006 en année pleine 2007.



- Août 2005** - Le montant de la **prime d'adoption** de la Paje est doublé pour tout enfant adopté depuis le 1<sup>er</sup> août 2005. Le coût de la mesure est estimé à 2 millions d'euros.
- Septembre 2005** - Actualisation des aides personnelles au **logement** intervenue en septembre 2005 sans effet rétroactif au 1<sup>er</sup> juillet 2005.
- Une **prime exceptionnelle de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée en une seule fois, dès lors que le bénéficiaire d'un minimum social (Ass, Api, Rmi, Aah) qui a été au préalable chômeur de longue durée a repris une activité salariée ou non salariée pendant au moins quatre mois consécutifs. Pour les salariés, l'activité doit être exercée avec un minimum de soixante-dix-huit heures par mois. Cette condition n'est pas requise pour les non-salariés. Les contrats de travail conclus entre le 1<sup>er</sup> septembre 2005 et le 31 décembre 2006 ouvrent droit à cette prime exceptionnelle (le versement intervient à la fin du quatrième mois consécutif à au moins soixante-dix-huit heures). Le financement est assuré par l'Etat.
- Décembre 2005** - Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
- Janvier 2006** - L'allocation d'éducation spéciale devient l'**allocation d'éducation de l'enfant handicapé** (Ae eh). Une **majoration** par enfant bénéficiaire de l'Ae eh est accordée aux **personnes isolées**, parents d'enfant handicapé bénéficiant du complément de deuxième à sixième catégorie, en cas de cessation, réduction d'activité ou de recrutement d'une tierce personne. Le nombre de familles monoparentales concernées est évalué à 10 200 personnes et le coût de la mesure est estimé à environ 12 millions d'euros. La majoration de l'Ae eh est financée par la **Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa)**. Les ressources de la Cnsa proviennent du produit de la journée de solidarité autonomie, d'un prélèvement de 0,1 % de Csg, de contributions des caisses de retraite, de transferts de crédits de l'assurance maladie consacrés aux personnes âgées et aux handicapées.
- Mai 2006** - L'**allocation journalière de présence parentale** (Ajpp) remplace l'*allocation de présence parentale (App)*. Le parent bénéficiaire qui cesse ponctuellement son activité professionnelle pour s'occuper de son enfant à charge, atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident grave nécessitant la présence d'un parent à ses côtés peut prétendre à un congé de présence parentale (*pour les salariés*) sous forme de jours d'absence (trois cent dix jours ouvrés, soit quatorze mois) au sein d'une période maximale de droit de trois ans. Pour chacun de ces jours, une Ajpp d'un montant de 39,10 euros (46,46 euros pour un parent isolé) est versée. *Les deux parents peuvent bénéficier de l'Ajpp dans la limite de vingt-deux allocations journalières mensuelles au total.* Un doublement du nombre de familles bénéficiaires augmenterait les dépenses de 40 millions d'euros par an. *Les bénéficiaires de l'App ont le choix de continuer à bénéficier de cette prestation jusqu'à épuisement de leurs droits ou de basculer vers l'Ajpp.*
- En outre, un **complément pour frais** d'un montant de 100,02 euros, soumis à condition de ressources, est versé si, au cours du mois, l'état de santé de l'enfant a conduit son parent à engager des dépenses supérieures à 100 euros. *Ce complément n'est pas subordonné au versement de l'Ajpp au cours du même mois.*
- Juillet 2006** - Le **complément optionnel de libre choix d'activité (Colca)** de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) offert aux familles ayant la charge d'au moins trois enfants, sous condition d'activité professionnelle antérieure minimale (deux ans dans les cinq dernières années), permet de bénéficier d'un congé plus court (douze mois décomptés à partir de la naissance de l'enfant de rang trois ou plus ou de son arrivée au foyer dans le cadre d'une procédure d'adoption) et mieux rémunéré (750 euros). Le Colca constitue un choix supplémentaire réservé aux personnes susceptibles de bénéficier du Clca à taux plein à la suite d'une cessation d'activité. (Le choix du Colca plutôt que du Clca à taux plein est irréversible). Les deux parents peuvent alternativement avoir droit au Colca.

- Création de l'**allocation d'installation étudiante (Aline)** pour les étudiants boursiers bénéficiaires d'une aide au logement pour la première fois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2006, d'un montant forfaitaire de 300 euros. L'Aline est financée sur le budget de l'Etat. Sa gestion par les Caf donne lieu à rémunération.

- Pas d'actualisation des prestations **logement** en juillet 2006 (*cf. janvier 2007*).

#### **Septembre 2006**

- Le **contrat de responsabilité parentale** est mis en place en cas d'absentéisme scolaire, de trouble porté au fonctionnement d'un établissement scolaire ou en cas de toute autre difficulté liée à une carence de l'autorité parentale. En cas de non-respect de ce contrat, le président du conseil général peut demander au directeur de la Caf (de la Cmsa...) de suspendre le versement d'une partie des allocations familiales et du complément familial.

#### **Octobre 2006**

- Une **prime de retour à l'emploi** (1 000 euros) est versée aux seuls bénéficiaires du Rmi, de l'Ass et de l'Api (alors que l'ancienne prime créée en septembre 2005 continuera d'être versée aux bénéficiaires de l'Aah jusqu'en décembre 2006). En général, le versement de cette prime intervient, pour les non-salariés, après le quatrième mois suivant la reprise d'activité et, pour les salariés, après le quatrième mois consécutif d'activité à au moins soixante-dix-huit heures mensuelles (le versement peut être anticipé dans le cas d'un Cdd de plus de six mois ou d'un Cdi).

- Création d'une **prime forfaitaire d'intéressement** qui concerne les bénéficiaires du Rmi, de l'Api et de l'Ass qui reprennent une activité d'une durée minimale de soixante-dix-huit heures par mois. Son montant est de 150 euros pour une personne isolée ou de 225 euros en cas de présence d'enfant(s) et/ou d'un conjoint, concubin ou partenaire d'un Pacs. Le montant est de 225 euros pour les bénéficiaires de l'Api.

Pendant les trois premiers mois, le bénéficiaire cumule intégralement le minimum social et le revenu issu de sa nouvelle activité ; au cours des neuf mois suivants, il perçoit cette prime si son activité est au moins égale à soixante-dix-huit heures par mois. Dans le cas contraire, il bénéficiera d'un **système d'intéressement proportionnel** qui lui permettra de cumuler partiellement ses revenus d'activité avec son allocation.

#### **Décembre 2006**

- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).

#### **Janvier 2007**

- *Les familles dont le plus jeune des enfants est né avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 demeurent régies par les dispositions antérieures à la création de la Paje.*

- Les aides personnelles au **logement** (Al et Apl) sont revalorisées de + 2,8 % pour les loyers-plafonds et de + 1,8 % pour les forfaits-charges *alors que l'indice de référence des loyers (Irl) a augmenté de + 2,3 % entre les quatrième trimestres 2004 et 2005.*

- Le seuil de versement des prestations de **logement** est abaissé à 15 euros (au lieu de 24 euros depuis juin 2004).

- Cumul entre l'**allocation de base** de la prestation d'accueil du jeune enfant au titre d'un enfant adopté ou accueilli en vue d'adoption et l'**allocation de soutien familial**.

- Attribution du **complément de ressources de l'Aah** et de la **majoration pour la vie autonome** aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité (non bénéficiaires de l'Aah). Le coût de la mesure serait de l'ordre de 50 millions d'euros.

- Le forfait logement de l'**allocation de parent isolé** est aligné sur celui du Rmi (soit une économie de l'ordre de - 7,7 millions d'euros).

- Les bénéficiaires de l'**allocation de parent isolé** ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des prestations sociales, légales et réglementaires (indemnités de chômage, allocation veuvage, pension de réversion, avantages retraite, invalidité ou accident du travail) y compris à l'**allocation de soutien familial**.

En l'absence de **dépôt de demande d'Asf**, le montant de l'Api est réduit au terme du quatrième mois. En l'absence d'**engagement de procédure** ou de demande de dispense, le montant de l'Api est réduit au terme du sixième mois.

Les moindres dépenses d'Api générées par la mesure (– 110 millions d'euros 2008 tous régimes, en année pleine 2009, – 54 millions en 2007) correspondent en partie à un transfert de dépenses vers l'allocation de soutien familial (soit une majoration des dépenses du Fnpf non remboursées par l'Etat) de l'ordre de + 33 millions en 2008 (+ 54 millions en 2007).

**Janvier 2007**  
*(début de montée en charge en avril)* - Le **complément de ressources** (Crph) et la **majoration pour la vie autonome** (Mva) peuvent être versés aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du fonds spécial invalidité (Fsi). L'impact de cette mesure (+ 48,8 millions d'euros) se ventile en 26,2 millions sur la Mva et 22,6 millions sur Grph.

**Février 2007** - Le montant du premier versement de l'**allocation de base de la prestation d'accueil du jeune enfant** est proratisé en fonction du nombre de jours à compter du jour de naissance de l'enfant ou du jour d'arrivée au foyer de l'enfant adopté ou confié en vue d'adoption. Cette mesure devrait concerner 256 000 familles par an. (Depuis sa création en 2004, l'allocation de base de la Paje était versée dès le premier jour du mois.)

**Mars 2007** - Une **aide à la réinsertion familiale et sociale des anciens migrants** dans leur pays d'origine peut être versée annuellement aux ressortissants d'un pays non membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, âgés d'au moins soixante-cinq ans ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail, justifiant d'une résidence régulière et ininterrompue en France pendant les quinze années précédant la demande d'aide, vivant seuls, supportant une charge de logement soit en tant que locataires, soit en tant qu'accédants à la propriété ou résidents en foyer, bénéficiant d'une aide au logement (aide personnalisée au logement ou allocation de logement) au titre du logement occupé en France et s'engageant à effectuer des séjours de longue durée dans leur pays d'origine.

**Avril 2007** - Le **prêt « jeunes avenir » (Pja)** destiné aux jeunes salariés de 18 à 25 ans accédant à un nouvel emploi est créé. Le prêt est destiné à financer les différents investissements nécessaires lors de l'accès à l'emploi : moyen de locomotion, matériels de travail, équipement, logement... Distribué par les réseaux bancaires, ce prêt est soumis à condition de ressources trimestrielles. Le Pja équivaut à un prêt à taux zéro : les souscripteurs remboursent le capital emprunté et, le cas échéant, une assurance facultative. Les intérêts et la garantie du prêt sont pris en charge par la Cnaf et financés sur le Fnpf. Le prêt est remboursable sur une durée de vingt-quatre à soixante mois. Les parents assumant la charge d'un enfant mineur en contrat d'apprentissage peuvent également bénéficier de ce prêt. Le montant du Pja est de 3 000 euros pour une personne seule ne vivant plus chez ses parents et non rattachée fiscalement, de 5 400 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à ses deux parents, de 4 500 euros pour un jeune vivant seul, rattaché fiscalement à un seul parent. Les Pja sont prorogés jusqu'en août 2010.

**Mai 2007** - Les micro-crèches ouvrent droit au **complément de libre choix du mode de garde**. Les micro-crèches sont des établissements pouvant accueillir, simultanément et au maximum, neuf enfants âgés de moins de six ans. *En juin 2009, 100 micro-crèches étaient ouvertes. Le nombre de places offertes était de 936 pour un total de 1 028 enfants accueillis. 56 % des micro-crèches étaient financées par la Paje et 44 % par la prestation de service unique. Environ 300 structures devraient ouvrir à l'horizon 2012.*

- Mai 2007**
- En cas de résidence alternée, les parents ont le choix entre la désignation d'un allocataire unique pour toutes les prestations et le partage des **allocations familiales**, avec désignation d'un allocataire unique pour les autres prestations. Le montant des Af correspond à la configuration familiale proratisée par le nombre d'enfants pondéré (1 pour un enfant à temps complet et 0,5 pour un enfant en résidence alternée). **Le coût du partage des Af en cas de résidence alternée** représente + 0,06 point (+ 7,37 millions d'euros en année pleine).
  - Un **congé de soutien familial** donne la possibilité aux salariés et aux travailleurs indépendants de cesser leur activité professionnelle pour s'occuper d'un proche présentant un handicap ou une perte d'autonomie d'une particulière gravité. Ce congé de trois mois, renouvelable dans la limite d'un an, ouvre droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer. Les **cotisations d'Avpf** seront remboursées à la Cnaf par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (Cnsa).
- Juillet 2007**
- A compter des revenus 2006, les revenus nets catégoriels sont déterminés en supprimant l'abattement de 20 % applicable aux salaires, pensions et revenus des professions non salariées. Les **plafonds** ont été majorés de + 25 % pour assurer la neutralité de cette mesure ; par ailleurs, les plafonds progressent de + 1,7 % pour tenir compte de l'inflation (*soit un total de + 27,1 %*). *Les montants s'appliquent du 1<sup>er</sup> juillet 2007 au 30 juin 2008.*
  - Pour l'**allocation aux adultes handicapés**, l'impossibilité de revaloriser les plafonds a été compensée par la création d'un coefficient réducteur de 0,8.
- Décembre 2007**
- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistés**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 152,45 euros pour une personne seule (montant non revalorisé depuis 1999).
- Janvier 2008**
- La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 relative au droit opposable au **logement** a prévu que les barèmes des aides au logement sont révisés chaque année au 1<sup>er</sup> janvier et que les plafonds de loyer et les forfaits charges sont indexés sur l'évolution de l'indice de référence des loyers (Irl). La participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 31 euros par an (contre 30 euros en 2007).
  - Revalorisation de l'**allocation logement familiale** et de l'**aide personnalisée au logement** de + 2,76 % (*loyers-plafonds et forfait-charges*).
- Avril 2008**
- L'extension de la **prestation de compensation du handicap** (Pch, créée en février 2005) aux enfants handicapés de moins de 20 ans ne remet pas en cause le droit à l'Aeeh de base, mais permet d'opter entre le complément d'Aeeh ou la Pch, en fonction de la situation la plus favorable. *Il restera possible, comme actuellement, de cumuler le complément d'Aeeh et le troisième élément de la Pch (aides à l'aménagement du logement ou du véhicule, ou aides pour compenser d'éventuels surcoûts liés au transport)*. Les familles ayant intérêt à opter pour la Pch seront celles dont l'enfant est confronté à un handicap lourd, c'est-à-dire les familles bénéficiant d'un complément d'Aeeh de cinquième, sixième catégorie (voire certaines familles bénéficiant d'un complément de quatrième catégorie).
  - Le dispositif de majoration de complément d'Aeeh pour les **parents isolés** d'enfants handicapés nécessitant l'aide d'une tierce personne est étendu à la prestation de compensation.
  - Le nombre de familles qui devraient basculer d'un complément d'Aeeh vers la Pch devrait être compris entre 6 000 et 10 000. La dépense de Pch enfants est estimée à 130 millions d'euros 2007 à la charge de la Cnsa avec une économie pour la branche Famille de 51,4 millions 2008 en année pleine 2010.

- Mai 2008**
- Remplacement des majorations pour âge de 11 à 15 ans et de plus de 16 ans des allocations familiales par une seule **majoration des allocations familiales pour enfant de plus de 14 ans** d'un montant égal à celui de la majoration à 16 ans. Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008. L'économie de la mesure est de 260,48 millions d'euros 2007, tous régimes en année pleine 2014 (- 2,3 points rapportés aux dépenses d'Af 2007). *Par rapport à l'ancien système, la famille perçoit par enfant concerné 33,67 euros 2007 en moins pendant trente-six mois, puis 26,19 euros en plus pendant vingt-quatre mois, soit une perte globale de 583,56 euros 2007 en cinq ans.*
  - Augmentation du montant (plafond) du **complément de libre choix du mode de garde** pour les familles les plus modestes : il passe de 100,67 % à 114,04 % de la Bmaf pour un enfant âgé de moins de 3 ans, de 50,34 % à 57,02 % de la Bmaf pour un enfant âgé de 3 à 6 ans. Le coût de cette revalorisation (initialement estimé à + 12,8 millions d'euros en 2008 et + 14 millions d'euros en 2009, en année pleine, Caf) serait moins élevé que prévu en raison du reste à charge minimal de 15 % pour les familles.
- Juillet 2008**
- L'**allocation d'installation étudiante** (Aline), créée en juillet 2006, n'est pas reconduite pour la prochaine année universitaire (*dernier versement possible en juin*).
- Juillet 2008 - janvier 2009**
- L'actualisation des **ressources** des allocataires est reportée du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (avec les déclarations fiscales). *Les plafonds de juillet 2007 ont été revalorisés au 1<sup>er</sup> juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006 : ils restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 et sont appliqués aux revenus 2006.* L'impact sur les aides au logement du fait du report de six mois de la date d'actualisation des ressources est de l'ordre de 220 millions d'euros en 2008 et 110 millions en 2009. Il a été estimé à 10 millions pour l'Aah et à 24 millions pour les prestations familiales.
- Août 2008**
- L'**allocation de rentrée scolaire** est modulée en fonction de l'âge des enfants : 273,95 euros (avant Crds) pour les enfants de 6 à 10 ans, 289,03 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 299,08 euros pour ceux de 15 à 18 ans. L'impact de la mesure est estimé à + 2,85 points de dépenses (soit un coût de + 39,92 millions d'euros 2008 tous régimes).
- Septembre 2008**
- Le montant unitaire de l'**allocation aux adultes handicapés** devrait progresser de + 25 % en cinq ans. La prestation est revalorisée de + 3,9 % en septembre 2007 (après + 1,1 % en janvier 2008, soit + 2,41 % en moyenne annuelle 2008). Le calendrier de revalorisation est déjà arrêté jusqu'en 2012 avec deux revalorisations annuelles de 2,2 % (en avril et en septembre). *Le complément de ressources, la majoration pour la vie autonome (Mva) et l'ancien complément d'Aah ne sont pas revalorisés.* Les modalités de revalorisation de la garantie de ressources pour les personnes handicapées (Grph) sont modifiées.
- Décembre 2008**
- Prime exceptionnelle versée aux **Rmistes**. Son montant modulé selon la composition du foyer est de 220 euros pour une personne seule (+ 44,3 % par rapport au montant 1999).
- En 2008**
- Clarification du droit aux prestations familiales :  
 . jusqu'au 31 décembre 2007, l'article L. 512-2 du Code de la sécurité sociale subordonnait le bénéfice des prestations familiales françaises à la **production d'un titre de séjour** permettant de prouver la régularité du séjour sur le territoire français pour tous les étrangers. Cet article indique désormais que le bénéfice des prestations familiales pour les ressortissants communautaires, ainsi que les ressortissants d'un Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et des ressortissants de la confédération helvétique, est subordonné au respect des conditions de régularité de séjour définies à l'article L. 121-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.  
 . les personnes exerçant une activité dans un pays n'ayant pas de **convention** avec la France, les personnes travaillant dans une organisation internationale dont les statuts ne prévoient pas le versement d'avantages familiaux ne pourront plus cumuler les prestations familiales françaises et les prestations servies par leur pays ou organisation internationale. Elles entreront dans le champ d'application de l'allocation différentielle.

- La politique de **lutte contre la fraude** est renforcée avec un développement des échanges d'information. Les contrôleurs des Caf auront un droit de communication vis-à-vis des tiers (banques, opérateurs de téléphonie, fournisseurs d'accès à Internet...). Ce droit leur permettra de vérifier les éléments déclaratifs qui ouvrent droit aux prestations.

#### Janvier 2009

- L'actualisation des **ressources** des allocataires est reportée du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (avec les déclarations fiscales) : les Caf se font communiquer directement par les services des impôts le montant des revenus pour apprécier le niveau de ressources des allocataires. Les **plafonds** de janvier 2009 (appliqués aux ressources 2007) ont été revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007.

- Les **ressources** prises en compte sont celles de l'année civile n – 2 précédant l'exercice de paiement (*soit les ressources 2007 entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2009*).

- Revalorisation des **aides au logement** de + 2,95 % (loyers plafonds et forfaits charges). *Cette revalorisation est indexée sur l'évolution de l'indice de référence des loyers (Irl) comme le prévoit la loi du 5 mars 2007 relative au droit au logement opposable.* La participation minimale personnelle des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est relevée à 33 euros par an (contre 31 euros en 2008).

- Suppression de la condition d'inactivité professionnelle pour bénéficier de l'**allocation aux adultes handicapés**, pour les personnes ayant un taux d'incapacité inférieur à 80 %. *On estime à 4 000 le nombre de personnes n'ayant pas perçu l'Aah en 2008 pour cette raison.* L'ouverture des droits au complément de ressources demeure subordonnée à la condition d'absence de revenus d'activité professionnelle propre sur l'année précédant la demande.

- L'impact sur les **frais de tutelle** de la réforme de la protection juridique des majeurs est de l'ordre de 27 millions d'euros 2009.

#### Février 2009

- Création de la carte « Enfant famille » pour les familles d'un et de deux enfants âgés de moins de 18 ans sous conditions de ressources offrant des **réductions Sncf**. Les Caf vérifient les conditions de ressources et du nombre d'enfants et délivrent une attestation permettant aux demandeurs de se procurer la carte auprès de la Sncf. Puis à compter de 2010, le circuit de demande est automatisé (demande via le site [www.voyages-sncf.com](http://www.voyages-sncf.com)).

#### Avril 2009

- Versement d'une **prime de solidarité active** (Psa) aux familles modestes qui ont bénéficié en janvier, février ou mars 2009 du Rmi, de l'Api (du Rsa expérimental, du Cav ou du Rma pour les ex-bénéficiaires du Rmi ou de l'Api), de la prime forfaitaire mensuelle ou d'une aide au logement (*à condition d'exercer une activité professionnelle et d'être âgé de plus de 25 ans ou d'avoir au moins un enfant à charge*). La Psa s'élève à 200 euros par foyer bénéficiaire.

- Extension de l'agrément des assistantes maternelles jusqu'à quatre enfants.

#### Juin 2009

- Généralisation du **revenu de solidarité active (Rsa)**, expérimenté en 2008 dans trente-quatre départements. Le Rsa est une prestation qui correspond à la différence entre un revenu garanti et l'intégralité des ressources du foyer.

. Les personnes dépourvues de revenus professionnels ont un revenu garanti forfaitaire en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge (ancien Rmi = **Rsa socle**). Il est à noter que les bénéficiaires du Rsa socle voient leurs revenus d'activité de l'année n – 2 neutralisés pour le calcul de leur aide au logement. Cette mesure cesse un mois après la sortie du Rsa socle.

. Le **Rsa activité** permet de compléter les revenus de travailleurs ayant de faibles revenus d'activité, supérieurs cependant au seuil du Rsa socle. Le revenu garanti est calculé en faisant la somme d'une fraction (62 %) des revenus professionnels des membres du foyer, et d'un montant forfaitaire, qui varie en fonction de la composition du foyer et du nombre de personnes à charge.



Un bénéficiaire du Rsa peut bénéficier du Rsa socle seulement, du Rsa activité seulement ou bien des deux composantes simultanément.

. Le montant du Rsa est majoré pendant une période déterminée pour les personnes isolées (ancienne Api = **Rsa majoré**).

\* On peut estimer que **la transition entre le Rmi-Api et le Rsa socle contribue pour environ 0,5 point à la hausse du nombre de bénéficiaires du Rsa** entre juin 2009 et juin 2010 (*Source Drees, études et résultats, n° 744 novembre 2010, Les bénéficiaires du Rsa fin juin 2010, A. Périgord, S. Donné, F. Mathieu*).

\* Le périmètre réglementaire du Rsa socle non majoré est identique à celui du Rmi. En revanche, il existe quatre différences entre le Rsa socle majoré et l'Api qui conduisent à une légère extension du champ des bénéficiaires :

. les enfants sont considérés comme à charge jusqu'à l'âge de 25 ans contre 20 ans pour l'Api ;

. les majorations pour âge des Af ne figurent pas dans les ressources prises en compte pour le calcul du Rsa majoré alors qu'elles étaient intégrées dans les ressources Api ;

. l'attribution de la majoration d'isolement est automatique pour les bénéficiaires du Rsa dès lors qu'ils font connaître leur situation d'isolement à l'organisme payeur du Rsa. Auparavant, il était nécessaire d'effectuer une demande d'Api ;

. une mesure temporaire de gestion, appliquée entre juin et octobre 2009 a conduit à apprécier la condition d'isolement de façon plus large qu'en Api.

\* Le Rsa est piloté par le Conseil général qui délègue ses compétences aux Caf et aux Cmsa. Le département finance le **Rsa socle**, l'Etat, le **Rsa activité**.

- Les bénéficiaires du Rsa ont l'obligation de faire valoir leurs droits à l'ensemble des créances alimentaires et des prestations sociales, y compris à l'**allocation de soutien familial**. En l'absence de **dépôt de demande d'Asf**, le montant du Rsa est réduit au terme du quatrième mois (mois de la demande + trois mois). *Les dépenses d'ASF sont ponctuellement majorées de 29 millions d'euros en 2009.*

A terme, les moindres dépenses de Rsa générées par la mesure sont supposées identiques à celles générées par la subsidiarité Api-Asf (- 110 millions d'euros 2008 tous régimes, en année pleine 2010) correspondent en partie à un transfert de dépenses vers l'allocation de soutien familial de l'ordre de + 34 millions d'euros 2009 en 2010.

- Une **prime exceptionnelle** de 150 euros par famille est versée aux familles ayant bénéficié de l'allocation de rentrée scolaire au titre de la rentrée scolaire 2008-2009, soit 2,9 millions de familles environ. Le coût de cette mesure pour l'Etat est estimé à 435 millions d'euros. Les sommes versées seront intégralement remboursées par l'Etat.

#### Juillet-août 2009

- *Au sujet du plan de lutte contre la crise, 200 euros d'aide sont attribués sous la forme de **chèques emploi services universels (Cesu)** préfinancés par l'Etat. Les personnes éligibles à l'aide seront les bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (Apa), les chômeurs en situation de réinsertion professionnelle et ayant des besoins d'accueil de jeunes enfants, les bénéficiaires au titre des mois de janvier, février ou mars 2009 de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé de base ou du complément de libre choix du mode de garde se situant dans les deux tranches de ressources inférieures. (Le Cesu a remplacé en janvier 2006 le chèque emploi-service et le titre emploi-service et a étendu le dispositif existant à l'ensemble des services à la personne rendus à leur domicile. Il existe le Cesu bancaire et le Cesu préfinancé. Le Cesu préfinancé peut être utilisé par les parents bénéficiaires de l'Agé, de l'Afeama et du complément de libre choix du mode de garde de la Paje.)*

- Septembre 2009** - Les parents qui, pour des raisons professionnelles, font garder leur(s) enfant(s) pendant au moins 25 heures spécifiques, dans le mois, peuvent bénéficier d'une majoration de leur droit au complément de libre choix du mode de garde (**Cmg**). Les plafonds de prise en charge du Cmg seront dans ces cas-là majorés de 10 %.
- Décembre 2009** - **Primes exceptionnelles** attribuées à certains allocataires du **revenu de solidarité active, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de parent isolé**.
- 2009** - *Un indu de prestations sociales ne pouvait être récupéré par les organismes débiteurs des prestations familiales que sur les prestations du même fonds.* Le Plfss 2009 permet de recouvrer **des indus d'une prestation familiale sur une autre prestation** : la mesure est limitée au fonds national des prestations familiales et au fonds national d'aide au logement et ne concerne que les seuls recouvrements des prestations familiales et des aides personnelles au logement.
- 2009-2011** - Le Plfss 2010 prévoit que la Cnaf prendra en charge 70 % en 2009 de la **majoration de 10 % des pensions vieillesse servie aux parents de trois enfants et plus**, 85 % en 2010 et 100 % à compter de 2011. *La participation de la Cnaf a été de 15 % en 2001, 30 % en 2002, 60 % en 2003-2008. Il s'agit d'un transfert au fonds de solidarité vieillesse.*
- A noter en outre la hausse des taux de cotisation vieillesse de + 0,3 point qui se traduit par plus de dépenses au titre de l'Avpf.
- Janvier 2010** - **L'Api et l'Aah** ne relèvent plus du Fnpf. Les tableaux statistiques de la brochure retracent l'évolution du sous-total des dépenses du Fnpf, hors Api et hors Aah sur toute la période, afin de mieux suivre l'évolution récente des prestations Famille. L'Aah et l'Api sont regroupées avec les minima (chapitre 2). Le chapitre 6 relatif aux dépenses de la branche Famille suit séparément les remboursements de prestations Fnpf par l'Etat et les prestations du Fnpf hors remboursements.
- Les prestations qui entrent en compte dans le calcul de **l'allocation différentielle (Adi)** sont les suivantes : prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) dans toutes ses composantes ; allocations familiales, majorations, forfait Af ; complément familial ; allocation d'éducation de l'enfant handicapé, compléments, majoration pour personne isolée ; allocation de soutien familial ; allocation de rentrée scolaire ; allocation journalière de présence parentale. *Auparavant, certaines composantes de la Paje étaient versées en totalité aux allocataires. De ce fait, à situation égale, les bénéficiaires pouvaient percevoir des sommes supérieures à celles des allocataires n'entrant pas dans le champ d'application de l'Adi.*
- La loi de finances 2009 a prévu le doublement du **crédit impôt famille (Cif)**, qui passe ainsi de 25 % à 50 %.
- Revalorisation de + 2,8 % du montant des **plafonds de ressources** de certaines prestations familiales en métropole et dans les Dom, correspondant à l'évolution annuelle moyenne des prix à la consommation hors tabac de l'année 2008.
- Les **aides personnelles au logement**, plafonds de loyer, mensualités de référence et forfait charges sont revalorisés de + 0,32 %.
- Les prestations familiales liées à la **Bmaf** (Af, Paje, Cf, Aeoh, Ajpp, Asf, Ars, prime de déménagement, Api dans les Dom) ne sont pas revalorisées. *Cette stabilité résulte de la prise en compte de trois éléments :*
- l'évolution des prix à la consommation hors tabac prévue dans le rapport économique, social et financier annexé à la loi de finances pour l'année 2010 : + 1,2 % ;
  - la différence entre l'évolution des prix pour 2009 estimée par ce même rapport (+ 0,4 %) et l'évolution prévisionnelle ayant servi de base à la revalorisation au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (+ 1,5 %), soit un écart de - 1,1 % ;

- la différence entre l'évolution réelle des prix pour 2008 (+ 2,8 %) et leur évolution estimée au moment de l'actualisation du 1<sup>er</sup> janvier 2009 (+ 2,9 %), soit un écart de -0,1 %. Il y a équivalence entre le taux prévisionnel pour 2010 (+ 1,2 %) et l'ajustement à opérer au titre des années 2008 et 2009 (- 1,2 %), ce qui conduit à maintenir inchangé le montant des prestations familiales en 2010.

**Mai 2010**  
**Janvier 2011**

- Désormais, les prestations familiales qui entrent en ligne de compte dans le calcul trimestriel de l'**allocation différentielle (Adi)** sont les suivantes :

- la prestation d'accueil du jeune enfant dans toutes ses composantes ;
- les allocations familiales (les majorations pour âge et le forfait Af) ;
- le complément familial ;
- l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (les compléments et la majoration pour personne isolée) ;
- l'allocation de soutien familial ;
- l'allocation de rentrée scolaire ;
- l'allocation journalière de présence parentale.

*A compter des droits de mai 2010, la prime à la naissance ou à l'adoption, l'allocation de base (de la naissance aux trois mois de l'enfant) et le complément de libre choix du mode de garde de la Paje ne seront plus versés tous les mois directement mais seront intégrés dans le calcul trimestriel de l'Adi, résultant de la différence entre le montant des prestations familiales françaises et le montant des prestations versées par l'organisme étranger.*

- La Caf continue à prendre en charge les cotisations sociales liées à l'emploi d'une assistante maternelle ou d'une employée à domicile tout au long de l'année 2010. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011, ces cotisations seront intégrées dans le calcul de l'Adi. A partir de février 2011, les personnes concernées devront donc les verser mensuellement directement au centre Pajemploi. Ensuite, la Caf calculera tous les trimestres l'Adi a posteriori, en intégrant le montant de ces cotisations sociales.

**Juin 2010**

- Création d'un **prêt à l'amélioration de l'habitat (Pah) à taux zéro aux assistants maternels** agréés ou en cours d'agrément ou de renouvellement ou d'extension de leur agrément, qu'ils soient allocataires ou non. Ce prêt a pour objectif de financer des travaux à leur domicile afin d'améliorer l'accueil, la santé ou la sécurité des enfants accueillis. Il est d'un montant maximum de 10 000 euros (*au lieu de 1 067 euros pour les allocataires actuels*) avec un échancier porté à 120 mois maximum (*contre 36 mois*). *Ce Pah est cumulable avec la prime à l'installation pouvant être versée aux assistants maternels par les Caf lors de la délivrance de leur premier agrément. Cette prime est destinée à l'achat d'équipement nécessaire au démarrage de l'activité ou à l'achat de matériel de puériculture.* Le coût de la mesure devrait s'élever à 47,5 millions d'euros (estimation sur la base d'un taux de recours au Pah de 9 500 demandeurs sur les 38 000 nouveaux assistants maternels agréés annuels).

**Août 2010**

- Fin du **prêt jeune avenir**, prêt à taux zéro destiné à aider les jeunes de moins de 25 ans qui accèdent à l'emploi. Ce prêt a été distribué par la Société générale jusqu'en août 2010.

**Septembre 2010**

- Mise en œuvre du **revenu de solidarité active jeunes**. Le Rsa est ouvert aux jeunes âgés entre dix-huit et moins de vingt-cinq ans, sous réserve d'avoir exercé préalablement au moins 3 214 heures de travail au cours des trois ans précédant le dépôt de la demande. Un étudiant salarié doit avoir un revenu d'activité d'au moins 500 euros par mois pour bénéficier du Rsa.

- Mesures relatives à la **lutte contre la fraude** prévues par la Plfss 2010.

. Les Caf seront habilitées à contrôler la réalité de l'existence des logements loués par des bailleurs à des bénéficiaires d'aides personnelles au logement, en leur permettant d'échanger les données nécessaires avec l'administration fiscale. L'accès aux fichiers de la taxe foncière ou de la taxe d'habitation, impôts auxquels sont assujettis les propriétaires, permettrait aux Caisses d'allocations familiales (Caf) de s'assurer que le logement existe.

- . Prorogation de l'expérimentation de la mesure de suspension pour l'avenir des aides au logement en cas de fraude jusqu'en décembre 2010.
- . Extension du champ des personnes susceptibles de se voir infliger une pénalité (ex. bailleurs en cas de fraudes au logement).
- . Relèvement du plafond de la pénalité établi à quatre fois le plafond mensuel de la Sécurité sociale (11 436 euros).
- . Suppression d'un barème de pénalités établi en fonction du montant de l'indu : le montant de la pénalité est désormais fixé en proportion de la gravité des faits.

**Décembre 2010** - **Primes exceptionnelles** attribuées à certains allocataires du **revenu de solidarité active, du revenu minimum d'insertion et de l'allocation de parent isolé**.

**Janvier 2011** - Trimestrialisation de l'**allocation aux adultes handicapés** avec une déclaration trimestrielle des ressources (Dtr). Un mécanisme d'intéressement (différent de celui du Rsa) est prévu : un cumul intégral de l'Aah et des revenus d'activité pendant six mois pour les personnes qui prennent un emploi en milieu ordinaire puis une période de cumul partiel pérenne avec un abattement calculé en fonction du salaire perçu (en dessous de 30 % du Smic brut, 80 % d'abattement, et 40 % au-delà).

- Suspension des **allocations familiales** en cas d'absence scolaire répétée (au moins quatre demi-journées sur un mois). La part des Af afférentes à l'enfant en cause est égale au montant total des Af dues à l'allocataire, divisé par le nombre total d'enfants à charge. Cette part est augmentée de la majoration pour âge, si l'enfant y ouvre droit.

- La **base mensuelle de calcul des prestations familiales** est portée à 395,04 euros. La revalorisation de + 1,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2011 correspond :

- à l'évolution prévisionnelle des prix à la consommation hors tabac en moyenne annuelle (+ 1,5 %, cf. loi de finances 2011) ;

- majorée de la différence entre l'évolution prévisionnelle des prix pour 2010 (+ 1,5 %) et l'évolution prévisionnelle ayant servi de base à la revalorisation au 1<sup>er</sup> janvier 2010 (+ 1,2 %), soit un écart de + 0,3 % ;

- minorée de la différence entre l'évolution réelle des prix pour 2009 (+ 0,1 %) et leur évolution estimée au moment de l'actualisation du 1<sup>er</sup> janvier 2010 (+ 0,4 %), soit un écart de - 0,3 %.

- Suppression de la rétroactivité de trois mois pour les **aides au logement**. Lorsque les conditions d'ouverture de droit sont remplies antérieurement à la demande, le droit s'ouvre le mois de la demande. Cet alignement sur les dates d'effet des minima sociaux représente une moindre dépense estimée à 240 millions d'euros.

- Les **aides personnelles au logement**, plafonds de loyer, mensualités de référence et forfait charges sont revalorisés de + 1,1 %. Il en est de même pour les planchers de ressources retenus pour le calcul des aides au logement des étudiants. La participation personnelle minimale des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est portée à 33,47 euros par an. Les seuils d'exonération de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes de moins de 25 ans sont augmentés : 1 222,87 euros (au lieu de 1204,8 euros) pour une personne seule, 1834,31 euros (au lieu de 1807,2 euros) pour un couple.

- Compte tenu de la création des commissions spécialisées de coordination de prévention des expulsions locatives (Ccapex) les Cda-pl sont supprimées et leurs compétences sont transférées aux Caf : le **traitement des impayés de loyer Apl**, les contestations et les demandes de remises de dettes Apl.

- Suppression de l'exonération de quinze points de cotisations sociales pour les particuliers employeurs cotisant sur l'assiette réelle, qui contribue à l'augmentation des dépenses liées à la prise en charge de cotisations pour le **complément mode de garde à domicile** (Cmg).

## Juillet 2011

- Suite à la réforme des retraites de novembre 2010, l'âge légal d'admission à la retraite et l'âge d'obtention d'un avantage à taux plein sont repoussés progressivement pour les personnes nées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1951.

. La fin de droit à l'**allocation aux adultes handicapés** (Aah) se trouve ainsi décalée de façon similaire. Le complément de ressources est versé jusqu'à l'âge auquel le bénéficiaire est reconnu inapte au travail. La majoration pour la vie autonome et le complément Afh sont servis sans limite d'âge sous réserve de bénéficier de l'Aah.

. Les droits Rsa et Rmi sont prolongés de manière progressive selon le calendrier établi dans le cadre de la réforme des retraites.

. Pour les aides au logement, sont notamment considérés comme à charge, sous certaines conditions :

- les ascendants de l'allocataire ou de son conjoint ayant atteint l'âge du droit à une retraite à taux plein (passage progressif de 65 à 67 ans) ou au moins 65 ans s'ils sont titulaires de l'Aspa.

- les ascendants de l'allocataire ou de son conjoint ayant atteint l'âge légal de départ à la retraite (passage progressif de 60 à 62 ans) et inaptes au travail.

## Septembre 2011

- Création d'un nouveau prêt : le **prêt à l'amélioration du lieu d'accueil** (Pala). Ce prêt remplace le prêt à l'amélioration de l'habitant assistant(e) maternel(le) (Pah Am) et peut être attribué aux assistants maternels exerçant aussi bien à domicile que dans les maisons d'assistants maternels (Mam). Le Pala reprend les caractéristiques essentielles du Pah Am.

. Il permet de financer des travaux visant à améliorer le lieu d'accueil, la santé ou la sécurité des enfants gardés par l'assistant et, lorsqu'il exerce à son domicile, les travaux visant à faciliter l'obtention, le renouvellement ou l'extension de l'agrément mentionné à l'article D. 421-4 du Code de l'action sociale et des familles ;

. Il s'agit d'un prêt, sans intérêt, d'un montant maximum de 10 000 euros par assistant maternel, accordé dans la limite de 80 % des dépenses engagées et remboursable en cent vingt mensualités maximum.

## Novembre 2011

- Les couples dont chacun des membres travaille bénéficient d'une **majoration de plafond de la Paje et du Cf**. Pour considérer que chacun des membres du couple travaille, les revenus d'activité professionnels de chacun d'eux perçus au cours de l'année de référence doivent avoir été au moins égaux à un certain seuil.

. Jusqu'en octobre 2011, ce seuil était fixé à douze fois la base Bmaf en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence.

. A compter de novembre 2011, le seuil de douze Bmaf est remplacé par celui de 13,6 % du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence.

- Jusqu'en octobre 2011, pour pouvoir bénéficier de l'**assurance vieillesse des parents au foyer** (Avpf) au titre de la charge d'un adulte ou d'un enfant handicapé, la personne à affilier ne devait exercer aucune activité professionnelle ni être affiliée à un autre titre à l'assurance vieillesse. A compter de novembre 2011, cette condition est remplacée par une condition d'activité professionnelle réduite.

. Si la personne a perçu au cours de l'année d'affiliation des revenus professionnels n'excédant pas 13,6 % du plafond de la sécurité sociale (Pss), la cotisation Avpf est calculée sur la base de 100 % du Smic 169 heures.

. Si la personne a perçu au cours de l'année d'affiliation des revenus professionnels compris entre 13,6 et 63 % du Pss, la cotisation est assise sur 50 % du Smic.

**Janvier 2012**

- Les indemnités journalières accident du travail et maladie professionnelle sont incluses dans la base des revenus d'activité professionnels pour apprécier :

. la biactivité (revenus professionnels des deux membres du couple au moins égaux à un certain seuil) des couples, qui leur ouvre droit à une majoration des **plafonds de ressources de la Paje et du Cf** et à un abattement forfaitaire en aides au logement ;

. l'activité professionnelle réduite (revenus professionnels n'excédant pas un certain plafond) pour l'affiliation à l'**assurance vieillesse des parents au foyer** (Avpf).

- Les **aides personnelles au logement**, plafonds de loyer, mensualités de référence et forfait charges sont revalorisées à titre exceptionnel d'un taux forfaitaire de 1 %, sur la base de la prévision de croissance du Pib pour 2012, au lieu de 1,9 %, qui correspond à la variation de l'indice de référence des loyers (Irl) constatée. Cette mesure devrait permettre d'économiser 160 millions d'euros dont 88 millions pour les dépenses de l'Etat. Il en est de même pour les plafonds de ressources retenus pour le calcul des aides au logement des étudiants. La participation personnelle minimale des bénéficiaires des aides au logement à la dépense de logement est portée à 33,80 euros par an. Les seuils d'exonération de l'évaluation forfaitaire pour les jeunes de moins de 25 ans sont augmentés : 1 248,55 euros (au lieu de 1 222,87 euros) pour une personne seule, 1 872,83 euros (au lieu de 1 834,31 euros) pour un couple.

- Les **plafonds de ressources** des prestations sont revalorisés de + 1 % alors qu'ils auraient dû suivre l'inflation 2010 (+ 1,5 %, les revenus pris en compte étant ceux de 2010). Ce décalage permettrait d'économiser – 24 millions d'euros (estimation Dser).

- Les montants mensuels des **plafonds de prise en charge des cotisations** du complément de libre choix du mode de garde de la Paje en cas de garde par une employée à domicile sont revalorisés de + 1,5 %.

- En cas de pension alimentaire d'un montant inférieur à celui de l'Asf et de défaillance partielle du débiteur, le créancier d'aliments pourra prétendre à un montant d'**allocation de soutien familial** dans la limite du montant de l'Asf et non pas de celui de la pension. *Le coût de ce dispositif devrait être d'environ 0,1 million d'euros en 2012, avec un coût en année pleine difficile à estimer.*

**Avril 2012**

- A compter de 2012, la revalorisation de la **base mensuelle de calcul des allocations familiales** (Bmaf) est reportée de janvier à avril. La progression de la Bmaf est fixée à + 1 % (399 euros), soit + 0,75 % en moyenne annuelle (contre + 2,3 % prévu en septembre 2011, sur la base d'une inflation prévisionnelle 2011 de 2,1 %). *Cette non-revalorisation permettrait d'économiser – 423 millions d'euros (estimation Dser).*

**Mai 2012**

- **L'allocation aux adultes handicapés, l'allocation aux parents isolés** et l'allocation supplémentaire d'invalidité sont servies par les organismes de sécurité sociale pour le compte de l'Etat. La prise en charge par l'Etat des pertes sur créances d'indus ne peut excéder une fraction de ces prestations calculée de façon à établir une prise en charge par l'Etat équivalente à la moitié des pertes sur créances d'indus enregistrées dans l'année pour ces trois prestations. (cf. loi de financement de la sécurité sociale pour 2010, décret de 2012, arrêté annuel).

**Juin 2012**

- Majoration de 40 % des conditions de ressources du **complément mode de garde de la Paje** (Cmg), qu'il soit dû en cas d'emploi direct d'un salarié ou en cas de recours à une structure habilitée, pour les **personnes assumant seules** la charge d'un ou de plusieurs enfants. *Le coût de la mesure est limité (4 millions d'euros en année pleine).*

- Majoration de 30 % du montant de Cmg lorsque l'allocataire et/ou son conjoint, concubin ou partenaire de Pacs bénéficie de l'Aah. *Le coût de la mesure serait de l'ordre de 2 millions d'euros en année pleine.*



- Août 2012** - Revalorisation de 25 % du montant de l'**allocation de rentrée scolaire** : 356,20 euros pour les enfants de 6 à 10 ans, 375,85 euros pour ceux de 11 à 14 ans, 388,87 euros pour les jeunes de 15 à 18 ans. Le coût induit de la réforme est l'ordre de 353 millions d'euros 2012 pour l'ensemble des régimes.
- Janvier 2013** - Les industries électriques et gazières (Ieg) sont rattachées au régime général. Leur taux de cotisation aux allocations familiales passe de 5,2 % à 5,4 % (*leur taux maladie de 10,1 % à 11,1 %*).

***Pour une meilleure interprétation des séries statistiques relatives aux dépenses de prestations***

- 1980** - Certaines Caf ont comptabilisé treize mois de prestations familiales (198 millions d'euros) au cours de l'exercice.
- Juillet 1984** - Impact de la transformation des déductions sur le revenu imposable en crédit d'impôts.
- 1985-1986** - Suite à l'harmonisation de la date de versement des prestations, la base 1985 du régime général est supérieure de 412 millions d'euros aux résultats, la base 1986 l'est de 40 millions d'euros. Pour le régime minier, l'impact du décalage est de 7 millions d'euros en 1985 et de 0,15 million d'euros en 1986.
- 1991-1992** - Le solde du régime de La Poste et des Télécom n'a pas été comptabilisé par la Cnaf en 1991 et en 1992. Il a été pris en compte par le rapport de la commission des comptes de la Sécurité sociale. En conséquence, dans ce rapport, le solde Cnaf est majoré (et les dépenses minorées) par rapport aux chiffres de la brochure Prestations familiales (109 millions d'euros en 1991, 117 millions en 1992). Toutefois, les séries statistiques Cnaf relatives aux prestations et aux cotisations incluent ce régime.
- 1996** **Passage aux droits constatés** : Les dépenses de prestations 1996 couvrent les dépenses de janvier à décembre 1996, hors treizième balance 1996. Les dépenses de 1997 incluent la treizième balance 1996 et s'arrêtent aux dépenses comptabilisées en droits constatés pour novembre 1997. Toutefois, les statistiques de prestations retiennent les dépenses en droits constatés pour les prestations trimestrielles (Aged + 39 millions d'euros, Afeama + 10 millions, allocation différentielle + 0,5 millions) et pour les prestations hors métropole (+ 2,6 millions). Cette majoration des prestations est compensée par une minoration des dépenses diverses.
- 1997** Il est à noter que les dépenses correspondant à la **revalorisation de la Bmaf 1995**, intervenue *a posteriori*, ont été intégrées dans les comptes 1997 pour un montant de 99 millions d'euros. Elles figurent en **dépenses diverses** et non en dépenses de prestations dans les tableaux statistiques.
- 1997-1998** En décembre 1997, le montant de la Bmaf est fixé rétroactivement à :  
 - 307 euros pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1993 ;  
 - 320 euros pour la période allant du 1<sup>er</sup> juin au 31 décembre 1995.  
 La première revalorisation est sans effet pratique sur le droit des allocataires.  
 Les dépenses correspondant à la revalorisation de la Bmaf 1995, intervenue *a posteriori*, ont été intégrées dans les comptes 1997 (99 millions d'euros de dépenses diverses et non de dépenses de prestations).
- Juillet 2007** Les données comptables et les résultats relatifs aux bénéficiaires comprennent les **collectivités territoriales** de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy qui faisaient partie de la Caf de la **Guadeloupe** avant leur création.

**Estimations du coût des mesures  
prises en compte dans les prévisions 2012**

**TIPF 311 : tous régimes en millions d'euros constants  
(estimés en fonction de l'évolution des prix)**

Millions d'euros constants 2011 (calculés en fonction de l'évolution des prix)	Réforme	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
11. Mesures relatives aux prestations "Famille", y compris API		-12	-995	-207	-199	-56	23	164	629	1 284	2 076	2 393	2 775	2 889	2 844	2 687,6
12. Mesures relatives aux prestations "Famille", hors API		0	-944	-138	-131	3	72	200	652	1 294	2 071	2 439	2 878	2 995	2 948	2 790,8
2. Mesures relatives aux prestations jeune enfant		-153	-204	-202	-137	-108	-74	275	918	1 674	1 967	2 436	2 704	2 860	2 843,3	
PAJE : surcoût par rapport à l'ancienne législation (note de prévisions en cours)	1/01/2004								334	977	1 734	2 026	2 494	2 764	2 919	2 902,3
AFEAMA : Majoration modulée en fonction du revenu, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul)						81	114	148	163	164	164	165	162	167	164	163,23
AGED : Modulation en fonction du revenu	1/01/1998	-153	-204	-202	-202	-203	-203	-203	-203	-203	-204	-204	-201	-206	-203	-202,25
APE : intéressement net, y compris impact sur l'APIE (solde)	1/01/2001					-16	-20	-20	-20	-20	-20	-20	-20	-20	-20	-20,03
31. Mesures relatives aux prestations "Famille", hors jeune enfant		-12	-843	-3	2	81	132	238	354	366	402	427	339	185	-16	-155,71
32. Mesures relatives aux prestations "Famille", hors jeune enfant, hors API		0	-792	66	71	140	181	274	376	376	397	472	442	291	88	-52,50
AF		0	-792	33	-37	-37	-37	-31	75	88	88	90	57	-110	-291	-407,19
Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans	1/01/1998		62	115	114	114	115	114	114	115	115	115	113	117	115	114,16
Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois	1/03/1998		-854													
Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans	1/01/1999			103	188	189	189	189	189	190	190	190	187	193	190	188,66
Report d'un an des majorations pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans)	1/01/1999			-185	-339	-339	-341	-340	-340	-342	-342	-343	-337	-347	-342	-339,59
Maintien d'un droit réduit lorsque le 3 <sup>e</sup> enfant d'une famille de 3 enfants atteint 20 ans	1/07/2003							6	112	125	125	126	123	127	125	124,50
Garde alternée	1/05/2007											1,0	4,7	7,8	7,8	7,8
Majoration [14-16 ans], suppression majoration [11-13 ans]	1/05/2008												-35	-208	-387	-502,69
Economies	1/05/2008												-35	-208	-387	-530,05
Dépenses supplémentaires	1/05/2008												0	0	0	27,36
CF : Report à 21 ans	1/01/2000				74	137	138	137	137	138	138	138	136	140	138	137,18
ARS				34	33	33	41	41	41	41	41	41	82	84	83	82,37
Extension aux familles de 1 enfant non allocataires	1/08/1999			34	33	33	33	33	33	34	34	34	33	34	34	33,34
ARS différentielle	1/08/2002						7	7	7	7	7	7	7	7	7	7,31
Modulation de l'ARS en fonction de l'âge des enfants													41	43	42	41,72
Majoration de l'ARS de 25 % entre 2011 et 2012																
ASF : impact de																
Mise en place de la réforme API - Montée en charge du RSA	1/01/2007											57	34	79	66	44,18
API cumul		-12	-51	-69	-69	-59	-49	-36	-23	-9	5	-45	-103	-105	-104	-103,20
API : forfait logement	1/04/1997	-12	-51	-69	-69	-69	-69	-69	-69	-69	-69	-69	-68	-70	-69	-68,84
API : alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05)	2001 - 2007					10	20	33	46	60	74	89	87	90	89	88,22
API : alignement forfait logement / forfait RMI	1/01/2007											-8	-8	-8	-8	-8,02
API : subsidiarité ASF	1/01/2007											-57	-114	-117	-115	-114,57
AEEH cumul								18	95	84	69	86	89	80	43	37
AEEH : Six compléments qui se substituent aux trois anciens compléments	1/04/2002							18	95	84	69	69	69	68	70	69
AEEH : Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2 <sup>e</sup> à 6 <sup>e</sup> cat.	1/01/2006										17	20	19	20	20	19,55
AEEH : droit d'option entre l'AEEH et la PCH (prest. de compensation du handicap)	1/04/2008												-8	-47	-52	-51,23
APP puis AJPP	2001et 2006					7	21	32	39	39	43	57	53	55	54	53,81

**Estimations du coût des mesures  
prises en compte dans les prévisions 2012**

**TIPF 331 : tous régimes en millions d'euros à la date du chiffrage**

En millions d'euros à la date du chiffrage (cf. BMAF prise en compte) :	BMAF	Réforme	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
<b>PAJE</b> : surcoût par rapport à l'ancienne législation (note de prévisions en cours)	2003	1/01/2004								280	816	1 452	1 692	2 095	2 270	2 417				
PAJE Prime AB CLCA - APJE - APE A. adoption										185	380	579	641	655	667	627				
PAJE CMG assistante maternelle - AFEAMA										93	393	808	958	1 305	1 442	1 610				
PAJE CMG à domicile - AGED										3	43	64	94	136	162	180				
<b>AFEAMA</b> majoration modulée, yc impact sur l'AFEAMA de base (cumul)								67	95	123	136									
AFEAMA de base : impact de la majoration d'AFEAMA sur l'AFEAMA de base	2000	1/01/2001						9	24	40	47									
AFEAMA majoration : modulation en fonction du revenu	2000	1/01/2001																		
Effet mécanique du barème								52	52	52	52									
Changement de comportement, 2004 AP								7	19	31	37									
<b>AGED</b> : modulation en fonction du revenu	1997	1/01/1998	-123	-165																
<b>APE</b> : intéressement net, y compris impact sur l'APJE (solde)	2000	1/01/2001						-13	-17											
<b>AF</b>																				
Passage de la limite de versements des PF de 18 à 19 ans	1997	1/01/1998		50	91															
Mise sous condition de ressources des AF pendant 10 mois	1997	1/03/1998		-686																
Passage de la limite de versement des PF de 19 à 20 ans	1998	1/01/1999			83	152														
Report d'un an des majorations pour âge des AF (10 -> 11 ; 15 -> 16 ans)	1998	1/01/1999			-149	-274														
Maintien d'un droit réduit lorsque le 3 <sup>e</sup> enfant d'une famille de 3 enfants atteint 20 ans	2003	1/07/2003							17	98	110									
Garde alternée	2007	1/05/2007											1	4	7	7				
Majoration [14-16 ans], suppression majoration [11-13 ans]	2007	1/05/2008												-33	-193	-364	-476	-364	-257	-248
Economies	2007	1/05/2008												-33	-193	-364	-502	-514	-514	-514
Dépenses supplémentaires	2007	1/05/2008															26	150	257	267
<b>CF</b> : report à 21 ans	1999	1/01/2000				62	114													
<b>ARS</b>																				
Extension aux familles de 1 enfant non allocataires	1998	1999		27						47 000 bénéficiaires TR ARS différentielle										
ARS différentielle	2001	2002								6										
Modulation de l'ARS en fonction de l'âge des enfants	2007	2008											40							
Majoration de l'ARS de 25 % entre 2011 et 2012	2012	2012																353		
<b>ASF</b> : impact de																				
Mise en place de la réforme API - Montée en charge du RSA	2006	1/01/2007											52	32	74	63	43	32		
<b>API</b>																				
Forfait logement	1996	1/04/1997	-10	-41	-55															
Alignement DOM sur 6 ans (note PREV 23/06/05)	2004	2001 - 2007				9	18	29	41	53	66	79								
Alignement forfait logement / forfait RMI	2007	1/01/2007										-8								
Subsidiarité ASF	2006	1/01/2007											-52	-107	-107					
<b>AEEH</b>																				
6 compléments qui se substituent aux 3 anciens compléments	2001	1/04/2002						16	81	71	58									
Majoration pour les familles monoparentales bénéficiaires complément 2° à 6° cat.	2007	1/01/2006										16	19							
Droit d'option entre l'AEEH et la PCH (prest. de compensation du handicap)	2007	1/04/2008												-7	-45	-50				
<b>APP</b>	€ 2000	1/01/2001	Résultats en euros 2000			5	17	27	33	33										
<b>AJPP</b>	€ 2000	1/05/2006										35	47	45						

## 8.2

# Evolution de la législation familiale dans les Dom depuis 1945

*Ce chapitre constitue un document de travail.  
Toutes vos remarques seront les bienvenues.*

### Particularités générales

- Alors que les prestations métropole étaient généralement calculées en fonction de la base mensuelle de calcul des allocations familiales, les prestations dans les Dom faisaient le plus souvent référence à une base de calcul égale à vingt-cinq fois le montant journalier des allocations familiales pour deux enfants dans les Dom.

. Les prestations étaient attribuées en fonction du nombre de journées de travail d'au moins six heures dans la limite de vingt-cinq allocations journalières par mois.

. Les Caf versent les prestations aux salariés agricoles, aux marins pêcheurs non salariés depuis 1961, aux exploitants agricoles à compter de 1970, à l'exclusion des employeurs et des travailleurs indépendants jusqu'en décembre 1992. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1993, le versement des prestations familiales est effectué sous réserve du paiement préalable des cotisations d'Af et de la Csg.

Il n'y a pas de tutelle aux prestations sociales.

### Situation en 1946

En 1946, les prestations versées sont :

. les **allocations familiales** (créées en 1938). A la différence de la métropole, les allocations familiales sont dues **dès le premier enfant**.

Une condition d'activité professionnelle est exigée jusqu'en 1988.

Les filles aînées restant au foyer sont exclues du bénéfice des prestations familiales ;

. les prestations du fonds d'action sociale obligatoire (**Faso**).

### **Septembre 1963**

- Majoration et uniformisation des taux des **allocations familiales** dans l'ensemble des départements d'outre-mer.

- Les limites d'âge fixées pour l'attribution des prestations sont alignées sur celles de la métropole.

### **Avril 1965**

*(comme en métropole)*

- Application dans les Dom de la législation relative au **congé de naissance** en vigueur en métropole.

- Application dans les Dom de la législation relative aux **majorations des allocations familiales** pour enfant de plus de 10 ans en vigueur en métropole.

### **Janvier 1971**

*(comme en métropole)*

. Création de l'**allocation orphelin**. Les montants diffèrent de ceux de la métropole ; ils sont majorés en janvier 1978, en juillet 1981.

### **Février 1972**

*(comme en métropole)*

. Création des **allocations aux mineurs et aux adultes handicapés**.

### Situation en 1972

- Le service des prestations est assuré par des caisses d'Allocations familiales et non plus par des caisses de Sécurité sociale.

En 1972, les prestations versées sont :

. les allocations familiales et les majorations pour âge ;

. l'allocation aux mineurs et aux adultes handicapés ;

. l'allocation orphelin ;

. le congé de naissance.

### **Rentrée 1974**

*(comme en métropole)*

- Création de l'**allocation de rentrée scolaire**.

<b>Octobre 1975</b> (comme en métropole)	- Création de l' <b>allocation d'éducation spéciale</b> . <i>Le montant de la prestation perçue est différent (mais proche) dans les Dom et en métropole. Il a été majoré en 1981. Une activité professionnelle est exigée, sauf dans le cas des femmes seules. Cette prestation remplace l'allocation d'éducation spécialisée et l'allocation aux mineurs handicapés.</i>
(comme en métropole)	- Création de l' <b>allocation aux adultes handicapés</b> .
<b>1976</b> (contre 1948 en métropole)	- Création de l' <b>allocation de logement familial</b> . <i>Par rapport à la métropole :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>. les surfaces exigées sont plus restreintes (ce qui est favorable à l'allocataire) ;</li> <li>. il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers-plafonds, forfait-charges, nombre de parts et mensualités plafonds ;</li> <li>. les coefficients et les valeurs utilisés dans la formule de calcul sont moins favorables.</li> </ul>
<b>Janvier 1978</b> (contre octobre 1976 en métropole)	- Mise en place de l' <b>allocation de parent isolé</b> dans les Dom. <i>Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole. Le montant est majoré en juillet 1981.</i>  - Maintien des prestations familiales aux personnes ayant perdu involontairement leur emploi sous certaines conditions d'activité antérieures.
<b>1978</b> (comme en métropole)	- Prise en charge des <b>cotisations maladie</b> des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé.
<b>Mai 1978</b>	- Création de la <b>prime de protection de la maternité</b> afin d'inciter les futures mères et les mères à passer les examens médicaux.
<b>Juillet 1978</b> (contre juillet 1972 en métropole)	- Mise en place de l'assurance vieillesse des mères au foyer (avec une législation différente de celle de la métropole).
<b>Octobre 1978</b>	- Mise en place du <b>complément familial</b> avec des conditions d'attribution autres que celles applicables en métropole. Le plafond applicable est celui de l'Ars. Le montant de la prestation est majoré en 1979 et en 1981.
<b>Décembre 1979</b>	- Les allocations sont versées : <ul style="list-style-type: none"> <li>. tant que dure l'obligation scolaire ;</li> <li>. jusqu'à 17 ans pour l'enfant à charge non salarié ;</li> <li>. jusqu'à 20 ans pour les enfants placés en apprentissage, les enfants suivant un stage de formation professionnelle, les enfants qui poursuivent leurs études, pour ceux qui, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, sont dans l'impossibilité de se livrer à une activité professionnelle, et pour ceux qui ouvrent droit à l'allocation d'éducation spéciale. <i>(Antérieurement, les limites d'âge étaient de 14 ans, de 15 ans en Guyane, de 16 ans en cas d'apprentissage, de 17 ans en Guyane et de 20 ans en cas de poursuite d'études ou de maladie constatée).</i></li> <li>. Les jeunes de 16 à 20 ans cessent d'être considérés comme enfants à charge lorsque leur rémunération dépasse 55 % du Smic en vigueur dans le département considéré. <i>(Antérieurement, le salaire des intéressés ne devait pas dépasser le montant de la base mensuelle de calcul en vigueur en métropole au cours de la période d'exercice de l'activité professionnelle).</i></li> </ul>
<b>Janvier 1980</b>	- Le droit aux prestations familiales est annualisé pour les allocataires ayant eu une activité égale ou supérieure à quatre-vingt-dix jours dans une année civile. <i>Pour les autres, le droit continue à s'apprécier mensuellement. Mais dès lors que l'activité au cours d'un mois est égale à dix jours, les prestations sont égales pour ce mois à vingt-cinq allocations journalières...</i>
<b>Octobre 1980</b> (contre juillet 1971 en métropole)	- Création de l' <b>allocation de logement sociale</b> (la formule de calcul est identique mais les coefficients sont moins favorables).

- Janvier 1981**  
(comme en métropole) - Création du **supplément de revenu familial**. *Le barème du Surf reste inchangé jusqu'à sa disparition en 1990 : le plafond de ressources est égal à 2 340 euros et le montant de la prestation est de 15 euros.*
- 1981**  
(comme en métropole) - Prise en charge des **cotisations d'assurance personnelle**.
- Juin 1985**  
(comme en métropole) - Création de l'**allocation de soutien familial**. *Une activité professionnelle est exigée. Le montant de la prestation perçue dans les Dom est nettement inférieur à celui de la prestation en métropole.*
- 1989**  
(1978 en métropole) - Suppression de la **condition d'activité professionnelle** pour l'ouverture du droit aux prestations familiales. *Avant cette date, cette condition était exigée pour bénéficier des allocations familiales, du complément familial, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation d'éducation spéciale (sauf pour les femmes seules)... Cette condition avait été supprimée pour les seules Af dès mars 1988 (décret 88-191 et 192 du 26 février 1988) et dès juillet 1986 pour l'allocation logement familiale.*
- Décembre 1988** - Instauration du **revenu minimum d'insertion** d'un montant inférieur de 20 % au barème métropolitain.
- 1989**  
(comme en métropole) - Création du **revenu minimum d'insertion**.
- Juillet 1990** - **Versement jusqu'à 18 ans** des prestations familiales aux enfants non salariés au lieu de 17 ans.
- Août 1990**  
(comme en métropole) - Suppression du **supplément de revenu familial**.  
- Versement de l'**allocation de rentrée scolaire** jusqu'à 18 ans. Extension du bénéfice de l'Ars aux familles qui perçoivent uniquement du Rmi ou l'Aah.
- Janvier 1991**  
(comme en métropole) - Entrée en vigueur de l'**aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée**.
- Juillet 1991** - Application aux Dom de la **Bmaf** de la métropole.
- 1991-1995** - Début de l'alignement progressif des prestations des Dom sur celles de la métropole jusqu'à l'horizon 1995 avec comme objectif la suppression du fonds d'action sociale obligatoire (**Faso**).

### Situation en 1992

Entre 1972 et 1992, la législation s'étend à de nouvelles catégories de bénéficiaires et le nombre de prestations s'accroît. On distingue :

#### **1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :**

- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;

#### **2) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :**

- . l'allocation de soutien familial ;
- . l'allocation d'éducation spéciale ;
- . l'allocation de parent isolé ;
- . la prime de déménagement familial ;
- . l'allocation de logement sociale ;

#### **3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et les montants sont différents en métropole et dans les Dom :**

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . l'allocation de logement à caractère familial ;
- . la prime de protection de la maternité (prestation spécifique aux Dom) ;
- . l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer et l'assurance personnelle ;



**4) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom :** l'aide personnalisée au logement, l'allocation de garde d'enfant à domicile, l'allocation parentale d'éducation, l'allocation pour jeune enfant, la tutelle aux prestations sociales et les prêts à l'amélioration de l'habitat.

**Janvier 1993**  
(comme en métropole)

- Création du **complément d'allocation aux adultes handicapés**.

**Juillet 1994**

- Alignement du régime des **allocations familiales** versées aux familles de deux enfants et plus sur celui de la métropole.

**Janvier 1995**  
(comme en métropole)

- Création d'une **allocation d'adoption**.

**Janvier 1995**  
(1987 en métropole)

- Instauration de l'**allocation garde d'enfant à domicile**.

**Avril 1995**  
(avant la métropole)

- L'âge limite de prise en compte des **enfants à charge** pour le calcul de l'allocation logement a été porté de 20 à 22 ans dans les Dom pour les enfants qui poursuivent leurs études, sont en apprentissage, en stage de la formation professionnelle ou malades, alors qu'il était de 20 ans en métropole dans ces différents cas jusqu'en janvier 2000.

**Septembre 1995**

- Alignement du montant de l'**allocation de soutien familial** sur celui de la métropole et harmonisation du mode de calcul et du montant de la prime de déménagement sur celui de la métropole.

**Janvier 1996**  
(1985 en métropole)

- Instauration de l'**allocation pour jeune enfant** : *le montant de l'allocation pour jeune enfant est celui en vigueur en métropole, mais le plafond de ressources est inférieur (identique à celui du complément familial dans les Dom).*

- Instauration de l'**allocation parentale d'éducation**. *En 2002, les montants pour la validation des trimestres d'activité de l'Ape seront totalement harmonisés entre les Dom et la métropole (cf. TIPF 738) ; auparavant, les montants plus faibles pour les Dom étaient favorables aux allocataires des Dom.*

- Dans les Dom, l'allocation pour jeune enfant et l'allocation parentale d'éducation n'ouvrent pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer.

**Juillet 1996**

- Suppression de la **prime de protection de la maternité** (*suite à la réforme de janvier*).

**1998-2006**

- Extension du dispositif d'intéressement lié au **Rmi**. Lissage des effets de seuil au sortir du Rmi pour la taxe d'habitation (2000) et pour les allocations logement (2001). Forte revalorisation du Smic de 2001 à 2006 (+ 24 %) associée à la loi sur les 35 heures.

**Janvier 2001**  
(comme en métropole)

- Création de l'**allocation de présence parentale** (App)

**Janvier 2001 - 2007**

- Harmonisation, prévue sur sept ans à compter de janvier 2001, du montant de l'**allocation de parent isolé** par rapport à celui de la métropole.

**Décembre 2001**

- Mise en place du **revenu de solidarité** : sont éligibles les bénéficiaires du Rmi depuis plus de deux ans qui résident dans les Dom, sont âgés d'au moins 50 ans et n'exercent pas d'activité professionnelle. L'ouverture du droit à ce revenu met fin au droit au Rmi. Son montant n'est pas modulé en fonction de la composition familiale.

**2001**

- Mise en œuvre de la **prime pour l'emploi**, au début ciblée sur le Smic à temps plein, progressivement étendue aux durées d'emploi incomplètes sur l'année (temps partiels, Cdd au Smic).

**Janvier 2002**

- Alignement du montant du **Rmi** des Dom sur celui de la métropole.

**Juillet 2002**

- Alignement des loyers plafonds des familles sur ceux de la zone 2 de métropole pour le calcul de l'**allocation de logement familiale**.

**2003**

- Durcissement de l'indemnisation du chômage.

- Juillet 2003**  
*(comme en métropole)* - Création d'une allocation forfaitaire **allocations familiales**.
- Septembre 2003** - Libre choix de l'allocataire (père ou mère).
- Janvier 2004**  
*(à la différence de la métropole)* - Comme pour l'Ape et l'Apje, la Paje n'ouvre pas droit à l'assurance vieillesse des parents au foyer dans les Dom où l'**Avpf** n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte).
- Réforme du **revenu de solidarité** (Rso, créé en 2001), versé aux bénéficiaires du Rmi âgés d'au moins 50 ans qui s'engagent à quitter définitivement le marché du travail et de l'insertion après avoir été depuis 2 ans au moins bénéficiaires du Rmi. Le Rso est versé à un seul membre du foyer et jusqu'à ce que l'intéressé bénéficie d'une retraite à taux plein et au plus tard à 65 ans.
- Janvier 2004**  
*(comme en métropole)* - Création du **contrat d'insertion - revenu minimum d'activité (Cirma)** et **décentralisation du Rmi**.
- Juillet 2004**  
*(comme en métropole)* - Deux mois de chômage indemnisé consécutifs de date à date sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement de ressources pour **chômage**.
- 2005-2006** - Création de dispositifs incitatifs à la reprise d'activité. Plan d'accompagnement à la recherche d'un emploi (Pare) étendu en 2006.
- Janvier 2009** - Revalorisation de 30 % supplémentaire du montant du forfait charge spécifique aux Dom pour le calcul de **l'allocation de logement**.
- Comme en métropole, l'exercice de paiement débute désormais le 1<sup>er</sup> janvier au lieu du 1<sup>er</sup> juillet, en retenant les ressources de N – 2 du fait de la mise en œuvre de l'acquisition des ressources auprès de l'administration fiscale.
- Juillet 2009**  
*(à la différence de la métropole)* - Le **revenu de solidarité active** (Rsa, expérimenté en 2008, généralisé en juin 2009 en métropole) devrait entrer en vigueur au plus tard en 2011 dans les Dom.
- Le **revenu supplémentaire temporaire d'activité** (Rsta) est versé à certains salariés aux revenus modestes (versement en juillet, pour les droits couvrant les mois de mars, avril et mai). D'un montant de 100 euros bruts par mois pour un temps plein, le Rsta est institué dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, ainsi que dans les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. Le Rsta constitue un revenu non imposable, non pris en compte pour la détermination des droits à l'ensemble des prestations soumises à condition de ressources annuelles.
- Revalorisation de 56 % des forfaits charges pour tous les logements applicables dans les Dom et dans les Com de Saint-Barthélemy et Saint-Martin pour le calcul des allocations de logement à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2009. L'augmentation prévue par le projet d'arrêté portera ainsi les montants à hauteur de près de 70 % de ceux de la métropole, la différence se justifiant par l'absence de frais de chauffage dans ces départements.*
- Avril 2010** - **Prime de vie chère** versée, dans les Dom uniquement, aux bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés.
- Septembre 2010** - Mise en œuvre du **revenu de solidarité active jeunes**. Le Rsa est ouvert aux jeunes âgés entre dix-huit et moins de vingt-cinq ans, sous réserve d'avoir exercé préalablement au moins 3 214 heures de travail au cours des trois ans précédant le dépôt de la demande. Un étudiant salarié doit avoir un revenu d'activité d'au moins 500 euros par mois pour bénéficier du Rsa.

### Janvier 2011

- Mise en place du **revenu de solidarité active** (Rsa) dans les Dom avec maintien du revenu supplémentaire temporaire d'activité (Rsta) jusqu'en février 2012 avec droit d'option pour les primo-demandeurs Rsa.

Les bénéficiaires de Rmi ou de l'Api (hors prime forfaitaire mensuelle, Pfm) basculent automatiquement dans le Rsa au 1<sup>er</sup> janvier 2011. Les bénéficiaires de Rmi ou Api bénéficiaires de la Pfm basculent dans le Rsa au terme de la Pfm.

- L'ouverture de droit au **revenu de solidarité** (Rso) ne devient possible qu'à partir de 55 ans et non plus 50 ans.

### Mars 2011

- Le territoire de Mayotte devient le 101<sup>e</sup> département français (*cf. note 73/DSPA, F. Mathieu du 15 juin 2011*). 17 765 foyers mahorais perçoivent une prestation en mars, 80 654 personnes sont couvertes.

La mise en place d'un système de prestations familiales a été progressive :

. en mars 2002, pour les allocations familiales. Les Af sont versées dès le premier enfant à charge. Le montant attribué est spécifique : 57,28 € pour un seul enfant, 91,65 € pour deux enfants, 18,29 € par enfant supplémentaire, depuis janvier 2011. Le mécanisme des majorations pour âge n'existe pas ;

. depuis la rentrée scolaire 2002, pour l'allocation de rentrée scolaire. L'attribution de l'Ars fait référence au type d'établissement fréquenté par l'enfant et non à son âge. Par ailleurs, en cas de scolarisation dans le secondaire, une partie de l'allocation est versée directement à l'établissement scolaire. Son montant est spécifique (106,33 € par enfant en primaire et 248,08 € par enfant dans le secondaire à la rentrée 2010) ;

. en juillet 2003, pour l'allocation aux adultes handicapés (Aah) d'un montant sensiblement plus faible (227,88 € depuis janvier 2008) ;

. en janvier 2004, pour l'allocation logement à caractère familial. L'Alf concerne les foyers ayant des enfants à charge pour lesquels des prestations familiales sont servies.

### Septembre 2011

- Mise en place de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé à Mayotte.

### Janvier 2012

- Mise en place du **revenu de solidarité active à Mayotte**. Le Rsa majoré pour personne isolée et le Rsa jeune ne sont pas applicables à Mayotte. Non-application de la subsidiarité des créances d'aliments. Montant du Rsa minoré par rapport à celui qui est servi en métropole et dans les autres Dom.

- Extension du prêt à l'amélioration de l'habitat (Pah) et du prêt à l'amélioration du lieu d'accueil pour les assistants maternels (Pala) aux Dom. Seuls les allocataires bénéficiaires d'une prestation familiale peuvent solliciter un Pah. En sont donc exclues les personnes bénéficiaires uniquement de l'Apl, de l'Als, de l'Aah ou du Rsa (à l'exception du Rsa majoré).

**Situation en 2011**

(sans tenir compte des spécificité de Mayotte)

**1) les prestations identiques en métropole et dans les Dom :**

- . le forfait allocations familiales ;
- . l'allocation aux adultes handicapés ;
- . l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé ;
- . l'allocation de rentrée scolaire ;
- . le revenu de solidarité (spécifique aux Dom) ;

**2) les prestations identiques en métropole et dans les Dom en 2008, qui ont été remplacées par le revenu de solidarité active en juin 2009 en métropole, en janvier 2011 dans les Dom :**

- . le revenu minimum d'insertion ;
- . l'allocation de parent isolé ;

**3) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits sont identiques en métropole et dans les Dom mais dont les montants sont différents :**

- . l'allocation de logement à caractère social (*la formule de calcul est identique mais certains coefficients sont moins favorables*) ;

**4) les prestations dont les conditions d'ouverture des droits et/ou les montants sont différents en métropole et dans les Dom :**

- . les allocations familiales et les majorations pour âge ;
- . le complément familial ;
- . la prestation d'accueil du jeune enfant ;
- . l'assurance vieillesse des parents au foyer n'est due qu'au titre du handicap (enfant ou adulte). (*Pas d'ouverture de droit pour les bénéficiaires de l'A(j)pp, du Cf et de la Paje*) ;
- . l'allocation de logement à caractère familial : *il n'est pas tenu compte des enfants ou personnes à charge au-delà de six dans les différents paramètres qui évoluent selon la taille de la famille : loyers plafonds, forfait charges, et en accession, nombre de parts et mensualités plafonds. Le forfait charge est d'un montant inférieur à celui de la métropole ; certains paramètres sont moins favorables.*

**5) les prestations qui ne sont pas versées dans les Dom :** l'aide personnalisée au logement, l'allocation journalière de présence parentale, la tutelle aux prestations sociales, les prêts à l'amélioration de l'habitat (Pah – Pah Am).

**Tableau récapitulatif de la création et de la suppression des principales prestations depuis 1946 en métropole et dans les Dom**

Prestations	Date d'application		Suppression ou remplacement
	En métropole	Dans les Dom	
<b>Allocations familiales (Af)</b>	1932	1938 ( <i>différentes</i> )	
<i>Allocation salaire unique</i>	1946		-> Cf : janvier 1978
<i>Congé de naissance</i>	1946	Avril 1965	Janvier 1987
<i>Allocations prénatales</i>	1946		-> Aje : janvier 1985
Fonds d'action sociale obligatoire (Faso)		Existe en 1946	
<b>Al. logement familial (Alf), prime de déménagement</b>	Septembre 1948	Juillet 1976	
<b>Prêts à l'amélioration de l'habitat (Pah)</b>	1950		
<i>Majoration (Af) pour enfant [10-15 ans]</i>	1955 [10-15 ans]	1967	[11-16 ans] : 01/99 ; fusion avec majoration plus de 14 ans : 05/08
<i>Allocation de mère au foyer (Amf)</i>	1956		-> Cf : janvier 1978
<b>Majoration (Af) pour enfant de plus de 14 ans</b>	1963 : plus de 15 ans	1967	Plus de 16 ans : 01/1999 ; plus de 14 ans : 05/2008
<b>Al. logement social (Als), prime de déménagement</b>	Juillet 1971	Octobre 1980	
Alloc. orphelin -> <b>Alloc. soutien familial (Asf)</b>	01/1971 et 06/1985	01/1971 et 06/1985	
Alloc. mineurs ( <b>Aeeh</b> ) et adultes handicapés ( <b>Aah</b> )	02/1972 et 10/1975	02/1972 et 10/1975	
<b>Assurance vieillesse mères de famille (Avpf)</b>	Juillet 1972	7/1978 ( <i>uniquement pour adulte ou enfant handicapé</i> )	
<i>Allocation pour frais de garde</i>	Juillet 1972		-> Cf : janvier 1978
<b>Allocation rentrée scolaire (Ars)</b>	Rentrée 1974	Rentrée 1974	
<i>Allocations postnatales</i>	1975		-> Aje : janvier 1985
<i>Prêts aux jeunes ménages</i>	1975		Janvier 1987
<i>Allocation de parent isolé</i>	Octobre 1976	Janvier 1978	-> Rsa
<b>Aide personnalisée au logement (Apl), prime</b>	Juillet 1977		
<i>Prime de protection de la maternité</i>		Mai 1978	Janvier 1996
<b>Complément familial (Cf)</b>	Janvier 1978	10/1978 ( <i>différent</i> )	-> Aje partiellement (85)
<i>Supplément de revenu familial</i>	Janvier 1981	Janvier 1981	Août 1990
<i>Aje -&gt; Apje</i>	Janvier 1985	01/1996 ( <i>différent</i> )	-> Paje (Janvier 2004)
<i>Ape</i>	Janvier 1985	01/1996 ( <i>différent</i> )	-> Paje (Janvier 2004)
<i>Aged</i>	Avril 1987	Janvier 1995	-> Paje (Janvier 2004)
<i>Revenu minimum d'insertion</i>	Décembre 1988	Décembre 1988	-> Rsa
<i>Afeama</i>	Janvier 1991	Janvier 1991	-> Paje (Janvier 2004)
<i>Allocation d'adoption</i>	Janvier 1995	Janvier 1995	-> Paje (Janvier 2004)
<b>Al. journalière de présence parentale (Ajpp)</b>	01/2001 – 05/2006		App -> Ajpp
<b>Revenu de solidarité outre-mer (Rso)</b>		Décembre 2001	
<b>Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)</b>	Janvier 2004	Janvier 2004	
<b>Revenu de solidarité active hors Rsa jeunes</b>	Juin 2009	Janvier 2011	
<b>Rsa jeunes</b>	Septembre 2010	Septembre 2010	
<b>Mayotte : Af, Ars, Aah, Alf</b>		Mars 2011	<i>Selon des montants et des conditions d'attribution spécifiques</i>
<b>Mayotte : Rsa hors Rsa jeunes et Rsa majoré</b>		Janvier 2012	<i>Selon des montants et des conditions d'attribution spécifiques</i>

## Montants et plafonds de prestations Smic, prix, Pib

<b>Barèmes des différentes prestations (1)</b>		Page
Aad	Allocation d'adoption	225
Aah	Allocation aux adultes handicapés	230
Ab Paje	Allocation de base de la Paje	217
Aeeh (Aes)	Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	227
Af	Allocations familiales	208
Afeama	Aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée	
Aged	Allocation de garde d'enfant à domicile	
Ajpp	Allocation journalière de présence parentale	228
Ape	Allocation parentale d'éducation	225
Api	Allocation parent isolé	225
Apje	Allocation pour jeune enfant	213
Ars	Allocation de rentrée scolaire	210
Asf	Allocation de soutien familial	225
Bmaf	Base mensuelle de calcul des allocations familiales	207
Cf	Complément familial	213
Clca Paje	Complément libre choix d'activité de la Paje	217
Cmg Paje	Complément libre choix du mode de garde de la Paje	217
Dom	Prestations spécifiques aux Dom (1)	238
G(C)rph	Garantie (Complément) de ressources aux adultes handicapés	
Paje	Prestation d'accueil du jeune enfant : Ab, Clca, Cmg, prime de naissance et d'adoption	217
Pja	Prêt jeunes avenir	
Rmi	Revenu minimum d'insertion	234
Rsa	Revenu de solidarité active	236
Rso	Revenu de solidarité Dom	237
<b>Données économiques de cadrage</b>		
	Smic net (mensuel et annuel) après prélèvement de la Crds	239
	Indice des prix	241
	Produit intérieur brut (Pib), demandeurs d'emploi, taux de cotisation, Csg...	240
<b>Quelques remarques...</b>		
	Notion de ressources	206
	Mode de revalorisation des plafonds du Cf, de l'Apje et de la Paje	206
	Non-cumuls de prestations	205

### Quelques cas (non exhaustifs) de non-cumuls de prestations

- . Le Cf avec l'Ab, avec le Clca et avec le Cmg accordé pour un enfant jusqu'à 3 ans.
- . L'allocation journalière de présence parentale avec le Clca de la Paje.
- . Plusieurs Paje Ab ne sont cumulables qu'en cas de naissances multiples ou d'adoptions ou recueils simultanés en vue d'adoption.
- . Deux Paje Clca à taux partiels limités au montant d'un Clca à taux plein.
- . Un Cmg Paje est cumulable sous certaines conditions avec un Clca Paje à taux partiel.
- . **En cas de reprise d'activité professionnelle**, cumul possible pendant deux mois du revenu tiré d'une activité professionnelle avec le Clca à taux plein si l'enfant est âgé de 18 mois à moins de 30 mois ou (depuis janvier 2001) avec une allocation parentale d'éducation à taux plein.

### Mode de revalorisation de la Bmaf

- . Initialement, l'article L 551-1 du Code de la SS prévoyait que « la Bmaf était revalorisée deux ou plusieurs fois par an, de façon à compenser totalement ou partiellement la charge que les enfants représentent pour la famille, en fonction de l'augmentation des prix et de la participation des familles aux progrès de l'économie et éventuellement de la progression générale des salaires moyens ou du Smic. »
- . Entre 1984 et 2011, la Bmaf est revalorisée en fonction de la hausse des prix prévisionnelle (hors tabac depuis 1991) avec, en principe, remise à niveau au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice suivant.
- . La Bmaf n'a pas été revalorisée **en 1996**.
- . La Bmaf devrait être revalorisée de + 1 % en avril 2012, soit + **0,75 % en moyenne annuelle** (contre + 2,3 % prévus dans le rapport de la Ccss de septembre 2011).
- . A compter de 2012, la Bmaf est revalorisée au 1<sup>er</sup> avril de chaque année et non plus au 1<sup>er</sup> janvier.

(1) Le tableau T1PF 7691 précise les spécificités des barèmes des prestations « Famille » dans les Dom (Cf, Api, Asf).



### Définitions relatives à la notion de ressources

. Jusqu'en juillet 2006, les plafonds de ressources s'appliquaient aux revenus, nets de cotisations sociales employeurs et salariés, de l'année civile précédant l'exercice considéré, après application des déductions fiscales propres à chaque catégorie de revenus (de 10 et 20 % pour les salariés, soit le revenu net catégoriel Rnc) et des abattements admis par la législation des prestations familiales (frais de garde par enfant de moins de sept ans jusqu'au 31 juillet 2005, pensions alimentaires, abattement pour personnes âgées ou invalides...).

. A compter des revenus 2006, les revenus nets catégoriels sont déterminés en supprimant l'abattement de 20 % applicable aux salaires, pensions et revenus des professions non salariées. Les plafonds 2007 ont été majorés de + 25 % pour assurer la neutralité de cette mesure. Les plafonds 2007 s'appliquent aux **revenus 2006** du 1<sup>er</sup> juillet 2007 à décembre 2008.

. **Depuis janvier 2009**, les plafonds de ressources s'appliquent aux revenus, nets de cotisations sociales employeurs et salariés, de l'avant-dernière année civile précédant l'exercice considéré (année de référence), après application des déductions fiscales propres à chaque catégorie de revenus (10 % pour les salariés, soit le revenu net catégoriel Rnc) et des abattements admis par la législation des prestations familiales (*pensions alimentaires, abattement pour personnes âgées ou invalides...*). **Les plafonds 2011 s'appliquent aux revenus 2009.**

. Depuis janvier 2009, on estime qu'un **ménage dispose de deux revenus** et peut bénéficier d'une majoration de plafond de la Paje et du Cf, si chacun des deux conjoints ou concubins a perçu au cours de l'année de référence (2008 en 2010) un revenu professionnel net (de cotisations) au moins égal à douze fois la base mensuelle de calcul des allocations familiales (Bmaf en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence, soit 2008 en 2010). **A compter de novembre 2011**, le seuil de 12 Bmaf est remplacé par 13,6 % du plafond de la sécurité sociale en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de référence. **A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012**, les indemnités journalières accident du travail et maladie professionnelle sont incluses aux revenus professionnels pour apprécier si ce seuil est atteint.

. En cas de **chômage**, il est procédé à un abattement ou à une neutralisation sur les ressources déclarées pour l'année de référence. Lorsque l'allocation d'aide au retour à l'emploi est perçue, les ressources professionnelles du chômeur prises en compte sont minorées de 30 %. Il y a neutralisation des revenus quand le chômeur n'est pas indemnisé, ou quand il y a perception de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation temporaire d'attente - remplaçant l'allocation d'insertion - (et dans certains cas de perception de l'ancien dispositif au titre de l'allocation unique dégressive à « taux plancher »). Ces différentes mesures se poursuivent en fin de chômage, tant que l'intéressé ne reprend pas d'activité professionnelle.

. **Depuis juillet 2004, deux mois de chômage** indemnisé consécutifs de date à date sans aucune activité professionnelle sont nécessaires pour pouvoir bénéficier d'un abattement sur les ressources pour chômage.

. En cas de **ressources de l'année de référence inférieures à un certain montant** et d'exercice d'une activité professionnelle le mois qui précède l'ouverture du droit, une évaluation forfaitaire est calculée et les ressources prises en compte sont égales :

- pour les salariés, à douze fois la rémunération mensuelle du mois précédant l'ouverture de droit ;
- pour les employeurs ou travailleurs indépendants à 1 500 fois le Smic horaire.

Cette modalité de calcul est également appliquée lors du premier renouvellement qui suit l'ouverture de droits avec une évaluation forfaitaire. Pour les autres renouvellements, une évaluation forfaitaire est effectuée si la base ressources de l'année de référence est nulle.

- Pour le calcul des droits à l'Aah, cf. chapitre 8.1, pour les modifications intervenues au 1<sup>er</sup> juillet 2009.

- Pour les jeunes de moins de 25 ans, dispositif particulier ( cf. historique).

### Mode de revalorisation des plafonds de l'Ars, du Cf et de l'Apje

. Jusqu'en 1996, le plafond de ressources de l'**Ars** est révisé en fonction du taux horaire du Smic en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet de l'année de référence. Jusqu'en 1996, le plafond de ressources du **Cf** et de l'**Apje** est révisé au premier juillet de chaque année en fonction de l'indice d'évolution des salaires nets pour l'année civile précédant la date de revalorisation du plafond, figurant dans le rapport de printemps des comptes de la Nation.

. En 1996, les plafonds de ressources n'ont pas été revalorisés.

. **Depuis juillet 1997, les plafonds des prestations « Famille »** sont indexés sur les **prix à la consommation hors tabac** (connus lors de la revalorisation).

. **Les plafonds de juillet 2007** (appliqués aux ressources 2006) ont été revalorisés en juillet 2007 en fonction de l'indice des prix de 2006 : ils restent en vigueur jusqu'au 31 décembre 2008 et sont appliqués aux **revenus 2006**.

. **L'actualisation des ressources** des allocataires est reportée **du 1<sup>er</sup> juillet 2008 au 1<sup>er</sup> janvier 2009** : les Caf se font communiquer par les services des impôts le montant des revenus des allocataires. Les **plafonds de janvier 2009** (appliqués aux ressources 2007) sont revalorisés en fonction de l'indice des prix 2007...

. **En janvier 2012, les plafonds de ressources** sont revalorisés de + 1 %, alors que la progression des prix 2010 a été de + 1,46 %.

**TIPF 7110 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros**

	En euros courants		Indice base 100 en 2000	En euros 2011		BMAF indice base 100 en 2000 euros constants	Rappel évolution prix hors tabac
	Montant	Evolution		Montant	Evolution		
1946	8,61		2,62	430,87		109,43	52,6 %
1947	9,73	13,0 %	2,96	326,41	-24,2 %	82,90	49,2 %
1948	17,85	83,4 %	5,43	377,11	15,5 %	95,78	58,7 %
1949	18,29	2,5 %	5,56	341,49	-9,4 %	86,73	13,2 %
1950	18,29	0,0 %	5,56	308,01	-9,8 %	78,23	10,9 %
1955	27,35	4,0 %	8,31	352,23	2,9 %	89,46	1,0 %
1960	32,55	8,6 %	9,90	312,86	4,9 %	79,46	3,5 %
1965	44,52	4,2 %	13,53	356,13	1,6 %	90,45	2,5 %
1970	58,41	4,5 %	17,76	378,09	-0,7 %	96,03	5,3 %
1971	61,21	4,8 %	18,61	375,42	-0,7 %	95,35	5,5 %
1972	64,61	5,6 %	19,64	373,20	-0,6 %	94,78	6,2 %
1973	71,24	10,3 %	21,66	383,95	2,9 %	97,52	7,2 %
1974	77,90	9,3 %	23,68	368,90	-3,9 %	93,69	13,8 %
1975	90,30	15,9 %	27,45	382,60	3,7 %	97,17	11,8 %
1976	99,52	10,2 %	30,26	384,38	0,5 %	97,62	9,7 %
1977	110,55	11,1 %	33,61	390,63	1,6 %	99,21	9,3 %
1978	126,10	14,1 %	38,34	408,61	4,6 %	103,78	9,1 %
1979	135,87	7,7 %	41,31	397,29	-2,8 %	100,90	10,8 %
1980	153,84	13,2 %	46,77	396,29	-0,3 %	100,65	13,5 %
1981	176,37	14,6 %	53,62	400,65	1,1 %	101,76	13,4 %
1982	194,84	10,5 %	59,24	395,84	-1,2 %	100,54	11,8 %
1983	219,15	12,5 %	66,63	406,14	2,6 %	103,15	9,6 %
1984	232,59	6,1 %	70,71	401,31	-1,2 %	101,93	7,4 %
1985	246,10	5,8 %	74,82	401,24	-0,02 %	101,91	5,8 %
1986	254,52	3,4 %	77,38	404,22	0,7 %	102,66	2,7 %
1987	257,69	1,2 %	78,35	396,79	-1,8 %	100,78	3,1 %
1988	267,08	3,6 %	81,20	400,48	0,9 %	101,71	2,7 %
1989	273,76	2,5 %	83,23	396,19	-1,1 %	100,62	3,6 %
1990	282,86	3,3 %	86,00	396,87	0,2 %	100,80	3,1 %
1991	291,01	2,9 %	88,48	395,65	-0,3 %	100,49	3,2 %
1992	297,67	2,3 %	90,50	395,51	-0,04 %	100,45	2,3 %
1993 *	306,54	3,0 %	93,20	400,09	1,2 %	101,62	1,8 %
1994	312,67	2,0 %	95,06	402,48	0,6 %	102,22	1,4 %
1995 *	316,62	1,3 %	96,26	400,95	-0,4 %	101,83	1,7 %
1996 DC	316,94	0,1 %	96,36	393,88	-1,8 %	100,04	1,9 %
1997	321,44	1,4 %	97,73	395,27	0,4 %	100,39	1,1 %
1998	324,97	1,1 %	98,80	397,18	0,5 %	100,88	0,6 %
1999	327,28	0,7 %	99,50	398,01	0,2 %	101,09	0,5 %
2000	328,91	0,5 %	100,00	393,73	-1,1 %	100,00	1,6 %
2001	334,84	1,8 %	101,80	394,64	0,2 %	100,23	1,6 %
2002	341,87	2,1 %	103,94	396,05	0,4 %	100,59	1,7 %
2003	347,68	1,7 %	105,71	395,29	-0,2 %	100,40	1,9 %
2004	353,59	1,7 %	107,50	395,39	0,03 %	100,42	1,7 %
2005	361,37	2,2 %	109,87	397,18	0,5 %	100,88	1,7 %
2006	367,87	1,8 %	111,84	397,53	0,1 %	100,97	1,7 %
2007	374,12	1,7 %	113,74	398,44	0,2 %	101,20	1,5 %
2008	377,86	1,0 %	114,88	391,47	-1,7 %	99,43	2,8 %
2009	389,20	3,0 %	118,33	402,98	2,9 %	102,35	0,1 %
2010	389,20	0,0 %	118,33	397,19	-1,4 %	100,88	1,5 %
2011	395,04	1,5 %	120,10	395,04	-0,5 %	100,33	2,1 %
Avril 2012	399,00	1,0 %	121,31				
2012	398,01	0,75 %	121,01				
Evolution moyenne annuelle							
2011/2001		1,7 %			0,0 %		
Rapport	2011/2001	18,0 %			0,1 %		
	2011/2006	7,4 %			-0,6 %		
	2006/2001	9,9 %			0,7 %		

La moyenne annuelle est calculée en décalant d'un mois l'impact des revalorisations jusqu'en 1995 inclus.

\* Les montants 1993 et 1995 sont hors rectificatif du montant de la BMAF (ayant donné lieu à des dépenses comptabilisées en 1997) :

2014,06 F pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1993 au 31 décembre 1993,

2096,64 F pour la période du 1<sup>er</sup> juin 1995 au 31 décembre 1995.

**T1PF 7124 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros**

En euros courants	2 <sup>e</sup> enfant	3 <sup>e</sup> enfant (1)	4 <sup>e</sup> enfant	Par enfant en plus	Majoration 10-15 ans ->1998 [11-[16 ans (2)	Majoration plus de 15 ans -> 1998 16 ans (2)	Majoration plus de 14 ans (2)	Forfait AF	Familles de	
									3 enfants	4 enfants
1946 juillet-déc.	1,72	2,58	2,58	2,58					4,31	6,89
1947	1,95	2,92	2,92	2,92					4,87	7,79
1948	3,57	5,35	5,35	5,35					8,92	14,28
1949	3,66	5,49	5,49	5,49					9,15	14,64
1950	3,66	5,49	5,49	5,49					9,15	14,64
1955	6,02	9,02	9,02	9,02	1,25	1,25			15,04	24,06
1960	7,16	10,74	10,74	10,74	1,63	1,63			17,90	28,64
1965	9,79	14,69	14,69	14,69	4,01	6,83			24,48	39,17
1966	10,21	15,32	15,32	15,32	4,18	7,43			25,53	40,85
1967	10,68	16,01	16,01	16,01	4,37	7,76			26,69	42,71
1968	11,67	17,51	17,51	17,51	4,77	8,49			29,18	46,69
1969	12,29	19,09	19,09	18,44	5,03	8,94			31,38	50,47
1970	12,85	20,83	20,83	19,28	5,26	9,35			33,69	54,52
1971	13,47	22,65	22,65	20,20	5,51	9,79			36,11	58,76
1972	14,21	23,91	23,91	21,32	5,82	10,34			38,12	62,03
1973	15,67	26,36	26,36	23,51	6,41	11,40			42,03	68,39
1974	17,14	28,82	28,82	25,71	7,01	12,46			45,96	74,79
1975	19,87	33,41	33,41	29,80	8,13	14,45			53,28	86,69
1976	21,90	36,82	36,82	32,84	8,96	15,92			58,72	95,54
1977	24,32	40,90	40,90	36,48	9,95	17,69			65,22	106,12
1978	28,90	47,81	46,66	43,93	11,35	20,18			76,71	123,37
1979	31,25	53,33	50,27	47,55	12,23	21,74			84,58	134,85
1980	35,38	63,71	57,24	54,16	13,85	24,61			99,10	156,34
1981	42,40	77,01	68,71	65,18	15,87	28,22			119,42	188,13
1982	60,24	79,89	79,07	77,61	17,54	31,17			140,12	219,20
1983	70,13	87,66	88,75	87,66	19,72	35,06			157,78	246,54
1984	74,43	93,04	94,20	93,04	20,93	37,21			167,46	261,66
1985	78,75	98,44	99,67	98,44	22,15	39,38			177,19	276,86
1986	81,45	104,14	104,25	104,14	22,91	40,72			185,59	289,83
1987	82,46	105,65	105,65	105,65	23,19	41,23			188,12	293,77
1988	85,47	109,50	109,50	109,50	24,04	42,73			194,97	304,48
1989	87,60	112,24	112,24	112,24	24,64	43,80			199,84	312,08
1990	90,51	115,97	115,97	115,97	25,46	45,26			206,49	322,46
1991	93,12	119,31	119,31	119,31	26,19	46,56			212,44	331,75
1992	95,25	122,04	122,04	122,04	26,79	47,63			217,30	339,34
1993	98,02	125,71	125,72	125,72	27,56	49,01			223,73	349,45
1994	99,99	128,30	128,16	128,16	28,15	50,07			228,29	356,45
1995	101,28	129,77	129,76	129,76	28,48	50,71			231,19	360,95
1996 DC	101,38	129,89	129,89	129,89	28,51	50,77			231,42	361,30
1997	102,90	131,72	131,87	131,72	28,97	51,38			234,62	366,49
1998	103,97	133,24	133,24	133,24	29,27	51,99			237,21	370,45
					Maintien aux E bénéficiaires au 30/04/08					
1999	104,73	134,16	134,16	134,16	29,42	52,29			238,89	373,04
2000	105,19	134,92	134,92	134,92	29,58	52,59			240,11	375,02
2001	107,17	137,36	137,36	137,36	30,18	53,51			244,38	381,73
2002	109,40	140,17	140,17	140,17	30,77	54,70			249,57	389,73
2003	111,26	142,55	142,55	142,55	31,29	55,63		70,00	253,81	396,36
2004	113,15	144,97	144,97	144,97	31,82	56,57		71,55	258,12	403,09
2005	115,64	148,16	148,16	148,16	32,52	57,82		73,12	263,80	411,96
2006	117,72	150,83	150,82	150,83	33,11	58,86		74,43	268,55	419,37
2007	119,72	153,39	153,39	153,39	33,67	59,86		75,70	273,11	426,50
2008 janvier	120,92	154,92	154,92	154,92	34,01	60,46		76,46	275,84	430,76
					Maintien aux E bénéficiaires au 30/04/08					
2008 mai	120,92	154,92	154,92	154,92	34,01	60,46	60,46	76,46	275,84	430,76
2009	124,54	159,58	159,57	159,57	35,03	62,27	62,27	78,75	284,12	443,69
2010	124,54	159,58	159,57	159,57	35,03	62,27	62,27	78,75	284,12	443,69
2011	126,41	161,97	161,97	161,97	35,55	63,21	63,21	79,93	288,38	450,35
2012 avril	127,68	291,27	454,86	163,59	35,91	63,84	63,84	80,73	291,27	454,86
2012	127,36	258,95	381,64	163,19	35,82	63,68	63,68	80,53	290,55	453,73

(1) A compter de juillet 2003, les familles de trois enfants bénéficient, à partir du vingtième anniversaire de leur aîné, d'une majoration pendant un an de 70 euros du montant versé au titre des AF (et normalement calculé sur la base de deux enfants).

(2) A l'exception de l'aîné quel que soit le nombre d'enfants à charge du 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 30 septembre 1957, et de l'aîné des familles ayant moins de trois enfants à charge depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1957.

A compter de janvier 1999, report d'un an des majorations pour âge :

de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1984).

Les majorations de 11 à 16 ans et de plus de 16 ans restent applicables aux enfants qui en bénéficiaient au 30 avril 2008.

**TIPF 7126 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros constants**

En euros 2011	2 <sup>e</sup> enfant	3 <sup>e</sup> enfant	4 <sup>e</sup> enfant	Par enfant en plus	Majoration 10-15 ans ->1998	Majoration plus de 15 ans -> 1998	Majoration plus de 14 ans (1)	Forfait AF	Familles de	
					[11-16 ans (1)]	16 ans (1)			3 enfants	4 enfants
1946 juillet-décembre	86,17	129,26	129,26	129,26	Enfants nés avant le 01/05/08		Enfants nés après le 01/05/08		215,43	344,69
1947	65,28	97,92	97,92	97,92					163,21	261,13
1948	75,42	113,13	113,13	113,13					188,56	301,69
1949	68,30	102,45	102,45	102,45					170,75	273,20
1950	61,60	92,40	92,40	92,40					154,01	246,41
1951	66,22	99,33	99,33	99,33					165,54	264,87
1952	67,41	101,11	101,11	101,11					168,52	269,63
1953	68,43	102,64	102,64	102,64					171,07	273,71
1954	74,70	112,05	112,05	112,05					186,75	298,80
1955	77,49	116,24	116,24	116,24	16,14	16,14			193,73	309,96
1960	68,83	103,24	103,24	103,24	15,64	15,64			172,07	275,31
1965	78,35	117,52	117,52	117,52	32,05	54,61			195,87	313,39
1970	83,18	134,85	134,85	124,77	34,03	60,49			218,03	352,88
1971	82,59	138,91	138,91	123,89	33,79	60,07			221,50	360,40
1972	82,10	138,08	138,08	123,16	33,59	59,71			220,19	358,27
1973	84,47	142,06	142,06	126,70	34,56	61,43			226,53	368,59
1974	81,16	136,49	136,49	121,74	33,20	59,02			217,65	354,14
1975	84,17	141,56	141,56	126,26	34,43	61,22			225,73	367,29
1976	84,56	142,22	142,22	126,84	34,59	61,50			226,78	369,00
1977	85,94	144,53	144,53	128,91	35,16	62,50			230,47	375,01
1978	93,64	154,93	151,19	142,33	36,77	65,38			248,57	399,76
1979	91,38	155,94	147,00	139,05	35,76	63,57			247,31	394,31
1980	91,15	164,13	147,45	139,53	35,67	63,41			255,28	402,73
1981	96,32	174,95	156,09	148,07	36,06	64,10			271,27	427,36
1982	122,38	162,29	160,65	157,68	35,63	63,33			284,68	445,32
1983	129,96	162,46	164,49	162,46	36,55	64,98			292,42	456,91
1984	128,42	160,53	162,53	160,53	36,12	64,21			288,95	451,48
1985	128,40	160,50	162,50	160,50	36,11	64,20			288,90	451,40
1986	129,35	165,40	165,56	165,40	36,38	64,68			294,75	460,31
1987	126,97	162,69	162,69	162,69	35,71	63,49			289,66	452,34
1988	128,15	164,20	164,20	164,20	36,04	64,08			292,35	456,55
1989	126,78	162,44	162,44	162,44	35,66	63,39			289,22	451,65
1990	127,00	162,72	162,72	162,72	35,72	63,50			289,72	452,43
1991	126,61	162,22	162,22	162,22	35,61	63,30			288,82	451,04
1992	126,56	162,16	162,16	162,16	35,60	63,28			288,72	450,88
1993	127,94	164,07	164,09	164,09	35,96	63,97			292,01	456,10
1994	128,72	165,15	164,97	164,97	36,24	64,45			293,87	458,84
1995	128,25	164,33	164,32	164,32	36,07	64,22			292,76	457,08
1996	125,99	161,42	161,42	161,42	35,43	63,09			287,60	449,02
1997	126,54	161,97	162,16	161,97	35,62	63,18			288,51	450,67
1998	127,07	162,85	162,85	162,85	35,77	63,54			289,92	452,77
1999	127,37	163,15	163,15	163,15	35,78	63,59			290,52	453,66
2000	125,92	161,50	161,50	161,50	35,40	62,96			287,42	448,93
2001	126,31	161,89	161,89	161,89	35,58	63,07			288,02	449,91
2002	126,74	162,38	162,38	162,38	35,65	63,37			289,12	451,50
2003	126,49	162,07	162,07	162,07	35,57	63,25		79,59	288,56	450,63
2004	126,53	162,11	162,11	162,11	35,58	63,26		80,01	288,63	450,74
2005	127,10	162,84	162,84	162,84	35,74	63,55		80,37	289,94	452,79
2006	127,21	162,99	162,98	162,99	35,78	63,61		80,43	290,20	453,19
2007	127,50	163,36	163,36	163,36	35,86	63,75		80,62	290,86	454,22
2008	125,28	160,50	160,50	160,50	35,24	62,64	62,64	79,21	285,78	446,28
2009	128,95	165,23	165,22	165,22	36,27	64,48	64,48	81,54	294,18	459,40
2010	127,10	162,86	162,85	162,85	35,75	63,55	63,55	80,37	289,96	452,80
2011	126,41	161,97	161,97	161,97	35,55	63,21	63,21	79,93	288,38	450,35
<b>Evolution moyenne annuelle</b>										
2011/2001	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %			0,0 %	0,0 %
<b>Rapport 2011/2001</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>	<b>-0,1 %</b>	<b>0,2 %</b>			<b>0,1 %</b>	<b>0,1 %</b>
2011/2006	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %		-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %
2006/2001	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,6 %	0,9 %			0,8 %	0,7 %

(1) A l'exception de l'aîné quel que soit le nombre d'enfants à charge du 1<sup>er</sup> janvier 1955 au 30 septembre 1957, et de l'aîné des familles ayant moins de trois enfants à charge depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1957.  
A compter de janvier 1999, report d'un an des majorations pour âge :  
de 10 à 11 ans (enfants nés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1989) et de 15 à 16 ans (enfants nés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1984).

TIPF 7211 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire à taux plein en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

La majoration de l'ARS n'est pas soumise à la CRDS.

Août 2002, création de l'ARS différentielle =

[(plafond au 1<sup>er</sup> juillet + (ARS x N, nombre d'enfants âgés de 6 à 16 ans ouvrant droit à l'ARS)) – base ressources du 1<sup>er</sup> juillet ] / N.

A compter de l'année 2008, le montant de l'ARS est modulé en fonction de l'âge des enfants : le calcul de l'ARS différentiel est donc modifié en conséquence.

En euros	Plafond de ressources au 1 <sup>er</sup> juillet						Allocation de rentrée scolaire				
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Evolution	Montant ARS	Montant majoration ARS	Montant ARS totale avant CRDS		
1 <sup>er</sup> juillet :											
1978	3 887	4 665	5 442	6 220	777		25,92		25,92		
1979	4 404	5 285	6 166	7 047	881	13,29 %	28,93		28,93		
1980	4 932	5 918	6 904	7 891	986	11,98 %	33,33		33,33		
1981	5 683	6 819	7 956	9 092	1 137	15,22 %	37,99		37,99		
1982	6 784	8 141	9 498	10 854	1 357	19,38 %	40,34		40,34		
1983	7 972	9 566	11 160	12 755	1 594	17,51 %	45,09		45,09		
1984	9 241	11 373	13 505	15 638	2 132	15,92 %	47,24		47,24		
1985	10 064	12 386	14 708	17 031	2 322	8,91 %	50,07		50,07		
1986	10 992	13 529	16 065	18 602	2 537	9,23 %	51,33		51,33		
1987	11 364	13 986	16 609	19 231	2 622	3,38 %	51,84		51,84		
1988	11 752	14 464	17 176	19 888	2 712	3,42 %	53,97		53,97		
1989	12 141	14 942	17 744	20 546	2 802	3,31 %	55,19		55,19		
1990	12 626	15 539	18 453	21 367	2 914	4,00 %	57,17		57,17		
1991	13 204	16 251	19 299	22 346	3 047	4,58 %	58,54		58,54		
1992	13 787	16 968	20 150	23 332	3 182	4,41 %	60,22		60,22		
1993	14 378	17 696	21 014	24 331	3 318	4,29 %	61,44	167,24	228,67		
1994	14 703	18 096	21 489	24 882	3 393	2,26 %	62,64	166,04	228,67		
1995	15 011	18 475	21 939	25 403	3 464	2,10 %	102,14	126,53	228,67		
1996	15 011	18 475	21 939	25 403	3 464	0,00 %	63,42	89,03	152,45		
1997	15 296	18 826	22 356	25 886	3 530	1,90 %	64,33	179,91	244,24		
1998	15 464	19 033	22 602	26 170	3 569	1,10 %	64,94	179,30	244,24		
1999	15 557	19 147	22 738	26 328	3 590	0,60 %	65,40	178,84	244,24		
2000	15 635	19 243	22 851	26 459	3 608	0,50 %	65,86	178,39	244,25		
2001	15 885	19 551	23 217	26 882	3 666	1,60 %	Revenus de référence ... 2003 2004 2005		244,25		
2002	16 140	19 865	23 590	27 315	3 725	1,61 %			250,32		
2003	16 414	20 202	23 990	27 778	3 788	1,70 %			254,57		
2004	16 726	20 586	24 446	28 306	3 860	1,90 %			258,90		
2005	17 011	20 937	24 863	28 789	3 926	1,70 %			264,60		
2006	17 299	21 291	25 283	29 275	3 992	1,69 %			269,35		
Plafond 06 / 0,8	21 624	26 614	31 604	36 594	4 990						
2007	21 991	27 066	32 141	37 216	5 075	1,70 %	2006		273,93		
								Montant de l'ARS (avant CRDS) modulée selon l'âge			
1 <sup>er</sup> janvier :									[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]
janv. 08 = juil. 07	21 991	27 066	32 141	37 216	5 075	0,0 %	2006		273,95	289,03	299,08
2009	22 321	27 472	32 623	37 774	5 151	1,5 %	2007		282,17	297,70	308,05
2010	22 946	28 241	33 536	38 831	5 295	2,8 %	2008		282,17	297,70	308,05
2011	22 970	28 271	33 572	38 873	5 301	0,1 %	2009		286,40	302,17	312,67
2012	23 200	28 554	33 908	39 262	5 354	1,0 %	2010		357,98	377,73	390,82

En euros	Montant ARS de base après CRDS	Montant ARS totale après CRDS	Evol. montant ARS totale après CRDS		
1997 après CRDS	64,01	243,92	60,0 %		
1998 après CRDS	64,62	243,92	0,0 %		
1999 après CRDS	65,07	243,92	0,0 %		
2000 après CRDS	65,53	243,92	0,0 %		
2001 après CRDS		243,92	0,0 %		
2002 après CRDS		249,07	2,1 %		
2003 après CRDS		253,30	1,7 %		
2004 après CRDS		257,61	1,7 %		
2005 après CRDS		263,28	2,2 %		
2006 après CRDS		268,01	1,8 %		
2007 après CRDS		272,57	1,7 %		
Montant de l'ARS (après CRDS) modulée selon l'âge					
		[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]	
2008 après CRDS		272,59	287,59	297,59	
2009 après CRDS		280,76	296,22	306,51	
2010 après CRDS		280,76	296,22	306,51	
2011 après CRDS		284,97	300,66	311,11	
2012 après CRDS		356,20	375,85	390,82	
		[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]	
		0,0 %	5,5 %	9,2 %	
		3,0 %	3,0 %	3,0 %	
		0,0 %	0,0 %	0,0 %	
		1,5 %	1,5 %	1,5 %	
		25,0 %	25,0 %	25,6 %	

**TIPF 7213 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'ARS : en euros courants et en % du Smic**

En euros	Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources					Revenu mensuel en % du Smic net (t-1)				Revenus, SMIC de référence	Variation en points du plafond exprimé en % du SMIC			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants		1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
1978	449,94	539,92	629,91	719,90	89,99	201,6 %	241,9 %	282,2 %	322,5 %	1977				
1979	509,75	611,70	713,65	815,60	101,95	202,7 %	243,2 %	283,7 %	324,3 %	1978	1,1	1,3	1,5	1,7
1980	570,80	684,96	799,12	913,28	114,16	205,2 %	246,3 %	287,3 %	328,3 %	1979	2,6	3,1	3,6	4,1
1981	657,70	789,24	920,78	1 052,32	131,54	206,9 %	248,2 %	289,6 %	331,0 %	1980	1,7	2,0	2,3	2,7
1982	785,18	942,22	1 099,26	1 256,29	157,04	207,0 %	248,4 %	289,8 %	331,2 %	1981	0,1	0,1	0,2	0,2
1983	922,65	1 107,18	1 291,71	1 476,23	184,53	209,1 %	250,9 %	292,7 %	334,5 %	1982	2,1	2,5	2,9	3,3
1984	1 069,51	1 316,32	1 563,13	1 809,94	246,81	218,6 %	269,0 %	319,5 %	369,9 %	1983	9,5	18,1	26,8	35,4
1985	1 164,77	1 433,57	1 702,37	1 971,16	268,80	220,6 %	271,5 %	322,4 %	373,3 %	1984	2,0	2,5	2,9	3,4
1986	1 272,24	1 565,83	1 859,42	2 153,01	293,59	227,2 %	279,6 %	332,0 %	384,5 %	1985	6,6	8,1	9,6	11,2
1987	1 315,24	1 618,77	1 922,29	2 225,81	303,52	227,6 %	280,1 %	332,7 %	385,2 %	1986	0,4	0,5	0,6	0,8
1988	1 360,20	1 674,10	1 988,00	2 301,89	313,90	229,9 %	283,0 %	336,0 %	389,1 %	1987	2,3	2,8	3,3	3,9
1989	1 405,16	1 729,43	2 053,70	2 377,98	324,27	231,7 %	285,2 %	338,7 %	392,2 %	1988	1,8	2,2	2,7	3,1
1990	1 461,32	1 798,55	2 135,77	2 472,99	337,22	234,2 %	288,2 %	342,2 %	396,3 %	1989	2,4	3,0	3,6	4,1
1991	1 528,27	1 880,95	2 233,63	2 586,30	352,68	234,8 %	289,0 %	343,2 %	397,4 %	1990	0,7	0,8	1,0	1,1
1992	1 595,70	1 963,95	2 332,19	2 700,43	368,24	232,8 %	286,6 %	340,3 %	394,0 %	1991	-2,0	-2,5	-2,9	-3,4
1993	1 664,09	2 048,11	2 432,13	2 816,14	384,02	235,5 %	289,8 %	344,2 %	398,5 %	1992	2,7	3,3	3,9	4,5
1994	1 701,71	2 094,41	2 487,11	2 879,80	392,70	237,7 %	292,6 %	347,4 %	402,3 %	1993	2,2	2,7	3,3	3,8
1995	1 737,39	2 138,33	2 539,26	2 940,20	400,94	240,2 %	295,7 %	351,1 %	406,6 %	1994	2,5	3,1	3,7	4,3
1996	1 737,39	2 138,33	2 539,26	2 940,20	400,94	233,8 %	287,8 %	341,8 %	395,7 %	1995	-6,4	-7,9	-9,3	-10,8
1997	1 770,40	2 178,96	2 587,52	2 996,08	408,56	233,4 %	287,3 %	341,1 %	395,0 %	1996	-0,4	-0,5	-0,6	-0,7
1998	1 789,86	2 202,91	2 615,95	3 028,99	413,04	228,5 %	281,2 %	333,9 %	386,6 %	1997	-4,9	-6,1	-7,2	-8,4
1999	1 800,61	2 216,14	2 631,67	3 047,20	415,53	221,5 %	272,6 %	323,7 %	374,8 %	1998	-7,0	-8,6	-10,2	-11,8
2000	1 809,59	2 227,18	2 644,78	3 062,37	417,59	219,7 %	270,4 %	321,1 %	371,8 %	1999	-1,7	-2,2	-2,6	-3,0
2001	1 838,55	2 262,83	2 687,11	3 111,39	424,28	218,4 %	268,8 %	319,2 %	369,6 %	2000	-1,3	-1,6	-2,0	-2,3
2002	1 868,06	2 299,19	2 730,32	3 161,46	431,13	213,8 %	263,2 %	312,5 %	361,9 %	2001	-4,6	-5,6	-6,6	-7,7
2003	1 899,77	2 338,19	2 776,62	3 215,05	438,43	210,4 %	259,0 %	307,5 %	356,1 %	2002	-3,4	-4,2	-5,0	-5,8
2004	1 935,88	2 382,64	2 829,40	3 276,16	446,76	207,4 %	255,2 %	303,1 %	350,9 %	2003	-3,0	-3,7	-4,4	-5,1
2005	1 968,87	2 423,26	2 877,66	3 332,06	454,40	199,8 %	245,9 %	292,0 %	338,1 %	2004	-7,6	-9,3	-11,1	-12,8
2006	2 002,20	2 464,24	2 926,27	3 388,31	462,04	192,7 %	237,1 %	281,6 %	326,0 %	2005	-7,1	-8,8	-10,4	-12,1
2007	2 036,20	2 506,11	2 976,02	3 445,93	469,91	188,3 %	231,8 %	275,2 %	318,7 %	2006	-4,3	-5,3	-6,3	-7,3
2008	2 036,20	2 506,11	2 976,02	3 445,93	469,91	188,3 %	231,8 %	275,2 %	318,7 %	2006	0,0	0,0	0,0	0,0
2009	2 066,76	2 543,70	3 020,65	3 497,59	476,94	186,4 %	229,4 %	272,4 %	315,4 %	2007	-2,0	-2,4	-2,9	-3,3
2010	2 124,63	2 614,91	3 105,19	3 595,46	490,28	186,0 %	228,9 %	271,8 %	314,7 %	2008	-0,4	-0,5	-0,6	-0,7
2011	2 126,85	2 617,69	3 108,52	3 599,35	490,83	182,8 %	225,0 %	267,2 %	309,4 %	2009	-3,2	-3,9	-4,6	-5,4
Ecart 2011-2001 en points											-35,6	-43,8	-52,0	-60,2
Ecart 2011-2006 en points											-9,8	-12,1	-14,4	-16,6



**T1PF 7214 : Montant de l'ARS et revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'ARS en euros constants**

En euros 2011	Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources					Montant ARS totale					
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant	Montant ARS	Evolution				
1978	1 457,94	1 749,53	2 041,12	2 332,71	291,59	83,98					
1980	1 470,42	1 764,51	2 058,59	2 352,68	294,08	85,87	1,5 %				
1985	1 899,07	2 337,32	2 775,57	3 213,82	438,25	81,63	0,1 %				
1990	2 050,36	2 523,51	2 996,67	3 469,82	473,15	80,21	0,4 %				
1995	2 200,10	2 707,81	3 215,53	3 723,24	507,72	289,57	-1,6 %				
2000	2 166,19	2 666,08	3 165,96	3 665,85	499,89	292,38	-1,6 %				
2001	2 166,90	2 666,95	3 167,00	3 667,06	500,05	287,87	-1,5 %				
2002	2 164,11	2 663,57	3 163,04	3 662,50	499,46	289,99	0,7 %				
2003	2 159,90	2 658,36	3 156,82	3 655,28	498,46	289,43	-0,2 %				
2004	2 164,71	2 664,28	3 163,85	3 663,42	499,57	289,50	0,03 %				
2005	2 163,98	2 663,41	3 162,84	3 662,27	499,43	290,82	0,5 %				
2006	2 163,65	2 662,94	3 162,24	3 661,53	499,29	291,07	0,1 %				
2007	2 168,57	2 669,02	3 169,48	3 669,93	500,45	291,74	0,2 %				
Traitement des plafonds avec les prix de l'exercice (t-1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans.						Montant de l'ARS (avant CRDS) modulée selon l'âge					
						Montant			Evolution (t) / ( t - 1)		
Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).						[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]	[6-10 ans]	[11-14 ans]	[15-18 ans]
2008 prix 2007	2 168,57	2 669,02	3 169,48	3 669,93	500,45	283,82	299,44	309,85	-2,7 %	2,6 %	6,2 %
2009 prix 2008	2 141,22	2 635,34	3 129,47	3 623,60	494,13	292,16	308,24	318,96	2,9 %	2,9 %	2,9 %
2010 prix 2009	2 199,87	2 707,51	3 215,15	3 722,78	507,64	287,97	303,82	314,38	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %
2011 prix 2010	2 170,54	2 671,46	3 172,37	3 673,29	500,92	286,40	302,17	312,67	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %
Evolution moyenne annuelle [2009 (prix 2008) / 1999 (prix 1999)]						Montant ARS : évolution moyenne annuelle [2009 (prix 2009) / 1999]					
2011/2001	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	-0,1 %	0,5 %	0,8 %			
Rapport calculé avec 2010 (prix 2008)						Rapport					
2011/2001	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	-0,5 %	5,0 %	8,6 %			
2011/2006	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	-1,6 %	3,8 %	7,4 %			
2006/2001	-0,1 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %			

**TIPF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros**

	Montant du CF		Evolution montant du CF en euros constants	Montant AJE-APJE		Evolution montant AJE-APJE en euros constants	Montant CF après CRDS	Montant AJE-APJE après CRDS
	En euros courants	En euros 2011		En euros courants	En euros 2011			
1978	52,72	170,84						
1979	56,57	165,42						
1980	64,03	164,94	-0,29 %					
1981	73,43	166,81	1,13 %					
1982	83,76	170,16	2,01 %					
1983	91,77	170,08	-0,05 %					
1984	96,82	167,05	-1,78 %					
1985	102,48	167,09	0,02 %	113,10	170,63			
1986	105,96	168,29	0,72 %	116,93	171,83	0,7 %		
1987	107,31	165,24	-1,82 %	118,35	168,62	-1,9 %		
1988	111,22	166,78	0,93 %	122,70	170,23	1,0 %		
1989	113,98	164,96	-1,09 %	125,77	168,42	-1,1 %		
1990	117,80	165,29	0,20 %	129,96	168,73	0,2 %		
1991	121,25	164,85	-0,27 %	133,66	168,15	-0,3 %		
1992	123,97	164,71	-0,08 %	136,73	168,10	0,0 %		
1993	127,69	166,66	1,18 %	140,79	170,03	1,1 %		
1994	130,28	167,70	0,63 %	143,67	171,12	0,6 %		
1995	131,89	167,02	-0,41 %	145,45	170,43	-0,4 %		
1996	132,02	164,07	-1,77 %	145,59	167,42	-1,8 %		
1997	133,85	164,60	0,32 %	147,72	168,08	0,4 %	133,18	146,99
1998	135,37	165,45	0,52 %	149,40	168,96	0,5 %	134,70	148,65
1999	136,29	165,74	0,17 %	150,31	169,15	0,1 %	135,61	149,56
2000	137,05	164,06	-1,02 %	151,08	167,34	-1,1 %	136,37	150,32
2001	139,49	164,40	0,21 %	153,82	167,75	0,2 %	138,79	153,05
2002	142,39	164,96	0,34 %	157,09	168,39	0,4 %	141,68	156,31
2003	144,81	164,64	-0,19 %	159,76	168,07	-0,2 %	144,09	158,97
2004	147,27	164,68	0,02 %	162,47	168,10	0,0 %	146,54	161,66
2005	150,51	165,43	0,45 %	166,05	168,87	0,5 %	149,76	165,22
2006	153,22	165,58	0,09 %	169,04	169,04	0,1 %	152,46	168,20
2007	155,82	165,95	0,23 %				155,05	
2008	157,38	163,05	-1,75 %				156,60	
2009	162,10	167,84	2,94 %				161,29	
2010	162,10	165,43	-1,44 %				161,29	
2011	164,53	164,53	-0,54 %				163,71	
2012 avril	166,18						165,35	
2012	165,77							
<b>Evolution moyenne annuelle</b>								
2011/2001	1,7 %	0,0 %					1,66 %	
<b>Rapport</b>								
2011/2001	18,0 %	0,1 %					18,0 %	
2011/2006	7,4 %	-0,6 %					7,4 %	
2006/2001	9,8 %	0,7 %					9,8 %	

## TIPF 7321 : Plafond de ressources du CF, de l'APJE et du complément pour frais de garde de l'AJPP (de l'APJE) en euros

Dans les DOM, les plafonds de CF sont ceux fixés pour l'attribution de l'ARS.

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En janvier 1985, l'abattement forfaitaire de ressources a été remplacé par une majoration de plafonds.

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

(2) Montant minimum du revenu d'activité permettant d'avoir droit à l'abattement double activité = 12 fois la BMAF (t-1).

Les parents isolés bénéficient de cette majoration de plafond.

(3) Plafond CF à taux plein.

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants (3)	4 enfants (3)	Par enfant	Majoration double activité (2)	Majoration CF différentiel (3)	Evolution (1 E) au 1 <sup>er</sup> juillet plafond 3 E	Année référence des revenus et des revenus
janvier 1978	4 859	5 831	6 803	7 775	972	854			
<b>juillet :</b>									
1978	5 492	6 590	7 689	8 787	1 098	965	Information		1977
1980	6 818	8 182	9 546	10 909	1 364	1 198	disponible	12,09 %	1979
1985	11 053	13 263	15 916	18 568	2 653	3 554	non	5,60 %	1984
1986	11 583	13 900	16 680	19 460	2 780	3 724	exploitée	4,80 %	1985
1987	12 012	14 414	17 297	20 180	2 883	3 862		3,70 %	1986
1988	12 288	14 746	17 695	20 644	2 949	3 951		2,30 %	1987
1989	12 816	15 380	18 456	21 532	3 076	4 121		4,30 %	1988
1990	13 547	16 257	19 508	22 759	3 251	4 356		5,70 %	1989
1991	14 373	17 248	20 698	24 147	3 450	4 622		6,10 %	1990
1992	15 149	18 179	21 815	25 451	3 636	4 871		5,40 %	1991
1993	15 574	18 688	22 426	26 164	3 738	5 008		2,80 %	1992
1994	15 761	18 913	22 695	26 478	3 783	5 068		1,20 %	1993
1995	16 107	19 329	23 195	27 061	3 866	5 179		2,20 %	1994
1996	16 107	19 329	23 195	27 061	3 866	5 179			1995
1997	16 413	19 696	23 635	27 575	3 939	5 277		1,90 %	1996
1998	16 594	19 913	23 895	27 878	3 983	5 336		1,10 %	1997
1999	16 693	20 032	24 038	28 045	4 006	5 368		0,60 %	1998
2000	16 777	20 132	24 159	28 185	4 026	5 394		0,50 %	1999
2001	17 045	20 454	24 545	28 636	4 091	5 481		1,60 %	2000
2002	17 318	20 782	24 938	29 094	4 156	5 568		1,60 %	2001
2003	17 613	21 136	25 363	29 590	4 227	5 663		1,70 %	2002
2004	17 948	21 538	25 845	30 152	4 307	5 771		1,90 %	2003
2005	18 253	21 904	26 285	30 666	4 381	5 869		1,70 %	2004
2006	18 563	22 276	26 731	31 186	4 455	5 969		1,70 %	2005
Plafond 2006 / 0,8	23 204	27 845	33 414	38 983	5 569	7 461			
juillet 2007	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	7 588	1 839	1,70 %	<b>2006</b>
janv. 08 = juil. 07	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	7 588	1 839		<b>2006</b>
<b>janvier :</b>								<b>Evol. au 1<sup>er</sup> janvier</b>	
2009	23 951	28 741	34 489	40 237	5 748	7 702	1 870	1,49 %	2007
2010	24 623	29 548	35 457	41 366	5 909	7 918	1 889	2,81 %	2008
2011	24 648	29 578	35 493	41 408	5 915	7 926	1 945	0,10 %	2009
2012 janvier	24 894	29 873	35 848	41 823	5 975	8 005	1 945	1,00 %	2010
2012 avril									

## TIPF 7322 : Plafond de ressources annuel du CF et de l'APJE en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En janvier 1985, l'abattement forfaitaire de ressources a été remplacé par une majoration de plafonds.

En euros courants	1 enfant RP1 (1)	2 enfants	3 enfants RP3	4 enfants	Par enfant	Majoration (2)	Evolution annuelle (1 E)	(Plafond APJE 1 E RP1 / 0,72) rapporté au [SMIC RNI net moy. (t-1)]		
1978	5 123	6 148	7 172	8 197	1 025	900				
1979	5 738	6 886	8 033	9 181	1 148	1 008	12,01 %	46,39 %		
1980	6 389	7 667	8 945	10 223	1 278	1 123	11,35 %	46,7 %		
1985	10 711	12 853	15 423	17 994	2 571	3 444	44,47 %	75,5 %		
1990	13 121	15 745	18 894	22 043	3 149	4 219	4,90 %	78,2 %		
1995	15 905	19 086	22 903	26 721	3 817	5 114	1,62 %	81,8 %		
2000	16 735	20 082	24 099	28 115	4 016	5 381	0,55 %	75,6 %		
2005	18 101	21 721	26 065	30 409	4 344	5 820	1,80 %	68,4 %		
2006	18 408	22 090	26 508	30 926	4 418	5 919	1,70 %	65,9 %		
Plafonds 1978-2006 divisés par 0,8 afin de permettre une comparaison avec les plafonds postérieurs à 2006 (relevés suite à la suppression de l'abattement de 20 %)								Plafond CF 3 E, 1 revenu / SMIC net moyen	Plafond CF 3 E, 2 revenus / SMIC net moyen	Année référence du SMIC et des revenus
1978	6 404	7 684	8 965	10 246	1 281	1 125				1977
1979	7 173	8 607	10 042	11 476	1 435	1 260	12,01 %	3,70	4,16	1978
1980	7 987	9 584	11 181	12 778	1 597	1 403	11,35 %	3,72	4,19	1979
1981	8 995	10 794	12 593	14 392	1 799	1 581	12,65 %	3,67	4,13	1980
1982	10 244	12 293	14 342	16 391	2 049	1 800	13,88 %	3,50	3,94	1981
1983	11 443	13 732	16 020	18 309	2 289	2 011	11,70 %	3,36	3,78	1982
1984	12 434	14 920	17 625	20 330	2 705	2 980	48,19 %	3,34	3,90	1983
1985	13 388	16 066	19 279	22 492	3 213	4 305	44,47 %	3,38	4,14	1984
1986	14 092	16 910	20 292	23 675	3 382	4 531	5,26 %	3,36	4,10	1985
1987	14 702	17 642	21 171	24 699	3 528	4 727	4,33 %	3,39	4,15	1986
1988	15 158	18 190	21 828	25 466	3 638	4 874	3,10 %	3,42	4,18	1987
1989	15 635	18 762	22 515	26 267	3 752	5 027	3,14 %	3,44	4,21	1988
1990	16 401	19 681	23 618	27 554	3 936	5 274	4,90 %	3,50	4,29	1989
1991	17 364	20 837	25 005	29 172	4 167	5 583	5,87 %	3,56	4,35	1990
1992	18 371	22 045	26 454	30 863	4 409	5 907	5,80 %	3,57	4,37	1991
1993	19 158	22 989	27 587	32 185	4 598	6 160	4,28 %	3,61	4,42	1992
1994	19 564	23 477	28 173	32 868	4 696	6 291	2,12 %	3,64	4,46	1993
1995	19 881	23 858	28 629	33 401	4 772	6 393	1,62 %	3,67	4,48	1994
1996	20 134	24 161	28 994	33 826	4 832	6 474	1,27 %	3,61	4,42	1995
1997	20 326	24 391	29 269	34 147	4 878	6 535	0,95 %	3,57	4,37	1996
1998	20 630	24 756	29 707	34 658	4 951	6 633	1,50 %	3,51	4,29	1997
1999	20 805	24 965	29 959	34 952	4 993	6 689	0,85 %	3,41	4,17	1998
2000	20 919	25 103	30 123	35 144	5 021	6 726	0,55 %	3,39	4,14	1999
2001	21 139	25 367	30 440	35 513	5 073	6 797	1,05 %	3,35	4,10	2000
2002	21 477	25 773	30 927	36 081	5 154	6 905	1,60 %	3,28	4,01	2001
2003	21 832	26 199	31 438	36 678	5 239	7 019	1,65 %	3,22	3,94	2002
2004	22 226	26 671	32 005	37 339	5 334	7 146	1,81 %	3,17	3,88	2003
2005	22 626	27 151	32 581	38 011	5 430	7 275	1,80 %	3,06	3,74	2004
2006	23 010	27 613	33 135	38 658	5 523	7 399	1,70 %	2,95	3,61	2005
2007	23 401	28 082	33 697	39 313	5 616	7 525	1,70 %	2,89	3,53	<b>2006</b>
2008	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	7 588	0,84 %	2,91	3,56	<b>2006</b>
2009	23 951	28 741	34 489	40 237	5 748	7 702	1,50 %	2,88	3,52	2007
2010	24 623	29 548	35 457	41 366	5 909	7 918	2,81 %	2,87	3,52	2008
2011	24 648	29 578	35 493	41 408	5 915	7 926	0,10 %	2,82	3,46	2009
2012	24 894	29 873	35 848	41 823	5 975	8 005	1,00 %	2,82	3,45	2010

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

(2) Montant minimum du revenu d'activité permettant d'avoir droit à l'abattement double activité = 12 fois la BMAF (t - 1).

Les parents isolés bénéficient de cette majoration de plafond.

**TIPF 7325 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources CF, AJPP, APJE en euros constants**

En euros 2011	1 revenu				2 revenus et parents isolés				SMIC
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Revenus
1978	1 921,29	2 305,55	2 689,81	3 074,07	2 258,86	2 643,12	3 027,38	3 411,64	1977
1979	1 941,94	2 330,33	2 718,72	3 107,11	2 283,15	2 671,53	3 059,92	3 448,31	1978
1980	1 904,98	2 285,97	2 666,97	3 047,96	2 239,70	2 620,70	3 001,70	3 382,69	1979
1981	1 892,06	2 270,47	2 648,88	3 027,30	2 224,56	2 602,97	2 981,39	3 359,80	1980
1982	1 927,06	2 312,47	2 697,88	3 083,29	2 265,69	2 651,10	3 036,51	3 421,92	1981
1983	1 963,64	2 356,36	2 749,09	3 141,83	2 308,70	2 701,42	3 094,15	3 486,88	1982
1984	1 986,43	2 383,70	2 815,83	3 247,95	2 462,50	2 859,77	3 291,89	3 724,01	1983
1985	2 021,16	2 425,39	2 910,47	3 395,54	2 671,06	3 075,29	3 560,37	4 045,44	1984
1986	2 072,31	2 486,77	2 984,13	3 481,48	2 738,65	3 153,12	3 650,47	4 147,82	1985
1987	2 096,11	2 515,33	3 018,40	3 521,47	2 770,11	3 189,33	3 692,40	4 195,46	1986
1988	2 104,58	2 525,49	3 030,60	3 535,70	2 781,30	3 202,21	3 707,32	4 212,42	1987
1989	2 095,16	2 514,19	3 017,03	3 519,87	2 768,84	3 187,88	3 690,72	4 193,56	1988
1990	2 130,75	2 556,90	3 068,28	3 579,66	2 815,87	3 242,02	3 753,41	4 264,79	1989
1991	2 185,93	2 623,12	3 147,74	3 672,36	2 888,79	3 325,99	3 850,61	4 375,23	1990
1992	2 260,10	2 712,13	3 254,55	3 796,98	2 986,82	3 438,84	3 981,27	4 523,70	1991
1993	2 315,24	2 778,30	3 333,96	3 889,63	3 059,69	3 522,75	4 078,42	4 634,08	1992
1994	2 331,85	2 798,23	3 357,89	3 917,54	3 081,64	3 548,03	4 107,68	4 667,33	1993
1995	2 331,14	2 797,38	3 356,85	3 916,33	3 080,69	3 546,93	4 106,41	4 665,88	1994
1996	2 316,88	2 780,26	3 336,32	3 892,37	3 061,84	3 525,23	4 081,28	4 637,33	1995
1997	2 314,29	2 777,15	3 332,58	3 888,02	3 058,41	3 521,27	4 076,71	4 632,14	1996
1998	2 334,58	2 801,50	3 361,81	3 922,11	3 085,23	3 552,15	4 112,46	4 672,77	1997
1999	2 342,67	2 811,20	3 373,44	3 935,68	3 095,92	3 564,46	4 126,70	4 688,94	1998
2000	2 318,63	2 782,35	3 338,82	3 895,29	3 064,16	3 527,88	4 084,35	4 640,82	1999
2001	2 306,86	2 768,24	3 321,88	3 875,53	3 048,60	3 509,98	4 063,62	4 617,27	2000
2002	2 303,78	2 764,56	3 317,45	3 870,33	3 044,51	3 505,29	4 058,17	4 611,05	2001
2003	2 298,27	2 757,98	3 309,53	3 861,09	3 037,21	3 496,92	4 048,47	4 600,03	2002
2004	2 301,19	2 761,48	3 313,72	3 865,97	3 041,10	3 501,38	4 053,63	4 605,87	2003
2005	2 302,58	2 763,14	3 315,75	3 868,35	3 042,94	3 503,51	4 056,11	4 608,72	2004
2006	2 302,36	2 762,88	3 315,45	3 868,03	3 042,67	3 503,19	4 055,76	4 608,34	2005
2007 prix 2007	2 307,60	2 769,16	3 322,95	3 876,74	3 049,61	3 511,18	4 064,97	4 618,76	<b>2006</b>
<b>Traitement avec les prix de l'exercice (t - 1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans.</b>									
2008 prix 2007	2 327,04	2 792,48	3 350,92	3 909,36	3 075,30	3 540,75	4 099,19	4 657,62	<b>2006</b>
2009 prix 2008	2 297,58	2 757,08	3 308,47	3 859,87	3 036,42	3 495,92	4 047,31	4 598,71	2007
2010 prix 2009	2 360,64	2 832,81	3 399,31	3 965,82	3 119,75	3 591,92	4 158,42	4 724,93	2008
2011 prix 2010	2 329,10	2 794,96	3 353,89	3 912,83	3 078,07	3 543,92	4 102,86	4 661,79	2009

**\* Evolution annuelle en euros constants**

	1 revenu				2 revenus et parents isolés			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants
1990	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
1991	2,6 %	2,6 %	2,6 %	2,6 %	2,6 %	2,6 %	2,6 %	2,6 %
1992	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %	3,4 %
1993	2,4 %	2,4 %	2,4 %	2,4 %	2,4 %	2,4 %	2,4 %	2,4 %
1994	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %
1995	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
1996	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %
1997	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %
1998	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %	0,9 %
1999	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
2000	-1,0 %	-1,0 %	-1,0 %	-1,0 %	-1,0 %	-1,0 %	-1,0 %	-1,0 %
2001	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %
2002	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %
2003	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
2004	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2005	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2006	-0,010 %	-0,010 %	-0,009 %	-0,008 %	-0,009 %	-0,009 %	-0,009 %	-0,008 %
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
2008 prix 2007	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %
2009 prix 2008	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %
2010 prix 2009	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %
2011 prix 2010	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %

**TIPF 7411 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros depuis 2004**

En euros courants, au 1 <sup>er</sup> janvier	Prime de naissance (PN)	Prime d'adoption (1)	Allocation de base (AB)	Complément libre choix d'activité (CLCA)						Complément optionnel de libre choix d'activité	
				Avec droit à l'allocation de base			Sans droit à l'allocation de base				
				Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %	Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %	Avec AB	Sans AB
2004	812,37	812,37	162,47	341,64	220,85	127,40	504,11	383,33	289,87		
2005 janv.-juil.	830,25	830,25	166,05	349,16	225,71	130,20	515,21	391,76	296,25		
2005 [août	830,25	1 690,36	166,05	349,16	225,71	130,20	515,21	391,76	296,25		
2006	845,18	1 690,36	169,04	355,44	229,77	132,54	524,47	398,81	301,58	580,96	750,00
2007	859,54	1 719,08	171,91	361,47	233,68	134,80	533,38	405,58	306,70	590,85	762,76
2008	868,13	1 736,27	173,63	365,09	236,01	136,14	538,72	409,64	309,77	596,75	770,38
2009	894,19	1 788,37	178,84	376,05	243,09	140,23	554,88	421,93	319,07	614,66	793,50
2010	894,19	1 788,37	178,84	376,05	243,09	140,23	554,88	421,93	319,07	614,66	793,50
2011	907,60	1 815,21	181,52	381,69	246,74	142,33	563,21	428,26	323,85	623,89	805,41
Avril 2012	916,70	1 833,41	183,34	385,51	249,22	143,76	568,85	432,56	327,10	630,14	813,48
2012	914,43	1 828,86	182,89	384,56	248,60	143,40	567,44	431,49	326,29	628,58	811,46
* Evolution en euros courants											
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2009	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2012	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %
Après CRDS											
2010	889,72	1 779,43	177,95	374,17	241,88	139,53	552,11	419,83	317,48	611,59	789,54
2011	903,07	1 806,14	180,62	379,79	245,51	141,62	560,40	426,12	322,24	620,78	801,39
Avril 2012	912,12	1 824,25	182,43	383,59	247,98	143,05	566,01	430,40	325,47	626,99	809,42

(1) Le montant 2006 s'applique aux enfants adoptés à compter du 1<sup>er</sup> août 2005.

**Montant plafond du complément libre choix du mode de garde (CMG) de la PAJE : trois cas**

Les montants sont majorés depuis septembre 2009, pour garde en horaires spécifiques et depuis juin 2012, pour les bénéficiaires de l'AAH.

Depuis juin 2012, les plafonds de ressources sont majorés pour les personnes isolées.

En euros courants, au 1 <sup>er</sup> janvier	1. Complément mode de garde : garde à domicile						Evolution en euros courants du CMG : cas général					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum
2004	152,54	254,27	355,96	76,27	127,15	178,00						
2005	155,90	259,86	363,79	77,95	129,95	181,91	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	158,70	264,54	370,33	79,35	132,29	185,19	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	161,40	269,03	376,63	80,70	134,53	188,33	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008 1 <sup>er</sup> janvier	163,01	271,72	380,39	81,50	135,88	190,21						
2008 1 <sup>er</sup> mai	163,01	271,72	430,91	81,50	135,88	215,46						
2008	163,01	271,72	414,07	81,50	135,88	207,04	1,0 %	1,0 %	9,9 %	1,0 %	1,0 %	9,9 %
2009	167,90	279,87	443,84	83,95	139,96	221,92	3,0 %	3,0 %	7,2 %	3,0 %	3,0 %	7,2 %
2010	167,90	279,87	443,84	83,95	139,96	221,92	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	170,42	284,07	450,50	85,21	142,06	225,25	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Avril 2012	172,13	286,92	455,02	86,06	143,48	227,51	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2012	171,70	286,21	453,89	85,85	143,13	226,95	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %
<b>Après CRDS</b>												
2010	167,07	278,48	441,63	83,54	139,27	220,82	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	169,57	282,65	448,25	84,79	141,35	224,13	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Avril 2012	171,27	285,49	452,75	85,63	142,77	226,38	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Rapport 2011 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						



En euros courants, au 1 <sup>er</sup> janvier	2. Complément mode de garde avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle						Evolution en euros courants du CMG avec recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum
2004	406,81	508,50	610,19	203,41	254,25	305,10						
2005	415,76	519,69	623,62	207,88	259,85	311,81	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	423,23	529,03	634,83	211,62	264,52	317,42	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	430,43	538,02	645,62	215,22	269,01	322,81	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	434,73	543,40	652,07	217,37	271,70	326,04	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2009	447,77	559,71	671,64	223,89	279,86	335,82	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	447,77	559,71	671,64	223,89	279,86	335,82	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	454,49	568,11	681,72	227,25	284,06	340,86	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Avril 2012	459,05	573,80	688,55	229,53	286,90	344,28	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2012	457,91	572,38	686,84	228,96	286,19	343,43	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %
Après CRDS												
2010	445,54	556,92	668,29	222,78	278,47	334,15	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	452,22	565,27	678,32	226,12	282,64	339,16	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Avril 2012	456,76	570,94	685,11	228,39	285,47	342,56	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Rapport 2011 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						

En euros courants, au 1 <sup>er</sup> janvier	3. Complément mode de garde en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile						Evolution en euros courants du CMG en cas de recours à une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile					
	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans			Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum
2004	533,92	635,61	737,34	266,96	317,81	368,67						
2005	545,67	649,60	753,56	272,84	324,80	376,78	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	555,48	661,28	767,12	277,74	330,64	383,56	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	564,92	672,52	780,15	282,46	336,26	390,08	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2008	570,57	679,24	787,95	285,29	339,62	393,98	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2009	587,69	699,63	811,60	293,85	349,82	405,80	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	587,69	699,63	811,60	293,85	349,82	405,80	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	596,51	710,12	823,78	298,26	355,06	411,89	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Avril 2012	602,49	717,24	832,03	301,25	358,62	416,02	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
2012	601,00	715,46	829,97	300,50	357,73	414,99	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %	0,75 %
Après CRDS												
2010	584,76	696,14	807,55	292,39	348,08	403,78	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	593,53	706,57	819,67	296,77	353,29	409,84	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
Avril 2012	599,45	713,66	827,87	299,75	356,83	413,94	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %
Rapport 2011 entre les barèmes selon l'âge des enfants				50 %	50 %	50 %						

**TIPF 7412 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros constants**

En euros 2011	Prime de naissance (PN)	Prime d'adoption (1)	Allocation de base (AB)	Complément libre choix d'activité (CLCA)					
				Avec droit à l'allocation de base			Sans droit à l'allocation de base		
				Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %	Taux plein	Activité au plus égale à 50 %	Activité réduite entre 50 et 80 %
2004	908,40	908,40	181,68	382,02	246,96	142,46	563,70	428,64	324,13
2005 moyen.	912,53	1 385,20	182,51	383,76	248,08	143,10	566,27	430,58	325,61
2006	913,33	1 826,66	182,67	384,10	248,30	143,23	566,76	430,97	325,90
2007	915,41	1 830,83	183,09	384,97	248,87	143,56	568,05	431,94	326,64
2008	899,41	1 798,82	179,89	378,24	244,51	141,04	558,13	424,40	320,93
2009	925,85	1 851,70	185,17	389,37	251,70	145,20	574,53	436,87	330,37
2010	912,56	1 825,11	182,51	383,77	248,08	143,11	566,28	430,60	325,62
2011	907,60	1 815,21	181,52	381,69	246,74	142,33	563,21	428,26	323,85
Rapport 2011/2006	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %
<b>Evolution</b>									
2006	0,1 %	31,9 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
2008	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,8 %	-1,8 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %
2009	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %
2010	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %
2011	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %

(1) Le montant 2006 s'applique aux enfants adoptés à compter du 1<sup>er</sup> août 2005.

**Complément mode de garde (CMG) de la PAJE : trois cas**

En euros 2011	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum
	1. Complément mode de garde : garde à domicile					
2004	170,57	284,33	398,04	85,29	142,18	199,04
2005	171,35	285,61	399,84	85,67	142,83	199,94
2006	171,50	285,87	400,19	85,75	142,96	200,12
2007	171,89	286,52	401,11	85,95	143,28	200,57
2008	168,88	281,51	428,99	84,44	140,78	214,50
2009	173,85	289,78	459,56	86,92	144,92	229,78
2010	171,35	285,62	452,96	85,67	142,83	226,48
2011	170,42	284,07	450,50	85,21	142,06	225,25
Rapport 2011/2006	-0,6 %	-0,6 %	<b>12,6 %</b>	-0,6 %	-0,6 %	<b>12,6 %</b>
<b>Evolution</b>						
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
2008	-1,8 %	-1,7 %	<b>6,9 %</b>	-1,8 %	-1,7 %	6,9 %
2009	2,9 %	2,9 %	<b>7,1 %</b>	2,9 %	2,9 %	7,1 %
2010	-1,4 %	-1,4 %	<b>-1,4 %</b>	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %
2011	-0,5 %	-0,5 %	<b>-0,5 %</b>	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %

En euros 2011	Enfant de [0-3] ans			Enfant de [3-6] ans		
	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum
	2. Complément mode de garde avec recours à <u>une association ou une entreprise pour l'emploi d'une assistante maternelle</u>					
2004	454,90	568,61	682,32	227,45	284,30	341,16
2005	456,96	571,19	685,42	228,48	285,60	342,71
2006	457,36	571,69	686,02	228,68	285,84	343,01
2007	458,41	572,99	687,59	229,21	286,50	343,79
2008	450,39	562,98	675,56	225,20	281,49	337,78
2009	463,63	579,53	695,42	231,81	289,77	347,71
2010	456,97	571,21	685,44	228,48	285,60	342,72
2011	454,49	568,11	681,72	227,25	284,06	340,86
Rapport 2011/2006	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %
<b>Evolution</b>						
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
2008	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,8 %	-1,7 %	-1,7 %
2009	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %
2010	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %
2011	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %

En euros 2011	3. Complément mode de garde en cas de recours à <u>une association ou une entreprise pour l'emploi d'un employé à domicile</u>					
	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum	Montant minimum	Montant médian	Montant maximum
2004	597,03	710,74	824,50	298,52	355,37	412,25
2005	599,75	713,98	828,24	299,88	356,99	414,12
2006	600,27	714,60	828,98	300,14	357,30	414,49
2007	601,64	716,24	830,86	300,82	358,12	415,44
2008	591,13	703,71	816,34	295,56	351,86	408,17
2009	608,50	724,41	840,34	304,25	362,20	420,17
2010	599,76	714,00	828,27	299,88	357,00	414,14
2011	596,51	710,12	823,78	298,26	355,06	411,89
Rapport 2011/2006	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %
<b>Evolution</b>						
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
2008	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %
2009	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %
2010	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %
2011	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %

## TIPF 7421 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en 2006 inclus, 90 % ensuite.

Depuis juin 2012, les plafonds de ressources sont majorés pour les personnes isolées.

### \* Allocation de base et prime de naissance PAJE (P1) depuis 2004

En euros courants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 <sup>e</sup>	Majoration parents isolés ou double activité (2)	Evolution (1 E) au 1 <sup>er</sup> juillet	Revenus de référence
1 <sup>er</sup> janvier 2004	24 129	28 955	34 746	40 537	5 791	7 758		2002
1 <sup>er</sup> juillet 2004	24 588	29 506	35 407	41 308	5 901	7 905	1,9 %	2003
1 <sup>er</sup> juillet 2005	25 005	30 006	36 007	42 008	6 001	8 039	1,7 %	2004
1 <sup>er</sup> juillet 2006	25 430	30 516	36 619	42 722	6 103	8 176	1,7 %	2005
Plafond 06 / 0,8	31 788	38 145	45 774	53 403	7 629	10 220		
1 <sup>er</sup> juillet 2007	32 328	38 794	46 553	54 312	7 759	10 394	1,7 %	2006
Janv. 08 = juil. 07	32 328	38 794	46 553	54 312	7 759	10 394	au 1 <sup>er</sup> janvier	2006
1 <sup>er</sup> janvier 2009	32 813	39 376	47 251	55 126	7 875	10 550	1,5 %	2007
1 <sup>er</sup> janvier 2010	33 731	40 477	48 573	56 669	8 096	10 845	2,8 %	2008
1 <sup>er</sup> janvier 2011	33 765	40 518	48 622	56 726	8 104	10 856	0,1 %	2009
1 <sup>er</sup> janvier 2012	34 103	40 924	49 109	57 294	8 185	10 965	1,0 %	2010

### Complément mode de garde de la PAJE

#### Pas de majoration pour double activité

Les montants de ces participations sont substantiellement plus élevés que les actuelles majorations d'AFEAMA pour les familles à revenus modestes ou moyens.

### \* CMG : montant maximum lorsque les ressources de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous (P2)

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 <sup>e</sup>	Evolution (1 E) au 1 <sup>er</sup> juillet	Revenus de référence
1 <sup>er</sup> janvier 2004	14 349	16 521	19 127	21 733	2 606		2002
1 <sup>er</sup> juillet 2004	14 622	16 835	19 490	22 145	2 655	1,9 %	2003
1 <sup>er</sup> juillet 2005	14 870	17 120	19 821	22 521	2 701	1,7 %	2004
1 <sup>er</sup> juillet 2006	15 123	17 411	20 158	22 905	2 747	1,7 %	2005
Plafond 06 / 0,8	18 904	21 764	25 198	28 631	3 434		
1 <sup>er</sup> juillet 2007	19 225	22 135	25 626	29 117	3 491	1,7 %	2006
Janv. 08 = juil. 07	19 225	22 135	25 626	29 117	3 491	au 1 <sup>er</sup> janvier	2006
1 <sup>er</sup> janvier 2009	19 513	22 467	26 011	29 555	3 544	1,5 %	2007
1 <sup>er</sup> janvier 2010	20 059	23 095	26 738	30 381	3 643	2,8 %	2008
1 <sup>er</sup> janvier 2011	20 079	23 118	26 765	30 412	3 647	0,1 %	2009
1 <sup>er</sup> janvier 2012	20 281	23 350	27 033	30 717	3 684	1,0 %	2010
Rapport (P2/P1) 2012	59,5 %	57,1 %	55,0 %	53,6 %	45,0 %	du plafond Paje AB en 2012	

### \* CMG : montant minimum lorsque les ressources de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous (P3)

En euros courants	1 enfant (1)	2 enfants	3 enfants	4 enfants	Par enfant à partir du 3 <sup>e</sup>	Evolution (1 E) au 1 <sup>er</sup> juillet	Revenus de référence
1 <sup>er</sup> janvier 2004	31 887	36 713	42 504	48 295	5 791		2002
1 <sup>er</sup> juillet 2004	32 493	37 411	43 312	49 213	5 901	1,9 %	2003
1 <sup>er</sup> juillet 2005	33 044	38 045	44 046	50 047	6 001	1,7 %	2004
1 <sup>er</sup> juillet 2006	33 606	38 692	44 795	50 898	6 103	1,7 %	2005
Plafond 06 / 0,8	42 008	48 365	55 994	63 623	7 629		
1 <sup>er</sup> juillet 2007	42 722	49 188	56 947	64 706	7 759	1,7 %	2006
Janv. 08 = juil. 07	42 722	49 188	56 947	64 706	7 759	au 1 <sup>er</sup> janvier	2006
1 <sup>er</sup> janvier 2009	43 363	49 926	57 801	65 676	7 875	1,5 %	2007
1 <sup>er</sup> janvier 2010	44 576	51 322	59 418	67 514	8 096	2,8 %	2008
1 <sup>er</sup> janvier 2011	44 621	51 374	59 478	67 582	8 104	0,1 %	2009
1 <sup>er</sup> janvier 2012	45 068	51 889	60 074	68 259	8 185	1,0 %	2010
Rapport (P3/P1) 2012	132,2 %	126,8 %	122,3 %	119,1 %	100,0 %	du plafond Paje AB en 2012	

(1) 1 enfant ou enfant à naître pour l'attribution de l'allocation pour jeune enfant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996.

(2) La majoration est attribuée aux parents isolés et aux couples dont un des revenus est inférieur ou égal à douze fois la BMAF (t - 1).

## ***TIPF 7422 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile***

La prise en charge des cotisations est à 100 % dans le cas des assistantes maternelles.

La prise en charge est de 50 % des cotisations en cas de garde à domicile dans la limite des plafonds ci-dessous :

En euros courants	Maximum mensuel			En euros courants	Maximum moyen annuel		
	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant de ]3-6] ans (a)	Evolution enfant de [0-3] ans		Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant de ]3-6] ans (a)	Evolution enfant de [0-3] ans
1 <sup>er</sup> janvier 2004	375	187					
1 <sup>er</sup> juillet 2004	382	191	1,9 %	2004	4 542	2 268	
1 <sup>er</sup> juillet 2005	388	194	1,6 %	2005	4 620	2 310	1,7 %
1 <sup>er</sup> juillet 2006	395	197	1,8 %	2006	4 698	2 346	1,7 %
1 <sup>er</sup> juillet 2007	402	201	1,8 %	2007	4 782	2 388	1,8 %
Année 2008	402	201	0,0 %	2008	4 824	2 412	0,9 %
1 <sup>er</sup> janvier 2009	408	204	1,5 %	2009	4 896	2 448	1,5 %
1 <sup>er</sup> janvier 2010	419	210	2,7 %	2010	5 028	2 520	2,7 %
1 <sup>er</sup> janvier 2011	419	210	0,0 %	2011	5 028	2 520	0,0 %
1 <sup>er</sup> janvier 2012	425	213	1,4 %	2012	5 100	2 556	1,4 %

### ***\* Maximum moyen annuel en euros constants***

En euros 2011	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant ]3-6] ans (a)	Evolution en euros constants	Enfant de [0-3] ans (A)	Enfant ]3-6] ans (a)
2004	5 079	2 536			
2005	5 078	2 539	2005	0,0 %	0,1 %
2006	5 077	2 535	2006	0,0 %	-0,1 %
2007	5 093	2 543	2007	0,3 %	0,3 %
2008	4 998	2 499	2008	<b>-1,9 %</b>	<b>-1,7 %</b>
2009	5 069	2 535	2009	1,4 %	1,4 %
2010	5 131	2 572	2010	1,2 %	1,5 %
2011	5 028	2 520	2011	-2,0 %	-2,0 %
Rapport 2011/2006	-1,0 %	-0,6 %			

**TIPF 7430 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE**

**TIPF 7431 : Allocation de base et prime de naissance PAJE**

En euros	1 revenu (R1)				2 revenus ou isolés (R2)				Revenus, SMIC de référence
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	
2004	2 819,27	3 383,16	4 059,78	4 736,40	3 725,69	4 289,58	4 966,20	5 642,82	2003
2005	2 869,97	3 443,98	4 132,75	4 821,53	3 792,65	4 366,67	5 055,44	5 744,21	2004
2006	2 918,69	3 502,43	4 202,89	4 903,36	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	2005
2007	2 968,31	3 561,99	4 274,39	4 986,78	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	<b>2006</b>
2008	2 993,33	3 592,04	4 310,46	5 028,89	3 955,74	4 554,44	5 272,87	5 991,30	<b>2006</b>
2009	3 038,24	3 645,93	4 375,09	5 104,26	4 015,09	4 622,78	5 351,94	6 081,11	2007
2010	3 123,24	3 747,87	4 497,50	5 247,13	4 127,41	4 752,04	5 501,67	6 251,30	2008
2011	3 126,39	3 751,67	4 502,04	5 252,41	4 131,57	4 756,85	5 507,22	6 257,59	2009
2012	3 157,69	3 789,26	4 547,13	5 305,00	4 172,96	4 804,54	5 562,41	6 320,28	2010
Revenu moyen correspondant au plafond 1 revenu en % du SMIC net moyen de référence (cf. dernière colonne)					Revenu moyen correspondant au plafond 2 revenus en % du SMIC net moyen de référence (cf. dernière colonne)				
2004	302,0 %	362,4 %	434,9 %	507,4 %	399,1 %	459,5 %	532,0 %	604,5 %	2003
2005	291,2 %	349,5 %	419,4 %	489,3 %	384,9 %	443,1 %	513,0 %	582,9 %	2004
2006	280,8 %	337,0 %	404,4 %	471,8 %	371,1 %	427,3 %	494,7 %	562,1 %	2005
2007	274,5 %	329,4 %	395,3 %	461,2 %	362,8 %	417,7 %	483,6 %	549,5 %	<b>2006</b>
2008	276,8 %	332,2 %	398,7 %	465,1 %	365,9 %	421,2 %	487,7 %	554,1 %	<b>2006</b>
2009	274,0 %	328,8 %	394,5 %	460,3 %	362,1 %	416,8 %	482,6 %	548,4 %	2007
2010	273,4 %	328,1 %	393,7 %	459,3 %	361,3 %	416,0 %	481,6 %	547,2 %	2008
2011	268,7 %	322,5 %	387,0 %	451,5 %	355,1 %	408,9 %	473,4 %	537,9 %	2009
2012	268,5 %	322,2 %	386,7 %	451,1 %	354,8 %	408,5 %	473,0 %	537,4 %	2010
Evolution (en points) du rapport R1 / SMIC					Evolution (en points) du rapport R2 / SMIC				
2005	-10,8	-12,9	-15,5	-18,1	-14,2	-16,4	-19,0	-21,6	
2006	-10,4	-12,5	-15,0	-17,5	-13,7	-15,8	-18,3	-20,8	
2007	-6,3	-7,6	-9,1	-10,6	-8,3	-9,6	-11,1	-12,6	
2008	2,3	2,8	3,3	3,9	3,1	3,5	4,1	4,6	
2009	-2,9	-3,5	-4,2	-4,8	-3,8	-4,4	-5,1	-5,8	
2010	-0,6	-0,7	-0,8	-1,0	-0,8	-0,9	-1,0	-1,1	
2011	-4,7	-5,6	-6,7	-7,8	-6,2	-7,1	-8,2	-9,3	
2012	-0,2	-0,3	-0,3	-0,4	-0,3	-0,3	-0,4	-0,4	
<b>Ecart 2011-2006</b>	<b>-12,1</b>	<b>-14,5</b>	<b>-17,4</b>	<b>-20,3</b>	<b>-16,0</b>	<b>-18,4</b>	<b>-21,3</b>	<b>-24,2</b>	
Ecart 2012-2007	-6,0	-7,2	-8,7	-10,1	-8,0	-9,2	-10,6	-12,1	
<b>Ecart 2011-2010</b>	<b>-4,7</b>	<b>-5,6</b>	<b>-6,7</b>	<b>-7,8</b>	<b>-6,2</b>	<b>-7,1</b>	<b>-8,2</b>	<b>-9,3</b>	
Ecart 2012-2010	-0,2	-0,3	-0,3	-0,4	-0,3	-0,3	-0,4	-0,4	

<b>En euros 2011</b>									
2004	3 152,53	3 783,07	4 539,67	5 296,28	4 166,10	4 796,64	5 553,24	6 309,84	2003
2005	3 154,38	3 785,28	4 542,31	5 299,34	4 168,50	4 799,41	5 556,44	6 313,47	2004
2006	3 154,05	3 784,85	4 541,80	5 298,75	4 168,08	4 798,89	5 555,84	6 312,78	2005
2007	3 161,27	3 793,54	4 552,24	5 310,95	4 177,66	4 809,93	5 568,63	6 327,34	<b>2006</b>
<b>Traitement avec les prix de l'exercice (t - 1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans.</b>									
<i>Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).</i>									
2008 prix 2007	3 187,92	3 825,54	4 590,67	5 355,79	4 212,88	4 850,51	5 615,63	6 380,76	<b>2006</b>
2009 prix 2008	3 147,70	3 777,27	4 532,71	5 288,15	4 159,74	4 789,32	5 544,75	6 300,19	2007
2010 prix 2009	3 233,84	3 880,59	4 656,76	5 432,94	4 273,57	4 920,31	5 696,49	6 472,67	2008
2011 prix 2010	3 190,61	3 828,73	4 594,51	5 360,30	4 216,44	4 854,56	5 620,35	6 386,13	2009
<b>Evolution du revenu moyen correspondant au plafond en euros constants</b>									
2005	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	0,06 %	
2006	-0,01 %	-0,01 %	-0,01 %	-0,01 %	-0,01 %	-0,01 %	-0,01 %	-0,01 %	
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	
2008 prix 2007	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %	
2009 prix 2008	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	
2010 prix 2009	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %	
2011 prix 2010	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	
<b>Rapport 2011-2006</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	



# TIPF 7432 : Complément mode de garde de la PAJE

Pas de majoration pour double activité

\* **CMG : montant maximum lorsque les ressources mensuelles de la famille sont inférieures aux plafonds ci-dessous**

En euros	1 ou 2 revenus (R3)				Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t - 2) depuis 2008				Revenus, SMIC de référence	Evolution (en points) du rapport R3 [(t) - (t - 1)]			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants		1 E	2 E	3 E	4 E
2004	1 676,56	1 930,32	2 234,78	2 539,24	179,6 %	206,8 %	239,4 %	272,0 %	2003				
2005	1 706,71	1 964,99	2 274,94	2 584,84	173,2 %	199,4 %	230,8 %	262,3 %	2004	-6,41	-7,38	-8,54	-9,71
2006	1 735,71	1 998,32	2 313,60	2 628,82	167,0 %	192,3 %	222,6 %	252,9 %	2005	-6,18	-7,12	-8,23	-9,35
2007	1 765,22	2 032,35	2 352,94	2 673,53	163,3 %	188,0 %	217,6 %	247,3 %	2006	-3,75	-4,31	-4,99	-5,67
2008	1 780,09	2 049,54	2 372,78	2 696,02	164,6 %	189,6 %	219,5 %	249,3 %	2006	1,38	1,59	1,83	2,08
2009	1 806,76	2 080,28	2 408,40	2 736,53	162,9 %	187,6 %	217,2 %	246,8 %	2007	-1,72	-1,97	-2,28	-2,59
2010	1 857,31	2 138,43	2 475,74	2 813,06	162,6 %	187,2 %	216,7 %	246,2 %	2008	-0,34	-0,40	-0,46	-0,52
2011	1 859,17	2 140,56	2 478,24	2 815,93	159,8 %	184,0 %	213,0 %	242,0 %	2009	-2,78	-3,20	-3,70	-4,20
2012	1 877,87	2 162,04	2 503,06	2 844,17	159,7 %	183,8 %	212,8 %	241,8 %	2010	-0,12	-0,15	-0,17	-0,19
									<b>Ecart 2011-2006</b>	<b>-7,2</b>	<b>-8,3</b>	<b>-9,6</b>	<b>-10,9</b>
									Ecart 2012-2007	-3,6	-4,1	-4,8	-5,4
									<b>Ecart 2011-2010</b>	<b>-2,8</b>	<b>-3,2</b>	<b>-3,7</b>	<b>-4,2</b>
									Ecart 2012-2010	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2

En euros 2011					Evolution du plafond R3 en euros constants			
2004	1 874,74	2 158,50	2 498,95	2 839,39				
2005	1 875,85	2 159,72	2 500,39	2 841,00	0,06 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2006	1 875,67	2 159,46	2 500,16	2 840,80	-0,01 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2007	1 879,97	2 164,46	2 505,89	2 847,32	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
<b>Traitement avec les prix de l'exercice (t - 1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans.</b>								
<i>Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).</i>								
2008 prix 2007	1 895,81	2 182,77	2 527,02	2 871,27	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %
2009 prix 2008	1 871,85	2 155,22	2 495,17	2 835,11	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %
2010 prix 2009	1 923,09	2 214,15	2 563,41	2 912,67	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %
2011 prix 2010	1 897,36	2 184,52	2 529,15	2 873,77	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %
<b>Rapport 2011-2006</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>				

\* **CMG : montant minimum lorsque les ressources mensuelles de la famille sont supérieures aux plafonds ci-dessous**

En euros	1 ou 2 revenus (R4)				Revenu moyen - plafond 1 ou 2 revenus en % du SMIC net moyen (t - 2) depuis 2008				Evolution (en points) du rapport R4 [(t) - (t-1)]				
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants	1 E	2 E	3 E	4 E	
2004	3 725,69	4 289,58	4 966,20	5 642,82	399,1 %	459,5 %	532,0 %	604,5 %	2003				
2005	3 792,65	4 366,67	5 055,44	5 744,21	384,9 %	443,1 %	513,0 %	582,9 %	2004	-14,24	-16,39	-18,98	-21,57
2006	3 857,06	4 440,80	5 141,26	5 841,72	371,1 %	427,3 %	494,7 %	562,1 %	2005	-13,73	-15,81	-18,31	-20,80
2007	3 922,66	4 516,34	5 228,74	5 941,13	362,8 %	417,7 %	483,6 %	549,5 %	2006	-8,32	-9,58	-11,09	-12,60
2008	3 955,74	4 554,44	5 272,87	5 991,30	365,9 %	421,2 %	487,7 %	554,1 %	2006	3,06	3,52	4,08	4,64
2009	4 015,09	4 622,78	5 351,94	6 081,11	362,1 %	416,8 %	482,6 %	548,4 %	2007	-3,81	-4,38	-5,08	-5,77
2010	4 127,41	4 752,04	5 501,67	6 251,30	361,3 %	416,0 %	481,6 %	547,2 %	2008	-0,76	-0,87	-1,01	-1,14
2011	4 131,57	4 756,85	5 507,22	6 257,59	355,1 %	408,9 %	473,4 %	537,9 %	2009	-6,17	-7,10	-8,22	-9,34
2012	4 172,96	4 804,54	5 562,41	6 320,28	354,8 %	408,5 %	473,0 %	537,4 %	2010	-0,29	-0,33	-0,38	-0,44
									Ecart 2011-2006	-16,0	-18,4	-21,3	-24,2
									Ecart 2012-2007	-8,0	-9,2	-10,6	-12,1
									Ecart 2011-2010	-6,2	-7,1	-8,2	-9,3
									Ecart 2012-2010	-0,3	-0,3	-0,4	-0,4

En euros 2011					Evolution du plafond R4 en euros constants			
2004	4 166,10	4 796,64	5 553,24	6 309,84				
2005	4 168,50	4 799,41	5 556,44	6 313,47	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2006	4 168,08	4 798,89	5 555,84	6 312,78	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2007	4 177,66	4 809,93	5 568,63	6 327,34	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
<b>Traitement avec les prix de l'exercice (t - 1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans.</b>								
<i>Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).</i>								
2008 prix 2007	4 212,88	4 850,51	5 615,63	6 380,76	0,8 %	0,8 %	0,8 %	0,8 %
2009 prix 2008	4 159,74	4 789,32	5 544,75	6 300,19	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %
2010 prix 2009	4 273,57	4 920,31	5 696,49	6 472,67	2,7 %	2,7 %	2,7 %	2,7 %
2011 prix 2010	4 216,44	4 854,56	5 620,35	6 386,13	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %	-1,3 %
<b>Rapport 2011-2006</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>	<b>1,16 %</b>				

**TIPF 7511 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption**

**\* En euros courants**

En euros	APE			ASF (par enfant)		API (1)		AAD allocation d'adoption
	Taux plein	Activité < 50 %	Activité de 50 % à 80 %	Taux plein	Taux partiel	1 enfant	par enfant	
1978				37,83	28,37	252,20	63,05	
1979				40,76	30,57	271,74	67,94	
1980				46,15	34,61	307,67	76,92	
1981				52,91	39,68	352,74	88,18	
1982				58,45	43,84	389,69	97,42	
1983				65,74	49,31	438,29	109,57	
1984				69,78	52,33	465,18	116,29	
1985				73,83	55,37	492,20	123,05	
1986	223,78		111,88	76,36	57,27	509,03	127,26	
1987	322,58		161,29	77,31	57,98	515,39	128,85	
1988	380,77		190,38	80,13	60,09	534,17	133,54	
1989	390,35		195,17	82,13	61,60	547,52	136,88	
1990	403,27		201,70	84,86	63,64	565,75	141,43	
1991	414,88		207,45	87,30	65,48	582,08	145,53	
1992	424,35		212,25	89,28	66,93	595,31	148,83	
1993	436,97		218,56	91,93	68,95	613,06	153,26	
1994	445,79		222,97	93,76	70,32	625,24	156,31	
1995	451,41		225,71	95,03	71,27	633,11	158,24	
1996 DC	451,86	298,80	225,93	95,13	71,35	633,73	158,39	95,13
1997	458,26	303,07	229,13	96,50	72,26	642,88	160,68	147,72
1998	463,29	306,42	231,72	97,57	73,18	650,04	162,51	149,40
1999	466,65	308,56	233,25	98,18	73,63	654,46	163,58	150,31
2000	468,93	310,08	234,47	98,63	73,94	657,82	164,49	151,08
2001	477,32	315,72	238,74	100,46	75,31	669,71	167,39	153,82
2002	487,40	322,28	243,72	102,56	76,92	683,75	170,94	157,09
2003	495,69	327,76	247,86	104,30	78,23	695,36	173,84	159,76
2004	504,11	333,33	252,07	106,08	79,56	707,19	176,80	162,47
2005	515,21	340,66	257,62	108,41	81,31	722,75	180,69	166,05
2006	524,47	346,79	262,25	110,36	82,77	735,75	183,94	169,04
2007	533,38	352,68	266,71	112,24	84,18	748,27	187,06	
2008	538,72	356,21	269,38	113,36	85,02	755,72	188,93	
2009	554,88	366,90	277,46	116,76	87,57	778,40	194,60	
2010	554,88	366,90	277,46	116,76	87,57	778,40	194,60	
2011				118,51	88,88			
2012 avril				119,70	89,78			
2012				119,40	89,56			

(1) L'API et le RMI sont fusionnés au 1<sup>er</sup> juin 2009, lors de l'entrée en vigueur de la loi de généralisation du RSA en métropole.

**\* Evolution en euros courants depuis 1979**

2001	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,9 %	1,9 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2002	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %	2,1 %
2003	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2004	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2005	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	
2008	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	1,0 %	
2009	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	
2010	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	
2011				1,5 %	1,5 %			
2012 avril				1,0 %	1,0 %			
2012				0,75 %	0,76 %			

**\* En euros courants après CRDS**

2001	474,93	314,14	237,54	99,96	74,93	L'API n'est pas soumise à la CRDS	153,05
2002	484,97	320,67	242,51	102,05	76,54		156,30
2003	493,22	326,13	246,63	103,78	77,84		158,97
2004	501,59	331,67	250,81	105,55	79,17		161,66
2005	512,64	338,96	256,34	107,87	80,91		165,22
2006	521,85	345,06	260,94	109,81	82,36		168,20
2007	530,72	350,92	265,38	111,68	83,76		
2008	536,03	354,43	268,04	112,80	84,60		
2009	552,11	365,07	276,08	116,18	87,14		
2010	552,11	365,07	276,08	116,18	87,14		
2011				117,92	88,44		
2012				119,11	89,34		

**TIPF 7512 : Montant de l'APE, de l'ASF, de l'API et de l'AAD en euros constants**

**\* En euros constants**

En euros 2011	APE			ASF		API		AAD allocation d'adoption
	Taux plein	Activité < 50 %	Activité de 50 % à 80 %	Taux plein	Taux partiel	1 enfant	par enfant	
1978				122,58	91,94	817,22	204,30	
1979				119,19	89,39	794,58	198,64	
1980				118,89	89,17	792,59	198,15	
1981				120,19	90,15	801,30	200,32	
1982				118,75	89,06	791,68	197,92	
1983				121,84	91,38	812,28	203,07	
1984				120,39	90,30	802,63	200,66	
1985				120,37	90,28	802,49	200,62	
1986	355,41		177,70	121,27	90,95	808,45	202,11	
1987	496,71		248,35	119,04	89,28	793,59	198,40	
1988	570,94		285,47	120,14	90,11	800,96	200,24	
1989	564,92		282,46	118,86	89,14	792,39	198,10	
1990	565,82		283,01	119,06	89,30	793,80	198,44	
1991	564,06		282,04	118,70	89,02	791,38	197,85	
1992	563,83		282,01	118,63	88,92	790,98	197,75	
1993	570,33		285,27	119,98	89,99	800,16	200,04	
1994	573,83		287,01	120,69	90,51	804,84	201,21	
1995	571,64		285,83	120,33	90,25	801,72	200,39	
1996 DC	561,56	371,34	280,78	118,22	88,67	787,58	196,85	118,22
1997	563,52	372,68	281,76	118,67	88,86	790,55	197,59	181,65
1998	566,24	374,51	283,21	119,25	89,44	794,48	198,62	182,60
1999	567,50	375,24	283,66	119,40	89,55	795,91	198,93	182,80
2000	561,34	371,19	280,67	118,07	88,51	787,45	196,91	180,85
2001	562,56	372,11	281,37	118,41	88,76	789,31	197,28	181,29
2002	564,64	373,36	282,35	118,81	89,11	792,11	198,03	181,99
2003	563,56	372,64	281,80	118,58	88,94	790,58	197,64	181,64
2004	563,70	372,73	281,87	118,62	88,96	790,78	197,70	181,68
2005	566,27	374,42	283,15	119,15	89,37	794,38	198,60	182,51
2006	566,76	374,75	283,40	119,26	89,44	795,08	198,77	182,67
2007	568,05	375,61	284,05	119,54	89,65	796,91	199,22	
2008	558,13	369,04	279,08	117,44	88,08	782,95	195,74	
2009	574,53	379,89	287,29	120,89	90,67	805,96	201,49	
2010	566,28	374,44	283,16	119,16	89,37	794,39	198,60	
2011				118,51	88,88			
<b>Evolution moyenne annuelle</b>								
2011/2001				0,01 %	0,01 %			
<b>Rapport</b>								
2011/2001				0,09 %	0,14 %			
<b>2011/2006</b>				<b>-0,63 %</b>	<b>-0,63 %</b>			
2006/2001				0,72 %	0,77 %			

**\* Evolution en euros constants**

1992	-0,04 %		-0,01 %	-0,05 %	-0,11 %	-0,05 %	-0,05 %	
1993	1,2 %		1,2 %	1,1 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	
1994	0,6 %		0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	
1995	-0,4 %		-0,4 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,4 %	-0,4 %	
1996 DC	-1,8 %		-1,8 %	-1,8 %	-1,8 %	-1,8 %	-1,8 %	
1997	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,2 %	0,4 %	0,4 %	53,7 %
1998	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
1999	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %	0,1 %	0,2 %	0,2 %	0,1 %
2000	-1,1 %	-1,1 %	-1,1 %	-1,1 %	-1,2 %	-1,1 %	-1,0 %	-1,1 %
2001	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %
2002	0,4 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %
2003	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
2004	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,03 %	0,02 %
2005	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %	0,5 %
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	
2008	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,8 %	-1,8 %	-1,8 %	-1,7 %	
2009	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	
2010	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	
2011				-0,5 %	-0,5 %			

## TIPF 7611 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AEEH (ex-AES) depuis 2002

Le montant de l'AES peut être majoré par un complément accordé par la Commission départementale d'éducation spéciale en fonction du coût du handicap, de la cessation ou la réduction d'activité professionnelle de l'un ou de l'autre des deux parents et de l'embauche d'une tierce personne.

Le recours à une tierce personne s'entend soit par la cessation ou la réduction d'activité du ou des parents, soit par l'embauche d'une tierce personne à proprement parler, soit par le cumul des deux.

Ce sixième complément n'évolue pas en fonction de la BMAF.

Depuis janvier 2006, une majoration par enfant est accordée aux parents isolés d'enfant handicapé bénéficiant des compléments de 2<sup>e</sup> à 6<sup>e</sup> catégorie.

L'allocation d'éducation spéciale devient l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) en janvier 2006.

L'AEEH et ses compléments ne sont pas soumis à la CRDS.

### \* En euros courants

En euros	Allocation de base	1 <sup>er</sup> complément	2 <sup>e</sup> complément	3 <sup>e</sup> complément	4 <sup>e</sup> complément	5 <sup>e</sup> complément	6 <sup>e</sup> complément (1)	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé				
								2 <sup>e</sup> complément	3 <sup>e</sup> complément	4 <sup>e</sup> complément	5 <sup>e</sup> complément	6 <sup>e</sup> complément
2002	109,40	82,05	222,22	314,52	487,40	622,92	916,32					
2003	111,26	83,44	225,99	319,87	495,69	633,51	930,06					
2004	113,15	84,86	229,83	325,30	504,11	644,28	945,87					
2005	115,64	86,73	234,89	332,46	515,21	658,45	964,78					
2006	117,72	88,29	239,12	338,44	524,47	670,30	982,15	47,82	66,22	209,69	268,55	393,62
2007	119,72	89,79	243,18	344,19	533,38	681,68	999,83	48,64	67,37	213,25	273,11	400,31
2008	120,92	90,69	245,61	347,63	538,72	688,50	1 013,52	49,12	68,01	215,38	275,84	404,31
2009	124,54	93,41	252,98	358,06	554,88	709,16	1 026,55	50,60	70,06	221,84	284,12	416,44
2010 avril	124,54	93,41	252,98	358,06	554,88	709,16	1 038,36	50,60	70,06	221,84	284,12	416,44
2010	124,54	93,41	252,98	358,06	554,88	709,16	1 035,41	50,60	70,06	221,84	284,12	416,44
2011 janvier	126,41	94,81	256,78	363,44	563,21	719,80	1 038,36	51,36	71,11	225,17	288,38	422,69
2011 avril	126,41	94,81	256,78	363,44	563,21	719,80	1 186,58	51,36	71,11	225,17	288,38	422,69
2011	126,41	94,81	256,78	363,44	563,21	719,80	1 149,53	51,36	71,11	225,17	288,38	422,69
2012 avril	127,68	223,44	387,03	494,03	696,53	854,70	1 210,11	51,87	71,82	227,43	291,27	426,93
2012	127,36	191,28	354,47	461,38	663,20	820,98	1 204,23	51,74	71,64	226,87	290,55	425,87

### \* Evolution en euros courants

(1) Le complément de 6<sup>e</sup> catégorie est égal à la majoration tierce personne et n'est pas lié à la BMAF.

En euros	Allocation de base	1 <sup>er</sup> complément	2 <sup>e</sup> complément	3 <sup>e</sup> complément	4 <sup>e</sup> complément	5 <sup>e</sup> complément	6 <sup>e</sup> complément	Majoration spécifique pour parent isolé d'enfant handicapé				
								2 <sup>e</sup> complément	3 <sup>e</sup> complément	4 <sup>e</sup> complément	5 <sup>e</sup> complément	6 <sup>e</sup> complément
2009	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	1,6 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,9 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %		1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2012	1,0 %	135,7 %	50,7 %	35,9 %	23,7 %	18,7 %		1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %

### \* Cumul de la prestation de base et d'un complément en euros constants

En euros 2011	Allocation de base	A. base + 1 <sup>er</sup> complément	A. base + 2 <sup>e</sup> complément	A. base + 3 <sup>e</sup> complément	A. base + 4 <sup>e</sup> complément	A. base + 5 <sup>e</sup> complément	A. base + 6 <sup>e</sup> complément
2006	127,21	222,62	385,61	492,94	693,97	851,56	1 188,56
2007	127,50	223,13	386,49	494,07	695,55	853,50	1 192,33
2008	125,28	219,23	379,73	485,43	683,40	838,58	1 175,31
2009	128,95	225,67	390,89	499,69	703,48	863,22	1 191,85
2010	127,10	222,43	385,27	492,51	693,38	850,83	1 183,77
2011	126,41	221,22	383,19	489,85	689,62	846,21	1 164,77
Rapport 2011/2006	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	-2,0 %

### \* Evolution en euros constants depuis 2002

En euros constants	Allocation de base	A. base + 1 <sup>er</sup> complément	A. base + 2 <sup>e</sup> complément	A. base + 3 <sup>e</sup> complément	A. base + 4 <sup>e</sup> complément	A. base + 5 <sup>e</sup> complément	A. base + 6 <sup>e</sup> complément
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,2 %	0,3 %
2008	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,7 %	-1,4 %
2009	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	2,9 %	1,4 %
2010	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-1,4 %	-0,7 %
2011	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-0,5 %	-1,6 %

**TIPF 7621 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP, de l'APP) et du complément pour frais de l'AJPP**

En euros	Couples					Famille monoparentale					Complément pour frais de l'AJPP
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	
2001		477,32		315,72	238,74		631,29		416,64	315,72	
2002 1 <sup>er</sup> janvier		487,40		322,28	243,72		644,56		425,42	322,28	
2002 1 <sup>er</sup> avril		800,01		400,02	243,72		950,02		500,02	322,28	
2002 moyenne		721,86		380,59	243,72		873,66		481,37	322,28	
2003		813,61		406,82	247,86		966,17		508,52	327,76	
2004		827,44		413,74	252,07		982,59		517,16	333,33	
2005		845,64		422,84	257,62		1 004,21		528,54	340,66	
2006 janvier - avril		860,85		430,44	262,25		1 022,27		538,05	346,79	
	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E + (2)	(1)	(1)	Montant journalier AJPP	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +	(1)	(1)	
2006 mai	39,10	860,20	1 720,40	430,44	262,25	46,46	1 022,12	1 022,12	538,05	346,79	100,02
2007	39,77	875,48	1 750,96	437,76	266,71	47,25	1 039,64	1 039,64	547,19	352,68	101,72
2008	40,17					47,72					102,74
2009	41,37					49,16					105,82
2010	41,37					49,16					105,82
2011	41,99					49,89					107,41
Avril 2012	42,41					50,39					108,49
2012	42,31					50,27					108,22

(1) L'AJPP est fractionnable en demi-journées.

(2) Dans un couple ayant deux enfants ou plus nécessitant une présence parentale, chaque parent ouvre droit à 310 jours.

**\* Evolution en euros courants depuis 2002**

2006		1,7 %		1,8 %	1,8 %		1,8 %		1,8 %	1,8 %	
2007	1,7 %	1,8 %	1,8 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %	
2008	1,0 %					1,0 %					1,0 %
2009	3,0 %					3,0 %					3,0 %
2010	0,0 %					0,0 %					0,0 %
2011	1,5 %					1,5 %					1,5 %
Avril 2012	1,0 %					1,0 %					1,0 %
2012	0,75 %					0,75 %					0,75 %

**\*APP, AJPP et complément pour frais de l'AJPP en euros constants**

En euros 2011	Couples					Famille monoparentale					Complément pour frais de l'AJPP
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	
2001		562,57		372,11	281,38		744,03		491,05	372,11	
2002		836,26		440,90	282,35		1 012,11		557,66	373,36	
2003		925,02		462,53	281,80		1 098,47		578,15	372,64	
2004		925,25		462,65	281,87		1 098,74		578,29	372,73	
2005		929,44		464,74	283,15		1 103,73		580,92	374,42	
2006 janvier - avril		930,27		465,15	283,40		1 104,70		581,44	374,75	
	Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			
2006 mai	42,25	929,56	1 859,13	465,15	283,40	50,21	1 104,54	1 104,54	581,44	374,75	108,09
2006		929,80		465,15	283,40		1 104,59		581,44	374,75	
2007	42,36	932,39	1 864,78	466,22	284,05	50,32	1 107,22	1 107,22	582,76	375,61	108,33
2008	41,62					49,44					106,44
2009	42,83					50,90					109,57
2010	42,22					50,17					107,99
2011	41,99					49,89					107,41

**\* Evolution en euros constants : APP, AJPP et complément pour frais de l'AJPP**

En euros 2011	Couples					Famille monoparentale					Complément pour frais de l'AJPP
	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	Suspension totale d'activité			Activité < ou = mi-temps	50 % < activité < 80 %	
2002		48,7 %		18,5 %	0,3 %		36,0 %		13,6 %	0,3 %	
2003		10,6 %		4,9 %	-0,2 %		8,5 %		3,7 %	-0,2 %	
2004		0,02 %		0,03 %	0,02 %		0,02 %		0,02 %	0,02 %	
2005		0,5 %		0,5 %	0,5 %		0,5 %		0,5 %	0,5 %	
2006		0,1 %		0,1 %	0,1 %		0,1 %		0,1 %	0,1 %	
	Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			
2007		0,3 %		0,2 %	0,2 %		0,2 %		0,2 %	0,2 %	
2008	-1,7 %					-1,8 %					-1,7 %
2009	2,9 %					3,0 %					2,9 %
2010	-1,4 %					-1,4 %					-1,4 %
2011	-0,5 %					-0,6 %					-0,5 %

**\* En euros courants après CRDS**

2001		477,32		315,57	238,74		631,29		416,64	315,72	
2002 1 <sup>er</sup> janvier		484,97		320,67	242,51		641,34		423,30	320,67	
2002 1 <sup>er</sup> avril		796,01		398,02	242,51		945,27		497,52	320,67	
2003		809,55		404,79	246,63		961,34		505,98	326,13	
2004		823,31		411,68	250,81		977,69		514,58	331,67	
2005		841,42		420,73	256,33		999,19		525,90	338,96	
2006 janvier - avril		856,55		428,29	260,94		1 017,16		535,36	345,06	
	Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			Montant journalier	Montant mensuel maximum 1 E	Montant mensuel maximum 2 E +			
2006 mai	38,91	855,90	1 711,80	428,29	260,94	46,23	1 017,01	1 017,01	535,36	345,06	99,52
2007	39,58	871,11	1 742,22	435,58	265,38	47,02	1 034,45	1 034,45	544,46	350,92	101,22
2008	39,97					47,49					102,23
2009	41,17					48,92					105,30
2010	41,17					48,92					105,30
2011	41,79					49,65					106,88
2012	42,20					50,14					107,95

**TIPF 7622 : Montant et plafond de ressources du complément pour frais de l'AJPP**

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

En euros	Plafonds pour les couples à un revenu					Plafonds pour les familles monoparentales				
	1 E	2 E	3 E	4 E	Par E en +	1 E	2 E	3 E	4 E	Par E en +
2006 mai	18 523	21 904	26 285	30 666	4 381	24 122	27 773	32 154	36 535	4 381
Plafond 06 / 0,8	23 154	27 380	32 856	38 333	5 476	30 153	34 716	40 193	45 669	5 476
2007	23 598	28 318	33 981	39 644	5 663	31 186	35 906	41 569	47 232	5 663
2008...	Cf. TIPF 7321 relatif au plafond du CF									



## T1PF 7651 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros

L'allocation aux adultes handicapés n'est pas soumise à la CRDS.

En euros courants	AAH (DC)	Ancien complément d'AAH	Majoration pour vie autonome MAV	AAH + Cpt AAH	AAH + MAV	Garantie de ressources moy. annuelle (cf. T1PF 7723)	Rapport AAH / plafond moy. an. AAH (cf. T1PF 7731)
1975	37,55			37,55			
1980	191,83			191,83			110,6 %
1985	379,90			379,90			103,4 %
1990	442,69			442,69			101,3 %
1991	455,30			455,30			101,3 %
1992	465,79			465,79			100,6 %
1993	476,77	76,37		553,14			100,4 %
1994	486,06	77,77		563,83			100,2 %
1995	497,96	78,74		576,70			101,0 %
1996 DC	517,15	82,78		599,92			101,7 %
1997	523,37	83,69		607,06			99,8 %
1998	529,14	84,61		613,75			99,3 %
1999	539,73	86,29		626,02			100,1 %
2000	545,13	87,20		632,33			99,6 %
2001	557,12	89,18		646,31			100,3 %
2002	569,38	91,10		660,48			100,9 %
2003	577,92	92,47		670,39			100,2 %
2004	587,74	94,04	Juil.-déc. 2005	681,78		Juil.-déc. 2005	100,0 %
2005	599,49	95,92	100,00	695,41	699,49	766,00	100,6 %
2006 janvier	610,28	97,64	101,80	707,92	712,08	776,79	
2006 juillet	610,28	97,64	101,80	707,92	712,08	789,59	
2006	610,28	97,64	101,80	707,92	712,08	783,19	100,0 %
2007	621,27	99,40	103,63	720,67	724,90	800,58	100,0 %
2008 janvier	628,10	100,50	104,77	728,60	732,87	807,41	
2008 septembre	652,60	100,50	104,77	753,10	757,37	831,91	
2008	636,27	100,50	104,77	736,77	741,04	815,58	
2009 avril	666,96	100,50	104,77	767,46	771,73	846,27	
2009 septembre	681,63	100,50	104,77	782,13	786,40	860,94	
2009	668,26	100,50	104,77	772,35	776,62	847,57	
2010 avril	696,63	100,50	104,77	797,13	801,40	875,94	
2010 septembre	711,95	100,50	104,77	812,45	816,72	891,26	
2010	697,99	100,50	104,77	802,24	806,51	877,30	
2011 avril	727,61	100,50	104,77	828,11	832,38	906,92	
2011 septembre	743,62	100,50	104,77	844,12	848,39	922,93	
2011	729,03	100,50	104,77	833,45	837,72	908,34	
2012 avril	759,98	100,50	104,77	860,48	864,75	939,29	
2012 septembre	776,59	100,50	104,77	877,09	881,36	955,90	
2012	761,43	100,50	104,77	866,02	870,29	940,74	

### \* Evolution en euros courants

1998	1,1 %	1,1 %				
1999	2,0 %	2,0 %				
2000	1,0 %	1,1 %				
2001	2,2 %	2,3 %				
2002	2,2 %	2,1 %				
2003	1,5 %	1,5 %				
2004	1,7 %	1,7 %				
2005	2,0 %	2,0 %				
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	2,2 %
2007	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	2,2 %
2008	2,4 %	1,1 %	1,1 %	2,2 %	2,2 %	1,9 %
2009	5,0 %	0,0 %	0,0 %	4,8 %	4,8 %	3,9 %
2010	4,4 %	0,0 %	0,0 %	3,9 %	3,8 %	3,5 %
2011	4,4 %	0,0 %	0,0 %	3,9 %	3,9 %	3,5 %
2012	4,4 %	0,0 %	0,0 %	3,9 %	3,9 %	3,6 %
(09/2012) / (01/2007)	25,0 %					

**T1PF 7652 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros constants**

En euros 2011	AAH	Complément AAH Cpt AAH	Majoration pour vie autonome MAV	AAH + Cpt AAH	AAH + MAV	Garantie de ressources CRPH = AAH + cpt ressources
1975	159,11			159,11		
1976	401,06			401,06		
1977	402,15			402,15		
1978	470,07			470,07		
1979	473,62			473,62		
1980	494,17			494,17		
1981	528,13			528,13		
1982	627,82			627,82		
1983	632,31			632,31		
1984	619,53			619,53		
1985	619,40			619,40		
1986	622,72			622,72		
1987	619,56			619,56		
1988	625,50			625,50		
1989	619,87			619,87		
1990	621,14			621,14		
1991	619,01			619,01		
1992	618,89			618,89		
1993	622,28	99,67		721,96		
1994	625,67	100,11		725,79		
1995	630,58	99,71		730,29		
1996 DC	642,69	102,88		745,57		
1997	643,59	102,92		746,51		
1998	646,71	103,41		750,12		
1999	656,38	104,93		761,31		
2000	652,56	104,38		756,94		
2001	656,62	105,11		761,73		
2002	659,62	105,54		765,16		
2003	657,05	105,13		762,19		
2004	657,21	105,16		762,37		Juil.-déc. 2005
2005	658,90	105,43	109,91	764,33	768,81	841,91
2006	659,49	105,51	110,01	765,00	769,50	846,34
2007	661,66	105,86	110,37	767,52	772,02	852,62
2008	659,19	104,12	108,54	763,31	767,73	844,96
2009	691,92	104,06	108,48	799,70	804,12	877,58
2010	712,32	102,56	106,92	818,72	823,07	895,32
2011	729,03	100,50	104,77	833,45	837,72	908,34
<b>Evolution moyenne annuelle</b>						
2011/2001	1,05 %	-0,45 %		0,90 %		
<b>Rapport</b>						
2011/2001	11,0 %	-4,4 %		9,4 %		
<b>2011/2006</b>	<b>10,5 %</b>	<b>-4,8 %</b>	<b>-4,8 %</b>	<b>8,9 %</b>	<b>8,9 %</b>	<b>7,3 %</b>
2011/2001	0,4 %	0,4 %		0,4 %		

**\* Evolution en euros constants depuis 1976**

1995	0,8 %			0,6 %		
1996 DC	1,9 %			2,1 %		
1997	0,1 %			0,1 %		
1998	0,5 %			0,5 %		
1999	1,5 %			1,5 %		
2000	-0,6 %			-0,6 %		
2001	0,6 %			0,6 %		
2002	0,5 %			0,4 %		
2003	-0,4 %			-0,4 %		
2004	0,02 %			0,02 %		
2005	0,3 %			0,3 %		
2006	0,1 %			0,1 %		0,5 %
2007	0,3 %			0,3 %		0,7 %
2008	-0,4 %			-0,5 %		-0,9 %
2009	5,0 %			4,8 %		3,9 %
2010	2,9 %			2,4 %		2,0 %
2011	2,3 %			1,8 %		1,5 %

**TIPF 7661 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros**

La GRPH n'est pas soumise à la CRDS.

					Montant moyen annuel		
En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH	En euros courants	AAH	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH
2005 juillet	599,49	766,00	166,51	2005 juillet-décembre	599,49	766,00	166,51
2006 janvier	610,28	776,79	166,51	2006	610,28	783,19	172,91
2006 juillet	610,28	789,59	179,31				
2007 janvier	621,27	800,58	179,31	2007	621,27	800,58	179,31
2007 juillet	621,27	800,58	179,31				
2008 janvier	628,10	807,41	179,31	2008	636,27	815,58	179,31
2008 septembre	652,60	831,91	179,31				
2009 avril	666,96	846,27	179,31	2009	668,26	847,57	179,31
2009 septembre	681,63	860,94	179,31				
2010 avril	696,63	875,94	179,31	2010	697,99	877,30	179,31
2010 septembre	711,95	891,26	179,31				
2011 avril	727,61	906,92	179,31	2011	729,03	908,34	179,31
2011 septembre	743,62	922,93	179,31				
2012 avril	759,98	939,29	179,31	2012	761,43	940,74	179,31
2012 septembre	776,59	955,90	179,31				

**\* Accroissement en euros courants**

En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH	En euros courants	AAH de base	Garantie de ressources GRPH	Complément de ressources GRPH - AAH
2006 janvier	10,79	10,79	12,80	2006	10,79	17,19	6,40
2006 juillet	-	12,80					
2007 janvier	10,99	10,99		2007	10,99	17,39	6,40
2007 juillet	-						
2008 janvier	6,83	6,83		2008	15,00	15,00	
2008 septembre	24,50	24,50					
2009 avril	14,36	14,36		2009	31,99	31,99	
2009 septembre	14,67	14,67					
2010 avril	15,00	15,00		2010	29,73	29,73	
2010 septembre	15,32	15,32					
2011 avril	15,66	15,66		2011	31,05	31,05	
2011 septembre	16,01	16,01					
2012 avril	16,36	16,36		2012	32,40	32,40	
2012 septembre	16,61	16,61					

**\* Evolution en euros courants**

2006 janvier	1,80 %	1,41 %	7,69 %	2006 / 2 <sup>e</sup> sem. 2005	1,80 %	2,24 %	3,84 %
2006 juillet		1,65 %		En moyenne annuelle 2007	1,80 %	2,22 %	3,70 %
2007 janvier	1,80 %	1,39 %					
2007 juillet				2008	2,41 %	1,87 %	
2008 janvier	1,10 %	0,85 %					
2008 septembre	3,90 %	3,03 %		2009	5,03 %	3,92 %	
2009 avril	2,20 %	1,73 %					
2009 septembre	2,20 %	1,73 %		2010	4,45 %	3,51 %	
2010 avril	2,20 %	1,74 %					
2010 septembre	2,20 %	1,75 %		2011	4,45 %	3,54 %	
2011 avril	2,20 %	1,76 %					
2011 septembre	2,20 %	1,77 %		2012	4,44 %	3,57 %	
2012 avril	2,20 %	1,77 %					
2012 septembre	2,19 %	1,77 %					

## TIPF 7671 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus, 90 % ensuite.

Janvier 2011 : mise en place de la trimestrialisation de l'AAH avec une déclaration trimestrielle des ressources.

Les plafonds de ce tableau s'appliquent à l'AAH non trimestrialisée.

En euros	Montant du plafond de ressources			Revalorisation en euros courants	En euros	Montant annuel moyen du plafond			Revalorisation en euros courants	Ressources prises en compte hors trimestrialisation
	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge			Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge		
Juillet 1977	1 433,02	2 866,04	716,51							
Juillet 1980	2 241,00	4 482,00	1 120,50	14,0 %	<b>1980</b>	2 080,93	4 161,86	1 040,46	14,0 %	1979
Juillet 1985	4 506,39	9 012,79	2 253,20	3,9 %	<b>1985</b>	4 408,57	8 817,14	2 204,29	3,9 %	1984
Juillet 1990	5 318,95	10 637,89	2 659,47	2,5 %	<b>1990</b>	5 244,25	10 488,49	2 622,12	2,5 %	1989
Juillet 1995	5 983,62	11 967,25	2 991,81	2,0 %	<b>1995</b>	5 915,15	11 830,30	2 957,57	2,0 %	1994
Juillet 1999	6 503,17	13 006,34	3 251,59	1,1 %	<b>1999</b>	6 467,73	12 935,45	3 233,86	1,1 %	1998
Juillet 2000	6 633,36	13 266,72	3 316,68	2,0 %	<b>2000</b>	6 568,27	13 136,53	3 284,13	2,0 %	1999
Juillet 2001	6 699,68	13 399,35	3 349,84	1,0 %	<b>2001</b>	6 666,52	13 333,04	3 333,26	1,0 %	2000
Juillet 2002	6 847,10	13 694,20	3 423,55	2,2 %	<b>2002</b>	6 773,39	13 546,78	3 386,69	1,6 %	2001
Juillet 2003	6 997,74	13 995,48	3 498,87	2,2 %	<b>2003</b>	6 922,42	13 844,84	3 461,21	2,2 %	2002
Juillet 2004	7 102,71	14 205,42	3 551,36	1,5 %	<b>2004</b>	7 050,23	14 100,45	3 525,12	1,8 %	2003
Juillet 2005	7 193,88	14 387,76	3 596,94	1,3 %	<b>2005</b>	7 148,30	14 296,59	3 574,15	1,4 %	2004
Janvier 2006	7 323,36	14 646,72	3 661,68	1,8 %	<b>2006</b>	7 323,36	14 646,72	3 661,68	2,4 %	2005
Janvier 2007	7 455,24	14 910,48	3 727,62	1,8 %	<b>2007</b>	7 455,24	14 910,48	3 727,62	1,8 %	2006
Janvier 2008	7 537,20	15 074,40	3 768,60	1,1 %	<b>2008</b>	7 635,20	15 270,40	3 817,60	2,4 %	2006
Septembre 2008	7 831,20	15 662,40	3 915,60	3,9 %	<b>2009</b>	8 019,12	16 038,24	4 009,56	5,0 %	2007
Avril 2009	8 003,52	16 007,04	4 001,76	2,2 %	<b>2010</b>	8 375,84	16 751,68	4 187,92	4,4 %	2008
Septembre 2009	8 179,56	16 359,12	4 089,78	2,2 %	<b>2011</b>	8 748,38	17 496,76	4 374,19	4,4 %	2009
Avril 2010	8 359,56	16 719,12	4 179,78	2,2 %						
Septembre 2010	8 543,40	17 086,80	4 271,70	2,2 %						
Avril 2011	8 731,32	17 462,64	4 365,66	2,2 %						
Septembre 2011	8 923,44	17 846,88	4 461,72	2,2 %						
Avril 2012	9 119,76	18 239,52	4 559,88	2,2 %						
Septembre 2012										

## TIPF 7672 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants

En euros 2011	Montant du revenu mensuel correspondant au plafond de l'AAH			Evolution du revenu mensuel correspondant au plafond de l'AAH			Revenu mensuel correspondant au plafond AAH en % du SMIC net de l'année de			Année (t) de référence du SMIC et des revenus
	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	Personnes seules	Ménages	Par enfant à charge	
1978	573,17	1 146,34	286,59				70,3 %	140,6 %	35,2 %	1977
1980	620,44	1 240,88	310,22	2,5 %	2,5 %	2,5 %	75,8 %	151,5 %	37,9 %	1979
1985	831,92	1 663,85	415,96	0,2 %	0,2 %	0,2 %	91,1 %	182,2 %	45,6 %	1984
1986	849,50	1 699,00	424,75	2,1 %	2,1 %	2,1 %	92,6 %	185,1 %	46,3 %	1985
1987	856,82	1 713,63	428,41	0,9 %	0,9 %	0,9 %	94,1 %	188,1 %	47,0 %	1986
1988	851,90	1 703,80	425,95	-0,6 %	-0,6 %	-0,6 %	93,7 %	187,4 %	46,8 %	1987
1989	850,87	1 701,74	425,44	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	94,2 %	188,4 %	47,1 %	1988
1990	851,63	1 703,27	425,82	0,1 %	0,1 %	0,1 %	93,3 %	186,5 %	46,6 %	1989
1991	848,78	1 697,55	424,39	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	91,1 %	182,2 %	45,5 %	1990
1992	854,27	1 708,54	427,13	0,6 %	0,6 %	0,6 %	91,0 %	182,0 %	45,5 %	1991
1993	860,89	1 721,79	430,45	0,8 %	0,8 %	0,8 %	92,1 %	184,3 %	46,1 %	1992
1994	867,36	1 734,72	433,68	0,8 %	0,8 %	0,8 %	93,2 %	186,3 %	46,6 %	1993
1995	866,95	1 733,91	433,48	0,0 %	0,0 %	0,0 %	92,1 %	184,3 %	46,1 %	1994
1996	878,05	1 756,09	439,02	1,3 %	1,3 %	1,3 %	93,1 %	186,3 %	46,6 %	1995
1997	895,30	1 790,61	447,65	2,0 %	2,0 %	2,0 %	92,9 %	185,9 %	46,5 %	1996
1998	904,50	1 809,00	452,25	1,0 %	1,0 %	1,0 %	91,0 %	182,0 %	45,5 %	1997
1999	910,36	1 820,72	455,18	0,6 %	0,6 %	0,6 %	90,9 %	181,8 %	45,4 %	1998
2000	910,03	1 820,05	455,01	0,0 %	0,0 %	0,0 %	90,3 %	180,6 %	45,1 %	1999
2001	909,39	1 818,77	454,69	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	88,3 %	176,6 %	44,2 %	2000
2002	908,20	1 816,40	454,10	-0,1 %	-0,1 %	-0,1 %	86,8 %	173,7 %	43,4 %	2001
2003	910,92	1 821,83	455,46	0,3 %	0,3 %	0,3 %	85,8 %	171,6 %	42,9 %	2002
2004	912,45	1 824,91	456,23	0,2 %	0,2 %	0,2 %	82,8 %	165,6 %	41,4 %	2003
2005	909,34	1 818,68	454,67	-0,3 %	-0,3 %	-0,3 %	79,6 %	159,2 %	39,8 %	2004
2006	915,96	1 831,92	457,98	0,7 %	0,7 %	0,7 %	78,4 %	156,8 %	39,2 %	2005
2007 prix 2007	918,97	1 837,93	459,48	0,3 %	0,3 %	0,3 %	77,8 %	155,6 %	38,9 %	2006
Traitement avec les prix de l'exercice (t - 1) pour retracer le décalage des revenus de deux ans. Sinon, le taux d'évolution n'est pas significatif (- 1,9 % entre 2007 et 2009).										
2008 prix 2007	941,15	1 882,30	470,57	2,4 %	2,4 %	2,4 %	79,7 %	159,4 %	39,8 %	2006
2009 prix 2008	961,58	1 923,15	480,79	2,2 %	2,2 %	2,2 %	81,3 %	162,6 %	40,6 %	2007
2010 prix 2009	1 003,75	2 007,51	501,88	4,4 %	4,4 %	4,4 %	83,3 %	166,7 %	41,7 %	2008
2011 prix 2010	1 033,34	2 066,69	516,67	2,9 %	2,9 %	2,9 %	86,1 %	172,2 %	43,0 %	2009
Evolution moyenne annuelle [2009 (prix 2008) / 1999 (prix 1999)]										
2011/2001	1,3 %	1,3 %	1,3 %							
Rapport calculé avec 2011 (prix 2010)							Variation du % (en points)			
2011/2001	13,8 %	13,8 %	13,8 %				2011-2001	-2,2	-4,4	
2011/2006	12,9 %	12,9 %	12,9 %				2011-2006	7,7	15,4	
2006/2001	0,7 %	0,7 %	0,7 %				2006-2001	-9,9	-19,8	

**TIPF 7711 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros**

**\* En euros courants**

(1) Enfant ou conjoint.

En euros	Première personne	Première personne à charge (1)	Majoration deux premiers E (2° E : cas isolé)	Majoration à partir du 3° E	Isolés : montant du revenu après abattement forfait logement					Couples : montant du revenu après abattement forfait logement		
					0 E	1 E	2 E	3 E	Par E en +	0 E	1 E	2 E
1989	308,71	154,35	92,61		271,66	388,97	463,99	463,99		388,97	463,99	556,60
1990	317,09	158,55	95,13		279,04	399,54	476,59	476,59		399,54	476,59	571,72
1991	327,16	163,58	98,02	130,86	287,90	412,22	491,61	622,48	130,86	412,22	491,61	589,64
1992	333,07	166,53	99,92	133,53	293,10	419,67	500,60	634,13	133,53	419,67	500,60	600,52
1993	343,47	171,74	103,04	137,39	302,25	432,77	516,24	653,62	137,39	432,77	516,24	619,28
1994	350,34	175,17	105,10	140,14	308,30	441,43	526,56	666,70	140,14	441,43	526,56	631,66
1995	354,54	177,27	106,36	141,82	312,00	446,73	532,88	674,70	141,82	446,73	532,88	639,24
1996 DC	361,99	181,00	108,60	144,80	318,55	456,11	544,07	688,87	144,80	456,11	544,07	652,67
1997	366,33	183,17	109,90	146,53	322,37	461,58	550,60	697,13	146,53	461,58	550,60	660,50
1998	370,36	185,18	111,11	148,14	325,92	466,66	556,65	704,80	148,14	466,66	556,65	667,76
1999	381,47	190,74	114,44	152,59	335,70	480,66	573,35	725,94	152,59	480,66	573,35	687,80
2000	389,10	194,55	116,73	155,64	342,41	490,27	584,82	740,46	155,64	490,27	584,82	701,55
2001	397,69	198,84	119,30	159,07	349,97	501,09	597,72	756,79	159,07	501,09	597,72	717,02
2002	405,62	202,81	121,69	162,25	356,95	511,08	609,65	771,90	162,25	511,08	609,65	731,34
2003	411,70	205,85	123,51	164,68	362,30	518,74	618,79	783,47	164,68	518,74	618,79	742,30
2004	417,88	208,94	125,36	167,15	367,73	526,53	628,07	795,22	167,15	526,53	628,07	753,43
2005	425,40	212,70	127,62	170,16	374,35	536,01	639,38	809,54	170,16	536,01	639,38	767,00
2006	433,06	216,53	129,92	173,22	381,09	545,66	650,89	824,11	173,22	545,66	650,89	780,81
2007	440,86	220,43	132,26	176,34	387,96	555,48	662,61	838,95	176,34	555,48	662,61	794,87
2008	447,91	223,96	134,37	179,16	394,16	564,37	673,21	852,37	179,16	564,37	673,21	807,58
2009	454,63	227,32	136,39	181,85	400,07	572,84	683,31	865,16	181,85	572,84	683,31	819,70
2008 : en % du RMI isolé	<b>100 %</b>	50 %	30 %	40 %	<b>100 %</b>	143 %	171 %	216 %	45 %	143 %	171 %	205 %

**\* Evolution en euros courants**

1998	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %	1,1 %
1999	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2000	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
2001	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %	2,2 %
2002	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %	2,0 %
2003	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2004	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2005	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2006	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2008	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %
2009	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %

**TIPF 7712 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros constants**

**\* En euros constants**

En euros 2011	Première personne	Première personne à charge	Majoration deux premiers E (2 <sup>e</sup> E : cas isolé)	Majoration à partir du 3 <sup>e</sup> E	Isolés : montant du revenu après abattement forfait logement					Couples : montant du revenu après abattement forfait logement		
					0 E	1 E	2 E	3 E	Par E en +	0 E	1 E	2 E
1989	446,77	223,39	134,03		393,16	562,93	671,50	671,50		562,93	671,50	805,53
1990	444,91	222,45	133,47		391,52	560,59	668,70	668,70		560,59	668,70	802,17
1991	444,79	222,40	133,27	177,92	391,42	560,44	668,39	846,30	177,92	560,44	668,39	801,66
1997	450,48	225,24	135,14	180,19	396,42	567,60	677,07	857,26	180,19	567,60	677,07	812,21
1998	452,66	226,33	135,80	181,06	398,34	570,35	680,34	861,40	181,06	570,35	680,34	816,14
1999	463,92	231,96	139,18	185,57	408,25	584,54	697,27	882,83	185,57	584,54	697,27	836,44
2000	465,78	232,89	139,73	186,31	409,89	586,88	700,07	886,38	186,31	586,88	700,07	839,80
2001	468,71	234,35	140,61	187,48	412,47	590,58	704,47	891,95	187,48	590,58	704,47	845,07
2002	469,90	234,95	140,98	187,96	413,52	592,08	706,27	894,23	187,96	592,08	706,27	847,25
2003	468,07	234,04	140,42	187,23	411,91	589,77	703,52	890,75	187,23	589,77	703,52	843,94
2004	467,28	233,64	140,18	186,91	411,20	588,77	702,31	889,22	186,91	588,77	702,31	842,49
2005	467,56	233,78	140,27	187,02	411,45	589,13	702,74	889,77	187,02	589,13	702,74	843,01
2006	467,98	233,99	140,40	187,19	411,82	589,66	703,38	890,56	187,19	589,66	703,38	843,77
2007	469,52	234,76	140,86	187,80	413,18	591,59	705,69	893,49	187,80	591,59	705,69	846,55
2008	464,05	232,03	139,21	185,61	408,36	584,70	697,46	883,08	185,61	584,70	697,46	836,67
2009	470,73	235,37	141,22	188,29	414,24	593,13	707,51	895,80	188,29	593,13	707,51	848,73
<b>Evolution moyenne annuelle</b>												
2009/1999	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
<b>Rapport</b>												
2009/1999	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %
2009/2004	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %
2004/1999	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %	0,7 %

**\* Evolution en euros constants depuis 1990**

1999	3,0 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %	2,5 %
2000	2,0 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %	0,4 %
2001	2,2 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %	0,6 %
2002	2,0 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
2003	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %	-0,4 %
2004	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,2 %
2005	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2006	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
2007	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %	0,3 %
2008	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %	-1,2 %
2009	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %	1,4 %

**TIPF 7713 : Montant de l'aide exceptionnelle (RMI) versée au 31 décembre en euros depuis décembre 1999**

En euros	Isolés					Couples			
	0 E	1 E	2 E	3 E	Par E en +	0 E	1 E	2 E	Par E en +
De 1999 à 2007	152,45	228,67	274,41	335,39	60,98	228,67	274,41	320,14	60,98
2008	220,00	296,22	341,96	402,94	60,98	296,22	341,96	387,69	60,98
Evolution 2008/2007	44,3 %	29,5 %	24,6 %	20,1 %	0,0 %	29,5 %	24,6 %	21,1 %	0,0 %
En % / prime isolé 2000-7	100 %	150 %	180 %	220 %	40 %	150 %	180 %	210 %	40 %
En % / prime isolé 2008	100 %	135 %	155 %	183 %	28 %	135 %	155 %	176 %	28 %



**T1PF 7720 : Montant du revenu de solidarité active en métropole en euros**

**T1PF 7721 : RSA MF : montant forfaitaire en euros courants**

En euros	Personne isolée sans E, ni état de grossesse	Couple sans E, Isolé avec 1 E	Couple avec 1 E, Isolé avec 2 E	Couple avec 2 E	Par personne supplé-mentaire	Isolés : montant du RSA après abattement forfait logement			Couples : montant du RSA après abattement forfait logement		
						0 E	1 E	2 E	0 E	1 E	2 E
2009 juin	454,63	681,95	818,34	954,73	136,39	400,07	572,84	683,31	572,84	683,31	819,70
2010 janvier	460,09	690,14	828,17	966,20	138,03	404,88	579,72	691,52	579,72	691,52	829,55
2011 janvier	466,99	700,49	840,59	980,69	140,10	410,95	588,41	701,89	588,41	701,89	841,99
2012 janvier	474,93										
2011 : en % du RSA isolé	100 %	150 %	180 %	210 %	30 %	100 %	143 %	171 %	143 %	171 %	205 %

**\* Evolution en euros courants**

2010 janvier	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %	1,2 %
2011 janvier	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %

**T1PF 7722 : RSA MAJI (ex-API) : montant forfaitaire majoré pour personnes isolées en euros courants**

En euros	Personne isolée état de grossesse	Isolé avec 1 E	Isolé avec 2 E		Par personne supplé-mentaire	Isolés : montant du RSA après abattement forfait logement		
						0 E	1 E	2 E
2009 juin	583,80	778,40	973,00		194,60	529,24	669,29	837,97
2010 janvier	590,81	787,75	984,69		196,94	535,60	677,33	848,04
2011 janvier	599,67	799,56	999,45		199,89	543,63	687,48	860,75
2011 : en % du RSA isolé	128 %	171 %	214 %		43 %	132 %	167 %	209 %

**T1PF 7723 : Montant de la prime exceptionnelle RSA versée au 31 décembre en euros depuis décembre 2009**

Par ailleurs, 200 euros ont été versés par foyer en avril 2009 (cf. chapitre 8.1).

En euros	Personne isolée sans E, ni état de grossesse	Couple sans E, Isolé avec 1 E	Couple avec 1 E, Isolé avec 2 E	Couple avec 2 E	Par personne supplé-mentaire
2009 décembre	152,45	228,67	274,41	320,14	60,98
2010 décembre	152,45	228,67	274,41	320,14	60,98
2010 : en % du RSA isolé	33 %	50 %	60 %	70 %	13 %

**T1PF 7724 : Montant du forfait logement en euros**

En euros	Montants en euros courants		
	Une personne	Deux personnes	Trois personnes et plus
2009 juin	54,56	109,11	135,03
2010 janvier	55,21	110,42	136,65
2011 janvier	56,04	112,08	138,70
2011 : en % du RSA isolé	12 %	24 %	30 %

### TIPF 7731: DOM : Revenu de solidarité en euros

Le RSO n'est pas soumis à la CRDS.

	Montant en euros	Evolution en euros courants		Montant moy. annuel en euros	Montants en euros 2011	Evolution en euros constants
2001 janvier	412,00					
2002 janvier	420,24	2,0 %	2002	418,18	484,45	
2003 janvier	426,54	1,5 %	2003	424,97	483,16	-0,3 %
2004 janvier	432,94	1,5 %	2004	431,34	482,33	-0,2 %
2005 janvier	440,73	1,8 %	2005	438,78	482,27	0,0 %
2006 janvier	448,66	1,8 %	2006	446,68	482,70	0,1 %
2007 janvier	456,74	1,8 %	2007	454,72	484,28	0,3 %
2008 janvier	464,05	1,6 %	2008	462,22	478,87	-1,1 %
2009 janvier	471,01	1,5 %	2009	469,27	485,89	1,5 %
2010 janvier	476,66	1,2 %	2010	475,25	485,01	-0,2 %
2011 janvier	483,81	1,5 %	2011	482,02		

Rapport RSO / RMI 1 personne	Rapport RSO / RSA 1 personne métropole
103,1 %	
103,2 %	
103,2 %	
103,1 %	
103,1 %	
103,1 %	
103,2 %	
103,2 %	103,2 %
	103,3 %
	103,2 %

### TIPF 7732 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

	Plafond de ressources en euros courants		Evolution (cas d'un isolé) en euros courants		Plafond moyen de ressources en euros courants		Plafond moyen de ressources en euros 2011		Evolution (cas d'un isolé) en euros constants
	Isolé	Couple			Isolé	Couple	Isolé	Couple	
Janvier 2001 - mars 2001	733,28	1 152,51							
Avril 2002 - mars 2003	748,16	1 175,68	2,03 %	2001	744,44	1 169,89	877,39	1 378,82	
Avril 2003 - mars 2004	759,36	1 193,28	1,50 %	2002	756,56	1 188,88	876,46	1 377,30	-0,11 %
Avril 2004 - mars 2005	770,56	1 210,88	1,47 %	2003	767,76	1 206,48	872,89	1 371,68	-0,41 %
Avril 2005 - mars 2006	784,00	1 232,00	1,74 %	2004	780,64	1 226,72	872,92	1 371,73	0,00 %
Avril 2006 - mars 2007	798,00	1 254,00	1,79 %	2005	794,50	1 248,50	873,24	1 372,23	0,04 %
Avril 2007 - mars 2008	812,56	1 276,88	1,82 %	2006	808,92	1 271,16	874,15	1 373,66	0,10 %
Avril 2008 - mars 2009	825,44	1 297,12	1,59 %	2007	822,22	1 292,06	875,67	1 376,05	0,17 %
Avril 2009 - mars 2010	825,44	1 297,12	0,00 %	2008	825,44	1 297,12	855,18	1 343,85	-2,34 %
Avril 2010 - mars 2011	825,44	1 297,12	0,00 %	2009	825,44	1 297,12			

**T1PF 7733 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001**  
**Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001**

Seules figurent dans le tableau ci-dessous les principales prestations DOM (hors prestations de logement) dont le montant est différent du montant métropolitain.

Cf. T1PF 77621 pour les montants 1949-1989, T1PF 7751-7752 pour le RSO.

Dans les DOM, les plafonds de CF sont ceux fixés pour l'attribution de l'ARS. Il n'y a pas d'abattement pour double activité.

\*L'API DOM est identique aux montants métropole de 2007 à mai 2009. En métropole, l'API a été remplacée par le RSA, le 1<sup>er</sup> juin 2009.

**\* En euros courants**

Les plafonds de ressources représentent 72 % des revenus déclarés aux impôts jusqu'en juillet 2006 inclus.

En euros	CF	Plafond  En juillet :	Plafonds de ressources du CF et de l'APJE = plafonds de ressources de l'ARS métropole			API					AF aux familles de 1 enfant (1)		
			1 E ou grossesse	2 E	3 E	Parent isolé	En plus, par enfant né	Forfait logement			AF	Majoration pour âge	
								Isolé sans E	1 E	2 E et +		[11-16 ans	[ 16 ans
1990													
2001	79,73		15 885	19 551	23 217	313,74	104,58	28,56	57,19	70,78	19,67	12,35	19,06
2002	81,33		16 140	19 865	23 590	352,33	117,43	32,07	64,24	79,48	20,10	12,62	19,38
2003	82,71		16 414	20 202	23 990	390,93	130,28	35,57	71,27	88,17	20,44	12,83	19,71
2004	84,12		16 726	20 586	24 446	430,74	143,52	39,18	78,53	97,13	20,79	13,05	20,05
2005	85,97		17 011	20 937	24 863	474,12	157,95	43,11	86,44	106,89	21,25	13,33	20,49
2006	87,52		17 299	21 291	25 283	517,15	172,27	47,01	94,29	116,58	21,63	13,57	20,86
Plafond 2006 / 0,8			21 624	26 614	31 604	* L'API DOM est identique aux montants métropole de 2007 à mai 2009.							
2007	89,00	En juillet :	21 991	27 066	32 141	561,21	187,06	52,90	105,81	130,94	22,00	13,81	21,21
2008	89,89	En janvier :	21 991	27 066	32 141	566,79	188,93	53,75	107,50	133,03	22,22	13,94	21,42
2009	92,59		22 321	27 472	32 623	583,80	194,60	54,56	109,11	135,03	22,88	14,36	22,07
2010	92,59		22 946	28 241	33 536	583,80	194,60	55,21	101,42	136,65	22,88	14,36	22,07
2011	93,98		22 970	28 271	33 572	592,56	197,52	Nd	Nd	Nd	23,23	14,58	22,40

**\* Evolution en euros courants**

2002	2,0 %		1,6 %	1,6 %	1,6 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	12,3 %	2,2 %	2,2 %	1,7 %
2003	1,7 %		1,7 %	1,7 %	1,7 %	11,0 %	10,9 %	10,9 %	10,9 %	10,9 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2004	1,7 %		1,9 %	1,9 %	1,9 %	10,2 %	10,2 %	10,1 %	10,2 %	10,2 %	1,7 %	1,7 %	1,7 %
2005	2,2 %		1,7 %	1,7 %	1,7 %	10,1 %	10,1 %	10,0 %	10,1 %	10,0 %	2,2 %	2,1 %	2,2 %
2006	1,8 %		1,7 %	1,7 %	1,7 %	9,1 %	9,1 %	9,0 %	9,1 %	9,1 %	1,8 %	1,8 %	1,8 %
2007	1,7 %		1,7 %	1,7 %	1,7 %	8,5 %	8,6 %	12,5 %	12,2 %	12,3 %	1,7 %	1,8 %	1,7 %
2008	2,7 %		0,0 %	0,0 %	0,0 %	1,0 %	1,0 %	1,6 %	1,6 %	1,6 %	1,0 %	0,9 %	1,0 %
2009	3,0 %		1,5 %	1,5 %	1,5 %	3,0 %	3,0 %	1,5 %	1,5 %	1,5 %	3,0 %	3,0 %	3,0 %
2010	0,0 %		2,8 %	2,8 %	2,8 %	0,0 %	0,0 %	1,2 %	-7,0 %	1,2 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
2011	1,5 %		0,1 %	0,1 %	0,1 %	1,5 %	1,5 %				1,5 %	1,5 %	1,5 %

**\* En euros courants après CRDS**

2001	79,34										19,58	12,29	18,97
2002	80,93										20,00	12,56	19,29
2003	82,30										20,34	12,77	19,62
2004	83,70										20,69	12,99	19,95
2005	85,55										21,15	13,27	20,39
2006	87,09										21,53	13,51	20,76
2007	88,56										21,89	13,75	21,11
2008	89,45										22,11	13,88	21,32
2009	92,13										22,77	14,29	21,96
2010	92,13										22,77	14,29	21,96
2011	93,52										23,12	14,51	22,29

L'API n'est pas soumise à la CRDS

(1) A partir de deux enfants, les montants d'AF et des majorations sont identiques en métropole et dans les DOM depuis juillet 1993.

**T1PF 7941 : Produit intérieur brut (PIB) depuis 1950 en euros**

	Produit intérieur brut (PIB) (1)				
	Millions d'euros courants Base 2005	Evolution en euros courants (%)	Millions d'euros 2011	Evolution en euros constants (%)	Indice base 100 en 2003 (euros constants)
1950	15 317		257 899		14,29
1955	26 584	7,4 %	342 409	6,1 %	18,97
1956	29 308	10,2 %	370 093	8,0 %	20,50
1957	33 065	12,8 %	401 779	8,4 %	22,26
1958	38 227	15,6 %	403 586	0,3 %	22,36
1959	41 679	9,0 %	414 550	2,5 %	22,96
1960	46 327	11,2 %	445 307	7,2 %	24,67
1961	50 116	8,2 %	466 072	5,5 %	25,82
1962	56 178	12,1 %	499 027	6,7 %	27,64
1963	62 981	12,1 %	533 696	6,9 %	29,56
1964	69 824	10,9 %	572 841	7,4 %	31,73
1965	75 408	8,0 %	603 279	5,0 %	33,42
1966	81 714	8,4 %	635 951	5,3 %	35,23
1967	88 332	8,1 %	669 264	5,2 %	37,07
1968	96 341	9,1 %	699 101	4,1 %	38,72
1969	110 778	15,0 %	754 949	7,1 %	41,82
1970	123 992	11,9 %	802 539	6,1 %	44,45
1971	138 274	11,5 %	848 100	5,6 %	46,98
1972	154 534	11,8 %	892 578	5,2 %	49,44
1973	177 490	14,9 %	956 537	6,7 %	52,98
1974	206 883	16,6 %	979 677	1,3 %	54,27
1975	232 456	12,4 %	984 903	0,8 %	54,56
1976	268 914	15,7 %	1 038 592	5,6 %	57,53
1977	303 151	12,7 %	1 071 243	3,2 %	59,34
1978	344 045	13,5 %	1 114 821	4,4 %	61,75
1979	392 418	14,1 %	1 147 438	2,6 %	63,56
1980	444 706	13,3 %	1 145 592	-0,5 %	63,46
1981	501 425	12,8 %	1 139 069	-0,9 %	63,09
1982	575 686	14,8 %	1 169 562	2,3 %	64,78
1983	639 445	11,1 %	1 185 072	0,9 %	65,64
1984	695 042	8,7 %	1 199 246	1,3 %	66,43
1985	744 465	7,1 %	1 213 792	1,1 %	67,23
1986	800 920	7,6 %	1 272 024	4,8 %	70,46
1987	841 068	5,0 %	1 295 066	2,3 %	71,74
1988	909 152	8,1 %	1 363 233	4,9 %	75,51
1989	979 417	7,7 %	1 417 439	3,7 %	78,51
1990	1 032 780	5,4 %	1 449 078	2,4 %	80,27
1991	1 071 173	3,7 %	1 456 345	0,8 %	80,67
1992	1 107 985	3,4 %	1 472 156	1,2 %	81,54
1993	1 119 833	1,1 %	1 461 601	-0,4 %	80,96
1994	1 157 881	3,4 %	1 490 465	2,4 %	82,56
1995	1 196 181	3,3 %	1 514 751	1,7 %	83,90
1996	1 226 607	2,5 %	1 524 389	0,6 %	84,44
1997	1 264 843	3,1 %	1 555 375	2,0 %	86,15
1998	1 321 104	4,4 %	1 614 653	3,8 %	89,44
1999	1 367 005	3,5 %	1 662 441	3,0 %	92,08
2000	1 439 603	5,3 %	1 723 294	3,7 %	95,46
2001	1 495 554	3,9 %	1 762 648	2,3 %	97,64
2002	1 542 928	3,2 %	1 787 457	1,4 %	99,01
2003	1 587 903	2,9 %	1 805 334	1,0 %	100,00
2004	1 655 572	4,3 %	1 851 271	2,5 %	102,54
2005	1 718 047	3,8 %	1 888 307	2,0 %	104,60
2006	1 798 116	4,7 %	1 943 109	2,9 %	107,63
2007	1 886 792	4,9 %	2 009 443	3,4 %	111,31
2008	1 933 195	2,5 %	2 002 840	-0,3 %	110,94
2009	1 885 763	-2,5 %	1 952 541	-2,5 %	108,15
2010	1 937 261	2,7 %	1 977 054	1,3 %	109,51
2011	1 996 583	3,1 %	1 996 583	1,0 %	110,59
<b>Evolution moyenne annuelle</b>					
2011/2001	2,93 %		1,25 %		
<b>Rapport</b>					
2011/2001	33,50 %		13,27 %		
2011/2006	11,04 %		2,75 %		
2006/2001	20,23 %		10,24 %		

(1) INSEE Comptes nationaux tableau 1.101 Le produit intérieur brut et ses composantes à prix courants.

**T1PF 7931 : SMIC net (169 heures) correspondant au salaire minimum (SMIC) depuis 1968**

Source : DPF	En euros courants							En euros 2011			SMIC net moyen an. + CSG non déductible + CRDS
	SMIC brut moyen annuel (1)	Evo-lution en %	Taux de cotisation prélèvement (%) (2)	SMIC net moyen annuel perçu (1)	Evo-lution en %	SMIC net moyen mensuel perçu (2)	Indice base 100 en 1990	SMIC net moyen mensuel perçu (2)	Evo-lution en %	Indice base 100 en 1990	
1968 (173,33 heures / mois)	850,32		8,17 %	780,85		65,07	10,00	472,19		51,71	
1969	1 002,79	17,9 %	8,18 %	920,76	17,9 %	76,73	11,79	522,91	10,7 %	57,27	
1970	1 082,85	8,0 %	8,18 %	994,28	8,0 %	82,86	12,73	536,29	2,6 %	58,73	
1971	1 192,25	10,1 %	8,22 %	1 094,25	10,1 %	91,19	14,01	559,30	4,3 %	61,25	
1972	1 328,07	11,4 %	8,26 %	1 218,37	11,3 %	101,53	15,60	586,44	4,9 %	64,23	
1973	1 570,11	18,2 %	8,36 %	1 438,85	18,1 %	119,90	18,42	646,20	10,2 %	70,77	
1974	1 933,18	23,1 %	8,42 %	1 770,40	23,0 %	147,53	22,67	698,63	8,1 %	76,51	
1975	2 305,49	19,3 %	8,74 %	2 103,99	18,8 %	175,33	26,94	742,88	6,3 %	81,36	
1976	2 645,31	14,7 %	9,49 %	2 394,27	13,8 %	199,52	30,66	770,59	3,7 %	84,39	
1977	2 981,15	12,7 %	10,15 %	2 678,57	11,9 %	223,21	34,30	788,77	2,4 %	86,38	
1978	3 365,36	12,9 %	10,31 %	3 018,39	12,7 %	251,53	38,65	815,05	3,3 %	89,26	
1979	3 784,44	12,5 %	11,80 %	3 337,88	10,6 %	278,16	42,74	813,34	-0,2 %	89,08	
1980	4 375,28	15,6 %	12,80 %	3 815,25	14,3 %	317,94	48,86	819,03	0,7 %	89,70	
1981	5 166,95	18,1 %	11,90 %	4 552,08	19,3 %	379,34	58,29	861,73	5,2 %	94,38	
1982 (169 heures / mois)	6 079,90	17,7 %	12,90 %	5 295,59	16,3 %	441,30	67,81	896,54	4,0 %	98,19	
1983	6 816,07	12,1 %	13,86 %	5 871,36	10,9 %	489,28	75,18	906,77	1,1 %	99,31	
1984	7 460,02	9,4 %	15,06 %	6 336,54	7,9 %	528,05	81,14	911,10	0,5 %	99,78	
1985	7 930,39	6,3 %	15,26 %	6 720,21	6,1 %	560,02	86,05	913,06	0,2 %	100,00	
1986	8 200,90	3,4 %	15,45 %	6 933,86	3,2 %	577,82	88,79	917,70	0,5 %	100,50	
1987	8 531,97	4,0 %	16,79 %	7 099,45	2,4 %	591,62	90,91	910,97	-0,7 %	99,77	
1988	8 765,90	2,7 %	16,99 %	7 276,58	2,5 %	606,38	93,18	909,24	-0,2 %	99,58	
1989	9 131,24	4,2 %	17,99 %	7 488,53	2,9 %	624,04	95,89	903,13	-0,7 %	98,91	
1990	9 522,33	4,3 %	17,99 %	7 809,26	4,3 %	650,77	100,00	913,09	1,1 %	100,00	7 809,26
1991	9 986,08	4,9 %	17,64 %	8 224,22	5,3 %	685,35	105,31	931,79	2,0 %	102,05	8 319,98
1992	10 380,71	4,0 %	18,31 %	8 479,66	3,1 %	706,64	108,58	938,90	0,8 %	102,83	8 588,14
1993	10 649,24	2,6 %	19,34 %	8 590,17	1,3 %	715,85	110,00	934,32	-0,5 %	102,33	8 767,95
1994	10 881,12	2,2 %	20,24 %	8 678,36	1,0 %	723,20	111,13	930,92	-0,4 %	101,95	8 926,45
1995	11 213,47	3,1 %	20,49 %	8 915,47	2,7 %	742,96	114,17	940,82	1,1 %	103,04	9 171,14
1996	11 614,87	3,6 %	21,64 %	9 101,88	2,1 %	758,49	116,55	942,63	0,2 %	103,23	9 417,34
1997	11 955,47	2,9 %	21,36 %	9 401,19	3,3 %	783,43	120,39	963,39	2,2 %	105,51	9 730,56
1998 (salaire au niveau SMIC 169 heures)	12 312,56	3,0 %	20,76 %	9 756,47	3,8 %	813,04	124,93	993,70	3,1 %	108,83	10 095,68
1999	12 511,97	1,6 %	21,01 %	9 883,21	1,3 %	823,60	126,56	1 001,60	0,8 %	109,69	10 227,91
2000	12 790,22	2,2 %	21,01 %	10 103,00	2,2 %	841,92	129,37	1 007,83	0,6 %	110,38	10 455,37
2001	13 253,97	3,6 %	20,90 %	10 483,89	3,8 %	873,66	134,25	1 029,69	2,2 %	112,77	10 849,04
2002	13 689,00	3,3 %	20,85 %	10 834,76	3,3 %	902,90	138,74	1 045,99	1,6 %	114,56	11 211,89
2003	14 216,28	3,9 %	21,20 %	11 202,43	3,4 %	933,54	143,45	1 061,37	1,5 %	116,24	11 594,09
2004	15 007,20	5,6 %	21,20 %	11 825,67	5,6 %	985,47	151,43	1 101,96	3,8 %	120,69	12 239,12
2005	15 858,96	5,7 %	21,36 %	12 471,49	5,5 %	1 039,29	159,70	1 142,28	3,7 %	125,10	12 917,60
2006	16 528,20	4,2 %	21,50 %	12 974,64	4,0 %	1 081,22	166,14	1 168,41	2,3 %	127,96	13 439,58
2007	16 943,94	2,5 %	21,46 %	13 307,77	2,6 %	1 108,98	170,41	1 181,07	1,1 %	129,35	13 784,40
2008	17 454,32	3,0 %	21,46 %	13 708,62	3,0 %	1 142,39	175,54	1 182,84	0,1 %	129,54	14 199,61
2009	17 775,42	1,8 %	21,46 %	13 960,81	1,8 %	1 163,40	178,77	1 204,60	1,8 %	131,93	14 460,84
2010	17 968,08	1,1 %	21,46 %	14 112,13	1,1 %	1 176,01	180,71	1 200,17	-0,4 %	131,44	14 617,57
2011	18 284,11	1,8 %	21,46 %	14 360,34	1,8 %	1 196,69	183,89	1 196,69	-0,3 %	131,06	14 874,67
2012	18 880,68	3,3 %	21,56 %	14 810,01	3,1 %	1 234,17	189,65				15 347,96
<b>Evolution moyenne annuelle</b>											
2011/2001	3,27 %			3,20 %		3,20 %		1,51 %			
<b>Rapport</b>											
2011/2001	<b>37,95 %</b>			<b>36,98 %</b>		<b>36,98 %</b>		<b>16,22 %</b>			
2011/2006	10,62 %			10,68 %		10,68 %		2,42 %			
2006/2001	24,70 %			23,76 %		23,76 %		13,47 %			

(1) Sur la base de 169 heures par mois à compter de 1982, sur la base de 173,33 heures auparavant.

La série est poursuivie après le passage aux 35 heures en 1998 (on calcule le salaire correspondant au SMIC horaire multiplié par 169 heures).

Par ailleurs, pour suivre le SMIC calculé sur 35 heures (151,66 heures par mois), cf. T1PF 7913 (au-dessus de T1PF 7724 relatif à la GRPH).

(2) Calculé sur la base du montant des cotisations sociales (au 1<sup>er</sup> juillet de l'année jusqu'en 1990), y compris les cotisations à l'assurance vieillesse complémentaire, après prélèvement de la contribution sociale généralisée (CSG) et du remboursement de la dette sociale (CRDS)

(y compris la déduction de 42 francs de février 1991 à août 1995). En janvier 2005, l'assiette de la CSG passe de 93 % à 95 % du salaire brut.

## TIPF 7991 : Evolution des prix depuis 1945

Source : INSEE

Année	Indice des prix y compris le tabac (en moyenne annuelle)					Coefficients base 2011 (hors tabac après 1989)	Indice des prix hors tabac (à partir de 1990)		Indice des prix hors tabac base 100 en 2000
	Méto. base 1980	Méto. base 1990	Méto. + DOM base 1998	Série yc tabac	Evolution yc tabac		Série utilisée (hors tabac après 1989)	Evolution hors tabac	
1950	15,30	8,32		7,17	10,9 %	0,05939	7,26	10,9 %	7,11
1955	20,00	10,87		9,37	1,0 %	0,07764	9,49	1,0 %	9,29
1960	26,80	14,57		12,56	3,5 %	0,10403	12,72	3,5 %	12,45
1965	32,20	17,50		15,09	2,5 %	0,12500	15,28	2,5 %	14,96
1970	39,80	21,63		18,65	5,3 %	0,15450	18,88	5,3 %	18,49
1971	42,00	22,83		19,68	5,5 %	0,16304	19,93	5,5 %	19,52
1972	44,60	24,24		20,90	6,2 %	0,17313	21,16	6,2 %	20,73
1973	47,80	25,98		22,40	7,2 %	0,18555	22,68	7,2 %	22,21
1974	54,40	29,57		25,49	13,8 %	0,21117	25,81	13,8 %	25,28
1975	60,80	33,04		28,49	11,8 %	0,23602	28,85	11,8 %	28,25
1976	66,70	36,25		31,25	9,7 %	0,25892	31,65	9,7 %	30,99
1977	72,90	39,62		34,15	9,3 %	0,28299	34,59	9,3 %	33,88
1978	79,50	43,21		37,25	9,1 %	0,30861	37,72	9,1 %	36,94
1979	88,10	47,88		41,28	10,8 %	0,34199	41,80	10,8 %	40,94
1980	100,00	54,35		46,85	13,5 %	0,38819	47,44	13,5 %	46,47
1981	113,40	61,63		53,13	13,4 %	0,44021	53,80	13,4 %	52,70
1982	126,80	68,91		59,41	11,8 %	0,49222	60,16	11,8 %	58,92
1983	139,00	75,54		65,12	9,6 %	0,53958	65,95	9,6 %	64,59
1984	149,30	81,14		69,95	7,4 %	0,57957	70,83	7,4 %	69,38
1985	158,00	85,87		74,03	5,8 %	0,61334	74,96	5,8 %	73,42
1986	162,20	88,15		75,99	2,7 %	0,62964	76,95	2,7 %	75,37
1987	167,30	90,92		78,38	3,1 %	0,64944	79,37	3,1 %	77,74
1988	171,80	93,37		80,49	2,7 %	0,66691	81,51	2,7 %	79,83
1989	178,00	96,74		83,40	3,6 %	0,69098	84,45	3,6 %	82,71
1990	184,00	100,00	86,20	86,20	3,4 %	0,71271	87,11	3,1 %	85,32
1991	189,90	103,20	89,00	89,00	3,2 %	0,73552	89,90	3,2 %	88,05
1992	194,40	105,70	91,10	91,10	2,4 %	0,75263	91,99	2,3 %	90,09
1993		107,90	93,00	93,00	2,1 %	0,76617	93,64	1,8 %	91,72
1994		109,70	94,50	94,50	1,7 %	0,77686	94,95	1,4 %	92,99
1995		111,60	96,20	96,20	1,7 %	0,78969	96,52	1,7 %	94,53
1996		113,80	98,10	98,10	2,0 %	0,80466	98,34	1,9 %	96,32
1997		115,20	99,30	99,30	1,23 %	0,81321	99,39	1,06 %	97,35
1998		116,00	100,00	100,00	0,69 %	0,81820	100,00	0,61 %	97,94
1999			100,50	100,50	0,50 %	0,82229	100,50	0,50 %	98,43
2000			102,20	102,20	1,69 %	0,83538	102,10	1,59 %	100,00
2001			103,90	103,90	1,66 %	0,84847	103,70	1,57 %	101,57
2002			105,90	105,90	1,92 %	0,86320	105,50	1,74 %	103,33
2003			108,10	108,10	2,08 %	0,87956	107,50	1,90 %	105,29
2004			110,40	110,40	2,13 %	0,89429	109,30	1,67 %	107,05
2005			112,40	112,40	1,81 %	0,90983	111,20	1,74 %	108,91
2006			114,24	114,24	1,64 %	0,92538	113,10	1,71 %	110,77
2007			115,94	115,94	1,49 %	0,93896	114,76	1,47 %	112,40
2008			119,20	119,20	2,81 %	0,96523	117,97	2,80 %	115,54
2009			119,31	119,31	0,09 %	0,96580	118,04	0,06 %	115,61
2010			121,13	121,13	1,53 %	0,97987	119,76	1,46 %	117,30
2011			123,70	123,70	2,12 %	1,00000	122,22	2,05 %	119,71
<b>Rapport</b>				<b>2011/2001</b>	<b>19,1 %</b>		<b>2011/2001</b>	<b>17,9 %</b>	
				2011/2006	8,3 %		2011/2006	8,1 %	
				2006/2001	10,0 %		2006/2001	9,1 %	
				2000/1995	6,2 %		2000/1995	5,8 %	
				1995/1990	11,6 %		1995/1990	10,8 %	
				1990/1985	16,4 %		1990/1985	16,2 %	
				1985/1980	58,0 %		1985/1980	58,0 %	
				1980/1975	64,5 %		1980/1975	64,5 %	
				1975/1970	52,8 %		1975/1970	52,8 %	
				1970/1965	23,6 %		1970/1965	23,6 %	
				1965/1960	20,1 %		1965/1960	20,1 %	
				1960/1955	34,0 %		1960/1955	34,0 %	
				1955/1950	30,7 %		1955/1950	30,7 %	



## Liste détaillée des tableaux disponibles

### **10. Branche Famille, FNAL, RSA, RMI, RSO et aides à l'emploi depuis 2001**

	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON	4	12	Figure 1.1
P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON	5	15	T1PF 111 : Charges de la branche Famille, des prestations de logement et de solidarité depuis 2001
P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON	6	16	T1PF 112 : Ensemble des prestations par fonds et par type de prestation depuis 1978 en %
P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON	7	17	T1PF 121 : Financement de la branche Famille, de l'ensemble des fonds depuis 2007
P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON	7	17	T1PF 122 : Financement de la branche Famille en %
P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON	7	17	T1PF 1231 : Estimation du financement par l'Etat et les départements des produits tous fonds
P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON	7	17	T1PF 1232 : Estimation du financement par l'Etat et les départements des produits tous fonds en %
P_Masse_Prest_DEP_REC_TS_FON	8	18	T1PF 13 : Financement du logement hors FNPF et des minima depuis 2007

### **20. Les prestations légales directes et indirectes : détail par régime et par exercice**

P_REGIME	9	10	Figure 0.1
P_REGIME	10	44	T1PF 20201111 : Prestations 2011 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)
P_REGIME	12	46	T1PF 20201112 : Prestations métropole 2011 en droits constatés selon le régime en euros
P_REGIME	14		T1PF 20201113 : Evolution des prestations entre 2010 et 2011 selon le régime (en %)
P_REGIME	15		T1PF 20201011 : Prestations 2010 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)
P_REGIME	17		T1PF 20201012 : Prestations métropole 2010 en droits constatés selon le régime en euros
P_REGIME	18		T1PF 20201013 : Evolution des prestations entre 2009 et 2010 selon le régime (en %)
P_REGIME	20		T1PF 20200911 : Prestations 2009 en droits constatés versées en métropole et dans les DOM (en euros)
P_REGIME	22		T1PF 20200912 : Prestations métropole 2009 en droits constatés selon le régime en euros

### **21. à 27. FNPF, FNAL, RMI, RSO et aides à l'emploi - Les prestations légales directes : séries depuis 1968, 1973 ou 1978**

<b><u>21. Tous régimes métropole et DOM (TRMD) depuis 1973</u></b>			
P_SERIE	24	48	T1PF 2111 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros courants
P_SERIE	26	50	T1PF 2121 : Prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946 en euros constants
P_SERIE	28	52	T1PF 2122 : Evolution des prestations directes tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	29		T1PF 21311 : Structure des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE	30	53	T1PF 21312 : Structure des prestations Famille directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE	31		T1PF 2132 : Part des CAF dans les dépenses de prestations (métropole + DOM)
9_0_Ch2_5_Logt	49		T1PF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM (hors prêts, ALINE)
<b><u>21.6 Prestations et transferts (CNAM, CNAV, FNS, FNAL, RMI, RSO, aides à l'emploi) : avec et sans CR, % du PIB</u></b>			
P_SERIE	32	73	T1PF 21611 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros courants
P_SERIE	33	74	T1PF 21612 : Part des prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM
P_SERIE	34	75	T1PF 21620 : Prestations avec conditions de ressources (CR), sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	35	76	T1PF 21621 : Synthèse des prestations avec CR, sans CR, modulées en fonction des ressources, tous régimes métropole et DOM en euros constants
P_SERIE	35	76	T1PF 21631 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes Famille (tous régimes métropole et DOM)
P_SERIE	35	76	T1PF 21632 : Prestations directes avec et sans conditions de ressources depuis 1973 en % des prestations directes tous fonds (tous régimes métropole et DOM)
P_SERIE	35	76	T1PF 2164 : Rapport au PIB des prestations (Famille avec et sans conditions de ressources, Logement, Minima sociaux) et des transferts (CNAM, CNAV, FSV)
P_SERIE	36	77	T1PF 2165 : Rapport au PIB des prestations directes tous régimes métropole et DOM depuis 1946
P_SERIE_Figure_1946		71	T1PF 2192 : Rapport au PIB des prestations et des transferts Famille depuis 1951
<b><u>22. Tous régimes métropole depuis 1968</u></b>			
P_SERIE	37	54	T1PF 2211 : Prestations directes tous régimes en métropole depuis 1946 en euros courants
<b><u>23. CAF métropole et DOM depuis 1978</u></b>			
P_SERIE	38	55	T1PF 2311 : Prestations directes CAF métropole et DOM depuis 1978 en euros courants

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<b><u>24. CAF métropole depuis 1978</u></b>
P_SERIE	40	57	T1PF 2411 : Prestations directes des CAF en métropole depuis 1978 en euros courants
			<b><u>26. DOM tous régimes depuis 1968</u></b>
P_SERIE	41	58	T1PF 2611 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros courants
P_SERIE	42	59	T1PF 2621 : Prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	43	60	T1PF 2622 : Evolution des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978 en euros constants
P_SERIE	44		T1PF 263 : Structure des prestations directes DOM (tous régimes) depuis 1978

## ***27 - Chapitre 2 : Effets volume, effet plafond, coefficient mesures nouvelles, en parallèle avec l'évolution des effectifs de bénéficiaires (F ou E)***

9_0_Ch2_PF	45	20	T3PF 011 : Impact des mesures nouvelles relatives aux allocations familiales intervenues depuis 2005
	45	20	T3PF 012 : Effet volume des Af à législation constante : - 0,7 % entre 2006 et 2011, - 0,01 % en 2011
9_0_Ch2_PF	46	26	T3PF 021 : Régression de - 3,8 % des dépenses de Cf (en volume) et de - 3,1 % des familles bénéficiaires depuis 2006
9_0_Ch2_PF		Dans le texte	Effet volume du Cf : - 0,15 % en 2011
9_0_Ch2_PF	47	28	T3PF 031 : Régression de - 6,9 % des dépenses d'Ars (en volume) et de - 6,8 % des enfants bénéficiaires depuis 2005
9_0_Ch2_PF	48	29	T3PF 041 : Progression de + 7,3 % des dépenses d'Asf (en volume) et de + 7,2 % des enfants bénéficiaires entre 2006 et 2011
9_0_Ch2_PF	48	29	T3PF 051 : Effet volume de l'Aeeh à législation constante : + 3,7 % en 2011, + 27 % entre 2006 et 2011, avec + 28 % des effectifs entre 2006 et 2011 (en MA)
9_0_Ch2_PF	48	29	T3PF 052 : Impact des mesures nouvelles 2002-2010 relatives à l'Aeeh (tous régimes, en euros constants)
9_0_Ch2_5_Logt	49	32	T3PF 061 : Evolution des prestations de logement depuis 2000 : + 10,4 % pour les dépenses en volume, + 0,2 % pour les bénéficiaires (en MA)
9_0_Ch2_5_Logt	49	32	T1PF 2133 : Ventilation des dépenses d'aides au logement tous régimes métropole et DOM (hors prêts, ALINE)

## ***3. Le coût des réformes tel qu'il est pris en compte dans les prévisions d'août 2011***

			<b><u>En millions d'euros constants 2011</u></b> (en fonction de l'évolution des prix)
6_1 COUT	50	195	T1PF 311 : tous régimes en millions d'euros constants
			<b><u>En millions d'euros courants</u></b> (effet prix BMAF)
6_1 COUT	51	196	T1PF 321 : tous régimes en millions d'euros courants
			<b><u>En millions d'euros à la date du chiffrage</u></b>
6_1 COUT	52		T1PF 331 : tous régimes en millions d'euros à la date du chiffrage

## ***4. Cotisations prises en charge - Prestations indirectes***

AVPF	53	80	T1PF 4100 : Synthèse des sommes comptabilisées depuis 1995 et des remontées Cnaf
AVPF	53	80	T1PF 4101 : Ensemble des écritures comptables 2007 relatives à l'AVPF
AVPF	53	80	T1PF 4102 : Validités 2004-2010 : acomptes + régularisations
AVPF	54	88	Graphiques
AVPF	55	82	T1PF 411 : Transferts de la Cnaf à la Cnav au titre de l'assurance vieillesse des parents au foyer selon l'année d'exigibilité en euros
AVPF	56	89	T1PF 41101 : Profil (en %) des remontées selon l'exercice considéré depuis 1996
AVPF	56	89	T1PF 41102 : Ventilation des remontées depuis 1992 selon l'exercice de validité (en %)
AVPF	57	90	T1PF 421 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf selon le type de bénéficiaires - Estimation des dépenses d'Avpf 2003 à 2010
AVPF	58	91	T1PF 431 : Bénéficiaires de l'assurance vieillesse des parents au foyer depuis 1973
AVPF	58	91	T1PF 441 : Cotisation annuelle d'Avpf en euros : montant maximum et cotisation pondérée par les effectifs estimés de bénéficiaires en année pleine
AVPF	59	92	T1PF 451 : Cotisation unitaire annuelle de l'assurance vieillesse des parents au foyer en euros
AVPF	60	86	T1PF 41103 : Remontées Cnav au titre de l'Avpf des Caf selon l'année d'exigibilité depuis 1998 en euros
AVPF	61		T1PF 423 : Estimation des effectifs correspondant à une validité complète d'Avpf de 1995 à 2003 selon le type de bénéficiaires
AVPF	62		T1PF 432 : Evolution en indice des dépenses d'Avpf, des effectifs et de la cotisation unitaire

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	<b>5. Bénéficiaires tous régimes</b>	
			<b><u>501-505 Synthèses tous fonds : séries sur 10 ans</u></b>	
BENEFICIAIRES_taille_F	63	90	Figure 5.1 : Nombre d'allocataires ventilé selon le fonds et la taille de la famille	FNPF, FNAL, RMI, aides...
BENEFICIAIRES_taille_F	64	91	T1PF 501 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires selon le fonds	
			<b><u>506 Synthèses FNPF : séries sur 10 ans</u></b>	FNPF
BENEFICIAIRES_taille_F	65		T1PF 50611 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires de prestations du FNPF métropole et DOM	
			Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus	
BENEFICIAIRES_taille_F	65		T1PF 50612 : Familles bénéficiaires de prestations familiales du FNPF selon la taille de la famille	
			<b><u>510 Allocataire - familles bénéficiaires du FNPF : détail par année</u></b>	FNPF, FNAL, RMI, aides...
	66		T1PF 510201011 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2011	
BENEFICIAIRES_taille_F	67		T1PF 510201010 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2010	
BENEFICIAIRES_taille_F	68		T1PF 510200910 : Nombre d'allocataires selon l'organisme au 31 décembre 2009	
BENEFICIAIRES_taille_F	69		T1PF 510200810 : Nombre d'allocataires et d'enfants bénéficiaires tous fonds (y compris les doubles comptes) selon l'organisme au 31 décembre 2008	
			<b><u>511 Allocataires selon la taille de la famille : série depuis 1991</u></b>	FNPF, FNAL, RMI, aides...
BENEFICIAIRES_taille_F	70		T1PF 51102 : Nombre d'allocataires selon l'organisme depuis 1991	
BENEFICIAIRES_taille_F	71	121	T1PF 51111 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991 en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
BENEFICIAIRES_taille_F	72		T1PF 51112 : Evolution du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds (métropole et DOM) selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
BENEFICIAIRES_taille_F	73		T1PF 51113 : Ventilation du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991	
			selon la taille de la famille et l'organisme payeur (métropole et DOM)	
BENEFICIAIRES_taille_F	74		T1PF 51121 : Nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991	
			en métropole selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
BENEFICIAIRES_taille_F	75		T1PF 51122 : Evolution du nombre d'allocataires bénéficiaires de l'ensemble des fonds depuis 1991	
			<b><u>513 Familles bénéficiaires du FNPF selon la taille de la famille et le régime</u></b>	FNPF
BENEFICIAIRES_taille_F	76	122	T1PF 51311 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur depuis 1989	
BENEFICIAIRES_taille_F	77		T1PF 51312 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
BENEFICIAIRES_taille_F	78		T1PF 51313 : Ventilation du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole et dans les DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
BENEFICIAIRES_taille_F	79		T1PF 51321 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole depuis 1978	
			selon la taille de la famille et l'organisme payeur (hors bénéficiaires de l'AAH seule)	
BENEFICIAIRES_taille_F	80		T1PF 51322 : Evolution du nombre de familles bénéficiaires du FNPF en métropole	
			selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
			<b><u>52 Enfants : trois niveaux de définition</u></b>	
			<b><u>521 Enfants allocataires : série depuis 1991</u></b>	FNPF, FNAL, RMI, aides...
BENEFICIAIRES_taille_F	81		T1PF 5211 : Nombre d'enfants allocataires (y compris les doubles comptes) selon l'organisme depuis 1995	
			<b><u>5231 Enfants des familles bénéficiaires du FNPF : série depuis 1978</u></b>	FNPF
BENEFICIAIRES_taille_F	82		T1PF 52311 : Nombre d'enfants bénéficiaires de prestations familiales du FNPF métropole et DOM selon la taille de la famille et l'organisme payeur	
			<b><u>5232 Familles et enfants bénéficiaires du FNPF : série depuis 1968</u></b>	FNPF
BENEFICIAIRES_taille_F	83	123	T1PF 523211 : Nombre de familles bénéficiaires du FNPF selon l'organisme (hors bénéficiaires de l'AAH seule) depuis 1968	
BENEFICIAIRES_taille_F	83	123	T1PF 523212 : Nombre de familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme depuis 1971	
BENEFICIAIRES_taille_F	84	124	T1PF 523221 : Nombre d'enfants bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
BENEFICIAIRES_taille_F	84	124	T1PF 523222 : Nombre d'enfants des familles de deux enfants et plus bénéficiaires du FNPF selon l'organisme	
BENEFICIAIRES_taille_F	85	125	T1PF 523251 : Nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus selon l'organisme	
BENEFICIAIRES_taille_F	85	125	T1PF 523252 : Evolution du nombre moyen d'enfants par famille de deux enfants et plus	
BENEFICIAIRES_taille_F	86		T1PF 52411 : Effectifs de familles et d'enfants bénéficiaires de l'ARS depuis 1999	

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure		
			<b>530 Familles bénéficiaires des différentes prestations selon le régime</b>	<b>FNPF, FNAL, RMI, aides...</b>
BENEF_par_prestation	87	93	T1PF 53012011 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2011	
BENEF_par_prestation	88		T1PF 53022011 : Evolution des bénéficiaires des prestations entre 2010 et 2011	
BENEF_par_prestation	89		T1PF 53012010 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2010	
BENEF_par_prestation	90		T1PF 53022010 : Evolution des bénéficiaires des prestations entre 2009 et 2010	
BENEF_par_prestation	91		T1PF 53012009 : Bénéficiaires des prestations selon l'organisme en 2009	
z_z_Archive_05_BENEF	A - 202		Pour le détail par régime des effectifs de bénéficiaires des différentes prestations avant 1998	
			<b>531 à 537 Familles bénéficiaires des différentes prestations</b>	<b>FNPF, FNAL, RMI, aides...</b>
BENEF_par_prestation	92	126	T1PF 5311 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989	
BENEF_par_prestation	92	126	T1PF 53110 : Ventilation des bénéficiaires des aides au logement tous régimes des prestations métropole et DOM depuis 1989	
BENEF_par_prestation	93	127	T1PF 5312 : Evolution du nombre de bénéficiaires tous régimes des prestations métropole et DOM	
BENEF_par_prestation	94		T1PF 53131 : Part des CAF dans l'ensemble des bénéficiaires métropole et DOM	
BENEF_par_prestation	95	128	T1PF 5321 : Bénéficiaires tous régimes des prestations métropole depuis 1978	
BENEF_par_prestation	96	129	T1PF 5331 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole et DOM depuis 1989	
BENEF_par_prestation	97		T1PF 5332 : Evolution du nombre de bénéficiaires des CAF métropole et DOM	
BENEF_par_prestation	98	130	T1PF 5341 : Bénéficiaires de prestations des CAF métropole depuis 1989	
BENEF_par_prestation	99		T1PF 5351 : Estimation du nombre de bénéficiaires des prestations relatives aux frais de garde	
<b>Données CAF détaillées - Estimations tous régimes relatives aux bénéficiaires</b>				
9_1 Nais_Rev_Cumul	100	92	Encadré 2 : Bénéficiaires selon les cumuls de prestations (données Caf, métropole + Dom)	
9_1 Nais_Rev_Cumul	101	95	Encadré 3 : Effectifs de naissances (*) selon l'âge de la mère et la taille de la famille (données Caf)	
			<b>1. AF</b>	
2_3_Af_brochure_BE	102	97	T2PF 11 : Effectifs d'enfants bénéficiaires des AF, y compris forfait AF et familles de 1 enfant DOM (CAF, estimation tous régimes)	
2_3_Af_brochure_BE	102	97	T2PF 12 : Nombre d'enfants et de familles bénéficiaires du forfait AF créé en juillet 2003 (CAF, estimation tous régimes)	
2_3_Af_brochure_BE	102	97	T2PF 13 : Nombre de familles et d'enfants bénéficiaires du partage des AF (créé en mai 2007, données CAF, estimation tous régimes)	
2_3_Af_brochure_BE	103	98	T2PF 14 : Enfants des familles de 2 enfants et plus selon le rang de l'enfant, enfants des familles de 1 enfant dans les DOM (données CAF, hors forfait AF)	
2_3_Af_brochure_BE	103	98	T2PF 151 : Part des enfants couverts par les AF versées par les CAF selon la classe d'âge (1)	
2_2_AF_Insee	104		T2PF 1510 : Pyramide des âges en décembre depuis 2005 en France	
2_2_AF_Insee	105		T2PF 152 : Taux de passage d'une classe d'âge à la classe d'âge supérieure l'année suivante = suivi des effectifs selon l'année de naissance	
2_2_AF_Insee	106		T2PF 153 : Part des enfants bénéficiaires d'AF dans les CAF selon leur âge dans l'ensemble de la population française	
2_3_Af_brochure_BE	103	98	T2PF 154 : Estimation de la part de l'ensemble des moins de 20 ans couverts par les AF versées tous régimes (1)	
2_3_Af_brochure_BE	107	99	T2PF 162011 : Nombre d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2011	
2_3_Af_brochure_BE	107	99	T2PF 162010 : Nombre d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2010	
2_3_Af_brochure_BE	107	99	T2PF 162009 : Nombre d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2009	
2_3_Af_brochure_BE	107	99	T2PF 162008 : Nombre d'enfants bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2008	
2_3_Af_brochure_BE	108	100	T2PF 16 : Effectifs CAF d'enfants bénéficiaires des AF selon la taille de la famille, la présence de majorations pour âge ou du forfait AF depuis 2005	
2_3_Af_brochure_BE	109	101	T2PF 172011 : Nombre de familles bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2011	
2_3_Af_brochure_BE	109	101	T2PF 172010 : Nombre de familles bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2010	
2_3_Af_brochure_BE	109	101	T2PF 172009 : Nombre de familles bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2009	
2_3_Af_brochure_BE	109	101	T2PF 172008 : Nombre de familles bénéficiaires CAF des AF selon la présence de majorations pour âge ou du forfait AF en 2008	
2_1_AF_source	110		T2PF 1811 : Enfants bénéficiaires des AF de base selon leur rang au 31 décembre depuis 2006	
2_1_AF_source	110		T2PF 1812 : Enfants bénéficiaires des AF de base selon leur rang en moyenne annuelle depuis 2007	
2_1_AF_source	111		T2PF 1822 : E de 14-19 ans bénéficiaires potentiels des majorations AF 14-19 ans en moyenne annuelle depuis 2007	
2_1_AF_source	111		T2PF 1821 : E de 14-19 ans bénéficiaires potentiels	
2_1_AF_source	111		T2PF 182201 : E de 14-19 ans bénéficiaires des AF au 31 décembre	
2_1_AF_source	111		T2PF 182202 : Aînés 14-19 ans des F de 2 E au 31 décembre	

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<b>2. PAJE</b>
9_2_PAJE	110		T2PF 20 : Bénéficiaires d'une ou plusieurs composantes de la PAJE
9_2_PAJE	111	103	T2PF 21 : PAJE prime de naissance et d'adoption selon le type et la taille de la famille
9_2_PAJE	111	103	T2PF 22 : PAJE allocation de base selon le type et la taille de la famille
			<b>23. PAGE CMG assistants maternels</b>
9_2_PAJE	112	104	T2PF 231 : CMG AM : ventilation des familles selon les revenus et la taille de la famille
9_2_PAJE	112	104	T2PF 232 : CMG AM : ventilation des enfants selon l'âge de l'enfant et la taille de la famille
9_2_PAJE	113		T2PF 233 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG assistants maternels
9_2_PAJE	113		T2PF 234 : Effectifs CAF d'enfants bénéficiaires du CMG AM selon l'âge de l'enfant
			<b>24. PAGE CMG à domicile - CMG "structure"</b>
9_2_PAJE	114	105	T2PF 2410 : CMG à domicile (ensemble, hors doubles comptes, hors bénéficiaires du CMG structure)
9_2_PAJE	114	105	T2PF 2411 : CMG à domicile avec présence d'enfants de moins de trois ans*
9_2_PAJE	114	105	T2PF 2412 : CMG à domicile avec présence d'enfants de trois à six ans
9_2_PAJE	114	105	T2PF 242 : CMG "structure"
9_2_PAJE	115		T2PF 2430 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG à domicile (hors bénéficiaires du CMG "structure")
9_2_PAJE	115		T2PF 2431 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG à domicile avec présence d'enfants de moins de trois ans*
9_2_PAJE	116		T2PF 2432 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CMG à domicile avec présence d'enfants de trois à six ans
			<b>25. PAGE CLCA et COLCA</b>
9_2_PAJE	Dans le texte PF	107	T2PF 250 : Bénéficiaires du Clca et de l'Ape
9_2_PAJE	117		T2PF 251 : Effectifs CAF de familles bénéficiaires du CLCA et du COLCA selon le type de CLCA - Estimation tous régimes
9_2_PAJE	Dans le texte PF	107	T2PF 252.0 : Evolution des effectifs Clca depuis 2008
9_2_PAJE	118	106	T2PF 252 : Effectifs de bénéficiaires du CLCA selon le type de CLCA et la situation familiale (CAF, estimation tous régimes)
9_2_PAJE	119		T2PF 253 : CLCA et COLCA : ventilation des bénéficiaires CAF selon le taux d'activité
9_2_PAJE	119		T2PF 254 : CLCA et COLCA : évolution du nombre de bénéficiaires CAF selon le taux d'activité
			<b>3. CF</b>
9_3_Cf_Ars	120		T2PF 31 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la prise en compte d'une majoration de plafonds de ressources pour double activité (*)
9_3_Cf_Ars	120		T2PF 32 : Ventilation en % des bénéficiaires du Cf selon la taille de la famille
			<b>4. ARS</b>
9_3_Cf_Ars	121		T2PF 41 : Ventilation des enfants bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille
9_3_Cf_Ars	121		T2PF 42 : Nombre moyen d'enfants par famille bénéficiaire de l'Ars
9_3_Cf_Ars	121		T2PF 43 : Bénéficiaires de l'Ars différentielle
9_3_Cf_Ars	121		T2PF 44 : Enfants bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille
9_3_Cf_Ars	121		T2PF 45 : Familles bénéficiaires de l'Ars selon la taille de la famille
9_3_Cf_Ars	121		T2PF 46 : Enfants bénéficiaires de l'Ars selon l'âge
			<b>5. ASF</b>
9_4_Asf_Ajip_Api	122		T2PF 510 : Effectifs Caf d'enfants bénéficiaires de l'Asf selon la situation familiale - Asf non recouvrable - Nombre moyen d'enfants par famille depuis 2004
9_4_Asf_Ajip_Api	122		T2PF 511 : Estimation tous régimes du nombre d'enfants bénéficiaires de l'Asf selon la situation familiale depuis 2005
9_4_Asf_Ajip_Api	122		T2PF 52 : Part des familles bénéficiaires de l'Asf non récupérable depuis 2007
9_4_Asf_Ajip_Api	122		T2PF 53 : Variation du nombre de bénéficiaires de l'Asf et de l'Api entre 2005 et 2008
9_4_Asf_Ajip_Api	123		T2PF 54 : Familles et enfants bénéficiaires de l'ASF (CAF, estimation tous régimes, métropole + DOM)

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<b>6. AEEH</b>
9_5_Aeesh	124	110	T2PF 611.0 : Familles bénéficiaires de l'Aeesh (Caf, tous régimes, métropole, métropole + Dom) : série non rectifiée
9_5_Aeesh	124	110	T2PF 611.1 : Familles bénéficiaires de l'Aeesh, séries rectifiées détaillées en métropole et métropole et Dom
9_5_Aeesh	124	110	T2PF 611.2 : Enfants bénéficiaires de l'Aeesh : séries rectifiées Caf et tous régimes, métropole + Dom - Effectifs moyens annuels
9_5_Aeesh	125	111	T2PF 62 : Evolution en MA des effectifs d'enfants Caf pondérés par le barème (Bmaf constante, série rectifiée, Données Caf métropole et Dom)
9_5_Aeesh		111	T2PF 631 : Bénéficiaires de la majoration d'Aeesh pour les parents isolés - Familles monoparentales bénéficiaires de l'AEEH (métropole et Dom)
9_5_Aeesh	125	111	T2PF 632 : Familles et enfants bénéficiaires de l'Aeesh retour au foyer (données rectifiées, Caf, tous régimes, métropole et Dom)
9_5_Aeesh	125	111	T2PF 64 : Enfants bénéficiaires de l'Aeesh selon le type de complément depuis 1997
9_5_Aeesh	126		T2PF 651 : Effectifs Caf d'enfants bénéficiaires de l'Aeesh selon le type de complément perçu, avec ou sans majoration de parent isolé depuis 2006
9_5_Aeesh	127		T2PF 652 : Estimation dépenses à partir des effectifs Caf au 31 décembre pondérés par le barème d'Aeesh
9_5_Aeesh	127		T2PF 653 : Estimation dépenses à partir des effectifs Caf en moyenne annuelle pondérés par le barème d'Aeesh
9_5_Aeesh	128		T2PF 654 : Estimation de l'évolution des dépenses Caf à partir des effectifs (en MA) pondérés par le barème d'Aeesh
			<b>7.1 AJPP</b>
9_4_Asf_Ajpp_Api	129	112	T2PF 7111 : Bénéficiaires de l'allocation journalière de présence parentale (Ajpp, App) depuis 2001
9_4_Asf_Ajpp_Api	129	112	T2PF 7112 : Bénéficiaires du complément pour frais de l'Ajpp (sous CR) depuis 2006
9_4_Asf_Ajpp_Api	129	112	T2PF 7121 : Familles bénéficiaires de l'Ajpp et du complément selon la taille de la famille depuis 2001
9_4_Asf_Ajpp_Api	129	112	T2PF 7122 : Bénéficiaires de l'Ajpp et du complément pour frais selon l'âge des enfants depuis 2005
			<b>7.9 API</b>
9_4_Asf_Api_Aah	130		T2PF 79 : Données détaillées relatives aux bénéficiaires CAF de l'API de 1998 à 2008
			<b>8. AAH</b>
9_8_Aah	131	118	T2PF 8.1 : Ventilation des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)
9_8_Aah	131	118	T2PF 8.2 : Ventilation des bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille - Couples avec deux Aah depuis 2000 (données Caf, métropole + Dom)
9_8_Aah	131	118	T2PF 8.3 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)
9_8_Aah	131	118	T2PF 8.4 : Répartition des effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)
9_8_Aah	131	118	T2PF 8.5 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah en % du nombre de bénéficiaires de l'Aah depuis 1997 (données Caf, métropole + Dom)
9_8_Aah	131	118	T2PF 8.6 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle depuis 2000 (données Caf, métropole + Dom)
9_8_Aah	Dans le texte		T2PF 8.7 : Bénéficiaires de l'Aah selon la date d'avis de la Cdaph depuis 2005
9_8_Aah	132		<a href="#">T2PF 8.01 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah selon l'âge depuis 1997 (données Caf, métropole et Dom, métropole, Dom)</a>
9_8_Aah	132		<a href="#">T2PF 8.02 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah par taille de la famille (données Caf)</a>
9_8_Aah	132		<a href="#">T2PF 8.03 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de handicap (données Caf)</a>
9_8_Aah	132		<a href="#">T2PF 8.04 : Effectifs d'allocataires bénéficiaires de l'Aah suivant le taux de perception (données Caf)</a>
9_8_Aah	132		<a href="#">T2PF 8.05 : Effectifs de bénéficiaires d'un complément d'Aah ou de la garantie de ressources pour handicapés (données Caf)</a>
9_8_Aah	132		<a href="#">T2PF 8.06 : Situation des bénéficiaires de l'Aah par rapport à l'insertion professionnelle (données Caf)</a>
			<b>9.1 Logement</b>
9_0_Ch2_5_Logement	133	114	T3PF 061 : Evolution des prestations de logement depuis 2000 : + 10,4 % pour les dépenses en volume, + 0,2 % pour les bénéficiaires (en MA)
9_0_Ch2_5_Logement	134		T2PF 9.11 : Bénéficiaires d'une aide au logement depuis 2004
			<b>9.5 Minima sociaux, aides exceptionnelles et autres aides à l'emploi</b>
9_8_RMI_RSA		117	T2PF 9.51 : Population couverte par le Rsa depuis 2010
9_8_RMI_RSA	135	117	T2PF 9.52 : Bénéficiaires d'au moins un des minima sociaux depuis 2002 - Population couverte
9_8_RMI_RSA	136		T2PF 9.61 : Bénéficiaires du Rmi de 2001 à 2008 (données Caf)
9_8_RMI_RSA		116	T2PF 9.62 : Bénéficiaires du Rsa en 2011(données Caf, métropole, Dom, métropole + Dom)
9_0_Ch2_PF	Dans le texte	38	T2PF 9.7 : Minima (hors Aah), aides à l'emploi et prime exceptionnelle Ars



## 6. Les recettes et les dépenses de la CNAF depuis 1978 et de la branche Famille depuis 2002

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
REC_DEP	137	146	T1PF 611 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
REC_DEP	138	147	T1PF 612 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : présentation comptable pour la CCSS (en millions d'euros)
REC_DEP	138	147	T1PF 613 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
REC_DEP	139	148	T1PF 621 : Les recettes de la CNAF depuis 1978 - Les produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
REC_DEP	140	149	T1PF 622 : Les produits de la branche Famille depuis 2002 : ventilation comptable en euros constants
REC_DEP	140	149	T1PF 623 : Evolution des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
REC_DEP	141	150	T1PF 631 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002
REC_DEP	141	150	T1PF 632 : Structure des recettes de la CNAF depuis 1978 et des produits de la branche Famille depuis 2002, hors remboursement de prestations par l'Etat
REC_DEP	142	151	T1PF 641 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros courants
REC_DEP	142	151	T1PF 642 : Le financement de la CNAF par l'Etat en % du total des recettes hors remboursement de prestations
REC_DEP	142	151	T1PF 643 : Evolution du financement de la CNAF par l'Etat (et le FOREC) depuis 1981 en euros constants
REC_DEP	143		T1PF 644 : Le financement de la CNAF par l'Etat depuis 1981 en euros constants
REC_DEP	143		T1PF 645 : Le financement de la CNAF par l'Etat en % du total des recettes y compris le remboursement de prestations
REC_DEP	143		T1PF 646 : Structure du financement de la CNAF par l'Etat en % du total hors remboursement de prestations
REC_DEP	144	152	T1PF 661 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
REC_DEP	145	153	T1PF 662 : Les charges de la branche Famille depuis 2002 : regroupements comptables en euros courants (présentation CCSS)
REC_DEP	145	153	T1PF 663 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros courants
REC_DEP	146	154	T1PF 671 : Les dépenses de la CNAF depuis 1978 et les charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
REC_DEP	147	155	T1PF 672 : Evolution des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 en euros constants
REC_DEP	148	156	T1PF 673 : Structure des dépenses de la CNAF depuis 1978 et des charges de la branche Famille depuis 2002 (après déduction des remboursements de prestations)
REC_DEP	149	157	T1PF 681 : Recettes, dépenses et variation du fonds de roulement de la CNAF depuis 1978 (en euros)
REC_DEP	150	158	T1PF 682 : Substituts de cotisations pris en charge et solde de la CNAF en euros courants (depuis 1982)
REC_DEP	151	159	T1PF 6831 : Autres impôts et taxes affectés à la CNAF et cotisations prises en charge en euros courants (depuis 1982)
REC_DEP			T1PF 6832 : Exonérations de cotisations (ensemble du régime général) depuis 2005
REC_DEP	152	160	T1PF 6841 : Contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants
REC_DEP	152	160	T1PF 6842 : Evolution de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) depuis 1996 en euros courants
REC_DEP	153		T1PF 6851 : CSG CNAF par nature depuis 2002 en euros courants
REC_DEP	153		T1PF 6852 : Evolution de la CSG CNAF par nature depuis 2002 en euros courants
REC_DEP	153		T1PF 6853 : Ensemble de la CSG en euros courants
REC_DEP	153		T1PF 6854 : Evolution de l'ensemble de la CSG en euros courants
REC_DEP	154		T1PF 6911 : Cadrage des dépenses d'action sociale des CAF depuis 2002 aux dépenses du FNAS et aux dépenses consolidées (hors opérations en capital)
REC_DEP	154		T1PF 6912 : Structure des dépenses d'action sociale des CAF depuis 1995
REC_DEP	154		T1PF 6913 : Les prestations de service en action sociale de la branche Famille depuis 2004 en euros courants
REC_DEP	154		T1PF 6914 : Les prestations de service en action sociale de la branche Famille depuis 2004 en euros constants
REC_DEP	154		T1PF 6915 : Structure des charges de gestion courante de la branche Famille depuis 2002
REC_DEP	155		T1PF 699 : Répartition en % des cotisations d'allocations familiales entre les trois fonds - Taux de cotisation des régimes spéciaux
REC_DEP	156		T1PF 6990 : Taux de contribution théorique de la CNAF au financement du fonds national de l'habitat (1)
REC_DEP	157		T1PF 6991 : Dépenses d'AL virtuelle : chiffres comptables selon l'exercice de référence, clé de financement CAF et CCMSA

## 7. Tableaux du chapitre 9 de la brochure : montants et plafonds de prestations

### Taux de cotisation, plafond de SS, SMIC, prix, natalité

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<b><u>711 - BMAF</u></b>
BAREME_1_AF_ARS_CF	158	207	T1PF 7110 : BMAF moyenne annuelle depuis 1946 en euros
			<b><u>712 - AF</u></b>
BAREME_1_AF_ARS_CF	159		T1PF 7121 : Barème des allocations familiales par enfant (en % de la BMAF)
BAREME_1_AF_ARS_CF	159		T1PF 7212 : Plafonds de ressources des allocations familiales du 1 <sup>er</sup> mars 1998 au 31 décembre 1998
BAREME_1_AF_ARS_CF	159		T1PF 7123 : Montant mensuel des allocations familiales après CRDS en euros
BAREME_1_AF_ARS_CF	160	208	T1PF 7124 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros
BAREME_1_AF_ARS_CF	161		T1PF 7125 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant après CRDS en euros constants
BAREME_1_AF_ARS_CF	162	209	T1PF 7126 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant avant CRDS en euros constants
BAREME_1_AF_ARS_CF	163		T1PF 7127 : Montant moyen mensuel des allocations familiales par enfant en indice base 100 en 1994
			<b><u>72 - ARS, (aide à la scolarité)</u></b>
BAREME_1_AF_ARS_CF	164	210	T1PF 7211 : Montant et plafond de ressources de l'allocation de rentrée scolaire à taux plein en euros
BAREME_1_AF_ARS_CF	165	211	T1PF 7213 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'ARS : en euros courants et en % du Smic
BAREME_1_AF_ARS_CF	166	212	T1PF 7214 : Montant de l'ARS et revenu mensuel correspondant au plafond de ressources de l'ARS en euros constants
			<b><u>731 - CF - 732 - APJE</u></b> <span style="float: right;"><i>Cf. annexe page 466 ASU, AFG, allocations pré- et postnatales</i></span>
BAREME_1_AF_ARS_CF	167	213	T1PF 7311 : Montant du complément familial et de l'allocation pour jeune enfant en euros
BAREME_1_AF_ARS_CF	168	214	T1PF 7321 : Plafond de ressources du CF, de l'APJE et du complément pour frais de garde de l'AJPP (de l'APJE) en euros
BAREME_1_AF_ARS_CF	169	215	T1PF 7322 : Plafond de ressources annuel du CF et de l'APJE en euros
BAREME_1_AF_ARS_CF	170		T1PF 7323 : Revenu mensuel correspondant au plafond moyen annuel de ressources CF, AJPP, APJE en euros
BAREME_1_AF_ARS_CF	171	216	T1PF 7325 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources CF, AJPP, APJE en euros constants
			<b><u>733 - AFEAMA - AGED</u></b>
BAREME_2_JE	172		T1PF 7331 : Montant de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle agréée en euros
BAREME_2_JE	173		T1PF 7332 : Montant de la majoration de l'aide à la famille pour l'emploi d'une assistante maternelle
BAREME_2_JE	174		T1PF 7333 : Plafond de ressources de la majoration de l'AFEAMA
BAREME_2_JE	175		T1PF 7341 : Allocation de garde d'enfant à domicile en euros
BAREME_2_JE	176		T1PF 7342 : Plafond de ressources de l'allocation de garde d'enfant à domicile en euros
			<b><u>74 - PAJE</u></b>
BAREME_2_JE	177	217	T1PF 7411 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros depuis 2004
BAREME_2_JE	179	219	T1PF 7412 : Montant des composantes de la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) en euros constants
BAREME_2_JE	181	221	T1PF 7421 : Plafonds de ressources de la PAJE en euros
BAREME_2_JE	182	222	T1PF 7422 : Maximum des cotisations en cas de garde par une employée à domicile
BAREME_2_JE	183	223	T1PF 7430 : Revenu moyen mensuel correspondant au plafond de ressources de la PAJE
BAREME_2_JE	183	223	T1PF 7431 : Allocation de base et prime de naissance PAJE
BAREME_2_JE	184	224	T1PF 7432 : Complément mode de garde de la PAJE
BAREME_2_JE	185		T1PF 7441 : Salaires minima bruts annuels pour valider les trimestres d'activité pour le CLCA PAJE et pour l'APE en euros
BAREME_2_JE	186		T1PF 7451 : Comparaison des montants des nouvelles et anciennes prestations au 1 <sup>er</sup> juillet 2004
BAREME_2_JE	187		T1PF 7452 : Comparaison des plafonds des nouvelles et anciennes prestations au 1 <sup>er</sup> juillet 2004
			<b><u>75 - AP - APE - ASF (AO) - allocation d'adoption (AAD) - prêt jeunes avenir (PJA)</u></b>
BAREME_2_JE	174		T1PF 750 : Prêt jeunes avenir (PJA) : montant et plafond de ressources trimestrielles
BAREME_3_AEEH_AAH	188	225	T1PF 7511 : Montant de l'allocation parentale d'éducation, de l'allocation de soutien familial, de l'allocation de parent isolé et de l'allocation d'adoption
BAREME_3_AEEH_AAH	189	226	T1PF 7512 : Montant de l'APE, de l'ASF, de l'API et de l'AAD en euros constants
BAREME_3_AEEH_AAH	190		T1PF 7521 : API : forfait logement
BAREME_3_AEEH_AAH	190		T1PF 7522 : API : mesures d'intéressement

Classeur	N° Page doc. tableaux	N° Page brochure	
			<b><u>76 - AEEH (AES) - AJPP - AAH - CRPH - MVA</u></b>
BAREME_3_AEEH_AAH	191	227	T1PF 7611 : Montant de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé et des compléments d'AEEH (ex-AES) depuis 2002
BAREME_3_AEEH_AAH	192		T1PF 7612 : Montant moyen de l'AES avant CRDS jusqu'en 2001
BAREME_3_AEEH_AAH	193	228	T1PF 7621 : Montant de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP, de l'APP) et du complément pour frais de l'AJPP
BAREME_3_AEEH_AAH	194	229	T1PF 7622 : Montant et plafond de ressources du complément pour frais de l'AJPP
BAREME_3_AEEH_AAH	195	230	T1PF 7651 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros
BAREME_3_AEEH_AAH	196	231	T1PF 7652 : Montant maximum des prestations aux adultes handicapés en euros constants
BAREME_3_AEEH_AAH	197		T1PF 7653 : Montant de l'AAH suite à une hospitalisation, un placement...
BAREME_3_AEEH_AAH	198	232	T1PF 7661 : Montant mensuel de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en euros
BAREME_3_AEEH_AAH	199		T1PF 7933 : Salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1 <sup>er</sup> juillet
BAREME_3_AEEH_AAH	199		T1PF 7663 : Montant de la garantie de ressources (GRPH) aux adultes handicapés en % du SMIC net
BAREME_3_AEEH_AAH	200	233	T1PF 7671 : Plafond de ressources de l'allocation aux adultes handicapés en euros
BAREME_3_AEEH_AAH	200	233	T1PF 7672 : Revenu mensuel correspondant au plafond de ressources moyen de l'AAH en euros constants
			<b><u>77 - RSA - RMI</u></b>
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	201	234	T1PF 7711 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	202	235	T1PF 7712 : Montant du revenu minimum d'insertion en métropole en euros constants
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	202	235	T1PF 7713 : Montant de l'aide exceptionnelle (RMI) versée au 31 décembre en euros depuis décembre 1999
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	203		T1PF 7714 : Montant du forfait logement en euros depuis 1997 - Montant limite mensuel de la neutralisation des ressources liées à l'insertion
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	203		T1PF 7715 : RMI mesures d'intéressement en euros
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	204	236	T1PF 7720 : Montant du revenu de solidarité active en métropole en euros
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	204	236	T1PF 7721 : RSA MF : montant forfaitaire en euros courants
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	204	236	T1PF 7722 : RSA MAJI (ex-API) : montant forfaitaire majoré pour personnes isolées en euros courants
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	204	236	T1PF 7723 : Montant de la prime exceptionnelle RSA versée au 31 décembre en euros depuis décembre 2009
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	204	236	T1PF 7724 : Montant du forfait logement en euros
			<b><u>773 DOM : RSO - barèmes spécifiques</u></b>
			Cf. chapitre 8.2 de la brochure : la législation relative aux DOM, ses spécificités et son alignement progressif sur la législation de la métropole.
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	205	237	T1PF 7731 : DOM : Revenu de solidarité en euros
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	205	237	T1PF 7732 : DOM : Plafond de ressources du revenu de solidarité en euros
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	206	238	T1PF 7733 : Montant de l'allocation de parent isolé, des allocations familiales et du complément familial dans les DOM depuis 2001
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Divers			Montant des plafonds de ressources du complément familial et de l'ARS dans les DOM depuis 2001
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	207		T1PF 7734 : Montant moyen mensuel des prestations dans les DOM de 1949 à 1989 en euros
			<b><u>78 Taux de cotisation, plafond SS</u></b>
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	208		T1PF 7811 : Taux de cotisation au régime général de Sécurité sociale
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	208		T1PF 7812 : Taux de la contribution sociale généralisée : taux appliqués aux revenus salariaux
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	209		T1PF 7813 : Evolution du plafond annuel de sécurité sociale en euros
			<b><u>790 - Comparaison des plafonds et des montants de prestations exprimés en pourcentage du SMIC depuis 2008</u></b>
BAREME_1_AF_ARS_CF	210	9	T1PF 79-2011 : Montants 2011 des prestations "Famille" et plafonds exprimés en pourcentage du SMIC
			<b><u>793 - Données de cadrage : Prix - SMIC - PIB</u></b>
BAREME_1_AF_ARS_CF	211	239	T1PF 7931 : SMIC net (169 heures) correspondant au salaire minimum (SMIC) depuis 1968
BAREME_1_AF_ARS_CF	212		T1PF 7932 : Evolution du salaire minimum légal horaire (SMIC) depuis 1970
BAREME_3_AEEH_AAH	199		T1PF 7933 : Salaire minimum légal (SMIC) calculé sur 35 heures au 1 <sup>er</sup> juillet
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	213	240	T1PF 7941 : Produit intérieur brut (PIB) depuis 1950 en euros
BAREME_4_RSA_DOM_PIB_Diver	214		T1PF 7951 : Ensemble des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories 1 et 6 (CVS 2010)
BAREME_1_AF_ARS_CF	215	241	T1PF 7991 : Evolution des prix depuis 1945